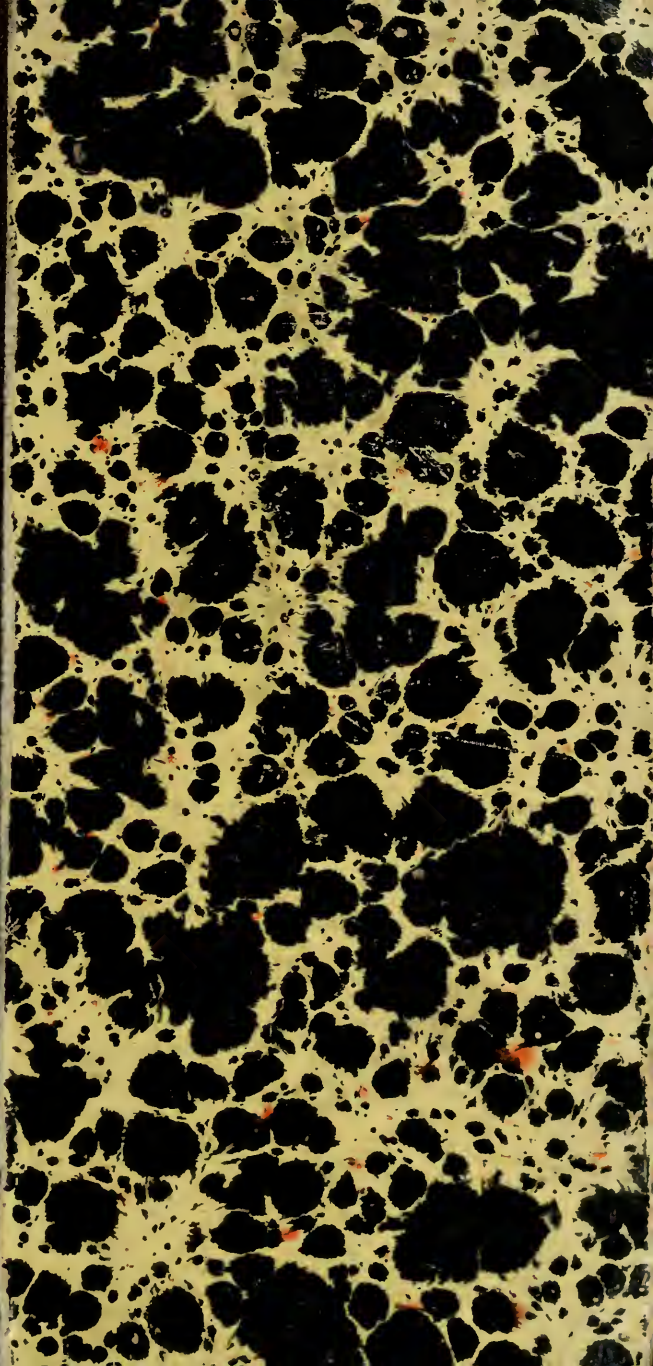
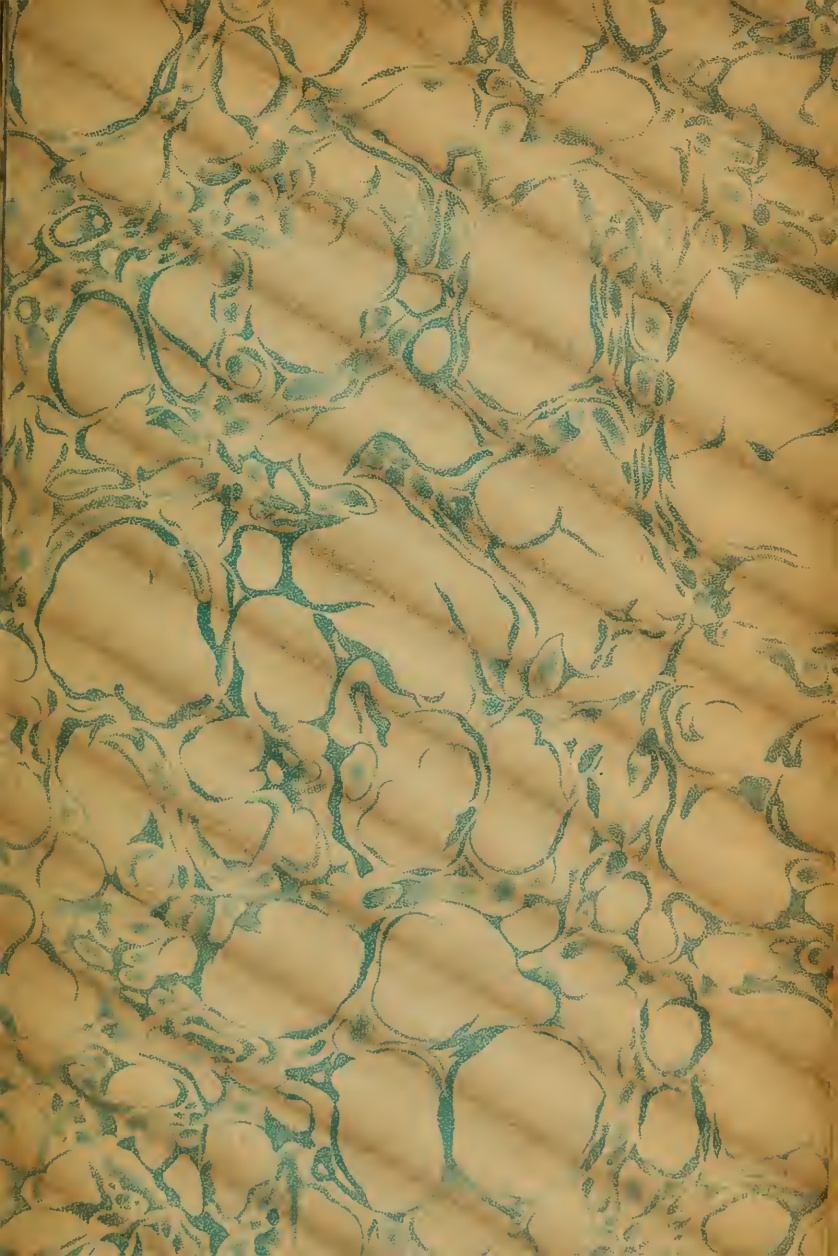




3 1761 04375 3581







1107
30/11
4 vols

BISMARCK ET L'ÉGLISE

LE CULTURKAMPF

1870-1878

I

OUVRAGES DE GEORGES GOYAU

Académie française : Prix Vilet, 1908.

LIBRAIRIE PERRIN

- L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE : *Le Protestantisme*, 6^e édition, 1 volume
in-16 (Académie française, premier prix Bordin). . . 3 fr. 50;
'ALLEMAGNE RELIGIEUSE : *Le Catholicisme* (1800-1848), 2^e édition»
2 volumes in-16 7 fr.
L'ALLEMAGNE RELIGIEUSE : *Le Catholicisme* (1848-1870), 2 volumes
in-16 7 fr. »
L'IDÉE DE PATRIE ET L'HUMANITARISME. Essai d'histoire française,
1866-1901, 4^e édition. 1 volume in-16. 3 fr. 50
Les Nations Apôtres. VIEILLE FRANCE, JEUNE ALLEMAGNE. — La
France dans le Levant. — La France à Rome. — L'Allemagne
dans le Levant. — L'Allemagne en Autriche, 3^e édition. 1 vo-
lume in-16 3 fr. 50
LE PAPE, LES CATHOLIQUES ET LA QUESTION SOCIALE, 4^e édition,
refondue. 1 volume in-16. 3 fr. »
AUTOUR DU CATHOLICISME SOCIAL, 4 séries. 4 volumes
in-16 14 fr. »
LENDEMAINS D'UNITÉ. Rome, Royaume de Naples. 1 volume
in-16 3 fr. 50
LA FRANC-MAÇONNERIE EN FRANCE, 5^e mille. Brochure in-16 . . . 0 fr. 50
LE PAPE LÉON XIII. 1 brochure in-16 0 fr. 60
L'ECOLE D'AUJOURD'HUI (1^{re} série). *Les origines religieuses de
l'Ecole laïque. — L'Ecole et la Morale. — La Politique à l'Ecole*,
4^e édition. 1 volume in-16 3 fr. 50
L'ECOLE D'AUJOURD'HUI (2^e série). *Le Péril primaire. — L'Ecole et
la Patrie. — L'Ecole et Dieu*, 2^e édition. 1 vol. in-16 . . . 3 fr. 50
JEANNÉ D'ARC DEVANT L'OPINION ALLEMANDE. 1 brochure . . . 1 fr. »

LIBRAIRIE BLOUD

- MOEHLER, 1 volume in-16 3 fr. 50
KETTELER, 1 volume in-16 3 fr. 50

LIBRAIRIE FIRMIN-DIDOT

- LE VATICAN, LES PAPES ET LA CIVILISATION, en collaboration
avec André Pératé et Paul Fabre, 2 volumes in-16. . . 8 fr. »

LIBRAIRIE LECOFFRE

- SAINTÉ MÉLANIE, 1 volume in-16 2 fr.
-

3724b

GEORGES GOYAU

BISMARCK ET L'ÉGLISE

LE CULTURKAMPF

1870-1878

TOME PREMIER

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1922

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

17/1974
8/6/22

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

1870

A la mémoire
du Comte ÉDOUARD LEFEBVRE DE BÉHAINE
Ambassadeur de France.

INTRODUCTION

Il y eut dans la vie de Bismarck une campagne malheureuse : ce fut le *Culturkampf*. La Prusse et l'Église y furent aux prises. Un Bismarck, plusieurs siècles avant, dans la petite ville de Stendal, avait jeté par terre un chanoine et bravé l'excommunication¹ : c'est à la hiérarchie religieuse elle-même que s'attaqua, finalement, son lointain descendant ; c'est elle qu'il voulut bousculer, par une série de lois que, sur l'heure même, Victor Cherbuliez qualifia d'incohérentes, de mal digérées, d'attentatoires, tout à la fois, à la liberté doctrinale et au pouvoir disciplinaire de l'Église².

La défaite de Bismarck justifia, une fois au moins, la définition que donnait un jour de lui l'orateur catholique Mallinckrodt : « M. le chancelier a les organes de la volonté et de la violence ; mais un

1. POSCHINGER, *Aus grosser Zeit*, p. 95 (Berlin, Trewendt, 1905).
— Cf. GEORG SCHMIDT, *Das Geschlecht von Bismarck* (Berlin, Trewendt, 1908).

2. VALBERT, *Hommes et Choses d'Allemagne*, p. 188. (Paris, Hachette, 1877.)

organe lui manque, celui qui permet d'apprécier exactement les conséquences ¹ ».

La victoire de l'Église confirma, cette fois encore, la réflexion profonde qu'exprimait dès 1850 le chanoine Heinrich, de Mayence : « La brutalité extérieure peut bien persécuter l'Église, mais non l'asservir ; son asservissement ne pourrait résulter que de sa propre décadence intérieure ² ».

*
* *

Voilà vingt ans bientôt que M. l'abbé Kannengieser exaltait beaucoup d'âmes françaises en évoquant devant elles, pour la première fois, les épisodes les plus dramatiques des vexations prussiennes et badoises ³ ; on ne pouvait alors rien essayer de plus ; les documents faisaient défaut.

L'histoire du *Culturkampf* est maintenant très accessible : nombreux sont les documents imprimés, nombreux aussi les inédits, que de hautes bienveillances nous ont offerts ⁴. Mais il en est de cette guerre

1. PFÜLF, *Mallinckrodt*, 2^e édit., p. 468. (Fribourg, Herder, 1901.)

2. *Katholik*, 1850, I, pp. 562 et suiv.

3. *Catholiques allemands* ; *Le Réveil d'un peuple*, 2 vol. Paris, Lethiellieux, 1892. En 1906, sous le titre : *Le Kulturkampf et le chancelier de fer : comment on organise une persécution*, M. l'abbé PAUL BERNARD publia, dans les *Études*, trois articles que nous avons lus avec profit.

4. Nous tenons à remercier spécialement M. le comte Lefebvre de Bélaine. Nous devons mentionner aussi qu'avec le gracieux assentiment de M. le vicomte de Gontaut-Biron, M. André Dreux nous a très obligeamment communiqué certains matériaux inédits dont il avait eu connaissance au temps où il préparait ses deux importants volumes sur l'ambassade de Gontaut-Biron. Nous avons enfin, dans certains évêchés et

comme de toutes celles que risqua Bismarck : les origines en demeurent obscures.

*
* *

A l'époque même où Frédéric-Guillaume IV et Guillaume I^{er} méritaient par leur politique religieuse la gratitude de l'Église, deux prélats illustres auguraient les bourrasques futures. L'un était le cardinal Reisach ; l'autre, le cardinal Wiseman. « Une fois la Prusse maîtresse de l'Allemagne, disait Reisach en 1866, tout cela sera changé comme par un coup de baguette¹ ». « Soyez convaincu, annonçait Wiseman dès 1854, que dans un temps qui n'est pas éloigné, c'est sur le sable de Brandebourg que se livrera la lutte décisive entre la foi et l'incroyance, entre le christianisme et l'antichristianisme² ».

L'action bismarckienne justifia les prophéties de Reisach ; la philosophie militante des nationaux-libéraux justifia les prophéties de Wiseman. Et lorsque des divinations aussi nettes sont aussi exactement réalisées, c'est assurément qu'en dépit des apparences il y avait quelque chose de normal dans l'acheminement que suivit l'histoire.

Mais n'allons pas plus loin... Quelque chose de normal, soit, mais non point de fatal ni de nécessaire. Si Guillaume I^{er} avait deviné la portée du *Cultur-*

presbytères allemands, pu consulter de précieux documents, grâce à des bienveillances prélatiques et sacerdotales qui sauront reconnaître, ici, l'expression de notre gratitude.

1. *Correspondance de Genève*, 16 août 1871.

2. PFÜLF, *Bischof Ketteler*, III, p. 309. (Mayence, Kirchheim, 1899).

kampf avec la même perspicacité dont témoigne le propos de Wiseman, l'aurait-il jamais laissé s'engager ? Nous ne le pensons pas, ses scrupules religieux auraient arrêté l'histoire sur la pente où l'avaient audacieusement précédée les intuitions d'un Wiseman et d'un Reisach. Il suffit de libertés humaines se ressaisissant, pour que les prétendues nécessités historiques soient démenties ou contrecarrées. Jamais un pronostic, si frappant soit-il, ne doit être considéré comme expliquant l'histoire, parce que jamais un pronostic n'emprisonne l'histoire ; ce n'est qu'une hypothèse sur l'orientation probable des libertés humaines ; mais une inconnue subsiste, qui peut s'évader, qui peut s'insurger ; cette inconnue, ce sont ces libertés mêmes. En méditant sur le mot de Wiseman et sur le mot de Reisach, on peut comprendre certaines raisons du *Culturkampf*, mais non point pourquoi ces raisons, à telle minute du siècle, en commandèrent l'explosion.

*
* *

« Le *Culturkampf*, disait un jour Windthorst à Bennigsen, date du champ de bataille de Sadowa ¹ ». La phrase faisait l'effet d'une boutade ; mais elle esquissait une théorie, que l'on retrouvait, plus prolixe et plus doctorale, sur beaucoup de lèvres protestantes et sur certaines lèvres catholiques ².

1. HÜSGEN, *Ludwig Windthorst*, p. 78 (Cologne, Bachem, 1907).

2. Voir PAUL MAJUNKE, *Das evangelische Kaisertum* (Berlin, Bidder, 1881), et *Geschichte des Culturkampfes in Preussen-Deutschland*, pp. 135-139. (Paderborn, Schöningh, 1887).

Cette théorie affirmait que « les batailles de Sadowa, de Metz et de Sedan avaient été livrées, en dernière analyse et dans le sens le plus élevé, contre le catholicisme » ; que la Prusse protestante, victorieuse de l'Apostolique Monarchie, victorieuse de la fille aînée de l'Eglise, devait entrer en conflit, nécessairement, avec cette Eglise elle-même ; qu'il y avait là une sorte de prédestination, et que, dans l'institution même de l'Empire, le *Culturkampf*, si l'on ose ainsi dire, aurait été préétabli.

En 1873, les ennemis de Rome, — plus peut-être que les connaisseurs d'art, — composèrent une gloire au peintre Guillaume Kaulbach, pour un tableau qui s'intitulait : *le Saint Michel allemand*. On y voyait un saint Michel armé du glaive : devant lui, Napoléon III, tenant l'infortuné Prince Impérial, gisait foudroyé ; la couronne du souverain roulait au loin, s'en allant aux abîmes ; à droite, deux prêtres, dont l'un brandissait un rosaire, mordaient le sol, tout comme l'Empereur ; à gauche, s'effondrait un vieillard risible, coiffé d'une tiare, les mains encombrées d'une bulle, moitié suppliant, moitié fugitif, et qui sentait la terre glisser sous lui¹. C'en était fait de Napoléon ; au tour de Pie IX, maintenant ! Ainsi Kaulbach symbolisait-il la solidarité de la France et du Saint-Siège, et l'enchaînement historique qui semblait rattacher à la mêlée de Sedan les mêlées parlementaires du *Culturkampf*.

Édouard de Hartmann, le philosophe de l'Incon-

1. FRITZ V. OSTINI, *Wilhelm v. Kaulbach*, pp. 111 et 115. (Bielefeld, Velhagen, 1906.)

scient, se plaisait à ce genre de déductions¹, que le pinceau de Kaulbach illustrait : elles avaient quelque profondeur, une profondeur qui parfois atteignait à la vérité. Il en était d'elles comme de tous les systèmes qui peuvent suffire à la philosophie de l'histoire, ou bien encore à la paresse des historiens, mais dont il y a péril à se contenter trop aisément. Ils doivent servir la besogne historique, mais ne jamais y commander; ils ne sont utiles qu'à ce prix. Laissons-les éclairer ce qu'ils expliquent, mais prenons garde qu'ils ne nous cachent ce qu'ils sont impuissants à expliquer. En présentant le *Culturkampf*, exclusivement, comme une conséquence fatale de Sadowa et de Sedan, l'on risquerait d'en simplifier à l'excès le récit, d'en estomper les nuances infinies, et de substituer à la complexité de la vie, au fouillis des répercussions humaines, les lignes ternes et pâles d'un beau dessin schématique, probablement plus clair, mais assurément moins vrai.

*
* *

On a dit, parfois, qu'au travail d'unification politique dont l'Empire était sorti, devait succéder un travail d'unification religieuse. A certaines heures, le catholique Auguste Reichensperger soupçonna formellement Bismarck de vouloir établir une Église nationale allemande²; un bruyant ennemi du chan-

1. HARTMANN, *Gesammelte Studien und Aufsätze gemeinverständlichen Inhalts*, p. 94. (Leipzig, Friedrich, s. d.)

2. PASTOR, *August Reichensperger*, II, p. 60. (Fribourg, Herder, 1898.)

celier, Rodolphe Meyer, lui prêtait les mêmes plans ¹. Le *Culturkampf* apparaîtrait ainsi, de plus en plus nettement, comme le troisième acte d'une audacieuse trilogie. Premier acte, Sadowa : Luther vainqueur des Habsbourg. Second acte, Sedan : Luther vainqueur du catholicisme latin. Troisième acte, le *Culturkampf* : Luther aspirant à une dernière victoire sur ce qui restait de catholicisme en Allemagne, et, dans cette lutte nouvelle, Luther échouant. En exergue de ce troisième acte, deux textes instructifs pourraient s'inscrire. J'emprunterais le premier au livre, aujourd'hui trop oublié, qu'écrivait en 1868, sous ce titre somptueux : *l'Allemagne autrefois et aujourd'hui dans la lumière du règne de Dieu*, le prédicateur Carl Hoffmann : il y rêvait d'une Église catholique nationale allemande, « modérée, débarrassée de ses contrastes irréparables avec l'Évangile, confédérée avec l'Église évangélique, et se réunissant à elle dans des conciles nationaux qui eussent représenté la chrétienté allemande ² ». Un second texte, postérieur de huit ans, contemporain des violences du *Culturkampf*, nous serait offert par le publiciste hégélien Constantin Roessler : consacrant un gros volume, en 1876, à la question religieuse en Allemagne, il osait penser et dire que si l'Église romaine ne capitulait pas, il y aurait lieu, peut-être, de concerter contre son culte certaines prohibitions

1. RUDOLF MEYER, *Politische Gründer, und die Corruption in Deutschland*. (Berlin, Bidder, 1877.)

2. LUDWIG FRIEDRICH WILHELM HOFFMANN, *Deutschland einst und jetzt im Lichte des Reiches Gottes* (Berlin, Stilke, 1868).

officielles et d'aviser ainsi à l'unité confessionnelle de la Germanie¹.

C'était là, paraît-il, si l'on en croit l'historien Treitschke, le souhait silencieux de beaucoup de patriotes allemands. Mais Treitschke continuait, avec un certain bon sens : « Toutes les têtes éclairées comprennent que si un tel changement doit avoir lieu, ce n'est pas encore sous les deux prochaines générations qu'il s'accomplira² ».

Il faudra tenir compte de ce rêve, dans l'histoire du *Culturkampf*, mais on aurait tort d'admettre que le *Culturkampf* en est tout entier sorti. Luther y joua son rôle ; mais le *Culturkampf* fut quelque chose de plus, et, à certains égards, quelque chose d'autre, qu'un projet d'extension du règne de Luther. En écoutant parler Hoffmann et Roessler, en épiaut jusque dans leurs songes les silencieux patriotes allemands dont Treitschke nous révèle les arrière-pensées, nous pourrions comprendre mieux certains épisodes du *Culturkampf* ; mais on s'exposerait à en rétrécir toute l'histoire, si on l'encadrait dans cet horizon.

*
* *

D'autres constructeurs, soucieux uniquement d'abriter, derrière une façade construite par leur pensée, la masse des faits, grands et menus, se lais-

1. ROESSLER, *Das deutsche Reich und die kirchliche Frage*, p. 437 (Leipzig, Grunow, 1876).

2. TREITSCHKE, *Zehn Jahre deutscher Kämpfe*, II, p. 334. (Berlin, Reimer, 1877).

seraient aller, peut-être, à concevoir le *Culturkampf* comme le duel de deux « cultures », culture germanique et culture romaine, germanisme et romanisme. Pour resserrer ce duel, et puis pour le raconter à leur façon, ils pourraient s'autoriser, d'abord, du nom même de *Culturkampf*, et aussi d'un très curieux passage de Nietzsche, datant précisément de 1873, et qui inculpe d'une abominable suffisance l'Allemagne de cette époque.

Une grande victoire est un grand danger, écrivait Nietzsche. La nature humaine supporte plus difficilement la victoire que la défaite. J'inclinerais même à penser qu'il est plus aisé de remporter une pareille victoire que de faire en sorte qu'il n'en résulte pas une profonde défaite. Mais une des conséquences néfastes qu'a provoquées la dernière guerre avec la France, la conséquence la plus néfaste, c'est peut-être cette erreur presque universellement répandue, l'erreur de croire, comme fait l'opinion publique, comme font tous ceux qui pensent publiquement, que c'est aussi la culture allemande qui a été victorieuse dans ces luttes et que c'est cette culture qu'il faut maintenant orner de couronnes qui seraient proportionnées à des événements et à des succès si extraordinaires. Cette illusion est extrêmement néfaste ¹.

Ainsi parlait Nietzsche, à l'instant même où s'unissaient contre Rome la morgue savante d'un Virchow et la violence juridique d'un Bismarck ; elles se prévalaient, l'une et l'autre, de la supériorité du germanisme ; chez l'homme de science comme chez l'homme

1. NIETZSCHE, *David Strauss seclateur et écrivain (Considérations inactuelles*, trad. Henri Albert, pp. 7-8, Paris, Mercure de France, 1907).

d'État, la brutalité, si nous osons ainsi dire, était à base d'orgueil. Au moment où l'Allemagne commencera d'être dégoûtée du *Culturkampf*, certaines feuilles pénitentes la confesseront du péché d'orgueil, mobile de cette lutte, et justifieront ainsi l'inutile pronostic de Nietzsche. La lourde mésaventure du *Culturkampf*, présentée sous cet aspect, commenterait avec éloquence les avertissements que le Psalmiste donnait jadis aux superbes, et dont peut profiter, non moins que la conscience des individus, la conscience des nations. Sous ce jour, elle apparaîtrait, non plus comme la conséquence historique des victoires allemandes, non plus comme la conséquence logique de l'unité, mais comme la conséquence d'un fait psychologique, l'orgueil, comme l'épanouissement d'un périlleux état d'âme, — l'état d'âme de l'agresseur victorieux. Ici encore, grâce à Nietzsche, nous touchons à l'un des éléments du *Culturkampf*, mais toute l'histoire du *Culturkampf* ne tient pas dans cette page de Nietzsche ; et les mots mêmes de « combat pour la culture », si suggestifs soient-ils, n'étreignent ni ne résument tout le *Culturkampf*.

*
* *

Ne craignons pas de le dire : les origines du *Culturkampf* s'embrouillent davantage, à mesure que le regard est plus patient à les scruter ; elles sont embrouillées par la multiplicité des circonstances ; elles sont embrouillées par la variété, par la contradiction même, qu'on observe entre les propos

successifs, entre les attitudes successives de Bismarck. Un certain parti-pris de limpidité, qui dissimulerait les complications trop malaisées à dénouer, trahirait l'histoire. Voici des textes, par exemple, avec lesquels on pourrait prouver que le *Culturkampf* châtia la proclamation de l'infailibilité et que les efforts de Bismarck pour l'asservissement de l'Église furent une représaille contre le concile du Vatican. On les trouve, en 1872, sous la plume de Bismarck ¹; en 1873, sur les lèvres du maréchal Roon, président du ministère qui présenta les lois de Mai ². Mais d'autres paroles s'insurgent, de 1870, de 1871, de 1887 ³, toutes de Bismarck, attestant non moins expressément que l'infailibilité lui importait peu. « Ce n'est pas un sectaire ni un fanatique, écrivait de lui Adolphe Dechamps, le ministre belge; c'est plutôt, je pense, un sceptique, qui a peu de souci des disputes religieuses ». Si, par ailleurs, il nous plaisait de soutenir que le *Culturkampf* fut plutôt, en son essence, une réaction inévitable contre les libertés que l'année 1850 avait apportées aux catholiques, nous aurions sous la main, pour l'établir, tout un discours de Falk, le ministre même qui fit voter les lois de Mai ⁴, et de nombreux passages de Bismarck ⁵; mais le même Bismarck, en 1887, proclama publiquement que ces

1. Voir ci-dessous, I, p. 288-289.

2. Voir ci-dessous, I, p. 395.

3. Voir ci-dessous, I, p. 164, 165, 167.

4. A. DECHAMPS, *Le prince de Bismarck et l'entrevue des trois empereurs, M. Thiers et la France*, 2^e édit., pp. 67-68. (Paris, Jouby.)

5. Voir ci-dessous, I, p. 14.

libertés n'avaient été gênantes pour personne ¹. A quinze mois de distance, à la fin de 1884 ², d'abord, puis au début de 1886 ³, Bismarck porta deux jugements, exactement contradictoires l'un de l'autre, sur l'attitude politique des catholiques durant la période qui précéda le *Culturkampf*. Dans l'espace de quarante-huit heures, lorsque s'ouvrit, en 1873, la discussion des lois de Mai, on entendit Roon, Falk et Bismarck, exposer, chacun à sa façon, les raisons de leur commune politique religieuse, et apporter tous trois des motifs différents ⁴. Un récit du *Culturkampf* qui voudrait être une thèse ferait choix d'un de ces points de vue, et se déroulerait ensuite à son aise, avec l'attrait facile d'un système lucide. Mais pour un récit qui veut être une histoire, c'est la diversité même de ces points de vue qui est attirante; c'est leur confusion qui est instructive; on ne peut s'en évader loyalement qu'après s'y être d'abord attardé. Le premier devoir n'est pas de reconstituer le programme de la lutte et d'en préparer une explication historique et logique, mais bien plutôt d'épier et de décrire les tâtonnements, les hésitations, les soubresauts, les incohérences.

Jensen

1. BISMARCK, *Polilische Reden*, 21 avril 1887 (éd. Horst Kohl, XII, p. 367).

2. BISMARCK, *Polilische Reden*, 3 décembre 1884 (éd. Horst Kohl, X, p. 304).

3. BISMARCK, *Polilische Reden*, 28 janvier 1886 (éd. Horst Kohl, XI, p. 438).

4. Cf. ci-dessous. I, p. 395; et voir KERNER, *Revue générale* (de Bruxelles), 1876, II, p. 933.

*
* *

Bismarck et l'Église : tel est le titre qui nous a paru séant pour ce récit. Car avant de définir et d'animer deux ou trois entités — protestantisme, germanisme, libéralisme — dont le *Culturkampf* aurait marqué l'insurrection contre Rome ; avant d'étudier dans quelle mesure il fut un mouvement philosophique, dans quelle mesure même un mouvement théologique, c'est vers la personne de Bismarck qu'il faut regarder ; si elle est une énigme, il faut chercher à la comprendre, et si parfois on ne la comprend pas, franchement il faut l'avouer.

Divers brouillons existent, dans lesquels l'évêque Ketteler s'essayait à mettre au net son opinion sur Bismarck et sur les raisons qui firent de lui un persécuteur : un jour il considère Bismarck comme un assez bon chrétien, à qui la secte des vieux-catholiques a inspiré je ne sais quelle peur de Rome ; une autre fois, il devine dans le *Culturkampf* un acte de diplomatie, commandé par l'alliance avec l'Italie et avec les nationaux-libéraux ; un troisième jour, il semble qu'il ne voie plus dans Bismarck qu'un politicien archaïque, visant à restaurer le vieil absolutisme prussien¹. Ainsi Bismarck était obscur pour Ketteler ; il le sera quelquefois pour nous.

Nous écouterons avec soin Bismarck orateur, mais nous l'écouterons au jour le jour, comme il parlait. Nous ne chercherons pas à construire, avec l'ensemble

1. PFÜLF, *Bischof Ketteler*, III, pp. 164-167.

des discours concernant sa politique ecclésiastique, une théorie qui serait factice, sur les motifs directeurs de cette politique. Les idées qu'on y surprend y surviennent, à l'heure opportune, pour les besoins du moment; elles marquent des étapes, elles accusent une évolution, elles voilent et consacrent des changements de tactique; elles ne sont, en aucune façon, la révélation progressive de ce qui existait en 1871 dans l'esprit de Bismarck. On se tromperait en voyant dans le *Culturkampf* le froid et sûr développement d'une antique pensée bismarckienne et en considérant le chancelier comme une sorte de demiurge, écartant triomphalement les voiles derrière lesquels il aurait caressé, dans un long mystère, l'idéal d'une Allemagne religieuse nouvelle. Mais gardons-nous inversement de prendre à la lettre ce que disait Bismarck en 1875 au prince de Hohenlohe¹, ce qu'il redit dans ses *Pensées et Souvenirs*², et de conclure avec lui que, sans le péril polonais et sans la formation du Centre, l'Église romaine n'aurait pas été menacée.

*
* *

Car Bismarck, qui, durant les diverses phases du

1. Conversation de Bismarck avec Hohenlohe, 8 septembre 1875 (HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 171; trad. franç., II, p. 341, Paris, Conard, 1909): « Le conflit ecclésiastique est issu en somme de faits insignifiants (*aus kleinen Ansaengen*). C'est l'accroissement excessif de l'élément polonais dans les provinces orientales et l'apparition d'un parti politique catholique qui l'ont amené. »

2. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 123 et suiv.; trad. Jaeglé, II, pp. 150 et suiv.

Culturkampf, eut presque toujours l'attitude et l'allure d'un instigateur, ne fit souvent qu'appliquer et réaliser certaines théories philosophiques professées par les fractions parlementaires dont il avait besoin; et lorsqu'il rattache à de « petits commencements » politiques l'éclosion du conflit, il oublie, volontairement peut-être, les formidables courants d'idées antireligieuses auxquels les nationaux-libéraux voulaient asservir l'État. Le *Culturkampf* aurait été, de par sa définition même, le triomphe de ces courants; ils comptaient sur Bismarck, pour vaincre; ils ne refluerent que parce que, cette fois-là, Bismarck fut vaincu.

Dans l'armée du *Culturkampf*, il y a un homme et une majorité, dont l'action se coalise et produit une persécution. Mais l'homme sévit sur le tard, et prétend ne sévir qu'au nom de l'expérience; l'acharnement de la majorité était un acharnement de vieille date et s'inspirait de théories *à priori*, qui déjà s'étaient avant 1870 dans l'enceinte du Parlement. L'esprit de persécution, chez ces deux alliés, chez le ministre et chez les députés, n'a point la même date, ni les mêmes assises, ni les mêmes impatiences, ni les mêmes élans.

Beaucoup de juristes nationaux-libéraux ne concevaient pas d'autre solution possible au *Culturkampf* que l'écrasement mortel de l'ennemi : Bismarck, au contraire, n'écarta jamais comme impossible l'idée d'une paix avec l'ennemi¹. Mais pour que

1. Sur la différence d'esprit entre Bismarck et les juristes, voir MARCKS, *Kaiser Wilhelm I*, p. 315. (Leipzig, Duncker, 1897).

tout d'abord l'impérieux fanatisme « libéral » parvint à déchaîner la lutte religieuse, il fallait une série de gestes de Bismarck; et ce fut son vouloir qui fit éclater le *Culturkampf*, son vouloir qui plus tard le pacifia.

*
* *

Ce fut lui, surtout, et lui seul, qui fit effort, à certaines heures, pour acclimater dans l'Europe entière l'idée d'une guerre universelle contre Rome, et pour imposer cette idée aux diverses souverainetés. Dans les campagnes tentées contre les catholiques de France, et contre ceux de Belgique, et contre ceux de Turquie, et contre l'ascendant européen de la Papauté, Bismarck fut l'unique metteur en œuvre, astucieux et tenace; et l'on vit ses diplomates, dociles instruments du maître, user une fois de plus de cette méthode éminemment bismarckienne qui consistait à inventer des griefs pour engager des querelles.

Un jour que des pèlerins, en Belgique, avaient chanté le *Magnificat*, le chargé d'affaires d'Allemagne s'en vint dire au ministre Malou qu'en psalmodiant les mots : *Deposuit potentes de sede*, ils avaient assurément, du fond de leur cœur, prié Dieu de déposer Bismarck. Un incident diplomatique allait surgir. « Excellence, répliqua Malou, connaissez-vous le nom du barbier de David ? » Le diplomate étonné fit signe que non. « Eh bien ! expliqua le ministre, il s'appelait Amplius. Car il est dit dans le psaume : *Amplius lava me*. Vous voyez qu'on

trouve dans les textes sacrés tout ce qu'on veut y trouver¹ ».

Ce jour-là, un calembour de Malou put épargner à la Belgique un ennui ; mais il y eut d'autres circonstances dans lesquelles le désir bismarckien d'un *Culturkampf* international fit planer sur l'Europe, et spécialement sur la France, de graves menaces de guerre ; et ces circonstances étaient concertées par Bismarck.

Ce fut par Bismarck que le *Culturkampf* national, vieux rêve des nationaux-libéraux, devint un fait ; et il ne tint pas à lui que le *Culturkampf* international, son rêve personnel, ne devint un fait, aussi. C'est donc aux pas de Bismarck, avant tout, que notre observation devra s'attacher ; et le centre de cette histoire, dont il demeure, quoi qu'il en veuille, l'ouvrier responsable, ce sera lui, toujours lui.

*
* *

Nous avons d'abord, sur le rôle du Chancelier dans le *Culturkampf*, un chapitre entier, inséré par Bismarck lui-même dans les deux volumes de ses *Pensées et Souvenirs*. Ces deux volumes méritent toujours attention, mais pas toujours créance. Les réserves qui déjà sont de mise, lorsque Bismarck entretient la postérité de ses victoires, s'imposent d'une façon plus expresse encore, s'il s'agit d'une défaite pour laquelle il plaide ou qu'il s'efforce à pal-

1. L'histoire est demeurée légendaire dans les cercles politiques de Bruxelles.

lier. Dire à l'histoire la vérité, c'était assurément le moindre souci de Bismarck : nous en avons une preuve piquante dans les confidences que fit un jour Maurice Busch au consul Eckhardt. Sybel, pour écrire son ouvrage sur la fondation de l'Empire, réclamait des pièces d'archives ; alors Bismarck, dédaigneux et ironique, signifiait à Busch de faire un bon tri. « Montrez-lui ce qui nous va bien (*was uns passte*), expliquait-il, mais laissez de côté tout ce qui pourrait troubler la bonne opinion qu'a de nous son âme charitable ¹... » Lorsque Bismarck, écrivant lui-même, feuillette pour nous sa propre mémoire, nous ne pouvons lui demander ni plus de générosité ni plus de scrupules que lorsqu'il accommodait à sa façon les cartons d'archives que feuilleterait Sybel.

Ensuite viennent, en toute première ligne, certaines pages que Bismarck revisa ; nous voulons parler, ici, de l'œuvre de Maurice Busch. On doit prêter une certaine importance aux chapitres de l'ouvrage de Busch : *Notre chancelier d'Empire* (*Unser Reichskanzler* ²), qui traitent de l'attitude religieuse de Bismarck. Une lettre que le chancelier écrivait à Busch, le 3 août 1883, nous prouve, en effet, que Busch lui avait soumis une première rédaction de ces chapitres, et que ce brouillon provisoire valut au secrétaire de vifs reproches du maître, et l'offre immédiate de « matériaux meilleurs ² ». Le texte définitif

1. JULIUS V. ECKHARDT, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 124-125 (Leipzig, Hirzel, 1910).

2. 2 vol. Leipzig, Grunow, 1884.

que Busch livra bientôt au public nous montre donc l'âme religieuse de Bismarck, sinon toujours telle qu'elle fut, du moins telle que Bismarck voulait qu'elle fût connue¹. Quant au *Journal (Tagebuchblaetter)* publié par le même Maurice Busch², certaines constatations récentes en ont confirmé la valeur historique. Il est aujourd'hui établi, par une publication de M. Georges Boetticher³, appuyée sur de curieux fac-similés, que les épreuves de l'ouvrage : *Graf Bismarck und seine Leute waehrend des Krieges mit Frankreich*, traduit en français sous le titre : *Bismarck et sa suite*³, furent en 1878 lues et raturées par Bismarck. Busch, du vivant du chancelier, tint compte de toutes les corrections faites par lui⁴; mais en 1899, lorsque, réimprimant cet ancien ouvrage, il en forma le tome I des *Tagebuchblaetter* et une partie du tome II, il réintroduisit le texte des épreuves primitives, exception faite pour les passages où Bismarck avait noté des erreurs formelles. La collaboration primitive entre la plume de Busch et l'œil du maître, et puis, une fois cet œil clos par la mort, l'émancipation de la plume de Busch : voilà

1. POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, V, p. 30-31. (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1900.)

2. MORITZ BUSCH, *Tagebuchblaetter*, 3 vol., Leipzig, Grunow, 1899. La traduction française en 2 vol., intitulée : *les Mémoires de Bismarck* (Paris, Fasquelle), a fait un choix dans cet immense recueil de propos et de souvenirs. Sur Maurice Busch (1821-1899), voir BETTELHEIM, *Biographisches Jahrbuch*, IV, pp. 20-24.

3. GEORG BOETTICHER, *Bismarck als Zensor : eigenhaendige Randbemerkungen des ersten Reichskanzlers zu Moritz Busch Werk* (Leipzig, Grunow, 1907).

4. Leipzig, Grunow, 1879 ; Paris, Dentu, 1879.

deux circonstances qui contribuent à l'intérêt du *Journal*. En Maurice Busch, nous trouvons un scribe à qui la surveillance de Bismarck ne permit pas d'être inexact, à qui la mort de Bismarck permit de redevenir indiscret.

Les propos et conversations du chancelier, ses grands brouillons et ses petits papiers, ses boutades de table et les miettes de ses tiroirs, ont donné lieu à d'innombrables publications. M. Horst Kohl dans le *Bismarck-Jahrbuch*, M. Henri de Poschinger dans toute une série de volumes qui se succèdent incessamment sans jamais être superflus et que complètera désormais, périodiquement, son *Neues Bismarck Jahrbuch*¹, ont commencé de recueillir, avec un respect superstitieux, tout ce qui touche à cette imposante mémoire. Dès qu'on veut bien ne pas les trouver fastidieux, les anecdotiers qui jettent en pâture, tels quels, tout leur butin, laissent au lecteur un rare plaisir : celui d'y faire un choix. Nous avons eu ce plaisir, doublé souvent d'un profit.

*
* *

J'avoue, par exemple, trouver moins de lumières sur l'histoire du *Culturkampf* dans tout le chapitre des *Pensées et Souvenirs* où cette histoire est abordée, que dans une brève mais substantielle conversation de Bismarck, naguère reproduite par le di-

1. Le *Bismarck-Jahrbuch* de HORST KOHL a paru de 1894 à 1899 (6 vol. Berlin). Le tome I du *Neues Bismarck-Jahrbuch* de H. de POSCHINGER, est paru à Vienne (Konegen, 1911).

ligent collectionneur qu'est M. de Poschinger¹.

C'était au début du *Culturkampf* : Bismarck causait avec Lothaire Bucher.

Il entendait dire qu'il voulait protestantiser l'Allemagne : « Je pouvais bien m'imaginer, déclarait-il, qu'on m'accuserait d'obéir, dans la conduite du *Culturkampf*, à des motifs confessionnels ; il ne peut rien y avoir de plus creux, de plus insipide qu'une telle allégation ».

Il entendait dire, aussi, qu'il voulait faire plaisir aux libéraux. « C'est tout aussi faux, disait-il ; mais je préfère encore cette accusation-là à celle de tout à l'heure ». Cela semble indiquer que s'il devait choisir, il aimait mieux passer pour un chef de majorité, forcé de complaire à ses troupes, que pour un secrétaire de la Réforme, systématiquement hostile à toute autre confession.

« Il fallait, continuait-il aussitôt, qu'éclatât le contraste entre les deux puissances nouvelles, la Papauté infallible au sud, et l'Empire germanique au nord ». Au moment où il venait de démentir que le *Culturkampf* lui eût été inspiré, soit par un esprit d'intolérance religieuse, soit par certaines complaisances politiques, il laissait tomber cette phrase, à demi fataliste, par laquelle il semblait se représenter à Bucher comme l'ouvrier d'une certaine nécessité historique, comme l'exécuteur d'une certaine philosophie de l'histoire. « Il y a cependant un point, ajoutait-il, où mes calculs se sont trompés » ; et

1. POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, IV, p. 126. (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1899.)

c'était reconnaître, par là même, que la lutte, si fatale fût-elle, avait été déchainée, à une heure donnée, par son acte libre de ministre tout-puissant. « Oui, expliquait-il, j'ai mal calculé, en ne croyant pas que deux ans après 1870 le Champagne d'alors fût déjà si éventé. En France, il en aurait été autrement ; toute la nation, bien serrée, bien compacte, aurait marché avec moi, catholiques et protestants, juifs et païens. Mais voilà des siècles que la France est unie, et dans les veines de l'Allemagne le bacille du particularisme continue de fermenter avec allégresse ». Ainsi l'apprentissage même du *Culturkampf*, les difficultés qu'il y trouvait, avaient ménagé à Bismarck une désillusion politique ; l'Allemagne était donc moins unifiée qu'il ne l'avait cru ! Et le souci de venger cette désillusion, le souci de parachever l'imparfaite unité, devaient l'engager plus à fond dans les voies du *Culturkampf*, dans la lutte contre le « bacille » du particularisme, et lui faire détester peut-être, à certaines heures, comme une gêne pour l'unité, l'existence, en face de la Réforme, d'une autre confession chrétienne. Son erreur de calcul avait eu pour conséquence de lui faire apercevoir, dans l'Empire par lui fondé, des germes qu'il jugeait morbides, des « bacilles » hostiles ; il poursuivait d'autant plus âprement, pour les détruire, la campagne qu'il avait mal engagée parce qu'il avait « mal calculé ».

Il sera bon, au cours de ce livre, de se remémorer cette conversation, très libre et très nuancée, où l'on sent Bismarck penser out haut, et se disculper

et s'accuser avec une égale sincérité ; c'est en l'ayant bien présente à l'esprit qu'on évitera l'absolutisme de certaines thèses, et le péril qu'il y aurait à dérouler l'histoire du *Culturkampf* à la façon d'un théorème, élaboré par la pensée bismarckienne, appliqué par la force bismarckienne.

*
* *

La « littérature » dont Bismarck est l'objet spécial, quelque opulente qu'elle soit, ne devait pas confisquer notre attention. M. Paul Matter, consacrant au chancelier trois substantiels volumes, a eu raison de les intituler : *Bismarck et son temps* ; Bismarck remplit de sa personnalité toute son époque et tous les *Mémoires* qui concernent cette époque. M. Kissling, rééditant en 1907 le volume qu'en 1900 Mgr Brück, évêque de Mayence, publiait sur le *Culturkampf*, s'est montré justement soucieux d'enrichir le récit à l'aide d'un certain nombre de publications relatives à l'histoire générale de l'Empire ; cet exemple mérite d'être suivi.

Les carnets d'Ernest-Louis de Gerlach, réunis en deux volumes, les attachantes lettres du même Gerlach, que vient de publier M. Ritter dans la *Deutsche Revue*, les correspondances de Lasker, éditées jadis par ce même périodique, les papiers de Bennigsen copieusement cités dans la monographie de M. Oncken, enfin les *Mémoires* de Hohenlohe, si prématurément alléchants pour nos curiosités, permettent déjà d'entrevoir, derrière le drame parlementaire du *Culturkampf*, les coulisses mêmes où ce drame se prépa-

rait et s'orientait. Elles nous sont ouvertes, aussi, par les trois volumes où M. Jean-Frédéric Schulte, le professeur vieux-catholique, jette pêle-mêle, à travers le mélancolique chaos de ses instructifs souvenirs, vieux articles et vieilles rancunes, espérances d'autrefois et déceptions de toujours.

Les troubles intérieurs qui, à partir de 1872, agitérent les Églises évangéliques d'Allemagne, eurent leur effet, nous le verrons, sur le déroulement du *Culturkampf*. Assurément le théologien Nippold exagère, lorsque, poussé par sa haine contre l'orthodoxie protestante, il accuse en propres termes le pasteur Koegel, directeur de conscience de Guillaume I^{er}, d'avoir été « le premier responsable de la défaite de Bismarck par Windthorst ¹ », et Koegel aurait été fort marri qu'un tel reproche s'attachât à sa mémoire. Complice involontaire de l'ultramontanisme, lui Koegel, qui écrivait en 1873 : « L'État ne peut pas combattre avec assez d'âpreté contre ce déloyal ennemi, l'ultramontanisme, qui se fait tantôt chauve-souris, tantôt dragon, tantôt taupe et tantôt vautour ² » ! Mais ce qu'on peut dire avec justesse, c'est que l'impression produite, sur l'esprit de l'Empereur, par les audaces du protestantisme libéral, l'achemina vers certaines résipiscences dont les catholiques devaient bénéficier, et qui préludèrent à l'achèvement du *Culturkampf*. Il convenait donc d'exploiter, pour éclairer certains aspects de cette

1. NIPPOLD, *Handbuch der neueren Kirchengeschichte*, V, p. 561.

2. GOTTFRIED KOEGEL, *Rudolf Koegel, sein Werden und Wirken*, III, p. 112 (Berlin, Mittler, 1901.)

histoire, les publications des théologiens Nippold et Beyschlag, les volumineuses biographies consacrées aux pasteurs Koegel et Stoecker, et les très intéressantes chroniques que dans la *Revue chrétienne*, à partir de 1875, Frédéric Lichtenberger consacrait à l'Allemagne.

Mais c'est surtout sur les grands tribuns du Centre que notre regard devait s'attacher. Ces éloquents hommes d'action, gloire du parlementarisme germanique, ont été l'objet de certaines monographies, qui sont riches en détails. Windthorst écrivait peu ; par surcroît, il ne gardait pas les courriers qu'il recevait ; jamais grand homme ne mit plus de mauvaise grâce à faciliter la tâche de ses biographes futurs¹. M. Hüsken, pourtant, bravant la difficulté, a su, en 1907, consacrer à Windthorst un bon livre. Les biographies de Mallinckrodt et de Ketteler par le P. Pfülf, les deux volumes de M. Pastor sur Reichensperger sont des sources historiques de haute valeur ; et puis, lorsqu'on a, dans ces gros livres, pris longuement contact avec ces grands hommes, il semble qu'on acquière avec le Centre tout entier je ne sais quelle familiarité, précieusement instructive, en étudiant les alertes souvenirs parlementaires que commence de publier, çà et là, M. Julius Bachem². Il est regrettable que la mémoire de Schorlemer-Alst, que celle de Savigny n'aient point encore rencontré quelque sollicitude d'historien ; le troi-

1. JULIUS BACHEM, *Lose Blaetter aus meinem Leben*, p. 40.

2. Voir son livre : *Lose Blaetter aus meinem Leben*. (Fribourg, Herder, 1911), et la série d'articles qu'il a entreprise en mai 1911 dans la revue *Ueber den Wassern* (Berlin, Walther.)

sième volume, dernièrement paru, des *Mémoires* du ministre saxon Friesen nous laisse deviner, une fois de plus, le rôle très important qu'eut Savigny dans la fondation du Centre, — rôle qu'avait pressenti la haine bismarckienne.

*
* *

En appelant de nos vœux la biographie d'un Schorlemer et celle d'un Savigny, nous marquons peut-être, nous-même, les places où dans ce livre, tôt ou tard, des vides sembleront béants.

Puis d'autres se creuseront, que nous ne soupçonnons pas encore... Pour les ouvriers d'histoire comme pour les femmes, la résignation à vieillir est une grande vertu. Plus vite ils vieilliront, plus vite l'histoire aura progressé. Un livre qui paraît ne marque pas toujours un progrès ; un livre qui s'efface, qui se voile de poussière, qui devient archaïque, et puis disparaît, est comme le témoin timide des étapes parcourues par l'histoire, et par lesquelles l'histoire l'a dépassé. C'est par les œuvres historiques que l'histoire s'échafaude, et c'est sur leur ruine qu'elle continue de s'édifier ; et leur vétusté même est toujours pour elle un hommage, comme leur apparition, parfois, fut pour elle un profit. Lorsqu'on étudie, surtout, des événements quasi contemporains, au sujet desquels des archives très riches demeurent encore insolemment silencieuses, il est utile de se disposer, par de telles pensées de renoncement, à subir un jour la destinée.

*
* *

Un mot encore, pour certains.

Je l'adresse aux mêmes lecteurs auxquels, vingt ans plus tôt, les ouvrages de M. Kannengieser faisaient du bien, à ceux qui songent aux luttes de France en étudiant celles d'Allemagne.

Je ne prétendrai pas n'y avoir jamais songé moi-même. D'abord ce serait faux, et puis on ne me croirait point. Quoi qu'en dise Fénelon, peut-on cesser, parce qu'on écrit l'histoire, d'être d'un temps et d'un pays ? Précédant de quelques pas M. de Cambrai sur la pente des utopies, devrait-on, parce qu'on écrit l'histoire, cesser d'être d'une religion ? Il y a des partis pris d'abstraction qui ne sont ni possibles ni même souhaitables.

Si quelques lecteurs, faisant un retour sur l'Eglise de France, veulent trouver dans ce livre, non pas seulement des raisons d'espérer, mais des méthodes de défensive, j'étudierai leur tentative avec l'émotion qu'elle méritera.

Je les invite seulement, d'avance, à se mettre en garde contre toute velléité d'imitation factice et d'adaptation artificielle.

Ils devront se souvenir et se bien persuader, tout d'abord, que le glorieux effort du Centre allemand eut son point de départ et son appui permanent dans des faubourgs et dans des bourgades où la vie catholique était ardente, où la pratique catholique était régulière et presque générale, où les populations, bien

instruites, prenaient au sérieux la foi et la discipline ; et que ces millions de catholiques, ouvriers et paysans, qui formèrent dès 1871 les bataillons du Centre, étaient des millions effectifs de catholiques effectifs, habitués, de longue date, à connaître l'Église, à la suivre et à l'aimer.

Paris, 3 juin 1911.

Nous ne mettons au bas des pages, en les rattachant au texte par des astérisques, que les notes qui nous ont paru le compléter utilement. Tout l'appareil des notes bibliographiques, rattachées au texte par des chiffres, est relégué à la fin de chaque volume. — Une table générale des noms cités figurera à la fin du troisième volume que nous pensons publier ultérieurement sous le titre : *Bismarck et l'Église, la fin du Culturkampf*.

BISMARCK ET L'ÉGLISE

LE CULTURKAMPF

CHAPITRE PREMIER

LA RELIGION DE BISMARCK

Otto de Bismarck Schoenhausen, qui, dans sa lutte contre l'Église, aura pour alliés, et parfois pour maîtres, certains adversaires de l'idée chrétienne, et de l'idée même de Dieu, fut cependant, à sa manière, un fidèle du Christ, un dévot du Très-Haut ¹.

I

Les conducteurs de peuples ont des façons différentes de respecter et d'aimer Dieu. Certains le saluent comme une sorte de collègue, un peu plus élevé qu'eux dans la hiérarchie des puissances; d'autres le considèrent comme un gendarme transcendant qui leur garantit la docilité des hommes. Tel n'était pas Bismarck; il savait, lui, s'humilier de-

vant Dieu. Il n'avait pas seulement avec Dieu des rapports de courtoisie, ou des rapports de politique; il faisait acte de « soumission devant une puissance plus forte¹ »; il s'agenouillait. Il considérait Dieu comme dirigeant l'histoire, toute l'histoire, comme ayant concerté Iéna, et puis, après Iéna, Sedan. Attendre, jusqu'à ce qu'au travers des événements on entende résonner les pas de Dieu, et puis bondir, alors, et s'attacher à la frange du manteau divin. telle était, d'après son original langage, la mission de l'homme d'État². Peut-être eût-il dit volontiers que l'unité allemande était sortie d'une collaboration entre Dieu et lui, mais, dans cette collaboration, il ne se fût assigné qu'un rôle de doublure. Il faisait mieux qu'adorer, il savait se repentir. Les orages de sa jeunesse se terminèrent par une crise de pénitence. Il la faut observer, nous dirions presque ausculter, pour bien connaître cette nuance spéciale de religiosité que les Allemands appellent le christianisme de Bismarck.

Nous en avons le récit, de sa propre main, dans une lettre qu'en décembre 1846, âgé de trente et un ans, il écrivait à Henri de Puttkamer pour solliciter la main de sa fille³. Cette demande en mariage est la confession générale de tout un passé. Bismarck y remontait jusqu'à l'heure, lointaine déjà, où, médiocrement instruit du christianisme*, il avait reçu la

* Bien que les cercles familiaux où grandissaient Bismarck et sa cousine Hedwige eussent la prétention de professer correctement le christianisme, les *Souvenirs* de Hedwige de Bismarck attestent combien était médiocre l'éducation chrétienne qu'y recevaient les enfants. Le pasteur Petri, très brave homme, ne donnait aucune instruction religieuse profonde; la petite Hedwige récitait le *Pater*, non pas en allemand, mais en français, et à titre d'exercice de langage, alternativement avec *Maître corbeau*;

confirmation des mains de Schleiermacher : l'épisode n'avait pas laissé d'empreinte sur son âme.

De l'enseignement de ce penseur, il n'avait gardé d'autre doctrine qu'un « déisme tout nu », et d'autre conclusion que l'inutilité de la prière ¹. Il avait cessé de prier ; il avait formellement cessé de croire, peut-être pour toujours ², que des lèvres humaines pussent avoir prise sur l'insaisissable divinité. Et puis, à lire les philosophes, à écouter les universitaires, il s'était convaincu du néant de la vie.

Un jour de février 1843, il avait étalé devant Marie de Thadden, qui devait bientôt épouser son ami Blanckenburg, cette désolante conviction. Il était alors âgé de 28 ans : son nihilisme s'épanouissait avec une demi-jactance que Marie de Thadden sentait mal assurée ; et Bismarck avait fini par lui laisser voir qu'il n'était pas heureux ³. Mais Dieu, peu à peu, avait voulu le sauver ; Dieu lui avait fait honte pour l'orgueil que lui inspirait auparavant la « pauvre lampe » de sa pensée ; Dieu l'avait mis en rapport de plus en plus intime avec ce cercle de mystiques poméraniens dont Marie de Thadden était la parure, avec Thadden, le père, avec Blanckenburg, le fiancé, avec les deux frères Below ⁴. Il avait reçu, de Blanckenburg, des lettres de spiritualité. Il avait su qu'une parente de Blanckenburg, une poitrinaire que la mort guettait, l'aimait, lui Bismarck, d'un amour qui déjà n'appartenait plus à la terre, et qu'elle priait pour lui. Enfin Dieu, frappant un coup terrible, avait, le 10 novembre 1846, fait de Marie de

et le cantique français : *Dieu, dans la nature entière, je vois ton temple autour de toi*, lui était beaucoup plus familier que les Psaumes. (HEDWIG V. BISMARCK, *Erinnerungen aus dem Leben einer 95 jährigen*, pp. 32 et 67-69. Halle, Mühlmann, 1910.)

Thadden une élue, de Maurice de Blanckenburg un veuf, et de Bismarck un chrétien; car le remords où il commençait de s'abîmer en voyant comment ces âmes vivaient, l'avait envahi tout entier, et comme terrassé, lorsqu'il avait vu disparaître Marie; le phénomène de la « conversion », au sens piétiste du mot, s'était produit. Sans espérer, semble-t-il, que la prière eût quelque pouvoir sur la volonté souveraine de Dieu, il s'était remis à prier, pour retrouver le courage de vivre. Il se considérait alors comme un paralytique destiné à trébucher ¹, si la Grâce n'était là; il sentait que ne pas croire le condamnait à ne pas agir; voulant vivre d'une vie qui valût la peine d'être vécue, il s'en allait vers Dieu, pour retrouver, à genoux, la santé de l'âme, et il s'en allait vers Jeanne de Puttkamer qui aimait Dieu. Jeanne lui fit accueil; mais le victorieux fiancé demeurait encore un pénitent; il y a tel de ses billets d'amour où sa contrition se faisait havarde, pour avouer la soif de jouissance à laquelle trop longtemps il s'était abandonné ²; et le chapitre XII de l'*Épître aux Romains* lui servait à montrer à Jeanne combien l'homme est mauvais et pauvre de foi.

Rien d'artificiel dans ces austères épanchements; et l'on aurait tort de croire que les joies du mariage déridèrent la gravité de cette componction. Pendant plusieurs années encore, jusqu'au moment où la diplomatie l'absorba, Bismarck se complut à faire retour sur lui-même, à se proclamer humblement un élu de la grâce ³, à épier, au fond de sa conscience qu'il sentait à la fois très vilaine et très favorisée, le conflit du vieil homme et de l'homme nouveau. Un jour d'octobre 1850, il était en délicatesse avec sa belle-mère; au lieu de s'ingénier à la mettre dans

son tort, comme il essaiera bientôt de mettre dans leur tort certains États de l'Europe, il lui écrivait très sincèrement, très sérieusement, sans l'ombre d'ironie : « En moi, l'homme de Dieu t'aime profondément; c'est l'esclave du diable qui te brusque ¹ ». Ainsi Bismarck apportait-il, jusque dans les moindres incidents de famille, l'esprit et le langage d'un pécheur qui s'amende, et qui craint de retomber.

Ce n'étaient point là des accès de ferveur éphémère, coïncidant avec la lune de miel, ni des échos tardifs et suprêmes d'une crise de remords. Onze ans plus tard, la longue lettre de condoléances qu'il écrivait à son beau-frère Oscar d'Arnim était la plus résignée, la plus humiliée des méditations : « Nous sommes, lui représentait-il, dans la main si puissante de Dieu; nous y sommes sans droit, sans secours, tant que lui-même ne veut pas nous aider ² ». Plus tard encore, en 1865, Bismarck, dans une lettre à son ami Andrae Roman, se montrait vraiment éloquent pour affirmer sa foi à la rédemption par le sang du Christ ³, et l'on retrouvait, dans cette mystique épître, l'appréhension du péché qui tue, la confiance dans la foi qui ressuscite.

Mais c'est en songeant à la vie future, à cette vie qu'elles ont failli perdre, que la plupart des âmes assagies prosternent devant Dieu leur gratitude, inquiète encore à demi; Bismarck, lui, lorsqu'il se réjouissait de son repentir, songeait à sa vie présente, à sa vie de Prussien et d'Allemand : « Sans ma conversion, notait-il en 1851, je ne sais ce qui m'empêcherait de déponiller ma vie comme une chemise sale ⁴ ». Il allait vivre, être bon sujet de son Roi, parce que bon chrétien. Dans les cercles mystiques où son âme avait pour la première fois trouvé

quelque fraîcheur, régnait un certain fatalisme, une certaine passivité quiétiste * : Bismarck, qui observait ce trait chez les Puttkamer et en particulier chez sa femme, luttait sans cesse contre cette disposition¹. Il aimait, au contraire, dans son christianisme, la source de sa force, la racine de son action; et ce dont il savait gré, surtout, à la foi du Christ, c'était de le tenir en haleine pour sa besogne civique et politique: « Si je n'étais pas chrétien, disait-il à Ferrières durant la guerre de 1870, je ne resterais plus une heure à mon poste. Si je ne comptais pas sur mon Dieu, je ne sacrifierais certainement rien aux maîtres terrestres. Enlevez-moi cette foi et vous m'enlevez la patrie. Enlevez-moi le contact avec Dieu, et je suis un homme qui demain fait ses malles et qui part pour Varzin²... ». Bismarck remerciait Dieu d'avoir la foi, parce qu'il y prenait l'élan pour bien servir l'État; inversement, s'il échappait à un accident, c'est parce qu'évidemment le bon Dieu, *der liebe Gott*, voulait encore l'employer³. Le *Nouveau Testament* qu'en 1870 sa femme lui expédiait en France lui donnait du cœur pour consommer la victoire de l'Allemagne sur l'« impiété française ». Il lui arrivait, au bivouac, de s'endormir en lisant un psaume; cette lecture le rendait plus dispos, le lendemain, pour vaincre ces dévergondés de Français — pécheurs comme tous les hommes, à vrai dire, et comme les Germains eux-mêmes, mais assurément plus « babyloniens » que les Germains⁴. Ce croyant songeait moins au ciel qu'à la terre, et moins à

* Le célèbre mystique Gichtel (1638-1710), dont s'inspiraient volontiers les frères Below et autres mystiques poméraniens, avait, au dix-septième siècle, considéré le travail, même pour le pain quotidien, comme inconciliable avec le règne de Dieu.

l'Église triomphante qu'à l'Allemagne militante.

Dans une telle conscience, la notion de l'Église tient une place médiocre, presque nulle. Les mystiques poméraniens qui l'avaient ramené au Christ, vivaient et priaient — pour eux, vivre, c'était prier — en dehors de tout établissement ecclésiastique, et fort loin de ces pasteurs officiels que parfois ils qualifiaient de « prêtres de Baal » ; peu s'en fallait, même, que certaines de ces âmes ne se considérassent comme d'autant plus proches du Rédempteur qu'elles étaient boudées à l'endroit du protestantisme d'État ; peu s'en fallait que, « ne cherchant le vrai christianisme que dans les manifestations intérieures du cœur, elles ne fussent méfiantes à l'endroit de la manifestation du christianisme dans l'Église ¹ ». Mal disposées, aussi, pour les discussions théologiques, elles attachaient peu de prix à l'élément intellectuel de la croyance religieuse. Tel fut Bismarck : ce qu'il attendait de la foi, et ce qu'il y trouvait, ce n'étaient pas des affirmations dogmatiques, prétexte à disputes qui tout de suite lui devenaient odieuses ² ; c'était une assise et un renfort pour son énergie. Les Frères Moraves, chaque année, publient pour Noël un livre de pensées pieuses. Kleist Retzow, oncle de Mme de Bismarck, l'offrit régulièrement en étrennes, à partir de 1864, au futur chancelier de l'Empire ; Bismarck appréciait le cadeau ; il prenait ces petits livres comme on prend un fortifiant ; il y méditait, il s'y retrempait ³. Mais, ni l'assiduité aux offices, ni l'idée de propagande religieuse n'étaient du goût de Bismarck. Depuis 1862 surtout, date de son avènement à la présidence du conseil, il allégua, pour se dispenser d'aller beaucoup au temple, sa crainte du froid ⁴ ; les deux communions annuelles, les prêches

extrêmement rares auxquels il consentait à se rendre ¹, comptaient pour peu de chose dans la vie de son âme. Quant à faire vivre les autres âmes, réellement il n'en avait cure; vieillard, lorsque Mme de Bismarck voudra répandre autour d'elle certains « tracts » religieux, il s'y opposera ².

Un Guizot, un Gladstone, aimaient à la fois le Christ et leur Église; l'idée d'une société religieuse obsédait ces deux hommes d'État; ils se plaisaient, lorsqu'ils priaient, à coudoyer d'autres croyants; ils se plaisaient, lorsqu'ils psalmodiaient, à entendre d'autres voix accompagner et soutenir la leur; et dans la communauté chrétienne, ils admiraient avec un pieux attachement l'essor d'un beau chœur d'âmes, se prêtant une aide mutuelle pour mieux atteindre Dieu. Jamais homme ne fut plus inaccessible que Bismarck à de telles impressions; jamais piété ne fut plus solitaire; jamais enfin chrétien ne sentit moins profondément la nécessité réelle d'une Église, puisque, en fait, l'Église protestante de Poméranie n'avait joué aucun rôle dans sa conversion; et puisque, sans elle, à l'écart de ses ministres, il était revenu au Christ. « Bismarck s'occupe beaucoup plus des choses religieuses, disait en 1881 le comte Stolberg, que bien des gens qui en parlent à profusion. Mais la compréhension de l'Église organisée lui fait complètement défaut; il n'attache pas de valeur à l'organisation extérieure de l'Église ³. » Les querelles intestines qui, sous le gouvernement de Bismarck, troublèrent l'Église évangélique allemande, furent parfaitement indifférentes au chancelier ⁴; elles lui demeurèrent incomprises, presque inconnues.

A la suite de Luther et de Spener, de Goethe et de Schleiermacher, l'Allemagne contemporaine range

parfois Bismarck parmi les « éducateurs religieux » du peuple allemand *. Voilà certes une éducation dont Bismarck ne se préoccupa guère : il aimait le Christ comme les Juifs aimaient Jéhovah, Dieu fort et qui fortifiait ; et cette conscience « élue » ne songeait guère, non plus que le peuple élu, à rayonner autour d'elle. L'université de Giessen lui décerna le diplôme de docteur en théologie pour services rendus au christianisme ¹ ; elle aurait eu quelque peine à en dresser le bilan. *In trinitate robur*, lisait-on sur ses armoiries comtales ² ; au temps où il était plénipotentiaire à Francfort, il s'était choisi cette devise. Elle met sa religion à nu : la Trinité, pour lui, c'est le Dieu-force. Il fallait qu'en Bismarck ce Dieu régnât pour qu'ensuite, par Bismarck, l'empereur Guillaume régnât : l'accomplissement du devoir patriotique par Otto de Bismarck exigeait un surveillant et un garant ; et telle était, aux yeux du personnage qu'était Bismarck, l'importance de cet autre personnage, Dieu.

Ramassez ensemble tous ces divers traits : ils composaient dans l'âme de Bismarck une religiosité très originale, et qu'on ne peut comparer à aucune autre. Le point de départ en est un remords, une confiance fiévreuse dans les mérites de la Rédemption, un certain abattement résultant du sentiment permanent de la déchéance ; un besoin de faire pénitence, et même de se confesser : un grand nombre de saints ont débuté de même. Mais voyez s'épa-

* Dans l'ouvrage : *Unsere religiösen Erzieher, eine Geschichte des Christentums in Lebensbildern*, publié par BESS (2 vol. Leipzig, Quelle et Meyer, 1908), sorte d'histoire du christianisme par portraits, Bismarck clot la galerie ; on dirait qu'à son portrait, dessiné par OTTO BAUMGARTEN, aboutit toute l'histoire du développement chrétien.

nourrir cette religiosité : elle ne s'intéresse ni aux autres hommes ni même à la gloire de Dieu, et pas beaucoup, non plus, à la vie future, mais, presque exclusivement, à la bonne hygiène de l'âme de Bismarck, à la saine intégrité de l'énergie de Bismarck, qui requièrent l'aide de Dieu.

Si vous en observez les racines, cette religiosité paraît très profonde; si vous en épiez le développement, vous la sentirez étrangement bornée. Elle est issue d'un mouvement d'humilité sincère; et puis, elle aboutit à une sorte de méthode pour le perfectionnement d'un homme fort, ou, comme eût dit Carlyle, pour la fabrication d'un « héros », mais d'un « héros » qui n'a rien de nietzschéen, qui n'aspire point à se donner à lui-même l'égoïste jouissance de déployer sa force, mais qui veut, simplement et fortement, la mettre au service du Roi et en faire profiter l'État.

II

Des théoriciens existaient, — le plus bruyant d'entre eux était Stahl¹, — au regard desquels l'État ne pouvait être que chrétien : le jeune Bismarck, dans un discours de 1847, claironna leur idéal, avec une arrogance qui semblait défier le siècle. « J'appartiens, disait-il, à une opinion qui se fait gloire des reproches d'obscurantisme et de retour au moyen âge. J'appartiens à cette grande multitude qu'on oppose avec dédain à la partie la plus intelligente de la nation. Sans base religieuse, l'État n'est qu'une agrégation fortuite d'intérêts, une espèce de bastion dans la guerre de tous contre tous; et toute la législation, au

lieu de se régénérer aux sources de l'éternelle vérité, n'est plus que ballottée par des idées humanitaires aussi vagues que changeantes ¹. »

On s'arma plus tard de ces paroles, pour accuser de palinodie l'auteur du *Culturkampf*, lorsqu'il se commettait avec les libéraux, ennemis notoires de l'État chrétien; on lui rappela malignement, aussi, certain discours de 1849 contre le mariage civil, discours dans lequel il avait exprimé l'espoir de vivre assez longtemps pour voir « la Barque des fous * de notre temps se briser contre le rocher de l'Église chrétienne ² ».

Mais Bismarck, en fait, ne s'était jamais assimilé complètement cette métaphysique politique, à laquelle son verbe avait un instant servi d'interprète. Il était impossible qu'il ne flairât point dans ces théories l'antique esprit de la Sainte-Alliance, cette Sainte-Alliance jadis garante des traités de Vienne, que Bismarck, au contraire, s'était juré de déchirer. Et puis il y avait, dans sa façon d'être religieux, quelque chose de trop individualiste, pour que la pensée d'un règne social de Dieu fût vraiment susceptible de l'obséder. La notion d'État chrétien, dans la Prusse protestante, ne comporte que deux définitions : ou bien c'est le règne social de Dieu, ou bien c'est, tout simplement, la domination bureaucratique des *Mucker*, ou, comme nous dirions, des mômiers. Ni l'un ni l'autre de ces sens n'agréaient à Bismarck. Était-il bien convaincu, même, que pour les hommes d'État et pour les diplomates, les lois divines, les lois éternelles de Dieu, eussent la même valeur que

* C'était une allusion au célèbre poème : *la Barque des fous*, publié à la fin du quinzième siècle par l'humaniste strasbourgeois, Sébastien Brandt.

pour la commune humanité ? Kleist Retzow, le vieux président Gerlach, semblaient parfois en douter, et puis ils tentaient de se rassurer mutuellement, en se racontant, d'après témoins, que vraiment leur cher Otto était très humble devant Dieu¹. Mais leur sécurité durait peu ; ils sentaient le besoin de veiller sur lui. « Soyez son guide de conscience, écrivait Gerlach à Kleist Retzow ; il est votre neveu, votre pénitent². » Kleist faisait de son mieux, au risque d'être remis à sa place, comme Bismarck savait y mettre Dieu lui-même. Bismarck cherchait dans la pensée de Dieu, avant tout, sinon exclusivement, le courage et le zèle nécessaires pour servir l'État, l'État tout court, l'État réel, la Prusse de son temps, la Prusse qui fondait l'Empire ou qui, pour mieux dire, devenait l'Empire avec le concours de partis fort peu chrétiens. Dieu intéressait Bismarck et l'intéressait beaucoup, non point comme base de l'État, mais bien plutôt comme ressort et comme appui pour l'énergie bismarckienne, servante de l'État. Et de là résultait pour Dieu, dans la vie de Bismarck, un rôle quotidien à remplir, mais un rôle très limité, très défini, très restreint.

Une restriction essentielle s'imposait immédiatement : puisque Bismarck, et puisque Dieu, protecteur de Bismarck, étaient en définitive mobilisés pour le plus grand bien de l'Allemagne, il ne fallait pas que des organisations issues de Dieu ou se couvrant de Dieu gênassent l'Empire et fussent en conflit avec l'Empereur. Soucieux avant tout de son devoir envers l'État, Bismarck voulait dans l'accomplissement de sa tâche être, si j'ose dire, épaulé par Dieu, mais jamais retardé ni surtout entravé par des hiérarchies ou par des individus se réclamant de Dieu.

Comme tout propriétaire rural qui se respecte, il faisait des sacrifices pécuniaires pour le temple qui desservait Varzin¹; mais si le pasteur Mulert s'avisa d'insinuer que certains biens d'Église autrefois sécularisés pourraient être restitués par l'ascendant de son puissant voisin, Bismarck avait une façon nette et tranchante de refuser. Il parlait de tout avec ce pasteur, sauf des choses de l'Église évangélique, comme s'il eût craint, représentant de l'État, qu'au cours des libres causeries, cette Église ne prît avec lui trop de privautés².

Franc-maçon, il ne l'était point; il disait vrai quand il s'en défendait³. Ne lui prêtez pas, non plus, cette haine fanatique contre l'Église romaine, qui parfois anime certains luthériens : ses propos de table sont très sincères, lorsqu'il dit que chacun doit pouvoir faire son salut à sa façon⁴, ou lorsqu'il s'indigne contre le vieux temps, où chaque pasteur était un petit pape⁵. « Dans les choses de l'autre monde, écrit très finement M. Charles Benoist, dans les choses qui sont de l'âme, et ne regardent ni l'État ni l'homme d'État, Bismarck est très tolérant⁶. » Mais il ajoute que, « comme chancelier, et dans les choses de ce monde, où l'État est intéressé, Bismarck est très intolérant ». C'est qu'en effet Bismarck jugeait inadmissible, en théorie, que des forces ambitieuses qui s'appellent les hiérarchies ecclésiastiques fissent figure d'opposantes, et se rendissent incommodes au pouvoir civil⁷; et Bismarck racheté par Dieu, Bismarck assisté par Dieu, ne supporta jamais que l'intérêt de Dieu fût l'occasion d'un conflit avec l'État. Ne comprenant pas ce qu'est une société religieuse, comment en aurait-il conçu les susceptibilités?

« Il pense, disait expressément le comte Stolberg,

en 1881, au futur ministre Bosse, qu'à la rigueur l'État lui-même pourrait aviser à l'organisation extérieure de la religion, « et c'est là son erreur ¹ ». Erreur très opportune, en vérité : un homme d'État qui croit que les Églises ne sont pas des cadres absolument indispensables et qu'après tout l'on pourrait se passer d'elles, peut, alors même qu'il est chrétien, prendre à leur égard de singulières libertés.

L'Église protestante prussienne, telle surtout que l'avait réorganisée Frédéric Guillaume III en y juxtaposant, de force et bon gré mal gré, calvinistes et luthériens, était à proprement parler chose d'État ; mais l'Église romaine, tenace dépositaire du texte évangélique qui sépare le domaine de César et le domaine de Dieu, affectait de se distinguer de l'État ; et se distinguer, parfois, c'était s'opposer. Cela suffisait pour que Bismarck, à toute époque de sa vie, éprouvât à son égard des suspicions, toujours promptes à l'hostilité. « Si une secte comme les ultramontains, professait-il, ne peut s'accorder avec les fins de l'État et même les attaque, l'État ne peut la tolérer ². »

Jamais il ne considéra comme viables les judicieux articles par lesquels la Constitution prussienne de 1850 garantissait aux Églises leur autonomie ³ : la paix religieuse lui paraissait plus compromise qu'assurée par cette générosité, car une Église libre de ses mouvements peut entraver l'absolutisme de l'État, et c'est ce que Bismarck ne voulait pas. Il aurait volontiers accepté, en 1866 et 1867, l'institution d'une nonciature à Berlin ⁴, ou bien l'établissement d'une sorte de primatie qu'aurait exercée Ketteler sur le catholicisme allemand ⁵ ; il était trop soucieux des réalités pour professer, en théorie, que

l'État devait ignorer l'Église romaine, et pour se refuser à causer avec elle. Un nonce, d'ailleurs, peut se laisser leurrer, un primat peut se laisser asservir ; et Bismarck, enfin, réservait au pouvoir civil le droit de passer outre si les pourparlers échouaient.

Mais lorsqu'en face de l'État se dressait une vaste organisation religieuse, régnant sur les consciences et les votes de ses fidèles, et devenant, par cela même, une force d'opinion et une puissance civique, Bismarck murmurait et grondait, et Bismarck jugeait étrange que, par la Constitution de 1850, l'État prussien, de gaieté de cœur, eût permis à ce colosse voisin de prendre tant de place, et d'épanouir une telle richesse de vie.

Bismarck, aussi, avait toujours épié la balance des forces politiques ; et dans cette balance, il avait regardé quel genre de pesée le catholicisme exerçait. Il avait cru voir, entre l'Autriche et l'Église romaine, une solidarité, et constaté ou deviné, en 1854, des sympathies autrichiennes chez les catholiques badois qui luttaienent pour l'archevêque Vicari : tout de suite, simple plénipotentiaire à Francfort, il avait remontré à Manteuffel et aux hommes politiques du Sud la nécessité d'une sorte de *Corpus evangelicorum*, dont la Prusse serait la tête ¹, et les avait dissuadés d'intervenir pour la liberté du culte catholique en Mecklembourg ². Puis il avait identifié catholicisme et polonisme, catholicisme et guelfisme ; et lorsque, en 1867, il sentit s'insurger, dans le Parlement de l'Allemagne du Nord, les scrupules légitimistes de Mallinekrodt, ce fut contre le catholicisme, encore, que ses mécontentements s'aggravèrent. On le vit rechercher, dès ce moment, les péchés de Rome à l'endroit de l'Allemagne : il parla du

Grand Interrègne, si néfaste à la vieille Germanie, et en rendit responsables les Guelfes et les ultramontains de jadis ¹. « L'Allemand est le plus rétrospectif des hommes », disait un jour Victor Cherbuliez ². Ainsi Bismarck s'apprêtait-il à faire front, avec des arguments de polémique, dès qu'il discernait un antagonisme entre les penchants de l'opinion catholique et les directions de l'État prussien.

Mais dans ses impatiences mêmes, il y avait alors un calcul ; d'un même geste, il les déchainait et les retenait. De 1861 à 1867, il regardait se dérouler, au loin, les querelles entre l'État badois et l'Église ; il les trouvait sans doute intéressantes, comme la répétition générale d'un drame plus important, qui, peut-être, un jour ou l'autre, devrait être joué sur la Sprée ; et Victor Cherbuliez notait, chez certains observateurs, le sentiment que dans la Chambre de Carlsruhe le ministre Jolly ne faisait que répéter des paroles murmurées à Berlin, « les paroles du grand souffleur Bismarck ³ ». Mais lorsqu'en 1868 et 1869 certains députés, à Berlin même, brûlaient d'ennuyer les moines, Bismarck renvoyait dans la coulisse ces acteurs trop pressés ⁴ ; et lorsqu'en 1869 le prince de Hohenlohe s'évertuait à soulever les puissances contre le projet de définition conciliaire ⁵, Bismarck décidait que la Prusse resterait tranquille ^{*}.

* Dans son journal récemment publié, le ministre Mühler notait le 26 juillet 1870 : « J'ai parlé du Concile avec Bismarck. Il était d'avis de ne *rien* faire maintenant, mais d'attendre pour voir si le nouveau dogme voudra exercer une influence vis-à-vis de l'État, et alors, mais alors seulement, d'agir à l'encontre. J'avais demandé si l'on ne devait pas au moins avertir les évêques de ne pas prendre les devants avec des publications qui pourraient facilement exciter l'émoi. Laissez les morts ensevelir les morts, disait-il en finissant ». (*Heinrich v. Mühler*, p. 200. Berlin, Borussia, 1909.)

Car les doctrines philosophiques pour lesquelles s'exaltaient ces pōliticiens prussiens, les opinions théologiques dont ce ministre bavarois s'improvisait l'auxiliaire, tout cela n'apparaissait pas à Bismarck comme étant, en soi, digne d'être servi ; Bismarck servait l'État et regardait l'État. Or, l'État prussien de 1869, l'État qui aspirait à devenir l'Empire, avait besoin, pour cette destinée même — ce furent les propres termes de Bismarck au conseil des ministres — que la confiance des catholiques dans la liberté et la sécurité de leur culte ne fût pas ébranlée¹ : guerre à la France et paix aux cloîtres, tel était le programme ; et si la famille royale de Prusse eût écouté Bismarck, elle aurait boudé, même, par égard pour les catholiques, les fêtes qui se célébrèrent à Worms, en juin 1868, pour l'inauguration du monument de Luther². Quant à l'infailibilité, elle risquait de soulever quelques difficultés entre l'Église et l'État ; et certes Bismarck aurait trouvé excellent que l'on pût les conjurer ; car à quoi bon troubler le repos des sujets ? Mais quoi qu'il advînt, son roi serait armé pour lutter, si c'était nécessaire³.

Ainsi sa mauvaise humeur contre l'Église, incoercible à certaines heures, tombait subitement en sommeil, à l'instant même où s'offrait à lui le concours de la Gauche ou celui de la Bavière. Hohenlohe à Munich, Arnim à Rome⁴, s'étonnaient et s'agaçaient ; on ne comprenait plus ; mais Bismarck tenait-il à être compris ? Que même Clovis de Hohenlohe, halluciné par la crainte des Jésuites, le soupçonnât quelquefois d'être leur homme⁵ : le rire de Bismarck en devait prendre aisément son parti. Le souci de faire l'Allemagne pesait sur lui : quoi qu'il pensât, en 1869, des périls auxquels l'Église exposait l'État, un intérêt

plus immédiat lui paraissait exiger que provisoirement l'Etat fermât les yeux.

III

Est-ce à dire que dans ses desseins l'édification même de l'Empire devait mettre un terme à ce provisoire, et qu'il avait projeté longtemps à l'avance d'attaquer Pie IX lorsqu'il aurait vaincu Napoléon ? C'est ce que souvent on a prétendu, en alléguant deux propos de Bismarck. Le 10 septembre 1870, recevant à Reims le député Werlé, ancien maire de cette ville, il lui disait : « Pour rendre la France inoffensive, il faudrait la rendre presque impuissante. D'ailleurs, les races latines ont fait leur temps, elles sont en pleine décadence. Un seul élément de force leur reste, c'est la religion, et quand nous aurons raison du catholicisme, elles ne tarderont pas à disparaître * ». Et le 24 octobre, parlant au grand-duc de Bade, il l'assurait, s'il en faut croire le futur empereur Frédéric III, qu'après la guerre il marcherait contre l'infailibilité ¹. Ces deux mots seraient deux programmes : l'un définirait le but du *Cultur-*

* Cette conversation fut relatée dans un article du *Figaro*, du 14 septembre 1882, contre lequel protesta la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord*. (Voir POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, IV, p. 79. (Stuttgart, Cotta, 1901.). L'article du *Figaro* fut reproduit, sans aucunes réserves, le 15 septembre 1882, par le *Courrier de la Champagne*, journal qui était en relations avec l'ancien député Werlé ; et un ami de celui-ci, le futur sénateur DIANCOURT, dans son livre : *les Allemands à Reims, 1870-1871*, 2^e édit., p. 28 (Reims, Michaud, 1884), mentionne la « conversation désormais historique » entre Bismarck et Werlé. Cf. Mme Edmond ADAM, *Après l'abandon de la revanche*, p. 396. (Paris, Lemerre, 1910.)

kampf, et l'autre en tracerait la méthode ; le premier révélerait chez Bismarck un plan systématique d'anéantir le catholicisme ; et le second témoignerait que, dès octobre 1870, la collaboration entre Bismarck et les vieux-catholiques était chose décidée.

J'avoue ne pas les interpréter ainsi. Que huit jours après Sedan, Bismarck, exalté par l'orgueil de vivre et l'orgueil du triomphe, ait essayé d'éblouir Werlé par l'insolent étalage de certaines théories émises dès le lendemain de Sadowa, théories fumeuses, qui semblaient faire arrière-garde aux fumées de la poudre, il n'y a là rien d'invraisemblable. Pour se présenter comme l'ennemi d'une race, d'une confession, d'une civilisation, Bismarck n'avait qu'à se rappeler le langage de certains pasteurs et de certains publicistes * ; il accentuait ainsi, devant le vaincu, la portée de sa victoire : les vainqueurs aiment ces rudes amusements. On pourra même s'aider de ces paroles, pour comprendre plus tard les soubresauts d'incroyable rage dont publiquement il tressaillira, lorsqu'en 1874, tenu en échec par l'épiscopat, hanté par le spectre d'une coalition entre Rome et la France, il se considérera comme destiné par Dieu à avoir raison du catholicisme, pour le plus grand bien de l'Allemagne ; mais je ne crois pas qu'on puisse conclure, de l'entretien avec Werlé, que Bismarck avait l'intention formelle, dès septembre 1870, de jeter le gant à l'Église après avoir accablé la France. Cette conclusion se heurterait à trop de faits établis, que nous exposerons chacun en son temps ; elle serait démentie, sans appel, par le récit des tâtonnements

* Voir ci-dessous, p. 65 et suiv.

où s'attarda Bismarck avant d'oser entreprendre le *Culturkampf*.

Quant au mot qu'il aurait dit au grand-duc de Bade, et que le prince Frédéric, hostile à l'infaillibilité, interpréta comme l'annonce d'une campagne prochaine contre ce dogme, il serait tout aussi naturel d'y voir une réponse dilatoire de Bismarck. « Ce sera à voir après la guerre », disait-il à ceux qui l'entretenaient de la question romaine, et c'était un moyen de les renvoyer; il traita de même, apparemment, l'auguste gendre du roi Guillaume : « L'infaillibilité ? L'infaillibilité, on s'en occupera après la guerre ». Ainsi se refusait-il à prendre prématurément un parti. Le grand-duc racontait en 1873 au professeur Schulte, le canoniste vieux-catholique, qu'il avait, à Versailles, fait à Bismarck certaines propositions en vue d'une action effective contre les évêques infaillibilistes, et qu'elles n'avaient pas trouvé d'écho¹. Il ne serait pas absurde de supposer que Bismarck les avait accueillies par le propos où le prince Frédéric crut voir une promesse d'offensive, et qui, en fait, ajournait toute hostilité.

Quoi qu'il en soit, il serait assurément hasardeux, sinon inexact, de conclure que le cerveau de Bismarck, en 1870, contenait un plan bien arrêté, bien fixé, d'offensive sectaire. Bismarck n'était pas un sectaire. Il put développer parfois, à l'appui de sa politique, certains principes qui sentaient l'esprit de secte, mais il les empruntait à ses alliés; il parlait en avocat,

¹ Bismarck lui-même, dans le rapport qu'en 1888 il adressa à Guillaume II au moment de la publication du *Journal* de Frédéric III, répute impossible que sa réponse au grand-duc ait vraiment légitimé une telle interprétation du prince Frédéric. *Fürst Bismarck*, V. p. 573. Berlin, Hertz, 1891.)

sans se les être réellement assimilés. Il était hypnotisé, volontairement, par un horizon très prochain, très précis, très court : la Prusse, puis l'Allemagne.

D'aucuns ont supposé que le spectacle de l'Eglise russe lui avait, longtemps à l'avance, dès le temps de son séjour à Saint-Petersbourg, inspiré je ne sais quel rêve de fusion des confessions chrétiennes en Allemagne¹ ; c'est là prêter à Bismarck une politique religieuse systématique. Il n'était pas homme à s'empêtrer de pareils calculs. Le mystérieux héros qu'évoquait au dix-septième siècle le roman de *Simplicissimus* devait avoir pour mission d'unifier l'Allemagne, de lui donner les Etats de l'Europe pour fiefs, et de fondre les religions chrétiennes : Bismarck réalisa le premier point de ce programme, aspira peut-être à réaliser le second, mais assurément ne s'embarrassa pas du troisième.

De politique religieuse, il n'en avait aucune, à proprement parler, sinon l'intention constante de traiter les affaires d'Eglise dans le sens qu'exigeaient, sur l'heure et pour l'instant, les intérêts de l'Etat. Ainsi considérés, Bismarck conduisant le *Culturkampf* et Bismarck l'aplanissant nous apparaîtront comme un seul et même homme : de 1872 à 1880, les intérêts de l'Etat auront varié. « Je n'avais pas de système économique, dira-t-il le 23 février 1879, quand il passera du libre-échangeisme au protectionnisme ; j'ai été fidèle à ceci : l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. Tout le reste est accessoire². » Il en sera de sa politique religieuse comme de sa politique économique : elle sera accessoire, ce qui voudra dire : subordonnée aux exigences changeantes de l'Etat. Les juristes comme Friedberg, les ministres comme Falk, auront

l'illusion d'élaborer des mesures durables ; Bismarck, lui, ne verra dans ces mesures qu'une tactique, provisoire comme toutes les tactiques.

Jamais il n'eut l'idée que les lois antireligieuses fussent intangibles : elles étaient, à ses yeux, beaucoup plus des lois de circonstance que l'application d'une doctrine d'État. Il n'agissait point en haine de la pensée chrétienne durant les années où il se comportait en auxiliaire politique de l'athéisme *. Et lorsque sonnera l'heure des résipiscences, lorsque Guillaume s'effraiera des dommages causés par le *Culturkampf* à l'idée religieuse, Bismarck, personnellement, ne prendra qu'une médiocre part à ce genre d'inquiétude : ce seront des motifs politiques, exclusivement politiques, qui l'entraîneront à Canossa. Il sera tout-puissant, dans un temps où les questions philosophiques travaillent le monde ; et son habitude inconsciemment matérialiste d'envisager son métier d'homme d'État comme un calcul de forces lui cachera la portée profonde de ce *Culturkampf* même qui dans l'histoire demeure son œuvre.

Dans cette lutte seront finalement aux prises l'idéal chrétien, auquel sa conscience personnelle prétendra demeurer fidèle, et l'idéal « laïque »^{by}, que serviront ses manœuvres parlementaires et ses actes ministériels ; d'autres se seraient sentis écartelés ; mais nul ne fut plus indifférent que lui au rôle des idées pures dans

* « Ce n'est pas par haine de l'Église, ce n'est pas du tout par haine du Christ, disait en 1890 Auguste Reichensperger, que Bismarck a mis le *Culturkampf* en scène ; il faut le distinguer bien nettement des chefs francs-maçons, des hommes comme Gambetta, Crispi, Tisza ; notre presse néglige trop cette distinction ». (PASTOR, *August Reichensperger*, II, p. 387. Fribourg, Herder, 1899.)

la vie des peuples ¹, nul n'eut plus de mal à y croire. De temps à autre, par occasion, nous dirions presque par feinte, il tiendra devant le Parlement le langage d'un doctrinaire, mais tous se rendront compte que, finalement, le *Culturkampf* n'était pour lui, en dernière analyse, qu'une partie politique; et tous seront mécontents. Ses alliés sentiront à la longue son indifférence profonde pour leur idéal doctrinal, philosophique ou théologique; ils constateront à la longue qu'entre la politique bismarckienne et leur action intellectuelle en faveur d'un État antiromain ou d'un État laïque, le parallélisme devait avoir un terme. Pour un Bismarck, le domaine de la vie publique et le domaine de la pensée sont absolument distincts : que certaine conception de la vie et du monde commande une certaine politique, et que ce soit dès lors changer d'idées que changer de politique, il semble qu'il ne s'en soit jamais douté. Chez ce prodigieux réaliste, infailible jusque-là, l'histoire du *Culturkampf* atteste deux grandes lacunes. Il oublia, d'abord, que les idées, elles aussi, étaient des réalités; et puis cet humble élu du Dieu rédempteur ne paraît jamais avoir éprouvé de scrupules, dans une crise où non seulement les catholiques, mais beaucoup de ses anciens amis protestants, lui signifiaient que les intérêts divins étaient en jeu.

Dans un drame de Wildenbruch : *le Nouveau Commandement*, le moine « ultramontain » Bruno, blessé à mort, se confesse à l'ancien prêtre Knecht, excommunié par le Pape pour sa fidélité à l'empereur Henri IV. « Tu n'as pas connu Dieu, gronde ce prêtre impérialiste. L'amour de la patrie est service de Dieu ². » C'est par une telle maxime, apparemment, que se rassurait Bismarck lorsqu'on lui repro-

chait le *Culturkampf* au nom de Dieu. Quelles que fussent les questions qu'il s'agitassent, même celles auxquelles Dieu était mêlé, Bismarck regardait la patrie ; et quelle que fût la solution qu'il appliquait, qu'elle contristât les croyants ou bien leur agréât, elle lui paraissait, telle quelle, service de Dieu, si elle lui semblait requise pour la patrie.

Des cas pouvaient survenir où le « service de Dieu », ainsi compris, exigerait que les intérêts mêmes du Très-Haut, tels que les représentaient, non pas seulement les catholiques, mais parfois même les protestants, fussent sacrifiés aux nécessités humaines : cette paradoxale aventure n'était pas pour effrayer l'âme religieuse de Bismarck. Avec un bon outil, qui s'appelait la volonté bismarckienne, il échafaudait lentement un empire ; son cœur reconnaissant bénissait Dieu pour la trempe de l'outil ; et puis, par une audacieuse ligne de démarcation, il exilait de ses plans politiques la préoccupation de ce Dieu dont il aimait à faire dériver son énergie civique, diplomatique ou ministérielle ; et tandis qu'il l'adorait comme l'unique cause efficiente de son action, il n'orientait cette action qu'en vue d'une seule cause finale : l'État.

Mais suffit-il, pour l'équilibre d'une conscience, qu'elle reconnaisse en Dieu le metteur en branle de ses énergies, et qu'après avoir, si je puis ainsi dire, accouplé sa force à celle de Dieu, elle les mette, l'une et l'autre, au service d'intérêts humains ? N'était-il pas à craindre que tôt ou tard les mentions reconnaissantes que Bismarck daignerait encore consacrer au Très-Haut ne fussent rien de plus qu'un lointain salut, adressé par un parvenu glorieux à quelque bienfaiteur effacé ? Le service de la Prusse

triomphante requérait sans nul doute de moins fréquents recours à Dieu que ne le comportait, naguère, le service, beaucoup plus aléatoire, de la Prusse militante ; les grandes victoires allemandes, une fois acquises, eurent peut-être cet effet indirect, de rendre plus lointaines et plus rares les occasions de contact entre (Bismarck et son collaborateur Dieu). Il lui fallait, dès lors, remonter trop haut, chercher trop loin, pour retrouver des raisons de s'humilier. Le protestant Thile, qui l'approcha longtemps au ministère des Affaires étrangères, disait de lui en 1873 : « Durant la plus grande partie de sa carrière, il a été un chrétien croyant, mais les victoires l'ont corrompu ¹ ». Jamais Bismarck ne devait ignorer Dieu, moins encore le nier ; mais il était devenu l'un de ces superbes qui perdent Dieu de vue, sans le vouloir peut-être... Les Livres Saints eussent pu lui apprendre que Dieu se révèle aux humbles, et qu'il se cache aux orgueilleux. C'était là ce que Thile définissait : la corruption par les victoires ; elle coïncidait avec l'époque du *Culturkampf*. Au fiancé pénitent de Jeanne de Puttkamer, qui sentait le besoin de Dieu, un triomphateur avait succédé, qui avait de ce besoin même une impression moins quotidienne, moins aiguë.

Qu'un jour vint, plus tard, où Bismarck serait mis au repos, brutalement et pour toujours, par un message de Guillaume II, la religion ne serait pas pour lui une consolation ; il ne saurait pas prendre congé de l'action, prendre congé de la gloire, comme près d'un demi-siècle auparavant il avait pris congé de la jeunesse et des plaisirs ; le christianisme ne ferait pas de lui un détaché, un résigné, ni même simplement un philosophe ; dans sa vieillesse amè-

inféconde, le même homme qui si longtemps avait réclamé du Christ la vigueur d'agir ne songerait même pas à lui demander une autre force, celle d'être doux avec la disgrâce, celle de supporter et celle d'accepter ; et la foi chrétienne, devenue stérile en son âme trop altière, n'enseignerait pas à Bismarck éconduit le bon usage du malheur, non plus qu'elle n'avait enseigné à Bismarck, ouvrier du *Culturkampf*, le bon usage de la victoire.

Le commun des bons chrétiens sentent que l'« honneur du monde » peut être malfaisant pour leur âme, si Dieu n'est là pour les prémunir ; et que l'infortune au contraire peut leur être salutaire, s'ils savent comprendre et accepter le geste de Dieu : Bismarck omnipotent, Bismarck relégué, demeurèrent inaccessibles à ces deux avertissements intérieurs : ce fut le châtimement de ce qu'il y avait d'étroit, d'incomplet, d'« égotiste », dans sa conception du christianisme.

Même aux heures où il s'exaltait en mystiques élans, même aux heures où il s'affaissait en une posture humiliée, l'épanouissement chrétien de son âme n'avait été, somme toute, qu'une forme subtile et raffinée de la « culture du moi », culture entreprise, organisée, parachevée en vue de l'État. C'était vraiment trop peu. Le Calvaire domine le monde : mais il n'y a pas à la base du Calvaire un gradin réservé, dont le « Surhomme » puisse se faire un marchepied pour maîtriser l'humanité.

CHAPITRE II

BISMARCK ET LA QUESTION ROMAINE

Il n'était pas dans les destinées de l'Empire germanique restauré, de prendre l'épithète de saint, ni celle de romain. Et pourtant les antiques chevauchées impériales avaient laissé de telles empreintes en Italie, sur les routes et dans les âmes, qu'une sorte d'instinct historique, — instinct inexpliqué, illogique, absurde même si l'on avait égard aux réalités — semblait, depuis Sadowa, solliciter vers l'Allemagne du Nord, grosse d'un Empire, l'inquiétude des regards italiens. Puis un jour vint, hélas ! où ce fut au cœur même de la France que s'élabora la politique allemande ; et la question romaine, après avoir obsédé Bismarck à Berlin, le poursuivit jusqu'à Versailles, et déranginga, jusqu'au fond des camps, ses travaux et siestes. Elle allait ménager une première rencontre entre l'Église et la nouvelle Allemagne ; elle était une question confessionnelle autant que diplomatique ; elle mettait aux prises le catholicisme et l'anticatholicisme, c'est-à-dire, en Allemagne, les fervents de

saint Pierre, attachés au prestige de l'Apôtre, et les fervents de Luther, désireux que saint Pierre fût humilié.

En face de cette question, et se mesurant avec elle, il nous faut observer Bismarck, homme de l'État : nous y trouverons ce double avantage de constater avec netteté son indifférence fondamentale pour les systèmes de politique confessionnelle, quels qu'ils fussent, et puis de pouvoir parcourir avec lui la première des lentes et longues étapes qui l'acheminaient, sans que lui-même encore s'en rendit pleinement compte, vers la folie du *Culturkampf*.

I

En Allemagne comme partout, les périls qui cernaient Pie IX avaient ému les catholiques. Bismarck le savait ; il insistait sur ce point, dès octobre 1867, dans une dépêche à Usedom, ministre de Prusse à Florence¹ ; il y avait là un fait, que sa diplomatie devait envisager. « Je ne laisserais pas la France faire de l'Italie une vassale, disait-il ; mais à cause des treize millions et demi de catholiques, la question romaine serait une mauvaise occasion de guerre contre la France². » Le roi Guillaume, en novembre 1867, dans le discours du trône, affirmait sa sollicitude pour la dignité et l'indépendance du Pape³ ; au surplus, roi par la grâce de Dieu, il n'aimait pas les révolutionnaires ; et les coquets manèges par lesquels l'Italie officielle acceptait ou recherchait leur précieuse complicité, le refroidissaient à l'égard du mouvement unitaire. Wagener, le confident de Bismarck, de-

mandait à Rodolphe Meyer un mémoire sur l'intérêt qu'aurait l'Allemagne à protéger le pouvoir temporel¹; il déplaisait aux vieux conservateurs que la révolution gagnât une seule victoire, même sur le souverain que leurs aïeux taxaient d'Antechrist. Bref, la politique intérieure du royaume, durant les années qui précédèrent la guerre, dissuadait Bismarck de se brouiller avec Pie IX.

Mais la question se compliquait, dès qu'il considérait les intérêts extérieurs. Bennigsen, répondant en 1866 à un message de l'*Union libérale* de Bologne, pressait l'Italie de repousser tout autre appui que celui de l'Allemagne²; le souci de Bennigsen était aussi celui de Bismarck, qui déjà, de 1858 à 1861, dans sa correspondance avec Schleinitz, ministre des Affaires étrangères, prônait l'alliance de la Prusse avec le Piémont³. Un fantôme obsédait le chancelier : il l'avouait, dès 1866, au général Govone⁴ : c'était la possibilité d'un pacte entre la France et l'Italie. Mazzini savait cette peur : en 1867, il tentait de l'exploiter; il faisait dire à Bismarck, en substance : La France transforme en une préfecture le gouvernement de Florence; elle n'a qu'à écrire à Victor-Emmanuel : Je vous donne Rome, pour que l'Italie enthousiaste acclame une alliance de son roi et de Napoléon, dirigée contre la Prusse. Je puis, moi Mazzini, conjurer ce péril : donnez-moi un million et deux mille fusils : et je marche sur Rome. Bismarck alors de répondre : Prouvez-moi qu'entre la France et l'Italie l'accord existe, et je traite avec vous, aux dépens de Pie IX⁵. Mazzini d'ailleurs ne pouvait apporter aucune preuve expresse. Garibaldi, aussi, tendait la main à la Prusse, réclamant de l'argent, des armes⁶. Au 1^{er} janvier 1868, peu après Mentana, notre ambassadeur Sar-

tiges reçut une photographie du tableau de Clasen : *La garde au Rhin* ; il y lut ce vers ajouté par une mystérieuse main :

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor ;

et l'envoi était fait au nom des morts de Mentana¹.

Quelques mois après, l'Italie vit arriver le prince royal Frédéric, pour le mariage du futur roi Humbert ; la foule l'acclama à Vérone en criant : « Vive l'ange protecteur de l'Italie² » ; sa présence à Florence flatta la maison de Savoie ; il est à supposer qu'on lui sut beaucoup de gré de ne pas descendre jusqu'à Rome. Le roi, son père, l'avait prié d'y aller ; mais Frédéric jugeait impolitique tout sourire à Pie IX, ennemi du nouveau royaume subalpin. Bismarck, avant son départ, lui avait tracé tout un programme : consolider et vivifier les sympathies de l'Italie pour la Prusse, mais se borner à des phrases générales sans aucun engagement précis³. Bismarck n'interdisait pas aux patriotes italiens, royalistes ou révolutionnaires, de compter sur le roi de Prusse comme sur un vengeur ; mais il ne s'engageait dans aucun sens ; il faisait dire à l'Italie que si elle entraît en conflit avec la France au sujet des États Romains, la Prusse ne s'en mêlerait pas⁴ ; et les coquetteries d'Usedom, à Florence, avec les sociétés secrètes, n'étaient nullement de son goût. Il aurait voulu, même, être débarrassé de ce diplomate franc-maçon, qui risquait de le compromettre ; et comme Guillaume maintenait Usedom à son poste, peu s'en fallut, en 1869, que Bismarck ne démissionnât⁵. Si Bismarck entendait bourdonner, dans les chancelleries, quelque projet de conférence européenne relative à la question romaine, il signi-

fait qu'en pareille affaire la Prusse protestante n'avait qu'à s'effacer passivement ¹.

Il laissait faire le temps, laissait échouer les agités, et gardait, à part lui, cette idée très nette que, dans un avenir assez prochain, la Prusse devrait conclure « soit une alliance diplomatique avec l'Italie, soit une alliance stratégique avec le parti national italien ² ». L'idée d'ailleurs demeurait si secrète, qu'à la même heure se formait, au Vatican, un petit groupe de prélats qui prêchaient la confiance dans la Prusse; dès le mois de mars 1870, lorsque les Tuileries songèrent à retirer de Rome les troupes françaises, ils déclaraient allégrement que les Prussiens remplaceraient les Français à Civitavecchia.

La guerre franco-allemande survint : le retrait effectif de nos troupes exalta le zèle de ces prélats pour Berlin. Bismarck acceptait leurs sympathies, mais cherchait aussi celles de l'Italie : il faisait sonder, à Florence, la gauche parlementaire ; il dépêchait Holstein près de Crispi, près de Cairoli, demandait qu'un émissaire italien lui fût envoyé pour causer ³; on dérangerait Mommsen lui-même de ses travaux d'historien pour le prier d'adresser à la *Perseveranza* et au *Secolo* deux lettres fiévreuses, où l'Italie était mise en garde contre l'ambition de Napoléon III et invitée à se ranger du côté de la Prusse ⁴. « Nous n'avons jamais fait de mal aux Italiens, disait le roi Guillaume à Brassier de Saint-Simon, son ministre à Florence, nous les avons indirectement aidés; pourquoi marcheraient-ils contre nous?... ⁵ »

Quelques semaines durant, il semble que la politique de Bismarck, courtisant au delà des Alpes toutes les nuances d'opinion, parvint à les contenter toutes : on trouvait des vœux en faveur de l'alle-

magne dans le journal l'*Unità Cattolica*, de Florence¹, et l'on en trouvait sur les lèvres du ministre Quintino Sella, qui dissuadait Victor-Emmanuel de se compromettre avec Napoléon², sur les lèvres aussi de ces révolutionnaires italiens qui, dans la première quinzaine d'août, s'en allaient annoncer à Bismarck qu'ils tenteraient un soulèvement contre Victor-Emmanuel si celui-ci se déclarait pour la France³.

Quelle confiance donc Bismarck trompait-il ? Était-ce celle des Monsignori ? Était-ce celle des unitaires ? Au début d'août, le bruit courut, à Rome, que la Prusse venait de parler haut en faveur du Pape, auprès du cabinet de Florence : Visconti Venosta, le 19 août, démentit publiquement cette rumeur⁴. Bismarck, en effet, n'aspirait qu'à se taire. Ne pas déplaire aux catholiques qu'il envoyait se faire tuer au delà du Rhin et dont bientôt il allait diminuer les petites patries pour les englober dans la grande ; et ne pas déplaire non plus à l'Italie, dont il voulait la neutralité, sinon l'amitié : tel était le problème ; le ministre du roi Guillaume aimait mieux l'é luder que de l'affronter.

Tout bas, il donnait de bonnes paroles, sous les murs de Metz, dans le courant d'août, à Cucchi, l'un des Mille, que la gauche parlementaire lui avait expédié : Cucchi repassait les Alpes en annonçant qu'on pouvait occuper Rome, que la Prusse donnerait son appui, qu'elle ferait consentir l'Autriche⁵. Belles promesses assurément ; mais à peine accordées, il n'en restait d'autre vestige, semble-t-il, que les souvenirs du futur sénateur Cucchi. Le 4 septembre, les ministres de Victor-Emmanuel ne paraissaient pas encore tirés d'incertitude : dans un conseil qu'ils tinrent ce jour-là⁶, trois d'entre eux déclaraient qu'il fallait prendre

Rome, « si l'on était sûr de l'appui de la Prusse * ». En pressant l'insaisissable Bismarck, l'Italie allait exiger des certitudes.

Les représentants de Victor-Emmanuel furent invités à sonder les États de l'Europe et à leur demander un passeport pour Rome. Les gouvernements de Bade¹, du Wurtemberg², de la Bavière³, répondirent évasivement, par un mélange de vœux et de réserves ; on eût dit qu'ils ébauchaient un commencement de passeport, mais sans le mettre au net ni le signer. A Berlin, Launay, ministre d'Italie, vit le secrétaire d'État Thile. Il semble que Thile, qui de 1854 à 1858 avait occupé la légation de Prusse à Rome, croyait encore les États de l'Église en mesure de résister⁴. Accessible, d'ailleurs, aux inspirations du catholique Savigny⁵, il se contenta de déclarer à Launay qu'il en référerait à son chef⁶.

Là-bas, en France, Bismarck tardait à répondre. Harry d'Arnim, qui représentait auprès du Pape la Confédération de l'Allemagne du Nord, était encore sans instructions⁷ lorsque, le 9 septembre, il quittait Berlin pour regagner son poste. A Rome, une dépêche décisive l'attendait :

Les sympathies de la Prusse pour la personne du Saint-Père, y disait Bismarck, et le désir que le Saint-Père continue à avoir une position indépendante et respectée, ont leurs bornes naturelles dans les bons rapports entre la Prusse et l'Italie, qui empêchent le cabinet de Berlin de créer à l'Italie des difficultés ou d'entrer dans des combinaisons qui lui soient hostiles⁸.

* Une autre question fut ensuite posée : Doit-on, « moyennant l'appui de la Prusse, occuper les États pontificaux sans Rome ? » Il y eut quatre voix pour, et quatre contre.

Brassier de Saint-Simon, ministre de Prusse à Florence, eut communication de cette dépêche; il en reçut une autre qui insistait sur les rapports religieux des catholiques d'Allemagne avec leur chef spirituel, et qui l'invitait à faire des réserves, au nom de la Prusse, « pour une position digne et indépendante du Saint-Siège¹ ».

Brassier savait lire. Il montra le tout à Visconti Venosta. La dépêche qu'avait reçue Arnim ouvrait à l'Italie la route de Rome; la dépêche qu'avait reçue Brassier s'occupait déjà des solutions ultérieures. Bien traduits, bien expliqués, les deux messages se complétaient. La formule plus cavalière qu'exacte : *Italia farà da se*, ne pouvait s'accomplir jusqu'au bout sans une défaite de la France et sans un contreseing de la Prusse : ce contreseing était donné*.

Arnim, à Rome, se garda bien d'ébruiter ses instructions. Dès le matin du 15 septembre, cependant, son secrétaire Limburg-Styrum expliquait dans un cercle que le cabinet de Florence représentait dans la péninsule « l'élément de l'ordre et de la stabilité² »; et Lefebvre de Béhaine, perspicace écouteur, gênant pour Arnim comme il le sera plus tard pour Crispi, augurait, d'après ce propos, que la Prusse et l'Italie auraient bientôt partie liée. Bismarck, ce jour-là

* Lorsque Mallinckrodt, le 30 janvier 1873, parlera d'un « signe parti de Sedan pour Florence », Bismarck s'irritera. Dans son discours du 10 mars 1873 (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, V, p. 388), il accusera Mallinckrodt de mensonges (*Unwahrheiten*), mais sans insister; et il se bornera à dire que l'expédition de Garibaldi en France tendit les rapports avec l'Italie. Sur l'embarras de la presse bismarckienne au sujet des allégations de Mallinckrodt, voir PFÜLF, *Mallinckrodt*, 2^e édit., pp. 399-401. (Fribourg, Herder, 1901.)

même, avait ses quartiers à Meaux, où il resta jusqu'au 19 ; et, de là, il faisait sonder pour une Triple Alliance les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, avec la pensée, nous dit-il dans ses *Souvenirs*, que la monarchie italienne s'y joindrait ¹. La coïncidence fait singulièrement honneur à la divination de Lefebvre de Béhaine.

Aux époques normales, où les diplomates sont continuellement en rapports avec leur chef, Arnim souffrait ; sa pétulance émancipée n'aimait remplir une mission qu'à la condition de l'outrepasser ; quelque somptueux, quelque flatteurs que fussent les cadres proposés à son action, elle s'ingéniait toujours à s'en évader. Tout en lui, défauts et qualités, l'aurait prédestiné à être l'un de ces agents secrets dont les démarches n'engagent qu'eux-mêmes ; leur pays parfois en prend acte et en bénéficie, mais jamais n'en est responsable ; au gré des circonstances, on les appuie ou bien on les désavoue, on confirme leurs paroles ou on les dément, on les décore ou on les déshonore, on glorifie leur esprit d'aventure ou bien on les traite d'aventuriers. Les événements troubles, où l'on tarde à voir clair, et qu'un regard lointain peut à peine discerner, sonnent pour ces hommes-là l'heure de la besogne. La scène diplomatique fait alors relâche : c'est dans les coulisses qu'il faut manœuvrer, dans les coulisses qu'il faut agir. Harry d'Arnim, d'ordinaire paralysé par son prestige même de diplomate officiel, allait enfin, à la mi-septembre de 1870, pouvoir s'agiter à sa guise.

L'Italie, d'un geste mal assuré, se préparait à une offensive sans péril ; la générosité de Pie IX amollissait une défensive qui eût inutilement coûté du sang ; l'Europe, laissant faire la destinée, n'osait ni per-

mettre ni prohiber, et n'oserait ni ratifier, ni condamner; les situations n'avaient rien de net; les attitudes rien de tranché; d'autre part, les grandes lignes que venait de tracer Bismarck pour la conduite de ses diplomates laissaient place à beaucoup d'initiatives, et Bismarck était trop loin pour qu'ils fussent obligés de le consulter. Arnim était libre, — libre comme il eût souhaité l'être à l'endroit du Concile. Un an durant, il avait eu cette idée fixe d'arrêter, sur les lèvres des Pères, l'hommage qu'ils allaient rendre à la souveraineté spirituelle du Pape; mais Bismarck l'avait prié d'être simple témoin, et les Pères avaient dit : *Placet*, en dépit d'Arnim. Aujourd'hui, la souveraineté temporelle était en jeu; le trône donné par Pépin le Bref et par Charlemagne aux prédécesseurs de Pie IX allait s'écrouler; Arnim, cessant enfin d'être un spectateur inerte, allait goûter, à petites doses, la vaniteuse jouissance de clore onze siècles d'histoire par quelques allées et venues.

Entre les Palais Apostoliques et le quartier du général Cadorna, il s'improvisa courrier. Il était l'ami de tout le monde, et cela s'accordait assez bien avec les complexités de la politique bismarckienne. Le 17 septembre, il allait causer avec Cadorna, obtenait que l'assaut contre Rome fût différé de vingt-quatre heures; puis il exposait au cardinal Antonelli que le Pape ne pouvait pas assister à la consommation d'une défaite, et ferait mieux de se réfugier au centre de l'Europe, dans une ville que l'on neutraliserait. Il agissait sur le chargé d'affaires d'Autriche; celui-ci, à l'instigation d'Arnim, réunissait les membres du corps diplomatique et leur demandait, — mais en vain, car Lefebvre de Béhaine était là —

de faire pression sur Pie IX pour que Pie IX renonçât à toute résistance¹. Arnim, au Vatican, parlait bien haut de la sécurité et de la dignité du Pape; devant Cadorna, et plus tard devant le baron Blanc², il étalait avec orgueil les efforts qu'il avait dépensés pour empêcher la résistance armée des troupes papales et faciliter ainsi l'ingrate tâche des Piémontais.

Le jeu paraissait compliqué; il y avait je ne sais quoi de déplaisant, comme disait un journaliste, dans cette « médiation entre le bourreau et sa victime³ »; et l'on trouvait, à Berlin, qu'Arnim se compromettait peut-être beaucoup. Là-bas, au loin, on n'était pas bien fixé sur le sens de ses démarches auprès de Cadorna; on redoutait que le gouvernement de Florence n'en fût mécontent. Thile, le 18 septembre, Bismarck lui-même, le 22, firent savoir à Launay qu'Arnim agissait de sa propre initiative⁴; leurs précautions sont instructives, parce qu'ils s'y révèlent, à cette heure critique, plus soucieux de ce qu'on pensait à Florence que de ce qu'on pensait au Vatican. Les unitaires triomphants sentaient ce qu'ils devaient à l'Allemagne. Un prêtre français, passant à Civitavecchia, présenta son passeport au général Nino Bixio, qu'on appelait avec emphase l'Ajax de l'épopée garibaldienne⁵ : « Cette canaille d'empereur a disparu, s'écriait celui-ci; le peuple français disparaîtra bientôt : il faut qu'il ne reste en Europe que la Prusse et l'Italie⁶ ». Arnim manœuvrait comme si déjà les vœux de Bixio étaient exaucés.

Le 20 septembre, Rome devint ville royale : « les mauvaises trompettes des mauvais Italiens, comme le disait Gregorovius, firent tomber ses murailles ainsi que celles de Jéricho⁷ ». A l'aurore, Arnim courut à la villa Albani, pour recommander à Cadorna les

volontaires étrangers, au sort desquels s'attachait avec une émouvante tendresse Pie IX détrôné; à son retour, il rencontra les autres ministres qui s'en allaient aussi parler pour ces braves, et voulut les persuader que par son entremise tout était réglé¹. Il lui aurait plu d'être auprès de Cadorna l'interprète unique et officieux des désirs du Vatican, et de s'afficher, lui ministre d'une puissance luthérienne, comme protecteur de la Curie². Les précédents, les traditions, les relations confiantes qu'entretenaient Lefebvre de Béhaine et Antonelli, qualifiaient pour un tel rôle la catholique nation française; mais la France était vaincue, Arnim en profitait. Le 21, des troubles ayant éclaté dans la cité Léonine, Arnim courait vers Cadorna, revenait au Vatican, et rapportait triomphalement aux Piémontais un papier signé du général Kanzler, par lequel Pie IX, vaincu et désarmé, réclamait de ses vainqueurs certaines mesures pour la sauvegarde du palais pontifical³.

Ce protecteur devint pressant, voire même encombrant. Il obsédait le cardinal pour que le Pape s'installât à Cologne, à Aix-la-Chapelle, à Berlin⁴; le 5 octobre, Antonelli, les larmes aux yeux, protestait à Lefebvre de Béhaine que Pie IX ne songeait pas à s'éloigner⁵, et l'archevêque Guibert, à Tours, recevait du Vatican les mêmes assurances⁶. Le gouvernement de Florence s'inquiétait : l'Italie officielle sentait confusément qu'une fois Pie IX parti, Rome ne serait plus dans Rome. A Berlin, dès le 28 septembre, Launay priait Thile d'insister auprès du Vatican pour que Pie IX restât; Thile nia péremptoirement qu'Arnim eût fait les démarches qu'on lui prêtait, et refusa d'autre part d'intervenir comme le souhaitait Launay⁷. La Prusse laissait Arnim parler, agir,

échouer, et puis agir encore; elle-même ignorait, elle-même s'abstenait.

Profitant apparemment de l'importune complaisance de ce diplomate, Antonelli, le 7 octobre, voulut, pour l'instant, obtenir de la Prusse l'assurance que si le Pape décidait un jour de quitter Rome, il pourrait compter sur l'appui de Berlin contre les résistances éventuelles de l'Italie. Bismarck n'aimait pas qu'on le serrât d'aussi près : dans une lettre à sa femme, le 8 octobre, il rangeait les réclamations papales parmi les choses importunes ¹. Ce jour-là même, cependant, il télégraphiait à Arnim de répondre oui; et puis il prévenait Brassier de Saint-Simon en le chargeant d'informer le gouvernement de Florence : « Sa Majesté, continuait-il, est convaincue que la liberté et la dignité du Pape seront respectées par le gouvernement italien en toutes circonstances, et même si le Pape, *contre toute attente*, projetait un changement de résidence ² ». Brassier avait mission d'ajouter que la Prusse ne voulait pas s'immiscer dans la politique d'un pays étranger, mais qu'elle avait des obligations envers ses sujets catholiques. Thile qui, le 11 octobre, lisait à Launay ce texte de dépêche, lui faisait remarquer les mots : « contre toute attente », et lui redisait que la Prusse ne pousserait pas Pie IX à quitter Rome ³.

Bref, les intrigues d'Arnim pressaient Pie IX de partir; la dépêche laconique qu'il recevait de Bismarck promettait, en cas de départ, l'appui de la Prusse, sans faire aucunes réserves sur le projet; mais la dépêche de Bismarck à Brassier, les entretiens de Thile avec Launay, visaient à décharger la Prusse de toute complicité avec Arnim et de toute responsabilité directe dans l'exode éventuel du Pape.

Moins de trois semaines s'étaient écoulées depuis la prise de la Ville Éternelle, qui n'avait été décidée, et puis préparée, qu'avec un laissez-passer de la Prusse; et dans les conseils de sagesse que Thile donnait à l'Italie, on pressentait, parfois, une demi-gronderie et un écho très distinct, un peu inquiétant, des murmures indignés par lesquels les catholiques de Prusse accueillaient les nouvelles de Rome *.

« La Prusse, écrivait Launay le 10 novembre à

* Dépêche Launay à Visconti Venosta, 6 octobre 1870 (CADORNA, *La liberazione di Roma nell' anno 1870*, p. 359-390. Turin, Roux, 1889) : « Des catholiques très marquants se plaignent de l'inaction du gouvernement prussien et laissent entendre que les catholiques doivent chercher à se faire eux-mêmes justice. M. de Thile espérerait que nous saurions tenir compte au cabinet de Berlin des embarras qui surgissent pour lui aussi des affaires de Rome. » — Dépêche Launay à Visconti Venosta, 8 octobre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, p. 395). « Le secrétaire d'Etat m'a de nouveau parlé aujourd'hui des embarras créés au cabinet de Berlin par l'attitude de bon nombre de sujets catholiques. » — Dépêche Launay à Visconti Venosta, 11 octobre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, p. 399) : « Je me permis de demander en quoi consisterait l'appui éventuel promis par M. de Bismarck. M. de Thile me laissa entendre que le cabinet de Berlin avait eu en vue surtout ses propres ressortissants catholiques, qui signaient de nombreuses adresses pour invoquer la protection de Sa Majesté en faveur du Pape; qu'il ne s'agissait évidemment que d'un appui moral, qui ne viendrait pas au reste à l'encontre de nos vues, puisque de notre côté nous avions également énoncé les intentions les plus explicites de conserver à Sa Sainteté une position digne et indépendante ». — Dépêche Launay à Visconti Venosta, 15 octobre 1870 : « M. Thile espérait que nous ne négligerions rien pour nous concilier le Pape, et cela dans notre intérêt aussi bien que dans celui de tout le monde, y compris, bien entendu, l'Allemagne ». Il résulte, aussi, d'une dépêche de Launay à Visconti Venosta, 24 novembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, p. 413), que Thile, « plus d'une fois, émit au moins des doutes sur le droit de propriété de l'État sur le palais du Quirinal et ses dépendances », droit que Visconti s'efforça d'établir dans un Mémoire adressé à ses agents diplomatiques à la date du 16 novembre 1870. (CADORNA, *op. cit.*, pp. 432-438.)

Visconti Venosta, ne veut aucunement se mêler de notre politique purement intérieure, mais on ne veut pas préjuger ce qui pourrait avoir trait aux rapports internationaux¹ ». Thile, Bismarck, Arnim, Brassier, semblaient mettre dans leur accent des nuances différentes; la politique prussienne manquait de clarté. Cela tenait-il à la complexité même des faits ou, peut-être, à l'incertitude réelle des décisions, ou bien encore, qui sait? à l'équivoque des intentions?

Les intimes de Bismarck étaient probablement mieux informés que les gouvernements de Florence et du Vatican. A Ferrières, dès le 26 septembre, il disait entre amis : « Oui, le Pape doit rester souverain. Seulement comment? Voilà la question. On pourrait faire davantage pour lui si les ultramontains ne marchaient pas partout contre nous. Je suis habitué à payer de la même monnaie dont on me paie² ». Ainsi Bismarck concerterait d'après l'attitude des catholiques sa propre attitude dans la question romaine. Les catholiques étaient une force nationale, avec laquelle devait compter sa politique intérieure; l'Église romaine était une force internationale, à laquelle devait avoir égard la diplomatie d'un État. Il fallait qu'il y eût parallélisme entre ce qu'il ferait pour ces forces et ce que ces forces feraient pour lui. Les catholiques d'Allemagne organisaient des pèlerinages à Montabaur, à Beuron, à Fulda, à Bamberg, bientôt à Rome même, pour soulever l'opinion en faveur du Pape; à Cologne, l'archevêque Melchers, à Berlin, un grand *meeting* catholique, ailleurs d'impaticnts pétitionnaires, faisaient appel au roi Guillaume pour Pie IX³. Bismarck ne disait ni oui, ni non; mais déjà ces manifestations

lui déplaisaient. Thile en prenait prétexte pour induire l'Italie à la prudence ; mais elles agaçaient Bismarck. Ces multitudes d'Allemands catholiques, ceux qui parlaient, ceux qui signaient, ceux qui priaient, considéraient l'intervention de la Prusse auprès de l'Italie comme une satisfaction à donner à leur conscience : ils exprimaient des revendications. La question romaine, pour Bismarck, n'était qu'un épisode de sa politique générale ; et la solution de cette question ne pouvait être que l'un des éléments d'un marché. Et si les intérêts de l'État prussien lui commandaient de temporiser, les catholiques, en réclamant d'urgence certaines réparations, seraient convaincus de péché contre l'État, — la seule faute irrémissible aux yeux d'un Bismarck.

Un jour que Thile lui avait écrit pour lui signaler, dans la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord*, un « article abominable » contre les catholiques, Bismarck se fit montrer la coupure par son familier Maurice Busch. « Tout cela est vrai, tout cela est juste », s'écria-t-il après avoir lu¹. Il empêchait Busch, cependant, de riposter avec trop de véhémence à un journal catholique de Silésie ; il refaisait lui-même, de sa plume de chancelier, la réplique qu'il convenait d'adresser à ce journal ; il distinguait soigneusement entre les sentiments que méritaient les « ultramontains » de Bavière, les prêtres alsaciens et français, ennemis des troupes allemandes, et le « respect » que méritait l'Eglise catholique ; il reprochait à la polémique anticléricale de Busch de manquer de finesse ; il voulait qu'on attaquât certaines catégories d'Allemands catholiques, mais il voulait aussi, d'une volonté non moins ferme, qu'on ménageât l'Eglise².

II

Un prélat survint à Versailles, au début de novembre, avec un paquet de pétitions : c'était l'archevêque Ledochowski, de Posen. Les adresses qu'il apportait représentaient à Guillaume que le coup de force du 20 septembre était un attentat contre la chrétienté, contre le principe monarchique, et qu'il fallait intervenir. Nommé au siège de Posen, cinq ans plus tôt, par une entente directe entre Rome et Berlin¹, Ledochowski possédait la confiance du couple royal et s'en réjouissait : c'était presque un délit, pour beaucoup de ses diocésains polonais ; mais ils l'en absolvaient en raison de ses inépuisables charités². C'est à l'instigation de la reine Augusta qu'il venait entretenir Guillaume et Bismarck de la question romaine et leur confier ses émotions et ses désirs³. Guillaume et Bismarck se fussent volontiers passés d'une telle visite, mais ils savaient que Ledochowski n'était pas intransigeant en ses pensées ni brusque en ses propos, et que jamais il ne se départait, en causant, de cette haute et discrète courtoisie qui, lorsqu'il le faut, sait se taire et qui toujours permet aux autres de garder à leur tour le silence. Après tout, disait Bismarck, pour se consoler à l'avance du temps qu'il allait perdre, « cela aura ses avantages, d'amener l'archevêque à se convaincre lui-même de ce qui est possible et impossible, et d'apprendre de lui ce qu'il croit possible⁴ ».

Ledochowski vit Guillaume, le prince royal et Bismarck^{*}. Il demanda si la Prusse protesterait con-

* Ledochowski lui-même n'a rien publié sur cet incident. Le récit donné dans le livre : *Monseigneur Miegislas Halka, comte*

tre la prise de Rome. « Comme protestant, répondit le Roi, je ne puis prendre une telle initiative : que les puissances catholiques commencent ! » Il questionna sur la possibilité d'un séjour du Pape en Allemagne : Guillaume était hostile, de peur de complications politiques. Hostile aussi, le prince royal : cette idée lui paraissait manquer de convenance (*eine Ungehörigkeit*). Bismarck, lui, fut exquis : il fit avec l'archevêque assaut de politesses, déclara avec un mélange de respect et d'ironie que ce n'était pas à lui, Bismarck, mais au Pape infallible, de décréter si le pouvoir temporel était nécessaire à l'Église, insinua que pour l'instant le Pape pouvait agir sur le clergé français en vue de la paix, abaissa lui-même le marche-pied de la voiture épiscopale, et multiplia les salutations respectueuses.

Cette visite avait amusé Bismarck. Il donnait aux catholiques d'Allemagne une satisfaction platonique en recevant, avec une telle déférence, le porteur de leurs adresses ; il ajournait toute satisfaction effective en essayant d'engager le Pape, pour l'instant, dans une action pacificatrice. Bismarck craignait, à cette minute précise, qu'une intervention des puis-

Ledochowski, pp. 181 et suiv. (Bruxelles, Goemaere, 1875) peut être regardé comme émanant d'informateurs catholiques, familiers du futur cardinal. Bismarck parle de la visite dans ses *Pensées et souvenirs*, trad. franc., II, p. 146 : « Conformément au proverbe qui veut qu'une main lave l'autre, je lui fis la proposition de prouver la réciprocité des bons rapports entre le Pape et nous par une action du Saint-Siège sur le clergé français dans le sens de la conclusion de la paix ». Hohenlohe la raconte dans ses *Mémoires*, à la date du 28 novembre, d'après les renseignements qui lui vinrent à Munich (*Denkwürdigkeiten*, II, p. 28. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1907 ; trad. franc., II, pp. 141-142. Paris, Conard, 1909) ; le prince Frédéric la mentionne dans ses *Tagebücher*, éd. M. v. Poschinger, p. 120. (Berlin, Schroeder, 1902.)

sances neutres en faveur de la France ne diminuât les fruits des victoires prussiennes¹ ; il rêvait de mobiliser le Pape pour obtenir notre capitulation. Quant à la situation papale, on aurait le temps d'en parler : c'est par cette réponse dilatoire qu'il accueillait les suggestions de Bray, le ministre bavarois, au sujet d'une démarche collective des puissances*. Il était fort en train le lendemain du jour où il avait reçu Ledochowski. L'idée de jouer une partie avec Pie IX sur l'échiquier franco-allemand l'avait comme grisé. Il badinait avec Hatzfeldt² sur les avantages qu'aurait pour l'Allemagne la présence du Pape dans une ville comme Cologne ou comme Fulda.

Ce serait chose inédite, s'écriait-il, mais fort utile pour nous : nous apparaîtrions aux catholiques comme étant ce qu'en réalité nous sommes, la seule puissance actuelle qui puisse protéger leur chef. Stofflet, Charette et leurs zouaves, s'en iraient tout de suite à la maison. Nous aurions les Polonais avec nous. En Belgique, en Bavière, l'opposition des ultramontains cesserait ; Mallinckrodt passerait du côté du gouvernement... Le Roi, je sais bien, a peur que si le Pape vient, tout en Prusse ne devienne catholique. Mais je lui disais que si le Pape demande un refuge, il n'y a pas moyen de refuser ; dix millions de sujets catholiques désirent voir le Pape protégé. Au reste, les gens que mène leur imagination, les femmes surtout, quand à

* Le 31 octobre, le conseiller d'État Daxenberger avait, de Munich, écrit à Bray à Versailles, que d'après une dépêche envoyée de Florence par Dœnniges, représentant de la Bavière, Victor-Emmanuel ferait son entrée dans Rome le 1^{er} décembre. L'avis de Daxenberger et de Dœnniges, approuvé par Bray, était très formel : on devrait s'abstenir d'y suivre le roi. Bismarck, à qui Bray parla de ce projet du roi d'Italie, inclinait à croire que s'il se réalisait, Pie IX quitterait Rome ; tel n'était pas l'avis du diplomate anglais Russell (lettres de Daxenberger à Bray, 31 octobre 1870, et réponse de Bray, 12 novembre 1870, dans OTTO V. BRAY STERNBURG, *Denkwürdigkeiten*, éd. Heigel, pp. 191 et 197. Leipzig, Hirzel, 1901).

Rome elles voient les pompes et l'encens, le Pape sur son trône, le Pape bénissant, éprouvent un penchant vers le catholicisme. Mais en Allemagne, nous aurions le Pape parmi nous : ce serait un vieillard qui demanderait secours, un bon vieux Monsieur, un évêque comme un autre, mangeant, buvant, prenant une prise et fumant même son cigare, ce ne serait pas si dangereux. Et après tout, si quelques gens devenaient catholiques — ce ne sera pas moi — cela aurait-il tant d'importance, du moment qu'ils seraient chrétiens pratiquants ? Les confessions ne font rien, c'est la foi qui importe. On doit être plus tolérant¹ !

Et Bismarck, continuant, riait toujours plus fort de tout ce qu'il y aurait de comique dans un cortège papal et cardinalice émigrant vers Fulda*.

Il parlait après boire, il avait l'air de vouloir railler, mais ces boutades étaient plus sincères que beaucoup de ses discours. C'était très vrai, qu'après tout la conversion à l'Église romaine d'une poignée de protestants lui serait demeurée assez indifférente, à lui Bismarck : l'esprit confessionnel était chez lui fort médiocrement développé. C'était très vrai, aussi, qu'il considérait les millions de catholiques allemands comme une force que l'État devait essayer d'appriivoiser ; et son ironie cachait mal une véritable considération pour cette autre force qu'était le Pape, et que l'État prussien, peut-être, aurait profit politique à loger. Supposez qu'à la date du 5 no-

* Comparez les impressions du prince royal Frédéric : « Bismarck considérerait l'abandon de Rome comme une faute immense de Pie IX, mais son séjour en Allemagne pourrait avoir un bon effet, parce qu'en voyant les prêtres romains dans leur besogne, les Allemands seraient vaccinés (*Weil die Anschauung der römischen Priesterwirthschaft die Deutschen kuriren werde* {*Kaiser Friedrichs Tagebücher*, éd. M. v. Poschinger, p. 120).

vembre 1870, Pie IX eût été légèrement enclin à quitter Rome : Bismarck alors, oubliant les assurances données au cabinet de Florence quelques semaines plus tôt, aurait peut-être encouragé le pontife à accélérer le pas. A peine même eût-il cru se contredire, puisque, en somme, tout ce qui importait pour l'État, c'était de stimuler les bonnes grâces de l'Italie en coquetant avec le Pape, et les bonnes grâces du Pape en coquetant avec l'Italie.

Parlant à Ledochowski, Bismarck avait visé la Curie : Kozmian, qui servait de secrétaire au prélat, s'en fut tout de suite à Rome. Kozmian était optimiste : au moment même où dans les cercles de Munich on racontait couramment, d'après des nouvelles de Versailles, que « Ledochowski s'en était revenu bredouille¹ », Kozmian, lui, résumant les impressions de son maître, concluait avec quelque assurance que Guillaume était bien disposé pour le pouvoir temporel, mais qu'il ne pourrait rien faire que d'accord avec la France et quand la guerre serait terminée ; et l'on considéra, dès lors, au Vatican, que si l'on essayait d'une médiation entre la Prusse et la France, on précipiterait la venue de ce jour réparateur². Des rumeurs se glissèrent dans les bureaux de rédaction : la *Gazette d'Italie* affirmait que la Prusse avait pris auprès du Vatican l'engagement de rétablir le pouvoir temporel³ ; la *Correspondance de Genève*, fondée par le comte Blome, dans la Rome calviniste, pour défendre la cause du Pape-roi, établait une demi confiance à l'égard de Bismarck⁴ ; au Vatican, la coterie qui germanisait débordait d'allégresse ; et l'on augurait, dans certaines sacristies romaines, qu'une fois la guerre finie, Guillaume viendrait à Rome, s'y convertirait et s'y ferait cou-

ronner *. Arnim excitait ces illusions, et s'amusait à blâmer ouvertement le « vol » du Quirinal par les Piémontais¹. A Berlin, Launay exprimait ses alarmes au sujet de l'adresse qu'avait apportée Ledochowski, et Thile répondait simplement : « Sa Majesté, jusqu'ici du moins, n'a donné aucune réponse² ». On espérait, dans les cercles romains amis de l'Allemagne, qu'Antonelli en personne viendrait bientôt à Versailles ; et peut-être Bismarck lui-même, en décembre, se flatta-t-il d'obtenir cette visite³. Les promenades militaires, — plus tumultueuses d'ailleurs qu'efficaces, — que faisait chez nous Garibaldi, avaient mis en méchante humeur le chancelier⁴ ; et sans nul doute il aurait fort bien accueilli le ministre du Pape, ne fût-ce que pour donner un avertissement à l'Italie.

Mais Antonelli demeurait très calme, très froid, et « incurablement défiant⁵ » à l'endroit de la Prusse. Le zèle excessif d'Arnim pour les droits du Saint-Siège lui semblait sans doute en contradiction avec la politique que suivait à Florence l'autre ministre de Prusse, Brassier de Saint-Simon, et qui tendait à entraîner le gouvernement italien vers les résolutions les plus violentes⁶. D'Arnim ou de Brassier, qui donc représentait Bismarck ? et si tous deux le représentaient, cette dualité ressemblait singulièrement à de la duplicité. Antonelli disait à Lefebvre de Béhaine, le 1^{er} janvier 1871, que si le Pape devait quitter Rome, il irait en Corse, terre française⁷ : c'est

* Lefebvre de Béhaine (dépêches des 28 décembre 1870 et 11 février 1871) restreint à quelques « familiers agités » du Vatican la responsabilité de cette campagne ; ROTUAN (*l'Allemagne et l'Italie*, 1870-1871, II, pp. 230-231. Paris, Lévy, 1884) qui, de Florence, ne pouvait voir les choses d'aussi près, croyait à l'existence d'un parti prussien dans le Sacré-Collegé lui-même.

à ce projet éventuel qu'aboutissaient les efforts de la Prusse pour supplanter la France dans son office traditionnel de protectrice de la Papauté.

Quant aux paroles prononcées par Bismarck, en vue d'une immixtion pontificale dans la guerre franco-allemande, le Vatican ne les pouvait laisser sans réponse ni sans effet.

De lui-même, Pie IX, à la fin de juillet, avait offert son entremise à Guillaume pour éviter la guerre ; et Guillaume, dans une réponse très courtoise, mais très évasive, avait dit : c'est la faute à Napoléon ¹. Trois mois durant, le sang avait coulé ; et l'Allemagne semblait enfin se retourner vers Pie IX pour en suspendre l'effusion. C'était pour le Saint-Siège une surprise : au premier moment, elle lui fut certainement agréable. Pie IX, dès le 12 novembre, écrivit au futur cardinal Guibert, archevêque de Tours, pour le prier d' « amener » le gouvernement de la France à « des conseils de paix ² » ; le 16, il prévint de cette démarche le roi Guillaume, en ajoutant : « Il reste encore à Votre Majesté à remporter un plus noble triomphe, qui serait de se montrer disposée à la paix ³ ». Mais on devina bien vite, au Vatican, quels malentendus allaient surgir.

C'est comme médiateur que Pie IX voulait intervenir : le gouvernement de la Défense Nationale ne répondait pas à l'archevêque Guibert, mais faisait affirmer au Pape, directement, dans les premiers jours de décembre, par voie diplomatique, qu'il serait reconnaissant d'une telle médiation ⁴.

Pie IX aussitôt se mettait à l'étude : il songeait, le 7 décembre, à demander un armistice de quinze jours et le ravitaillement de Paris ; et recevant Lefebvre de Béhaine, il lui disait que, pour Noël, il

offrirait au monde une vraie trêve de Dieu¹. Mais à mesure que Pie IX se dépensait en efforts, c'était la Prusse qui s'effaçait, c'était la Prusse qui se taisait. L'archevêque Guibert, le 19 décembre, écrivait lui-même à Guillaume, pour le conjurer de « céder aux exhortations du Père commun² » ; Guillaume gardait le silence ; et de Bordeaux, à la date du 24 décembre, le nonce Chigi expédiait à Guibert ces lignes attristées : « Je sais que la demande d'armistice que le Saint-Père a fait parvenir à Versailles a été repoussée poliment : on s'est appuyé sur des prétextes³ ». Derrière ces prétextes se dissimulait mal le refus de la Prusse, d'admettre que le Pape exerçât une médiation : Arnim ne voulait pas d'un tel mot, ni d'une telle démarche⁴.

Antonelli questionnait Versailles, et de Versailles, Bismarck ne répondait plus ; la Prusse mettait le cardinal dans l'ingrate attitude d'un intermédiaire à qui l'une des deux parties en présence ne communique pas ses vues. Et puis, le 27 décembre, on lui faisait demander par Arnim : « Le gouvernement de Bordeaux n'enverra-t-il pas bientôt un négociateur à Versailles ? » — « C'est votre faute s'il tarde, répliquait en substance Antonelli ; je ne savais que lui dire de votre part⁵. »

Quelques jours se passaient, et le 7 janvier, Arnim venait informer le cardinal que Jules Favre et Thiers avaient reçu connaissance, directement, des conditions de la Prusse. C'était, de la part de la Prusse, écarter implicitement toute médiation du Vatican, c'était mettre Antonelli en dehors des pourparlers. En guise d'excuses, Arnim articulait des reproches : « Les négociations ont dû être mal entamées, murmurait-il ; Antonelli aurait dû aller à

Versailles¹ ». En fait, certains propos d'Antonelli lui avaient donné à croire que la Curie visait à obtenir, en compensation des sacrifices territoriaux auxquels elle ferait consentir la France, une solution propice de la question romaine ; et c'est là un terrain qu'Arnim voulait fuir². Le 22 février, pourtant, il venait dire au cardinal qu'une lettre du roi de Prusse relative au projet de médiation était en route. La lettre s'égara, ou rebroussa chemin, car un mois plus tard, le 22 mars, Antonelli expliquait à Lefebvre de Béhaine qu'il ne l'avait pas encore reçue, et constatait, une fois de plus, l'impuissance où ses velléités d'entremise étaient réduites par la Prusse³. C'en était fait du rêve dont l'imagination de Ledochowski s'était peut-être enchantée.

Préoccupé de cette résistance française qui chaque jour créait des armées, Bismarck avait voulu, pour y mettre un terme, faire agir Pie IX sur le clergé, et le clergé sur les populations ; il jugeait le Pape et les prêtres capables de faire rentrer au fourreau l'épée de la France.

Voilà ce qu'il souhaitait de Rome, — et non point un effort de médiation. S'il avait plu à Pie IX de devenir une sorte de préfet spirituel aux ordres de Bismarck, si Pie IX, exploitant les récents accroissements du prestige papal, avait impérieusement expédié de tels ordres au clergé de France, Bismarck eût été content, et peut-être pour longtemps eût-il imposé silence aux détracteurs du « despotisme » romain ; l'« ultramontanisme » lui aurait paru offrir des avantages. Mais lorsque avait paru, dans le cours de janvier, une prière composée par l'archevêque Guibert, et dans laquelle les Prussiens étaient accusés de vouloir asseoir l'hérésie sur les

ruines de la France¹, Bismarck put se rendre compte que le Vatican n'avait rien fait pour empêcher les prêtres français de se comporter en bons Français; il en garda une amertume dont trois ans plus tard il faisait encore à Gontaut-Biron la confidence exaspérée².

Une autre occasion s'était en même temps offerte, dans laquelle Bismarck avait également escompté les bons offices du Vatican. Par l'entremise du prélat Franchi, nonce à Madrid, qui était en bons termes avec Arnim, la Prusse, en décembre 1870, avait demandé au Saint-Siège d'intervenir auprès des parlementaires catholiques de Bavière pour qu'ils votassent, dociles et muets, les traités qui fondaient l'empire nouveau; Antonelli avait refusé. Mais Bismarck ne se décourageait point : tout de suite il faisait signe à Tauffkirchen, ancien ministre de Bavière à Rome, d'abandonner les fonctions administratives qu'il remplissait à Reims pour le compte de la Prusse, et de courir au Vatican pour insister. A dessein, Tauffkirchen passait par Florence; il affectait, publiquement, de réclamer des garanties pour la liberté spirituelle du Saint-Siège³, et puis, le 2 janvier, il arrivait à Rome. Antonelli demeurait inflexible : « La Cour de Rome, disait le cardinal, n'a pas à intervenir dans une discussion qui semble d'ailleurs superflue, les unitaires de Munich devant certainement, au point où les choses ont été poussées, être persuadés que le succès ne leur échappera pas⁴ ». Tauffkirchen, au Vatican, avait une façon spéciale d'écouter : il savait toujours démêler, derrière les refus même qu'on lui opposait, je ne sais quelle sympathie occulte pour les propositions éconduites; et cette réponse d'Antonelli fut présentée sous un tel jour à l'archevêque Scherr, de

Munich, par Louis II de Bavière, que ce prélat crut faire plaisir à Rome en tâchant d'obtenir pour les traités les suffrages du parti catholique. Mais Bismarck, lui, savait l'exacte réalité, et cette réalité le meurtrissait : le Vatican, cette fois encore, lui avait refusé un service auquel il tenait beaucoup.

La Prusse victorieuse avait désiré que le Saint-Siège pesât sur le clergé français : le Saint-Siège s'était montré fort discret, fort réservé, fort respectueux des susceptibilités de la France, dans l'expression de ses vœux pacifiques.

La Prusse victorieuse avait désiré qu'il pesât sur l'opinion catholique de Bavière : et l'on laissait croire qu'il avait parlé ; mais en réalité, il s'était tu *.

Et l'attitude d'Arnim, sans retard, châtia ce double silence, interprété comme un manque de complaisance envers l'Empire d'Allemagne.

III

Le 23 janvier 1871, le prince Humbert et la princesse Marguerite parurent à Rome. Arnim, tout de suite, prévint Antonelli que s'il les rencontrait dans les salons, il devrait peut-être solliciter l'honneur de les saluer. Sans attendre, il demanda audience ; il entra

* Dans la première semaine de décembre 1870, le *Wiener Tagblatt* avait également affirmé, sous réserves, qu'Arnim avait prié le Pape d'intervenir auprès du clergé d'Alsace pour qu'il conseillât aux fidèles la soumission à l'Allemagne. Si cette tentative eut vraiment lieu, l'échec auquel elle aboutit fut assurément pour Bismarck une raison de plus d'être mécontent du Vatican. (PAUL GALIEN, *Ephémérides alsaciennes de l'année terrible*, p. 318. Colmar, Jung, 1910.)

comme visiteur dans ce Quirinal, qu'il disait naguère avoir été volé. Au Vatican, ceux qui comptaient sur la Prusse s'effondrèrent; Antonelli dit au ministre que Pie IX était blessé. — « Votre Éminence, répondit Arnim, ne peut imaginer ce que j'ai souffert en franchissant cette porte. » Arnim n'avait agi — Rattazzi plus tard en eut la preuve — que sur l'ordre du gouvernement prussien. C'était un beau succès pour l'Italie¹. Le carnaval l'accentua; et tous les cancans de Rome s'attardèrent autour d'un certain balcon de la place San Carlo, d'où Arnim se serait amusé à jeter des bouquets au prince Humbert, en regardant défilier un cortège incongru, parodie de l'infailibilité².

« La présence d'Arnim est un défi aux catholiques », lisait-on dans la *Correspondance de Genève*³. A Florence, on constatait avec joie que la conduite publique d'Arnim coïncidait désormais avec les déclarations de Brassier de Saint-Simon : les deux ministres de Prusse s'affichaient enfin, l'un et l'autre, comme les amis de l'Italie.

Peut-être le Cabinet de Florence aurait-il été moins rassuré, s'il avait su très exactement ce qui se passait à Versailles. Bismarck, assurément, désespérait de trouver dans la question romaine un moyen d'engager au service de la Prusse la diplomatie d'Antonelli; mais en dépit de cette déception, il ne pouvait oublier que cette question continuait de passionner les catholiques allemands. Ces catholiques continuaient d'écrire, de protester, de venir à Versailles. Le 8 février, on voyait arriver une députation des chevaliers de Malte, conduite par le duc de Ratibor, frère de Hohenlohe, et par le baron de Schorlemer Overhagen : « Mes sentiments pour le Pape

sont toujours les mêmes, leur répondait Guillaume ; je vois dans l'occupation de Rome un acte de violence, une usurpation de la part de l'Italie ; il faut attendre, voir l'Italie à l'œuvre, savoir comment elle garantira la liberté du Pape ; je suis prêt à m'associer avec les autres princes pour des démarches, mais seulement quand la guerre sera finie ». Les chevaliers portaient contents ¹. Il y avait de l'espoir, aussi, dans l'âme du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen, lorsque, du 13 au 16 février, il entretenait Bismarck, Guillaume, le prince royal Frédéric, et le grand-duc de Bade. Il leur apportait un rêve de remaniement européen, en vertu duquel l'Allemagne rétablirait la péninsule italique dans son ancien état et puis, partout en Europe, materait la Révolution. De bonnes paroles saluaient ce grand projet : de l'audience de Guillaume, Bonnechose emportait la conviction que l'Empereur se croirait obligé de faire quelque chose d'efficace pour donner satisfaction au monde catholique. Bismarck lui disait : « Pour l'heure, nous ne pouvons attaquer l'Italie, et nous ne ferons jamais tuer, pour le Pape, des Allemands protestants ; mais d'autres moyens se présenteront pour appuyer Pie IX et pour le faire triompher ² ».

Il est possible que Bonnechose, en reproduisant la pensée de son interlocuteur, l'ait accentuée, inconsciemment, dans le sens où tendaient ses propres désirs ; il est possible aussi que Bismarck, évidemment flatté lorsqu'un membre du Sacré-Collège venait à lui, ait pris un plaisir, nullement compromettant, à caresser ses oreilles par d'habiles formules qui fomentaient l'espoir et ajournaient l'échéance. Mais un fait subsiste : c'est qu'à cette date même où le Saint-Siège avait à plusieurs reprises déplu à Bis-

marck, le chancelier de l'Empire se laissait aller encore, volontairement, systématiquement, à je ne sais quels souhaits d'amitié future avec la puissance papale. Dans la semaine même où il recevait Bonnechose, il disait dans son cercle :

Rien ne peut être plus sot que de me considérer comme un ennemi du Siège romain. Pour moi, le Pape est en première ligne une figure politique, et j'ai un respect inné pour toutes les forces et pour toutes les puissances réelles. Un homme qui dispose de la conscience de deux cent millions d'hommes est pour moi un gros monarque, et je ne prendrais pas le moindre ombrage, le cas échéant, à l'idée de provoquer, dans des choses politiques, l'entremise du Pape et même son arbitrage ¹...

Bismarck s'acheminait alors vers une brouille avec le Saint-Siège ; et déjà, pourtant, à certaines heures, flottaient en sa pensée des rêves, singulièrement différents, qui devaient être réalisés sous Léon XIII, avec une exactitude frappante, par l'arbitrage du Pape dans l'affaire des Carolines. Il s'était vu refuser les complaisances politiques qu'il avait attendues de Pie IX ; mais sa désillusion, si profonde fût-elle, ne le poussait pas, sur l'heure, à l'idée d'un duel avec la Papauté.

Car, durant l'absence de Bismarck, un changement capital s'était produit dans l'équilibre parlementaire. Un parti puissant s'était formé, dont l'autonomie le choquait et dont le rayonnement l'offusquait : c'était le Centre. Cinquante-six membres de cette fraction faisaient à leur tour visite à Guillaume, à Versailles même, pour souhaiter de lui, comme un premier « acte de sagesse et de justice », le rétablissement de ce pouvoir temporel que jadis

Frédéric-Guillaume III, au congrès de Vienne, avait contribué à raffermir¹. Bismarck devinait que ces députés, à Berlin, devant la face du peuple allemand, tiendraient un jour le même langage que sous les lambris de notre Versailles ils tenaient à leur souverain. Il constatait que, dans le travail qui bientôt allait s'imposer pour l'organisation de l'Empire, le Centre interviendrait avec certains principes, certaines méthodes, certain idéal. Il augurait qu'entre sa puissance toute neuve et cette force toute neuve, des batailles risquaient de s'engager ; il y était prêt. Si ces batailles le mettaient en conflit avec la Papauté elle-même, ce serait tant pis ; il avait pris l'impérieuse habitude de ne redouter aucun ennemi. Mais avant de diviser une nation contre elle-même pour se débarrasser de ce qui le gêne, un ministre que n'anime aucune passion confessionnelle profonde, et qui ne songe qu'à l'État, aspire à faire l'économie d'un schisme entre citoyens, et à supprimer doucement, au lieu de les provoquer, les énergies dont il a pris ombrage. Ainsi fera tout d'abord Bismarck ; un prochain chapitre, où nous étudierons ce que pensaient, et ce que redoutaient, et ce que voulaient, au début de 1871, les catholiques d'Allemagne, nous montrera le chancelier déployant de nouveau ses caresses et ses menaces afin d'obtenir de la Papauté un service politique.

Puisque Pie IX, à la date du 6 mars 1871 *, répondant à la lettre par laquelle Guillaume lui avait annoncé la fondation de l'Empire, témoignait sa grande

* La lettre ne fut publiée que le 19 décembre suivant par la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord*, et la *Correspondance de Genève* du 30 décembre 1871 demanda si, pour la publication, la permission du Saint-Siège avait été réclamée.

joie et exprimait l'espoir que cet événement serait salulaire, non seulement pour l'Allemagne, mais pour toute l'Europe¹, Bismarck, s'emparant de ces mots de courtoisie, allait tenter de les interpréter comme la préface d'une demi-alliance entre la tiare et la couronne des Hohenzollern.

Ainsi qu'il avait espéré le concours de Pie IX en France, pour abrégé la guerre, et le concours de Pie IX en Bavière, pour achever d'édifier l'Empire, il invoquerait son intervention, à Berlin, contre le jeune parti du Centre. Une fois encore — ce serait la dernière — avant de chicaner et d'attaquer l'ascendant de Pie IX, il essaierait de s'en servir; il essaierait de l'exploiter contre ses propres concitoyens, les catholiques d'Allemagne; pour leur attachement aux libertés religieuses, il les stigmatiserait comme ennemis de cette unité allemande à laquelle ils venaient de collaborer eux-mêmes; et ses réquisitions une fois prises, il demanderait à Pie IX de les sanctionner de son verdict

CHAPITRE III

LES NATIONAUX-LIBÉRAUX ET LA FORMATION DU CENTRE ALLEMAND

Lorsque la dépêche d'Ems, insidieusement remaniée par Bismarck, fit à travers l'Allemagne un bruit de fanfare, la Prusse tout entière se dressa. Les catholiques du Rhin, dont beaucoup, après 1815, n'avaient endossé qu'avec mauvaise humeur l'uniforme des Hohenzollern¹, s'apprêtèrent tout de suite à venger les susceptibilités germaniques. Un de leurs prêtres, Janssen, qu'allaient bientôt illustrer ses travaux d'histoire, avait, dès 1861, dénoncé la France comme une convoiteuse, et dressé la liste amère de tous nos manques de respect envers l'inviolable Rhin². Poète à ses heures, on citait de lui, aussi, quelques vers à Frédéric Barberousse³; il semblait qu'il y fit surgir l'Empereur, et que la même épée dont autrefois Barberousse avait menacé le Pape, dût aujourd'hui viscer ailleurs, et frapper ailleurs.

Un autre catholique avait à son tour chanté :
« Quand s'éveillera-t-il, le vieux dormeur du Kyff-

haüser? Au peuple uni manque un pasteur, à l'Empire uni manque un Empereur¹ ». Cette strophe datait de 1862; elle était du médecin Weber, que plus tard son épopée des *Treize Tilleuls* devait rendre populaire dans tous les pays où l'on dit *ja*. Weber, en 1870, nous traquant jusque dans nos bibliothèques, adressait à Bismarck un poème pour réclamer de la Prusse triomphante qu'elle nous reprît le fameux manuscrit de Manessé, jadis apporté de Heidelberg, et qui contenait les strophes de plus de 120 *Minnesinger*². On eût dit que Weber excitait au butin, comme Janssen au combat; et c'est en chantant une marche de Weber : *Lehm op*, que les husards rhénans scandaient chez nous leurs chevauchées.

Le converti Bernhard³, beau-père du grand tribun catholique Mallinckrodt, affichait la haine de la France; Mallinckrodt lui-même s'offrait, dès le début de la guerre, pour remplir en Alsace un poste administratif⁴. Dans le dernier Parlement de l'Allemagne du Nord, le 26 novembre 1870, Pierre Reichensperger exultait : « Je ne mets pas en doute, s'écriait-il, qu'à nos yeux s'ouvriront les portes du Kyffhaüser et que nous saluerons à son aurore le réveil de l'Empire⁵ ». Ainsi réapparaissait en plein Parlement, évoqué par ce juriste catholique, le même mythe dont s'étaient enchantées les imaginations érudites d'un Weber ou d'un Janssen. « Je prendrais aux Français l'Alsace et la Lorraine, disait à son tour Auguste Reichensperger, et je leur octroierais le comte de Chambord comme roi. Les pauvres diables, du moins, auraient de nouveau un principe sous les pieds⁶. »

Les catholiques de la Westphalie et du Rhin détestaient dans la France du second Empire la puis-

sance qui avait humilié la catholique Autriche par l'affranchissement de l'Italie, et qui avait indirectement humilié l'Allemagne par l'affaiblissement de l'Autriche¹; avec une étrange partialité, ils en voulaient à Napoléon, beaucoup plus qu'à Bismarck, de tout ce qu'ils trouvaient de douloureux dans les conséquences de 1866. Puisque la « Grande Allemagne » n'était plus, ne pouvait plus être, et puisqu'une occasion s'offrait de tirer vengeance et de faire en même temps, peut-être, quelque chose de grand avec la « Petite Allemagne », avec l'Allemagne amputée de l'Autriche, ils s'en iraient vers Sedan, et même plus loin... L'histoire diplomatique regarde Sedan comme la suite de Sadowa; mais leur mysticisme, à eux, considérait Sedan comme la revanche de Sadowa, comme une punition divine, accablant à jamais celui que Janssen appelait l'aventurier Welche², ce Napoléon qui avait permis aux Hohenzollern de vaincre les Habsbourgs.

Ils détestaient, encore, dans la France impériale, la puissance centralisatrice dont les maximes administratives, reprises en tous pays par les pouvoirs forts, menaçaient les autonomies locales*; ils opposaient à cette centralisation française « l'esprit chrétien et historique, le principe vraiment libéral de la

* KETTELER, *Deutschland nach dem Kriege von 1866*, p. 104 (Mayence, Kirchheim, 1867) : « Nous réclamons une rupture complète avec l'imitation des formes politiques françaises », et Ketteler compare le concept germanique et le concept français de liberté : « Dans le sens de la liberté germanique, l'homme est tout; dans le sens de la liberté française, il n'est rien; et c'est l'État, le Dieu-État qui est tout ». (p. 105). Le même Ketteler, à la fin de sa brochure *Die Centrums fraction*, publiée en 1872, écrira : « Nous sommes extérieurement les vainqueurs, intérieurement les vaincus; les principes de la Révolution Française nous tyrannisent ».

race germanique¹ » ; et si le joug prussien pesait sur eux d'un poids trop lourd, ils s'en prenaient derechef à cette France à laquelle on empruntait, pour les asservir, certains principes de gouvernement. Ce qu'en un mot ils détestaient dans la France de Napoléon III, c'était la France révolutionnaire elle-même *, sur laquelle jadis le génie de Joseph Goerres, un Rhénan, avait vomil'anathème comme un volcan crache sa lave. Et l'on voyait les catholiques de Prusse, allègres, enthousiastes, marcher côte à côte, sous les enseignes du roi Guillaume, avec des protestants à la mémoire longue, qui se targuaient de faire expier la Révocation de l'Édit de Nantes et de découronner une grande puissance catholique ; avec des « libéraux », lointains bâtards de la France de 1792, qui, par la conquête de l'Alsace et par l'unification germanique, prétendaient sanctionner le principe révolutionnaire des nationalités. L'esprit au nom duquel s'était fait Sadowa et l'esprit qui, sourdement, continuait de protester contre Sadowa, avaient soufflé l'un et l'autre dans les drapeaux de la Prusse, pour les pousser au-delà du Rhin ; une force supérieure, la discipline prussienne, les empêchait de se quereller entre eux, et même, sous le bivouac, de garder le sentiment de leur conflit ; mais du fond des consciences, consciences ennemies qui toutes étaient des

* Même sentiment chez les « conservateurs » de la *Gazette de la Croix* : « Ce qu'on a combattu en France, écrivait ROTHAN, le 21 novembre 1870, la *Gazette de la Croix* ne le cache pas, c'est la Révolution, ce sont les idées de 1789, dont la propagande n'a déjà fait que trop de mal à l'Allemagne ». (*L'Allemagne et l'Italie 1870-1871*, I, p. 323.) Et la *Nouvelle Gazette d'Église évangélique* (*Neue evangelische Kirchenzeitung*) considérait la France comme devant être punie de son « péché originel, la Révolution ». (cité par LICHTENBERGER, *Revue chrétienne*, 1871, p. 236.)

consciences d'Allemands, ils continuaient de souffler et les drapeaux d'avancer.

Dans les États du Sud, les chefs parlementaires des catholiques avaient en général déploré la guerre; ils craignaient que l'« autel du prussianisme » * n'en fût rehaussé. Le 17 juillet encore, une feuille catholique de Munich télégraphiait à Paris que la Bavière n'accorderait pas un *kreuzer* pour la mobilisation¹. Mais trois jours après, sans grands tiraillements, la Chambre bavaroise elle-même, où les catholiques dominaient, votait les crédits militaires réclamés, et c'est en évoquant la mémoire de Joseph Goerres, tribun des libertés allemandes et du romantisme catholique, que le professeur Sepp emportait ce vote². L'opinion des plus mécontents se reflétait, avec une subtile exactitude, dans un mot du publiciste Joerg, directeur des *Feuilles historico-politiques*, qui avait combattu les crédits; il appelait de tous ses vœux une intervention de l'Autriche entre les deux belligérants, et il ajoutait : « Sinon, le triomphe de la Prusse sera la perte de la liberté germanique, le triomphe de la France sera la perte de l'honneur germanique³ ». Pour n'être pas d'un bismarckien, le propos était encore d'un bon Allemand.

Les hommes d'État de Berlin et les amis qu'ils s'étaient faits en Bavière demeuraient inquiets; leurs soupçons, dont témoignent les *Mémoires* de Hohenlohe, se concentraient sur les prêtres. Le tribun

* Ce mot ironique, « l'autel du prussianisme », fut dit en 1875 par le Bavarois Ringseis, l'ancien médecin de Louis I^{er}. Mais malgré sa mauvaise humeur de particulariste, Ringseis rappelait avec âpreté les humiliations infligées à l'Allemagne par la France. (Voir RINGSEIS, *Erinnerungen*, I, pp. 249-251 et 271. Ratisbonne, Habbel, 1886.)

Joseph Voelk, invité par la foule munichoise à improviser une harangue patriotique, prônait tout de suite la séparation d'avec Rome¹. On accusait le clergé de vouloir provoquer, dans les populations bavaoises, un mouvement d'hostilité contre la Prusse et contre la nécessité de se battre² : un journal qui s'appelait *La guerre populaire allemande* (*Der deutsche Volkskrieg*) prodiguait cette accusation³. Mais avant la fin d'août le national-libéral Marquardsen croyait pouvoir constater que les soldats bava-rois étaient devenus grands amis des Prussiens, et qu'à leur retour ils feraient propagande pour l'unité⁴. N'avait-on pas vu, même, un arrondissement rural de Bavière blâmer solennellement son député, qui avait voté contre la guerre⁵ ? Au demeurant, l'heure des discussions était close, et faisait place à celle de l'action. M. Émile Ollivier, dès le mois de novembre 1869, avait prédit à l'empereur qu'au jour du combat l'Allemagne entière, y compris les ultramontains de Bavière, se dresserait contre nous⁶ ; le pronostic se vérifiait. Dans nos champs de France, les catholiques du Sud n'étaient pas les moins ardents à réaliser la pensée bismarckienne, à la façon bismarckienne, par le fer et par le sang, par un sang qui, souvent, était le leur⁷.

Il n'est pas de gestes plus forts que les gestes des mourants ; il n'en est pas devant qui s'incline, avec une passivité plus aveugle et plus pieuse, la docilité des survivants. « Ultramontains » du Sud et luthériens du Nord, de ce geste même avec lequel ils tombaient ensemble, paraissaient inviter l'Allemagne à s'unir ; et l'idée bismarckienne avait désormais pour interprète le langage des morts.

Mais, à l'écart de ces poignantes mêlées, des po-

lémiques en Allemagne commençaient de se dessiner ; et tandis que les boutades de Bismarck, quotidiennement notées par Busch, n'incriminaient jamais le patriotisme des soldats catholiques, la presse nationale-libérale s'attachait à semer certaines rumeurs et à développer certaines suspensions.

I

Depuis neuf ans, les nationaux-libéraux s'occupaient d'unifier l'Allemagne. Entre eux et Bismarck, de longues luttes s'étaient déroulées, au sujet de la méthode d'unification ; Bismarck les avait domptés, sinon toujours convaincus. Eux étaient des doctrinaires, fort attachés à leurs négations : il était, lui, un croyant, qui faisait, en bon élève de Machiavel, une politique de sceptique. Le Christ rédempteur, auquel Bismarck savait gré d'être Bismarck, était en grande défaveur chez beaucoup de nationaux-libéraux ; on lui reprochait de couvrir de son nom respecté les aspirations de ce que Mommsen appelait la prêtraille¹, et de mettre en péril, par là même, le progrès et l'humanité. Aussi n'aimait-on, dans ce parti, ni les catholiques ni les protestants croyants ; on comptait sur des persécutions pour avoir raison des premiers ; on se sentait plus désarmé vis-à-vis des seconds, et la colère qu'on leur vouait était d'autant plus rageuse, qu'elle désespérait de pouvoir s'assouvir, sous le règne d'un Hohenzollern orthodoxe. Bluntschli, grand juriste et philosophe de mince envergure, était le penseur du parti, penseur emphatique et morose, qui ne pouvait se consoler de n'être

pas ministre en Bade, et qui prenait, comme pis aller, le fauteuil présidentiel dans les congrès du protestantisme libéral et dans les congrès maçonniques. C'était dans ces congrès, c'était dans les groupes ou dans les loges qui s'y faisaient représenter, que les sous-officiers locaux de l'armée nationale-libérale allaient chercher une conception du monde et de la vie, ou, pour le moins, la phraséologie qui leur donnerait l'illusion d'en avoir une. Bluntschli, tout comme Voltaire, voulait un Dieu pour le peuple; il en voulait un, aussi, pour la parure des rituels maçonniques; mais il détestait les orthodoxies, qui faisaient de ce Dieu un être exigeant; et cette philosophie très courtement bourgeoise, aussi dédaigneuse de l'intelligence populaire que le voltairianisme lui-même, se traduisait en formules très sonores, très enflées, et qui se pavanaient ensuite avec tant d'éclat sur les lèvres de ceux qui les répétaient, qu'ils finissaient par s'admirer eux-mêmes¹.

Peu à peu, ces formules étaient devenues impérieuses; elles avaient voulu passer à l'acte. Le bureau de *l'Association Nationale allemande*, dès 1865, s'était donné cette mission, de surveiller les progrès de l'ultramontanisme²; on voulait enfin passer de la période d'expectative vigilante à la période d'offensive. En août 1869, une foule chaotique, à Berlin, fit assaut contre un cloître³: les nationaux-libéraux en conclurent que le peuple avait parlé, et proposèrent des lois contre les moines. Bismarck fit comprendre qu'il n'avait pas le temps. La réforme du régime scolaire était leur autre idée fixe: elle échouait également. Bismarck leur disait: « Avant tout, faisons l'Allemagne ». Bluntschli, qui venait l'entretenir, sur un ton doctoral, des « satisfactions intellectuelles à

donner à la nation », prenait le parti d'attendre, en soupirant ; et l'israélite Lasker, qui n'avait rien d'un pédant, trouvait l'expectative assez sage ; on allait d'abord édifier la maison, la couvrir d'un beau toit, solidement charpenté ; et sous le toit, plus tard, discussions et disputes pourraient impunément commencer¹. Mais les nationaux-libéraux n'étaient pas sûrs de Bismarck ; et muselés à la Chambre, ils continuaient de faire tapage dans le pays.

L'assemblée protestante de Worms, en mai 1869, applaudissait au discours de Bluntschli proclamant qu'il fallait marcher pour la « liberté allemande » contre les influences intellectuelles romaines². Celle de Berlin, en octobre, manifestait contre l'école confessionnelle³. A la Pentecôte de 1870, un autre congrès, réuni à la Wartburg, apprenait de la bouche de Bluntschli qu'un grand combat se préparait, que toute science, toute liberté, toute culture étaient menacées ; et l'on décidait que l'année suivante Bluntschli parlerait contre les Jésuites et Baumgarten contre le « papisme dans le protestantisme », ce qui signifiait, en bon allemand, contre l'orthodoxie⁴.

Ainsi se vérifiait, d'une inquiétante façon, ce cri d'alarme qu'avait poussé, dès la fin de 1869, le poète catholique Weber : « Nous sommes entrés, pour l'instant, dans l'ère antichrétienne : la rage contre toute confession positive, spécialement contre la catholique parce qu'elle est la plus positive, est incroyablement grande. Il y a des contagions morales plus pernicieuses et plus rapides que les contagions physiques. Dieu aide les siens ! Nous devons avoir cessé d'être un peuple chrétien⁵ ». L'archevêque Ledochowski, moins pessimiste, se montrait néanmoins anxieux : « Pour mon compte, écrivait-il en

1870, je suis convaincu que le gouvernement s'efforcera de conjurer la tempête. Réussira-t-il ? C'est une autre question. Le cas échéant, nous nous défendrons. Mais hélas ! la défense, dans des cas pareils, n'arrête pas le mal, ordinairement ¹ ».

Des anecdotes scandaleuses ou terrifiantes, colportées par les feuilles locales, propageaient la contagion que diagnostiquait Weber. On faisait du bruit, surtout, autour d'une séquestration de nonne, à Cracovie ²; toutes les feuilles d'intelligence (*Intelligenzblatt*), auxquelles trouvait attrait, ne fût-ce qu'en raison de leur titre, l'épaisse vanité de beaucoup de lecteurs, racontaient avec de copieux détails cette macabre histoire. Les magistrats firent la lumière, qui justifia le couvent; mais la presse étouffait la lumière, ne rectifiait rien; et plus tard, Mallinckrodt, dénonçant au *Reichstag* ce parti pris contre la vérité, tressaillait d'une telle fureur que son banc en tremblait devant lui ³. Le fantôme émacié de la nonne Barbara Ubryk continuait d'obséder les imaginations; et les nationaux-libéraux, grands prêtres de la religion de l'humanité, osaient reprocher aux autres sacerdoces de brandir des épouvantails.

Les soldats de l'Allemagne, nationaux-libéraux ou non, ne se souciaient plus, une fois en France, ni de Barbara, ni de la civilisation, ni de l'humanité. Mais en Allemagne, le parti poursuivait ses desseins. L'heure approchait où le toit serait construit, où les « satisfactions intellectuelles » deviendraient urgentes. Déjà des enfants terribles s'impatienzaient. « D'abord les Français, ensuite les Jésuites », écrivait dès le 5 août 1870, dans un journal de Goettingue, le référendaire Joseph Kolkmann ⁴. « Le parti ultramontain,

expliquait un autre, doit être acculé, par la guerre franco-allemande, à une situation analogue à celle des révolutionnaires badois après 1849, et les soldats victorieux mettront un terme aux manœuvres de ce parti¹. »

Dans cette terre badoise qui, depuis dix ans, servait de champ d'expériences pour l'offensive « anti-cléricale », le député catholique Baumstark notait d'effrayants symptômes : à Constance, chaque victoire sur la France était fêtée comme un triomphe sur l'ennemi intérieur, sur le catholicisme ; ailleurs, on défendait aux catholiques de tenir un *meeting*, en les qualifiant de traîtres à la patrie². « Les nationaux-libéraux, écrivait Baumstark en septembre, déploient les plus grands efforts pour influencer sur la politique future de la patrie unifiée et réaliser enfin, autant que possible, leurs plans depuis longtemps caressés³. »

Leur tactique était très captieuse. S'ils parvenaient à faire croire que les prêtres catholiques avaient souhaité la défaite de l'Allemagne⁴, et puis à établir, d'autre part, que les victoires allemandes étaient des victoires du protestantisme, ils mettraient ainsi les catholiques en dehors de la nouvelle Allemagne, et ce serait l'affaire de quelques votes, ensuite, pour les mettre en dehors de la loi *... On épia donc les propos des curés ; et les espions, fatigués, finirent par en inventer : on disait qu'ils faisaient prier pour la victoire des Français ; que dans le se-

* Jusqu'en 1873, on verra les nationaux-libéraux, à Munich, exploiter contre les catholiques un mot qu'ils prêtaient au curé de la cathédrale à l'occasion des événements de 1870 : « Je me demande s'il n'eût pas mieux valu pour nous prier Dieu d'être battus ». (Baronne DE BILLING, *Le baron Robert de Billing*, p. 139-140. Paris, Savine, s. d.).

cret du confessionnal, ils prêchaient la désertion ; qu'à la frontière ils trahissaient ; que, dans le Palatinat, ils cherchaient à empoisonner les soldats du prince royal¹. Les démentis indignés survenaient ; le patriotisme des prêtres hessois, atrocement terni par certains cancanes de presse, était reconnu par des enquêtes judiciaires².

Mais alors surgissaient, à la rescousse des anecdotes ainsi confondus, de fort ingénieux dialecticiens, dont l'adresse consistait à faire comprendre que l'attitude prêtée à ces curés n'avait, en définitive, rien d'absurde, puisque avec l'Allemagne c'était le protestantisme qui triomphait ; et les pasteurs d'Alsace en sont tellement convaincus, poursuivait-on, qu'ils sont peut-être les seuls Alsaciens à se réjouir des victoires allemandes*. On désirait que les protestants français vissent clair, qu'ils ne restassent pas plus longtemps séparés de leurs frères allemands : la *Nouvelle Gazette évangélique d'Eglise* les en suppliait au nom de leur foi³. « Les armées allemandes marchent sur Paris, disait une gazette protestante de Leipzig. La prépondérance des éléments germains sur les éléments latins doit se manifester avec une entière évidence. C'est ce qui a déjà eu lieu, il y a dix ans, sur le terrain colonial du Nord de l'Amérique ; le Sud, catholique et romain pur sang, ne put résister au Nord protestant et germanique ; force lui fut de plier sous lui. Ainsi, dorénavant, sur le continent européen, le protestant ger-

* Dans la *Revue chrétienne* de 1871, pp. 225-262, parut l'éloquente protestation d'un pasteur alsacien contre cette allégation de la *Protestantische Kirchenzeitung*, 1870, n° 40, et contre les théories de « nationalisme » protestant que développaient à l'envi les feuilles religieuses de l'Église évangélique allemande ; elle était signée de Frédéric Lichtenberger.

main doit être le premier, et le catholique romain le second¹. » D'audacieuses équations étaient posées : Allemand et protestant, welche et catholique, devenaient des termes synonymes². Un prédicateur de la cour de Berlin, le Wurtembergeois Guillaume Hoffmann, avait prophétisé, comme suite de Sadowa, la conquête de toute l'Europe, y compris la Turquie, par l'évangile de Luther³ : telle était la prochaine besogne de l'Allemagne, telle serait la conséquence de la guerre contre la France, « guerre trop grande pour être une œuvre d'hommes, guerre qui était un véritable jugement de Dieu » ; et les catholiques n'auraient rien à dire, puisque germanisme égalait protestantisme. On découpait une tranche dans l'histoire germanique, de 1517 à 1871 : en 1517, c'était la révolte de Luther ; en 1871, c'était le dénouement voulu de Dieu (*Gottesgeordneter Abschluss*)⁴. L'illustre Fustel de Coulanges, dans sa *Lettre à MM. les ministres du culte évangélique de l'armée du roi de Prusse*, discutait avec une ardente éloquence cette philosophie de l'histoire⁵ ; mais les canons Krupp, pour l'instant, parlaient plus haut qu'eux.

Un certain colonel de Holstein écrivait insolemment à Émile de Girardin : « Comment un homme comme vous n'a-t-il pas vu que l'avenir appartient aux races septentrionales ou protestantes ! l'Allemagne, terre classique du libre examen, qui avait Luther quand on ne savait pas chez vous ce qu'est la logique, l'Allemagne est destinée à être pour l'Europe ce que le pays de Franklin est pour l'Amérique⁶ ». Et sans doute semblait-il à ce colonel qu'il parachevât la gloire de sa patrie, lorsque, chez nous, maître de notre sol avant de l'être de notre langue, il accablait de son insulte le « catholicisme *idiotifié* ».

Quelque abîme qu'il y eût entre le mysticisme d'un Luther et le rationalisme des nationaux-libéraux, ils aimaient cette thèse facile d'après laquelle, à Sedan, Luther en personne avait gagné la partie. Ils pouvaient alléguer, à l'appui, quelques actes de l'épiscopat français : « Demandons à Dieu de vouloir bien nous faire triompher pour notre honneur de nation catholique, avait écrit l'évêque Plantier, de Nîmes. Demandons-lui la même grâce au nom de son Église, pour le moins aussi menacée que la France par les développements exagérés de la Prusse dissidente¹ ». Les nationaux-libéraux se faisaient une arme de tous les textes qui laissaient deviner un antagonisme entre Rome et le nom prussien.

Certains bruits circulaient, d'après lesquels la France, si le succès l'eût favorisée, aurait fait une croisade contre la Réforme, et d'après lesquels Mac-Mahon, s'il eût été vainqueur à Wœrth, aurait expulsé les protestants d'Alsace² : le prince royal Frédéric, après causerie avec un pasteur alsacien, notait, dès le 9 août 1870, ces étranges rumeurs³ ; on racontait dans le Palatinat que si nos turcos avaient passé le Rhin, ils auraient coupé la tête aux paysans protestants⁴. Inversement, la *Semaine catholique* de Fribourg-en-Brisgau accréditait l'histoire d'un soldat prussien qui, pénétrant dans un presbytère d'Alsace, aurait dit au curé : « Maintenant, c'en est fait de votre religion ; tous, vous allez passer à l'Église évangélique⁵ ». La coupable légèreté d'un journaliste affirmait, dans un grand organe parisien, que des souscriptions s'organisaient pour les Prussiens dans les populations protestantes du Languedoc⁶ ; et parmi ces populations couraient des échos sinistres ; elles s'attendaient à des massacres, le 9 août à Nîmes, le 15 août en

Alsace, le 6 septembre dans les Cévennes¹. Les imaginations inquiètes devenaient inventives; la contagion, de très bonne heure, avait gagné le préfet même de Strasbourg, le baron Pron, qui, dès le 9 août, télégraphiait à l'impératrice régente : « Les protestants donnent la main aux Prussiens² ». L'invraisemblance même de nos désastres, déconcertant nos prévisions, déroutant nos jugements, rendait les esprits accessibles à toutes les autres invraisemblances; et de ce chaos d'absurdités émergeait pour certains cette redoutable conclusion, que la guerre des deux peuples était, en son essence, le duel de deux confessions.

« Si nous avons combattu épaule contre épaule, nos frères catholiques et nous, proclamait le pasteur Frommel, ce ne fut pas le mérite des prêtres et du *Syllabus*, mais le résultat du danger commun et de l'esprit de tolérance évangélique; c'est comme une guerre de religion que, dès le début, cette guerre fut regardée en France³ ». Auguste Schneegans, l'ancien député de l'Alsace, entré vers 1880 au service de la diplomatie allemande, écrit à son tour dans ses *Mémoires* : « Ce ne fut pas seulement la France qui déclara la guerre à l'Allemagne, ce fut le catholicisme qui ouvrit une ère de combats sanglants contre le protestantisme⁴ ». Schneegans, en passant au camp de l'Allemagne, avait adopté la philosophie des nationaux-libéraux, et cette phrase résume à merveille leur doctrine sur la guerre franco-allemande. Ils goûtèrent, dès 1871, ce genre de formules, à la faveur desquelles leurs compatriotes catholiques, soldats victorieux d'une armée victorieuse, paraîtraient, avec toute leur Église, englobés par le Dieu de Luther dans la providentielle disgrâce de l'ennemi vaincu.

Car cet État prussien, au profit duquel ces catholiques s'étaient battus, « devait l'une des assises de sa grandeur à un glorieux vol commis aux dépens de l'Église romaine » ; cet État prussien, par toute son évolution, avait d'autre part été « solidaire de l'Église protestante ». Il n'y a qu'à ouvrir les écrits de l'historien Treitschke pour y cueillir de telles formules, qui mettent en relief, avec une sorte de jactance, le caractère protestant de la Prusse¹. Ces formules avaient une conclusion, ces formules dictaient une politique. On professait que la nation germanique, à laquelle Dieu avait donné la victoire grâce à la Réforme, était la représentante de l'idée d'autonomie intellectuelle et d'autonomie morale ; à ce titre, l'État germanique, l'État prussien surtout, avait plus de facilités que les États latins pour se « comporter en maître (*herrisch*) vis-à-vis du papisme² ».

Programme audacieusement large et volontairement vague, et qui pouvait, comme tous les programmes négatifs, coaliser, pendant un certain temps, des énergies très diverses. Il y avait un abîme entre le parlementarisme bourgeois et l'aristocratie féodale, un abîme, aussi, entre l'athéisme ou le scepticisme d'un national-libéral et la foi rigide d'un protestant conservateur de la vieille Prusse. Mais à la condition de ne point trop s'expliquer sur l'avenir, ou même, plus sûrement, de n'en point causer du tout, l'un et l'autre pouvaient s'accorder, pour attribuer à la Prusse une vocation d'élite dans la lutte contre Rome*.

* Rapprocher, par exemple, des citations « nationales-libérales » que nous faisons plus haut, ces lignes du pédagogue Stiehl (1812-1878), qui collabora avec un esprit si « conservateur » à l'exécution des fameux décrets du ministre « conservateur »

En 1848, la vieille conception traditionnelle, d'après laquelle l'État prussien reposait sur l'Évangile de Luther, avait subi une terrible éclipse : l'idée de l'autonomie des Églises avait été inscrite dans la Constitution ; de plus en plus, les catholiques rhénans et westphaliens avaient joué leur rôle et dit leur mot dans les assemblées politiques du royaume de Prusse ; le caractère protestant de l'État prussien s'était comme estompé. Aujourd'hui même, les événements politiques et militaires qui subordonnaient à l'hégémonie prussienne tout le Midi catholique allaient amener à Berlin, dans le Parlement national, un flux d'influences catholiques ; du surcroît de gloire dont jouissait désormais la capitale prussienne pourrait résulter un surcroît de péril pour l'intégrité de l'évangélisme prussien ; le caractère de métropole protestante, qui jusque-là distinguait Berlin, irait s'atténuant.

Il y avait, dans le vieux parti conservateur, des âmes effacées mais vivantes, que ces tourments empêchaient de partager sans arrière-pensée les joies de l'orgueil national ; âmes dévotieuses qui priaient le Dieu de Luther de soustraire à tout péril l'évangélisme prussien. Par une sorte de miracle politique, ce Dieu semblait les exaucer : c'étaient les nationaux-libéraux, les adversaires d'hier et sans doute de demain, qui faisaient mine de venir à leur rencontre, comme auxiliaires, comme messagers d'une

Raumer (1805-1859) sur l'organisation scolaire : « L'Empire allemand, comme messenger de la culture, comme représentant de la liberté spirituelle individuelle, comme protecteur des plus hauts biens spirituels, ne pouvait laisser durer la tension produite par le *Syllabus* et l'infailibilité ». (STIEHL, *Meine Stellung zu den drei preussischen Regulativen vom 1, 2 und 3 October 1854*, p. 38. Berlin, Hertz, 1872.)

sécurité nouvelle ; et ces nationaux-libéraux, sous le drapeau peu suspect de leur libéralisme, allaient contester ces libertés dont jouissait depuis 1848 l'« idolâtrie Romaine » ; ils allaient, en ce qui concernait la politique religieuse, réclamer ou provoquer une réaction contre l'œuvre de 1848, toujours odieuse au vieux conservatisme prussien... En ne parlant jamais ni des questions intérieures du protestantisme, ni du Christ, ni de Dieu, mais seulement du Pape et des Jésuites, conservateurs et nationaux-libéraux pourraient marcher parallèlement quelques années durant, ou quelques mois.

Le Dieu de Luther aidant, la piété des uns et le libertinage des autres, s'avancant de concert, feraient reculer les adhérents de la « superstition Romaine », comme avaient périclité, devant les armes prussiennes, les deux grandes nations du Sud et de l'Ouest, filles du romanisme. Aux deux croisades protestantes de l'extérieur, la croisade protestante à l'intérieur devait succéder.

II

Il était naturel qu'à l'encontre de pareilles manœuvres l'opinion catholique s'armât et s'organisât. Entre 1852 et 1863, le *Landtag* prussien avait possédé une fraction catholique, dont nous avons naguère raconté la grandeur et la décadence¹ ; elle avait échoué lorsqu'elle avait demandé à l'État prussien de remplir intégralement les engagements financiers qu'il avait pris, en 1821, à l'endroit de l'Église² ; mais elle avait obtenu, par ses efforts constants, que la Prusse protestante ne traitât pas les catholiques

en citoyens de seconde classe. Les campagnes parlementaires et populaires dirigées en 1869 contre les cloîtres avaient invité les fidèles de Rome à se grouper de nouveau *, et leurs bonnes volontés, laborieuses, tâtonnantes, avaient ébauché plusieurs projets. L'un d'eux, élaboré par Pierre Reichensperger, était adressé à la *Gazette populaire de Cologne*, le 11 juin 1870¹; un autre, qui portait la date du 28 octobre, s'était lentement préparé dans la petite ville westphalienne de Soest, devenue pour les catholiques de Prusse, on s'en souvient peut-être, un laboratoire d'études sociales². Ces deux programmes réclamaient le maintien des libertés religieuses garanties par la Constitution, le maintien du caractère confessionnel de l'école, et des allègements fiscaux; le manifeste de Soest contenait, par surcroît, certaines motions sociales en faveur du petit métier et de la classe ouvrière. Rien de menaçant, ici, pour la paix des esprits et des Églises; ces revendications n'aspiraient, en définitive, qu'au maintien des lois et coutumes existantes; et si elles faisaient éclat, c'est que la notoriété des menaces hostiles les y contraignait. La Chambre prussienne devait se renouveler le 16 novembre 1870: les ordinaires de Cologne, de Trèves, de Münster, de Culm, signalèrent aux fidèles la gravité du péril et la portée religieuse de leurs votes³. Le 16 novembre, on s'en fut aux urnes: une soixantaine de catholiques furent élus.

* C'est à l'absence de groupement catholique que la *Gazette populaire de Cologne*, du 3 novembre 1870, attribuait l'aspect menaçant que prenait la question des cloîtres (PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 4-5). — Mallinckrodt, encore très rassuré, en 1866, au sujet de l'avenir religieux (PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 438), avait cependant songé, dès 1869, à préparer les élections de 1870 (PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 322-324).

Pierre Reichensperger, à vue d'œil, les jugeait « diablement hétérogènes ¹ » : il fallait un peu d'ordre dans leur petite cohue. Savigny, fils du grand jurisconsulte, ancien plénipotentiaire du royaume de Prusse auprès de la Diète de Francfort ², était parmi les plus notables; il invita quelques-uns à dîner, pour causer. Le vicaire Edouard Müller, de Berlin ³, proposa de former un parti nettement confessionnel : il eut contre lui tous les laïques illustres qui devaient être, quelques mois plus tard, les chefs du Centre allemand. Les discussions s'échauffèrent et puis traînèrent; Windthorst, fatigué, s'en alla dormir; Pierre Reichensperger, Savigny, Kehler ⁴, reçurent finalement mission de faire quelques démarches pour la formation d'un parti, que Mallinckrodt voulait étiqueter « catholique conservateur ». Ils se remuèrent, et convoquèrent, pour le 13 décembre, tous leurs coreligionnaires du nouveau *Landtag*. C'est vers la dénomination de *Centre* que penchait Pierre Reichensperger, après mûre réflexion. Au dernier instant, il fut malade, et c'est à son frère Auguste et à Savigny que revint l'honneur de faire adopter son projet ⁵. Cinquante députés à peu près se trouvèrent d'accord pour s'organiser en une fraction qu'ils appelèrent « Centre, parti de la Constitution »; le premier mot, volontairement pâle, systématiquement neutre, laissait le groupe ouvert aux protestants; le second terme, qui valait un programme, indiquait le parti pris de défendre les garanties religieuses accordées par la Constitution de 1850. Une douzaine de catholiques, auxquels cette initiative demeurerait suspecte, s'éparpillèrent dans les autres fractions de l'assemblée. Quant au Hanovrien Windthorst, de crainte que les sympathies guelfes dont on l'accusait ne le rendis-

sent compromettant, il se tint d'abord à l'écart.

C'était un honnête et pacifique parti, qui ne cherchait même pas à faire du bruit; un parti de bons fonctionnaires, qui étaient en même temps de bons chrétiens. Les deux Reichensperger appartenaient à la magistrature; Savigny occupait un haut poste au ministère des Affaires étrangères. Ces loyaux serviteurs de la monarchie étendaient leurs mains chrétiennes sur la Constitution prussienne, qui avait affranchi les Églises : ils en avaient été depuis vingt ans les défenseurs fidèles ; ils étaient fiers du témoignage que, dès 1861, le tribun progressiste Waldeck leur avait à cet égard solennellement rendu¹; ils continuaient de proclamer intangible* cette Constitution qui leur était chère. Ils apparaissaient comme un parti d'éventuelle défensive : rien de plus. Ils faisaient même figure de ministériels : Auguste Reichensperger et Mallinckrodt, en décembre 1870 et janvier 1871, prirent la défense de Mühler, ministre des Cultes². Ils avaient si grande peur, enfin, de déchaîner eux-mêmes les débats religieux, qu'ils renoncèrent, pour l'instant, à soutenir certaines revendications catholiques au sujet de l'Académie de Münster³.

Mais, sans même attendre les actes, les nationaux-libéraux reprochaient au jeune parti d'exister : ils dénonçaient la « bande des noirs, la gendarmerie noire » ; à leur instigation, Auguste Reichensperger,

* Une courte déclaration, à la fin de décembre 1870, affirmait que la liberté des membres de la fraction demeurerait intacte et qu'ils se donnaient comme tâche spéciale d'intervenir « pour le maintien et le développement organique du droit constitutionnel et spécialement pour la liberté et l'autonomie de l'Église et de ses institutions ». (Texte dans SALOMON, *Die deutschen Parteiprogramme*, I, p. 108. Leipzig, Teubner, 1907.)

qui dans ce nouveau chœur parlementaire remplissait à son corps défendant le rôle de « premier violon »¹, fut exclu de la vice-présidence de la Chambre ; et la *Gazette générale d'Augsbourg*, organe lointain de leur rage, s'indignait que « la terre rhénane et westphalienne, la partie la plus florissante, la plus éclairée, la plus active de l'Allemagne », eût envoyé à la Chambre prussienne un si grand nombre d'ultramontains. « Une bataille perdue sur la Loire, gémissait la *Gazette*, serait un moindre malheur pour la nation... Une organisation mécanique a jeté sur nous un filet... Ainsi va progressant, dans l'ombre, heure par heure, la conjuration contre l'État, contre la civilisation² »...

III

Bismarck, lui, là-bas à Versailles, se réservait : sincèrement étranger à l'intolérance naturelle de ces parlementaires, il voyait sans colère la formation du nouveau groupe qui, pour l'instant, ne paraissait le menacer d'aucune gêne. En cet automne de 1870, la construction de l'Empire absorbait sa pensée : petits et grands plénipotentiaires des États du Sud étaient mandés à Versailles, non pour apporter des pierres à l'édifice nouveau, mais tout simplement pour y mettre à l'alignement, bien en retrait derrière le balcon du roi Guillaume, les fenêtres pavoisées de leurs propres souverains³. La besogne marchait bien ; mais à l'horizon flottaient certains nuages, qui mécontentaient Bismarck contre les catholiques. Les souverains n'étaient pas tout : dans cette bâtisse neuve et somptueuse, où leur humilité complaisante

prendrait désormais logis, il fallait que leurs peuples, aussi, consentissent à s'engouffrer. Or, Bismarck entendait dire que, dans l'Allemagne du Sud, des Allemands demeuraient encore rétifs ; que la perspective d'être à demi vassaux d'une puissance protestante troublait leurs consciences catholiques ; et que du moins ils tenteraient, avant de dire *Ja*, d'obtenir certaines garanties. Et comme il lui paraissait, à lui, qu'en dehors de l'architecture aménagée par lui-même, il n'y aurait plus de placé au soleil, désormais, pour un seul bras vraiment allemand, pour un seul cœur vraiment allemand, les résistances qu'il pressentait l'agaçaient. Le ministre wurtembergeois Rümelin, observateur sûr et pondéré, écrivait dix ans plus tard : « Que dans la sécession de l'Autriche, que dans la restauration du vieil Empire par une dynastie protestante, des catholiques vissent un insuccès, une déception de leurs vœux et de leurs espoirs nationaux ; que leur entrée dans le nouvel ordre de choses comportât quelque résignation et fût même accompagnée de quelque résistance : il n'y avait pas à s'étonner, ni à récriminer¹ ». Mais Bismarck, lui, récriminait, il n'admettait pas qu'on parût poser des conditions à l'Allemagne pour continuer de lui appartenir ; qu'on demandât des gages au Roi qui venait de faire l'Allemagne. Bismarck savait où l'on voulait en venir ; il avait là, sur sa table, une lettre de Ketteler, datée du 1^{er} octobre 1870 : l'évêque de Mayence lui représentait que les victoires de la Prusse étaient interprétées comme le succès de la Réforme ; que les Français, pour s'attacher l'âme alsacienne, accuseraient les Allemands de vouloir la rendre protestante, et qu'il conviendrait de couper court à tous bruits en inscrivant dans la Constitution du

prochain Empire, en faveur de tous les catholiques d'Allemagne, les mêmes garanties protectrices dont jouissaient les catholiques prussiens¹. Le souvenir de cette lettre épiscopale, d'ailleurs laissée sans réponse, agitait Bismarck.

Rois, grands ducs et petits princes humiliaient leurs couronnes ; les difficultés diplomatiques, redoutées par tant de prophètes de malheur, s'arrangeaient comme d'elles-mêmes ; l'orgueil des puissants capitulait silencieusement. Mais à la rescousse de l'esprit particulariste ainsi déconcerté, voici qu'accouraient, sous les yeux surpris de Bismarck, les exigences des consciences. De quoi se mêlaient-elles, ces tatillonnes et poltronnes consciences, de paraître subordonner à la reconnaissance des droits de l'Église leur adhésion à l'Etat nouveau ? Bismarck, qui n'était homme, ni à comprendre leur fierté, ni à la tolérer, leur faisait donner un premier avertissement, en novembre, par le publiciste Hans Blum. En prenant la direction de la revue les *Grenzboten*, qui depuis 1841 avait joué en Allemagne un certain rôle politique, Blum annonçait, dans une circulaire², qu'un grand parti national, composé d'éléments fort divers (*Mittelpartei*), se formerait bientôt « pour le service de l'homme d'État directeur, surtout si les agitateurs sociaux du Nord trouvaient pour alliée la troupe sans patrie des Romains du Sud (*die heimatlose Schar der Römlinge des Südens*) dans la commune hostilité à l'État allemand * ».

* Au fond, dans le Sud, l'idée d'Empire avait certaines sympathies (voir UNRUH, *Erinnerungen*, éd. Poschinger, p. 332. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1895, et LASKER, *Deutsche Revue*, 1892, II, p. 47) et l'on aurait même trouvé des catholiques partisans enthousiastes de l'idée d'unité, pourvu que cette

Les « Romains du Sud » étaient prévenus; derrière ces lignes, violentes par calcul, ils pouvaient pressentir qu'on les accuserait un jour d'être les ennemis de la patrie et les ennemis de l'ordre social, des traîtres et des révolutionnaires; que, tout noirs qu'ils fussent et parce qu'ils étaient noirs, on les incriminerait d'alliance avec les rouges; et qu'on aurait ainsi deux raisons de les traiter comme on traite un péril public. En présence d'une confession religieuse qui, très ouvertement, voulait défendre son autonomie, la circulaire des *Grenzboten* apparaissait comme la première parade de l'État bismarckien.

Les catholiques du Sud comprendraient-ils? et s'inclineraient-ils? Le double désir d'achever l'Empire et de prendre en faute les fidèles de Rome invitait les nationaux-libéraux à se mettre aux écoutes et à ramasser des notes. En Bade, il n'y avait pas de délinquants. Depuis quinze ans, on y persécutait l'Eglise, et certaines feuilles catholiques caressaient l'espoir que, du jour où le grand-duché serait uni au reste de l'Allemagne, la politique ecclésiastique y deviendrait plus satisfaisante¹. Le 16 décembre 1870, à la Chambre, Baumstark déclarait au nom de ses collègues : « Nous sommes vaincus comme partisans de la Grande-Allemagne; nous voulons entrer dans le nouvel édifice allemand, sans réserve, en toute loyauté ». Alors le national-libéral Kiefer s'attendrissait : « Que de telles paroles sortent d'une bouche

unité fût préparée, dans les divers États, par les peuples eux-mêmes, et votée ensuite par une assemblée telle que le Parlement de Francfort de 1848. Le souple Lasker eût assez volontiers marché avec ces catholiques-là; mais les raides doctrinaires de son parti y répugnaient. (Voir les lettres entre Marquardsen et Lasker, 25 septembre 1870 et 3 octobre 1870 *Deutsche Revue*, 1892, II, pp. 183 et 308.)

ultramontaine, proclamait-il, c'est la plus grande bénédiction de notre époque ». Il n'était pas jusqu'au ministre Jolly qui, de ses lèvres sectaires, ne laissât tomber un hautain merci ¹.

En Wurtemberg, les nationaux-libéraux, d'abord effrayés par l'alliance des ultramontains avec les démocrates particularistes ², étaient rassurés par les élections du 5 décembre 1870, et satisfaits, avant la fin du mois, par le vote des deux Chambres en faveur de l'Empire ³. Mais la Bavière demeurait inquiétante : la légende prétendait qu'un certain nombre de ses députés catholiques avaient dû leur succès, quelques mois avant, à l'intervention de l'argent français ⁴. Les appels qu'adressait à la Vierge, patronne de la Bavière, la poétesse Emilie Ringseis ⁵, attestent comment les susceptibilités politiques des Bava-rois étaient aiguës et fortifiées par les soucis que leur inspirait l'avenir de leur Église.

Le député Barth, à la date du 22 août 1870, transmettait à son collègue Miquel une note pessimiste : « Pour l'instant, disait-il, la crainte de devenir Prussien et luthérien, que nos curés ont su inspirer aux paysans, subsiste encore dans la majorité ⁶ ».

Messagers du « nationalisme libéral », Bennigsen et Lasker faisaient à Munich, en septembre, un voyage d'étude et d'action ⁷. Simson, en novembre, écrivait à Lasker que la Bavière déchaînerait peut-être les forces centrifuges de l'Empire et deviendrait une petite Autriche ⁸. A mesure qu'approchait l'heure où la représentation bavaroise signerait ou déchirerait les traités préparés à Versailles, l'excitation croissait. Du 5 au 9 décembre, au Parlement de la Confédération du Nord, Windthorst et Mallinckrodt, se détachant de leurs collègues catholiques, refusaient d'approu-

ver les traités qui fondaient l'unité : Windthorst, même, les combattait par un discours. Hohenlohe, tout de suite alarmé, l'accusait d'avoir voulu, de loin, par sa parole et par son exemple, pousser les Bavarois à la résistance¹. « Si la Bavière reste en dehors de la confédération, insistait Kiefer, il est à craindre que par le fait des prêtres elle ne devienne un asile pour toutes les mauvaises entreprises². » « Les ultramontains, s'ils le peuvent, donneront le coup de mort au traité de Versailles, notait Hohenlohe ; alors nous resterons isolés, et les ultramontains ont assez de pouvoir dans le pays pour consommer son isolement et le lui faire accepter. Puis la clique austro-franco-ultramontaine aussi fera son possible pour nous mettre en bloc à la discrétion de l'Autriche³. »

Il semblait, à entendre Hohenlohe, que la résistance de la Bavière risquait de dérober à la Prusse une partie des fruits de Sadowa. L'affolement devenait tel, parmi les nationaux-libéraux, qu'on s'humiliait jusqu'à prier l'un des membres de l'ancienne « fraction catholique » prussienne — de cette fraction tant attaquée — de vouloir bien écrire aux députés catholiques bavarois, pour ébranler leurs résistances : Lasker et Bennigsen, qui n'avaient pu obtenir que Pierre Reichensperger les accompagnât en Bavière, mendiaient de lui quelques lignes de lettre *. Il consentit, et le national-libé-

* Que l'Allemagne eût un Empereur protestant, Pierre Reichensperger était plus enclin que nombre de catholiques à l'admettre : « Un empereur protestant, expliquait-il, est beaucoup plus souhaitable pour l'Église qu'un catholique qui, comme tel, se permettrait de plus fréquentes ingérences ». Et il rapprochait la politique religieuse de Joseph II et celle de Frédéric II. (ERNST LUDWIG V. GERLACH, *Aufzeichnungen aus seinem Leben und Wirken*, II, p. 364. Schwerin, Bahn, 1903.)

ral Marquardsen, à Munich, applaudissait à ce message comme à une bonne diversion; mais Marquardsen, toujours proche du désespoir, aurait voulu que Reichensperger accourût lui-même, en personne¹. La Chambre des Seigneurs accepta les traités, le 30 décembre; les évêques eux-mêmes les votèrent; et le catholique Franckenstein, qui les combattit, trouva peu d'alliés². On redoutait, dans cette timide assemblée, que la Bavière, divorçant d'avec l'Allemagne, ne tombât dans un isolement dont on ne pouvait entrevoir les conséquences; cette obscurité faisait peur; et 37 voix contre 3 donnèrent, à demi honteuses, leur assentiment à un mariage forcé. Des résistances se dessinaient, en revanche, dans la commission de la seconde Chambre: 12 voix contre 3 chargeaient le catholique Joerg de présenter un rapport concluant au rejet des traités, et invitant Louis II à négocier sur d'autres bases avec la Confédération du Nord³. Ainsi fit Joerg; les nationaux-libéraux dénonçaient dans ses actes la main de l'évêque Senestrey, que son « romanisme » rendait suspect aux champions du « germanisme⁴ ».

Le 11 janvier 1871, les débats s'engagèrent, se traînèrent durant onze jours; et lorsque le 18 l'Empire fut proclamé à Versailles, la Bavière, insensible aux *Hoch*, n'avait pas encore achevé d'articuler *Ja*. Plusieurs orateurs catholiques, surtout des prêtres, firent le procès de la Prusse. « C'est elle, s'écriait le curé Pfahler, qui, en 1815, a empêché la renaissance de l'Empire allemand; en 1870, elle a entamé une guerre qui dépasse en barbarie tout ce qu'on a vu jusqu'ici... La couronne des Wittelsbach brillait déjà depuis longtemps dans l'Allemagne entière, avant que l'affaire de banque que l'on sait n'eut

introduit dans le monde le trône des Hohenzollern. » — « Le peuple chrétien, reprenait le curé Mahr, ne considère pas comme dignes du papier qui les supporte ces traités saints et éternels, surtout quand Bismarck est un des contractants. » Joerg développait cette thèse que les traités équivalaient à une médiatisation de la Bavière. D'autres orateurs objectaient que dans l'Empire une fois organisé, on pourrait réclamer des garanties constitutionnelles au profit de l'Église, et que ce serait une bonne fortune pour les sujets catholiques de certaines principautés protestantes. « *Vade Satanas !* » grondait une voix. C'était celle du curé Mahr, qui ne voulait pas qu'on acceptât de tels cadeaux ¹.

Mais un jour — c'était le 19 janvier — Louis II félicita l'archevêque Scherr pour le vote des Seigneurs et laissa croire, on se rappelle à la suite de quelles manœuvres bismarckiennes *, que Rome souhaitait l'acceptation des traités ². Le curé Mahr prétendait faire taire Satan, et voici qu'on disait : Le Saint-Siège a parlé ! Le curé Westermayer quitta la Chambre, pour n'avoir point à voter ³. 102 députés écoutèrent Satan, ou crurent écouter le Saint-Siège ; 48 demeurèrent inflexibles. Les traités étaient approuvés : le président Weis signifia que l'unité allemande était achevée.

Bismarck n'était pas dupe de ses propres manèges ; et dans son for intime, ce n'est pas au Saint-Siège qu'il faisait honneur de l'abdication bavaroise. Il inclinait bien plutôt à rendre les « Romains du Sud » responsables pour les incertitudes émouvantes dont quelque temps durant il avait souffert. Il en connaissait un, le professeur Sepp, qui par ses interventions ora-

* Voir ci-dessus, pp. 52-53.

toires avait aidé le succès des plans bismarckiens ; il lui criait son merci ¹ et lui destinait la glorieuse mission d'aller chercher en Orient les restes de Frédéric Barberousse ². Mais sa gratitude, ensuite, se tournait ailleurs ; car, jusqu'à la dernière heure, les nationaux-libéraux, — les ennemis de l'Église, — avaient bataillé pour l'achèvement de l'Empire ; et beaucoup plus tard, lorsque entre eux et Bismarck la paix religieuse creusera un fossé, ils sauront lui rappeler qu' « il n'eût suffi, ni des victoires, ni de la diplomatie, pour faire l'unité ; que l'opinion, troublée par les étranges bouleversements politiques, avait dû être gagnée aux idées de Bismarck ; et que cela n'aurait pas été possible, sans eux ³ ».

IV

L'Empire était fait, « l'Empire allemand *évangélique* des Hohenzollern », comme le définissait Benignsen, dès le 7 décembre 1870, dans une lettre à sa femme ⁴ ; et d'un bout à l'autre de l'Allemagne s'agitaient les cerveaux et les langues, pour l'élection du Parlement. Les catholiques entrèrent dans la mêlée. Ils fondèrent, à Berlin même, au début de 1871, un journal qu'ils appelèrent la *Germania* : deux protestants convertis, l'ancien secrétaire d'ambassade Kehler et le publiciste Pilgram, s'en occupaient ⁵ ; et le prêtre Majunke, qui devait être, tour à tour, l'une des victimes et l'un des historiens du *Culturkampf*, quittait la *Gazette populaire de Cologne* pour entrer à la rédaction du journal nouveau ⁶. Savigny, quoique gravement malade, eut l'énergie de s'unir à Malinckrodt, aux frères Reichensperger, au Wurtem-

bergeois Probst¹, au Bavarois Freytag², au Hanovrien Windthorst, au prince de Loewenstein³, pour rédiger le manifeste d'un Centre allemand. Auguste Reichensperger en fit le brouillon : il conjurait les électeurs d'envoyer au *Reichstag* des hommes « désintéressés », des hommes « de caractère », qui fussent attachés à trois grands intérêts : d'abord le bien moral et matériel de toutes les classes populaires ; puis la conservation des « particularités spéciales », en tant qu'elles ne nuisaient pas à l'ensemble de l'Empire ; enfin la liberté des Églises⁴. Le Centre allemand ne faisait encore qu'aspirer à naître ; et déjà il s'affichait comme social, comme particulariste, et comme visant à la défense religieuse ; déjà, par une évolution dont M. Martin Spahn a finement noté les moments, il aspirait à se dégager des cadres où s'enfermait autrefois la vieille « fraction catholique », et à prendre lentement, laborieusement, parmi beaucoup de tâtonnements, le caractère d'un véritable parti politique⁵.

Social, il était naturel qu'il le fût : le catholicisme allemand de l'année 1848, au lieu de se ranger du côté des puissants apeurés, s'était tourné vers les humbles, pour les guider et les relever. Compagnons groupés par Kolping, paysans défendus contre l'usure par les Schorlemer au Nord, par les Hasenbraedl au Sud, ouvriers écoutant un Ketteler exposer leurs droits et presque leurs rêves, étaient devenus, tout à la fois, les protégés et les protecteurs de l'Église⁶ : le Centre voulait leur rendre dévouement pour dévouement. « Je suis chrétien et prêtre, répondait Ketteler au député Fischer, d'Augsbourg, qui le traitait de démagogue ; à ce double titre, j'ai droit de ne pas rester indifférent à la situation des travailleurs⁷. »

Représentants de la grande industrie et du capital mobilier, les nationaux-libéraux avaient en horreur ces façons d'apostolat; elles ne pouvaient être, non plus, du goût de Bismarck. Non pas assurément qu'il partageât l'hostilité du libéralisme contre les réformes sociales, lui qui dès 1862 avait proposé au ministère prussien l'établissement d'une caisse de secours pour les travailleurs frappés d'invalidité, et qui même, en Silésie, avait fait subventionner par la cassette royale une coopérative ouvrière de production¹. Mais ce qu'il y avait d'acceptable dans le socialisme devait, à ses yeux, être étudié par l'État, déterminé par l'État, réalisé par l'État². « Ce n'est pas par des baïonnettes qu'on résoudra la question sociale, pensait Windthorst; l'État aura besoin du concours des Églises³. » Bismarck, lui, n'aimait pas que les Églises se mêlassent de ces questions-là. Les nationaux-libéraux accusaient le Centre de coquetteries avec les révolutionnaires⁴ : Bismarck détestait ces coquetteries-là. Un de ses scribes, Maurice Busch, lui racontait à Versailles, le 4 février, que les ultramontains négociaient, moyennant finances, le concours électoral de l'Association générale des travailleurs. « Dites à la presse, ordonnait le chancelier, de parler quelquefois du parti Savigny-Bebel ». Busch promettait, gagnait la porte, et Bismarck lui criait : « Ou bien, de la fraction Liebknecht-Savigny⁵ ».

D'être particulariste, c'était, au regard de Bismarck, une tare plus sérieuse encore; et l'alliance des catholiques avec un homme d'État comme Dalwigk, le ministre hessois, lui paraissait moins pardonnable, sans doute, que leurs avances à la masse ouvrière. Les papiers de Rouher, emportés du château de Cerçay par l'armée d'invasion, révélaient

qu'en 1868 Dalwigk, causant avec le général Ducrot, avait invoqué l'action de la France pour empêcher la prussification de l'Allemagne¹.

Ainsi, tandis que Bismarck poussait l'Allemagne chez nous, pour y couronner l'unité, Dalwigk avait voulu nous pousser en Allemagne, pour l'entraver. Bismarck voyait là un crime. Or, le criminel, malgré l'esprit assez laïque qui animait les Chambres hessoises, avait accordé à l'évêque Ketteler, aux prêtres, aux moines, de nombreuses libertés²; il avait mis à la tête de la justice un catholique du nom de Frank, qui passait pour ennemi de la Prusse; il projetait une nouvelle géométrie électorale qui risquait, disait-on, d'être favorable aux ultramontains³. Bismarck, indigné, commandait contre Dalwigk un article, qui fait l'effet d'une exécution en effigie. « Il est impossible, lisait-on dans les *Grenzboten*, que dans l'Empire nouveau nous vivions avec un Dalwigk. Les ministres du nouvel État unifié doivent avoir d'autres qualités que celles du chat, qui retombera toujours sain et sauf sur ses pattes. Il faut forcer ce ministre et son Frank à s'en aller, puisqu'ils n'y sont pas induits par les devoirs d'honneur et de conscience des simples mortels⁴. » Par-dessus la tête du grand duc de Hesse, la presse bismarckienne signifiait au ministre hessois qu'il n'avait qu'à disparaître. Et si cette grossièreté justifiait les suspicions particularistes et révoltait les catholiques, auxquels ce ministre était cher, ils n'avaient qu'à prendre note des deux épithètes que collait Hans Blum au nom de Dalwigk : il l'appelait *undeutsch-ultramontan*, ce qui voulait dire ultramontain et sans patrie. L'alliance de ces deux mots était destinée à faire fortune. Lefebvre de Béhaine observait que ce qu'on reprochait à

l'Église et à ses fidèles, c'était l' « absence de toute complicité dans l'échauffement des passions nationales de la nouvelle Allemagne¹ ». Un tel grief était impardonnable : cela suffisait pour que le ministre Saxon Friesen, si bon chrétien fût-il, répudiât les entreprenantes avances de Savigny, qui rêvait d'attirer au Centre les conservateurs de la Saxe. Dès le 24 avril 1870, Hohenlohe, causant à Berlin avec des unitaires, avait noté dans son journal : « Si les ultramontains regimbent contre l'idée d'unité, qu'ils s'arment pour la guerre : ici l'on semble s'y préparer² ».

Ils s'étaient armés, — armés pour la paix religieuse. Que toute pensée de lutte contre le protestantisme leur fût étrangère, c'est ce que prouvaient suffisamment, et l'accueil ménagé par la fraction du Centre aux protestants de Hanovre³, et le témoignage porté par le protestant Gerlach sur la fraction qu'il connaissait bien⁴. Le Centre ne visait nullement à créer dans l'État un parti purement confessionnel, dont l'Église romaine pût être réputée solidaire^{*}; et Auguste Reichensperger écrivait au contraire, le

* Cette question tout historique : Le Centre primitif avait-il un caractère confessionnel, est comme obscurcie, depuis quelques années, par les polémiques qui ont surgi entre les catholiques d'Allemagne et dont les plus récents épisodes sont exposés avec précision par le P. YVES DE LA BRIÈRE, *Études*, 5 mars 1911. Il est certain, d'une part, que les journaux catholiques et l'épiscopat invoquèrent en 1871, en faveur du Centre, les suffrages catholiques : de là, les déductions du publiciste OTTO MEIER, concluant plus tard que le Centre désire l'extension du catholicisme et, fatalement, la lutte contre le protestantisme. (*Zur Naturgeschichte des Centrums*, pp. 38-43. Fribourg, Mohr, 1882). C'est, d'autre part, un fait que, dès le 4 avril 1871, Auguste Reichensperger disait au *Reichstag* : « L'entrée de non-catholiques dans la fraction serait très désirable, parce que, par là, une foule de préjugés seraient écartés » (Pastor, *Reichensperger*, II, p. 23), et que le même député, le 25 avril, se réjouissait de voir figurer dans le Centre les protestants de la

25 avril 1871 : « Si les protestants croyants s'attachent toujours plus à nous, le parti qui naîtra de cette réunion pèsera un jour très sérieusement dans la balance¹ ».

Vingt et un ans plus tard, Ernest Lieber, parlant

« chevalerie guelfe » et d'y avoir amené le vieux Gerlach « pour une sorte de fraternisation sur le terrain chrétien général ». (PASTOR, *op. cit.*, II, p. 24; cf. E. L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, II, p. 340.) Les discours de Windthorst et Mallinckrodt des 30 et 31 janvier 1872 niaient que le Centre fût confessionnel; les discours de Windthorst des 10 décembre 1873, 19 avril 1875, 23 novembre 1877, niaient que le Centre dépendit de Rome. Le « juriste prussien-rhénan » qui, en 1874, publiait la brochure : *Das Centrum im Landtag und im Reichstag*, et qui n'était autre que M. Julius Bachem, actuellement rédacteur en chef de la *Gazette populaire de Cologne*, attestait dans cette brochure le caractère non-confessionnel du Centre, et l'a de nouveau attesté dans un article des *Historisch-Politische Blätter*, 1^{er} mars 1906; la même thèse fut soutenue dans le discours prononcé par M. le député Spahn à Cologne le 19 octobre 1905 (*Kölnische Volkszeitung*, 1905, n° 866). Mais elle donna lieu, dans les *Historisch-Politische Blätter* (1^{er} mai 1906), à une réponse de M. Krückemeyer. Si les catholiques allemands s'accordent mal, à l'heure présente, sur le caractère qu'avait en 1871 le jeune parti du Centre, c'est qu'ils sont en discussion sur l'orientation que devrait adopter le Centre d'aujourd'hui : inconsciemment ou consciemment, au cours de leurs débats, les uns et les autres se représentent le Centre de 1871 à l'image de ce que devrait être, d'après leurs idées personnelles, le Centre du XX^e siècle. Un publiciste vieux-catholique, M. Léopold Karl Goetz, survenant parmi ces dissensions et désireux de prouver que dans l'Empire évangélique le Centre doit être réputé l'ennemi, a rassemblé tous les textes et tous les indices sur lesquels peut s'appuyer la théorie d'après laquelle le Centre fut toujours, au fond, un parti confessionnel. (*Das Centrum eine Konfessionelle Partei*, Bonn, Cohen, 1906.) Voir aussi, dans le même sens, le catholique SAVIGNY, *Des Zentrums Wandlung und Ende*, pp. 9 et 10 (Berlin, Walther 1907), et les pages, peu favorables au Centre, de RACHFAHL, *Preussische Jahrbücher*, 1909, I, pp. 236-238. Mais une déclaration du comité directeur du Centre, du 28 novembre 1909, a affirmé, de nouveau, le caractère politique et non confessionnel du parti; on en trouvera le commentaire dans JULIUS BACHEM : *Lose Blätter aus meinem Leben*, pp. 93-110 (Fribourg, Herder, 1910.) Cf. CARL BACHEM, *Kölnische Volkszeitung*, 1^{er} avril 1910.

de cette période héroïque du Centre, rappellera qu'à dessein l'on s'adressait à l'ensemble du peuple chrétien, et cela pour montrer qu'en face d'une offensive anti-catholique, destinée à devenir une offensive anti-chrétienne, on visait à fonder un parti politique susceptible de rallier sous son drapeau tous les chrétiens croyants¹. Mais c'était précisément ce qui déplaisait à Bismarck, cette fraction très large, accueillante, hospitalière, coalisant un certain nombre de députés — de députés qu'il eût voulu bismarckiens — pour certaines escarmouches, en vue de la défense religieuse.

Le comte Frankenberg, catholique d'origine, se trouvait en France, dans l'entourage du chancelier*, lorsqu'une lettre du prêtre Majunke lui demanda des gages²: avant de réélire Frankenberg, les catholiques de Silésie voulaient avoir l'assurance qu'il s'associerait aux hommes politiques désireux d'introduire, dans la Constitution même du nouvel Empire, quelques articles précis et fondamentaux en faveur de la liberté religieuse. « C'est vers l'introduction de garanties constitutionnelles, déclarait, à la fin de janvier 1871, la *Gazette populaire de Cologne*, que doivent, dans toute l'Allemagne, être dirigées sans relâche, inébranlablement, les aspirations du parti catholique³. » Un *meeting* de catholiques bavarois imposait aux futurs députés un semblable engagement⁴.

Ainsi, la revendication qu'avait adressée Ketteler à Bismarck devenait un programme électoral; et tandis que le chancelier considérait comme une erreur

* C'est de Frankenberg que se servit un instant Bismarck pour négocier avec l'évêque Dupanloup en vue de la paix. (LAGRANGE, *Vie de Mgr Dupanloup*, III, p. 198. Paris, Pous-sielgue, 1884.)

les garanties données aux Églises par la Constitution prussienne, des catholiques surgissaient, réclamant au contraire pour les Églises, dans le reste de l'Empire, les mêmes droits qu'en Prusse. Bismarck voyait en eux les porte-paroles de l'Église Romaine, et il la trouvait indiscreète : une lettre de Ledochowski¹, un mandement et un sermon de Ketteler², échauffaient le zèle des électeurs et donnaient courage à leurs exigences ; l'Église faisait descente au forum, pour dire ce qu'elle voulait être, ce qu'elle devait être, dans la nouvelle Allemagne ; Bismarck estimait que c'était à lui, non à elle, de régler ces questions-là. L'Église voyait le péril ; Mallinckrodt, dès le 16 janvier 1871, signalait au *Landtag* que certains partis, consciemment ou inconsciemment, voulaient « voler au peuple sa religion³ ». Bismarck pouvait-il exiger que l'Église restât passive, et Mallinckrodt silencieux ?

A Versailles même, devant le prince Frédéric qui pensait comme lui, le national-libéral Forckenbeck, catholique d'origine, s'affichait comme un adversaire déterminé du « cléricalisme⁴ ». « On en finira bientôt avec les catholiques », disait publiquement Miquel, à Berlin, devant un certain nombre de fonctionnaires, au lendemain de la proclamation de l'Empire⁵. « C'est une honte que l'Eichsfeld soit encore catholique », proclamait un haut bureaucrate⁶. Des hommes politiques dévoués à l'Église, en face de cette jactance, concertaient certaines précautions ; et c'est de quoi l'on faisait à l'Église un reproche.

Le 3 mars 1871, le vote eut lieu. Dès le premier tour, le Centre avait quarante-trois élus ; seize d'entre eux battaient des libéraux, dix-sept évinçaient des conservateurs⁷. Les conservateurs, c'étaient pour Bismarck des amis d'autrefois, ceux à l'aide desquels,

aux heures de crise, il avait maîtrisé la vieille Prusse. Les libéraux, c'étaient les alliés d'hier et d'aujourd'hui, qui venaient de l'aider à maîtriser l'Allemagne. Il regardait surgir un groupe qui housculait indifféremment les uns et les autres et qui pouvait menacer la stabilité de l'équilibre parlementaire en concluant, au jour le jour, des pactes de hasard avec les partis les plus opposés¹; ce groupe semblait braver la vieille terminologie politique et dominer en les méprisant les anciens conflits des partis, puisqu'on y trouvait, associés pour un même effort, une personnalité comme celle de Savigny, qui avait occupé l'un des plus hauts postes de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et un agitateur comme Krebs qui, jadis, d'accord avec le radical Jacoby, avait conduit une campagne au *Landtag* pour le refus du budget².

Véritable mosaïque, on y voyait voisiner en bonne amitié, suivant l'ironique exagération d'un journal, « des aristocrates et des héros de barricades³ ». C'est « une formation politique qui manque de conscience », dogmatisait l'historien Treitschke⁴. C'en est même pas, à proprement parler, un parti politique, prétendait l'officieuse *Correspondance provinciale*; « sur la base d'idées et de revendications confessionnelles communes, un groupement isolé tente de se former dans le *Reichstag*⁵ ». On demandait compte au Centre de ses origines trop hétérogènes et de sa cohésion trop imposante, de ses bigarrures et de son unité. Mais le programme social et religieux qu'il affichait, exerçait un tel ascendant sur certaines populations, que des hommes tout nouveaux, des obscurs, des inconnus, remportaient d'incroyables victoires. Il y avait, en Silésie, quelques circonscriptions qui semblaient dominées à jamais par des aristocrates

catholiques apparentés au monde de la cour : le Centre était survenu, les avait interpellés ; habitués à ce qu'on votât pour leurs personnes, ils avaient subi l'humiliation d'être interrogés sur leurs idées ; il leur suffisait, jadis, d'afficher leurs particules ; ils avaient dû, cette fois, soumettre leurs programmes. Ils avaient jusque-là siégé parmi les « conservateurs libres » : on avait voulu qu'ils entrassent dans le Centre ou qu'ils sortissent de la vie publique. Un vicaire berlinois, un roturier, un Müller, — nom banal et plébéien — avait osé se mesurer, dans le district de Pless Rybnik, avec le duc de Ratibor, frère du prince de Hohenlohe et du cardinal de Hohenlohe. Les fonctionnaires, les nombreux agents que faisaient vivre les exploitations du prince de Pless, voire même quelques gros curés, captifs sans doute des générosités seigneuriales, avaient bataillé pour le duc ; mais au nom des intérêts religieux, ce Müller, que l'on qualifiait d'intrus, était devenu député. La défaite de Ratibor par un « chapelain » du Centre¹ apparaissait comme une menace pour d'autres hégémonies, à demi féodales, qui se croyaient consacrées par la périodique docilité des suffrages. Allait-on voir une démocratie ecclésiastique offusquer l'aristocratie patriarcale ? L'audace du Centre irait-elle jusqu'à vouloir modifier les mœurs électorales elles-mêmes ?

C'est devant le fantôme des « Romains du Sud » qu'avait tressailli naguère l'anxieuse imagination de

* Les *Freiconservativen*, en 1870, avaient encore inscrit sur leur programme l'autonomie de l'Église et le caractère confessionnel de l'école ; et au *Reichstag* de 1871 on vit encore siéger parmi eux des catholiques tels que le comte Hompesch, futur président du Centre, le comte Schaffgotsch, le prince Waldburg Zeil ; mais peu à peu la fraction devint gouvernementale. (Rust, *Reichskanzler Hohenlohe*, pp. 611-626. Düsseldorf, Deiters, 1897.)

Bismarck; mais la contagion dont maintenant il s'alarmait avait en Prusse même son foyer. Bismarck, trois mois avant, ne s'était pas ému de la formation du Centre prussien. « Je maintiendrai », telle aurait pu être, on s'en souvient, la devise de ce groupe : les catholiques en Prusse se jugeaient heureux, quoique menacés, et demandaient à rester tels. Mais les mêmes hommes qui, membres du Centre prussien, arboraient l'étiquette rassurante de « parti constitutionnel », allaient, au *Reichstag*, comme membres du Centre allemand, se comporter en parti de revendications. Puisqu'il y avait en Allemagne des États où les catholiques souffraient, un parti de défense religieuse, entrant dans un Parlement de l'Allemagne, devait se présenter comme un parti qui réclamerait, et qui dès lors générerait *. Or, sur trente-cinq députés que les pays rhénans envoyaient au *Reichstag*, trente appartenaient à cette fraction-là; elle s'honorait d'énrégimenter le cinquième des députés qui représentaient le royaume de Prusse au Parlement de l'Empire. Les catholiques de Bade, de Wurtemberg et de Bavière, n'avaient obtenu, au contraire, que de médiocres succès. « S'ils avaient voté comme ceux du Rhin et de la Westphalie, écrivait Auguste Reichensperger¹, nous aurions des forces presque égales à celles des nationaux-libéraux ** ». Reichensperger calculait bien,

* Le programme de la fraction, publié à la fin de mars, était conforme au manifeste de janvier, dans ses grandes lignes. (SALOMON, *Die Deutschen Parteiprogramme*, I, p. 109.)

** Dès le 16 février 1871, Lasker se réjouissait des bons pronostics que faisaient, en Wurtemberg et Bade, les nationaux-libéraux, et exprimait l'espoir que la Bavière, aussi, grossirait le contingent libéral. (*Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 200.) Mais Barth, le 23 février, faisait entendre, de Munich, un son moins

et c'est justement ce qui devait irriter Bismarck ; une fraction toute neuve faisait brèche, ayant au sujet de l'Empire, dont l'organisation s'imposait, des idées, des méthodes, des visées qui n'étaient pas celles du chancelier, — fraction que l'on qualifiait de confessionnelle et qu'aussitôt après, parce que confessionnelle, on déclarait antinationale* ; — et cette fraction, qui après le second tour de scrutin comptait cinquante-sept membres, trouvait sa racine, son point d'appui, dans le royaume même de Prusse¹, qui avait conduit la guerre et fait l'Empire.

En 1852, quand s'était formée la « fraction catholique » dans la Chambre prussienne, le prince royal Guillaume, écrivant à son ami Léopold d'Orlich, avait déploré cette nouveauté² ; il n'y avait pas lieu de croire que l'Empereur se montrât aujourd'hui plus bienveillant que ne l'avait été le prince royal.

Des accès de colère furent commandés aux journalistes : « Nulle part autant que dans la province Rhénane, grondaient les *Grenzboten*, on n'a vu que l'Église catholique, telle qu'elle est conçue et exploitée par les ultramontains, ne doit être rien autre chose qu'un mécanisme destiné à la domination temporelle d'une certaine caste, se recrutant à la façon des Mameluks³ ». On commençait à dire aussi, pour discréditer le Centre, qu'il avait pour fonda-

optimiste. « Nos paysans catholiques, écrivait-il, sont trop ignorants et trop crédules, et ces messieurs noirs sont trop rusés et trop ardents. » (*Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 202.) Finalement, le 3 mars, la Bavière élut 30 libéraux et 18 catholiques seulement.

* Telle était l'épithète infamante qu'infligeait à tous les partis confessionnels, quels qu'ils fussent, Holtzendorff, l'un des chefs du *Protestantenverein*, dans sa brochure : *Das deutsche Reich und die Conslituirung der christlichen Religionsparteien auf den Herbstversammlungen im J. 1871*. (Berlin, Oppenheim, 1872.)

teurs Windthorst et Ketteler, un Guelfe impénitent, et un évêque que l'on dénonçait comme le complice de Dalwigk. C'étaient là des traits de polémique, mais non des vérités d'histoire : Ketteler, envoyé au *Reichstag* par une lointaine circonscription badoise, ne fut pas consulté pour la création du Centre¹ ; et le Centre était déjà né, lorsque Windthorst, député de Meppen, s'attardait encore à former à lui tout seul, en sauvage, une fraction qu'on appelait, par plaisanterie, la fraction Meppen². L'heure sonna très vite, assurément, où Ketteler, par le seul fait de son adhésion, assura le prestige du Centre dans les cercles d'Église ; et où Windthorst, par son adroite façon d'entrer en contact avec tous les éléments particularistes du *Reichstag*, accrut la force de rayonnement du nouveau parti³. Mais les vrais parrains du Centre allemand demeuraient des « Romains du Nord », d'anciens sujets de Guillaume, d'anciens fonctionnaires de Bismarck ; et c'étaient eux qui, dans l'Empire nouveau, allaient défendre, pied à pied, toutes les autonomies, territoriales et religieuses, lentement et savamment cernées par le parti national-libéral.

V

Le 9 mars 1871, Bismarck rentra à Berlin. Un article paraissait, le 11, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*⁴ : Maurice Busch triait le *Reichstag* ; il distinguait les députés nationaux, et les autres *...

* Les *Grenzboten*, 1871, I, p. 423, opposaient aux partis « patriotes » du *Reichstag* les partis obscurantistes-réactionnaires, classés sous trois rubriques : 1° ultramontains (Centre, patriotes

Les autres, c'étaient les membres du Centre : on eût dit, à lire Busch, qu'entrer au *Reichstag*, sous un tel drapeau, équivalait à sortir de la nation. Il concluait par cette alternative : Être allemand ou non allemand ; être d'accord avec l'unification de l'Allemagne sous l'empire des Hohenzollern, ou être mécontent de la marche des choses. Ketteler sauta sur sa plume : il écrivit deux lettres, l'une au *Messenger du Palatinat*, l'autre à la *Germania*, pour protester contre les suspicions qu'on essayait de jeter sur les députés catholiques de Bavière, et pour démontrer que sa grosse brochure : *l'Allemagne après la guerre de 1866*, n'était nullement hostile aux Hohenzollern ¹.

Puis, sans tarder, il demanda audience ; Bismarck le reçut. L'évêque député reprit les arguments qu'exposait déjà sa lettre du 1^{er} octobre 1870 ; il demanda que l'Allemagne entière bénéficiât désormais des mêmes libertés religieuses que la Prusse. L'entretien dévia ; on causa théologie. Il semble que Ketteler voulut tâter les idées du chancelier sur le catholicisme. « Croyez-vous, lui demanda-t-il, qu'un catholique ne puisse pas faire son salut ? — Un laïque, si, répondit Bismarck ; un prêtre, non, car il y a en lui le péché contre le Saint Esprit ». Ketteler s'inclina ironiquement, et prit congé : il sortait damné, mais assez content ; il emportait cette impression qu'« une motion du Centre ne trouverait pour l'instant, et cela pour des motifs politiques, aucun soutien de la part du Gouvernement, mais qu'on ne la regarderait pas

bavarois, parti populaire en Bade) ; 2° centrifuges (*Grossdeutsch* de Souabe, Guelfes, Polonais, Danois) ; 3° particularistes (*Allkonservativ* en Prusse, parti constitutionnel fédéraliste en Saxe, *gemässigte Partei* en Bavière).

comme un acte d'opposition » ; et tout au fond de lui-même, il inclinait à penser que le chancelier se montrerait bienveillant¹.

Du haut de sa dignité nouvelle, Bismarck planait sur les manœuvres des partis, dans une attitude d'effacement, hautaine et volontairement distante. Sous ses pieds les hommes s'agitaient ; il se flattait qu'il saurait les mener. Il suivait, de haut et de loin, leurs fiévreux manèges. D'une part, la *Correspondance de Genève*, qui passait pour recevoir certaines inspirations du Vatican, disait à la date du 17 mars : « Jusqu'à preuve du contraire, nous ne nous départirons pas de l'attitude amicale prise à l'égard de M. de Bismarck » ; elle espérait, d'ailleurs, que Bismarck ferait bientôt démentir certains propos qu'on prêtait à son ministre à Florence, Brassier de Saint-Simon. D'autre part, les nationaux-libéraux s'acharnaient pour coaliser à l'avance, contre le Centre, une majorité compacte. Marquardsen et Lasker échangeaient leurs vues ; on cherchait quels hommes de Droite, ou penchant vers la Droite, se laisseraient gagner, peut-être, par un plan d'action commune contre l'ultramontanisme². Hohenlohe, par exemple, avait chance d'être attiré sur ce terrain ; on y pouvait amener, aussi, certains féodaux du parti « conservateur libre », pareils, disait ironiquement Reichensperger, à ces groupes qui, dans l'*Enfer* de Dante, se pressent derrière des girouettes³. Ce serait flatteur pour les bourgeois du nationalisme libéral, surtout pour les Israélites, de nouer aux dépens de l'Église des amitiés politiques aussi nobles, aussi imprévues, et de faire bloc, contre elle, avec des collègues si bien nés.

Le 21 mars, le *Reichstag* s'ouvrit. Huit bustes,

dans le vestibule de l'assemblée, redisaient aux nouveaux venus l'histoire de l'unification allemande : tous ces prophètes et précurseurs de l'unité se trouvaient être des protestants. Les catholiques auraient aimé saluer, sur l'une de ces stèles glorieuses, la physionomie du vieux Goerres ; ils la cherchaient en vain. Ils devinèrent sans peine, dans le discours du trône, une réponse implicite aux vœux qu'ils avaient émis, depuis six mois, en faveur de Pie IX ; cette réponse semblait être un refus. Guillaume signifiait que l'Allemagne, garante de la paix européenne, se contenterait de s'occuper de ses propres affaires et respecterait l'indépendance de tous les autres États. Au demeurant, le discours s'élevait, d'un essor pacifique, au-dessus de toutes les discussions qui allaient troubler le nouvel Empire : tous les partis y étaient respectés, toutes les confessions aussi ¹.

La *Germania* réclamait davantage : « Nous, catholiques d'Allemagne, y lisait-on, nous désirons la paix religieuse, du plus profond de notre cœur ; mais tant que des partis, dans le pays, visent nos droits les plus sacrés dans l'Église et dans l'école, nous ne pouvons pas nous taire, nous ne nous taisons pas ² ». Les catholiques se sentaient menacés, et c'est pourquoi ils allaient parler ; mais les nationaux-libéraux accentueraient ensuite les menaces, en faisant aux catholiques un grief de leurs paroles. Un choc était inévitable ; et les yeux de Bismarck, embusqués sous l'épaisse broussaille des sourcils, guettaient, sans fièvre, l'incident fatal.

Une adresse s'imposait en réponse au discours du trône : Lasker, national-libéral, en prépara le brouillon ³. Il était d'origine juive : dans la capitale de l'État qui, vingt-deux ans plus tôt, avait été pro-

clamé chrétien par la bouche même de Bismarck, un fils d'Israël, aujourd'hui, tenait la plume au nom du peuple, pour l'hommage solennel au roi devenu empereur. La commission fit de légers amendements au projet, et le porta devant l'assemblée. Une phrase était ainsi conçue : « Les jours de l'immixtion dans la vie intérieure d'autres peuples ne reviendront plus, nous en avons l'espoir, ni sous aucun prétexte, ni sous n'importe quelle forme ». Cette phrase s'accrochait, docilement, aux lignes impériales qui promettaient respect à l'indépendance des États ; mais elle tirait de ces lignes une conséquence pratique ; et ce que voulait dire Lasker, c'est que, pour l'Empire allemand, il ne devait plus y avoir de question romaine. Ledochowski, les chevaliers de Malte, Bonnechose, et puis, à la date du 18 février, cinquante-six membres du Centre prussien, avaient prié l'Empereur et Bismarck de songer au Pape¹ ; l'Empereur et Bismarck, accentuant chacun à sa guise la même réponse vague et dilatoire, avaient dit uniformément : Ce sera pour le lendemain de la guerre. L'échéance était venue ; Bray, le premier ministre bavarois, insistait auprès de Beust pour que l'Europe tint une conférence au sujet de la question Romaine². Mais le premier message de Guillaume à son peuple donnait prétexte au *Reichstag* de signifier à la Curie, qu'elle n'avait pas à compter sur l'Allemagne. On voulait employer, à cette fin, une de ces formules générales dont ensuite la diplomatie risquait elle-même d'être gênée, et dont elle dut, au reste, peu de mois après, s'affranchir à demi, lorsqu'elle crut devoir intervenir pour les Israélites de Roumanie³. Auguste Reichensperger, Freytag et Probst, au nom du Centre, proposèrent un contreprojet d'adresse⁴,

d'où cette formule était absente : pour le fond et pour la forme, avouait la *Gazette générale d'Augsbourg*, ce contre-projet était supérieur à celui de la majorité, et vraisemblablement il eût été accepté « si l'on n'avait pas craint des visées cléricales mystérieuses¹ ». Le *Reichstag* n'avait encore que trois jours d'existence, et s'annonçait singulièrement turbulent, comme toutes les assemblées où les partis se demandent compte, non de leurs pensées avouées, mais de leurs arrière-pensées, supposées ou réelles.

Le texte proposé par Lasker fut vigoureusement soutenu par Bennigsen : ces deux hommes se complétaient entre eux, le premier plus juriste, parlant au nom d'une certaine conception de l'État, le second plus homme politique, parlant au nom d'une certaine conception de l'Allemagne : à eux deux, ils devaient être, plusieurs années durant, les directeurs du parti national-libéral².

Avec une froideur qui n'excluait pas la véhémence, Bennigsen soutint que pour « dissiper les inquiétudes de certaines nations étrangères », la phrase incriminée par le Centre était nécessaire. Miquel, plus audacieux, précisa ; il désigna le Pape ; on avait rêvé d'une Allemagne intervenant en sa faveur ; cette Allemagne devait répondre non. Rome, Pie IX, c'étaient là des mots qui surexcitaient les nationaux-libéraux, ceux du Sud surtout. Voelk, de la Bavière, annonçait un prochain combat de l'esprit germanique contre le servage du romanisme ; Roemer, du Wurtemberg³, résumait en deux mots la question : Rome ou l'Allemagne. Auguste Reichensperger, Ketteler, Windthorst faisaient front à ces assauts. Reichensperger, très pressant, demandait pourquoi l'Allemagne se priverait d'exercer des interventions diplo-

matiques, des interventions morales. On ne répondait pas, on feignait de croire que le Centre voulait lancer l'Allemagne dans une expédition de Rome, et remettre en question la paix de l'Europe *.

Une certaine « science historique », pourvoyeuse de rancunes, venait à la rescousse, en retraçant la longue série des griefs historiques de l'Allemagne contre le pape ; le publiciste national-libéral Wolfgang Menzel commençait à en dresser le catalogue, dans un très gros livre ¹.

Il semble que Bismarck, avant la séance, avait tenu ou fait tenir à Launay, ministre de Victor-Emmanuel à Berlin, certains propos susceptibles de rassurer complètement l'Italie ². L'importance des intérêts en jeu, à la fois religieux et diplomatiques, ne pouvait échapper au chancelier. On le voyait, cependant, systématiquement négligent, n'entrer en séance que tardivement ; et puis, assis à son poste, tantôt écoutant, tantôt travaillant pour lui, quelquefois lorgnant les dames, quelquefois toisant Ketteler ³, il laissait se dérouler ce débat dans lequel le nouvel

* Bismarck reprit encore cette thèse au *Landtag* le 21 avril 1887. (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, XII, p. 370.) Auguste Reichensperger, *Revue Générale*, 1871, II, p. 210, expliqua très nettement la vraie portée de la discussion et de la motion du Centre ; Baudri lui fit écho, au Congrès catholique de Mayence. Les *Grenzboten*, 1871, I, pp. 680-681, alléguèrent tendancieusement que les ultramontains avaient voulu savoir si leurs alliés : Autriche, catholiques d'Italie, clergé de France, devaient être tenus en bride ou excités plus fortement contre l'Allemagne. Mais en définitive, pour prêter aux catholiques des désirs immédiats de guerre, on ne pouvait citer que des feuilles insignifiantes et exaltées, telles que le *Starkenburger Bote*, feuille catholique de la Hesse, mentionnée par HINSCHIUS, *Die Stellung der deutschen Staatsregierungen gegenüber den Beschlüssen des vatikanischen Concils*, pp. 56-57. (Berlin, Guttentag, 1871.)

Empire était présenté à l'Allemagne et au monde par le député Bennigsen.

C'était pour le parti national-libéral un tournant d'histoire : dix ans durant, il avait incarné l'opposition ; il était en passe de devenir un parti de gouvernement ¹, puisque Bismarck abandonnait à son chef Bennigsen le soin de définir le rôle de l'Allemagne. Un membre du *Reichstag*, dès le mois de novembre 1870, avait déjà tenté cette définition : c'était Auguste Reichensperger lui-même. Rappelant la façon dont les libéraux allemands s'évertuaient à singer les institutions françaises, il ajoutait : « Ce serait un malheur pour l'Allemagne qu'il dût s'y élever un empire sur le modèle de l'Empire français », et il souhaitait que le nouvel Empereur comprît sa « mission sublime, dans le sens de l'antique Empire germanique ² ». Bennigsen, à son tour, apportait sa formule, une formule inverse. Elle se ramassait en deux traits : il affirmait d'abord que l'Empire des Hohenzollern n'offrait plus rien de commun avec l'antique Saint-Empire ; cette négation formelle, presque discourtoise pour le passé, souffletait le rêve de Reichensperger. Et puis, il déclarait que cet Empire nouveau avait à remplir certaines missions civilisatrices (*Cultur-aufgaben*). Dans ces brèves paroles, tout un programme était renfermé : l'accomplissement de ces prétentieuses missions nécessiterait une lutte, qu'au jour venu l'on appellerait la lutte pour la civilisation (*Culturkampf*).

Pie IX avait refusé de se faire le serviteur de Bismarck ; Bismarck, impassible, se taisant avec affectation, laissait se livrer, dès cette première heure, entre les désirs de Rome et l'esprit du *Reichstag*, un duel d'où Rome, peut-être, sortirait vaincue et déçue.

L'officieuse *Correspondance provinciale* expliquait avec une nuance de dédain : « Le gouvernement d'Empire ne s'est pas mêlé à ces débats confessionnels, auxquels il ne pouvait attacher une importance immédiate pour la politique pratique ¹ ».

Au vote, le contre-projet du Centre ne réunit que 63 voix : il s'en trouva 243, dans les droites et dans les gauches, pour expédier à l'Empereur le texte décisif qui visait Pie IX². Guillaume répondit, avec un « cordial merci », que les paroles de son discours du trône avaient été très exactement saisies³. On interpréta la satisfaction du souverain comme un indice de la joie du chancelier : le langage de Guillaume avait rompu le silence de Bismarck. On apprit bientôt que Doenniges, ministre de Louis II à Florence, s'associait, par un toast significatif, au vote du *Reichstag*⁴. C'était une façon d'offense pour le Vatican, gratuitement infligée par la « catholique » Bavière.

VI

L'Empire que Bennigsen avait caractérisé devait être pourvu d'une constitution. Il suffisait d'amalgamer l'ancienne Constitution de la Confédération du nord et les traités signés à Versailles entre la Prusse et les divers États ; c'était au Parlement de mettre tous ces textes au net et de ratifier l'ensemble. Fidèles au programme auquel ils devaient leur mandat, les membres du Centre proposèrent quelques additions : ils voulaient, en particulier, que dans toute l'Allemagne, les Églises fussent libres, comme elles l'étaient en Prusse depuis 1850, et que cette liberté fût inscrite dans la Constitution de l'Empire.

Ainsi disparaîtraient, dans un certain nombre de petits États luthériens, les derniers vestiges des vieilles intolérances. On n'avait pas oublié l'époque toute récente où, dans les principautés de Lippe Detmold et de Waldeck, et dans le grand duché de Gotha, les catholiques étaient considérés, juridiquement, comme les ouailles de l'Église protestante et ne pouvaient, sans licence du pasteur, faire accomplir certaines cérémonies de leur culte¹. Le Brunswick, en 1869 encore, venait de refuser à la communauté catholique la reconnaissance qu'elle réclamait²; le Mecklembourg, en 1871, déniait à M. l'abbé Belmont, futur évêque de Clermont-Ferrand, le droit d'exercer son ministère auprès de nos prisonniers³. Une maxime fondamentale, insérée dans la charte organique de l'Empire, et proclamant la pleine liberté religieuse, balayerait les dernières survivances de la pratique fort peu chrétienne que le droit public germanique avait, au lendemain de la Réforme, érigée en maxime, et qui imposait aux sujets la religion du prince. La devise : *cujus regio, ejus religio*, était un archaïsme, avec lequel le Centre voulait en finir.

Et puis, en même temps qu'il corrigerait ainsi les erreurs du passé, il préviendrait celles de l'avenir. Les nationaux-libéraux un peu partout disposaient des batteries contre l'Église : de par un tel article constitutionnel, l'Église d'avance serait à l'abri. Les garanties religieuses données par la Constitution prussienne étaient en butte à des partis hostiles, qui visaient à les supprimer; de par un tel article, dont la portée s'étendrait à tout l'Empire, elles seraient au contraire sanctionnées. Ce serait une entrave immédiate pour les projets des partis antireligieux : le document sur lequel reposerait l'Empire protégé-

rait ainsi les Églises, d'avance et pour toujours, contre les innovations législatives des diètes locales et même du *Reichstag*; et s'il était vrai, comme le prétendaient les nationaux-libéraux, que les batailles de 1870 fussent un triomphe de Luther, une barrière serait ainsi posée, qui empêcherait le protestantisme d'abuser de sa victoire.

Ainsi le Centre, dominé par le souci de la défense religieuse, et mis en éveil par les provocations mêmes des partis hostiles, prétendait enchaîner les caprices législatifs des divers États; il se composait d'autonomistes, de fédéralistes, de particularistes; et l'on entendait tous ces défenseurs chatouilleux des indépendances locales et territoriales réclamer de l'Empire centralisé l'affirmation de certains principes généraux sur la vie des Églises. En 1867, au Parlement de la Confédération du Nord, Mallinckrodt, déjà, avait émis un pareil vœu: Savigny, alors commissaire de la Confédération, l'avait fait échouer, en alléguant les droits particuliers des États¹. En 1869, à la demande des juifs de Mecklembourg, le même Parlement avait décidé qu'aucun citoyen ne pouvait, en raison de son *credo* religieux, encourir une limitation quelconque des droits civils; Windthorst, bien qu'en principe il approuvât la proposition, avait parlé contre et voté contre, en invoquant le respect où devait être tenue l'autonomie législative de chaque État. Voici qu'aujourd'hui le même Savigny, et puis, après quelques hésitations³, le même Windthorst, s'associaient avec Mallinckrodt, avec tout le reste du Centre, et qu'ils immolaient aux intérêts de la paix religieuse leurs susceptibilités particularistes⁴; et c'étaient au contraire les nationaux-libéraux, partisans passionnés d'un Empire très

fortement unifié, qui allaient rompre des lances pour les droits particuliers des États en ce qui regarde le régime des Églises *. Si vivante et si brûlante était déjà la question religieuse, dans ce *Reischstag* à peine ouvert, qu'elle amenait les particularistes à jouer un rôle d'unitaires, et qu'elle imposait aux unitaires une attitude de particularistes.

Dès le 1^{er} avril 1871, sous ces masques d'emprunt, qu'ils semblaient avoir échangés entre eux, les deux partis s'apprêtaient à se mesurer. Les divers articles de la Constitution proposée défilaient un à un devant les députés ; mais les esprits s'évadaient vers le prochain champ de bataille. Soudain, la voix d'un Polonais s'éleva, demandant que les provinces polonaises fussent considérées comme étrangères à l'Empire allemand ; et l'on vit le chancelier de l'Empire se lever, et laisser tomber quelques paroles.

« Vous n'avez rien derrière vous, répliqua-t-il, que vos fictions et vos illusions ; vous vous imaginez que vous avez été élus par le peuple polonais pour représenter la nation polonaise ; c'est pour défendre les intérêts de l'Église catholique que vous avez été élus. Défendez-les, dès qu'ils seront ici sur le tapis, et vous aurez rempli votre devoir envers vos électeurs ¹. »

* Quant au « parti libéral d'Empire » (*liberale Reichspartei*), que fondaient, à la date du 28 mars 1871, le Badois Roggenbach et le prince de Hohenlohe, et dont le nom fut proposé par le diplomate Henri de Kusserow (POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, V, pp. 124-125. Stuttgart, *Deutsche Verlags-Anstalt*, 1900), il décidait qu'on ne consentirait à garantir par la Constitution l'autonomie des Églises que si une loi d'Empire survenait immédiatement pour protéger les droits indispensables de l'État et la pleine liberté de chaque citoyen à l'égard des Églises (HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 48 ; trad. franç., II, p. 171 ; — SAMWER, *Zur Erinnerung an Franz v. Roggenbach*, pp. 135-136. Wiesbaden, Bergmann, 1909.)

Après ce coup de boutoir, le chancelier se reposa. Les Polonais seuls paraissaient frappés, mais les catholiques, aussi, étaient visés. A l'heure où les Polonais déclaraient n'être pas Allemands et voulaient qu'on prît acte de leur profession de foi, à l'heure où ils demandaient à ne point faire partie de l'Empire, Bismarck les renvoyait à leur besogne : soutenir l'Église. Au jour venu, se tournant vers l'Église, il lui dirait : Voyez vos soutiens, ce sont les ennemis de l'Empire ; ce sont ceux qui ne voulaient même pas appartenir à l'Empire. Ainsi préparait-il, longtemps à l'avance, en vue d'une lutte possible, mais non certaine encore, des arguments contre le « romanisme * », comme de rechef il faisait fondre, en vue d'une guerre nouvelle, des boulets de canon contre la France.

Ce même jour, 1^{er} avril, les additions proposées par Reichensperger commencèrent d'être discutées ; la bataille remplit trois séances. Elle mit aux prises deux conceptions du libéralisme : celle de 1848 et celle des nationaux-libéraux¹. Sur les lèvres des frères Reichensperger et de l'évêque Ketteler, l'esprit de 1848 se réveillait : ils demandaient la liberté pour les Églises et ils imploraient du Parlement une « Grande Charte » de la paix confessionnelle. Mil huit cent quarante-huit ! Cette seule évocation, désagréable pour les conservateurs **, faisait, d'autre part, sourire

* Il semble même que le grand-duc de Weimar faisait allusion à cette intervention de Bismarck lorsque peu après il déclarait se réjouir de son « premier discours parlementaire contre les ultramontains ». (Busch, *Tagebuchblätter*, II, p. 222.)

** Kleist Retzow, par exemple, trouvait que c'était une supériorité de la Constitution de l'Empire de ne pas s'embarrasser de *Grundrechte* tels qu'en avait votés, en 1848, le Parlement de Francfort. (PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 412. Stuttgart, Cotta, 1907.)

Kiefer, le national-libéral badois, qui persiflait comme une duperie cet archaïque libéralisme ; elle faisait rire Miquel, qui rappelait que seule la confession catholique avait profité des libertés octroyées en ce temps-là, et que l'établissement religieux protestant, officiellement encadré dans l'État, n'avait jamais pu bénéficier de ce somptueux cadeau. Un autre national-libéral, le canoniste Dove¹, redoutait ces libertés-là comme un nouveau cheval de Troie. On voyait s'afficher, désormais, sous le nom de libéralisme, un système de doctrines qui, s'il le fallait, éclaireraient l'humanité malgré elle et la feraient progresser malgré elle. « Vous demandez pour vous la liberté et la puissance, protestait Windthorst, et pour les autres vous demandez l'esclavage ! » Les libéraux de cette nouvelle école voulaient avoir les mains libres, pour enchaîner et frapper l'Église. C'est ce que Marquard Barth expliquait sans ambages, au nom des nationaux-libéraux de la Bavière. « La Bavière est-elle donc plus vieille que Rome ? » ripostait Mallinckrodt. Mais entre les deux conceptions, entre les deux partis, aucun terrain d'entente ne pouvait s'aplanir. On en eut le sentiment, très aigu, lorsque l'historien Treitschke² déclara que la motion du Centre permettrait aux évêques des divers États de faire impunément rébellion, et lorsque l'évêque Ketteler lui répliqua : « Ne donnez jamais votre assentiment à des lois qui s'insurgent contre la volonté de Dieu, et nous ne serons jamais rebelles ». Du droit constitutionnel, on passait à la théologie : « Nous n'entendons plus ici que des discussions religieuses », s'écriait le socialiste Bebel.

Au vote, la proposition Reichensperger recueillit 59 voix ; 223 députés la repoussèrent. Parmi eux

figuraient le catholique Frankenberg et plusieurs de ses amis silésiens : Frankenberg, dans son discours, avait pris congé du Centre, avec un geste de guerre.

Des profondeurs de l'assemblée s'élevait lentement, sourdement, la vague des passions anticatholiques ; dans son flux puissant, elle entraînait, avec les nationaux-libéraux, la foule des conservateurs ; et la *Correspondance de Genève* constatait avec amertume que tous ces députés, en votant de la sorte, avaient la certitude de ne pas déplaire au gouvernement¹. Bismarck les laissait voter ; il laissait cette feuille religieuse étendre jusqu'à lui le blâme dont elle les couvrait ; il épiait, calculait, se taisait encore, chargeait le policier Stieber de surveiller avec soin les ultramontains et les socialistes², et répondait par de bonnes paroles à Ledochowski³ et à Manning, qui le priaient d'agir en France en faveur du malheureux archevêque Darboy, captif de la Commune*.

Auguste Reichensperger écrivait peu après :

Le Centre a démasqué les sycophantes de la liberté.. Le gouvernement a gardé jusqu'à présent une stricte neutralité. Bismarck est sûr de ses myrmidons, et il est en même temps assez fin politique pour ne pas irriter sans nécessité contre le nouvel ordre de choses les catholiques restés fidèles à leur Église... Ses desseins et ses vues se portent bien plus haut qu'à se faire l'instrument des mesquines rancunes des croquemitaines du catholicisme⁴.

* « Bismarck, lit-on dans une note de Manning, du 13 décembre 1882, télégraphia au général commandant à Saint-Denis l'ordre de communiquer avec la Commune ; il le fit sans succès. La lettre de Bismarck est quelque part dans mes papiers. » (Purcell, *Manning*, II, p. 467. Londres, Macmillan, 1894.) Nous avons pu questionner à ce sujet M. Protot, alors ministre de la Justice : il n'eut aucune connaissance des démarches bismarckiennes.

Auguste Reichensperger disait vrai, mais qu'advierait-il le jour où les rancunes déjà prolifiques des nationaux-libéraux, tâtant et frôlant les rancunes assourdies du prince de Bismarck, les provoqueraient à faire explosion ?

VII

« Le caractère de l'empereur Guillaume, ajoutait Reichensperger, répugne également à servir les passions libérales de ces sortes de gens. » On ne pouvait avec une finesse plus exercée saisir une plus exacte nuance ; la confiance que les catholiques gardaient dans Guillaume reposait un peu sur l'esprit d'équité qu'ils lui prêtaient, mais prenait sa source, surtout, dans ce qu'ils savaient de son peu d'affection pour les nationaux-libéraux, « ces sortes de gens ».

Guillaume, comme Bismarck, croyait à Dieu et au Christ ; mais il n'y avait pas, entre sa foi d'homme et ses actes d'empereur responsable, cette cloison étanche, épaisse, infranchissable, que l'on constatait chez Bismarck entre le chrétien et le politique. Ce titre de roi par la grâce de Dieu, dont volontiers Guillaume se parait, lui semblait avoir un sens très profond et l'inclinait vers une façon d'humilité¹. Il se considérait comme devant être le réalisateur des desseins de Dieu : les doctrines politiques des nationaux-libéraux offusquaient son idéal. Entre deux intransigeances dont l'une aurait voulu réaliser l'État chrétien, et l'autre l'État laïque, il aurait plutôt opté pour la première. Il défendait ouvertement la divinité du Christ ; un jour que Ketteler l'en avait remercié : « Je ne suis pas piétiste, lui répondait-il, mais :

sais ce que je dis et ce que je veux...¹ ». Les affinités des nationaux-libéraux avec les écoles protestantes les plus incroyantes n'étaient pas de nature à lui plaire. Assurément il retrouvait dans leurs rangs beaucoup de ses frères en franc-maçonnerie; et c'était un maçon très fidèle et très pratiquant que l'empereur Guillaume I^{er}; un maçon, même, qui, s'il en faut croire Bismarck, protégeait volontiers, dans leur carrière de fonctionnaires, certains de ses « frères² ». Mais dans l'ordre maçonnique, dont il aimait à être le royal patron, il ne voyait rien autre chose qu'une institution de philanthropie, reposant sur la « religion et sur la crainte de Dieu, sur la Bible et la doctrine des Évangiles »; et qu'on songeât à saper ces assises chrétiennes, il ne pouvait l'admettre.

Certaines correspondances privées de Guillaume I^{er}, remontant à l'époque où il n'était encore que prince royal, éclairent d'une lueur assez nette son opinion sur le catholicisme romain. La *Santa Casa* de Lorette, le *Bambino* de l'Ara Coeli, le choquaient; avec quelque véhémence, même, il parlait de « l'adoration des modernes idoles ». Mais il était tout prêt à garder un souvenir cordial des évêques avec lesquels il causait⁴; et même on l'entendit, à deux reprises, célébrer solennellement les libertés garanties à l'Eglise, devant les prélats qui, en 1864, prenaient part aux fêtes de son couronnement⁵, et devant ceux qui, en 1866, venaient lui prêter serment⁶.

Guillaume I^{er} ne cédait à aucun esprit de secte: son protestantisme, pieux et sincère, n'avait rien d'agressif. « Plus Votre Majesté évitera tout commerce avec le Pape romain et toute tentation de soutenir sa puissance, lui écrivait le 20 mars 1871 un protestant d'Elberfeld, plus elle poursuivra cette politique

allemande protestante, plus Dieu la bénira¹. » De tels propos, et le souvenir des traditions protestantes de sa maison, pouvaient peut-être, à la longue, agir sur l'Empereur, mais à la longue seulement.

Comme toute sa famille, il aimait Wittenberg², métropole de Luther, Wittenberg, où chaque pierre et chaque marbre attestent les libéralités des Hohenzollern, Wittenberg, où peut-être avaient retenti, dès l'époque de la Réforme, les hymnes composés par son lointain aïeul, Albert de Brandebourg, premier duc de Prusse³. C'est par l'influence de son père Frédéric-Guillaume III et du ministre Bunsen que la Réforme s'était implantée à Rome, sur la colline du Capitole, sous le pavillon prussien⁴; c'est par l'action commune de son frère Frédéric-Guillaume IV et du gouvernement anglais que la Réforme s'était implantée à Jérusalem, qu'elle s'y était, même, organisée en évêché⁵. Ainsi les deux prédécesseurs de l'empereur Guillaume avaient ouvert à l'Évangile de Luther les deux grandes métropoles religieuses de l'humanité; c'étaient là des précédents qu'assurément il ne répudiait point, et son biographe Erich Mareks insinue que parfois des considérations confessionnelles purent influencer sur ses décisions diplomatiques⁶.

On se tromperait fort, cependant, en voyant en lui un prosélyte, pressé d'exploiter ses victoires pour faire progresser dans ses États la Réforme aux dépens de l'Église romaine. L'accueil qu'il faisait à Ketteler, en gare de Mayence, le 15 mars 1871⁷, et le discours que six jours après il prononçait à Cologne en l'honneur du patriotisme des Rhénans⁸, attestaient au contraire, chez le nouvel Empereur, un certain esprit de cordialité à l'endroit des citoyens et des

soldats catholiques. En lui, ce sera le souverain, non le protestant, qui deviendra, souvent à contre-cœur, persécuteur de l'Église ; il persécutera sans passion, en croyant faire son devoir, au nom de la raison d'État telle qu'il la concevra ; il persécutera sans allégresse, parce qu'il devra, à chaque étape nouvelle qu'il fera dans la voie du *Culturkampf*, vaincre toujours plus complètement sa vieille antipathie pour les nationaux-libéraux, pour « ces sortes de gens ».

Jeune encore, à l'âge où les princes, naïfs, croient avoir le droit d'aimer, il s'était pris d'un culte pour Élisabeth Radziwill¹ : elle était morte depuis un demi-siècle, quand le vieil empereur s'arrêtait, tout ému, presque contemplatif, devant une jeune fille qui la lui rappelait. Élisabeth Radziwill était une catholique. Autour d'elle, les catholiques trouvaient une autre avocate que cette inoubliable disparue ; c'était l'Impératrice elle-même, à laquelle Guillaume s'était loyalement donné. Les anecdotes abondent, dans les *Pensées et Souvenirs* de Bismarck, sur les complaisances d'Augusta pour les prêtres ou les fidèles de l'Église romaine ; on l'y voit faire modifier le tracé du chemin de fer de Metz, par respect pour un cimetière catholique ; on l'y surprend réclamant du ministère une bourse pour un jeune peintre qui peignait des scènes de miracle sur des toiles de dévotion². Ses femmes de chambre étaient le plus souvent des catholiques ; elle aimait recruter dans la noblesse rhénane et westphalienne son service d'honneur³ ; et les œuvres catholiques jouissaient de ses bienfaits. Bismarck, qui, dans ses *Pensées et Souvenirs*, la persifle volontiers, nous explique qu'au temps où elle était jeune les catholiques, dans les cours allemandes, étaient un peu regardés comme des objets de curio-

sité; qu'Augusta, toute sa vie, resta fidèle à cette optique, et qu'un pasteur apparemment lui apparaissait plus banal et moins distingué qu'un prêtre¹. Et voilà pourquoi Augusta aurait été hostile au *Culturkampf*; il semblerait, à en croire le chancelier, qu'elle fût attirée vers les catholiques par une sorte de goût de l'exotisme, confinant, si l'on ose dire, au *sno-bisme*.

Il détestait l'Impératrice; « elle était en général contraire à la raison d'État² », dit-il quelque part, en un de ces mots qui, sous la plume de Bismarck, équivalent à des jugements de damnation. Mais Augusta morte peut affronter les jugements de Bismarck, comme Augusta vivante affronta son influence; et l'on doit reconnaître que si les haines du chancelier furent parfois perspicaces, elles n'ont porté sur la conscience religieuse de la souveraine qu'un verdict étrangement superficiel³.

Augusta cherchait, dans les deux confessions, l'élément chrétien qui leur était commun; elle aspirait à s'élever au-dessus de leurs divergences. Herder, Hegel, interprétés par son âme religieuse, lui semblaient prêcher cette aspiration pacifique. Elle détestait les polémiques, les luttes confessionnelles, les persécutions, les exclusivismes. Le général de Loe, qui fut trente ans auprès d'elle, célèbre son attachement solide à la foi évangélique⁴. Il doit être cru. Évangélique, oui, l'impératrice Augusta l'était. « Je suis évangélique plutôt que protestante », disait-elle un jour, définissant ainsi, d'une façon subtile et profonde, l'attitude de son âme, à laquelle déplaisait sans doute tout ce qu'il y avait eu, dans la Réforme, de négatif, de polémique et d'insurrectionnel.

Mais dans toutes les consciences « évangéliques »

vraiment actives et vraiment vivantes, il y a peut-être, quoi qu'elles veuillent parfois, une brèche ouverte pour le catholicisme. Le noble travail intérieur par lequel elles tentent de se parachever elles-mêmes les autorise et les amène à prendre, partout où elles les trouvent et même dans l'autre Église, certains éléments de perfectionnement ; dès lors qu'ils leur apparaissent comme susceptibles de rapprocher d'elles ce Dieu qui souvent se cache, elles font acte de « liberté évangélique » en se les assimilant. Augusta, chaque soir, lisait ce petit chef-d'œuvre d'ascétique catholique qui s'appelle le *Combat spirituel*. Elle prenait contact avec un certain nombre de pieux auteurs des deux confessions chrétiennes ; elle en extrayait des citations, qu'elle méditait. Parmi les familiers de la maison de Hohenzollern, circule un attachant livret, qui ne porte aucun nom d'auteur, aucun nom d'éditeur, anthologie mystérieuse, contenant toute une série de textes où s'attardait volontiers cette âme profonde ; il y a là des citations de sainte Thérèse, de l'abbé Perreyve, du Barnabite Schouwafloff.

Au cours d'un travail intérieur comme celui que poursuivait Augusta, un jour peut venir où les sacrements romains se révèlent comme étant, eux-mêmes, des éléments de perfectionnement ; alors l'autonomie des âmes évangéliques est à la veille de s'épanouir en docilité, et du haut de la pente sur laquelle les avaient engagées leurs méthodes « évangéliques » de penser et de vivre, elles aperçoivent, soudainement, sur l'autre versant, cette Rome où tous les chemins conduisent. La marquise Pauline de Castellane, qui chaque semaine correspondait avec Augusta, gardait le secret espoir de l'élever jusqu'à cette vision. La

princesse de Sayn Wittgenstein, aussi, paraît l'avoir partagé¹. Le marquis de Castellane va jusqu'à dire : « Il n'est pas bien sûr que ma mère n'ait pas réussi² ». On aurait tort d'épiloguer longuement et de fouiller comme un problème historique la conscience d'Augusta : on dérogerait sans doute, ainsi, à l'esprit même de sa piété, qui n'aspirait point à être si complexe. Assurément, elle mourut cinq ans trop tôt ; elle aurait aimé cette admirable lettre *Præclara*, qu'expédiait aux princes et aux peuples, au nom de l'Eglise et de l'Évangile, le pape Léon XIII.

Chrétienne pensive sur le trône d'Allemagne, l'impératrice Augusta avait assez de perspicacité politique pour voir s'amasser des nuages sur la tête des catholiques. Dès 1868, parlant au national-libéral Bennigsen, elle essayait de l'amener à des dispositions plus conciliantes. « Ce que veulent les ultramontains, lui avait répondu Bennigsen, ce n'est pas la conciliation, c'est la domination³. » L'anxiété croissait dans l'âme d'Augusta, lorsque se déroulaient, en 1871, les incidents de Silésie, les conflits entre le Centre et certains magnats. Le 16 avril, Hohenlohe vint à Berlin, vit l'Empereur ; Augusta, qui savait les haines du prince, lui demanda d'une voix alarmée s'il avait parlé des questions religieuses avec Guillaume. Hohenlohe répondit non ; l'Impératrice fut rassurée. « Elle a une perpétuelle frayeur des luttes confessionnelles, notait-il. Elle refuse de voir que les Jésuites ont engagé la lutte et voudraient par surcroît réduire leurs adversaires à la souffrance passive. Ici l'on ne reconnaît pas le danger⁴. » Ainsi, le 16 avril 1871, Hohenlohe, quittant la cour de Berlin, déplorait qu'on n'y songeât pas à se brouiller avec l'Eglise : l'espoir que mettait Auguste Reichensperger

dans les dispositions de l'Empereur était jusqu'alors justifié.

Mais Foerster, prince-évêque de Breslau, ayant pu approcher certains cercles officiels, éprouvait une moindre sécurité¹; et quant aux coulisses du *Reichstag*, l'esprit de secte y faisait rage, surtout contre Kotteler, le seul prêtre qui siégeât dans l'assemblée². « De tous côtés, écrivait Auguste Reichensperger, on bombarde incessamment notre Centre³. » « La rage fanatique, constatait Joerg, s'enflamme plus violemment que jamais, au dedans et au dehors de l'assemblée⁴. » Le futur Frédéric III, regardant le Centre, les Polonais, les Hanovriens, disait à l'un de ses amis : « Un parlement où il y a cent membres qu'on ne peut pas considérer comme Allemands, mais comme étrangers, c'est le plus grand des malheurs⁵ ».

Une circulaire se propageait, expédiée par le comité de l'Association des protestants libéraux (*Protestantenverein*) : « Nous avons constaté pendant la guerre, y lisait-on, que partout, en France, en Allemagne, en Italie, le parti des Jésuites a combattu à côté de nos ennemis et soulevé contre nous, Allemands, le fanatisme des populations ignorantes »; et le comité faisait appel, contre ce parti, aux forces vives de l'esprit protestant⁶. Des pétitions survenaient pour demander l'invalidation de certains élus catholiques, et le *Reichstag* y déférait avec joie⁷. L'organe des nationaux-libéraux badois prévoyait comme imminente la « seconde partie de la résurrection de l'autonomie nationale », c'est-à-dire, la guerre contre l'Église⁸.

Entre un Parlement qui voulait la guerre et un maître qui ne la voulait pas, Bismarck se réservait. Il commandait à ses journalistes des articles contre

le Centre, spécialement contre Savigny, dont il expliquait le nouveau rôle politique par le regret de n'être pas devenu chancelier¹. Mais voulait-il par de tels articles attiser encore le feu qui couvait ? J'inclinerais plutôt à croire qu'il s'essayait, soit à détacher les catholiques du Centre, soit à décourager le Centre d'exister. « La tendance agressive de cette fraction, écrivait-il le 17 avril 1871 à un correspondant bavarois, doit pousser le gouvernement à une défensive dans laquelle, pour une protection efficace, il peut se voir forcé de passer lui-même à l'offensive². » Je crois ces lignes sincères, à cette date ; il ne suivait pas les nationaux-libéraux dans leur désir fiévreux d'assaillir le Centre ; mais il reprochait aux hommes du Centre d'être de leur côté des assaillants *. Une première victoire venait d'être gagnée sur eux : il avait si bien manœuvré, sa presse avait crié si fort, que finalement, à Darmstadt, Dalwigk était congédié ; le grand-duc appelait au pouvoir un ancien ministre de Hesse à Berlin³ ; et Ketteler, battu deux fois dans les discussions du *Reichstag*, risquait d'être atteint par les répercussions de cette crise⁴. Bismarck était enchanté ; il trouvait que les *Grenzboten* avaient réussi dans leur besogne ; et lorsque Dalwigk attaqua cette revue devant les tribunaux, le chancelier paya lui-même l'avocat qui la défendit⁵. On pouvait, dès lors, se demander si certaines lignes des *Grenzboten*, assez alarmantes pour les catholiques, traduisaient l'opinion de Hans Blum ou celle de Bismarck, celle du directeur ou celle du bailleur de fonds.

* A quel moment de cette période le diplomate Keudell, familier de Bismarck, disait-il à l'un de ses amis du Centre : « Vous serez surpris des mesures que Bismarck prendra contre les catholiques » * c'est ce que Rodolphe Meyer, qui rapporte

Une puissance historique hostile est ressuscitée, lisait-on dans l'organe Bismarckien. Une écrasante majorité parlementaire a compris qu'il ne s'agissait pas d'une question doctrinale de droit public ou d'une question de politique pratique, mais d'une attaque contre le nouvel Empire, contre le cœur de la vie nationale. Bismarck parlera, quand sera venu le moment de la décision pratique. Il faudra un jour ou l'autre régler par un droit d'Empire les rapports entre l'État et l'Église ¹.

Le *Reichstag* venait de refuser au Centre l'insertion, dans la charte d'Empire, de certaines formules qui garantiraient la paix religieuse ; et les *Grenzboten* annonçaient, pour le jour où Bismarck aurait parlé, le vote de certaines lois d'Empire dont on pouvait prévoir que la guerre religieuse sortirait. Le bruit circulait que l'Empereur lui-même prêtait une oreille assez complaisante aux théories du théologien protestant Gelzer, d'après lesquelles les rapports entre l'Église et l'État devaient être considérés comme choses d'Empire et réglés par un ministère allemand des cultes. Hohenlohe notait ce bruit, et il ajoutait : « Bismarck consentira-t-il ² ? »

Mais ce Bismarck, dont l'on jouait ainsi comme d'un fantôme, ce Bismarck, qui bientôt « parlerait », gardait encore ses lèvres closes ; et l'Allemagne ignorait encore ce qu'officiellement le chancelier pensait.

VIII

C'est que Bismarck, au cours de ces mois d'avril 1871, entamait une causerie avec Rome : et ce qu'il pensait,

le propos (*Politische Gründe und die Corruption in Deutschland*, pp. 85-86. Leipzig, Bidder, 1877), ne précise pas.

c'est là qu'il le disait. En l'absence d'Arnim, il prenait pour intermédiaire auprès du Pape Tauffkirchen, ministre de Bavière. Le 17 avril, ce diplomate recevait l'ordre de signaler au Saint-Siège le manque de tact et l'allure agressive du Centre, et le bénéfice que tiraient d'un tel spectacle les ennemis du Pape et de l'infaillibilité¹. Vingt-quatre heures après, Bismarck mandait Busch, et lui remettait, pour *la Gazette de l'Allemagne du Nord*, un brouillon d'article : une plume qui ne se nommait pas, — celle, sans doute, du chancelier lui-même, — expliquait, dans cet urgent papier, que si les anti-infaillibilistes progressaient en Bavière, la faute en était à la mauvaise impression que produisait le Centre au *Reichstag*². Ainsi la presse devait-elle préparer les voies à Tauffkirchen, chargé de prévenir le Pape, charitablement, presque par obligeance, que les hommes du Centre nuisaient à son ascendant spirituel, par la besogne qu'ils tentaient et le bruit qu'ils faisaient*.

Tauffkirchen, dès le 21 avril, télégraphiait au chancelier qu'Antonelli déplorait et désapprouvait, comme manquant de tact et comme inopportune, l'attitude du Centre ; il écrivait, le 10 mai, que Pie IX avait parlé de même au comte Kalnoky, et que les excès de zèle des ultramontains allemands seraient ultérieurement censurés. Sur ces entrefaites, Frankenberg rendit visite à Bismarck³ : il était le représentant de ces catholiques silésiens qui, parce que hostiles au Centre, obtenaient le renom de loyaux

* Il est assez curieux d'observer que lorsqu'au lendemain de 1850 s'était fondée à la Chambre prussienne une « fraction catholique », le ministre Manteuffel, par l'intermédiaire d'un agent secret nommé Georges Klindworth, avait déjà tâché de la faire désavouer par le Vatican. (Voir *L'Allemagne religieuse, le catholicisme, 1800-1870*, III, pp. 269 et suiv.)

sujets. « Voyez ce que pense Antonelli », lui dit victorieusement le chancelier. Quelques jours s'écoulaient ; et tandis qu'on recevait à Rome une lettre de Keudell¹, inspirée par Bismarck, et soumettant, vaguement, tout de suite, en guise d'apparente récompense, certains projets positifs tendant à garantir la souveraineté papale*, Frankenberg mettait en émoi ses électeurs catholiques en leur annonçant que Rome blâmait le Centre².

La presse nationale-libérale triomphait. Mallinckrodt proclamait que le bureau du Centre n'avait jamais reçu un tel avertissement. « Jésuitisme, lui criait-on, c'est un des vôtres qui l'a reçu et qui le cache ! » Ketteler, le 28 mai, écrivait à Antonelli ; le cardinal lui répondait, le 5 juin, qu'« ayant cru comprendre par les journaux que les catholiques avaient voulu pousser le *Reichstag* à émettre une opinion sur une intervention en faveur du pouvoir temporel, il avait trouvé cela prématuré et l'avait dit à Tauflikirchen, mais qu'il n'avait pas critiqué les efforts du Centre pour défendre les droits du Saint-Siège, et que ces efforts même étaient un devoir de conscience³ ». La lettre était trop complexe pour que Ketteler la publiât ; mais le 10 juin, la *Correspondance de Genève*, qui s'inspirait au Vatican, niait que le Centre eût mécontenté le Saint-Siège.

Bismarck s'énervait. Dans une élection récente⁴, les

* C'est dans un mémoire de Frankenberg lui-même qu'étaient développés les projets à propos desquels Keudell sondait Rome, et c'est sans doute en songeant à ces avances assez vagues que Frankenberg écrira plus tard : « Les catholiques peuvent remercier le Centre : l'un de ses nombreux bienfaits, à n'en pas douter, c'est que l'Empire allemand n'a rien fait pour protéger la souveraineté du Pape ». (POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, pp. 158-160. Breslau, Trewendt, 1895)

catholiques avaient noué alliance avec les démocrates : rien à ses yeux n'était plus inexpiable ; quand les noirs seignaient de marcher avec les rouges, il voyait rouge. Malgré le discours de Pierre Reichensperger, une moitié des membres du Centre venaient de voter contre la dotation de 4 millions de thalers, qui devait récompenser les chefs de l'armée allemande¹. Windthorst, même, trouvait que la fraction tout entière aurait dû dire non, il faisait le geste de la quitter, puis, cédant à Savigny, il restait. Bismarck n'admettait pas qu'il fallût attendre plusieurs semaines pour savoir si le Vatican acceptait ou répudiait de tels défenseurs. Bismarck aimait les réponses rapides. Les catholiques, par surcroît, continuaient de pétitionner en faveur du pouvoir temporel², et l'archevêque Ledochowski les y encourageait ; Bismarck résolut d'acculer le Vatican.

Le 19 juin, il griffonna pour Frankenberg une lettre³, où il rappelait la « sympathie » de Pie IX pour la fondation de l'Empire et les témoignages de « satisfaction et de confiance » envoyés à Guillaume par Pie IX. Il ajoutait que le Centre s'était allié aux éléments qui combattaient et niaient l'Empire, et qu'Antonelli et le Pape le regrettaient. Bismarck avait le pli sur son bureau, quand Hohenlohe vint le voir ; il le lui montra. Hohenlohe, qui partout soupçonnait les Jésuites^{*} et qui craignait encore, peu de jours avant, que le chancelier ne devînt leur captif,

* Le 11 juin, Hohenlohe, après une causerie avec le théologien Gelzer, écrivait : « Influence des Jésuites sur Bismarck : certaines vues ambitieuses et personnelles de Bismarck sur l'Alsace, ne serait-ce pas là le point vulnérable, le talon d'Achille, par où les Jésuites auraient bien pu s'emparer de Bismarck ? » (*Denkwürdigkeiten*, II, p. 61 ; trad. franç. II, p. 188.)

se sentit rassuré: « Voilà une lettre, s'écria-t-il, dont les cléricaux ne seront pas agréablement impressionnés ». — « Je ne veux non plus rien leur dire d'agréable », repartit Bismarck, et il annonça, brutalement, les remaniements qu'il projetait dans le ministère prussien des Cultes¹. Unruh survint ensuite, membre influent du parti national-libéral; Unruh lut le papier, exprima sa joie pour l'anticléricisme qui s'annonçait. « Le plus tôt sera le mieux », ajouta-t-il. Bismarck fronça le sourcil, détestant, sans doute, qu'un député lui donnât de l'éperon. « Eh bien ! s'écria-t-il, si cela doit arriver, nous viendrons aussi à bout de cette partie-là². » La lettre fut mise à la poste, à l'adresse de Frankenberg, et bientôt publiée.

La conservatrice *Gazette de la Croix* définissait la situation, sur un ton d'*ultimatum* : dans un article dont Bismarck avait corrigé lui-même le manuscrit³, elle accusait le Centre, allié au Jésuitisme, de revivifier les anciennes prétentions de la Papauté et de réveiller les antagonismes confessionnels. Assurément, Antonelli l'avait blâmé; mais « si le Centre persistait dans sa politique ou si ses protecteurs à Rome prévalaient, l'Empire, dans le plus bref délai, répondrait par l'agression à une agression prolongée, et cela, au dehors comme au dedans ». Le publiciste insinuait que l'Église s'en trouverait mal. « Il y a trois cents ans, concluait-il, le germanisme fut plus fort que le romanisme; à plus forte raison aujourd'hui, puisque Rome n'est plus que la capitale de l'Italie, et puisque c'est un Allemand, non un Espagnol, qui porte la couronne impériale⁴. »

Antonelli et le Pape étaient prévenus. Ils devaient désavouer le Centre; la paix était à ce prix. Pie IX n'était pas d'humeur à consentir une telle concession.

Recevant, le 20 juin, un certain nombre d'Alsaciens qui lui apportaient les signatures de 70.000 de leurs compatriotes, Pie IX leur disait :

J'espère que votre nouveau maître vous laissera tranquilles, surtout en matière de religion. Ce monsieur m'a écrit des lettres à moi aussi, me promettant toujours qu'il voulait que mes droits fussent respectés, qu'il désirait pouvoir agir en faveur du Saint-Siège, etc., etc. Belles lettres... bonnes paroles... Mais c'en est assez : ce n'est pas le moment de parler... c'est-à-dire qu'il faut toujours parler et dire la vérité, et je la dirai. Cependant... il y a des moments qu'il faut respecter. Assurément, il vaut mieux être gouverné par un roi catholique, encore qu'il ne fût pas très louable, que par des empereurs d'une autre religion ; mais puisque le Seigneur l'a permis pour vous, résignez-vous pour le moment, et attendez le jour de ses miséricordes... Je n'oublierai jamais que la chère et malheureuse Alsace s'est souvenue du Pape dans de pareils moments... Je bénis vos personnes, vos familles, vos parents, vos amis, tous ; je bénis aussi vos terres, et Dieu fasse que... ¹

Il ne semble pas que ce discours fit le moindre bruit en Allemagne : le télégraphe demeura muet ; la presse ignore. On dirait que les Alsaciens en gardèrent pour eux seuls l'impression, douce encore, de pénétrante tristesse ; ils n'aimaient pas leur nouveau maître ; Pie IX aussi se plaignait de lui, d'une plainte qu'ensuite un silence étouffait.

Trois jours après, au nom de ce maître, Tauffkirchen réapparaissait au Vatican : il était chargé de représenter que l'alliance du Centre avec les partis révolutionnaires pouvait déterminer l'Empire à prendre telles mesures défensives, qui seraient en contradiction, d'ailleurs, avec les sympathies inspirées par

la personne de Pie IX *. Le 23 juin, Tauffkirchen voyait Antonelli : il affectait de vouloir lui rendre service, en évitant que le Souverain Pontife ne fût en Allemagne compromis par le Centre. Antonelli affirma qu'il n'avait aucune part, ni directe ni indirecte, aux actes de ce parti ; Tauffkirchen eut la conviction qu'il disait vrai, que l'union des noirs avec les rouges n'avait pas d'adversaire plus décidé, et que c'étaient probablement les Jésuites qui régnaient sur le Centre, beaucoup plus que le Saint-Siège.

Mais le courrier suivant apportait au cardinal le texte de la lettre de Bismarck à Frankenberg. Antonelli fut choqué de l'indiscrétion. « Quand nous prétendions regretter l'attitude du Centre, dit-il à Tauffkirchen, nous n'avions pas sous les yeux les comptes rendus parlementaires ; en fait, le Centre ne semble pas avoir réclamé l'intervention de l'Allemagne à Rome ; il a seulement voulu rayer quelques lignes qui condamnaient l'Allemagne à ne jamais intervenir. » « Querelle de mots ! » interrompait Tauffkirchen. Antonelli ne répondait rien : le Vatican cessait de blâmer le Centre. Le cardinal ajoutait que le député catholique Lingens¹ avait nié les coquetteries entre les noirs et les rouges. Il déclarait d'ailleurs à Tauffkir-

* Du comte de Tauffkirchen, dont l'influence au Vatican provenait en partie de l'habileté qu'il avait de ne pas mettre les pieds au Quirinal, Lefebvre de Béhaine traçait à son gouvernement un curieux portrait ; il le représentait comme « passé maître dans l'art de l'intrigue politique », un « adversaire dangereux pour Sa Sainteté et pour la France ». « On sait très bien au Vatican, ajoutait-il, que ses bons procédés pour le Saint-Siège seront presque exclusivement calculés en vue de compromettre les bonnes relations de la Papauté avec la France. Sous ce rapport, c'est entre les mains de M. de Bismarck un instrument très supérieur à M. d'Arnim. » (Dépêches Béhaine, 25 février et 13 mars 1871.)

chen que le Pape n'avait pas l'intention d'exercer une influence directe sur la conduite politique des catholiques en Allemagne. C'est à cette formule que dorénavant s'en tiendrait la Curie romaine : elle s'engageait, par là même, à ne pas provoquer l'action du Centre ; mais c'était, non moins clairement, un refus de l'entraver. Le prince de Loewenstein était venu à Rome¹ ; le Saint-Siège avait désormais d'autres informateurs que Tauffkirchen, et bientôt une lettre nouvelle de Ketteler allait affirmer à Antonelli le patriotisme du Centre, et le mettre en garde contre les accusations de la diplomatie prussienne².

Tauffkirchen, en transmettant à Bismarck la dernière conversation d'Antonelli, sut la rédiger et la commenter de façon que le chancelier ne perdit pas tout espoir ; mais Bismarck ne voulait plus attendre. « Le Centre et le clergé, répondit-il le 30 juin au ministre de Bavière, marchent d'accord avec les courants antinationaux. Si ce parti est plus fort que le Vatican, l'Église en souffrira : nous serons obligés à une résistance où nous ne chercherons que notre propre défense, mais que nous devons soutenir très sérieusement par tous les moyens. Si l'on peut, au Vatican, se décider à rompre avec le parti, et à empêcher ses attaques contre nous, c'est tout ce que nous désirons ; si on ne le peut pas ou si on ne le veut pas, nous déclinons la responsabilité des conséquences. »

Bismarck parlait encore une langue diplomatique ; les *Grenzboten*, qu'honoraient ses inspirations, commençaient d'en parler une autre :

Ce n'est pas avec des moyens de discussion, disait cette revue, que l'on combat une opposition qui déploie comme un drapeau politique l'ordre du Vicaire du Christ. Ici l'État doit se tourner vers le maître du drapeau et lui dire :

Est-ce d'après tes indications que l'on déroule ce drapeau contre moi ? Suivant que le Pape dira oui ou non, l'on punira le déploiement du drapeau comme un abus, ou l'on aura affaire au Pape lui-même comme ennemi ¹.

Le 1^{er} juillet, Brassier de Saint-Simon, ministre de Prusse à Florence, prenait avec le prince Humbert la route de Rome et allait banqueter au Quirinal ². C'était pour Pie IX un chagrin ; la *Correspondance de Genève* annonçait qu'un jour ou l'autre Guillaume I^{er} dînerait chez Bebel, un autre révolutionnaire ³. L'adhésion discrète de Bismarck encourageait Visconti Venosta à transporter à Rome la capitale du royaume d'Italie et à s'y faire suivre par les légations. Le ministre Castagnola concluait à la nécessité d'une alliance entre le Quirinal et Berlin ⁴. C'est la faute du Centre, redisait Tauffkirchen à Antonelli le 22 juillet 1871 ; et le cardinal, cette fois, répondait d'une façon catégorique « que le Vatican ne romprait pas avec cette fraction ».

De son côté, la *Correspondance de Genève* ne laissait aucun espoir à la chancellerie de Berlin. « Que M. de Bismarck, y lisait-on, restitue au Pape la place souveraine qu'il occupait dans le monde et que, pour ne rien dire de plus, il lui a laissé ravir. Qu'il rende aux catholiques de l'empire la liberté de leur Église. Il verra que c'est l'unique moyen d'obtenir leur appui. Alors, nul besoin de demander au Saint-Siège d'influer sur la conduite des catholiques dans le Parlement, chose à laquelle, même alors, le Saint-Siège ne se prêterait pas ⁵. »

Bismarck, depuis un an, avait demandé au Vatican trois services politiques ; après les deux premières demandes, la troisième à son tour échouait. Il avait, suc-

cessivement, voulu que le Pape, au nom de son pouvoir spirituel, encore rehaussé par le Concile, intervînt auprès des catholiques de France, de Bavière, de toute l'Allemagne; le Pape s'y était refusé. Alors Bismarck, après avoir chargé Brassier de Saint-Simon de faire à Pie IX roi l'affront définitif, se tourna franchement du côté des hommes qui continuaient de protester contre le Concile et qui espéraient soulever le monde contre l'autorité spirituelle de Pie IX pontife*. Le même Bismarck, qui avait souhaité de ce pontife une immixtion minutieuse et dictatoriale dans des affaires d'ordre politique, allait s'aboucher avec les vieux-catholiques, qui ne permettaient même pas au successeur de Pierre de régir la foi et les mœurs, et qui, bien loin de lui accorder le droit de régner sur les députés, lui contestaient le droit de régner sur les consciences. Le même Bismarck, qui avait importuné un pape italien, un cardinal italien, pour qu'ils s'ingérassent en Allemagne, allait bientôt s'écrier, sans croire se contredire : « Les gens du Centre font de nous des Italiens¹ ! »

Il ne projetait pas encore, à cette date, tous les détails de sa collaboration politique avec les nationaux-libéraux, et toute la série des vexations qui s'abattaient sur un tiers des sujets de l'Empire, sur un tiers des anciens combattants de 1870, et qui leur donneraient un rôle de parias dans cet Empire en partie créé par eux**. Mais persuadé que le Vati-

* Le 16 juillet, Guillaume avait félicité Pie IX à l'occasion de son jubilé, mais sans dépêcher un envoyé spécial. (*Bismarck nach dem Kriege*, p. 26. Leipzig, Renger, 1883.)

** Il est assez curieux d'observer comment Bismarck, seize ans après, au moment de la paix religieuse, dessinait le croquis de toute cette histoire, en couleurs volontairement atténuées, et

can favorisait secrètement une fronde dans l'État, il allait commencer les représailles en demandant à une fronde d'Église les moyens ou les prétextes d'ennuyer et d'affaiblir l'Église : les nationaux-libéraux seraient aux aguets, et tout de suite, plus rapides que Bismarck, plus impatients que Bismarck, ils en profiteraient.

Déshabillant du regard cette Allemagne nouvelle que le chancelier présentait au monde, Lasker disait plaisamment : « La fille est bien laide, mais on l'épousera quand même¹ ». Un « mariage de raison » se négociait entre Bismarck et les nationaux-libéraux²; le contrat se préparait, susceptible d'ailleurs d'être un jour déchiré; mais pour l'instant, l'Église allait en payer les frais.

en essayant cette fois de ménager les revendications proprement religieuses du Centre :

« A l'origine, l'intention du Centre était de tirer parti de l'Empire allemand et de sa Constitution pour procurer à l'Église catholique une meilleure situation dans des pays en dehors de la Prusse. Je me rappelle, par exemple, que l'évêque Ketteler discuta avec moi si l'on ne pourrait pas admettre dans la Constitution de l'Empire les dispositions favorables à l'Église catholique que contenait la Constitution prussienne. D'autres négociations s'étendaient aux questions territoriales de la souveraineté papale. En un mot, on était bien éloigné de traiter le gouvernement de l'Empire comme un ennemi. On espérait avoir notre appui. Cet appui, nous ne pûmes, en plusieurs sens, l'accorder, et peu à peu prirent le dessus les éléments qui s'étaient adjoints au Centre, non pas seulement à cause de la religion ou pour relever le prestige et l'autorité de l'Église catholique, mais qui avaient des motifs particuliers d'antipathie à l'égard du gouvernement de l'Empire ou de telles et telles personnes : Savigny, les Guelfes. De tels alliés donnèrent peu à peu au Centre une couleur, une hostilité contre le gouvernement et les personnes dont le gouvernement était composé, une hostilité dont, à l'origine, le fond ne fut pas cette vieille lutte entre la suprématie du prêtre et celle du roi, qu'ici nous avons vue reparaitre encore. » (*Landtag*, 23 mars 1887. *Polilische Reden*, éd. Horst Kohl, XII, pp. 348-349.)

CHAPITRE IV

LES VIEUX-CATHOLIQUES. — LEURS PREMIÈRES
VICTOIRES. — LE PARAGRAPHE DE LA CHAIRE
(NOVEMBRE 1871).

Bismarck, à la fin de juin 1871, n'attendait plus rien de Rome ni des catholiques dévoués à Rome. Mais d'autres Allemands s'offraient à lui, qui persistaient à se croire catholiques, et qui, séparés du Saint-Siège, affectaient de retrouver un point d'attache dans le passé de l'Église en s'étiquetant « vieux-catholiques ». A leur sujet, toute la Bavière s'agitait, et même déjà certains coins de Prusse; Bismarck, sans se livrer à eux, — se livra-t-il jamais à personne? — commença de les écouter, de les réputer intéressants, et ce premier regard, fugitif encore et lointain, qu'accordait à ces consciences protestataires un chancelier jusque-là distrait, le conduisit à prendre certaines mesures qui, dans le recul de l'histoire, apparaissent comme les premiers actes du *Culturkampf*.

« Le grand homme d'État, écrivait dès le début de 1872 le pasteur Fabri, eût difficilement commencé cette lutte, s'il n'avait pas compté en même temps sur un allié religieux, le vieux-catholicisme ¹. »

Ces vieux-catholiques, qui faisaient ainsi leur entrée dans la politique ecclésiastique de l'Allemagne, doivent tout d'abord être étudiés ; et puisqu'ils interviennent en quelque façon comme le troisième facteur du *Culturkampf*, nous devons, comme nous l'avons fait pour Bismarck et comme nous l'avons fait pour les nationaux-libéraux, remonter en arrière, afin de les mieux connaître. Leur histoire, d'ailleurs, était courte encore, au moment où Bismarck s'y inséra ; elle tenait tout entière en douze mois.

I

Nul ne doutait, à la fin de juin 1870, — et Doellinger² moins que personne, — que l'infailibilité fût définie. Un canoniste éminent, Jean Frédéric Schulte, qui enseignait à l'université de Prague, devint alors fort inquiet pour la « constitution apostolique » de l'Église, et pour la paix et l'avenir de l'Allemagne ; pressé par ce double souci, il en fit confidence à Kuhn, le théologien de Tubingue, et il le pressentit³. Le Concile, peut-être, allait s'ajourner à l'automne ; s'il en devait être ainsi, Schulte souhaitait qu'en septembre une réunion de professeurs concertât l'attitude du germanisme en face de « la superbe welche... ». Mais peut-être, au contraire, allait-on, tout de suite, voter l'infailibilité. Il convenait dès lors que le germanisme ne se laissât pas surprendre et préparât d'avance une déclaration ; la

teneur en varierait, suivant la façon dont les évêques d'Allemagne prendraient congé de la majorité conciliaire¹; et Schulte augurait encore, apparemment, que leur adieu serait une protestation solennelle.

Schulte était connu de Rome et connaissait Rome; il avait même, en 1853, fait là-bas un voyage en vue de l'organisation d'une armée pontificale², et l'évêque Conrad Martin, qui l'avait en 1859 rencontré à Rome, l'avait, en ce temps-là, trouvé très « papalin³ ». Les courants hostiles à l'« ultramontanisme », qui prévalaient depuis 1860 dans beaucoup de cercles universitaires, avaient peu à peu cerné, puis entraîné le professeur de Prague; en 1866, à Vienne, il signifiait au Jésuite Schrader qu'il deviendrait l'adversaire de l'infailibilité si elle était proclamée⁴. C'est lui qui, en 1869, avait poussé le sénat de l'université de Prague à revendiquer pour cette érudite corporation le droit passablement archaïque d'envoyer un représentant au Concile. Le gouvernement de Vienne avait blâmé ce vœu, et sans doute en avait souri⁵. Et le Concile s'était déroulé, sans que Schulte et ses collègues y fussent admis à donner leur avis, et sans qu'on tint compte des avertissements de Schulte au Jésuite Schrader. Rome n'avait pas eu le temps, non plus, de répondre à certain Mémoire sur la situation de l'Église d'Allemagne, adressé par Schulte à Pie IX⁶; et c'était, pour ce professeur, un autre sujet de mortification. Alors Schulte, se tournant vers les savants, réclama, pour lui et ses idées, cette considération qu'il n'avait pas obtenue de l'Église.

« Tübingue protestera, si l'épiscopat proteste », répondit le professeur Kuhn le 5 juillet⁷. Cette condition ne laissait pas d'inquiéter Doellinger, qui redou-

tait certains « facteurs impondérables », tels, par exemple, qu'un ralliement possible de l'archevêque de Cologne et de l'évêque de Trèves au parti des infaillibilistes; on verrait alors, pressentait-il, la faculté de Bonn devenir évasive et timide, comme l'était celle de Tubingue et, depuis longtemps, celle de Fribourg ¹. Schulte alla de l'avant: dans le projet de déclaration qu'il rédigea ², il affectait de confirmer « la protestation d'un grand nombre d'évêques, témoignant la foi de nombreux millions de catholiques, contre l'entreprise qui consistait à substituer le Pape à l'Église universelle, comme organe de l'infaillibilité ». C'était exactement ce qu'on voulait à Tubingue: un *amen* éventuel de la science à l'opposition éventuelle de l'épiscopat. Mais la science allemande, représentée par Schulte, avait quelque peine à garder l'humilité d'une suivante; dans le brouillon même qu'il avait griffonné, on relevait, après deux lignes de polémique contre l'école ultramontaine, une formule énergique par laquelle les signataires s'engageraient à demeurer protestataires leur vie durant; et puis on voyait surgir un terrible texte de saint Paul ³, suspendu comme un anathème, par le juriste laïque de Prague, sur la tête des prélats infaillibilistes. Ces divers détails déplurent à Kuhn; il réclama qu'ils fussent amendés. Schulte consentit; alors Kuhn et ses collègues de Tubingue accordèrent leurs paraphes, qui ne devaient prendre une valeur — c'était chose convenue — que si la majorité des évêques allemands se rebellaient contre le Concile ⁴. Dans les autres universités, également saisies du projet, les signatures se multipliaient ⁵, mais elles étaient subordonnées à la même réserve.

Lorsqu'on sut, vers le 20 juillet, le respectueux

effacement de la minorité conciliaire, et la façon, digne et pudique, dont elle quittait Rome, il devint évident que les protestations de la « science » ne pourraient pas s'appuyer sur la hiérarchie. Les adhésions avidement recueillies par le professeur Schulte devenaient sans objet et sans valeur *. L'inutile brouillon fut serré dans un tiroir, avec les signatures qui le couvraient, et dont certaines furent expressément retirées.

Le 21 juillet 1870, l'archevêque Scherr, rentrant à Munich, recevait en audience les professeurs de la faculté de théologie. « Nous allons donc de nouveau travailler pour la Sainte Église », dit-il à Doellinger. — « Oui, reprit le prévôt, pour la vieille Église. » — « Il n'y a qu'une Église, répliqua l'archevêque; il n'y en a pas une vieille et une nouvelle. » — « On en a fait une nouvelle », maintint Doellinger. Et, sur ce mot, les professeurs chargés d'instruire les futurs prêtres prirent congé du prélat¹. Ainsi s'effondraient tous les espoirs de Schulte; entre l'épiscopat revenu de Rome et la « science allemande », le premier contact était un choc².

Doellinger craignait que, si la science se taisait, les « Jésuites » ne triomphassent³; il décida, dès la fin de juillet, quarante-deux universitaires laïques de Munich à déclarer publiquement que la liberté avait manqué au Concile, que l'unanimité morale avait fait défaut à ses décisions, que l'Écriture, que la tradition, s'insurgeaient contre l'infailibilité, et qu'à leur

* Schulte, dans ce rôle, était-il gêné, parfois, par le souvenir de ses anciens écrits? Il est assez difficile de répondre. Le juriste Robert de Mohl, qui l'a bien connu, semble dire oui à la page 179 de ses *Souvenirs* (*Lebenserinnerungen*, II. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1899), et semble dire non, à la page 195.

tour ils faisaient insurrection¹. L'Écriture, la tradition, n'avaient guère préoccupé jusque-là plusieurs des manifestants, dont l'incroyance était notoire.

Sur le Rhin, d'autres opposants firent écho. Ils se recrutèrent dans les cercles qui, l'année d'avant, avaient élaboré et propagé le manifeste de Coblenz². A la fin de ce manifeste, qui représentait aux évêques de Trèves et de Cologne la nécessité d'ajourner toute définition dogmatique, une phrase docile et déférente s'étalait, qui garantissait à l'avance, quoi qu'il advint, la soumission des signataires aux décrets du Concile. Mais, en août 1870, la promesse était oubliée; et l'opposition de Coblenz, exaltée par une année de polémiques, se jugeait déliée de tout devoir envers un concile qui n'avait été, disait-elle, ni libre ni unanime. Deux professeurs de la faculté de théologie de Bonn, Dieringer et Reusch, libellèrent la courte formule qui signifiait à l'Allemagne cette décision; elle fut votée par une assemblée de laïques que groupèrent, dans la petite ville de Koenigswinter, l'avocat Adams et le pédagogue Stumpf, puis reproduite dans la *Gazette de Cologne*, dont les colonnes furent ouvertes pour les adhésions; en quatre mois, 1.359 signatures s'alignèrent³.

Parallèlement aux laïques, les théologiens et les canonistes prenaient un rendez-vous; Doellinger le fixait à Nuremberg, pour le 25 août 1870⁴. Douze répondirent à son appel. Baltzer et Knoodt⁵, qui ne pardonnaient pas à Rome d'avoir condamné la philosophie de Günther, devaient naturellement accourir. A côté d'eux, survint un autre gūnthérien, moins affiché mais non moins tenace : c'était Reinkens, de Breslau⁶: il aspirait, lui aussi, suivant les belliqueuses expressions d'un futur ministre de la Guerre, à « re-

lever le gant lancé par le jésuitisme¹ ». En mars, traduisant le *De consideratione* de saint Bernard², il s'était retranché derrière ce docteur pour essayer de persifler la Papauté; en juillet, à peu près en même temps que Schulte, il avait rédigé un projet de déclaration³ et publié une brochure contre l'infailibilité⁴; et l'évêque Foerster, qu'on ne pouvait à coup sûr accuser d'acharnement contre les gūnthériens ou contre les anti-infailibilistes, avait, quelques semaines durant, fait peser la menace d'un jugement canonique sur ce professeur qui continuait d'instruire ses clercs⁵. Friedrich, professeur à l'université de Munich, avait, durant la plus grande partie du concile, vécu dans l'intimité du cardinal de Hohenlohe : il pouvait apporter à Nuremberg la chronique secrète de l'assemblée, telle que bientôt il devait la livrer au public⁶. Un autre de ses collègues, Reischl⁷, semblait représenter avec lui les théologiens de Munich. Deux exégètes étaient venus de Bonn : Langen⁸ et Reusch⁹. La route était longue du lycée de Braunsberg à Nuremberg ; deux professeurs pourtant avaient fait le voyage : Dittrich et Michelis. Un mois avant, Michelis, « homme pécheur, mais ferme dans la sainte foi catholique », avait accusé Pie IX, devant l'Eglise de Dieu, d'être « un hérétique et un devastateur de l'Eglise¹⁰ » ; il se hâtait vers Nuremberg pour soutenir l'accusation. Le cardinal Schwarzenberg¹¹, enfin, avait expédié de Prague deux laïques, Loewe et Schulte, et un moine, le Prémontré Mayer. Singulièrement divers d'humeur et d'allure, Michelis et Mayer avaient tous deux, jusqu'au bout, manié contre l'« ultramontanisme » l'arme de la brochure; l'un, parlant allemand, emporté par sa fougue naturelle, visait et trouvait un vaste public¹²; l'autre, parlant latin, as-

sagi par sa science même de théologien, n'avait brigué d'autres lecteurs que les Pères du Concile¹. Vaincus l'un et l'autre, il leur restait cette consolation, d'échanger l'aveu de leurs amertumes, de leurs déceptions fatales.

Ces douze apôtres de l'anti-infaillibilisme acceptèrent une déclaration proposée par Doellinger; non contents de répéter à leur façon les reproches ordinaires dont le Concile était l'objet, ils accusaient l'infaillibilité elle-même de léser les droits des évêques et d'ériger en articles du *Credo* les actes pontificaux du temps passé, relatifs à la puissance du pape sur les rois, à la liberté de conscience, aux privilèges du clergé dans la société civile². La déclaration de Nuremberg était le premier acte où ce parti d'Église s'essayait à parler en avocat de l'État.

Langen, Reusch, Reischl, défendirent que leurs signatures fussent publiées; un certain découragement oppressait l'assemblée. Lecture y était donnée d'une lettre du bénédictin Haneberg³, abbé de Saint-Boniface, orientaliste estimé, qui, sept ans plus tôt, avec Doellinger, avait organisé à Munich le congrès des savants catholiques; il persistait à critiquer la marche du Concile, à en déplorer l'issue, et il se déclarait très supérieur aux menaces de déposition dont il pouvait être l'objet; mais il observait que le « libéralisme anti-catholique » accueillait les anti-infaillibilistes comme des complices*. « Nous devons avoir

* Telle était la solidarité entre les manifestants anti-infaillibilistes et les ennemis de l'Église, que lorsque le 22 avril 1870, le vicaire Carl Jentsch avait envoyé à la *Gazette de Silésie* une déclaration anti-infaillibiliste, il s'en fallut de peu — lui-même nous le raconte — que les francs-maçons de Liegnitz n'organisasent en son honneur une retraite aux flambeaux. (JENTSCH, *Wandlungen*, I, p. 247. Leipzig, Grunow, 1896.)

égard au peuple catholique, continuait-il, à ce peuple qui prie, qui visite les églises, qui observe les commandements; toute démarche contre le Concile serait pour ce peuple un grand scandale. Prédicateur, confesseur, supérieur de monastère, pourrais-je achever ma vie en troublant les âmes pieuses? » Il disait aussi qu'en un siècle d'anarchie tel que celui qu'on traversait, il était possible, après tout, que la Providence eût permis, pour donner une leçon d'ordre, l'exaltation de la primatie papale. D'ailleurs, concluait-il, on pourrait peut-être n'adhérer aux décrets tant discutés que sous réserve de l'approbation des conciles généraux : une porte, ainsi, demeurerait ouverte, pour les aspirations mortifiées et froissées ¹.

Un peu à l'écart des savants, la vaste foule des fidèles attendait la parole des évêques : le 30 août 1870, neuf d'entre eux se réunirent à Fulda, sous la présidence de Melchers, archevêque de Cologne ²; ils concertèrent une lettre collective au peuple chrétien ³, et décidèrent d'exiger de tous, spécialement des prêtres et des professeurs encore hésitants, la soumission aux décrets conciliaires. Huit évêques absents donnèrent leur assentiment. Au début de septembre, il restait en Allemagne cinq prélats dont l'attitude demeurait douteuse : c'étaient Deinlein, de Bamberg ⁴; Beckmann, d'Osnabrück; Foerster, de Breslau; Forwerk, vicaire apostolique à Dresde ⁵, et Hefele, de Rottenburg ⁶. Le Vatican, patient, les laissait en repos; les laïques rhénans et le professeur Reinkens, plus impatients, voulurent qu'ils s'agitassent; à Bonn, le 23 septembre, un curieux comité s'improvisa, pour expédier un message à Deinlein, à Hefele, ainsi qu'aux cardinaux autrichiens Rauscher ⁷ et Schwarzenberg, à Greith, l'évêque de la Suisse allemande ⁸, et pour leur

témoigner qu'on escomptait leur tenace résistance¹. On les acculait, sommairement, à être pour ou contre Rome. La démarche du comité de Bonn accéléra leur soumission. En vain lord Acton², dans une habile brochure qui paraissait en septembre, s'essayait-il à les embarrasser en mettant sous les yeux du public d'assez nombreuses citations des mémoires qu'ils avaient naguère présentés au Concile contre le projet de définition ; Ketteler, tout de suite, relevait le gant, raffermissait dans les esprits éblouis la véritable doctrine sur l'Église enseignante, et justifiait, tout à la fois, la ténacité que ses collègues et lui avaient mise à discuter, et celle que désormais ils mettaient à obéir³. A la fin de septembre, parmi ces prélats en qui résidait le dernier espoir de la fronde, Hefele seul refusait encore de plier le genou devant le Pape infallible.

Dès ce moment, l'adhésion du plus grand nombre des professeurs était chose certaine, sinon même acquise : la science catholique allemande, qui trois mois plus tôt, peut-être, aurait appuyé une mobilisation de l'épiscopat contre le Concile, allait se ranger avec discipline derrière l'épiscopat soumis. « Personne ne veut un schisme, disait Reithmayr, le professeur de Munich ; abandonnons les choses à leur propre ruine ; si Pie IX vient à mourir, toutes ces histoires disparaîtront dans le sable ; on les oubliera volontiers⁴. » Il y avait quelque finesse dans cette irrévérence boudeuse et chagrine ; Reithmayr avait apparemment le sentiment que le *schema* de l'infailibilité terminait une lutte, qu'il était oiseux de la prolonger, que si les hommes le voulaient, l'Eglise, poursuivant sa marche rassérénée, oublierait l'existence, parmi ses fidèles et même parmi ses pasteurs,

d'une majorité et d'une minorité, et que ces deux mots déplaisants pâliraient et s'effaceraient sous l'éclat décisif de cet autre mot : l'unité.

II

Hefele, seul parmi les évêques d'Allemagne, se résignerait-il à garder une attitude de vaincu ? A vrai dire, dans l'esprit de l'Église, une décision dogmatique ne fait ni vainqueurs ni vaincus. La victoire est chose éphémère ; tantôt ses ailes planent, et tantôt elles se brisent. La définition dogmatique a la prétention d'être immuable, et de pacifier pour l'éternité. Elle impose silence aux mots d'ordre provocateurs, de quelque côté qu'ils retentissent. Ses partisans, non moins que ses adversaires, y trouvent une occasion de se recueillir, et même de s'amender. La veille encore, dans l'exaltation qu'ils mettaient au service de leur opinion, se glissait je ne sais quoi de personnel ; dans l'effort même qu'ils dépensaient pour provoquer l'éclosion d'une vérité nouvelle, il entraît, fatalement, quelque chose d'humain, un certain attachement à leur sens propre, un parti pris de tout essayer pour n'avoir point à battre en retraite, et même, si l'on veut, ce fanatisme inconscient du penseur qui tient à faire régner sa pensée. Mais au moment précis où leur opinion devient dogme, où leurs voix humaines se fondent et se perdent dans cette voix conciliaire que l'Église répute divine, ils ne sont rien de plus que des fidèles vis-à-vis de cette définition dogmatique dont ils furent en partie les ouvriers ; tout à l'heure ils se dressaient en disant :

« *Placet*, cela est mon avis ; » maintenant, ils tombent à genoux en disant *Credo*, et voici qu'ils ont, à l'égard du nouvel article de foi, les mêmes devoirs que les hésitants, les mêmes devoirs que les rebelles. L'hommage de leur docte dialectique ne suffit plus : cette définition réclame d'eux, comme de tous les autres, un acte d'humble croyance, un *Amen* agenouillé ; aux yeux des observateurs superficiels, ils avaient certains airs d'inventeurs, et les voilà qui redeviennent des enseignés ; l'article de foi, dans la genèse duquel ils eurent une part de labeur, nivelle toutes les obéissances, y compris la leur ; du coup, leur exaltation s'est purifiée, parce que la nature de leur adhésion a changé ; ils croient, non parce qu'ils - pensaient hier ce qu'il faut croire aujourd'hui, mais parce que l'Église dit qu'il faut croire ; leur pensée personnelle, à la minute précise où elle semble triomphante, abdique devant la pensée collective d'un concile auquel est garantie l'assistance de l'Esprit. C'est ainsi que, dans l'intention de l'Église, la vérité dogmatique nouvelle ne se présente jamais comme l'insolent programme d'un parti victorieux, mais comme aspirant à être le partage de tous les esprits, le bénéfice de toutes les consciences, la richesse désormais séculaire de toutes les âmes.

De longs mois durant, l'âme de Hefele fut un champ de bataille, sur lequel, peu à peu, de telles réflexions prévalurent. « Ce que j'ai à faire n'est pas obscur pour moi, annonçait-il à Doellinger le 10 août 1870. Je ne reconnaitrai jamais le nouveau dogme sans les limitations que nous désirons ; je nierai la liberté et la validité du Concile. Les Romains peuvent me suspendre, ils peuvent m'excommunier ; peut-être Dieu aura-t-il la bonté de rappeler de la scène de ce

monde le *Perturbator Ecclesiae* ». Et il appelait de ses vœux une résistance des évêques, une active protestation des savants. Il se rendait compte, le 14 septembre, que les dernières résistances de certains évêques allaient bientôt fléchir. « Qu'on me suspende si l'on veut, disait-il au cardinal Schwarzenberg ; je puis avoir tort, mais je veux, comme un loyal Souabe, descendre dans la tombe plutôt que donner un faux témoignage par crainte de Rome¹. » Deux mois se passaient, et, le 11 novembre, il affirmait encore à ses correspondants de Bonn : « Je ne proclamerai pas le nouveau dogme dans mon diocèse : la plupart l'ignorent ; à l'exception d'un petit nombre, — qui sont surtout des nobles, — le peuple ne s'en soucie même pas, et est très content que l'évêque se taise ». Le nonce de Munich lui demandait quand il ferait sa soumission ; Hefele se raidissait dans le silence. Il commençait, pourtant, à sentir son isolement. « Prendre une position schismatique, protestait-il le 3 décembre, je ne le veux, ni ne le puis. Il n'y a pas de schisme, même, à proprement parler ; ceux qui, individuellement, persistent dans leur opposition, sont trop éparpillés, et la masse des laïques, même des prêtres, est trop indifférente. » Il s'enquérail auprès de Simor, auprès de Dupanloup, de ce qu'ils faisaient : de Gran, d'Orléans, on ne répondait pas. « Je croyais servir l'Eglise catholique, expliquait-il à Doellinger, le 25 janvier 1871, et je ne servais que la caricature que le romanisme et le jésuitisme en ont faite. Les Romains me maltraitent en me refusant la faculté de donner des dispenses matrimoniales. Que s'inquiète-t-on à Rome de la conscience des gens, pourvu qu'on satisfasse son ambition ? » La marche même du temps abrégeait la patience romaine, et devant He-

fele se resserrait l'alternative : quitter son siège d'évêque, et en même temps l'Église, ou bien se soumettre.

Alors que déjà son clergé le « bombardait ¹ » et commençait à le réputer schismatique, il se débattait contre cette impérieuse alternative, il ne voulait pas prendre un parti ; il ne voulait pas que Doellinger en prît un. « Vous et Friedrich, écrivait-il à Doellinger le 11 mars 1871, ne vous laissez pas, s'il est possible, jeter hors de l'Église ; ainsi, si de nouveau souffle un meilleur vent, vous serez déjà dans la place. Je ne puis penser à ceci : Doellinger, qui depuis si longtemps, alors que d'autres dormaient encore, combattait à l'avant-garde pour l'Église catholique, Doellinger, le premier des théologiens allemands, l'Ajax de l'ultramontanisme, va être suspendu, excommunié, et cela par un archevêque qui n'a pas la centième partie de sa valeur. C'est abominable ! » Hefele aspirait à n'être ni infaillibiliste, ni schismatique ; Hefele rêvait l'impossible. Le grand-duc de Bade fit essayer près de lui certaines démarches pour qu'il tint bon contre Rome ². Mais du fait même de ses temporisations indociles, sa chère faculté de théologie de Tubingue, dont pendant près de trente ans il avait été le professeur avant d'en être l'évêque, périlait ; il avait quelque droit de supposer que sa propre conduite déterminerait la conduite de Rome à l'endroit de Tubingue ³. Et si Bade souhaitait que Hefele devint un révolté, il paraissait évident que, tout près de lui, le gouvernement wurtembergeois ne désirait nullement l'embarras d'un schisme ⁴. Le seul évêque de l'Allemagne qui songeait à résister au Concile, appartenait au seul État de l'Allemagne auquel répugnait profondément l'idée d'une persé-

cution religieuse, à cet État wurtembergeois où l'on devait sentir à peine la répercussion du *Culturkampf**.

Partout, les attitudes se dessinaient et les décisions se fixaient; la plus grande partie des représentants de la « science allemande » acceptaient l'infailibilité; quelques-uns, qui la répudiaient, s'en allaient de l'Église. Dans son lointain évêché de Rottenburg, Hefele trouvait que ceux qui s'inclinaient faisaient un acte grave, et que les autres, aussi, en faisaient un. Il savait que là-bas, en Ermeland, dès septembre 1870, Thiel et Hipler avaient fait adhésion¹; que plus près de lui, à Munich, le mois de novembre avait été marqué par la soumission de Reischl, de Reithmayr, de Haneberg²; et qu'à Bonn, en janvier, ce même professeur Dieringer, qui naguère provoquait la déclaration de Koenigswinter, avait docilement évolué vers la correction doctrinale³. L'évêque, angoissé, se demandait s'ils avaient bien considéré, dans leur empressement à s'agenouiller, tout ce qu'ils devaient à la « science » et à leur propre passé. Mais combien terribles, par ailleurs, étaient les mesures d'ostracisme auxquelles d'autres expo-

* « Le gouvernement Wurtembergeois, écrivait Auguste Reichensperger, a été si sage qu'il a déclaré qu'il ignorerait les décisions du Concile du Vatican aussi longtemps qu'on ne se baserait pas sur elles pour agir contre les constitutions et les lois du royaume. Ce cas ne se présentera jamais : par conséquent, le ministère Wurtembergeois, si le parti national-libéral, lequel vient de commencer un certain tapage dans la Chambre des députés de Stuttgart, ne lui impose pas une politique différente, se tiendra rigoureusement passif vis-à-vis de l'Église. » (*Revue générale* (de Bruxelles), 1871, II, p. 216-217.) La revue bismarckienne les *Grenzboten* s'inquiétait au contraire de l'attitude du Wurtemberg (1871, I, p. 641-644 et II, p. 29), et Schulte, député, rendait le Wurtemberg un peu responsable de la soumission de Hefele (*Lebenserinnerungen*, III, p. 319.)

saient leurs consciences ! Ces autres, qui laissaient se murer les portes de l'Église devant leurs âmes désormais exilées, c'étaient, à Bonn, les professeurs Langen, Reusch et Knoodt, frappés par l'archevêque de Cologne avant la fin de 1870¹ ; c'étaient, à Breslau, les professeurs Baltzer et Reinkens, contre qui sévissait, dès novembre 1870, le prince évêque Foerster² ; c'étaient, à Munich, Doellinger et Friedrich, sur lesquels allait bientôt tomber, les 17 et 18 avril 1871, une sentence d'excommunication³. Sommé de se soumettre, Doellinger avait, à deux reprises, réclamé certains délais pour mûrir sa décision ; patiemment, l'archevêque Scherr les avait consentis. « Comme chrétien, comme théologien, comme historien, comme citoyen, je ne puis accepter la doctrine de l'infailibilité », avait signifié Doellinger à la date du 28 mars ; et il proposait la réunion d'une conférence dans laquelle il était tout prêt à discuter et à se défendre ; des théologiens, des historiens laïques, non moins capables que les théologiens de constater scientifiquement ce qu'est la tradition, et un fonctionnaire d'État, choisi parmi les spécialistes en droit canon, l'écouterait, l'interrogerait et apprécierait ; Scherr pourrait présider, si bon lui semblait⁴. De toute évidence, le professeur et le prélat parlaient deux langues différentes ; celui-ci, au nom de Rome, réclamait une soumission ; celui-là était tout prêt à improviser un tribunal de savants auquel il en appellerait des décisions conciliaires et devant lequel il se dresserait comme une sorte de procureur général de la science, du germanisme, et des droits de l'État : « Des milliers dans le clergé pensent comme moi, ajoutait Doellinger ; et, parmi les laïques, des centaines de milliers ».

Se grisant de ces calculs, que ne vérifia pas l'avenir, Doellinger oubliait ce que six ans plus tôt il écrivait à l'historien Cantù : « Moi me séparer de l'unité de l'Eglise? Vous ne croirez certainement pas que je déshonorerai ainsi le reste de mes jours en agissant et enseignant autrement que dans les quarante années antérieures¹ ». Le membre écouté du Parlement de Francfort et de l'assemblée épiscopale de Wurzburg, l'orateur précis et chaleureux qui avait, en 1848, défini et revendiqué les libertés de l'Eglise allemande contre les indiscrettes bureaucraties d'Etat, semblait ne déclarer la guerre, aujourd'hui, à la majorité du Concile, dont le jugement était devenu celui de l'Eglise, que pour se mettre au service des susceptibilités de l'Etat *. En voulant, même, qu'un fonctionnaire bavarois dit son mot dans la chimérique conférence où serait discutée et jugée l'œuvre œcuménique, ne rouvrirait-il pas la porte à ces bureaucraties contre lesquelles s'étaient insurgés, jadis, son éloquence et son zèle? « Les idées théocratiques, insistait-il, ont contribué à la ruine du Saint-Empire, et si elles prévalaient parmi les catholiques d'Allemagne, un germe morbide, incurable, contaminerait l'Empire nouveau. »

* Nous avons marqué dans *l'Allemagne religieuse* (t. IV) les étapes successives de cette évolution de Doellinger. Dès 1860, Sybel, entendant Doellinger parler contre la pénétration des Jésuites dans les universités d'Allemagne, était convaincu de sa future rupture avec l'Eglise. (FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 222. Munich, Beck, 1901.) En juillet 1869, Bettina Ringseis le considérait à peine comme catholique (ERNST LUDWIG V. GERLACH, *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, II, p. 317 Schwerin, Bahn, 1903), et Gerlach lui-même, dont l'âme protestante avait certains penchants vers le catholicisme, ne trouvait plus chez Doellinger, à la même date, la « conscience spécifiquement catholique » (*op. cit.*, II, p. 315.)

Vingt-neuf ans auparavant, la jeune éloquence de Hefe, député à la Chambre wurtembergeoise, avait, elle aussi, sommé l'État de laisser l'Église en paix¹; sa vieillesse d'évêque allait-elle contredire sa jeunesse et favoriser un mouvement qui déjà tendait et qui sûrement aboutirait à refaire du pouvoir civil l'arbitre des dogmes et des consciences? Hefe savait que s'il se soumettait au Concile, il serait accusé de palinodie; on dirait qu'il foulait aux pieds ses scrupules d'érudit. Mais faire comme Doellinger, n'était-ce pas donner un démenti à tout un passé d'homme d'Église, n'était-ce pas effacer de sa propre vie les heures fécondes où il avait travaillé pour l'émancipation de l'Église? Une lettre récemment publiée, qu'il adressait à Reusch le 20 mars 1871, évoque les angoissants monologues de cette conscience d'évêque. « D'un côté je suis dans le doute (*dubius*), de l'autre il y a la légitime autorité dans l'Église, et je demande : Si je suis dans le doute, puis-je ne pas suivre cette autorité, dès lors que je ne suis pas absolument convaincu qu'elle agit contre l'ordre de Dieu et qu'elle veut de moi un péché²? » L'esprit de Hefe se débattait dans ces contradictions accablantes, lorsqu'il lut une brochure écrite par Fessler, le propre secrétaire du Concile³. Cette brochure, qui s'intitulait : *La vraie et la fausse infailibilité*, le calma et le rassura*. A l'encontre, il apercevait « un

* Certaines autorités théologiques ont d'ailleurs nié que la brochure de Fessler fût, en tous ses détails, d'une parfaite correction doctrinale. Le bref du 27 avril 1871, par lequel Pie IX en remercia Fessler, et qui n'eut du reste aucune influence sur l'adhésion de Hefe, donnée dès le 10 avril, n'impliquait pas, disent ces critiques, une approbation expresse de toutes les thèses contenues dans l'opuscule. Une de ces thèses déclare que l'objet de l'infailibilité papale est restreint aux vérités que

parti qui, sans cran d'arrêt, de plus en plus clairement, se laissait glisser vers un schisme, avec l'alliance pernicieuse d'éléments étrangers¹ ». Hefele préféra l'Église telle que la présentait Fessler.

Le 10 avril 1871, le diocèse de Rottenburg et la faculté de Tubingue furent informés, par un mandement², que l'illustre historien des conciles s'inclinait devant la dernière assemblée du Vatican^{*}; et cet acte, qui rendait à Hefele « la paix intérieure³ », consacra l'harmonie de l'épiscopat allemand. A Eichstädt, du 7 au 9 mai, se réunissaient ou se faisaient représenter les évêques de tout l'Empire : ils affirmaient, dans une lettre pastorale, qu'en face de l'orgueil de la science allemande la décision du Concile était providentielle. On avait espéré qu'ils s'insurgeraient contre la définition, et

le Pape proclame comme « faisant partie intégrante de la vérité révélée par Dieu ». Lorsque la brochure de Fessler fut traduite en français par Emmanuel Cosquin (Paris, Plon, 1873), le P. Dumas, Jésuite, critiqua cette thèse, en l'accusant de poser une limite là où le Concile n'en avait mis aucune ; là *Dublin Review*, de juillet 1875, crut pouvoir nier, après enquête faite à Rome, que Pie IX, avant d'envoyer son bref à Fessler, eût, — comme le soutenait un correspondant de la *Germania* — pris l'avis d'une commission de théologiens et examiné une traduction italienne de l'opuscule. Voir DUMAS, *Études*, août 1875, pp. 247-267 ; septembre 1875, pp. 442-446 ; mars 1876, pp. 384-408, et CUOUPIN, *Valeur des décisions doctrinales et disciplinaires du Saint-Siège*, pp. 16-18. (Paris, Beauchesne, 1907.)

* Le protestant Ernest Louis de Gerlach, qui comprenait peu les boutades, semble s'être ému, en 1873, en écoutant certains propos de Hefele, qui marquaient peu de sympathie pour les Jésuites et pour le culte du Sacré-Cœur (GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, p. 371). Mais les dispositions intimes de Hefele sont attestées par la lettre que, le 10 juin 1886, il écrivait à Doellinger, lui demandant de faire, pour la joie des anges et des hommes, sa paix avec l'Église. (DOELLINGER, *Lettres et déclarations au sujet des décrets du Vatican*, trad. Bonet-Maury, pp. 232-233. Paris, Colin, 1893.)

voici qu'ils en venaient, au contraire, à en proclamer l'opportunité¹.

III

La « science », ainsi, subissait une première défaite : elle avait détaché de Rome une poignée de fidèles, et c'était tout. Les appuis dont elle s'était flattée dans les hauts cercles de l'Église se dérobaient ; elle ne pouvait plus compter que sur la complaisance des Etats. Dans la quinzaine même qui avait suivi la proclamation de l'infaillibilité, l'Autriche avait déchiré les rares pages du Concordat qui étaient encore intactes ; le pouvoir avec lequel jadis elle avait contracté lui semblait si radicalement transformé par les décisions œcuméniques, qu'à proprement parler il n'existait plus ; il y avait aux yeux de l'Autriche une papauté nouvelle, différente de celle qui avait négocié et signé l'acte concordataire de 1855². La Monarchie Apostolique, sur laquelle Pie IX, quinze ans plus tôt, fondait de si flatteuses espérances, lui signifiait ainsi, tout à la fois, qu'elle ne le connaissait plus et qu'elle le connaissait encore ; et la thèse qu'elle laissait entrevoir au sujet des effets juridiques du Concile devait, dans la suite, offrir une aide puissante aux revendications des vieux-catholiques. Car, logiquement parlant, si le droit public admettait que le catholicisme de 1871 n'était plus celui de 1869, tous les titres de propriété, droits ou privilèges de l'Église pourraient être réclamés par une société religieuse qui prétendrait être l'équivalente exacte, et dès lors l'héritière normale, de cette Église de 1869, à laquelle le Con-

cile avait, disait-on, « substitué une Église nouvelle ». Mais l'Autriche fut la première à se dérober à cette logique ; et la thèse même qu'elle soutenait fit l'effet d'une aventure, où les autres États ne la suivirent pas.

Aussi, tout d'abord, la « science » des vieux-catholiques insista-t-elle moins sur les conséquences juridiques de ce qu'on était convenu de nommer les nouveautés conciliaires que sur leurs conséquences politiques ; et les anti-infaillibilistes se présentèrent comme les défenseurs de l'État menacé par la théocratie.

On avait vu, dans l'été de 1870, Henri de Gagern, l'ancien président du parlement de Francfort, émigrer du protestantisme vers la communion romaine¹ : après avoir, vingt-deux ans plus tôt, présidé le réveil des libertés germaniques, il n'avait pas cru, apparemment, que ces libertés fussent mises en péril par l'hégémonie papale. Mais Schulte, dès décembre 1870, publiait un livre intitulé : *La puissance des papes romains sur les princes, les territoires, les peuples, les individus, éclairée d'après leurs doctrines et leurs actes, pour l'appréciation de leur infaillibilité*². Il exhumait le droit pontifical du moyen âge, et il l'accusait. Son réquisitoire, très détaillé, très passionné, aspirait à faire trembler les princes sur leur trône et les bourgeois dans leurs fautenils : il n'est pas de souverain non catholique, écrivait-il, qui puisse désormais être sûr de son pouvoir ; il n'est pas de citoyen non catholique dont la vie, la liberté, la fortune, l'honneur, soient désormais en sécurité. On eût dit qu'il s'essayait à semer la panique, pour qu'en face de l'« idole du Vatican », l'humanité menacée se ressaisît. A lire son livre, on risquait de considérer

comme des documents pontificaux, revêtus du sceau de l'infailibilité, certains propos ou certains écrits qui n'engageaient que les souverains temporels des États romains, ou qui se rattachaient, soit aux prérogatives de suzeraineté, soit aux fonctions d'arbitrage, exercées durant de longs siècles par les successeurs de Pierre *.

L'hiver de 1870-1871 — cet hiver qui vit naître l'empire d'Allemagne — n'était pas encore à son terme, que déjà Schulte préparait, après son gros livre, une plaquette incisive¹; il l'adressait en juillet 1871 aux ministres des divers États allemands, avec une lettre personnelle, très serviable, où pour eux il s'émouvait, expliquant que la doctrine infailibiliste détruirait, en même temps que la paix des consciences, la « culture » et le développement national des peuples². Ainsi, ce n'était pas seulement dans ses droits de souveraineté, mais dans ses devoirs de civilisateur, que l'État désormais était menacé par l'Église romaine; et non moins que son pouvoir, ses fonctions périlliciteraient.

Dans les *meetings* où les orateurs vieux-catholiques prodiguaient leur éloquence inquiète, ces théo-

* Il fallut du temps au futur cardinal Hergenroether (1824-1890) pour disséquer tous ces textes, éplucher tous ces faits, et rasséréner l'opinion publique, à qui l'érudition de Schulte causait de si grandes peurs; le volume, plus considérable encore, dans lequel Hergenroether s'acquittait de cette charitable besogne: *Katholische Kirche und christlicher Staat in ihrer geschichtlichen Entwicklung und in Beziehung auf die Fragen der Gegenwart* (Fribourg, Herder, 1872), ne devait paraître que dix-huit mois plus tard. Le député Auguste Reichensperger à la tribune du *Reichstag* (Pastor, *Reichensperger*, t. II, p. 22), le canoniste Philips au congrès catholique de Mayence (*Verhandlungen der 21^{ten} Generalversammlung der Katholischen Vereine*, p. 91. Mayence, Kirchheim, 1871), devaient s'insurger, à leur tour, contre les thèses de Schulte.

ries un peu abstraites faisaient trêve ; on préférerait montrer l'Allemagne réelle, guettée, traquée, bouleversée par l'intrusion romaine. « La guerre de Trente ans, déclarait à Munich, devant une nombreuse assemblée, le philosophe Jean Huber, fut due surtout aux machinations des Jésuites ; maintenant qu'en Allemagne nous sommes devenus un, ne nous laissons pas séparer par ces machinations¹. » Il semblait, à entendre les vieux-catholiques, qu'en l'année 1870 les destins ironiques avaient, tout en même temps, exalté l'Empire, et mis entre les mains du Pape les moyens de l'humilier, sinon de le détruire, et que l'auguste geste des pontifes du moyen âge, donnant ou retirant la couronne impériale, avait été légitimé, consacré, presque déifié, par l'assemblée conciliaire. Aux portes du nouvel édifice impérial, les vieux-catholiques veillaient en volontaires, et pareils à ces soldats qui brûlent de faire une campagne, ils espéraient un jour former l'avant-garde d'une vigoureuse offensive antiromaine. « Les évêques allemands, écrivait le philosophe Edouard de Hartmann, ont sacrifié à Rome le dernier reste — peut-être n'était-ce qu'une survivance imaginaire — de l'autonomie ecclésiastique de l'Allemagne catholique. Et cette renonciation à la résistance idéale du germanisme contre le romanisme, la partie de la nation allemande qui a des sentiments allemands ne la leur pardonnera pas². »

IV

Il y avait, en Allemagne, un souverain tout prêt à venger le germanisme en équipant les volontaires

du vieux-catholicisme : c'était Louis II de Bavière. Il protestait d'ailleurs être bon catholique ; les chevaliers de Saint-Georges, noble et dévote milice, l'avaient pour grand maître¹. Lorsque en 1864 il était monté sur le trône, il avait, dans une lettre à l'archevêque Scherr, esquissé toute une théorie sur l'harmonie qui pouvait régner entre les méthodes de l'État et les méthodes de l'Église, entre les fins, aussi, de ces deux grands pouvoirs ; il lui avait laissé entendre, en même temps, son tenace désir de maintenir la paix entre les confessions². Doellinger répétait que l'ultramontanisme était un péril pour cette paix, et Doellinger ajoutait que Rome n'avait proclamé l'infailibilité que pour opposer un contre-poison à la culture allemande³. Alors Louis II s'enthousiasmait à la pensée de riposter à Rome, au nom de l'Allemagne, au nom de la culture. Il déployait, pour plaire à la « science allemande », les mêmes coquetteries que d'autres rois pour plaire à leur peuple. Durant les cinq mois qui séparèrent la proclamation de l'infailibilité et celle de l'Empire, il songea beaucoup plus à l'affront dont gémissait la « science » qu'à celui qui se préparait pour son royaume.

La Prusse, dès son avènement, avait su grouper autour de lui d'habiles courtisans de ses vanités intellectuelles. Delbrück, qui venait le sonder, en octobre 1870, au sujet de la future Allemagne, constatait que les *schemas* conciliaires absorbaient l'esprit du monarque⁴. « Vous êtes mon Bossuet⁵ », écrivait Louis II à Doellinger, le 28 février 1871, en déplorant l'humilité de Haneberg devant les décisions romaines ; et lorsque, deux mois après, le prévôt de Saint-Cajétan fut excommunié, Louis II exprima le désir formel qu'il tint cette sentence comme non

avenue, et qu'il continuât ses fonctions sacerdotales. « Je ne ferai cela ni pour le Roi lui-même, ni pour moi, répondit Doellinger, parce qu'une telle révolte contre le Pape et l'Église conduirait à de tristes et graves conflits ¹. » Le Roi, d'ailleurs, lui garda son amitié, le combla d'honneurs, fit de lui un président de l'Académie des Sciences, un conservateur général de ses collections scientifiques, mais cessa de causer avec lui de l'infailibilité ².

Le comte de Bray, président du ministère ³, ne s'associait nullement aux parades théologiques où le Roi trouvait tant d'attrait; mais le crédit de cet homme d'Etat, qui manquait de souplesse devant la Prusse, branlait singulièrement. Le cabinet personnel de Louis II tenait autant de place, dans les destinées de la Bavière, que le conseil des ministres : il y avait là, à côté du monde officiel, un gouvernement officieux, occulte, indépendant et parfois souverain, une sorte de secret du Roi, comme on eût dit au dix-huitième siècle; et ce secret du Roi, c'était en réalité le secret de la Prusse. Car la Prusse, lentement et sûrement, s'était faufilée dans le palais des Wittelsbach, par les portes de service et les corridors des chambellans; et ce n'était pas dans Bray, mais dans Lutz, ministre des Cultes et de l'Instruction ⁴, qu'elle faisait reposer sa confiance.

Lutz, fils d'un maître d'école, avait hérité de son père une certaine jalousie instinctive, et peut-être inconsciente, à l'endroit des grands; le prince de Hohenlohe, son coreligionnaire politique cependant, en fut victime ⁵. Mais ce sentiment même devait rendre Lutz d'autant plus accessible à leurs avances occultes, à leurs sollicitations, à leurs sourires, à toute la série d'habiles courtoisies qui, devant lui, les amèneraient

à se faire petits. Il était bon juriste, subtil et tenace, trop logicien sans doute, mais c'était à ceux qui se serviraient de lui de l'apprendre à compter avec les opportunités, et d'obtenir que sa dialectique lucide, au lieu d'aboutir prématurément à des conclusions impolitiques, s'évadât et s'attardât, lorsqu'il le faudrait, dans le commode maquis des paperasses. Lutz, tel quel, par ses qualités et par ses travers mêmes, pouvait être un bon serviteur pour Bismarck.

Il demeurerait personnellement étranger aux manies théologiques de son Roi. Son attitude, à l'origine, consistait à ne pas connaître les décisions conciliaires. Un prêtre du diocèse d'Augsbourg, Renftle, curé de Mering¹, affectait de se révolter contre le Concile et entraînait avec lui sa petite paroisse^{*} : Lutz, en dépit de l'évêque Dinkel, le maintint dans sa cure. Renftle voulait que tous les enfants fussent contraints de suivre son catéchisme ; Dinkel conjurait qu'ils en fussent tous dispensés : Lutz renvoya le prélat et le curé dos à dos, et n'exempta des leçons de Renftle que les enfants dont les parents le souhaiteraient². Un dogme que les évêques de Bavière avaient publié sans demander le *placet* n'existait pas pour Lutz. Mais il y a des ignorances systématiques qui sont nécessairement éphémères. C'est par une sorte d'abstraction factice que l'on s'y cantonne, jusqu'à ce qu'on en soit débusqué par l'inévitable poussée des réalités.

^{*} Dès le mois de janvier 1870, Renftle avait songé à quitter le ministère pastoral et confié au théologien protestant Frédéric Nippold son état d'âme : cela résulte de deux lettres des 18 et 24 janvier 1870, publiées par NIPPOLD dans la *Deutsche Revue*, mars 1909, pp. 373-378. Hegnenberg, président du conseil, disait à Lefebvre de Béhaine, en octobre 1871, que Renftle avait depuis plusieurs années une assez mauvaise réputation.

Deinlein, évêque de Bamberg, réclama le *placet* pour publier le dogme; il fallut que Lutz répondît, qu'il motivât son refus, qu'il se mît en présence du dogme, et qu'il avouât partager les susceptibilités politiques des vieux-catholiques. « Il est impossible, déclarait-il expressément, de voir dans ce décret dogmatique une pure question de conscience et de doctrine religieuse, question toute spirituelle qui n'intéresserait pas le temporel : le ministère doit plutôt partager l'opinion de ceux qui y reconnaissent une altération essentielle des rapports entre l'État et l'Église et un péril pour les fondements politiques et sociaux de l'État¹ ». Ainsi se dévoilait, entre Lutz et la fronde théologique, une « communauté d'opinion », qui d'ailleurs ne pouvait surprendre personne, puisque un ministère dont faisait partie Lutz, et que présidait Hohenlohe, avait effectivement fait effort, naguère, pour entraver le Concile. Le 10 avril 1871, les vieux-catholiques de Munich, qui disaient être 12.000, applaudirent une insolente comparaison entre le Pape et le Dalaï-Lama et représentèrent à Louis II, dans une adresse rédigée par Jean Huber, les périls de la nouvelle doctrine pour la constitution du royaume². Sur ce point, le monarque et son ministre pensaient comme les pétitionnaires, et le bruit courait à Berlin que si les vieux-catholiques formaient une communauté, la cour de Bavière était toute prête à leur donner une aide protectrice dans les litiges auxquels pourrait donner lieu l'attribution des biens d'Église³.

Le pacifique Grégoire Scherr, archevêque de Munich, regrettant assurément son ancienne cellule de bénédictin, pronostiquait avec douleur, dans une lettre au Roi, de grands troubles dans l'État, une

apostasie en masse, une persécution¹. La hiérarchie romaine allait être conduite, par le respect naturel de ses propres sacrements, à priver de l'absolution, du viatique, des obsèques religieuses, tels de ses fidèles d'hier, aujourd'hui rebelles au dogme; ou bien à déclarer excommuniés les vieux-catholiques qui en appelaient à Louis II des verdicts épiscopaux : un conflit avec l'État, dès lors, paraîtrait plus proche encore. Car ces vieux-catholiques ainsi traités, se cramponnant, tenacement, à la seule Église catholique que connût l'État bavarois, prétendraient avoir droit aux faveurs spirituelles de cette Église et réclameraient de l'État qu'il les leur assurât; ou bien ils diraient : « Nous voilà excommuniés pour avoir usé du droit de pétition au Roi », et ils réclameraient de l'État qu'il les vengeât. Les incidents pénibles allaient se multiplier si l'État s'avisait de vouloir jouer au théologien².

Les évêques, dans une lettre du 15 mai, insistaient auprès du Roi pour qu'il supprimât le *placet* et cessât de se mêler des choses d'Église³ : leur vœu comportait une réponse. Les questions issues du Concile obsédaient Lutz, elles le cernaient, elles le pressaient, elles recélaient le germe de querelles interminables, non moins troublantes pour le calme de sa chancellerie que pour la paix du royaume; certains articles de la *Gazette générale d'Augsbourg*, qu'on disait inspirés par Lutz, laissaient voir qu'en face des décrets conciliaires, l'État bavarois était assez embarrassé pour entrer en campagne⁴. Mais la gêne même qu'éprouvait ce ministre l'aigrissait contre l'Église, et les *Grenzboten* notaient avec joie que Louis II et son gouvernement ne se faisaient pas représenter à la procession de la Fête-Dieu⁵. Cette bouderie contre

le Très-Haut annonçait, peut-être, une prochaine rupture avec son vicaire.

Mais était-il possible que cette Bavière désormais « confédérée », cette Bavière prussienne à demi, osât combattre et même vaincre, sans avoir consulté Bismarck ? Les propres temporisations de Bismarck forcèrent l'État bavarois, quelque terreur que lui inspirât le péril romain, de temporiser à son tour.

V

Car au temps où le roi de Bavière s'était occupé du Concile, Bismarck, lui, avait affecté de s'en désintéresser et prié son ministre Arnim de rester tranquille. En fait de théologie catholique, la Bavière avait des idées ; la Prusse n'en avait point ; et laissant à l'érudit Louis de Bavière la jouissance de consulter la « science », la Prusse, elle, dans le choix qu'elle ferait un jour entre le Pape et la fronde, ne consulterait que la politique.

Elle avait senti surgir, dès le lendemain du Concile, certaines difficultés entre la hiérarchie romaine et les universitaires hostiles. S'immiscer en ces disputes, n'était pas du goût de Mühlher, protestant de nuance orthodoxe¹. Lorsque le 13 juillet 1870 le professeur Reinkens, de Breslau, s'était plaint à Berlin que sa traduction du *De consideratione* de saint Bernard fût déferée à une commission épiscopale, Mühlher, alléguant qu'il s'agissait là de questions purement religieuses, avait refusé de faire des remontrances au prince évêque Foerster ; et puis le 6 août, après avoir officieusement agi sur Foerster pour que Reinkens fût laissé en paix, il expédiait à celui-ci le

bon conseil, de garder au fond de ses tiroirs certain manuscrit de polémique qui visait l'infailibilité¹. C'était d'ailleurs trop tard : le manuscrit était sous presse, Reinkens perpétrait ce nouveau délit. Mais Mühler, quelque inopportune que fût dès lors son importunité, s'était conduit en ministre pacifique, habile à pressentir les susceptibilités, soit pour les calmer, soit pour les conjurer. Il rassurait Bismarck, dès que celui-ci faisait mine de s'inquiéter.

Le 25 septembre 1870, Bismarck, dans son étape de Ferrières, s'enquérât si les évêques avaient publié les décrets du Concile, et si l'on risquait d'en ressentir quelque préjudice politique. « Il n'y a qu'à attendre, répondait en substance le ministère des Cultes ; c'est avec le temps que les conséquences pratiques apparaîtront². » Bismarck n'insistait point, et rêvait d'autre chose : près de lui, le futur Frédéric III se montrait hostile à l'infailibilité, mais le chancelier lui-même y demeurait théoriquement indifférent³.

En novembre, Melchers, archevêque de Cologne, dépouillait de sa cure un prêtre anti-infailibiliste, nommé Tangermann, et le remplaçait immédiatement. La Prusse avait la partie belle pour intervenir ; car depuis longtemps, alléguant certains titres juridiques, elle revendiquait contre l'archevêque un droit de patronat sur cette cure-là. Mais Mühler se désintéressa du sort de Tangermann ; et souvent dans la suite, les vieux-catholiques lui reprochèrent d'avoir aidé la hiérarchie à affamer ce curé⁴. On eut ici la preuve que Mühler ne cherchait pas les chicanes. Il laissait évêques et curés se débrouiller entre eux, et l'Eglise ne demandait rien de plus.

Mais les rapports entre l'épiscopat et les professeurs donnaient lieu à des difficultés plus complexes.

Si un évêque dénonçait à l'État, comme le fit Foerster pour Reinkens, l'anti-infaillibilisme d'un professeur, l'État répondait le 12 novembre, d'après les instructions personnelles de Bismarck : « Ce sont des questions dogmatiques, qui ne nous regardent pas ». Et si l'évêque ensuite, considérant que du moins elles le regardaient, enlevait au rebelle, avec la « mission canonique », le droit de former les jeunes prêtres, l'État répétait par la plume de Mühler et même de Bismarck : Il y a là des questions où je n'ai rien à voir, et je n'ai pas à ratifier un jugement épiscopal, en privant à mon tour un de mes professeurs du droit d'enseigner¹. Reusch et Langen, professeurs à l'université de Bonn, avaient été frappés par l'archevêque Melchers. Le sénat universitaire s'inquiéta de cette atteinte contre la « libre science », et le curateur Beseler fit appel au « bras vigoureux de l'État prussien ». Mühler estima que Reusch et Langen, avant d'être nommés à Bonn, avaient juré une certaine profession de foi, et que Melchers n'aurait pas dû leur imposer des exigences nouvelles sans prendre l'avis du ministère². Créer à côté de leurs chaires d'autres chaires où seraient appelés des professeurs agréés par la hiérarchie, il n'y fallait pas songer : les crédits budgétaires ne le permettaient point. Reusch et Langen, destitués par l'Église, furent purement et simplement maintenus en fonctions par l'État.

Un incident plus grave peut-être troublait le lointain diocèse d'Ermeland : le prêtre Wollmann, chargé par l'État et par l'évêque Krementz³ d'enseigner la religion au gymnase de Braunsberg, demeurait rebelle au Concile ; et quelques instances que lui prodiguât l'évêque, les autorités scolaires lui faisaient savoir, le 24 décembre, qu'il avait le droit de tenir bon. Un

autre maître de religion, Treibel, adoptait l'attitude de Wollmann. Près de trois mois passèrent : Krementz, à bout de patience, leur enleva à tous deux la « mission canonique ». Derechef, Mühler intervint et déclara, le 27 mars 1871, que cet acte épiscopal ne pouvait avoir aucun effet juridique sur la situation de Wollmann et de Treibel : deux aumôniers révoqués par l'évêque étaient ainsi protégés par l'État. Krementz, en avril, expédia lettre sur lettre, pour obtenir, au moins, qu'on lui permit d'installer, à ses frais, parallèlement à ces deux suspects, deux autres maîtres, authentiquement romains, ou bien qu'on supprimât l'enseignement religieux ; l'État se taisait ; et, de par la volonté de l'État, Wollmann et Treibel continuaient de parler religion, au nom de l'Église, devant les petits collégiens de la Prusse orientale¹. Ainsi, à l'ouest et à l'est de la Prusse, deux conflits se prolongeaient : l'État persistait à proposer aux séminaristes de Bonn et d'imposer aux écoliers de Braunsberg l'enseignement de certains maîtres qu'il étiquetait officiellement catholiques et que l'Église ne reconnaissait plus comme tels *. Rien, à vrai dire, ne paraissait irréparable, tant que les pétitions de Krementz demeuraient à l'étude et n'étaient pas formellement repoussées.

VI

Il y eut bien des lettres en retard, durant les mois de mai et juin 1871 : les évêques de Bavière en at-

* En même temps Mühler, le 18 mars 1871, faisait savoir aux professeurs de religion qu'ils ne devaient lire dans les gymnases aucun acte de l'autorité ecclésiastique sans la permission du directeur. (SIEGFRIED, *Aklenslücke betreffend den preussischen Callurkampf*, p. 38. Fribourg, Herder, 1882.)

tendaient une de Lutz ; Krementz en attendait une de Mühler ; et de part et d'autre, on avait lieu de s'impatisser. Mais une impatience primait toutes les autres : celle de Bismarck, voulant savoir, sur l'heure, si le Vatican, oui ou non, blâmait le Centre ; le silence de Lutz et le silence de Mühler ne cesseraient qu'après celui d'Antonelli. Les délais dont se plaignait l'épiscopat d'Allemagne coïncidaient avec d'autres délais dont Bismarck faisait un grief au Vatican. La fin de juin révéla — le précédent chapitre l'a raconté — qu'Antonelli n'accorderait rien à Bismarck. Ainsi donc, dans l'arène du *Reichstag*, où le chancelier ne voulait voir que des partis purement politiques et préoccupés du développement national, une fraction nouvelle se démènerait, qu'il accusait d'être indifférente aux questions d'intérêt général, et soucieuse, uniquement, de certaines visées religieuses : il jugeait le Vatican responsable pour l'existence de ce « coin romain qui s'enfonçait dans la chair allemande¹ », et c'est à l'Église romaine qu'il en demanderait compte, sans ménagements ni délais *. Il se

* Le 21 avril 1887, Bismarck, revenant sur les débuts du *Culturkampf*, présentait ainsi, du haut de la tribune, ses premières difficultés avec le Vatican : « En 1870 même la décision du Concile ne nous a pas paru être un danger pour l'État, — peut-être était-elle plutôt un danger pour l'Église ; mais ce n'était pas notre affaire d'en prendre souci... Sans doute, il eût été préférable pour nous qu'alors rien de tel ne se fût passé à Rome ; mais pour parler de mon impression personnelle, je puis dire qu'à cette époque je n'eus, moi non plus, aucune crainte en réalité ; je regardai l'événement comme une question dogmatique, comme une question intérieure de l'Église catholique, je considérai que nous aurions à prendre nos arrangements, s'il arrivait que ces décisions eussent chez nous une répercussion dans des questions de politique intérieure. Du côté du Vatican, pendant toute la guerre française, je suis même resté en relations politiquement amicales avec Ledochowski, et ensuite avec Ketteler ». Il ajoutait que même l'in-

disait en son cœur courroucé : Oui, les vieux-catholiques ont raison, l'Église romaine est périlleuse pour l'État, et la preuve, c'est que le Centre existe. Il n'avait pas besoin, lui, d'arguments historiques, comme l'érudit couronné qui régnait sur la Bavière ; il avait là, sous les yeux, une réalité politique. Sa robuste main, sa main conductrice d'hommes, aspirait à maîtriser, par le simple jeu des rênes, tout l'attelage parlementaire ; et tous se laissaient conduire, sauf une demi-douzaine de rouges, justiciables du fouet, et sauf cette bande de noirs, qui n'avaient pas les préoccupations communes du reste de l'attelage. La marche de l'Empire risquait d'être cahotée, et la faute en serait aux ultramontains, la faute en serait à Pie IX.

Immédiate fut la vengeance, à Berlin, puis à Munich. Le premier élan de colère, ainsi qu'il advient souvent, entraîna le gouvernement prussien dans une route où six mois plus tard il dut reculer, accusé par tous d'avoir fait une sottise. Une lettre officielle, le 29 juin 1871, partait à l'adresse de l'évêque Krementz : elle était signée Mühler, mais elle coïncidait avec la déception de Bismarck. L'État prussien signifiait au prélat que les leçons de religion données par le prêtre Wollmann demeuraient obligatoires pour tous les élèves du gymnase ; que ce prêtre enseignait exactement, intégralement, tout ce que naguère, par un commun accord entre l'État et l'Église, il avait été chargé d'enseigner ; et qu'aucune exigence nouvelle

cident de Braunsberg ne l'avait pas ému, mais que les manifestations du Centre, l'« envie du Centre de déterminer la Prusse à une expédition romaine », l'avaient brouillé avec ce parti, et qu'ensuite il avait vu dans la Curie l'alliée d'un parti intérieur qui attaquait l'Empire. (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, XII, p. 369 et suiv.)

n'était admissible¹. Ainsi, dans une institution jadis fondée par des libéralités catholiques, dans le seul collège de la région qui ménageât aux enfants catholiques l'instruction secondaire, un enseignement religieux leur était imposé, hostile au *Credo* de l'évêque.

L'ancien vicaire Jentsch, tout vieux-catholique qu'il fût, voyait dans cette prétention une « erreur de conscience² » ; et le pasteur Fabri, qui cependant n'aimait pas l'Eglise romaine, demandait avec une certaine curiosité si l'État, le cas échéant, protégerait, contre un évêque rebelle au Concile, des prêtres infaillibilistes³.

« Vous reprenez la politique de l'empereur Julien, ripostait Krementz à la Prusse, le 9 juillet⁴ : il y a des enfants que les familles ne voudront pas livrer au schisme et qu'elles ne pourront pas, faute de ressources, envoyer dans des gymnases plus lointains ; ces enfants catholiques, vous les condamnez à l'ignorance, comme Julien jadis y condamna les chrétiens. Votre décision, concluait-il, est une négation des principes suivis auparavant par la Prusse dans les questions confessionnelles ; elle est un premier pas, fatal, sur une voie en pente* . »

Ainsi commençaient les graves discordes, et le jour même où Krementz expédiait ces lignes alarmées, on apprenait que, d'un trait de plume, Bismarck

* La réponse de Mühler, le 21 juillet, fut que l'équité ordonnait à l'État de protéger Wollmann et que le maintien de la paix ne dépendait pas de l'État tout seul. Krementz, dans une lettre pastorale du 22 juillet, renouvela ses protestations ; et le 17 août, il reçut, par le nonce de Munich, les félicitations de Pie IX. (SIEGFRIED, *Akten*, pp. 52-61 ; — F. X. SCHULTE, *Geschichte des Kullurkampfes in Preussen*, pp. 130-131. Essen, Fredebeul, 1882.)

venait de supprimer, au ministère des Cultes, une section qui, depuis trente ans, ménageait et garantissait, entre l'Église et l'État, la plus précieuse des concordes. Cette institution s'appelait la « division catholique ». De fort bons catholiques, Kraetzig, Linhoff, la dirigeaient¹ : fonctionnaires de l'État, il suffisait de leur présence en si haut poste pour rassurer les évêques sur les visées du pouvoir civil ; fidèles de l'Église, ils familiarisaient les ministres successifs avec les susceptibilités, les intransigeances, le langage même de l'Église romaine. Leur patriotisme et leur foi leur faisaient aimer, si ingrat fût-il, ce rôle de tampons qu'ils avaient à jouer entre leur pays et l'Église. Ils étaient gênants pour la fraction nationale-libérale : Linhoff, qu'elle accusait d'être affilié aux Jésuites², avait, en 1869, combattu les motions présentées contre les moines³. Gênants aussi pour toute velléité d'hérésie : les gûnthériens avaient été mécontents d'Aulike⁴, et son successeur Kraetzig s'était permis de pousser à l'obéissance la fronde vieille-catholique⁵. Un vent de guerre commençait à se déchaîner en Prusse ; ces fonctionnaires y opposaient un pacifisme tenace.

Bismarck prétendit plus tard que, dès 1868 ou 1869, cet organisme bureaucratique, s'inspirant du même esprit sous les cabinets successifs, lui avait paru incompatible avec la responsabilité constitutionnelle des ministres⁶. C'est fort possible* : mais sa colère contre « la clique Kraetzig » ne fit explosion que le 19 juin 1871, dans un entretien avec

* Il est certain que, dès 1865, le prince Frédéric, dans un mémoire à son père, souhaitait la suppression de la « division catholique ». (HAYM, *Das Leben Max Dunckers*, p. 366. Berlin, Gärtner, 1891.)

Hohenlohe¹, au cours de ces heures dramatiques où les décisions religieuses du chancelier vainqueur semblaient suspendues aux lèvres d'un pape vaincu. Le 3 juillet, lorsqu'il réputa Pie IX solidaire du Centre, Bismarck, qui venait d'installer Aegidi aux Affaires étrangères, disait à cet homme de confiance : « La division catholique ne représente pas les droits de l'Etat, mais bien plutôt, vis-à-vis de l'État, les droits de l'Église catholique, avec une conception partielle. J'aimerais mieux un nonce : au moins, il ne pourrait pas exploiter les documents du gouvernement² ». — « Oui, un nonce ferait moins de mal » — répétait-il fréquemment à l'Empereur³ ; et il ajoutait d'ailleurs que l'installation d'une nonciature offrirait de grosses difficultés ; car, « d'après le droit des gens, une ambassade a le devoir strict de ne pas se mêler dans les affaires intérieures, tandis qu'un nonce serait le chef des catholiques^{*} ». Des fonctionnaires comme Brüggemann et Stieve, qui avaient appartenu ou appartenaient encore à « la division catholique », ne pouvaient être taxés d'ultramontanisme⁴, mais on les accusait tous, en bloc, de s'être transformés de sujets du roi en légats du pape ; et tous dès lors étaient condamnés⁵. Kraetzig, le 8 juillet, dans la station thermale où il prenait ses vacances, reçut

* Cette idée d'une nonciature à Berlin, qui flottait dans quelques cercles politiques, causait à certains protestants un véritable effroi : témoin, par exemple, le célèbre prédicateur Hoffmann, dans son livre : *Deutschland und Europa im Lichte der Weltgeschichte*, pp. 188-189 (Berlin, Stilke, 1869), et le canoniste Friedberg, dans sa lettre du 26 avril 1868 au prince Frédéric (Marg. v. POSCHINGER, *Kaiser Friedrich III*, II, pp. 308-309.) Mais Bismarck, lui, n'abandonnera jamais complètement l'idée ; rentré dans la vie privée, il dira sur la place publique de Iéna, le 31 juillet 1892 : « Le Centre est plus dangereux qu'un nonce ». (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, XIII, p. 142.)

avis que la « division catholique » était supprimée¹.

Ce sera toujours la tactique de Bismarck, chaque fois qu'il troublera la paix religieuse, d'alléguer un prétexte patriotique imprévu, un intérêt national insoupçonné. Frappant l'Église, il affectera de viser, derrière elle et même plus qu'elle, un des nombreux périls qu'il aime signaler aux haines de l'Allemagne. Ce sera tantôt le polonisme, tantôt le socialisme, tantôt la France. Il aspirera toujours à englober l'Église comme complice plutôt qu'à la dénoncer comme principale coupable. Est-ce là scrupule d'adversaire, épris des nuances équitables ? Nullement, c'est tout au contraire une audacieuse habileté de joueur. Au moment même où les catholiques épanouiront leur foi dans la défense de leurs libertés, il ternira la pureté de leur dévouement, en les représentant comme l'arrière-garde insidieuse d'une certaine conspiration politique. De ce fait, il s'entourera lui-même d'excuses atténuantes et tissera tout autour d'eux je ne sais quel réseau de solidarités aggravantes, qu'il exploitera pour les rendre odieux. Il ne prendra pas l'Église corps à corps ; il ne l'attaquera pas de front, comme messagère d'une métaphysique qui ne serait pas la sienne : sa façon personnelle de croire au Christ est, en définitive, beaucoup plus conforme aux affirmations d'un curé qu'aux négations des nationaux-libéraux. Il laissera ceux-ci proclamer dans leurs discours l'antagonisme entre l'Église et le progrès humain : question de doctrine, sur laquelle des Allemands peuvent penser différemment. Mais toutes les ruses lui seront bonnes pour acoquiner les catholiques avec les Polonais, les rouges ou les *Welches*, que répudie la conscience nationale allemande.

En juillet 1871, Bismarck estima que la personnalité du catholique Kraetzig incarnait le péril polonais. Il fallait donc que Kraetzig disparût. A quelque âge que l'on observe Bismarck, il est un sentiment qui toujours déborde sur ses lèvres, qui toujours se traduit en expressions véhémentes et presque folles : c'est la haine de la Pologne. Il la professait dès 1848 dans les colonnes des journaux¹; il s'emportait en 1867, au Parlement de l'Allemagne du Nord, contre ces prêtres-de Pologne et contre ces dames de Pologne qui s'en allaient raconter aux paysans que s'ils élistaient un Allemand, un pasteur luthérien surviendrait dans la quinzaine²; et plus tard, en 1885, en 1886, à une époque où il affectera de se réconcilier avec les catholiques du reste de l'Empire, il se targuera toujours de ne point pardonner aux Polonais. La haine de la Pologne contribuait à le pousser dans les voies du *Culturkampf*; elle le gênera, elle le paralysera, lorsqu'il aura souci de faire disparaître certaines lois du *Culturkampf*. Haine maladroite et stérile, qui créait en réalité le péril contre lequel elle prétendait s'insurger ! Ce fut sous la pression des iniquités bismarckiennes commises contre leurs frères de Posnanie que certaines populations de Silésie se ressouvinnrent de leurs ancêtres polonais, retrouvèrent leur langue polonaise; et par réaction contre la politique qui voulait le tuer en Posnanie, le polonisme devait ressusciter en Silésie³.

« Kraetzig et les Polonais, disait Bismarck à Auguste Reichensperger, c'étaient des têtes sous le même bonnet; ce Kraetzig, on devrait le pendre par les jambes⁴. » Quinze ans plus tard, pour expliquer le *Culturkampf* dont alors il fera résipiscence, il dira : « Celui qui m'a engagé dans cette lutte, c'est

Kraetzig¹ », insinuant par là que s'il avait persécuté les catholiques, les Polonais en étaient cause. Bismarck et la presse bismarckienne, passant au détail des faits, reprochaient à Kraetzig d'être l'ami des Radziwill *. Ils dénonçaient sa liaison avec le publiciste guelfe Hermann Kuhn; un jour, en 1867, Kraetzig, chargé d'un travail par une haute personnalité, s'était fait aider par Kuhn et lui avait mis entre les mains certains documents, officiels à vrai dire, mais nullement secrets, sur l'activité des congrégations hospitalières durant la guerre de 1866²: c'en était assez pour qu'on faillit l'accuser de trahison. Mais surtout on lui faisait un crime d'avoir facilité le développement de la langue polonaise dans les écoles de la Prusse orientale sur lesquelles la « division catholique » exerçait un contrôle, et d'avoir, ainsi, fait œuvre antigermanique **. La « division catholique », non contente de désarmer l'État devant l'Église, désarmait la nationalité germanique devant les aspirations slaves, elle était devenue entre les

* Il y a accord complet entre ce que disait Bismarck de la sujétion de Kraetzig aux grandes familles polonaises et ce que raconte Schulte de son « respect risible pour le clergé et les nobles ». (SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 74.) Un point reste obscur : dans quelle mesure les vieux-catholiques agirent ils pour la disgrâce de Kraetzig ?

** Geffcken, *Preussen, Deutschland und die Polen seit dem Untergang des polnischen Reiches*, p. 63 (Berlin, Vossische Buchhandlung, 1907), réédite l'accusation : d'après lui, dès le 24 mai 1842, la « division catholique » avait complètement polonisé l'enseignement dans les écoles primaires et dans les basses classes des gymnases, et partiellement aux degrés supérieurs. — Cependant, dans le mémoire qu'adressait Aulike, chef de la « division catholique », vers la fin de 1850, à la nonciature de Munich, au sujet de la situation religieuse de la Posnanie, on chercherait en vain la trace de quelque sympathie pour un mouvement catholique nationaliste en Pologne. (FRIEDRICH, *Revue Internationale de Théologie*, 1909, pp. 625-646.)

maines de quelques grandes familles polonaises un institut pour l'œuvre de germanisation. Halte dès lors aux avocats de Kraetzig; ils feraient œuvre anti-allemande ! On rappelait même que, depuis 1848, les Polonais, en Europe, avaient toujours été sur toutes les barricades¹; la race à laquelle appartenait Kraetzig était une race d'insurgés.

Mais si Bismarck disait vrai, si ce Polonais et ses acolytes avaient effectivement commis de pareils péchés, il y avait au-dessus d'eux un responsable; c'était le ministre Mühler. Bonne aubaine pour les nationaux-libéraux, qui détestaient ce piétiste et sans cesse demandaient sa tête. Le coup qui frappait Kraetzig commençait à la faire elle-même chanceler. On oubliait volontairement qu'en fait l'influence de Kraetzig se heurtait à plusieurs influences protestantes, celle de la direction de l'instruction et celle du sous-secrétaire d'État Lehnert; que le ministre, en 1864, avait enlevé la surveillance d'une école polonaise à un ecclésiastique trop zélé pour la langue indigène; que des canonistes comme le protestant Richter², auprès de qui souvent Mühler prenait conseil, contrebalançaient le crédit du catholique Kraetzig³. Les nationaux-libéraux se disposaient à envelopper Mühler dans la disgrâce que subissait Kraetzig, et à évincer bientôt du ministère des Cultes la nuance d'orthodoxie dont ce ministre était le serviteur.

Victime désignée pour demain, l'infortuné Mühler devait, tout de suite, de par sa fonction même, rédiger l'arrêt de mort de Kraetzig. Emprunter les arguments bismarckiens, c'eût été contresigner son propre procès; il ne le pouvait, et vantait au contraire le zèle et le dévouement de son agent⁴. Alors il se rabattit sur une théorie; il professa que le Concile

avait modifié la situation de l'Église et que le gouvernement dans sa politique ecclésiastique, devait dorénavant s'inspirer de considérations tirées du droit de l'État¹. C'étaient là des arguments qui ravissaient les vieux-catholiques; Mühler, en somme, s'appropriait leur thèse. Tandis que les raisons de fait par lesquelles Bismarck motivait le renvoi de Kraetzig devaient être exploitées par les nationaux-libéraux, les raisons quasi doctrinales apportées par Mühler marquaient un rapprochement sérieux entre le vieux-catholicisme et le gouvernement de Berlin. Dans l'incident où succombait la « division catholique », garante active de la paix religieuse, chacun des partis hostiles à cette paix puisait finalement une force nouvelle.

Les *Grenzboten* signifiaient aux « ultramontains » que le Nord de l'Allemagne n'était pas un terrain pour eux, qu'ils ne devaient leur succès qu'à la complaisance du gouvernement et à la négligence des populations, mais que bientôt le sol s'effondrerait sous leurs pas². Aussi les espérances confiantes dans lesquelles Auguste Reichensperger se complaisait encore en avril étaient-elles désormais singulièrement assombries. Il adressait, en août 1871, à la *Revue générale* de Bruxelles, un article qui faisait grand bruit³. Il ne pouvait encore croire possible que Guillaume, après avoir « acheté la paix extérieure à l'aide du courage de tout peuple », laissât persécuter des millions d'Allemands et sacrifier la paix intérieure, due surtout à son frère Frédéric-Guillaume IV. Il ne voulait pas admettre que l'impossibilité de vaincre des résistances morales par des mesures de police échappât longtemps à Bismarck. Il protestait du patriotisme du Centre. Les *Grenzbo-*

ten lui reprochaient de s'adresser à des étrangers, à des Belges ennemis de l'Allemagne, pour se faire absoudre du péché d'incivisme¹. Mais il traduisait en jugement, devant ces étrangers mêmes, les partis hostiles à l'Église ; il les accusait de vouloir profiter de Sadowa, de Sedan, de la brèche de la Porte-Pie, pour faire une trouée dans le catholicisme allemand, édifier une Église nationale allemande, et aboutir, peu à peu, à un humanitarisme cosmopolite, sans dogmes, sans sacrements, sans autels, idéal de la franc-maçonnerie. « Tous les symptômes sont à l'orage² », écrivait-il, et la peur qu'il avait de ces partis antireligieux semblait supplanter en lui, désormais, ce qui lui restait de confiance dans l'esprit de justice de l'Empereur et dans le flair politique du chancelier.

VII

La fermeture des bureaux dans lesquels l'Église prussienne, trente ans durant, avait familièrement causé avec l'État, coïncidait avec un article des *Grenzboten*, proposant à l'État, tout de suite, de nouveaux interlocuteurs, qui étaient les vieux-catholiques. « Nous espérons, écrivait Roessler, que l'Empereur et l'Empire comprennent aujourd'hui leur devoir de protéger, contre la Papauté, les défenseurs de la vraie doctrine catholique. Peut-être que par cette voie ils arriveront à soustraire l'Église d'Allemagne aux buts éminemment terrestres d'une puissance étrangère, exclusive de toute nationalité ; par là seulement, l'Empire allemand serait achevé sur base nationale³. » Un de ces vieux-catholiques, Baltzer, qui tenait, comme chanoine de Breslau, un traitement de l'État, en avait été privé par l'évêché :

à cette nouvelle, la bureaucratie berlinoise se fâchait¹. Est-il possible, demandait la *Correspondance provinciale*, que l'État paraisse sévir contre les prêtres qui répudient un dogme dangereux pour la société civile²? Au lieu de punir les vieux-catholiques de Prusse, Bismarck apprêtait ses sourires pour les vieux-catholiques de Bavière.

Là-bas, à Munich, de sérieux tiraillements divisaient les ministres. Lutz et le Roi voulaient, en face des évêques, revendiquer pour l'État bavarois le droit d'apprécier les décrets du Concile; le comte Bray, président du Conseil; était plus pondéré. Il déplorait, lui aussi, le vote sur l'infailibilité; mais, respectueux de l'Église, il craignait qu'elle ne fût mise en péril par l'émeute des savants. Au reste, était-il prudent de miner le principe de l'autorité? était-il nécessaire, enfin, que le gouvernement prît parti entre les courants théologiques, puisque, en fait, la Papauté du moyen âge n'existait plus, et puisque on pourrait toujours, à l'heure venue, punir les infractions contre les lois? Bray détestait que la Bavière se mêlât de questions dogmatiques, qu'elle ressuscitât les débats sur le *placet*, et qu'elle discutât sur la valeur que conférait aux décrets du Concile leur insertion dans les Semaines religieuses.

« N'allons pas tirer pour d'autres les marrons du feu, écrivait-il à un ami; il suffit de lire les noms des gens qui crient, pour se convaincre que tout ce qu'ils veulent, c'est tirer de la lutte religieuse un capital politique. » Le concordat bavarois, que Lutz parlois rêvait de dénoncer, apparaissait à Bray comme un excellent moyen de défense contre les abus que le Pape pourrait faire de son infailibilité. Lutz voulait proclamer que le dogme nouvellement

défini mettait l'État en péril : « Attendons, conseillait Bray ; maintenons-nous sur la défensive ». — « Mais nous n'éviterons pas la lutte », ripostaient Lutz et ses collègues. — « Qui sait ? » répliquait Bray ; et mieux vaut, en définitive, une lutte défensive acceptée sur le terrain de l'État, qu'une lutte offensive engagée sur le terrain de la foi. » Alors Lutz critiquait ce *distinguo* : « L'infraction commise contre l'État, objectait-il, serait le résultat de l'article de foi imposé par le Pape ; donc, en la réprimant, on s'engagerait sur le terrain de la foi. Mieux vaut, dès lors, prévenir les délits que d'avoir à les châtier ; mieux vaut prendre des précautions primordiales contre cette infailibilité qui recèle des germes de péril, et dire, tout de suite, que nous ne la reconnaissons pas¹ ». Ainsi discutait-on, dans les conseils de la Bavière ; mais Bray était battu d'avance, parce que particulariste, et dès lors suspect à la Prusse ; sa démission, qu'il avait offerte dès le 4 juin 1871, fut acceptée par Louis II le 22 juillet². Dans le gouvernement bavarois, rien ne généralt plus, désormais, les influences prussiennes.

Sous certains dehors d'indépendance, Hegnenberg³, successeur de Bray, y serait d'autant plus accessible, qu'il avait à se faire pardonner d'antiques affinités avec le parti de la Grande-Allemagne ; et tout ce qu'il avait de souplesse — cette souplesse dont un autre se fût servi pour désobéir — il allait l'employer, lui, à réaliser les inspirations prussiennes, doucement, clandestinement, et sans faire scandale. Il s'agissait, pour la Prusse, d'inculquer à la Bavière l'habitude d'obéir, avant de lui en prêcher l'ennuyeuse obligation ; Hegnenberg allait être l'homme de transition, souple, élégant, calculateur, qui silen-

cieusement, à force de ménagements, accomplirait ce dressage*.

Berlin, d'ailleurs, honorait Munich ; on expédiait de temps à autre des visiteurs de marque. Le 16 juin, c'était le prince impérial Frédéric : il expliquait, au cours d'une causerie, que le cardinal de Hohenlohe pourrait peut-être devenir le chef des vieux-catholiques ; et les *Grenzboten* s'empressaient d'annoncer à l'Allemagne que l'héritier du trône impérial s'était enquis des difficultés religieuses de la Bavière¹. Le 15 août, c'était Bismarck lui-même qui venait voir Lutz² : ils causèrent longuement, et le remplacement de Bray par Hegnenberg leur laissait, en effet, toute liberté de préparer ensemble l'histoire du lendemain. Douze jours alors se passaient, et l'épiscopat de Bavière recevait enfin la réponse du ministre Lutz : l'ordonnance du 27 août affirmait que le dogme de l'infailibilité était dangereux pour l'État ; que les évêques, en le publiant, avaient violé la Constitution ; et que la Bavière refuserait tout concours pour la diffusion de ce dogme, qu'elle refuserait, aussi, toute suite légale aux mesures disciplinaires prises par l'épiscopat³.

Pie IX, le 20 juillet, avait solennellement affirmé, dans un discours public, que c'était un sophisme

* « Le bon catholique qu'était le comte Bray, écrivait Auguste Reichensperger, a quitté le ministère. Le nouveau ministère Hegnenberg va dans les eaux prussiennes : l'armée bavarroise y est déjà, par suite de l'insouciance et du laisser-aller du Roi. » (PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 31-34.) Hegnenberg « modifie ses allures avec une facilité étrange au gré des circonstances », écrivait Lefebvre de Béhaine ; d'abord flatté par les ultramontains à cause de ses anciennes sympathies *grossdeutsch*, il « couvre d'un certain décorum la renonciation de la Bavière au rôle de puissance indépendante ». (Dépêches Lefebvre de Béhaine, 3 novembre 1871 et 28 juin 1872.)

pervers de prétendre que le Pape, au nom de l'infaillibilité, pourrait déposer les rois et délier les sujets de leur obéissance, et qu'on ne pouvait confondre sans « malice » le jugement infaillible relatif aux principes de la révélation et le « droit que les papes du moyen âge exerçaient en vertu de leur autorité, lorsque le bien de la société l'exigeait ¹ ». On avait ainsi, depuis le 20 juillet, un commentaire de l'infaillibilité, souverainement donné par les lèvres mêmes du Pape; mais Lutz persistait à chercher dans les écrits vieux-catholiques un commentaire inverse et à prêter aux déclarations conciliaires une portée politique que Pie IX était le premier à leur dénier. Sur l'infaillibilité, le Pape infaillible était le dernier qui fût eru. L'ère des conflits aigus était désormais ouverte, dans la catholique Bavière*.

Du moins les conflits supposent-ils encore une certaine liberté de vie publique, dont bénéficient eux-là mêmes qui succomberont; mais il y avait dans

* Cette demi-insurrection de la Bavière contre le pouvoir spirituel du Pape coïncidait avec une accentuation décisive des sympathies de la Bavière pour l'Italie. « A Munich comme à Berlin, écrivait Lefebvre de Béhaine le 19 septembre 1871, les nationaux-libéraux se déclarent prêts à avoir pour l'Italie, amie du jeune Empire, des procédés exceptionnellement encourageants ». Hegnenberg déclarait à Lefebvre de Béhaine qu'il voyait au maintien d'une légation bavaroise près de Victor-Emmanuel un avantage considérable, l'Italie étant l'amie du jeune Empire d'Allemagne; Lefebvre de Béhaine supposait que ces dispositions de Hegnenberg étaient le résultat de son entrevue avec Bismarck à Reichenhall.

Un premier acte qui avait déjà témoigné des mauvaises dispositions de Lutz avait été, en juin 1871, commis par les autorités du Palatinat bavarois : on avait demandé à plusieurs prêtres professeurs de religion s'ils enseignaient l'infaillibilité malgré l'absence du *placet* gouvernemental, et les vicaires capitulaires de Spire avaient protesté contre cette indiscrétion de l'État. (ROLFUS, *Kirchengeschichtliches*, I, p. 522.)

L'Empire une population qui avait perdu cette liberté en même temps qu'elle perdait sa patrie : c'était la population d'Alsace-Lorraine. Elle n'avait plus le droit de parler, ni de laisser voir qu'elle pensait encore. Là se déchaînait, avec la simplicité brutale d'une force naturelle, l'arbitraire de Bismarck. L'administration allemande, au printemps de 1871, avait, dans la réorganisation de l'enseignement primaire, tenu compte des différences confessionnelles; Bismarck, au mois d'août, pour affaiblir un clergé coupable d'aimer toujours la France, décidait subitement que les écoles normales et l'inspection scolaire seraient désormais laïcisées¹. De sa propre initiative, il inaugurait en Alsace, pour des motifs d'ailleurs tout politiques, un régime de laïcisation que Falk, plus tard, sera soupçonné de vouloir étendre progressivement à toutes les provinces de Prusse.

Et puis Bismarck, lorsqu'il eut ainsi, dans un style différent, régenté la Bavière et l'Alsace, s'en fut à Gastein voir son collègue d'Autriche, le chancelier Beust, et devant lui il se mit fort en colère contre le Pape et les Romains. « Ils ont agi avec moi d'une manière infâme (*ruchlos*) », s'écriait-il; il parlait de se venger. « Tant mieux, répliquait Beust, on ne pourra plus dire que les catholiques sont plus heureux en Prusse qu'en Autriche. » Bismarck insistait sur l'infamie, et Beust, plus tard, crut se rappeler, non peut-être sans quelque imagination, que le chancelier lui avait alors prédit tout le déroulement du *Culturkampf*². Ce qui est certain, c'est qu'à ce moment même, Lutz commençait de venger Bismarck*. L'État prussien se bornait à soutenir,

* « M. de Bismarck, lisait-on dans la *Correspondance de Genève*, du 29 septembre 1871, voit que, protestant, ayant sous

contre la hiérarchie romaine, les professeurs vieux-catholiques ; l'État bavarois signifiait implicitement, par l'ordonnance du 27 août, qu'il défendrait contre elle les curés et vicaires vieux-catholiques¹. On bataillait en Prusse pour des amphithéâtres d'universités ou pour des classes de gymnases ; les esprits anxieux se demandaient si l'on ne bataillerait pas bientôt, à Munich, pour des presbytères et pour des sanctuaires.

La *Correspondance de Genève* accusait formellement Bismarck de jouer en Bavière le rôle de bou-te-feu ; elle le soupçonnait de vouloir qu'à Berlin même le « grand-maître apostat de l'ordre teutonique » coiffât un jour de la tiare un pape nouveau ; et voilà pourquoi, disait-elle, « M. de Bismarck commence à mettrel'Allemagne à l'école de Doellinger² ». La polémique aime les couleurs éclatantes et crues ; il y avait plus de nuances dans les intentions de Bismarck. Mais si la *Correspondance* voulait dire que, dès cette date, la politique religieuse du chancelier penchait vers une malveillance dangereuse pour le Saint-Siège, la polémique avait le mérite de voir clair et de parler net.

VIII

Où visaient-ils donc, ces vieux-catholiques, pour qui la théologie de Louis II et la politique de Bismarck

son gouvernement des populations catholiques, il ne peut prendre ostensiblement le premier rôle dans la guerre contre l'Église catholique... Mais il a, dans le roi de Bavière, oublieux de tous ses devoirs envers la foi de ses pères qui est toujours la foi de son peuple, et dans MM. de Beust et Andrassy, des agents dociles derrière lesquels il s'efface. »

exposaient la Bavière à des troubles, voire même à des ruines ? et quelle était l'exacte revanche que poursuivait sur l'Église leur science morose et vaincue ? Au fond, ils étaient les premiers à ne pas le savoir très bien. La hiérarchie romaine, par des excommunications, les renvoyait de l'Église. Laïques sortis des nefs, prêtres sortis des stalles, s'attendaient les uns les autres au-delà du seuil ; ces laïques invoquaient l'assistance de ces prêtres pour les grandes circonstances familiales, naissances, mariages, morts. Ainsi se formaient des rassemblements errants, qui se tournaient vers le pouvoir civil et réclamaient des abris pour leur culte ; le pouvoir civil les exauçait, en dépouillant de quelque église les catholiques romains¹.

Mais l'heure où les vieux-catholiques commençaient ainsi d'être groupés, logés, pourvus, marquait l'éclosion de leur désaccord. La vraie fronde, pour les uns, consistait à se dire définitivement sortis de l'Église romaine ; elle consistait, pour d'autres, à vouloir malgré tout y rentrer, y rester, y protester*. Les premiers — c'étaient surtout des laïques — songeaient à dresser tout de suite église contre église, et à se détacher eux-mêmes nettement, expressément de la communion qui les avait exclus : ils voulaient remonter à un certain moment du passé, reconstituer d'après leurs livres l'édifice ecclésiastique, tel qu'à ce moment précis il avait dû exister, et construire une

* Cette incertitude même sur la méthode d'action et les intentions des vieux-catholiques avait amené les évêques réunis à Eichstädt, en mai, à déclarer qu'ils ne jugeaient pas opportune (*angemessen*) une instruction générale pour toute l'Allemagne sur la façon de traiter les vieux-catholiques *pro foro interno et externo*. (*Protocole der Fuldaer Versammlungen, als Manuskript gedruckt*, p. 17.)

bâtisse exactement pareille, en face de l' « ultramontanisme » triomphant. Et se tournant vers Doellinger, que tout Munich regardait avec émoi, ils le conjuraient, tout excommunié qu'il fût, de redire au moins la messe une fois, publiquement, solennellement, afin d'afficher, ainsi, d'un seul et même geste, sa volonté de rester un prêtre et sa séparation définitive d'avec le sacerdoce romain. Ils savaient le prestige de ce théologien, que l'historien Sybel mettait au-dessus d'Alexandre de Humboldt, au-dessus de Macaulay, et qu'il égalait presque à Bismarck¹ : Doellinger, grand homme, leur semblait fait pour un grand rôle.

Mais il manquait à Ignace Doellinger cette énergie de caractère qui, seule, impose les suprêmes soumissions ou les suprêmes séparations². Ses violences de plume, qui avaient desservi beaucoup plus qu'aidé la minorité conciliaire, avaient pu faire illusion à ses amis : ce n'étaient que des polémiques de cabinet, telles que les concertent, devant quelques disciples admirateurs, l'archéologue ou le philologue dont on discute les conclusions. On y devinait la rage d'un savant contredit, beaucoup plus que le soubresaut d'une conscience religieuse froissée; le député Robert de Mohl disait très finement de Doellinger : « C'est un savant d'appartement, plus proche d'Érasme que de Luther, et qui n'a pas envie du martyre³ ».

Schulte, Michelis, le roi Louis II lui-même, n'exigeaient pas qu'il fût martyr, mais que tout simplement, par le bruyant scandale d'une messe dite à contretemps, il s'érigeât en confesseur de la foi anti-romaine; c'était trop souhaiter : il y avait là un pas en avant, auquel sa volonté ne se décidait

point¹. L'évêque Fessler, ancien secrétaire du Concile², la famille de Montalembert³, le canoniste Laemmer, Pie IX lui-même, qui lui faisait dire : « Je prie chaque jour pour vous⁴ », l'invitaient à se soumettre : il voyait là un pas en arrière, que son intelligence prohibait. Il n'acceptait ni de pousser devant lui la porte de l'Église, au moment où l'on paraissait prêt à la lui rouvrir, ni de la faire claquer sur lui au moment où, malgré lui-même, elle se refermait sur son parti pris d'indocilité⁵. Il se trouvait toujours dehors sans vouloir jamais être sorti. Assez assuré de sa science pour savoir qu'elle ne pouvait jamais avoir tort, il lui restait assez de foi pour escompter qu'à la longue l'Église ne voudrait pas toujours avoir tort, et qu'elle ferait pénitence, pénitence devant sa science. Il rêvait d'un bon concile, activement résipiscant, qui déferait l'œuvre de 1870, et qui prêterait enfin l'oreille aux savants, organes d'un nouveau prophétisme⁶. Il y a quelque chose de dramatique et tout en même temps d'un peu enfantin, dans ces derniers contacts du vieux savant avec la communion Romaine dont il avait été la gloire, et dans le regret qu'il éprouvait de l'avoir, en certains de ses livres, montrée si brillante et si belle, que beaucoup de prêtres, en les lisant, étaient devenus des ultramontains. Quelques-uns de ces prêtres, se rappelant ses leçons de jadis, et le voyant lent à s'éloigner, attendaient sa conversion ; mais c'était lui, tout au contraire, qui attendait celle de l'Église* ; et de ces deux infaillibi-

* « Dieu a permis le Concile avec ses hérésies, écrivait-il à l'abbé Michaud le 16 février 1872, comme moyen de préparer une réforme de l'Église et une réunion future des Églises ». (*Revue internationale de théologie*, 1899, p. 249.) « Pour vous, lui reprochait-il le 23 mai 1872, c'est déjà un fait incontestable que

lités qui s'épiaient l'une l'autre, celle d'une Église et celle d'un homme, l'une était calme et l'autre était fiévreuse.

Au congrès qu'en septembre 1871 les vieux-catholiques tinrent à Munich, et que présidait Schulte¹, on discuta très vivement s'il fallait ou non, là où le besoin s'en faisait sentir, les organiser en communautés spéciales, possédant leurs prêtres, leur liturgie, leurs sacrements, et jouissant de tous les effets civils attachés au baptême et au mariage. Cette proposition, faite par Schulte et qu'appuyait activement le philosophe Jean Huber², fut combattue par Doellinger. On avait vu ce prêtre assister à la messe dite par l'excommunié Michelis³; on avait rencontré sa signature au bas de la pétition qui réclamait qu'un sanctuaire de Munich fût donné à un autre excommunié, Jean Friedrich, pour y célébrer le culte⁴. La création d'une Église séparée n'était que la suite logique de ces premiers épisodes, et Doellinger reculait. Doellinger redoutait le caractère laïque que prendraient ces communautés nouvelles⁵; il craignait de rompre irréparablement avec ces nombreux curés qu'il croyait apercevoir dans le clergé catholique romain et qui, d'après lui, n'acceptaient qu'à contre

tout ce que vous appelez « Église romaine », c'est-à-dire 180 millions d'âmes, est devenu hérétique, ni plus ni moins. Moi, je ne trouve cela ni historiquement vrai ni tolérable en pratique; je crois que cette facilité d'accuser d'hérésie un parti opposé ou une Église entière est un des grands maux de la chrétienté ». (*loc. cit.*, p. 251.) Il disait encore, le 2 juillet 1872: « Je crois devoir m'abstenir du mot d'hérésie et d'hérétique, en parlant des décrets du Concile, quoique je sois convaincu que, dans la doctrine de ces décrets, il y a plus de poison que dans beaucoup d'hérésies que l'Église a combattues dans les siècles passés ». (*loc. cit.*, p. 252.)

cœur la doctrine récemment proclamée *. « Pas d'Église particulière, pensait-il, elle élèverait ensuite des prétentions, si disproportionnées avec la réalité, qu'elles deviendraient absurdes et risibles. Nous ne devons pas nous laisser expulser de l'Église, nous devons encore moins en sortir, mais maintenir notre bon droit *mordicus*, comme *civis Ecclesiæ*, et résister au jésuitisme et à l'absolutisme dans l'Église comme à un produit étranger et hostile¹ ». Doellinger estimait que si les vieux-catholiques pouvaient s'attarder dans la communion romaine, ils déposeraient en elle le germe du repentir et de l'esprit réformateur², et que, battus dans l'assemblée des évêques, ils pouvaient agir encore, parmi les prêtres et les fidèles. « Il veut qu'on reste dans l'Église à la façon des gens de Port-Royal », disait de lui Jean-Frédéric Schulte³. C'était là, aussi, le vouloir du ministre Lutz qui, moins brouillon que son roi, préférait la continuation de la fronde à l'explosion du schisme. « Tous les hommes de votre opinion, avait dit Lutz à Doellinger, tous les adversaires des décrets du Vatican, ne peuvent, dans leur intérêt bien compris, rien faire de mieux que de prendre part continuellement, publiquement, à l'ensemble du service religieux catholique, et que de montrer ainsi devant le monde que leur lien avec l'Église catholique n'est pas seulement nominal, mais réel⁴. » Devant le congrès, le plan de Lutz et de son interprète Doellinger fut piteusement répudié : sur trois cents congressistes, il n'y eut que trois voix pour l'approuver⁵.

* Et pourtant, lorsque déjà, en avril 1871, il avait parlé des milliers de curés qui pensaient comme lui, des protestations avaient surgi, d'abord de la part des curés de Munich, puis dans le reste de la Bavière (ROLFUS, I, p. 475).

A la date du 24 septembre 1871, où le congrès de Munich se sépara, l'« Église vieille-catholique », dont Doellinger demeura l'ami sans jamais en devenir le prêtre, était définitivement fondée. Un pronunciamiento de professeurs avait la piquante audace de procéder à une création religieuse. La négation de l'infailibilité les rattachait les uns aux autres ; et parmi ceux qui les applaudissaient et s'inscrivaient comme fidèles, beaucoup ne se rapprochaient d'eux que par cette négation, et s'embarrassaient fort peu des autres articles du *Credo*. On organisait une Église comme dans une académie s'organise une coterie ; on ébauchait des cadres ecclésiastiques, et l'on cherchait ensuite un peuple pour l'y faire entrer.

A l'automne de 1870, lorsque le curé Renftle avait entraîné derrière lui 275 paysans de Mering, on avait un instant pu croire que les curés de campagne et le peuple se rallieraient à l'altière bannière des savants : « La commune de Mering, écrivait alors Hohenlohe, donnera peut-être le branle à un mouvement plus étendu dans le bas clergé¹ ». « Seulement un peu d'énergie, suppliait Renftle lui-même en mars 1871, et les chaînes romaines se briseront, et nous tomberons tous, comme frères, dans les bras les uns des autres. Quelle joie ! Mais si les laïques se relâchent, alors nous reculons bien loin. Dieu ne permettra pas cela². »

Les laïques ne s'étaient pas relâchés : ils étaient venus par milliers à certains *meetings* vieux-catholiques : mais autre chose est de manifester et de voter, autre chose de prier. Une Église est tout d'abord une organisation de prières, et parmi les laïques qui priaient, presque tous étaient restés ail-

leurs *. Le vicaire Jentsch, qui bientôt allait devenir vieux-catholique, s'en rendait compte : « Si Doellinger voulait prendre part à une fondation d'Eglise, expliquait-il, ce serait pour moi un indice de ramollissement du cerveau, car Doellinger, historien de la Réforme, sait que les Églises ne sont pas fondées par des professeurs, mais par des mouvements de masses ¹ ». — « Les masses, elles ne bougeront pas », disait à Hohenlohe le comte d'Arco ². Or, dès avril, dans une réunion des membres « catholiques non-ultramontains » du *Reichstag*, Hohenlohe faisait cette réflexion : « Si soixante-dix millions de catholiques croient, qu'importe que six mille s'en aillent ³ ! » Sauf en Bade, où çà et là quelques paysans devaient bientôt y venir spontanément, l'Église vieille-catholique demeurait une société choisie, comme s'en réjouissait naïvement devant le vicaire Jentsch une dame plus savante qu'intelligente ⁴. Bismarck raisonnait mieux que cette théologienne, lorsqu'il disait que les 275 paysans vieux-catholiques de Mering comptaient plus pour lui qu'une douzaine de professeurs, et c'était aussi, sans doute, l'avis de Hegnenberg, le président du ministère bavarois, qui avouait sans ambages à Lefebvre de Béhaine : « Ce mouvement religieux sans pensée religieuse n'a aucune chance de se propager ⁵ ».

La force de la logique et la pente de l'histoire avaient engagé l'Église universelle dans une voie dont le Concile de Trente marquait la plus récente

* Rares étaient les juges comme Otto Meier, qui, en juin 1871, saluait dans le vieux-catholicisme un mouvement religieux « provenant non seulement de scrupules scientifiques, mais de consciences craintives de Dieu, repoussant le blasphème conciliaire », et qui augurait que ce mouvement, pareil à la Réforme, créerait des communautés. (*Zur Geschichte der roemisch deutschen Frage*, I, p. IX. Rostock, Stiller, 1871.)

étape ; au moment où elle accomplissait une étape nouvelle, des savants déconcertés et chagrins avaient essayé d'échafauder devant elle, sur toute la largeur de la route, une barricade de chicanes historiques qu'ils avaient crue infranchissable. Le Concile avait passé outre : alors leur science mortifiée, au lieu de s'effacer devant ce nouvel acte de la vie de l'Église, continuait d'y opposer la lettre morte de certains textes, et fondait une autre Église qui serait, avant tout, une institution de polémique.

On savait, dans les cercles d'État, que ces professeurs n'avaient pas l'étoffe des grands remueurs d'hommes. Lutz les soutenait contre les évêques, mais regrettait pourtant la décision de leur petit concile. Hohenlohe, adversaire passionné de l'infaillibilité, sentait en eux des alliés, mais non point une puissance, et prévoyait que leur effort succomberait, faute d'une assise solide, ou qu'il se heurterait à l'indifférence des protestants¹. On leur empruntait des arguments pour parler contre l'Église, des prétextes pour agir contre elle ; dans ce rôle, en réalité subalterne, ils firent, quelque temps durant, les importants. Ils servaient Bismarck, ils le munissaient, ils croyaient qu'entre eux et Rome le chancelier avait opté pour eux. Erreur profonde ! Bismarck n'optait jamais, et se réservait toujours. Aux époques mêmes où il s'acharnait avec le plus d'iniquité contre la force romaine, l'envie de traiter avec cette force ne le quittait point ; et certainement, il avait plus de considération pour elle que pour ses adversaires vieux-catholiques. Mais il savait qu'on est souvent gêné par plus petit que soi, et son jeu, dans le second semestre de 1871, était de lancer à l'assaut du Vatican leurs bourdonnantes taquineries, et de

faire croire à Pie IX détaché que l'Allemagne disposait d'un corps expéditionnaire susceptible, peut-être, d'ébranler la tiare même que depuis vingt-cinq ans il portait.

IX

Au moment même où la définition de l'infaillibilité donnait ainsi le branle à une sorte de mobilisation de Munich contre Rome, ce spectacle amenait sur les lèvres de certains catholiques, naguère hostiles à l'opportunité de cette définition, l'aveu qu'ils s'étaient trompés en se refusant à la croire urgente. « Il me semble maintenant, disait Auguste Reichensperger, qu'on devait amputer un certain foyer de maladie, nécessairement. L'infaillibilité m'apparaît aujourd'hui plus que nécessaire, pour amener à l'état de crise — d'une crise qui, vraisemblablement, sera salutaire — le conflit entre l'orgueilleuse science allemande et l'autorité... Elle aura eu cette importance, de couper court aux restrictions mentales par lesquelles des catholiques continuaient de croire, à part eux, autre chose que ce que l'Église disait et écrivait¹. » Son collègue Kehler, qui était, lui aussi, un anti-infaillibiliste de la veille, essayait, mais en vain, d'amener Schulte à se soumettre². Joerg, qui avait en 1869 rédigé contre l'opportunité la fameuse adresse de Berlin, commençait à réfléchir sur les résultats du Concile : c'en était fait de ces nuances qui jadis séparaient les catholiques ; il y avait plus de clarté, désormais, pour les consciences fidèles, et dès lors plus d'unité, plus d'homogénéité ; Joerg espérait beaucoup³.

Quant à Windthorst, il devait à la tribune, deux ans plus tard, rectifiant et discutant les allégations d'un collègue vieux-catholique sur son attitude en 1870, affirmer et expliquer sa ferme adhésion au dogme¹. « Il y a des moments, disait-il une autre fois, où le besoin d'une instance suprême, en dernier ressort, ne peut être répudié », et il concluait, confiant et d'avance docile : « Attendons, du reste, l'interprétation ecclésiastique »².

Ainsi les bagarres de consciences qui succédaient à la définition conciliaire avaient cet effet de grouper autour des évêques et de Rome les hommes politiques catholiques, fort peu disposés à quitter la communion de l'Église pour s'associer à ce que l'un d'entre eux appelait « le complot des professeurs allemands ». Les évêques pouvaient parler haut ; ils seraient compris, suivis ; leur parole, même, était attendue.

En septembre 1871, les membres de l'épiscopat prussien écrivirent à Guillaume, tous ensemble, pour se plaindre qu'au collège de Braunsberg la liberté de conscience des petits catholiques fût violée, et pour affirmer après Pie IX que la définition dogmatique ne pouvait avoir dans le domaine politique aucune conséquence fâcheuse ; ils prévenaient l'Empereur que dans toute l'Allemagne régnait une « profonde douleur », provoquée par la « plus amère et la plus dangereuse des persécutions »³.

De longs jours passèrent, et Guillaume se taisait. On apprit, le 10 octobre, qu'il honorait de sa présence la bruyante assemblée qu'ouvraient à Berlin des représentants de l'orthodoxie protestante, venus de tous les points de l'Allemagne pour unir entre elles les Églises des divers États. Le programme qui les avait convoqués mentionnait formellement l'unifica-

tion de la Germanie « sous son Empereur protestant » et signalait deux périls auxquels la cohésion des Églises protestantes devait faire front : l'ultramontanisme et le radicalisme. Les dissensions théologiques firent échouer l'assemblée¹; mais les termes du programme, l'épithète que l'on affichait à côté du nom de l'Empereur, l'apparition du souverain parmi ces manifestants, le violent discours de l'aumônier militaire Frommel contre le papisme², laissaient aux catholiques une impression de malaise, encore aggravée par l'éclat des cris de guerre contre Rome, qui peu de jours auparavant avaient retenti à Darmstadt, dans un congrès des protestants libéraux³.

Le *Reichstag* se rouvrait, le 16 octobre, sans que Guillaume I^{er} eût encore répondu aux évêques; et le discours du trône demeurait muet sur la question religieuse. Le lendemain, enfin, après quarante jours de silence, il leur accusait réception de leur lettre. Il laissait voir à ses correspondants un reste de bienveillance et beaucoup de sévérité, et semblait présenter sa sévérité même comme un écho grondeur de sa bienveillance déçue. Les évêques et le Pape, disait-il, l'avaient souvent remercié pour les libertés dont jouissait l'Église en Prusse; quelques lignes du Pape — c'étaient celles du 6 mars — lui avaient donné lieu d'espérer que les catholiques appuieraient le mouvement national. Et voici que soudainement il rencontrait, sous la plume d'évêques prussiens, des échantillons de « ce langage par lequel, dans la presse et au Parlement, on avait essayé d'ébranler la confiance justifiée des sujets catholiques ». C'était une mauvaise surprise de plus. Il maintiendrait les lois, protégerait tous les Prussiens. Il ne jugeait pas les questions dogmatiques; mais « si dans l'Église des événements

récents paraissaient aboutir à une menace de bouleversement pour les rapports si satisfaisants existant jusqu'ici entre l'Église et l'État, c'était au gouvernement d'agir législativement, pour que les conflits, en tant qu'ils ne pourraient être prévenus, trouvasent une solution légale ». Au demeurant, aucune désillusion ne l'empêcherait de garantir aux catholiques toute la liberté compatible avec les droits des autres confessions¹.

Ainsi se déroulait le message royal. Deux paragraphes en étaient très graves : celui dans lequel Guillaume semblait étendre à l'épiscopat ses griefs de souverain contre l'humeur indépendante du Centre ; et celui dans lequel il laissait prévoir un verdict autoritaire de l'État législateur au sujet de certaines questions litigieuses intéressant l'Église, et plutôt susceptibles d'être discutées avec elle que tranchées sans elle. L'idée fausse d'une législation unilatérale, idée mère du *Culturkampf*, trouvait ainsi, sous la plume royale, une expression dont les catholiques avaient quelque raison d'être émus. « Le roi Guillaume et ses ministres et journalistes, lisait-on dans la *Correspondance de Genève*, se croient chargés de déterminer, eux-mêmes, les conditions du vrai catholicisme. Pape, concile, évêques, Jésuites, prédicateurs, tout ce qui ne reçoit pas son dogme de Berlin, fera partie de l'Internationale noire...² »

Les évêques avaient signalé un fait précis : la détresse des familles catholiques dans le diocèse d'Ermeland ; 663 pères de famille pétitionnaient auprès de Guillaume³ ; deux nouveaux cris d'alarme, poussés par l'évêque Krementz, annonçaient que le gymnase, ce gymnase sur lequel il comptait pour le recrutement

de ses futurs prêtres, avait perdu la moitié de ses élèves¹; mais l'État prussien persistait à redire à Melchers, archevêque de Cologne, que le Concile avait introduit une nouveauté, et que ce n'était pas être apostat que de la repousser²; et Kaufmann, le bourgmestre catholique de Bonn, constatait que la Prusse, non contente de décharger ainsi les vieux-catholiques du reproche d'apostasie, leur témoignait ouvertement sa sympathie³. Ainsi la démarche épiscopale n'avait rien obtenu, rien de plus qu'une mercuriale du souverain.

Les nouvelles du *Reichstag* furent tout de suite pénibles. Le prince de Hohenlohe, remerciant l'assemblée qui l'avait réélu vice-président, témoignait par un étrange langage sa médiocre aptitude pour ce genre de fonction. Il parlait d'« antagonismes qui allaient éclater d'une façon plus abrupte », de « combats qui allaient se dérouler d'une façon plus sérieuse »; et puis, il ajoutait : « De quel côté je serai dans ces combats, vous le savez, Messieurs. Si je dois présider, je tâcherai de l'oublier ». Il essaierait d'être impartial; c'est tout ce que le Centre pouvait espérer de lui⁴.

Les violences de presse augmentaient; on déclarait que les ultramontains n'étaient pas des Allemands; on les assimilait à des Français, à des Polonais⁵; une caricature représentait la *Germania*, journal catholique, affublée d'un bouclier sur lequel figurait, avec le coq gaulois, la devise : *Gallia nostra spes*⁶; et les petits patriotes, dans les rues de Berlin, commençaient d'insulter les prêtres⁷. Une campagne très ardente, conduite par les nationaux-libéraux de Cologne, aboutissait à une défaite du Centre dans les élections municipales⁸. Le bruit courait qu'un

évêque, voyant Bismarck, s'était étonné de son changement d'humeur à l'égard des catholiques, et que le chancelier avait cyniquement répondu : « Comment ! vous n'avez donc pas compris qu'en 1870 j'avais besoin de vous, et qu'à présent, vous ne pouvez plus me servir à rien¹ ». On précisait, on nommait l'évêque. C'était, disait-on, Ketteler ; et des polémiques s'engageaient autour de son nom.

On sentait s'accumuler un orage, mais on ne voyait rien sur l'horizon ; d'où viendrait-il, comment éclaterait-il, on ne le savait. Il était question, sans doute, d'un rapport de Hohenlohe sur le mariage civil ; et dans sa fraction, les Bavarois, les Prussiens mêmes, étaient favorables à cette nouveauté^{*} ; mais on savait que Bismarck montrait peu d'entraînement, et Lasker redoutait qu'un débat public sur cette question ne provoquât entre « ultramontains » et conservateurs une coalition qu'ensuite peut-être on aurait du mal à dissoudre. On décida donc de se taire, pour le moment². Rien à l'ordre du jour du *Reichstag* n'évoquait les difficultés religieuses, et pourtant les catholiques s'inquiétaient. Ils pressentaient vaguement la proximité d'événements graves, qui amèneraient des sacrifices et des souffrances ; on voyait certains catholiques se faire prier, hésiter longuement, avant d'accepter le mandat de député³ ; ils s'y décidaient lentement, mûrement, comme on se décide à affronter, pour le devoir, une longue série d'ennuis et de

^{*} Des bruits absurdes circulaient, d'après lesquels le Pape infallible allait modifier le sacrement de mariage. On sait que, d'après la doctrine séculaire, les époux, dans ce sacrement, jouent le rôle de ministres, et que le prêtre n'est qu'un témoin ; on prétendait que le Pape voulait faire du prêtre lui-même le ministre du sacrement. (Busch, *Tagebuchlaetter*, II, p. 284.)

misères. « Les voilà qui crient déjà, raillait Bismarck; ils me rappellent ce gamin qui pleurait avant d'entrer à l'école. Si tu cries déjà, lui disait le magister, que sera ce donc quand je te fouetterai ¹ ? »

Les catholiques, non plus que ce pauvre gamin, n'avaient tort d'être pessimistes. En août, Bismarck avait excité Lutz; à l'automne, c'était au tour de Lutz d'exciter Bismarck.

On s'agitait fort à Munich en ce mois d'octobre; dans un appel passionné, le vieux-catholique Zirngiebl dénonçait la « guerre d'extermination entreprise contre la culture allemande, la loyauté et la piété allemandes, par un pape qu'avait perverti l'hypocrisie », et réclamait qu'en face du Denier de saint Pierre on organisât un « denier allemand ² »; et tandis que Zirngiebl invoquait des capitaux, le national-libéral Hertz et quarante-six de ses collègues adressaient à Lutz une façon de sommation; ils lui demandaient s'il était résolu à maintenir dans leurs droits et dans leurs postes les anti-infaillibilistes, à donner son aide aux parents qui voudraient soustraire les enfants aux « leçons de la Curie romaine, attentatoires pour la conscience », à protéger les paroisses vieilles-catholiques, et à préparer l'abolition législative du Concordat. Le texte même de cette motion indignait quatre-vingt-deux députés catholiques, qui protestaient ³. La bagarre parlementaire qu'on prévoyait attirait le Roi lui-même à Munich ⁴; le 14 octobre, Lutz parlait; il dénonçait la *Correspondance de Genève*, l'accusait de propager des doctrines dangereuses pour l'État; on sentait que ses invectives visaient plus loin, qu'elles visaient plus haut; et dans son violent discours, la minorité nationale-libérale saluait toute une série de promesses ⁵. Pie IX en concluait

avec tristesse, dans un discours consistorial, que la Bavière « accordait publiquement aux sectaires la protection de son autorité et l'encouragement de ses faveurs¹ ». Quant aux députés catholiques, qui se sentaient en majorité, ils ne provoquaient aucune crise, attendant les projets de loi effectifs qui sanctionneraient les déclarations de Lutz².

Mais dès le 13 octobre, la veille même de son discours-programme, Lutz s'était tourné vers Bismarck et lui avait dit en substance : « Vous m'avez poussé vers une politique anticléricale; or, pour faire cette politique, ce n'est pas la Chambre bavaroise qui me donnera des armes; à vous de me les fournir, par une loi d'Empire³ ». Pour ennuyer les prêtres en Bavière malgré la Chambre bavaroise, Lutz avait besoin qu'à Berlin une loi d'ensemble fût préparée, qui permettrait de les ennuyer partout.

Bismarck ordonna, tout d'abord, de faire une réponse réservée, et de dire, si la Bavière insistait, que le Conseil fédéral serait l'endroit le plus propice pour ce genre de causerie. Il semble qu'à ce moment-là, Bismarck fût un peu surpris; les événements le devançaient; la politique qu'il avait déchainée marchait plus vite que lui-même; sur la pente où les nationaux-libéraux et lui s'étaient engagés, leur impatience le poussait. Le 24 octobre, ce fut Hegnenberg en personne, président du ministère bavarois, qui revint à la charge; il expédia au prince de Hohenlohe un projet de loi pénale contre les prédicateurs, en le priant de sonder le *Reichstag*, le Conseil fédéral, et de faire défendre par un bon avocat, devant cette dernière assemblée, les désirs de la Bavière.

Que le *Reichstag* fût tout acquis, le prince, d'avance, en était sûr. Quant au Conseil fédéral, cela

dépendait de Bismarck; et sans retard, Hohenlohe courut chez lui. Bismarck fut accueillant, promit son appui : sa colère contre les ultramontains grandissait, et certaines lois, délimitant avec plus de rigueur la mitoyenneté de l'Eglise et de l'État, lui semblaient nécessaires. Il critiqua les amendes que prévoyait le projet bavarois, et qu'il trouvait mal combinées. On pourrait à volonté, concluait-il, porter au *Reichstag*, ou bien au Conseil fédéral, la primeur du projet; ici ou là, il garantissait le succès; il ajouta qu'au prochain printemps, la chancellerie, à son tour, proposerait certains changements dans la législation pénale; mais la Bavière devait prendre les devants, tout de suite, et mettre les journaux en branle, pour inquiéter l'opinion publique au sujet des prêtres. Fort de l'assentiment actif de Bismarck, Hohenlohe s'assura près du député national-libéral Barth que l'on trouverait dans le Parlement, le cas échéant, un certain nombre de signatures. Sans plus tarder, il fit son rapport à Hegnenberg, et réclama d'autres instructions.

Le projet bavarois pouvait être présenté par initiative parlementaire ou par initiative fédérale : à la Bavière de choisir. Quelque temps on hésita : Barth, à Berlin, s'était engoué de l'idée, et d'avance convoqua, pour en causer, un certain nombre de députés qui prièrent Hohenlohe de les présider. C'était vers la mi-novembre 1871. Fischer, le député d'Augsbourg, exposa la question. Loewe, qui parlait au nom d'un certain nombre de progressistes, aurait préféré que la politique anticléricale s'inaugurât d'autre façon; si d'ailleurs le projet récoltait toutes les adhésions, il s'y rallierait. « Ce qu'il faut, répliqua Bennigsen, c'est débusquer les ultramon-

tains de leur position défensive : on n'en trouve plus, maintenant, une autre occasion. » Il était en vérité singulier, au moment où l'on élaborait un paragraphe contre l'offensive ultramontaine, d'en alléguer cette raison, que les ultramontains se cantonnaient dans la défensive, et qu'il fallait que cela finît : ce paragraphe était-il une sanction, ou seulement une provocation ? Bennigsen ajoutait qu'il fallait avoir égard aux désirs du Sud. « L'Empire, reprenait Miquel, doit donner protection à la Bavière. » Mais cependant, pour dire un oui bien formel, Miquel voulait que tous les partis libéraux fussent d'accord. « Allons-y, disait Bamberger, puisque la Bavière le veut ». Mais Bamberger affichait un certain manque d'enthousiasme. « On pourrait peut-être s'y prendre mieux, murmurait Hermann; mais si les libéraux de Bavière veulent un coup de main, le *Reichstag* ne peut pas refuser ». Forckenbeck, plein d'optimisme, considérait que les libéraux étaient en hausse et les Jésuites en baisse; puisqu'il fallait lutter contre les Jésuites et que c'était là une question de puissance, et puisqu'il avait remis dans son portefeuille, comme inapplicable, certain projet dont il s'était avisé pour régler les droits des communautés sur les biens d'Église, il saisisait avec empressement l'arme que forgeait la Bavière, pourvu que tous les libéraux s'entendissent. Au nom des « conservateurs libres », Zedlitz apporta son *Amen*¹. Et l'avis de Bennigsen, qui termina la causerie, fut que le « parti libéral d'Empire » devait mettre le projet sur pied et le communiquer aux autres fractions. Au rendez-vous suivant, le texte apporté suscita tant de réserves, et tant de de défections aussi, que Lutz, laissant bavarder

entre eux ces parlementaires, résolut définitivement de s'adresser au Conseil fédéral¹.

Le malaise des catholiques croissait. Ketteler était atrocement triste. Seul représentant de l'Église au *Reichstag*, il se sentait comme égaré dans ce Berlin où il n'y avait pas de cloches qui lui rappelaient Dieu, où il devinait autant de péchés et de vices qu'il voyait de pavés²; on ne parlait autour de lui que de motions contre les Jésuites; il n'entrevoyait plus un seul motif d'espérer une résipiscence, et concluait d'un mot lugubre : « Toutes voiles déployées, nous allons à l'État sans Dieu³ ». Il tentait pourtant une suprême démarche. Le 16 novembre 1871, il allait voir Bismarck.

Le chancelier lui paraissait halluciné : le puissant auxiliaire des vieux-catholiques estimait, ce jour-là, que l'infailibilité n'était qu'une chose secondaire; mais l'Allemagne, disait-il, était en butte à un formidable plan d'attaque, concerté par Rome, appuyé par les catholiques de tous pays, et dirigé d'abord contre les provinces polonaises⁴. Une sorte de fantôme se dressait devant l'évêque, et puis se dérobaît, sans laisser à Ketteler aucune prise. Il n'y avait pas à discuter, ni à réfuter. L'évêque de Mayence crut que les articles très vifs de la *Correspondance de Genève* contre l'Allemagne* donnaient lieu, peut-être, à ces imaginations

* Des citations de la *Correspondance de Genève* alimentaient toutes les polémiques des nationaux-libéraux. (MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuitenuntriebe in Deutschland*, pp. 29 et 30. Stuttgart, Kröner, 1873.) Elle appréciait Bismarck et la France d'après leurs attitudes politiques successives à l'endroit du Pape et de l'Italie; allant de déceptions en déceptions, elle s'agrippait. Elle remettait sans cesse sous les yeux de Bismarck les fautes de Napoléon III et laissait prévoir que la fin des Hohenzollern pourrait ressembler à celle des Bonaparte (5 mai 1871; 19 mai 1871; 21 août 1871). Elle comparait l'Empire

du chancelier ; et bien que déjà, dans une lettre à la *Germania*, il eût tancé les excès de la *Correspondance*¹, il recommença, le 6 décembre, de dire avec quelque sévérité ce qu'il en pensait² ; mais le fantôme avait la vie dure ; il plaisait à Bismarck d'avoir peur. Auguste Reichensperger ne prenait pas au sérieux les peurs du chancelier ; il le soupçonnait de chercher une occasion pour briser l'autonomie de la Bavière, et d'alléguer, comme prétexte, la nécessité de lutter contre l'Église³. Trois jours après avoir entretenu Bismarck, Ketteler vit l'Empereur, lui expliqua ce qu'était l'infailibilité, ce qu'était le *Syllabus*. Guillaume parut plein de bon vouloir ; certaines vérités trouvaient accès dans son âme⁴. Mais il répétait que les catholiques, au *Reichstag*, avaient commencé l'agression ; il était irrévocablement persuadé que son gouvernement n'était pas responsable de cette

germanique à une nouvelle colonne Vendôme, sur le point d'être atteinte par la foudre populaire, que Dieu dirige, et d'être couchée dans la boue (16 août 1871) ; elle notait les signes de vie donnés par l'Internationale (29 août 1871) ; elle accusait Bismarck de prodiguer à l'Autriche des caresses de crocodile pour allier à l'Empire austro-hongrois les puissances anti-catholiques (9 août 1871) ; elle affirmait que l'Italie attendait de Bismarck qu'il proclamât l'athéisme et le césarisme, et elle rendait le gouvernement de Florence responsable de la politique anti-religieuse commençante (1^{er} août 1871). Ketteler reprochait à la *Correspondance* une polémique d'insultes, des opinions canoniques susceptibles de donner lieu aux craintes les plus risibles et les plus mal fondées de la part des États, un étalage emphatique de la puissance papale ; il déplorait que ses articles fussent de nature à accréditer l'idée d'une coalition catholique contre l'Allemagne. (PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 138-139.) Les publicistes nationaux-libéraux se plaisaient aussi à extraire des citations compromettantes de certains journaux catholiques de l'Allemagne du Sud, dont l'un, le *Vaterland*, dirigé par M. Sigl, reçut, le 6 juillet 1871, un bref papal. Voir MENZEL, *op. cit.*, pp. 29-33 et 127-128.

lutte. Se croyant ainsi attaqué, n'acceptant l'idée ni d'une retraite, ni d'une défaite, Guillaume, avec le temps, prendrait, à l'égard des catholiques, non peut-être les sentiments, mais l'attitude d'un ennemi.

En cette même journée du 19 novembre, où Ketteler et Guillaume se quittaient sans s'être compris, Bismarck, présidant le Conseil fédéral, parlait en faveur de la proposition bavaroise ; et malgré l'opposition de la Saxe et du Mecklembourg, il la faisait adopter¹. Lutz fut chargé de la défendre devant le *Reichstag*. Les nationaux-libéraux triomphaient, et comme unitaires et comme sectaires. Unitaires, ils avaient amené le gouvernement de Munich à invoquer le concours de la législation d'Empire pour passer outre aux résistances de la Chambre bavaroise. Sectaires, ils allaient mettre en branle, pour inaugurer la guerre religieuse, cette législation d'Empire dont le Centre, huit mois plus tôt, avait inutilement voulu se servir pour assurer la paix religieuse ; ils allaient obtenir du même *Reichstag*, qui naguère avait refusé de garantir à l'Église certaines libertés, qu'on édictât contre l'Église certaines pénalités. Jusqu'à la dernière heure, ils avaient cru sentir que Bismarck, étranger à leurs passions philosophiques, avait quelque peine à marcher contre l'Église d'un pas aussi délibéré, aussi ferme, aussi rapide, que celui dont ils avançaient eux-mêmes ; et le sachant sujet à des soubresauts, à des saccades *, ils s'étaient

* Bennigsen avait, plus tard, qu'il avait coûté quelque peine à Bismarck pour relever le gant jeté par le Centre. (MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampf's*, p. 141.) Rodolphe Meyer allait jusqu'à dire que Bismarck était devenu *Culturkämpfer* contre sa volonté ; mais que, de plus en plus, il s'était fait à son nouveau rôle. (RUDOLF MEYER, *Politische Gründer und die Corruption in Deutschland*, p. 85.)

demandé, non sans émoi, quel effet produirait sur le chancelier la visite de Ketteler. Les nouvelles du Conseil fédéral les rassurèrent.

Bismarck, écrivait Bennigsen à sa femme, le 21 novembre 1871, « est heureusement demeuré inébranlable devant toutes les tentatives de Ketteler. Il va engager la lutte contre Rome et les Romains d'Allemagne avec l'énergie qui lui est propre. Ces messieurs les Jésuites et leur séquelle, ignorante ou cultivée, nous ménageront sans doute, pendant beaucoup d'années encore, de très graves difficultés ; et pour en finir tout à fait avec eux, de façon que, dans le domaine de l'État, ils cessent d'être dangereux, il faudra beaucoup de temps, beaucoup de force, de la ténacité et de la prudence ¹ ». Dans cette lettre tout intime, le chef des nationaux-libéraux se révèle à nous comme pronostiquant, avec une froideur calme et résolue, les difficultés et les longueurs de la guerre qui commençait. Consciemment, volontairement, le parti national-libéral engageait la patrie allemande dans une série de bagarres religieuses. « Il me répugne, avouait à sa femme le national-libéral Forckenbeck, de soulever la grande question catholique à l'occasion d'un paragraphe pénal. Le *Reichstag* et le gouvernement doivent pourtant, dans le fait, aller de l'avant, et prendre position contre le Pape infallible et les ultramontains ² ».

X

C'est à Lutz, ministre de la catholique Bavière, que revint la mission de présider et de justifier cette manœuvre. ³ Le *Reichstag* l'entendit expliquer que

l'Empire, formant un tout organique, devait marcher au secours d'un de ses membres souffrants, le royaume de Bavière, mis à mal par les ambitions de l'Église. Le *placet*, le recours comme d'abus, s'étaient décidément révélés incompatibles avec l'esprit de l'État moderne. Mais avant de rendre l'Église libre, il fallait élever, en face d'elle, des boulevards protecteurs de l'État. Lutz dénonçait la transformation en dogmes des antiques idées théocratiques, l'existence d'un nouveau clergé jésuitisé, qui courtisait les masses, et le terrorisme, enfin, que faisait peser la presse ultramontaine sur les prêtres d'humeur indépendante. « Autant de raisons, disait-il, pour consolider le terrain de l'État. »

Le paragraphe pénal qu'il proposait frappait l'ecclésiastique qui ferait de la politique en chaire « de manière à mettre en danger la tranquillité publique » ; un emprisonnement pouvant durer jusqu'à deux ans châtierait ce délit ¹.

Onze mois seulement après la fondation de l'Empire, la catholique Bavière, aux applaudissements des nationaux-libéraux, suppliait le Parlement impérial de l'aider à se défendre contre l'Église. Lorsque de la guerre étrangère était sortie l'unité allemande, la Bavière n'avait dit oui qu'à contre-cœur ; elle était la première, aujourd'hui, à se réclamer de cette unité, à l'invoquer, à la sceller, en vue d'une guerre intérieure où, fièrement, elle occupait les avant-postes. Le national-libéral Voelk, dans une phrase imagée, soulignait l'importance de cette démarche : « Si un fier lion comme le lion bavarois, s'écriait-il, se réfugie sous les serres de l'aigle, c'est que le péril est pressant » : C'est en regardant la France que le reste de l'Allemagne avait acclamé l'Empire ; c'est en

regardant l'Église, et en la bravant, que la Bavière survenait à son tour, suppliante, volontairement humiliée, pour rendre à la force et au droit de l'Empire un hommage imprévu, inespéré.

On eût dit qu'elle avait plaisir, dans la capitale protestante du Nord, à se déprécier et à s'accuser. Voelk persiflait l'insuffisance des écoles de Bavière. « Ce qu'est le niveau intellectuel de ce pays-là, criait le Bavarois Schauss¹, jugez-en par ce fait, que le quart de ses représentants au *Reichstag* appartiennent au Centre. » De ça, de là, parmi ces diffamations bavaroises contre la Bavière, qui ravissaient d'aise l'orgueil prussien, se dessinait le projet politique de protéger contre la hiérarchie le clergé antiromain. Lutz y faisait allusion ; Fischer obtenait des bravos en apportant l'écho des innombrables « soupirs sacerdotaux qui protestaient contre le joug jésuitique » ; Voelk parlait avec une emphase émue du clergé inférieur, livré sans protection à l'arbitraire des chefs.

Les catholiques ripostaient. Windthorst mettait en relief la portée politique de l'événement : il saluait « l'heure tragique par excellence » où ces messieurs de Bavière venaient « laver leur linge sale à Berlin ». Mallinckrodt étalait à nu les visées religieuses de l'adversaire. « Ce projet de loi, disait-il, n'est qu'un appel aux catholiques du dehors, aux fils qui ont quitté la maison de leur mère. » Aux heures où les défenseurs du projet de loi transformaient le *Reichstag* en concile, l'opposition catholique traquait les défaillances de leur science. Mallinckrodt convainquait Lutz d'avoir cité comme faisant partie du *schema de Ecclesia* des phrases qui n'y appartenaient pas ; le chanoine Moufang² justifiait

le cardinal Bellarmin du reproche d'avoir prêché la désobéissance aux lois. Enfin les orateurs catholiques demandaient qu'on leur citât les abus de la chaire qui avaient justifié de pareilles menaces législatives : alors Fischer lisait des articles de journaux offensants pour la Prusse et le pouvoir civil ; mais Ketteler, ensuite, les ramenait à leur vraie portée. Schauss à son tour intervenait, avec des coupures de presse ; et Voelk, mieux outillé, mettait bout à bout dix phrases de sermons, pour établir le péril couru par l'État.

On pressentait généralement qu'à la loi pénale proposée, d'autres succéderaient, étapes successives d'une interminable persécution. Voelk l'annonçait d'une voix triomphante : « Cette loi, s'écriait-il, ne sera pas un remède décisif, mais un début, car je crois qu'il y a là un point de départ pour ces mesures qui doivent protéger l'État contre la puissance envahissante du *Welchisme*, du romanisme dans l'Eglise. Nous, messieurs, nous n'avons pas provoqué le combat, mais nous l'acceptons, et l'esprit germanique remportera cette nouvelle victoire... » Plus froid, plus calme, tranchant comme un juriste, Gneist¹ disait à son tour : « L'État doit avoir un pouvoir sur les confessions, s'il veut défendre la paix des populations mixtes. Donc cette loi doit être suivie par d'autres ». C'était justement cette perspective qui mettait en recul le progressiste Richter². Il avait « l'intuition très nette, qu'avec de telles pénalités, on entrait dans une fausse voie dont on ne pouvait prévoir le terme ». « Vous ferez des martyrs, prévenait-il les nationaux-libéraux ; vous excitez encore les ultramontains, et voilà tout. Vous n'avez d'autre souci que d'augmenter les moyens de

défense de l'État, que d'aiguiser les armes de vos procureurs. Occupez-vous donc, plutôt, d'émanciper le peuple à l'endroit du clergé; vous ferez besogne plus efficace ». Richter voulait qu'au lieu de guetter les prédicateurs, on laïcisât l'état civil et le mariage, qu'on supprimât la surveillance du prêtre sur l'école publique, qu'on rendît l'enseignement religieux facultatif, qu'on rayât du budget toute dotation pour les Églises¹; il appartenait à cette école radicale qui souhaitait, entre l'État et les Églises, une séparation à peu près libérale. Mais ni les membres du Centre ni les nationaux-libéraux n'acceptaient ce programme, les uns par principe, de peur de hâter la déchristianisation de l'État, les seconds par tactique, de peur que l'émancipation de l'Église, comportant la liberté d'enseignement et d'association, ne rendit l'« ultramontanisme » plus fort et plus rayonnant.

Le paragraphe pénal réclamé par la Bavière, et qu'on nomma *paragraphe de la chaire*, fut voté, le 28 novembre 1871, par 179 voix contre 108. L'unanimité des nationaux-libéraux, hormis Lasker, appartenait à cette majorité de combat qui faisait l'épreuve de ses forces; et malgré Richter, une partie des progressistes s'y rallièrent². En fait, les démarches bavaroises avaient permis à cette majorité de se donner à elle-même le spectacle d'une revue d'essai : le paragraphe, dans les cinq ans qui suivirent, fut appliqué deux fois en Silésie, deux fois sur le Rhin, deux fois en Westphalie³, et pas une seule fois dans le royaume même de Bavière*. Une arme dont on devait faire un

* La première application du paragraphe fut dirigée contre Felstow, vicaire à Saint-Nicolas de Dantzic, à l'occasion d'un sermon prêché sur les Juifs et sur la presse le 21 janvier 1872 devant la gouvernante des enfants du préfet : un mois de for-

si rare usage ne pouvait passer pour bien efficace, ni pour bien décisive; et peu s'en fallut qu'au moment même où on la forgeait, on ne rougît de cette besogne. On chuchotait, avec une demi-honte, que c'était une bien mesquine façon d'ouvrir le grand duel historique entre l'Eglise et l'État.

De bons juges, nullement suspects de tiédeur, estimaient imprudent de peindre le « mal ultramontain » sous des couleurs aussi sombres que l'avait fait Lutz, alors qu'en définitive il faudrait vivre avec ce mal. Hohenlohe entendait les diplomates désapprouver la conduite de Lutz¹, et d'aucuns prétendaient que Lutz vainqueur était le premier à se repentir de la bataille livrée.

Mais l'effet produit devait durer; des formules passionnées avaient été lancées, dont on ne pourrait plus amortir l'élan ni arrêter les ravages. « En Hesse, écrivait Ketteler, nous sommes maintenant tout à fait à la remorque de Berlin, et Dieu sait ce qui nous attend². » La catholique *Germania* était prohibée en Alsace³. La Chambre badoise, en décembre, stipulait que certaines condamnations pénales auxquelles le code criminel de l'Empire attachait comme conséquence la déchéance des emplois civils, entraîneraient aussi, désormais, la perte des charges ecclésiastiques ou l'inaccessibilité à ces charges⁴ : c'était l'immixtion de la police correctionnelle dans les attributions mêmes de la hiérarchie *. Les débats

teresse lui fut infligé. (Haulleville, *Revue générale* (de Bruxelles), 1872, II, p. 447.) Un prêtre lorrain, le curé d'Ars-sur-Moselle, subit bientôt les rigueurs du « paragraphe ». (Klein, *Mgr Dupont des Loges*, p. 365. Paris, Poussielgue, 1899.)

* Ce pas dans la voie des persécutions était d'autant plus frappant que, dans l'été précédent, une accalmie avait paru se produire en Bade : le 15 juin, la Curie archiépiscopale avait per-

du *Reichstag* avaient appris à l'Allemagne à mépriser l'épiscopat. « Si tous les évêques sont comme les décrit Lutz, disait le comte de Münster, il faudrait tous les fusiller ¹. »

Lasker, dans ses *Souvenirs*, reproche à Lutz d'avoir ainsi introduit, dans les débats sur les choses d'Eglise, « le bouillonnement de la passion religieuse et l'amère âpreté du langage ² ». L'équité réclamerait qu'on étendit ce reproche à tous les nationaux-libéraux du Sud, vrais instigateurs de ces violences parlementaires. Ils avaient, — et cela était grave, — fait l'expérience de leur ascendant, non pas seulement sur le *Reichstag*, mais sur Bismarck lui-même. L'appel adressé par la Bavière à la Prusse et à l'Empire devait apparaître à Bismarck comme un premier pas vers l'unification du Code pénal, comme une victoire nouvelle de l'esprit unitaire; et cette victoire, c'étaient encore les nationaux-libéraux qui la ménageaient. Seulement, à force de faire vaincre Bismarck et de vaincre avec lui, ils commençaient à vouloir qu'il se battît derrière eux. Au moment de la discussion du « paragraphe », Bismarck indisposé s'était effacé; on avait beaucoup remarqué, dans les cercles politiques, cette indisposition du chancelier : craignait-il, peut-être, d'être compromis par

mis aux prêtres de faire partie des conseils scolaires locaux; et le gouvernement avait résisté à la pression de certains nationaux-libéraux qui demandaient que les prêtres ne fussent admis dans ces conseils que moyennant certaines conditions (BAUMGARTEN et JOLLY, *Staatsminister Jolly, ein Lebensbild*. Tübingue, Laupp, 1897, p. 324); puis le 16 juin on avait fait chômer les écoles pour le jubilé du Pape. (SCHULTHEISS, 1871, p. 171.) La *Correspondance de Genève*, du 27 décembre 1871, toujours violente, attribuait à Bismarck l'instigation de la loi badoise, et ajoutait : « Il ne lui répugne pas de se cacher parfois, comme un poltron, derrière les autres ».

ses amis ? les trouvait-il, peut-être, trop pressés ? Gabriae, notre chargé d'affaires à Berlin, inclinait à le croire¹. Mais le chancelier ne pouvait plus faire qu'entre les nationaux-libéraux et lui la partie ne fût pas liée ; et de bons esprits, dans le protestantisme orthodoxe, s'inquiétaient de ce que pourrait oser Bismarck en telle compagnie. Ne comprenant pas les choses ecclésiastiques, et n'ayant pas le temps de s'en occuper, n'écoutant aucun conseiller², vers quel inconnu mènerait-il les Églises ? Une époque se préparait, durant laquelle parfois on ne saurait trop si Bismarck, dans sa marche contre Rome, s'avancerait parallèlement avec les nationaux-libéraux ou bien s'il se hâterait à leur remorque.

Cette époque, même, s'ouvrait peut-être déjà. Dès le mois de septembre, le protestant Ernest-Louis de Gerlach, recevant la visite du prêtre Majunke, invitait cet ecclésiastique — l'un des chapelains boute-feu qu'abhorrait Bismarck — à parachever l'ébauche d'union qui se dessinait entre catholiques et protestants croyants, ce qui voulait dire, traduit en langue politique : entre le Centre et le conservatisme évangélique³. Et Bismarck, de son côté, poursuivant à l'endroit des catholiques sa politique de rancunes, se disposait à sacrifier aux nationaux-libéraux de Prusse un principe et une alliance auxquels jusqu'alors il avait paru attaché, le principe de la confessionnalité de l'école et l'alliance des conservateurs.

CHAPITRE V

LA LOI SUR L'INSPECTION SCOLAIRE. — L'INCIDENT HOHENLOHE. — LA LOI CONTRE LES JÉSUITES (NOVEMBRE 1871-JUIN 1872)

Un soir de 1868, la *Gazette de la Croix*, pour gagner à la Prusse l'âme rétive des Hanovriens, leur tenait à peu près ce sermon : « Vous n'aviez, dans les petites monarchies allemandes, que des boulevards insuffisants contre les deux fléaux des sociétés modernes, la démocratie et la libre pensée. Vous n'étiez pas assez protégés, vous le serez bien mieux par cette glorieuse royauté prussienne qui est ici-bas le champion de Dieu, le bras droit du conservatisme religieux et politique ¹ ».

Les Hanovriens étaient demeurés sceptiques ; et, moins de trois ans après, au début de 1871, la « glorieuse royauté prussienne » leur avait subitement annoncé que chez eux les services d'inspection scolaire, jusque-là confiés aux pasteurs évangéliques, allaient être laïcisés. Curieuse façon de les protéger. Elle choisissait leurs villes, leurs bourgades, pour

se déshabituer d'agir en champion de Dieu. La seconde Chambre prussienne, le 4 février 1871, votait comme le voulait le gouvernement : elle séparait, en Hanovre, l'Église et l'école. Le 15, la Chambre des Seigneurs répudiait cette réforme¹, et contraignait ainsi la royauté prussienne de demeurer quelque temps encore, en Hanovre, un « boulevard contre la libre pensée » : après une alerte, l'Église évangélique de Hanovre pouvait se rasséréner.

Mais cette alerte prouvait qu'entre 1868 et 1871, à côté des vieilles idées prussiennes, qui étayaient le trône sur l'autel et garantissaient à Dieu la protection du Roi, d'autres idées avaient réclamé leur place, au grand soleil de l'Empire.

La nécessité de cimenter l'Allemagne n'exigeait pas seulement le sacrifice absolu de la personnalité bavaroise ou badoise, mais aussi une amputation de la personnalité prussienne et une demi-abdication de la conscience prussienne. Les nationaux-libéraux, collaborateurs de l'unité, réclamaient, pour leur *credo* philosophique, — ou, disons mieux, pour leur parti pris d'exclure de l'État tout *credo* — certaines satisfactions et certaines complaisances. L'ancien royaume de Hanovre, où, de son côté, Bismarck redoutait l'influence politique des pasteurs luthériens*, voyait la Prusse impériale, suivant les expressions de certains conservateurs attristés, « défigurer les tendres choses d'Église par une main grossière et froide, et

* On continua longtemps, à Berlin, de craindre l'influence particulariste des pasteurs hanovriens : le comte Schulenburg, protestant prussien de la Vieille Marche, conservateur, se réjouira en 1873 des lois de mai et dira à Keyserling, par un jeu de mot : « Il faut imposer à ces pasteurs le chaperon du faucon (*die Falksche Haube*). » (TAUBE V. D. ISSEN, *Graf Alexander Keyserling*, II, p. 59. Berlin, Reimer, 1904.)

creuser le lit où s'engouffreraient des eaux sauvages, submergeant et ravageant l'école ¹ ». Berlin, capitale d'Empire, se préparait à une politique religieuse qui ne serait plus celle de Berlin, capitale de la vieille Prusse. « Ce n'est plus le même catholicisme », disaient de l'Église romaine, au lendemain du Concile, les vieux-catholiques. Avec beaucoup plus de justesse, on aurait pu dire de la Prusse exaltée par la guerre et grandie par les nationaux-libéraux, qu'elle n'était plus la même Prusse.

La preuve en éclata, foudroyante, avant que l'année 1871 n'eût atteint son terme.

Les haines de Bismarck contre le Centre, des vieux-catholiques contre l'orthodoxie romaine, et des nationaux-libéraux contre toutes les orthodoxies, exercèrent sur Guillaume, roi de Prusse, directement ou indirectement, franchement ou captieusement, une triple et triomphante poussée ; et lorsqu'il ouvrit, le 28 novembre 1871, la session nouvelle de la Chambre prussienne, il aborda, d'une façon délibérée, le terrain de la politique ecclésiastique. Son discours du trône faisait prévoir des projets de loi, tout prochains, sur le mariage, l'état civil, les effets juridiques de la rupture d'un citoyen avec l'Église, et l'enseignement primaire ; il annonçait, comme imminent, le dépôt d'une première proposition relative à l'inspection scolaire ².

En Hanovre, l'esprit de laïcisation avait visé l'Église protestante ; en Alsace, depuis le mois d'août 1871, il tenait en échec, de par la volonté de Bismarck, l'influence des prêtres catholiques ³, et c'est contre eux encore qu'il suscitait, dans le royaume même de Prusse, les paragraphes, courts et décisifs, dont le *Landtag* allait être saisi.

« Deux compagnons, lisait-on dans les *Grenzbo-*

ten, sont restés inaccessibles aux leçons de l'histoire, et traînent dans la boue tout ce qui est sacré pour notre peuple : les ultramontains et les internationaux. L'année 1871 marquera, pour les uns et pour les autres, l'heure de crise où pour toujours échouèrent leurs plans ». Les *Grenzboten*, là-dessus, gourmandaient la petite principauté de Rudolstadt, qui permettait à un chapelain de célébrer le culte catholique, et criaient bravo à la Prusse, qui trente ans durant avait péché par omission dans la défense des droits de l'Etat, et qui s'en repentait¹.

I

C'est sur l'école prussienne qu'allaient s'accumuler les premières nuées d'orage. Il y avait dans la Constitution de 1850 un article 23, qui soumettait toutes les institutions d'enseignement à la surveillance d' « autorités nommées par l'État », et un article 24, qui garantissait que dans l'organisation scolaire on garderait « le plus d'égards possible pour les circonstances confessionnelles ». Le premier de ces articles ouvrait à l'État la porte de l'école ; le second l'entr'ouvrait à l'Eglise. C'étaient là des indications générales qui demandaient à être appliquées, transformées en règles précises. L'article 26 prévoyait qu'une loi d'ensemble sur l'enseignement réglerait tous les multiples détails auxquels donne lieu, dans nos États modernes, le contact et parfois le heurt de ces bruyantes libertés, liberté de l'État, liberté de l'Eglise, liberté des parents, liberté de l'enfant. Mais vingt et un ans s'étaient écoulés ; et toute une génération de petits Prussiens était devenue ma-

jeune, sans que la promesse de l'article 26 eût été réalisé. Plusieurs fois, les ministères avaient fait des brouillons de lois, et la Chambre les avait déchirés ou bien oubliés. Cependant, à défaut de lois, la bureaucratie avait créé certaines mœurs, très conciliantes, très sortables; l'État s'en remettait, tantôt au prêtre et tantôt au pasteur, du soin d'inspecter l'école; il la surveillait par l'intermédiaire des Églises; de même que, dans la Constitution, les articles 23 et 24 voisinaient pacifiquement, de même, sous le toit scolaire, l'Église et l'État faisaient bon ménage¹. Victor Cousin, dans une lettre curieuse à Montalivet, alléguait l'exemple de Berlin pour montrer que l'État enseignant devait à tout prix s'entendre avec le clergé²; et des pédagogues catholiques, comme Kellner, se déclaraient pleinement satisfaits du mode d'entente.

« Ce n'est pas assez de mettre des enfants au monde, écrivait Kellner en 1866; un devoir s'impose, éminemment sacré, de donner aussi à ces enfants une instruction, non seulement religieuse et morale, mais encore intellectuelle. Les temps patriarcaux, où l'homme progressait même sans lire, écrire et compter, ne reviendront plus. Si des parents voulaient supprimer à leur enfant la nourriture, la lumière, la liberté, défendrait-on à l'État d'intervenir pour les droits de la pauvre créature? L'esprit est plus que le corps; si à cet esprit on refusait la culture, afin que le corps pût être exploité pour des usages serviles, l'État ne pourrait-il pas, là aussi, exercer son intervention? L'Église, à son tour, exerce une contrainte morale, si on veut lui arracher des âmes qui, par le saint baptême, sont devenues sa propriété. Ce qu'on objecte toujours à l'obligation scolaire, c'est le

spectre de l'abus. L'obligation scolaire deviendrait une contrainte pour la conscience, si un parti dans l'État ou si l'État voulait contraindre les parents à confier leurs enfants à des écoles où ils seraient élevés irrégulièrement, ou bien éloignés de la foi paternelle... Même, dans ce triste cas, nous combattrions moins contre l'obligation scolaire comme telle que pour la liberté de l'enseignement. Fondons nous-mêmes des écoles : tel devrait être alors le mot d'ordre des catholiques vexés ; il nous importe, à nous aussi, que nos enfants ne restent pas en arrière, en fait de savoir, en fait de capacités pour la vie civile¹. »

Ainsi la liberté complète d'enseignement n'apparaissait à Kellner que comme un pis aller ; il lui suffisait que, sous la direction de l'État, gardien sévère de l'obligation scolaire, fonctionnassent des écoles nettement confessionnelles ; il préférerait un tel régime à l'épanouissement, sous l'œil indifférent d'un État neutre, du droit absolu de tout enseigner.

En 1867, à leur première assemblée de Fulda, les évêques de Prusse déclaraient qu'ils admettaient l'obligation scolaire pourvu que l'Église fût à même de surveiller, dans l'école, l'esprit de l'enseignement, tant au point de vue moral que religieux².

Mais Bismarck intervint ; et, d'un geste, il brouilla la bonne entente des deux pouvoirs. Les nationaux-libéraux détestaient, pour des raisons philosophiques, l'ascendant des clergés sur l'enseignement primaire ; Bismarck, lui, pour des raisons politiques, détestait le rôle des curés polonais, dans les écoles de Posnanie, de Prusse orientale et de Silésie.

Si le paysan polonais exprime de la haine contre l'Allemand, lisait-on dans les *Grenzboten*, c'est que pres-

que toujours il confond germanisme et luthéranisme. Donc cette haine disparaîtra si les prêtres cessent d'entretenir la haine religieuse, et si les écoles, émancipées de leur influence, n'enseignent plus seulement des aptitudes mécaniques, mais éclairent sérieusement les esprits. Quand les plus hautes autorités scolaires de la Prusse cesseront-elles de demeurer aveugles à ce fait notoire ¹ ?

Bismarck ne craignit pas de sacrifier à cette préoccupation locale, qu'il qualifiait de nationale, l'harmonie entre l'Église et l'école, comme six mois avant, des considérations à demi personnelles, à demi polonaises, l'avaient conduit à supprimer la « division catholique », organe d'entente précieux entre l'épiscopat et le ministère. Il donna l'ordre à son ministre Mühler de déposer un projet de loi en vertu duquel les inspecteurs scolaires étaient expressément nommés par l'État, affectés à une circonscription que l'État délimitait, et révocables par l'État. Le 14 décembre 1871, Mühler obéit : on ne résistait pas au chef, lorsqu'il s'agissait de frapper des Polonais.

La fraction nationale-libérale se réjouissait : l'instinct s'approchait où le prêtre et le pasteur, messagers autoritaires de ces orthodoxies qu'elle abhorrait, disparaîtraient de l'école. Cette allégresse même tenait Mühler en éveil, et, tout de suite, pour humilier les ennemis de Dieu, il élaborait une loi générale sur l'enseignement, et y proclama d'une façon formelle le caractère confessionnel de l'instruction primaire. Alors Bismarck opposa son *velo* : il ne voulait pas d'une discussion parlementaire qui dégénérât en conflit entre le gouvernement et les nationaux-libéraux ; et les rapports se tendirent entre le ministre des Cultes, qui ne déposait qu'à contre-cœur un projet fragmentaire propice aux idées de laïcité,

et le président du conseil, qui renvoyait au fond des cartons un projet d'ensemble inspiré par l'esprit chrétien¹. On fit courir le bruit que Mühler, homme pieux et scrupuleux, voulait retirer le premier de ces projets². Bismarck, aussi, mettait à l'étude la question du mariage civil, et Mühler, sur cet autre terrain, ne le suivait, aussi, qu'avec une certaine indocilité³. Le chancelier s'irritait, non seulement des lenteurs auxquelles se heurtait sa volonté, mais de la répercussion qu'elles pouvaient avoir sur l'esprit du roi Guillaume : « Le roi est tourmenté, expliquait-il à Gontaut, chaque fois que la religion est mêlée à quelque affaire⁴ ». Mühler se croyait appelé à mêler la religion à toutes les affaires ; cela risquait d'induire Guillaume à certaines réflexions, à certains scrupules... Ce ministre, quel que fût son dressage de fonctionnaire, avait une conscience personnelle, pointilleuse, exigeante, et dès lors discuteuse ; et Bismarck prisait peu, chez ses collaborateurs, cette honorable et gênante originalité.

Voilà longtemps, d'ailleurs, que le rôle du ministre des Cultes, tel que le concevait Mühler, ne répondait pas à l'idéal du chancelier. « Comme ami, on peut le goûter, mais c'est un collègue impossible », disait-il un jour à Gontaut⁵. Derrière sa table officielle, Mühler n'oubliait pas qu'il était chrétien ; et parce que chrétien, il voulait faire régner dans l'école la « foi au Dieu vivant, sûre garantie du bien-être national⁶ » ; il voulait faire régner le dogme, intact et strict, dans l'Église évangélique. Mais l'âme religieuse d'un Bismarck, telle que nous l'avons fait connaître, comprenait malaisément que dans la vie publique on accordât à de pareils soucis quelque primauté ; et Bismarck, au dîner même par lequel on

célébraient la paix de Francfort, disait ouvertement : « Le pire, dans un ministre des Cultes, c'est qu'il ne peut pas oublier à quelle confession il appartient, et dès lors il restera toujours homme de parti ; ce que j'aimerais le mieux pour un tel poste, ce serait un juif¹. » Le pieux et bon Louis de Gerlach, à qui l'on relatait ce propos, soupirait qu'en vérité il eût été difficile d'imaginer quelque chose de plus misérable. Mais Bismarck, on s'en souvient, ne croyait pas qu'il fût absolument besoin d'Églises pour la prolongation de l'œuvre rédemptrice : dès lors, un bon policier juif, en les maintenant chacune à sa place, en les empêchant toutes d'empiéter sur la place de l'État, n'aurait pas gêné le Christ, qui seul intéressait la religiosité de Bismarck. Un autre jour, le chancelier observait qu'en Espagne il n'y avait pas de ministère des Cultes, et, qu'apparemment c'était le ministre de la Justice qui, là-bas, réglait toutes les questions de mitoyenneté spirituelle². Mühler et sa femme — cette Adélaïde que la presse nationale-libérale persiflait sans courtoisie³ — s'attardaient à penser qu'au ministère des Cultes, il fallait encore servir Dieu. Entre ce couple piétiste et Bismarck, uniquement préoccupé de servir l'État, l'antagonisme était d'autant plus net, que Bismarck croyait deviner, derrière les propos et les actes de Mme de Mühler, les directions de l'impératrice Augusta⁴.

D'autres rancunes, plus impatientes encore, s'agitaient contre Mühler dans le parti national-libéral⁵. Les théologiens lui savaient mauvais gré de peupler les facultés évangéliques de professeurs orthodoxes dont la correction plaisait à Mme de Mühler⁶, et de consulter, pour ces nominations, certains pasteurs d'une foi rigide⁷, défenseurs farouches du vieux sym-

bole, tels que Rodolphe Koegel. « La direction des cultes, concluait le juriste Bluntschli, est imbécile et bornée¹. » Les politiques, à leur tour, reprochaient à Mühler d'être demeuré fidèle à l'idéal pédagogique qu'avait, au lendemain de 1850, incarné le ministre Raumer ; d'attacher, comme lui, une importance souveraine à la culture religieuse dans l'école*, et de répondre avec quelque malveillance aux municipalités qui voulaient établir des écoles purement laïques, ou bien aux représentants des petites sectes dissidentes, qui souhaitaient que les enfants n'entendissent point parler d'un Dieu révélé².

La *Gazette générale d'Augsbourg*, poussant un cri de colère contre l'entrée de nombreux « ultramontains » dans la Chambre prussienne, avait dénoncé ce malheur « comme étant, au moins pour la moitié, le fruit du système Mühler », de ce « papisme protestant qui frayait les voies au papisme catholique³ ». Mühler apparaissait comme le défenseur de toutes les orthodoxies : pour les libres penseurs de Berlin, elles s'équivalaient toutes ; celle qui s'attachait à la Bible, plus encore peut-être que celle qui s'attachait au Pape, leur apparaissait comme le pire poison de l'État ; et lorsqu'un rédacteur du *Kladderadatsch* disait à Reichensperger : « Ma polémique est surtout dirigée contre les Jésuites protestants⁴ », cet irrévérent publiciste, qui voulait être

* L'ordre donné par Bismarck en 1871 de supprimer la clause restrictive en vertu de laquelle, à Francfort-sur-le-Mein, une *Realschule* juive, le *Jüdisches Philanthropin*, ne pouvait recevoir d'élèves chrétiens aspirant au diplôme, fut considéré comme une première défaite de Mühler (WIESE, *Lebenserinnerungen und Amtserfahrungen*, I, p. 303. Berlin, Wiegandt, 1886 ; — cf. *Veröffentlichungen des Büreaus für Statistik der Juden*, Heft I, p. 13 (Berlin, 1905).

injurieux, visait Mühler et l'entourage de Mühler.

Et voici qu'en décembre 1871 paraissait, signé de ce ministre, un projet de loi qui démentait à tous égards l'esprit général de sa politique scolaire : les nationaux-libéraux manquaient de confiance et craignaient que Mühler, au jour où il faudrait batailler pour cette nouveauté, ne fût, à bon escient, un très mauvais avocat, et qu'il ne demandât à Dieu, dans ses prières, ou par les lèvres d' « Adélaïde », la grâce d'être vaincu. Ils allaient jusqu'à dire, à l'instigation de Forckenbeck, qui présidait la Chambre : « Si le projet sur l'inspection scolaire est présenté par Mühler, nous voterons contre ». Ils aspiraient plus impérieusement au départ immédiat d'un ministre qu'au triomphe immédiat d'un principe ; et dans les premiers jours de 1872, allant trouver Bismarck qui leur offrait une belle satisfaction pour leurs idées, ils affectèrent d'en faire fi, si, tout d'abord, il n'exauçait leurs antipathies.

L'ultimatum avait quelque insolence : après avoir engagé Bismarck sur une pente, les nationaux-libéraux menaçaient de lui fausser compagnie. Personnellement lassé de ses difficultés avec Mühler, il vit dans ces démarches parlementaires une occasion de se délivrer de lui ; il s'en fut chez Guillaume lui présenter ce tissu de complexités, et obtint, le 5 janvier, un ordre royal qui invitait Mühler à demander son congé. Bismarck, quelques jours durant, garda l'ordre dans sa poche ; puis, le 11 janvier, profitant d'un incident au conseil des ministres¹, il tendit à son collègue l'arrêt du souverain. Mühler, dès le lendemain, dans un papier respectueux et docile, réclama de son roi la grande faveur d'être renvoyé². Six mois plus tôt, il avait dû signer la suppression

des bureaux de la « division catholique », dont il était personnellement très content, et voilà qu'il signait une lettre pour demander sa propre suppression. Ainsi l'exigeait l'obéissance. Mais Guillaume était redevenu indécis. On avait le sentiment que l'effacement de ce ministre fermerait une période dans l'histoire scolaire de la Prusse ; ainsi s'expliquaient, tout à la fois, le suprême scrupule du monarque et le haineux empressement de certains députés. « Mühler se plante maintenant derrière l'extrême droite, disait Bismarck au national-libéral Unruh ; il espère que sa demande sera refusée¹. » De nouveau, le 14 janvier, les nationaux-libéraux manifestèrent contre l'infortuné fonctionnaire², qui ne savait plus au juste s'il était chassé de son office ou s'il y était enchaîné. Il semblait qu'on prit plaisir à rendre Mühler nerveux et morose ; il passait naguère pour un bon enfant, naïf, un peu poète³ ; il devenait quinteux. Une insignifiante affaire brusqua l'issue : après avoir promis de nommer à un poste vacant, dans les services des beaux-arts, l'un des deux candidats que le prince Frédéric lui recommandait, Mühler avait choisi pour l'emploi un parent de sa femme ; cela lui valut une lettre de Guillaume, qui sévèrement lui disait : « Votre conduite à l'endroit de ma maison est déloyale⁴ » ; le 21 janvier, Mühler quitta le ministère, oscillant entre la joie qu'il trouvait dans sa « paix intérieure reconquise », et sa crainte chagrine des prochaines réformes scolaires, qui ravageraient en vingt ans, disait-il, le patrimoine moral de la Prusse⁵. Les conservateurs eux-mêmes, ingrats peut-être, ne regrettèrent point Mühler : son ministère, disait l'un d'eux, fut le ministère des occasions manquées.⁶

II

L'école et les Églises étaient désormais sans chef : il fallait pourvoir. Bismarck songea d'abord à prendre comme ministre le comte Alexandre Keyserling¹ ; c'était pour lui un vieil ami, à qui le chancelier savait gré de lui avoir révélé la musique de Beethoven². C'était aussi un savant ; ses aspirations vers un système scolaire qui remettrait en faveur le « rationalisme des héros intellectuels de l'Allemagne³ », le rapprochaient des nationaux-libéraux. Mais l'enthousiasme qu'éprouvait Keyserling pour la tolérance américaine⁴ le distinguait et l'éloignait d'eux : volontiers il aurait séparé les Églises de l'État et les aurait laissées, ensuite, conduire toutes seules leurs affaires. A ce moment même, dans une docte harangue, un historien qui mettait au service de Bismarck sa plume et sa passion, Maurenbrecher, se prononçait contre l'indépendance qu'un tel régime donnerait aux Églises et réclamait, au contraire, leur subordination, légalement réglée⁵.

L'opinion n'était pas mûre pour les théories d'outre-mer, et Bismarck n'insista pas auprès de Keyserling. Guillaume s'énervait : cette crise de portefeuille devenait un tracas pour lui. Quelques mois plus tôt, haranguant les surintendants généraux de son Église, il leur disait : « Je suis fermement attaché à ce que mes prédécesseurs ont considéré comme leur mission : développer l'éducation du peuple sur la base éternelle qu'ont à poser l'Église et l'école et sur laquelle toutes deux accomplissent leur œuvre commune⁶ ». Ainsi, sur le fond même de la question sco-

laire, Guillaume était beaucoup plus proche des idées de Mühler, le disgracié, que de ces idées neuves et laïques qui allaient livrer dans la Chambre une première bataille. « La catastrophe de Mühler et ses suites, écrivait-il à Roon le 16 janvier 1872, m'occupent de la façon la plus pénible. Jusqu'ici, je n'ai causé du successeur qu'avec Bismarck. Je dois encore souhaiter quelques autres détails sur un candidat dont je n'ai entendu que le nom. Je vous prie de venir aujourd'hui pour en parler ¹. »

Ce candidat dont Guillaume voulait causer avec Roon s'appelait Adalbert Falk ². Il avait siégé à la Chambre prussienne de 1861 et au *Reichstag* de 1867; et l'empereur voulait savoir de Roon quels votes avait émis, dans les discussions militaires, celui qui n'était alors qu'un obscur député. Les renseignements furent médiocres; Falk s'était rangé dans cette opposition modérée, qui savait, avec toutes les formes du respect, surveiller le budget de l'armée et l'armée elle-même. C'étaient là peut-être des péchés de jeunesse... Falk, aujourd'hui, avait quarante-cinq ans; son esprit comme son âge était mûr; il s'était révélé bon juriste dans un débat sur la contrainte pénale; et puis sa force de travail était immense ³, et l'on aurait de la besogne au ministère des Cultes, dans les mois qui venaient. Guillaume hésitait; il aurait préféré mettre son Église de Prusse aux mains d'un conservateur. Falk, à vrai dire, passait pour un chrétien convenable ⁴, mais pour un de ces chrétiens qui considèrent la religion comme chose privée ⁵ et qui, dans leur fauteuil d'hommes publics, prendront en toute sécurité de conscience, — ou, ce qui est plus grave encore, sans consulter leur conscience — des mesures

néfastes pour les intérêts religieux. Ce genre de collaborateurs était agréable à Bismarck : « Aux cultes, disait-il, il me faut un juriste » ¹. Mais Guillaume était moins rassuré ². Le temps passait ; à la cour comme à la ville, on épiloquait sur la durée de la petite crise. Les catholiques ne tenaient pas à l'ascension de Falk. « Il doit être franc-maçon », écrivait Auguste Reichensperger ³. De fait, par ses principes sur l'instruction, Falk se rapprochait beaucoup plus des loges que des piétistes : il émergeait parmi ces esprits, nombreux dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, qui croyaient à la moralisation des masses par l'alphabet. L'idée peut paraître vieille aujourd'hui, et même surannée : mais elle était nouvelle pour la cour prussienne de 1872. Bismarck pourtant insistait, et lorsque son fidèle Aegidi, dénichant certain discours de Falk sur la réorganisation de l'armée, eut rappelé que les nationaux-libéraux en avaient jadis été mécontents, Guillaume se rasséréna, se décida : Falk devenait ministre ⁴.

On avait aux Cultes, dans la personne de Falk, un juriste savant, pointilleux, engoué d'une étroite logique, sachant bien les textes, ignorant des faits ⁵. On retrouvait en lui certain tour d'esprit qui faisait songer à Lutz, mais qui, chez le ministre bavarois, était corrigé, de longue date, par le maniement des affaires. Il est « raide comme un major du grand Frédéric ⁶ », disait de lui Edmond de Pressensé. Le mot était très juste ; il s'appliquait même à l'intelligence de Falk. Falk était victime, effectivement, d'une certaine raideur intellectuelle, qui le rendait incapable d'envisager les répercussions sociales de sa politique religieuse. Il connaissait mal, d'ailleurs, le terrain même de son activité ⁷ ; l'histoire des pré-

cédents ministres des Cultes lui était peu familière. Sa doctorale redingote, sévère comme son humeur, sanglait un parfait légiste, également dédaigneux de la coutume et de la vie, légiste sur qui le passé n'avait pas de prise, qui considérait les hommes, *à priori*, comme des sujets passifs de la loi; qui ne savait prévoir ni les soubresauts, ni les réactions, ni les résistances; et qui, loin de voir dans ces événements un tressaillement des âmes, les traitait comme des phénomènes tout mécaniques, dont une poussée plus forte aurait finalement raison.

On avait à l'Instruction, dans la personne de Falk, un ami des lumières, avec tout ce que ce mot comporte de générosités fécondes et d'illusions niaises. Falk fut adoré, dans toute l'Allemagne, par les instituteurs protestants, et même par quelques instituteurs catholiques. Il fut très bon pour ces primaires, très prodigue, très flatteur. Il avait le secret des libéralités financières qui accroissaient leur importance sociale ¹, et le secret, aussi, des paroles grissantes, qui les grandissaient à leurs propres yeux. Il aimait à s'entendre accuser par les conservateurs de certaines « folies scolaires »; il lui semblait, alors, qu'il souffrait pour la science et pour la liberté de l'esprit. Il se complaisait dans ces mots nobles et grands, plus attirants pour ses subordonnés que les vieilles instructions du ministre Raumer, qui voulait qu'à l'école prussienne on apprit à servir Dieu et le Roi.

Au demeurant, un homme intègre, désintéressé ²; et dans cette Prusse où l'application et la docilité sont les deux obligations maîtresses du bureaucrate, il devait en donner l'exemple, tout le premier, par l'essoufflement laborieux avec lequel il fabriqua des lois, et par la souplesse admirable qu'il témoigna

toujours à l'endroit de Bismarck. Plaisant au chancelier par son caractère, aux nationaux-libéraux par ses idées ou par ses phrases, plus dépendant des partis que ne l'avait été aucun de ses prédécesseurs¹, il était un homme nouveau, messenger d'un esprit nouveau; incarnation compassée de l'Allemagne nouvelle, de cette Allemagne unitaire et nationale-libérale, qui, née de la Prusse, voulait en finir avec le particularisme prussien. L'historien Treitschke, au nom de cette Allemagne, dressait à Falk, sans délai, sans précautions oratoires, la liste de ses devoirs. « Reconquérir le terrain pris par l'Église depuis 1848; rétablir le droit de l'État dans l'école; reprendre, en fait d'art et de science, les traditions de Frédéric Guillaume III² », telle était la tâche, essentiellement belliqueuse, qui s'imposait au nouveau ministre.

Il garda près de lui les vieux fonctionnaires, avec complaisance, presque avec respect³: c'étaient, en définitive, des serviteurs du Roi, protégés par là même, dans leur dignité et dans leur sécurité, contre les caprices de la politique; et si Falk eût essayé d'y toucher, l'État monarchique, supérieur à Falk, ne l'eût pas permis.

Falk fit un premier pas qui, vis-à-vis de l'Église romaine, pouvait paraître un recul: les écoliers catholiques de Braunsberg furent autorisés à désertar les leçons religieuses du prêtre vieux-catholique Wollmann, et à suivre des cours particuliers de religion⁴: sur 215 écoliers, 186 profitèrent de la permission. L'évêque Krementz, en somme, ne demandait rien de plus. Parmi les conservateurs, plusieurs se disaient qu'à la faveur d'un pareil précédent, ils pourraient un jour soustraire leurs enfants à l'enseignement d'un pasteur trop libéral⁵. Un certain

nombre de nationaux-libéraux, et puis tous les progressistes, constatèrent avec joie que l'État enseignant, l'État qui s'instituait officiellement maître de religion, faisait abandon de cette prérogative en faveur des prêtres « ultramontains » de Braunschweig; il espérèrent que ce n'était là qu'un début, et qu'un jour l'État prussien renoncerait, partout, à enseigner lui-même le catéchisme *. Pour des raisons singulièrement différentes entre elles, il se trouvait que Falk, une première fois, avait contenté tout le monde, et ce fut la dernière fois. Car on apprit, bientôt, que Falk semblait avoir pour idéal lointain, dans les écoles primaires et secondaires, le mélange des confessions; pour subventionner des gymnases, pour transformer des progymnases en gymnases, l'État exprimait aux municipalités le vœu qu'ils devinssent « simultanés » ¹. La ville de Breslau, pour laquelle Mühler s'était montré si peu complaisant, était tout de suite admise à introduire des Israélites comme maîtres dans ses écoles ². Il y avait auprès de Falk un pédagogue très respecté, Wiese, qui citait au ministre un mot de Lassalle : « Les Juifs gâtent l'allemand », et qui lui représentait qu'un bon maître, pour bien expliquer le *De officiis*, doit pouvoir comparer les antiques vertus cardinales aux vertus chrétiennes ³. Falk écoutait, puis passait

* « Supprimons donc l'enseignement religieux obligatoire », concluait la *Gazette nationale* (*Bismarck nach dem Kriege*, p. 47). Tout autre était la thèse de nationaux-libéraux comme Friedberg, qui expliquait que l'enseignement religieux devait rester obligatoire parce que c'était seulement à cette condition que l'État pouvait le contrôler (*Die Grenzen zwischen Staat und Kirche*, pp. 782 et suiv. Tubingue, Mohr, 1892). L'état d'esprit de Falk, on le verra par la suite du récit, le rapprochait beaucoup plus de la thèse de Friedberg que de celle de la *Gazette nationale*.

outre, au grand scandale des conservateurs ; et c'étaient eux encore, bien plutôt que les catholiques, qui se sentaient visés et bravés, lorsque Falk introduisait, aux frais de l'État, un enseignement religieux israélite dans les gymnases de Posnanie¹ ; les plus libertins d'entre les nationaux-libéraux ne trouvaient pas mauvais que Jéhovah fît son entrée dans l'enseignement prussien, puisque, avec lui et devant lui, Israël s'y installait.

L'orthodoxie protestante s'agitait, trouvant inquiétante pour Jésus cette victoire commune d'Israël et de Jéhovah. Le projet sur l'inspection scolaire demeurait au premier plan des préoccupations politiques : la *Gazette de la Croix* demandait pourquoi Bismarck, avant de saisir d'une telle question l'opinion allemande, n'avait pas consulté le conseil supérieur évangélique. « C'est qu'il aurait fallu, parallèlement, consulter les évêques », répliquait la *Gazette de l'Allemagne du Nord*². La réponse était sensée, et tout en même temps maladroite : car, en avouant aux protestants orthodoxes qu'ils risquaient de pâtir et qu'ils pâtissaient des procédés dont l'autre Église était l'objet, n'allait-on pas préparer certaines alliances entre eux et cette autre Église ? Le pasteur Frédéric Fabri, dans une brochure retentissante, critiquait la politique bismarckienne³, et sonnait l'alarme, au nom de la confession évangélique*. Un propos de Bismarck se colportait, fort peu rassurant : « Les pasteurs luthériens, avait-il dit le 1^{er} jan-

* A son tour, peu de mois après, Ernest-Louis de Gerlach observait que l'Église évangélique, ayant moins de prise sur les familles que l'Église catholique, risquait d'être plus gravement lésée par le nouvel esprit scolaire. (*Kaiser und Papst*, pp. 33-35. Berlin, Van Muyden, 1872.)

vier 1872, ne valent même pas mieux que les catholiques ¹. » Si l'intérêt de l'État exigeait que Bismarck ennuyât les Polonais et sourît aux nationaux-libéraux, de quoi se mêlaient tous ces pasteurs, de parler et d'agir à l'encontre ?

Les pétitions protestantes et catholiques affluaient contre le projet de loi ²; il en arrivait, de toute la Prusse, 19.053, et l'on ne rangeait même pas, dans ce nombre, les feuilles de signatures venues de la Pologne, qui, naturellement, ne valaient pas la peine d'être comptées. Au nom de la Constitution prussienne, les évêques se plaignaient : ils n'écrivaient pas seulement au Roi, mais, pour la première fois, directement aux Chambres ³. La presse bismarckienne trouvait le moyen, par des menaces contre les Jésuites, de maintenir un fossé entre les conservateurs, qui détestaient la Société de Jésus, et le Centre, qui la défendait ; mais par-dessus ce fossé, les mains se tendaient encore, se rencontraient toujours, pour concerter des gestes communs contre la politique, si formellement laïque, dont Falk était l'actif représentant. Bismarck, qui ne mettait les hommes du Centre au ban de l'empire que pour enlever à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche de sa majorité la tentation de coqueter avec eux ⁴, voyait s'ébaucher, entre certaines personnalités des deux Églises, la concentration même à laquelle ils aspiraient. Les portes de cette fraction s'ouvraient, toujours plus larges, pour tous les protestants épris de liberté religieuse et attachés au règne de Dieu. Le 23 janvier, Auguste Reichensperger dînait avec le député conservateur Kleist Retzow, avec le pédagogue conservateur Wiese, avec Louis de Gerlach, dont les sympathies pour les catholiques devenaient cha-

que jour plus vives ; et l'on causait d'une entente¹ qui grouperait tous les hommes d'esprit chrétien*.

Mais le roi de Prusse était un homme d'esprit chrétien ; les conservateurs, souvent, accédaient à son oreille ; le prédicateur Koegel, qui, du jour où Falk fut ministre des cultes, cessa d'influer sur le gouvernement de l'Église évangélique, gardait un grand ascendant sur l'esprit de l'Impératrice². Bismarck commençait à redouter que certaines coalitions, concertées par le Centre, ne pussent surprendre les sympathies de Guillaume. Les catholiques et plusieurs protestants accentuaient, plus que Bismarck ne l'eût voulu, la portée qu'avait, au point de vue religieux, le projet d'inspection scolaire ; bientôt sortirait, du fond d'une retraite obscure, une voix qui déjà paraîtrait fort lointaine, et qui conjurerait le conservateur Kleist Retzow de rendre « au pays, au Roi, à tout l'avenir national, au rôle futur de la Prusse dans l'histoire universelle, un insigne service³ », en forçant le gouvernement à s'expliquer clairement et sans équivoque sur ses vraies intentions**.

* Le Centre était d'ailleurs si éloigné de tout fanatisme anti-protestant que, lorsqu'en janvier 1872 furent publiées deux lettres adressées à l'évêque Martin en 1869 par des pasteurs protestants qui parlaient de rentrer dans l'Église si on accordait le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces, (texte reproduit dans la *Collectio Lacensis*, VII, pp. 1137-1144), une voix s'éleva dans la *Germania*, pour affirmer, « d'accord, disait-elle, avec beaucoup de théologiens catholiques », que toute possibilité d'union n'était pas exclue. (ROLFUS, II, pp. 27 et 28).

** Mühler, à l'une des dernières séances du conseil des ministres auxquelles il eût assisté, avait entendu le ministre Camphausen réclamer que l'enseignement secondaire n'eût plus de caractère confessionnel, et il soupçonnait Bismarck de former le même souhait pour l'enseignement primaire (PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 421).

Cette voix serait celle de Mühler, le propre signataire du projet suspect, plus écouté peut-être comme simple citoyen qu'il ne l'avait jamais été comme ministre.

III

Pendant qu'on s'agitait, dans l'ombre, pour ou contre la réforme de l'inspection scolaire, Bismarck et Falk, dès le 30 janvier 1872, subissaient à la Chambre une interpellation du Centre. Auguste Reichensperger, Mallinckrodt, Windthorst, demandèrent pourquoi, l'année d'avant, la « division catholique » avait été supprimée. Ils démontrèrent que désormais les affaires d'Église, au ministère, étaient réglées par des bureaux protestants, que l'esprit d'équité périlait, que la parité des deux confessions était par là même violée. C'est en leur répondant que Falk fit ses débuts oratoires et que Bismarck, pour la première fois, prit la question religieuse comme thème d'un grand discours parlementaire.

Falk alléguait que deux conseillers catholiques gardaient un poste au ministère ; cela lui paraissait suffisant ¹. Bismarck, lui, fit le procès du Centre, de cette fraction qui avait mobilisé contre l'État, qui, sur un simple mot d'ordre, faisait élire des chapelains opposants contre de grands seigneurs ministériels, et dont le chef, Windthorst, Hanovrien fidèle, était entré à regret et malgré lui dans l'État prussien. Nombreux étaient les Hanovriens qui redoutaient et qui déploraient de voir adhérer au Centre certains de leurs représentants : ils craignaient que l'intégrité de leurs revendications ne fût entamée et

que dans ce parti, comprenant des Allemands de toutes les régions, les Allemands du Hanovre ne fussent comme noyés¹. Mais Bismarck estimait au contraire que l'entrée des Hanovriens dans le Centre consacrait leur fraternité avec tous les ennemis de l'Empire. Il vanta sa longue patience, rappela l'espoir qu'il avait eu, en rentrant de France, de pouvoir vivre en paix avec l'Église tout en gardant le contact nécessaire avec l'ensemble du pays ; il énuméra ses déceptions, dénonça l'alliance de la *Germania*, feuille officielle du Centre, avec la presse gallophile, antiallemande, avec l'ancienne presse de la Confédération du Rhin, avec les journalistes ultramontains de Genève, qui détestaient la Prusse. Que le Centre eût avec lui la majorité des catholiques, Bismarck d'ailleurs désirait en douter encore. D'une fraction confessionnelle, le ministre n'en voulait point ; car ce serait porter la théologie dans les assemblées politiques. On l'interpellait sur la « division catholique » ; il avait supprimé ces bureaucrates parce qu'ils représentaient exclusivement les droits de l'Église à l'intérieur de l'État et contre l'État. Mieux valait que pour avocat l'Église eût un nonce ; car vis-à-vis de lui, l'État serait plus circonspect qu'il ne l'était vis-à-vis de ses propres fonctionnaires, et puis le nonce transmettrait directement au Pape ses impressions réelles, sans réfraction qui les faussât *. Et Bismarck,

* La *Correspondance de Genève*, du 15 février 1872, semblait répondre à Bismarck : « Vous voudriez avoir un nonce à Berlin. Mais, grand Dieu ! que ferait ce représentant du Saint-Siège auprès de vous ? Il serait le témoin impassible des attentats dirigés contre l'Église, et paralyserait, par son attitude forcément passive, la résistance de l'épiscopat, du clergé et des fidèles. C'est peut-être là le rôle que vous lui assignez dans vos habiles calculs. Détrompez-vous. Ce que vous n'avez pu

expert aux phrases vagues qui laissaient des fenêtres ouvertes sur l'avenir, esquissait en passant cette négligente avance : « Ne finirons-nous pas par recourir à l'établissement d'une nonciature ? c'est là une question que je laisse au développement historique, dès qu'il aura trouvé des voies pacifiques. » Le propos était assez net pour que Rome pût comprendre, assez fugitif pour que les nationaux libéraux ne s'y arrêtassent point. Bismarck était bien aise aussi de faire savoir au Saint-Siège que son intention n'était pas de poursuivre une campagne contre l'infailibilité : « Un dogme que professent tant de millions de nos compatriotes, proclamait-il expressément, doit être sacré pour leurs concitoyens et pour le gouvernement. » C'était tant pis pour les vieux-catholiques ; on se servait d'eux pour intimider Rome, mais lorsqu'on voulait prendre à l'égard de Rome une autre contenance, on ne se gênait pas avec eux. Or il plaisait à Bismarck de jeter çà et là, à travers sa philippique contre le Centre, certaines phrases d'où la Curie pût encore conclure que, si elle condamnait cette fraction, elle pourrait peut-être, à la dernière heure, s'entendre avec le chancelier. Pour l'instant, il ne cachait pas ses décisions ; elles étaient formelles : « Nous ne pouvons, déclarait-il, concéder aux autorités ecclésiastiques le droit permanent auquel elles prétendent d'exercer une partie des pouvoirs de l'État ; et autant qu'elles possèdent cette prérogative, nous sommes forcés, dans l'intérêt de la paix, de la restreindre, afin que nous puissions vivre en repos les uns avec les

obtenir tant que vous avez feint quelques bonnes dispositions pour les catholiques, vous l'obtiendrez bien moins depuis que vous avez jeté le masque. »

autres ¹. » Ainsi des restrictions à la libre activité de l'Eglise étaient annoncées comme prochaines, par l'omnipotente parole du prince; et si d'aventure cette Eglise se plaignait que, pour légiférer ainsi sur son compte, Bismarck n'eût pas appelé un ministre catholique, il objectait avec calme que dans un Etat constitutionnel, le ministre a besoin d'une majorité.

Cette dernière réflexion peut nous paraître toute naturelle; mais elle fit scandale dans la Prusse d'alors. Bismarck, au temps où il n'était rien, s'était comporté vis-à-vis de la Chambre comme le jeune Louis XIV vis-à-vis de son Parlement; aujourd'hui qu'il était tout, il affirmait, avec déférence, l'obéissance due aux députés, et semblait considérer les organes gouvernementaux comme une émanation des majorités. Ce Bismarck, pour qui, huit et dix ans plus tôt, le principe des majorités n'existait point, se retranchait aujourd'hui derrière ce principe; Bismarck, chancelier triomphant, s'asservissait à une doctrine politique que Bismarck, ministre encore obscur, avait piétinée et bafouée. C'est au mépris de cette doctrine qu'il avait concerté, jadis, les préparatifs militaires de l'unité; et puis, s'en emparant ou plutôt s'y pliant, il voulait la mettre à la cime, non seulement de la nouvelle Allemagne, mais de cet Etat prussien que son archaïsme rendait auguste. On observa, un peu partout, qu'il n'avait pas accoutumé les parlementaires de Prusse à un tel respect², et la conservatrice *Gazette de la Croix* déclara tout net que, dans son discours, il avait directement attaqué ou sacrifié les principes fondamentaux défendus par le parti conservateur dans les vingt dernières années. Elle fut tout de suite

dénoncée comme la complice des ultramontains et des Polonais ¹.

Windthorst déchargea le Centre du reproche d'être confessionnel, et proclama que personnellement il se tenait, à la Chambre, sur le terrain de la Constitution; il accusa Bismarck de s'identifier avec l'État. « On paraît ne plus supporter, s'écria-t-il, que les catholiques se défendent lorsqu'on les attaque; on trouve surprenant qu'ils ne soient pas morts. Morts, ils ne le sont pas encore... ² »

La bataille reprit, le lendemain 31 janvier 1872, à propos du budget de l'Église catholique. Mallinckrodt résuma le programme du Centre en trois articles : affirmation stricte du droit positif et historique, liberté des confessions, fédéralisme, et demanda si c'était nier l'État que de faire opposition au chancelier. Bismarck tira de sa poche une affiche silésienne qui recommandait de réélire au *Reichstag*, contre le duc de Ratibor, le vicaire Müller, invalidé, et qui signifiait aux pères de famille qu'il était plus que jamais nécessaire d'envoyer, dans les assemblées politiques, des catholiques sans peur, de crainte que les petits Allemands ne devinssent des païens ³; et Bismarck en conclut, triomphalement, que « sur le drapeau de recrutement du Centre, il y avait la confession et rien que la confession ⁴ ». Ainsi se resserrait le duel entre Bismarck et le Centre.

A cet instant même, dans la Chambre de Munich, la majorité catholique fléchissait; bien qu'elle eût jusque-là disposé de quatre-vingt-une voix contre soixante-seize, quelques rares défections assuraient à Lutz deux victoires successives sur l'Église. Les députés du royaume de Bavière approuvaient Lutz pour la protection qu'il accordait aux vieux-cathol-

liques de Mering ¹, et refusaient de le chicaner sur les changements que le « paragraphe de la chaire », voté à Berlin, introduisait nécessairement dans le code bavarois. Lutz, désespérant d'obtenir de la législature de Munich le vote de cette loi pénale, l'avait rapportée toute faite de Berlin, comme une loi d'Empire, arrogante, intangible ; et lorsqu'on demandait à la majorité catholique de se dire mécontente, cette majorité s'effritait. L'anti-infaillibiliste Joseph Voelk, ardent champion des influences prussiennes, faisait même consentir la Chambre bavaroise à l'unification du code civil allemand ². Le prestige qu'exerçaient les importations législatives de Berlin, et l'ascendant du gouvernement sur quelques députés qui étaient en même temps fonctionnaires, avaient suffi pour démanteler, à Munich, la résistance catholique.

Mais c'était sur les hommes du Centre prussien que se concentrait l'espoir des catholiques d'Allemagne ; c'étaient eux qui, dans le Parlement même de l'Empire, aussi bien qu'à la Chambre prussienne, porteraient avec le plus d'éclat le poids de la lutte ; et la discussion sur le projet scolaire, qui commençait le 8 février, allait achever l'épreuve de leur force et la consécration de leur gloire.

IV

Il y avait là quatre incomparables tribuns : Windthorst, Mallinckrodt et les deux Reichensperger ³. Les députés nouveaux se les faisaient montrer, voulant déjà connaître, au moins par l'aspect, ces

hommes assez puissants pour troubler le sang-froid du chancelier, pour offusquer son orgueil.

Un très grand crâne sur un tout petit corps, avec deux tout petits yeux, faibles mais fouilleurs, et une bouche large que le moindre accès de rire écarquillait encore : voilà Windthorst ¹. Il semblait que la nature, en modelant son masque, eût voulu faciliter la besogne des caricaturistes débutants, et leur offrir un modèle très simple, très saisissable, un modèle dont on eût dit qu'il leur faisait une avance ². Tout court, tout fluet, sa démarche le dissimulait, non moins que sa taille; il fallait que le regard plongeât d'en haut, entre les lignes serrées d'épaules humaines, pour apercevoir, à mi-côte de toutes ces statures, cheminant au bras d'un collègue complaisant, le député Windthorst. Ministre du royaume de Hanovre au temps où ce royaume existait, il avait bien servi son Roi, et lui gardait, sans ambages, la fidélité des souvenirs et des regrets. Particulariste intransigeant, il avait, de 1867 à 1871, siégé comme sauvage dans les assemblées de la Prusse et de l'Allemagne; et puis il avait apporté au Centre son concours, qui promettait d'être une force, et son nom, qui menaçait d'être une faiblesse. Car le passé politique de Windthorst permettait à Bismarck de dire au Centre : « Vous obéissez à un ennemi de l'Empire », et de dire à Windthorst : « Chef d'un parti de défense religieuse, vous êtes, en votre for intime, particulariste, beaucoup plus que catholique ³ ; vous êtes guelfe de haut en bas »; et l'on eut souvent l'étrange spectacle de voir la presse bismarckienne douter de la sincérité religieuse de Windthorst, non moins que de sa sincérité civique ⁴. Parce qu'elle ne voyait jamais Windthorst s'élever jusqu'aux plus hautes cimes de la philoso-

phie religieuse, parce qu'elle ne l'entendait jamais étaler, au nom de son *credo*, un système d'idées positives et constructrices, elle en concluait audacieusement que dans l'âme de Windthorst ce *credo* ne vivait point. Parce qu'elle constatait que ses discours n'étaient point à proprement parler des actes de foi et qu'un simple incroyant, épris comme lui des idées de tolérance, aurait pu les prononcer à peu près mot pour mot, elle se demandait si dans l'âme de Windthorst ce *credo* avait jamais vécu. Elle fouillait l'assistance des congrès catholiques, elle y cherchait Windthorst, et généralement ne l'y trouvait point¹ : suprême argument pour contester sa ferveur ! Bismarck², le député Robert Mohl³, le consul Julius Eckhardt⁴, s'amusent, dans leurs *Souvenirs*, à l'indiscret sondage de cette conscience ; et tandis que les catholiques d'Allemagne, en souvenir de leur tribun, dédient des églises à saint Louis, leurs adversaires leur reprochent d'aménager une niche de saint pour un personnage qui, disent-ils, n'était pas même croyant.

Le député hanovrien Langwerth de Simmern, qui connut beaucoup Windthorst, écrit de lui quelque part : « C'était un vrai paysan d'Osnabrück⁵ ». Ce mot doit être retenu et étudié. La petite ville d'Osnabrück, depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution, fut régie par une curieuse pratique, en vertu de laquelle la souveraineté appartenait tour à tour à un évêque catholique et à un évêque protestant. Cette alternance avait appris aux deux confessions à se respecter entre elles ; et des publicistes comme le célèbre Justus Moeser, indigène d'Osnabrück, et qui fut, au dix-huitième siècle, le plus illustre citoyen de l'endroit, incarnaient un certain esprit de large

tolérance : Windthorst fut le familier de cette atmosphère et l'héritier de cet esprit. Ennemi de toute intransigeance et de tout exclusivisme, ne se cachant pas de préférer aux vivacités de la *Germania* le ton plus modéré de la *Gazette populaire de Cologne*¹, il ne réclama jamais pour son Église aucun monopole et se plut au contraire, aux heures les plus turbulentes du *Culturkampf*, à développer son infatigable rêve d'une « parité » confessionnelle sincère et loyale. Schulte, le canoniste vieux-catholique, observe avec quelque malveillance que Windthorst, ministre en Hanovre, n'avait jamais favorisé spécialement les fonctionnaires catholiques² : il s'empresse d'induire que Windthorst était un tiède. Il serait plus exact de supposer qu'avec justice et bonne foi Louis Windthorst appliquait, comme ministre, ce même principe de « parité », dont son éloquence parlementaire revendiquait impérieusement les droits.

Windthorst suivait avec une piété sage et correcte les observances de son Église : il y a là un fait, contre lequel les insinuations bismarckiennes ne sauraient prévaloir³. Elles s'émoussent, aussi, contre les documents hanovriens récemment exhumés, contre certain rapport de 1841, par lequel le comte Wedel, qui gouvernait Osnabrück, réclamait la nomination de Windthorst aux fonctions de « conseiller consistorial catholique : « C'est un catholique zélé, écrivait-il, et qui jouit de la confiance du clergé⁴ ». La confiance dont on faisait alors crédit à Windthorst avocat fut plus tard justifiée, avec éclat, par Windthorst ministre. Dès 1850, il soutenait en Hanovre, au sujet de la politique scolaire, les mêmes idées que plus tard il soutint en Prusse⁵, et c'est à lui que le royaume de Hanovre dut l'établissement

de l'évêché d'Osnabrück. On le vit, en 1857, collaborer à un journal catholique de Cologne¹. Il faut ignorer l'histoire du Hanovre pour soutenir que Windthorst devint tardivement, parce que Guelfe, un politicien catholique, et que le guelfisme l'aurait amené au catholicisme². Lorsqu'il défendait l'Église contre les fantaisies de Bismarck, ce n'était nullement par un manège politique : il y avait en lui un « paysan d'Osnabrück », hanté par l'idéal traditionnel de liberté religieuse, et un catholique, si dévoué à sa foi, qu'un jour il déclina, pour garder son poste à la Chambre, certaines offres très rémunératrices de l'empereur d'Autriche³.

En face de son Église, il allait voir surgir de terre, lentement, tout un édifice de lois accablantes, altières, qui jetteraient de l'ombre entre les âmes et Dieu. Windthorst allait s'acharner contre cet édifice et chercher à y faire brèche, pour le démolir.

Dans l'histoire du parlementarisme contemporain, Windthorst est le type de l'opposant : un haut fonctionnaire l'appelait un jour « le père de tous les obstacles⁴ ». Il visait à démonter l'adversaire plutôt qu'à le réfuter ; il était plus tacticien que dialecticien. Pour être pleinement compris et goûtés, ses plus célèbres mouvements d'éloquence doivent être étudiés, non dans la sténographie officielle, qui ne reproduit que des mots, mais dans les comptes rendus des journaux, qui donnent la physionomie des séances. Nul comme Windthorst ne savait guetter, ou bien provoquer, l'incident qui trouble l'ennemi ; alors il se levait, devenant à peu près aussi haut que ses collègues assis ; on entendait sourdre un filet de voix, menue comme tout son être ; et ce filet de voix, se dirigeant sur l'obstacle, se jouait tout autour du point

faible, obliquait un peu vers d'autres sujets ou vers d'autres hommes, puis recommençait l'assaut, et s'y acharnait avec une douce, lente et progressive cruauté; peu à peu, au milieu d'une salve de plaisanteries que Windthorst entassait les unes sur les autres, tout sautait, tout craquait autour d'une petite brèche toujours plus large, et l'obstacle était percé. On eût dit une de ces vrilles, qui s'avancent et s'enfoncent avec un grignotement tenace et laborieusement agaçant, avec de petits-zigzags, même de petits écarts, dans la planche de bois d'abord rebelle et bientôt entamée. Ses zigzags, à lui, c'étaient des bons mots, parfois bouffons et baroques, souvent spirituels, toujours imprévus, et que sa mimique, quels qu'ils fussent et quoi qu'ils valussent, rendait toujours drôles; dans l'atmosphère du Parlement, ces plaisanteries répétées et précipitées tombaient à la façon d'une averse, et dérangeaient les plus altières contenance. On se gardait bien de l'interrompre, sur les bancs nationaux-libéraux; car on savait qu'au lieu de le déconcerter, on exciterait, plus sûrement encore, l'âpreté périlleuse de ses ripostes¹. Il ne se rasseyait que pour se relever bientôt : il y eut une session où il prit soixante-six fois la parole. Il aimait les débats où l'on fixait l'ordre du jour²; il s'amusait, sans en avoir l'air, à égratigner à l'avance, par une phrase, par un mot, les arguments hostiles qui devaient, au jour de la discussion, s'épanouir en de longues harangues; il escomptait qu'une plaisanterie anticipée les découragerait de se produire; et tandis que l'orateur ennemi les portait encore en lui, Windthorst, sans respect pour cette gestation, les avait rendus ridicules, avant terme.

Jamais parlementaire ne mania les ruses de guerre

avec une méthode plus obstinée, avec une plus souple vigilance. Guizot, qui de loin l'observait, disait un jour à Savigny : « C'est le premier discuteur de notre époque ; personne ne le dépasse¹ ». Bismarck, tout le premier, à son corps défendant, tenait en haute estime la valeur de Windthorst². Georges de Vincke, parlant des trois Hanovriens qui jouaient dans les assemblées politiques de la nouvelle Allemagne un rôle si prépondérant, Bennigsen, Miquel et Windthorst, aimait à dire que Bennigsen était très habile, Miquel, plus habile encore, et Windthorst, lui, aussi habile que tous deux ensemble³. Bon collègue d'ailleurs, estimé de tous pour son grand désintéressement, aimable et cordial. Dans sa ville de Hanovre, tous les protestants le saluaient avec respect et cordialité : « Voyez ces coups de chapeau, disait-il un jour au publiciste Eckhardt ; il ne vient à l'idée de personne, ici, de prendre le vieux Windthorst pour le méchant Romain qu'on veut faire de lui à Berlin. Ces gens me connaissent⁴ ». Dans les couloirs même du *Rèichstag* ou du *Landtag*, lorsqu'on le voyait cheminer et causer avec le libéral Miquel ou parfois avec le vieux-catholique Schulte⁵, on ne pressentait pas en lui l'homme de combat que, tout de suite, un incident de séance risquait de révéler.

Toujours sur la brèche aussi, et s'essoufflant toujours en quête de la victoire, Mallinckrodt⁶, lui, pour vaincre, comptait sur le droit. Il avait une façon grandiose de prononcer ce mot : le droit, et de revendiquer et de protester, au nom de son « sentiment du droit⁷ ». De là, chez ce Westphalien, dont la famille servait la Prusse de génération en génération, un esprit de fédéralisme, de particularisme non moins

avoué, non moins exigeant que chez le Hanovrien Windthorst; mais tandis que le fédéralisme de Windthorst prenait racine dans ses souvenirs, dans son cœur, dans son patriotisme de Hanovrien, le fédéralisme de Mallinckrodt, qui n'avait pas été personnellement lésé, ni intimement endolori par les annexions prussiennes, reposait sur le sentiment du droit¹. Il se défendait de contester et de vouloir ébranler le régime politique que les circonstances avaient donné à l'Allemagne², mais il prétendait apprécier à sa façon, c'est-à-dire au point de vue de l'équité, les origines historiques de cette nouveauté : l'Allemagne bismarckienne. Affirmer le droit, c'était déjà triompher, tant Mallinckrodt était persuadé, d'une émouvante foi mystique, que le droit trouverait d'infaillibles revanches. Les concerter, les réclamer, les précipiter : voilà ce qu'il considérait comme son métier, métier qui faisait de lui l'auxiliaire du Dieu de justice.

Une piété profonde, chaque matin, le poussait à l'église³; et puis, il rentrait chez lui pour travailler. Préoccupé d'avoir une doctrine, il s'attachait à mûrir les thèses de politique et de sociologie que depuis dix ans, de concert avec son beau-frère Hüffer et quelques autres catholiques, il avait élaborées dans les réunions de Soest⁴; et puis, lorsqu'il devait parler, s'enfermant dans sa chambre avec sa science et sa conscience, il devenait non moins inaccessible qu'un Jupiter tonnant⁵, et préparait longuement, scrupuleusement, le prochain discours. C'était sa façon, à lui, d'exercer le sacerdoce du droit. Ainsi se déroulaient de belles pages d'éloquence, amples et graves, soutenues par une logique passionnée, et qui faisaient de lui, suivant l'expression

du progressiste Richter, le premier orateur parlementaire¹; une flamme superbe échauffait ses arguments et ne faisait qu'en rendre plus étincelante la rigueur; parfois survenait, à bout portant, bien condensée, l'épigramme contre les personnes², épigramme voulue, préméditée, véhémence plutôt qu'ironique; tout de suite après, l'essor de sa dialectique, âpre et concise, recommençait de planer. Un jour qu'on le félicitait d'un de ses discours, il répondait à l'interlocuteur : « Vous avez bien prié³ ». Ouvrier de l'œuvre de Dieu, il se sentait doublement responsable vis-à-vis de ses collègues, pour les missions dont son éloquence était l'organe et pour les prières dont elle était la bénéficiaire. Mais aucune considération de parti ne l'aurait amené à des fléchissements qui eussent contrarié son sentiment du droit. : *Etsi omnes, ego non*⁴, disait-il volontiers. Si quelque différend surgissait dans la fraction, Mallinckrodt était l'arbitre qui le tranchait⁵. On l'appelait le Caton du Centre⁶; il représentait en politique un certain dogmatisme moral, importun mais respecté, que les majorités sceptiques éprouvent quelque pudeur à répudier, et qui salue dans leur demi-gêne un présage de leur future défaite⁷. Il aimait, du reste, à ses heures, les accès de franche gaieté qui témoignaient aux adversaires que les ultramontains étaient de joviaux compagnons⁸. Il n'était du goût ni de Windthorst ni de Mallinckrodt de donner au Centre l'attitude d'une fraction renfrognée. Ces deux hommes, si différents entre eux, n'étaient cependant qu'un seul cœur et qu'une seule âme⁹; on les considérait, ensemble, comme le nerf de la fraction du Centre¹⁰.

Bismarck redoutait les manœuvres de l'un, l'ascendant de l'autre, et les considérait tous deux

comme manquant de loyalisme envers l'Empire unifié et centralisé. Il leur préférait les deux frères Reichensperger : l'un d'eux, Pierre, avait, on s'en souvient, aidé les catholiques de Bavière à accepter l'empire. Un fanatique décidé à tout : c'est ainsi que Robert de Mohl, très malveillant pour le Centre tout entier¹, définissait Pierre Reichensperger, mais Constantin Roessler, le publiciste des *Grenzboten*, le considérait au contraire comme un *homo liberalis*²; et Bismarck, lorsqu'il était de bonne humeur, se disait qu'en définitive, avec les deux frères Reichensperger, on pourrait peut-être s'entendre; qu'ils étaient de loyaux Allemands, et que leur plus grand tort était de se laisser conduire par ce Guelfe de Windthorst³.

Pierre était un juriste, un praticien du droit, expert à traiter les questions de légalité; en belles phrases cicéroniennes⁴, il remontrait aux juristes du parti national-libéral, que, tout dévots qu'ils fussent de l'esprit légiste, ils fabriquaient des lois contraires à la Constitution ou des lois s'entrechoquant entre elles; pénétrant dans leurs laboratoires législatifs, il en étudiait les produits, en connaisseur, et ses critiques étaient gênantes. D'aucuns parfois s'en vengèrent, en disant de lui, comme de Windthorst, qu'il n'était pas vraiment religieux⁵.

Ame ardente, facile à vibrer, ayant l'accueil large et chaud pour tout ce que les hommes avaient de bon, pour tout ce que les idées avaient de vrai, Auguste Reichensperger offrait je ne sais quoi de plus séducteur, qui manquait aux trois autres⁶. Pour le joueur politique qu'était Windthorst, on avait de la défiance; on s'inclinait malgré soi, avec une déférence un peu gênée, devant la conscience d'un Mallinckrodt; la compétence d'un Pierre Reichensperger, si exer-

cée, si déliée, invitait à la discussion, chicanreuse et subtile; Auguste Reichensperger parlait avec tous les enthousiasmes de son cœur; et contre lui, les cœurs se mettaient en défense, de peur d'être gagnés. Robert de Mohl lui-même se laissait attirer par cette « nature d'artiste », par cette « douceur qui faisait du bien¹ ». Du romantisme, il avait hérité les visions gothiques et les belles intuitions d'histoire; des expériences faites en 1848, il avait gardé ces façons de générosité politique, qui parfois, dans une assemblée, gagnent d'autant plus aisément deux pouces de terrain qu'elles ont paru en céder un. Il avait intimement connu Charles de Montalembert, glorieux vengeur de toutes les souffrances iniques; il avait voisiné avec le « catholicisme libéral; » il en avait partagé les candeurs conquérantes. Et dans les assemblées publiques, les ennemis de l'Eglise le craignaient comme les trois autres, mais la peur qu'il leur inspirait honorait son cœur; c'était la peur de se sentir désarmés devant un lutteur que personnellement ils inclinaient à aimer.

V

La discussion scolaire, dès qu'elle s'ouvrit, s'évada du terrain purement national sur lequel Bismarck aurait assurément préféré la cantonner, et devint un débat pour ou contre l'Eglise.

« L'État, déclarait la *Gazette de Magdebourg*, doit faire sauter la constitution despotique du clergé catholique; il doit assurer aux laïques catholiques sécurité juridique vis-à-vis du clergé². » —

« Avec la loi sur l'Inspection scolaire, reprenait la *Gazette Nationale*, c'est le combat contre les Jésuites qui commence; même sans la guerre de France, cette lutte aurait éclaté¹. » Bismarck prétendait faire de la politique; sa presse, le trahissant ou le devançant, parlait déjà théologie.

Le matérialiste Virchow², au *Landtag*, mit tout de suite les prêtres sur la sellette. Il proclama que leur mission civilisatrice était périmée; il aligna des statistiques, dénonça l'insuffisance de l'instruction dans les pays catholiques, et les ravages de l'ignorance et du typhus dans la catholique Silésie. Et c'est parce que le projet de loi visait, d'après lui, à écarter la domination pernicieuse de l'Église sur l'école, que Virchow le voterait³.

« Il vise, disait Pierre Reichensperger, ou tout au moins il aboutira, à créer l'école sans Dieu » (*religionslose Volksschule*)⁴. « C'est une loi païenne, insistait un autre membre du Centre, Brüel, protestant du Hanovre; elle répond à l'idée païenne de l'État Dieu⁵. » Windthorst, aussi, annonçait à la Prusse que sur la pente où elle s'engageait, elle deviendrait un État païen; que tous les chrétiens, protestants ou catholiques, s'uniraient pour réclamer la réalisation de la liberté de l'enseignement. Il y avait eu, dans l'école, communauté de labeur entre l'État et l'Eglise; Windthorst constatait avec douleur que le projet de Falk préparait la séparation; alors les Églises auraient leurs écoles à elles, il le faudrait⁶...

Moins ouvertement antireligieux que Virchow, le juriste Gneist introduisait certaines distinctions tranchantes qui, sur ses lèvres, donnaient l'illusion d'être nettes : « L'enseignement scientifique, professait-il, doit être donné d'après des principes scien-

tifiques, l'enseignement religieux d'après des principes dogmatiques ¹⁾. Formules trop simples, trop abstraites; fragile en est la raideur; elles gauchissent, elles se brisent, au premier contact avec la réalité. Entre la science et le dogme, elles échafaudent des cloisons étanches; mais le besoin qu'a l'intelligence d'être unifiée prévaut contre ces cloisonnements factices. Gneist croyait apporter une solution; il n'avait fait qu'énoncer un problème.

Ainsi luttaient l'Église et l'incroyance, le christianisme et le paganisme, la foi et la raison, Dieu et l'athéisme; spectateurs du combat, Falk et Bismarck tardaient à s'y mêler. Il ne s'agissait point, à leurs yeux — aux yeux surtout de Bismarck — de savoir laquelle des deux philosophies devait régner dans l'école, celle de Reichensperger ou celle de Gneist, celle de Windthorst ou celle de Virchow : le débat était un débat politique. Pour l'instant, ce dont ils affectaient de se préoccuper, ce n'était pas la lutte des idées, c'était la lutte des langues, là-bas, au fond de la Posnanie : pour être victorieux dans cette lutte de langues, il fallait en finir, très vite, avec les curés polonais qui, dans les écoles, favorisaient le polonais, et voilà pourquoi Falk était si pressé*. Voilà pourquoi ce projet, que Windthorst taxait d'obscur et d'incomplet, devait être voté, sommairement, tout d'une traite, sans qu'on attendit l'élaboration d'une loi générale sur l'enseignement. Falk s'efforçait de prouver que, tel quel, il n'était pas incompatible avec le fameux article 24 de la Constitution, qui obligeait les pou-

* L'État, cependant, comme l'observait Windthorst (*Ausgewählte Reden*, I, p. 60), était déjà armé par un jugement du 11 septembre 1863, qui lui permettait d'éloigner de leurs fonctions les inspecteurs contre lesquels existaient des griefs.

voirs publics à tenir compte, dans la plus large mesure, de la situation confessionnelle¹. On discutait beaucoup sur cette compatibilité; l'ironie du progressiste Loewe s'exerçait contre certains conservateurs qui, soudainement, se montraient si jaloux de défendre la Constitution, et qui jadis en avaient fait assez bon marché².

Falk, d'ailleurs, se faisait modeste; pour le moment, il ne prévoyait, en vue de l'application de la loi, qu'un crédit de vingt mille thalers; il suffisait qu'elle fût promulguée, et qu'elle énonçât victorieusement ce principe, que les inspecteurs scolaires étaient les « hommes » de l'État; on immolerait quelques curés, hostiles à l'idiome national et à l'idée nationale, mais peut-être les pasteurs évangéliques resteraient-ils tous en place³; et ce n'était point avec vingt mille thalers qu'on aurait le moyen d'appointer beaucoup d'inspecteurs laïques. Cependant, chacune de ces assurances par lesquelles Falk espérait ramener la sécurité suscitait, chez plusieurs, une inquiétude nouvelle : ce que l'État demandait, c'était, en définitive, un blanc-seing pour un certain nombre de mesures de révocation, dont il serait le seul juge. Dans ce « domaine de l'instruction qui avait toujours joui en Allemagne d'immunités exceptionnelles », le projet de loi, au jugement des observateurs étrangers, « tendait à l'excès les ressorts de la centralisation⁴ ». Holtz, député conservateur, était d'accord avec Windthorst et Mallinckrodt pour redouter l'omnipotence de la bureaucratie⁵. « On veut créer une nouvelle armée de gendarmes », s'écriait Windthorst⁶. Et Lasker lui-même, tout radical qu'il fût, laissait voir une ombre d'anxiété.

Mais tout de suite, se ressaisissant, Lasker pro-

clamait : « Même si cette loi nous livrait à la bureaucratie, je voterais pour elle, car la lutte entre nous et la bureaucratie n'est qu'une difficulté domestique, et cette difficulté doit passer à l'arrière-plan dès qu'il s'agit du combat contre l'ennemi extérieur, contre cette puissance qui tente d'imposer des lois à l'État¹ ». L'heure n'était plus de s'attendrir sur la Constitution ou d'élever des digues contre la bureaucratie : un même péril devait resserrer en un faisceau les fidèles de la raison d'État. Alors Windthorst, systématiquement importun, demandait indiscrètement : Cet État, sur quel principe repose-t-il ? Est-ce sur le principe monarchique, jusqu'ici respecté ? Est-ce sur un principe inverse, le principe des majorités, dernièrement découvert par le chancelier² ? Et son filet de voix, grêle mais implacable, faisait ainsi une trouée dans la majorité bismarckienne de la veille ; conservateurs attachés au principe monarchique, libéraux attachés au principe des majorités, étaient mis en collision, publiquement, sous les regards de la Prusse, de Bismarck et du Roi ; ce gnome venu du fond du Hanovre mettait le Parlement en désordre ; il questionnait sur ces lois fondamentales dont Retz, un autre malin, disait qu'il était dangereux de les rechercher ; Guillaume I^{er} lui-même risquait d'être tracassé par cette antithèse des deux principes ; et c'était un vaincu, un Prussien malgré lui, qui, défiant Bismarck vainqueur, allait ainsi jeter le trouble dans la conscience des royalistes prussiens, et dans la conscience, peut-être, de l'Empereur.

Justement, en ce jour-là, Bismarck sentait chanceler son crédit sur Guillaume ; cette crainte, et puis son surmenage, lui donnaient mal aux nerfs, d'une atroce façon³. La veille, il avait expédié à son mi-

nistre Eulenburg une lettre brutale, où il le tançait pour les progrès du polonisme. « Le sol, là-bas, croule sous nos pieds, lui signifiait-il; voulez-vous, oui ou non, marcher avec nous contre les pratiques polonaises qui depuis dix ans minent avec succès les bases de l'État prussien? Si vous ne m'aidez pas, mes forces n'y suffiront point... Je suis surmené, je suis fourbu, ma vigueur nerveuse est usée¹. » Et sur ces nerfs omnipotents et débiles, sur ces nerfs qui étaient à vif, Windthorst, complice notoire de ces Polonais maudits, s'acharnait à verser, lentement, goutte par goutte, l'acide de son éloquence². « Mon pouls, même ici, ne bat que soixante fois par minute, avait dit Windthorst le 30 janvier; je ne sais si le ministre président peut en dire autant du sien. » En cette après-midi du 8 février, il visait moins à convaincre la Chambre qu'à affoler le pouls du ministre président, et son succès faisait presque peur. Bismarck ne se possédait plus; à plusieurs reprises, ses mains d'homme fort soulevèrent jusqu'à ses lèvres, en tremblant, le verre d'eau qu'il avait devant lui, et lorsque à son tour il se leva pour parler, on entendit dans la tribune de la presse les directeurs de journaux inviter leurs rédacteurs à reproduire le plus littéralement possible les mots qui allaient être dits³.

Ce fut un second réquisitoire contre le Centre; mais tandis que, huit jours plus tôt, il accusait la fraction d'être confessionnelle, il dénonça, cette fois, les alliances qu'elle acceptait : la presse polonaise, agressive contre les Juifs et contre les « libres-conservateurs » de Silésie; la noblesse polonaise, agressive contre l'État prussien^{*}; et puis, Windthorst. Les

^{*} Qu'il y eût un manque de perspicacité dans la façon même dont s'épanouissait l'antipolonisme du chancelier, c'est ce

minutes succédaient aux minutes, et c'était toujours sur les Guelfes, toujours sur Windthorst, le minuscule « gérant de la fraction », que fonçait le colosse ¹. Il disait plus tard, en une de ces boutades qu'il aimait à rendre cyniques : « Deux choses me conservent, deux choses embellissent ma vie : ma femme et Windthorst ; l'une est pour l'amour, l'autre pour la haine ² ». Si, pour l'esthétique de son existence, Bismark avait besoin de haïr, le 9 février 1872 fut assurément l'un des plus beaux jours de sa vie. Les députés avaient devant eux une haine formidable, se déchaînant aveuglément, à la façon d'une force naturelle, contre un apparent pygmée. Le genre de l'invective, familier aux orateurs antiques, reparaissait dans la Chambre prussienne, sur les lèvres du premier ministre. Ulcéré, hors de lui, il se dérobaît par l'outrage aux insidieuses questions du tout petit homme. « Si jamais M. le député de Meppen devait avoir la majorité pour lui, s'écriait-il, je penserais alors que la majorité est dans une fausse voie ». Il faisait effort pour détacher de lui la fraction : « Je souhaite sincèrement, avouait-il aux membres du Centre, arriver à faire la paix avec

qu'a très bien mis en lumière M. BERNUS, dans son excellent livre : *Prussiens et Polonais*, p. 67. (Paris, *Cahiers de la Quinzaine*, 1908.) « Bismarck redoutait avant tout une alliance catholico-polonaise dont l'Autriche serait l'instrument. Il ne voyait des ennemis que dans la noblesse et le clergé polonais, ne se doutant nullement du danger autrement grand que constituaient les couches populaires, cette masse de paysans misérables qui allaient s'organiser et dont devait surgir une bourgeoisie consciente, prête à porter la lutte sur le terrain économique ». Ce fut là une erreur dont le chancelier ne se détacha jamais ; car à Varzin, le 24 septembre 1894, il redisait encore, dans un discours virulent : « Sans la noblesse et le clergé, nous pourrions vivre complètement en paix avec la masse de la population polonaise. » HAHN, *Bismarck : Persönliche Erinnerungen*, pp. 283-284, Berlin, *Verein der Bücherfreunde*, 1910.)

vous, sitôt que vous m'en aurez donné quelque possibilité ». Et derechef, une fois encore, il interpellait Windthorst, et l'invitait à faciliter la paix confessionnelle en se séparant lui-même du Centre.

Le 30 janvier, Bismarck avait tonné contre tout un parti; le 9 février, une heure durant, il venait de concentrer tous ses coups contre Windthorst. Dans l'histoire parlementaire, c'était un fait sans précédent: les nationaux-libéraux le sentirent, et Forckenbeck, qui présidait, fit prévenir Windthorst qu'il lui laisserait toute liberté pour répondre¹. Windthorst, très calme, releva tout ce qu'il y avait d'atrabilaire et d'assez inaccoutumé dans les « calomnies » qu'on venait d'entendre, et quant à l'invitation dont il était l'objet, il ne la repoussait pas. « Que M. de Bismarck fasse un premier pas dans la voie de la réconciliation en retirant sa loi, et je déclare que je disparaîs immédiatement². »

L'effort même qu'avait tenté Bismarck pour distendre les liens entre le Centre et Windthorst ne pouvait aboutir qu'à les resserrer. Bismarck, avec une sorte de maladresse rageuse, avait grandi Windthorst; et le lendemain, Mallinckrodt riposta : « Le Centre n'a point de chef à proprement parler; il possède un bureau seulement, composé de huit membres, et l'un de ces membres est le député de Meppen. Nous sommes fiers de posséder parmi nous un collègue aussi éminent. Meppen nous a envoyé, dans la personne de notre ami, une perle que nous avons enchâssée de notre mieux, et dont nous ne consentirons jamais à nous priver³ ». — « Pour moi, répliqua Bismarck, la valeur d'une perle dépend beaucoup de sa couleur, et je suis là-dessus assez difficile à contenter. » On l'entendit insister, encore, sur l'abri

qu'offrait le Centre à tous les éléments qui niaient l'État prussien, et sur le manque de patriotisme du clergé allemand. Les prêtres polonais étaient des patriotes, et les prêtres français aussi, puisqu'ils avaient, en 1870, fait la sourde oreille aux suggestions pacifiques du Saint-Père ; patriotes, aussi, les prêtres italiens ; et les curés espagnols, enfin, savaient aimer leur Espagne. Mais il n'en était pas de même en Allemagne : ici, proclamait Bismarck, « le clergé a plus à cœur l'Église catholique que le développement de l'Empire allemand, lors même que cette Eglise fait opposition à l'Allemagne, sur la base d'une nationalité étrangère ». Pressé par Reichensperger, il ajoutait que « les ecclésiastiques allemands, animés du sentiment national, étaient forcés de se taire, de crainte des censures et des excommunications ». Ainsi semblaient s'esquisser, dans la pensée de Bismarck, les premiers considérants d'un procès de haute trahison, où comparaitrait, comme accusé, le clergé romain de l'Allemagne. Peu de jours après, une dépêche de Gontaut notait que les ecclésiastiques étaient insultés dans les rues de Berlin¹ ; et l'on disait aux électeurs de Silésie, inutilement d'ailleurs, que voter pour le vicaire Müller, candidat du Centre, c'était provoquer l'Italie².

L'État seul préoccupait le chancelier : la défense de l'État, l'intérêt de l'État, revenaient sans cesse sur ses lèvres. Non pas l'État jacobin, dépositaire de principes philosophiques, mais l'État national, mais l'Empire. Mallinckrodt lui rappelait ses anciennes professions de foi chrétiennes de 1848 ; Bismarck répliquait que cette foi chrétienne était toujours la sienne, et que c'est elle qui lui commandait d'affirmer

les bases de l'État, de quelque côté qu'elles fussent menacées. En quoi d'ailleurs il était très sincère ; lorsqu'il servait l'État, même contre les Eglises, même avec le concours des nationaux-libéraux ennemis de Dieu, il croyait faire ce que voulait Dieu ; et dans cette parade oratoire où, pour la première fois, il défendait un projet défavorable aux intérêts religieux, c'est très sérieusement qu'il parlait de sa foi, qu'il en faisait acte, et qu'il s'en réclamait.

Au nom même de cette foi, qui lui imposait d'être intolérant et intransigeant chaque fois que l'État lui semblait en jeu, Bismarck laissait ou faisait succomber les amendements d'après lesquels le choix de l'État, pour la nomination des inspecteurs d'école, ne devrait se porter que sur des ecclésiastiques*. Lasker considéra ces propositions comme une déclaration de guerre que les conservateurs adressaient au gouvernement, et Bismarck reprit : « Je ne veux pas m'approprier cette dernière expression, mais il me sera permis de dire nettement que, moi non plus, je

* A la seconde délibération, Eulenburg, qui faisait partie du ministère, avait voté pour un amendement qui donnait à l'État la nomination des inspecteurs de district, mais qui maintenait aux curés le droit de demeurer inspecteurs locaux jusqu'à révocation. On induisit, de ce vote d'Eulenburg, que ce serait là un terrain d'entente entre le gouvernement et les conservateurs de la Chambre haute. Le 13 février, Bismarck le nia. D'ailleurs, à ce moment même, les rapports de plus en plus intimes d'Ernest Louis de Gerlach avec le Centre effrayaient Bismarck, qui craignait qu'un pont ne fût jeté entre le Centre et les conservateurs. « Il est hors de lui », écrivait Bindewald à Gerlach le 16 février. (E. L. DE GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, p. 349.) La seule concession qui fut faite aux pétitions de l'épiscopat contre le projet fut l'acceptation de l'amendement Bonin, d'après lequel les prêtres que l'État nommerait inspecteurs demeureraient du moins libres de refuser la fonction, liberté que leur enlevait le projet de loi primitif. (SIEGFRIED, *Akten*, p. 93.)

n'ai pu concevoir comment le parti conservateur nous abandonnait, nous gouvernement, dans une question où, de notre côté, nous sommes résolu à employer tout moyen constitutionnel pour obtenir la solution que nous désirons. » Le reproche demeurerait encore voilé : des souvenirs d'amitiés anciennes, nouées avec des membres du parti conservateur, maîtrisaient les sourdes colères du chancelier ; mais l'heure était prochaine où, par un phénomène inverse, ces souvenirs allaient aggraver ces colères.

Le Centre essaya d'une tactique : il vota pour les amendements proposés par les conservateurs, avec l'espoir que les libéraux seraient ensuite mécontents de l'ensemble du projet, et qu'ils le repousseraient ; mais l'alliance des nationaux-libéraux avec les « conservateurs libres ¹ », et le concours des progressistes, qui voyaient dans la réforme de l'inspection une étape vers la séparation des Églises et de l'État, assurèrent la victoire de Bismarck ; et lorsque Guillaume, dans une fête de la cour, eut témoigné ses sympathies effectives pour le projet ², la majorité favorable, qui n'était primitivement que de 26 voix, atteignit ensuite 52 voix. Une caricature circula, sur laquelle Bismarck, accoutré en Siegfried, tuait un dragon à trois têtes : c'étaient les têtes d'Auguste Reichensperger, de Windthorst et de Mallinckrodt ³ ; et ces trois orateurs, assis avec Pierre Reichensperger dans un salon parlementaire, furent photographiés ensemble pour une image à grand tirage qui propagea partout leurs noms et leurs traits ⁴.

Une petite brochure aspirait à la même diffusion : elle s'appelait : « *Avertissement aux catholiques d'Allemagne* ⁵ ». Le comte Frankenberg, toujours inconsolé de l'action du Centre en Silésie, s'y piquait

de faire une dernière tentative pour « conjurer le malheureux combat qu'une troupe de fanatiques avait déchaîné ». Frankenberg, même, citait des vers de Redwitz : le célèbre auteur d'*Amarante*, prenant congé des « ultramontains », avait, dans cinq cents sonnets, célébré l'Empire nouveau, avec les félicitations de Bismarck¹. Mais la prose de Frankenberg tombait dans le vide, comme les vers de Redwitz. Pareille à ces mains inexpertes qui, voulant délier un nœud, en resserrent et en multiplient les subtils anneaux, la main du chancelier, maladroite une fois, avait noué les catholiques au Centre, par l'effort même qu'elle osait pour les en séparer.

VI

Un second duel attendait Bismarck : il devait se livrer à la Chambre des Seigneurs, contre les conservateurs. Vainqueur, dans la seconde Chambre, des avocats de l'Église catholique, il lui restait à vaincre, dans la haute assemblée, les avocats de l'orthodoxie protestante. Le national-libéral Bennigsen était inquiet : « Si, dès maintenant, nous ne résistons pas aux Jésuites, écrivait-il à sa femme, nos petits-neveux seront tous les esclaves catholiques de l'infailibilité². » Le comte Münster, futur ambassadeur en France, travaillait de son mieux pour que, par crainte des Jésuites, ses collègues de la Chambre haute rendissent obéissance à Bismarck⁴. Un moment l'issue de la lutte parut douteuse, et l'on parla même d'une fournée de pairs. L'Allemagne nouvelle, avec une audacieuse indiscretion, applaudissait à

l'assaut du chancelier contre les susceptibilités de la vieille Prusse. De tous les points de l'Empire, les nationaux-libéraux lui faisaient adresser des messages d'encouragement ; le *Moniteur d'État* l'excusait de ne pouvoir répondre à tous ¹. La commission nommée par la Chambre haute voulait que l'État fût contraint de prendre parmi les hommes d'Église non seulement les inspecteurs locaux, mais même les inspecteurs de district. Éperonné par le péril, qu'il sentait très grand, Bismarck bondit, soudainement, sur un autre terrain d'attaque : il avait, devant la seconde Chambre, stigmatisé les alliances du Centre avec les ennemis intérieurs de l'Empire ; il voulut terroriser les Seigneurs en dénonçant d'autres alliances avec les ennemis extérieurs, et en évoquant le spectre de l'internationalisme romain.

La police vint au secours du chancelier. On arrêta à Berlin, le 21 février, dans cette cure de Sainte-Hedwige où demeurait le prêtre député Müller, un jeune homme de 27 ans, ancien zouave pontifical, Emile Westerwelle. On l'accusait d'avoir dit à Posen, dans une auberge, que les choses allaient changer à Berlin : un vieux pistolet, trouvé sur lui, fit croire qu'il se proposait de les changer lui-même ². Il passa pour conspirateur ; et l'on fit des perquisitions chez les Jésuites de Posen et chez le chanoine Kozmian, qui, dans cette ville, avait logé Westerwelle. Kozmian, jadis, avait commis un écrit sur la situation de la Posnanie ; il avait, en 1862, promené Montalembert à travers cette province ; il était l'homme de confiance de l'archevêque Ledochowski *,

* C'est Kozmian, on s'en souvient, qui avait été envoyé à Rome par Ledochowski, en novembre 1870, pour rendre compte du voyage de l'archevêque à Versailles. La *Gazette de l'Allemagne*

et servait souvent d'intermédiaire entre Rome et les Polonais catholiques de la Russie : c'était un diplomate d'Église, chez qui les limiers d'État pouvaient espérer une bonne chasse. Elle fut fructueuse, en effet, et dépassa même leurs espérances. Ils trouvèrent chez lui une lettre, dans laquelle Windthorst signifiait qu'à l'avenir les populations catholiques devaient envoyer, sans relâche, des pétitions pour le pouvoir temporel, non plus au *Reichstag*, mais aux gouvernements des divers États, et surtout aux princes eux-mêmes : ainsi, lorsque les puissances catholiques prépareraient en faveur de Pie IX une intervention diplomatique, on n'aurait à craindre aucune opposition de la part des cabinets de l'Allemagne, tenus en respect par ces pétitionnements incessants¹. La police apporta la lettre à Bismarck et relâcha Westerwelle. Bismarck fit expulser de Pologne tous les Jésuites d'origine étrangère²; il ferma les maisons d'instruction qu'avait créées Kozmian³, et prit ses mesures pour substituer à Westerwelle, devant la Chambre même des Seigneurs, un autre accusé, un accusé qui serait Windthorst.

du Nord accusa Kozmian d'avoir joué, à Hombourg, le denier de Saint-Pierre. (MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 231. — *Correspondance de Genève*, 21 mars 1872.) Falk déclarait que l'activité de Kozmian, à Posen, avait le caractère d'une « demi-ronciature blessante pour la Prusse » ; et l'on racontait qu'en 1863, Tscherkaski, inaugurant à Varsovie un régime de rigueurs, avait dit : « Je suis prêt à amnistier tous les prêtres, si je puis à leur place envoyer Kozmian en Sibérie. » (*Correspondance de Genève*, 9 avril 1872.) Certaines démarches du gouvernement russe à Rome donnèrent bientôt lieu au Saint-Siège de craindre que Bismarck n'eût communiqué à la Russie quelques papiers de Kozmian. La *Germania* le nia, mais la *Correspondance de Genève* le maintint (voir *Correspondance de Genève*, 25 mai, 5 juin, 7 juin 1872), et l'auteur anonyme du livre : *Mgr Mié-cislav ilalka, comte Ledochowski*, p. 206, répète l'accusation.

Kroeher, qui présidait cette assemblée, voulut que les conclusions de la commission, concluant contre le projet de loi, fussent soutenues par le pieux et rigide Kleist Retzow, oncle de la princesse de Bismarck¹. C'était lui qui, à la fin de 1870, avait été chargé par la Chambre des Seigneurs de rédiger l'adresse de compliments envoyée au roi Guillaume². Saparole avait du prestige; les protestants croyants et pratiquants mettaient en lui leur confiance³.

En janvier, il avait dans un dîner rencontré Gerlach et Reichensperger, et l'on avait causé de la nécessité d'une entente entre tous les hommes d'esprit chrétien, dévots de Rome et dévots de Wittenberg⁴. On demandait à Kleist, aujourd'hui, de s'insurger en personne, devant toute la Prusse, contre un indomptable désir de Bismarck.

Kleist hésitait : il sentait qu'à la brouille des Églises et de l'État, à la brouille des conservateurs et du chancelier, s'ajouterait une brouille de famille, entre l'oncle et le neveu. Mais Kleist craignait Dieu et aimait l'Église de Luther : le chrétien chez lui fit taire le parent. Le 5 mars, Bismarck dîna avec Kleist, voulut le dissuader de combattre la loi. Kleist tint bon; le chancelier, prenant son couteau, lui dit d'un geste décisif : « Haus, s'il en est ainsi, c'est fini entre nous. » Kleist prit son chapeau et sortit⁵. Vingt-quatre heures après le repas de rupture, les deux convives, Bismarck et Kleist, s'affrontaient l'un l'autre devant la haute assemblée. Le rapport de Kleist déclarait le projet superflu, et par surcroît dangereux. Falk le défendit⁶; il se fit prudent, discret, timide, protesta qu'il ne visait pas à séparer l'école de l'Église, et cacha de son mieux la signification philosophique de la politique

scolaire qu'il inaugurerait. Bismarck¹ aussi, à dessein, réduisit la portée de la loi proposée ; il s'agissait d'apprendre l'allemand à des compatriotes qui ne le parlaient pas, et, pour cela, d'éconduire les curés polonais qui s'opposaient à la langue nationale. Un orateur l'avait accusé de subir la pression des nationaux-libéraux : Bismarck affirma n'avoir d'autre guide que l'intérêt de l'État *. Mais il avait assez de se défendre ; il attaqua. Qui donc lui reprochait de céder à l'influence d'un parti ? C'étaient ces conservateurs qui, quatre ans auparavant, au lieu de se conduire en parti de gouvernement, avaient commencé de lui faire opposition. Aujourd'hui que leurs pieuses alarmes se rebellaient encore contre un projet gouvernemental, c'est à leur protestantisme même qu'il faisait appel pour gagner leurs suffrages. Alors, reprenant à sa façon le récit des premières brouilles entre la Prusse et le catholicisme, il montrait comment ces brouilles s'étaient accentuées après la défaite des deux grandes puissances catholiques, après les développements pris par la Prusse sous les auspices de sa « dynastie évangélique », après l'apparition, sur l'horizon, d'un « Empire évangélique » allemand. En présentant à ces conservateurs de la vieille Prusse un projet qui recélait en germe la

* Bismarck, dès 1868, avait été choqué que les conservateurs se fussent opposés à une proposition Kardorff, tendant à accorder à la province de Hanovre 50.000 thalers par an. Il estimait, nous dit son familier Keudell, que, pour qu'un État marchât bien, il fallait qu'il pût compter sur le concours des conservateurs ; mais déjà, avant 1870, les conservateurs le trouvaient moins communicatif à leur endroit qu'à l'endroit des nationaux-libéraux, qu'il s'agissait de gagner (KEUDELL, *Bismarck et sa famille*, trad. Lang, p. 351. Paris, Ollendorff, 1902 ; cf. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 142 ; trad. Jaeglé, II, p. 168.)

destruction de l'école chrétienne et de l'État chrétien, il y avait quelque adresse à flatter leurs oreilles par ces mots : « Empire évangélique », « dynastie évangélique », savamment lancés d'une voix fervente *. Mais pour cet Empire évangélique, cette voix se mettait à trembler ; et Bismarck lut un certain rapport diplomatique, fait pour semer la peur. L'auteur, qu'on crut être Arnim, expliquait, dans une page anxieuse, que la revanche souhaitée en France devait être préparée par des divisions religieuses en Allemagne ; que de Paris, de Rome, de Genève, de Bruxelles, le clergé allemand recevait les ordres nécessaires pour précipiter ces dissensions ; et qu'à la faveur des troubles intérieurs de

* Dès 1858, Lassalle, dans son drame historique intitulé *Franz de Sickingen*, faisait dire à son héros : « Ce que nous voulons, c'est une Allemagne unitaire et puissante, la rupture avec Rome, un grand Empire gouverné par un Empereur évangélique », et ce personnage mis en scène par le tribun socialiste semblait ainsi avoir dessiné à l'avance le programme du *Culturkampf* (Bourdeau, *Le socialisme allemand et le nihilisme russe*, p. 250. Paris, Alcan, 1892). Mais il ne faut pas se tromper sur le sens de ces mots : Empire évangélique ; ils ne peuvent avoir, à proprement parler, une signification strictement juridique. Le vrai sens d'une telle expression, ainsi que l'explique le professeur Sell dans sa brochure : *Konfession und Konfessionalismus*, p. 14, (Leipzig, Braun, 1908), c'est que cet Empire, susceptible d'abriter des citoyens fidèles aux observances catholiques, « se refuse à admettre les prétentions romaines ou les empiétements romains ». C'est, continue le professeur Sell, « une dignité toute séculière, qui garantit à tous les Allemands égalité de protection, et jamais elle ne prendra la succession du vieux Saint Empire ». Rentré dans la vie privée, Bismarck redira, dans un bruyant discours prononcé sur la place publique d'Iéna, le 31 juillet 1892 : « Je veux vivre en paix avec mes concitoyens catholiques, mais je ne veux pas me soumettre à la direction du Centre : je suis engagé par serment envers l'autorité séculière d'un Empire évangélique. *Ich bin eingeschworen auf die weltliche Leitung eines evangelischen Kaiserthums.* » (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, XIII, p. 144.)

L'Allemagne, un coup serait tenté contre l'Italie. Ainsi se déroulait le discours, et, chemin faisant, la lettre de Windthorst à Kozmian était révélée, commentée, exploitée : Bismarck se servait d'elle pour attester, en face des innombrables signatures recueillies contre le projet de loi, le caractère factice d'un tel pétitionnement. Il essayait d'halluciner la Chambre des Seigneurs, par le fantôme d'une vaste conspiration internationale, qui grouperait contre l'Italie les puissances catholiques et le catholicisme allemand¹.

La presse bismarckienne épiait, pour les déchirer, les trames du complot : sur l'ordre de Bismarck, Busch, dans la *Gazette de Cologne*, reprochait à Tihy, secrétaire de la légation de France à Bruxelles, d'exciter l'opinion belge contre la politique religieuse de l'Allemagne² ; puis, dans la même feuille, interprétant à sa guise la lettre saisie chez Kozmian, il accusait Windthorst et Ketteler de vouloir paralyser l'Allemagne en vue d'une croisade de la France contre l'Italie³. Les *Grenzboten*, enfin, sous la plume du même Busch, donnaient une description plus effrayante encore du danger : Windthorst en Allemagne, les chauvins en France, les confesseurs et les féodaux en Autriche, préparaient, tous ensemble, une alliance franco-autrichienne sur base ultramontaine, qui détruirait l'Empire d'Allemagne⁴. Une autre revue parlait d'un complot où trempaient les Radziwill, Kraetzig, le député catholique Kehler et notre ambassadeur Gontaut-Biron⁵. Voilà ce que faisait chuchoter Bismarck, aux rétives oreilles des membres de la haute assemblée, et l'on montrait, aussi, comme preuve d'une conspiration polonaise contre l'Empire, certain calendrier catholique paru à Thorn : Ledo-

chowski y était qualifié de primat de Pologne, de représentant des rois de Pologne ; il y figurait dans la liste des princes régnants. Consolant par une belle fougue d'affirmation le deuil des âmes polonaises, l'éditeur du calendrier donnait ainsi une portée politique à ce titre de primat de Pologne, dont Pie IX, au moment du concile du Vatican, avait honoré l'archevêque de Posen¹. En fallait-il davantage pour que les imaginations prussiennes pussent entrevoir, s'adossant à l'autel où officiait la somptueuse primatie de Ledochowski, le trône rétabli d'une Pologne ressuscitée ?

Le comte Münster, qui deux mois plus tôt avait voté contre le paragraphe de la chaire, se dressa belliquieusement derrière Bismarck, pour faire face avec lui contre de tels périls : « Le danger, déclara-t-il, c'est l'existence d'un parti antinational, pour lequel l'Empire protestant est une épine dans l'œil, un aiguillon dans le cœur. Si vous repoussez le projet de loi, vous mettrez en joie ce parti, là-bas, à Rome ; et de ce côté-ci des Alpes, ses rires sarcastiques auront un écho. »

Un publiciste de nuance radicale, Édouard Sack, observa, dans la *Gazette de Francfort*, qu'on n'alléguait pas en faveur du projet de loi l'« intérêt de la civilisation » ni la nécessité de soustraire l'école au joug des orthodoxies », mais la raison d'État, toute crue, et qu'on entendait sous ce vocable un « intérêt tout momentané, purement politique, à moins que ce ne fût simplement un intérêt policier² ».

La tactique suivie par Bismarck et sanctionnée par les manifestations du comte Münster, déplaisait aux partis avancés ; mais la Chambre des seigneurs, au contraire, se laissa persuader. Par 125 voix

contre 76, la loi sur l'inspection scolaire finit par être votée, et le *Kladderadatsch* fêta ce dénouement dans un poème burlesque qui s'intitulait : *L'apprivoisement des réfractaires*¹.

VII

La victoire que venait de gagner Bismarck lui coûtait une amitié : celle des conservateurs : les quatre cinquièmes d'entre eux avaient voté contre lui. Sa presse, au lendemain du vote, bafouait Kleist Retzow. « Il devra désirer aussi, ricanait-elle, un enseignement confessionnel en matière d'astronomie ; et là, dans certaines écoles protestantes, pour faire plaisir au pasteur Knak*, on romprait des lances contre Copernic². » Entre Bismarck et les coreligionnaires politiques de Kleist Retzow, c'en était fait pour de longues années.

Il écrivit plus tard, dans ses *Pensées et Souvenirs* : « Si le parti conservateur, au lieu de rompre avec moi et de me combattre avec un acharnement et un fanatisme qui ne le cédaient en rien à ceux d'aucun des partis hostiles à l'État, avait aidé le gouverne-

* Gustave Knak, prédicateur à l'église de Bethléem à Berlin, et grand ami de Kleist Retzow, avait dans un synode, en 1868, par réaction contre les libertés que prenait à l'endroit de l'Écriture le pasteur Lisco, mis en doute, au nom de la Genèse, l'astronomie de Copernic, qu'autrefois d'ailleurs Luther avait traité de « fou » (*Narren*). Du jour au lendemain, dans beaucoup de cercles allemands, le nom du pauvre Knak, jusque-là respecté pour la valeur religieuse et même littéraire des hymnes dont il était l'auteur, devint un objet de dérision : au lieu de dire : « Quelle bêtise ! » (*Ach Unsinn !*) on disait couramment : *Ach Knak !* (PETERSDOFF, *Kleist Retzow*, p. 397-398.)

ment de l'Empereur à poursuivre, dans un effort loyal et commun, l'édification de la constitution de l'Empire, celle-ci aurait certainement porté la trace profonde d'une pareille collaboration conservatrice. Car il fallait achever cette édification, si l'on voulait empêcher que les conquêtes politiques et militaires ne s'émiettassent et que l'Empire ne fût privé de l'unité dont il avait besoin¹. » Les conservateurs se refusaient à réaliser l'Empire tel que le concevait Bismarck : cela suffisait, pour que le chancelier les considérât comme des ennemis, et pour que ces amis de naguère fussent à peine plus estimés que les gens du Centre. Supérieur aux partis, il voulait que les partis sacrifiasent tout ce qui, dans leur programme, était contraire à l'application immédiate et réelle de la pensée bismarckienne, qualifiée d' « idée nationale ».

« Le parti conservateur, déclaraient les *Annales Prussiennes*, a abandonné le grand homme d'État qui lui avait sauvé la vie². »

Les *Grenzboten* proclamaient que la mission d'être un parti de gouvernement, en Prusse et dans l'Empire, revenait désormais aux nationaux-libéraux, et invitaient ce parti à laisser de côté la vieille erreur libérale d'après laquelle « l'État n'aurait pas besoin de forces constantes, et pourrait reposer sur l'opinion publique changeante³ ». L'article était frappant ; il marquait un tournant de l'histoire intérieure. Brouillé par sa politique religieuse avec l'ancien parti de gouvernement, Bismarck s'appuyait sur des hommes dont les maximes déplaisaient à la Cour et lui paraissaient à lui-même incompatibles avec le bon fonctionnement de l'État ; il leur signifiait d'en finir avec de telles maximes. Au moment où il leur posait ces conditions quasi doctrinales, il

avait déjà besoin d'eux, et déjà ne pouvait se passer d'eux; il se mettait à chicaner leur *Credo* lorsque déjà il était à leur merci.

Combien étaient plus sûrs, plus reposants, les alliés d'autrefois, ces vieux féodaux qui depuis plusieurs siècles servaient les Hohenzollern ! « Au fond, notait finement Gontaut, les théories absolues des nationaux-libéraux ne convenaient pas à ses sentiments de gentilhomme poméranien¹ ». Mais Bismarck en voulait à ses anciens amis du malaise qu'il éprouvait près des nouveaux; il imputait la brouille à des raisons mesquines, s'imaginant, par exemple, qu'on l'enviait à cause de ses dotations²; et, sortant de ses gonds, prenant je ne sais quel âcre plaisir à rendre la déchirure plus grave encore, plus irréparable, il songeait à faire, d'un trait de plume, douze révocations dans son corps préfectoral. Les ministres s'y opposèrent³; on vit cependant certaines disgrâces, certaines mises en disponibilité, qui ressemblaient à des vengeances⁴. Les nationaux-libéraux saluaient en lui le champion de la civilisation moderne, et lui créaient à ce titre une immense popularité. En son for intime, Bismarck aurait préféré qu'on l'honorât tout simplement comme le champion de l'Etat : dans le courrier de compliments qu'il recevait, débordait parfois une haine contre les prêtres, qui finissait par lui faire peur *. Il savait que la Cour était vigilante, qu'un chambellan de l'Impératrice avait dépensé de dix à vingt mille thalers pour aider la campagne contre le

* On remarquait que, dans sa réponse à une adresse reçue de Paderborn, il se défendait contre l'imputation d'être hostile de parti-pris à l'Église. « Sans doute, observait Gontaut-Biron dans sa dépêche du 12 mars 1872, le ton de haine contre le clergé pris par les auteurs de certaines adresses lui aura paru exagéré. »

projet scolaire ¹, que Guillaume était « très affecté de la perspective des orages ». Le prince Frédéric, sans doute, était « satisfait » ², mais dans les cercles diplomatiques, on considérait que la loi pouvait devenir « une arme puissante et dangereuse entre les mains d'un ministre mal disposé pour la religion ³ ». De tels échos, répétés à Guillaume, commentés par Augusta, risquaient d'alarmer l'Empereur.

Aussi Falk procéda-t-il très doucement. Une circulaire du 13 mars invitait les autorités des provinces à confirmer dans leurs charges, au nom de l'État, tous les inspecteurs en fonctions, sauf ceux qui avaient manqué de vrai dévouement, soit à l'intérêt public, soit à l'enseignement de la langue nationale ⁴. En fait, on laissa bien tranquilles, dans leurs prérogatives d'inspecteurs, tous les pasteurs et les trois cinquièmes des curés. Dans la Prusse occidentale, la Posnanie, la Silésie, des commissions d'enquête furent constituées ⁵, épiant le sermon, l'adresse électorale, l'abstention de quelque fête nationale, qui pouvaient entraîner pour les prêtres coupables, surtout s'ils étaient Polonais, la perte de l'inspection ; un directeur d'école normale fut révoqué pour avoir répandu certains romans où s'affichait un catholicisme militant, et pour avoir fait couronner un buste de Pie IX ⁶. On allait d'ailleurs lentement, faute d'argent et faute d'hommes ⁷ ; les autorités d'Église exerçaient gratuitement la surveillance de l'enseignement ; et, pour les remplacer, le crédit de 20.000 thalers, prévu pour la première application de la loi nouvelle, était singulièrement insuffisant ; et puis l'on n'avait pas, sous la main, de bons inspecteurs laïques. Mais on prenait l'habitude — ainsi le comportait l'esprit de Falk — de n'avoir pas égard à la confession des

laïques à qui l'on donnait la haute main sur l'école; et l'on s'exposait, ainsi, à d'étranges anomalies, non moins choquantes, parfois, pour les protestants que pour les catholiques; telle, par exemple, la nomination d'un conseiller scolaire catholique dans un ressort d'où dépendaient les gymnases d'Eisleben et de Wittenberg, deux villes saintes du luthéranisme¹. Un surintendant général évangélique, qui croyait bon de se réjouir, publiquement, que l'Église eût trouvé pour l'école, sa fille, un très respectable consort qui s'appelait l'État, passa, dans les sphères protestantes, pour un mauvais plaisant ou pour un flatteur². L'administration de Falk, si discrète fût-elle encore, mettait en éveil les susceptibilités des deux Églises; les conservateurs et le Centre voyaient en lui l'ennemi.

Sa dialectique jacobine, s'exerçant dans les questions purement ecclésiastiques, les rendait systématiquement irritantes et même insolubles. Il ne devait pas être dit que devant l'évêque Krementz, l'État pût reculer. On avait dispensé les petits catholiques de suivre les cours du prêtre vieux-catholique Wollmann; mais lorsque Krementz excommunia solennellement Wollmann et le professeur Michelis, Falk lui signifia, le 11 mars 1872, que l'excommunication, en raison de ses effets civils, ne devait pas dépendre de la seule autorité ecclésiastique, et que l'État pourrait être amené à cesser de le reconnaître comme évêque. Menace singulièrement grave! Krementz, ancien curé de Saint-Castor de Coblenz, avait l'estime de l'Impératrice; l'Empereur lui-même, dans une lettre personnelle, lui demandait de prier afin que l'agitation eût une solution pacifique, pour le salut commun de l'Eglise et de la patrie³; et Falk,

avec des considérants juridiques, faisait le geste de briser sa crosse. Le prélat répondit, le 30 mars; il nia que les peines d'Église pussent entacher l'honneur civique, et maintint, au nom de l'autonomie de l'Église prussienne, garantie par la Constitution, son droit d'excommunication. « Je n'ai fait qu'observer les lois canoniques, disait-il; s'il y a contradiction entre elles et les lois de l'État, c'est aux autorités suprêmes, Empire et Papauté, d'aplanir la difficulté; mais dans les choses de foi, j'ai le devoir, moi évêque, d'agir, avant tout, d'après les règles ecclésiastiques¹. »

Il semble que cette lettre fut une révélation pour Falk. Devant le droit dont il était le représentant, un autre droit se définissait; devant sa juridiction ministérielle, la liberté spirituelle s'affirmait. Krementz trouvait des imitateurs : à Cologne, l'archevêque Melchers excommunait quatre vieux-catholiques, sans la permission de Falk². Il y avait un service en Prusse où jamais on n'avait désobéi : c'était l'armée, et voici qu'au nom de la liberté, Namszanowski, évêque de l'armée, punissait, sans prévenir l'État, un de ses subordonnés vieux-catholiques³; voici même qu'à l'encontre des ordres du ministre Roon, il faisait suspendre le culte, à Cologne, dans l'église de Saint-Pantaléon, que l'État prétendait ouvrir, durant certaines heures, à la liturgie des vieux-catholiques. Roon insistait, Roon s'irritait, et Namszanowski répondait : « Je consulte le Vatican. » De l'aveu des *Feuilles militaires*, on avait voulu, naguère, en installant un évêque de l'armée, la garantir contre toute influence non prussienne⁴; et sur cet évêque s'exerçaient les influences de Rome, et cet évêque les répercutait. Ce n'était plus seule-

ment l'obéissance civique qui se subordonnait au Vatican, mais c'était la discipline militaire, aussi inviolable, d'après Roon, pour l'aumônier que pour l'officier.

On écoutait, au loin, dans les petites cours, l'accent qu'affectaient Falk et Roon; on essaierait bientôt de l'imiter. « La Prusse devrait bien me prendre Moufang et Ketteler, s'écriait en plein dîner, le 24 mars, le grand duc de Hesse : là, on saurait bien en finir avec eux, et ils seraient moins dangereux¹. »

L'exemple de la législature prussienne tentait les parlements des autres États. Dans le royaume de Saxe, la seconde Chambre refusait de stipuler que le prêtre serait, de droit, inspecteur ou membre du comité scolaire². En Saxe-Weimar, on confiait, pour la première fois, à un laïque un poste d'inspecteur³. En Hesse, une majorité de combat sommait le gouvernement d'en finir avec la politique de concessions religieuses inaugurée par Dalwigk⁴, et l'existence du séminaire de Mayence, création glorieuse de Ketteler, semblait remise en question.

En Bade, la Chambre se transformait en concile. On interpellait le ministre Jolly sur la situation légale dont bénéficieraient les vieux-catholiques; il répondait que leurs enfants ne seraient pas astreints aux leçons de catéchisme données par les prêtres infaillibilistes, que les curés qui niaient l'infailibilité seraient maintenus en possession de leur paroisse, que les communautés catholiques qui se déclareraient anti-infaillibilistes continueraient à jouir de leurs églises. Une loi de 1868 avait interdit aux congréganistes de diriger des écoles; la Chambre badoise, faisant un pas de plus, prétendait leur interdire toute fonction d'enseignement; et le ministre Jolly adhéra à cet

ostracisme, en ajoutant qu'il se réservait de donner à certaines religieuses des permissions exceptionnelles. La Chambre réclamait une enquête, encore, sur certaines institutions qui, sans être des cloîtres, lui paraissaient avoir un caractère congréganiste (*Klösterähnliche Anstalten*) et qui continuaient à donner l'enseignement; et cette enquête amenait la fermeture de plusieurs d'entre elles. Enfin défense formelle était faite, par une loi spéciale, aux membres d'ordres non autorisés, de prêcher des missions sur le territoire badois : l'emprisonnement punirait toute infraction¹.

L'attachement des congréganistes à l'infaillibilisme était contre eux le grand grief. « Alors, chassez tous les prêtres », s'écriait Hansjakob, un crâne chapelain, destiné à se faire un nom dans la littérature badoise. « Nous combattons, nous franc-maçons, jusqu'à ce que soit écrasé le dernier reste du *Syllabus* », annonçait le député Fischer; Kiefer faisait rire de l'enfer, et Berger faisait trembler devant le confessionnal; Intlehofer parlait de l'Inquisition, et le curé catholique Foerderer ripostait en évoquant les cruautés d'Elisabeth : l'esprit de polémique confessionnelle, qui à Berlin gardait encore une certaine réserve, déchirait l'assemblée badoise².

VIII

Weiser, secrétaire de la nonciature de Munich, rivait au prêtre Strehle, ancien chapelain de l'archevêque Vicari : « Il faut opposer à la franc-maçonnerie, par une action commune, les principes du

catholicisme communs à tous les peuples¹. » Et déjà Strehle, très pessimiste, avait fait une démarche auprès de Ketteler, pour souhaiter une conférence de tout l'épiscopat allemand*. Il fallait, en effet, même pour concerter la défensive contre certaines attaques, que l'épiscopat se fit entendre, et que l'Église d'Allemagne pût dire : « C'est d'après les paroles de mes évêques, unis à Rome, et non d'après les documents secondaires, que vous devez me juger. » Un député badois, s'étant servi d'un organe romain pour attaquer l'Église badoise : « Quoi qu'il y ait dans ce journal, ripostait devant la Chambre le curé Foerderer, cela ne nous regarde pas ; nous nous tenons, nous, à l'interprétation de nos évêques : ils ne se laisseront jamais transformer en instruments serviles du Pape, pas plus que moi, simple prêtre, je ne me laisserai transformer en instrument servile de l'évêque. Les prélats d'Allemagne n'attachaient aucune importance à la bulle *Unam sanctam* : qu'on ne fouille pas de vieux livres contre nous. Qu'on prenne la vie telle qu'elle est². » De pareils incidents attestaient un certain malaise : l'Église d'Allemagne avait le sentiment que, pour vaincre, il lui fallait, avant tout, non pas des polémiques s'improvisant en son nom, mais des directions qualifiées, où sciemment elle engagerait sa responsabilité.

Pour la Prusse, surtout, de rapides décisions pratiques s'imposaient. Dès le 13 mars, les évêques du

* Strehle, dans une lettre du 23 mars, redoutait un temps où les évêques ne pourraient plus se réunir, et se plaignait qu'on voulût ramener l'Église à l'ancienne *servilus probrosa*; dans une lettre du 18 avril, il écrivait : « Il me semble que Geissel manque. L'archevêque Melchers, si éminent, si pieux, si apostolique, n'est pas un chef : cela n'est pas donné à tout le monde. » (PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 174-175.)

royaume, s'adressant à Guillaume I^{er}, lui avaient représenté que le projet de loi sur la surveillance de l'école portait atteinte aux intérêts de l'Etat, de l'Eglise et des parents, et qu'il rendait impossible la collaboration de l'Eglise et de l'Etat pour l'œuvre scolaire¹. Leur lettre était demeurée sans écho ; le 1^{er} avril, pour concerter leur attitude, ils accoururent à Fulda. Les yeux fixés sur le tombeau de ce Boniface qui avait fait de la Germanie païenne un pays chrétien, ils écrivirent à Falk, très dignement, que, tout en maintenant leurs protestations, ils continueraient à remplir « leurs devoirs en ce qui concernait la paix entre l'Eglise et l'Etat, autant qu'il était en eux, et leurs devoirs envers les croyants confiés à leur charge, spécialement envers les enfants² ». Des instructions sages et pacifiques, concertées pour leurs prêtres, fixaient la conduite à suivre parmi les diverses difficultés auxquelles pouvait donner lieu la législation scolaire nouvelle³. On avait, çà et là, dans les diocèses de Hildesheim et Paderborn, tenté d'amener les prêtres à démissionner, spontanément, de leurs fonctions d'inspecteurs scolaires : l'évêque de Hildesheim, intervenant, le leur avait défendu ; c'est seulement du jour où ces fonctions leur créeraient des obligations incompatibles avec leur conscience, qu'« il serait temps pour eux, même au prix d'une profonde douleur, de se retirer d'un domaine toujours cultivé par l'Eglise avec amour et dévouement⁴ ». Tous les évêques pensaient comme leur collègue d'Hildesheim, tous parlaient comme lui. En Bade, peu d'années auparavant, l'Eglise, sentant l'école lui échapper, s'en était immédiatement retirée ; l'archevêque Vicari n'avait pas permis aux curés de prendre place dans les conseils scolaires organisés par l'Etat⁵.

L'Église prussienne, elle, tenait à garder, sans esprit de fronde inutile, toute la part qu'on lui laissait. Les évêques se préoccupaient, aussi, des conflits soulevés par les excommunications; leur droit leur semblait d'autant moins discutable, qu'aucun effet civique ne succédait à leurs sentences; mais, en fait, ils décidaient de s'abstenir, provisoirement, de toute censure formelle contre les laïques hostiles aux définitions conciliaires¹. Rien de provocateur dans cette attitude; ils cédaient tout ce qu'ils pouvaient céder; ces évêques étaient des pacifiques...

Mais la presse bismarckienne continuait à les rendre responsables des excès de langage commis contre l'Allemagne par la *Correspondance de Genève*². Deux mois après que Ketteler avait blâmé cette *Correspondance*, Pie IX écrivait à ses rédacteurs : « Vous pouvez convaincre de calomnie ceux qui osent reprocher, à vous ou à vos écrits, un excès de zèle ou un hypercatholicisme³. » Bismarck et ses publicistes, avec une certaine partialité de polémique, voyaient dans les évêques les membres d'un système hiérarchique dont le chef approuvait la *Correspondance de Genève*; ils fouillaient cette feuille, ils y cherchaient des textes qui leur permissent de contester le patriotisme de l'épiscopat. Et les évêques, qui n'auraient dû, en toute équité, être jugés que d'après leurs paroles et leurs actes, subissaient ainsi certaines solidarités onéreuses, où leur patriotisme même sentait un péril pour leur Église, et que la déférence pour le Saint-Siège leur défendait cependant de décliner trop hautement.

Bismarck, causant le 20 avril avec Auguste Reichensperger, se déchaînait contre eux, non moins que contre le Centre. « Il faut écarter de l'armée

toute influence non allemande, lui disait-il ; si nous arrivions à une guerre, notre intérêt serait de marcher avec l'Italie, brouillée comme nous avec le Pape ; au confessionnal, une influence aurait facilement prise sur nos soldats. Vos évêques sont peu sûrs ; Ketteler correspond avec le Polonais Kozmian. L'intérêt ecclésiastique, voilà tout ce qu'ils envisagent. Je respecte toute foi, même la foi à cette chaise rouge ; mais je ne peux pas tolérer qu'une puissance ennemie s'organise, menaçante pour l'Allemagne¹. » Il y avait une nuance entre Falk et lui : Falk, planant dans l'abstraction, dénonçait l'ultramontanisme comme un concurrent de l'État ; Bismarck, l'œil fixé sur les réalités, essayait de le représenter comme un ennemi de la vie nationale. « Je voudrais, répliquait Auguste Reichensperger, que vous eussiez un espion aux séances de notre groupe ; assurément vous n'y trouveriez rien de délictueux. » Mais le chancelier n'était pas convaincu, il ne voulait pas l'être. Recevant de Fulda un message où des libéraux le félicitaient de la loi scolaire, il s'amusait, dans sa réponse, à complimenter les habitants de Fulda, gardiens du tombeau de saint Boniface, d'avoir ainsi témoigné que l'Allemagne n'avait pas besoin de chercher hors de ses frontières les exécuteurs testamentaires de ce grand Allemand².

Sous la plume fiévreuse de Bismarck s'égarèrent ainsi des bouts de phrase, desquels on aurait pu conclure qu'il caressait le rêve d'une Église nationale. En fait, sur l'issue de la crise, sur l'avenir du catholicisme allemand, ses pensées étaient plus bouillonnantes qu'arrêtées ; c'était une série de boutades dans lesquelles se déchargeaient ses haines, comme dans les éclairs l'orage se décharge. Des pèlerins allemands

s'étant plaints à Pie IX des persécutions allemandes, et le Pape, dans un discours public, les ayant consolés¹, Bismarck dictait à Lothaire Bucher un article fulminant qui demandait compte à Pie IX de ses complaisances pour la réaction catholique dans les divers pays, et spécialement en France. Était-il possible que le pays de la Saint-Barthélemy, des dragonnades, de la Révocation de l'Édit de Nantes, ne fût pas encore assez catholique, au gré de Pie IX²? Bismarck s'amusait à voir le gouvernement français obligé de brider le zèle des « ultramontains » ; il était tout prêt à compatir à ce souci de la France, mais gare à la France si elle s'en relâchait et si elle leur permettait de prévaloir* ! Et de loin, longtemps d'avance, il semblait apprêter ses sourires pour les nations étrangères luttant contre l'internationalisme romain, contre « un internationalisme qui nulle part n'est chez lui ».

IX

Qu'il se considérât comme en guerre avec le Pape, c'était certain. Lorsque Arnim, au début de mars,

* La *Gazette de l'Allemagne du Nord* se plaignait que les évêques français publiassent les actes du Concile sans en demander licence au gouvernement ; elle était toute prête à accuser le gouvernement français de faiblesse à l'endroit de l'ultramontanisme. (*Correspondance de Genève*, 11 mai 1872.) Lefebvre de Béhaine écrivait de Munich le 22 mai 1872 : « Les journaux unitaires et prussiens affectent ordinairement de ne voir en France dans l'Assemblée Nationale, jusques et quelquefois même y compris M. Gambetta, que des ultramontains dominés par le bigotisme le plus aveugle ; les feuilles catholiques ainsi provoquées ne craignent pas de s'exprimer sans haine sur le compte de l'ennemi héréditaire et vont même jusqu'à prendre la défense du gouvernement de M. Thiers. »

portait à Pie IX, qu'il appelait un monstre sans pareil, ses lettres de congé *, Hohenlohe notait, dans son journal, que c'était là une déclaration de guerre¹; et Gontaut-Biron, au même moment, considérait la paix religieuse comme irrémédiablement compromise². Mais guerre, pour Bismarck, ne signifiait pas rupture, et tandis que la presse allemande et italienne annonçait qu'entre l'Empire et le Vatican les rapports allaient cesser³, Bismarck, au contraire, dès avril, songeait à pourvoir le poste de Rome. Au risque de soulever en tous lieux une ironique surprise, il voulait que l'empereur Guillaume fût représenté près du Pape par le cardinal de Hohenlohe.

D'intelligence moyenne⁴, de science moyenne, mais suppléant, par son élégante culture d'aristocrate, à ce qui lui manquait d'intelligence et de science, Gustave de Hohenlohe avait sur les Jésuites et sur l'infailibilité, sur les ultramontains et les droits de l'État, les opinions de son frère le prince; par ailleurs, il savait calculer ce qu'un bon prêtre doit à Dieu, et s'en acquittait correctement; et puis, avec toutes les ressources de son excellent cœur et de sa grosse fortune, il donnait aux pauvres, sans calculer. Il avait quitté Rome après le Concile et, depuis lors, vivait dans la retraite, en Allemagne; le Vatican n'avait jamais admis qu'il montât sur un siège épiscopal. Malgré l'espoir qu'avait un instant caressé le futur Frédéric III⁵, la pourpre de Hohenlohe ne s'était pas égarée dans les réunions des vieux-catholiques; mais il gardait parmi eux beaucoup d'amitiés. Il était tout

* Lefebvre de Béhaine, rendant compte à son gouvernement, le 14 avril 1872, de l'audience du congé d'Arnim, qui eut lieu le 21 mars, racontait que Pie IX n'avait pas parlé politique, mais qu'Antonelli ne s'était pas montré conciliant.

prêt à rentrer à Rome, avec les commissions officielles de Bismarck. Non pas qu'il eût dans l'esprit assez d'audace, et des visées assez larges, pour aspirer à un grand rôle sur la scène romaine; mais le genre d'activité que le chancelier lui offrait comportait une foule de petits manèges, qui ne dépassaient pas sa compétence et pour lesquels il avait du goût.

Bismarck écrivait au comte d'Arnim, le 28 avril¹ :

Le choix de Hohenlohe fournira une nouvelle preuve des efforts faits par le gouvernement de Sa Majesté pour maintenir, autant que cela peut dépendre de lui, la paix avec la Curie. En effet, il ne viendra à l'idée de personne qu'un cardinal puisse être un instrument propre à représenter des tendances hostiles au Pape. La personnalité du cardinal prince de Hohenlohe le rend éminemment apte à recevoir cette preuve de la confiance du souverain. On sait qu'il est toujours demeuré fidèle à sa situation de prince allemand et de prince catholique, et qu'il ne s'est jamais laissé entraîner par les courants qui ont pris une direction si regrettable. Il a abandonné son domicile à Rome, et, depuis le Concile, il habite l'Allemagne. Durant son séjour à Berlin, il s'est déclaré prêt à accepter ce poste. J'ai informé officiellement le cardinal Antonelli du choix que Sa Majesté a fait pour représenter l'empire allemand près le Saint-Siège. D'ici à quelques jours, le cardinal de Hohenlohe se rendra à Rome pour remettre ses lettres de créance*.

* La *Gazette de Voss* raconta, en 1874, que le projet de nomination de Hohenlohe avait eu Arnim pour premier instigateur, et qu'Arnim avait su y décider Guillaume après que Bismarck y avait échoué. (Rust, *Reichskanzler Hohenlohe*, p. 840. Düsseldorf, Deiters, 1897.) La lettre de Bismarck à Arnim, que nous citons d'après le livre : *Le Procès d'Arnim*, trad. Figurey et Corbier, p. 40, semble incompatible avec ce récit. D'après ce que racontaient deux diplomates à Gontaut, c'était après deux entretiens avec le cardinal de Hohenlohe que Bismarck avait pris sa décision. (Dépêche Gontaut, 2 mai 1872.)

Bismarck et le cardinal comptaient sans le Pape * : tandis que la *Gazette de Cologne* publiait, dès le 26 avril, la décision du chancelier, et tandis qu'une correspondance berlinoise qui circulait dans les feuilles des provinces annonçait, avec quelque pétulance, que les ultramontains allaient être mécontents, Antonelli laissait sans réponse deux lettres où le chargé d'affaires Derenthall l'informait de la nomination faite par l'Empereur; et lorsque, le 2 mai, Derenthall se présenta personnellement au Vatican, il apprit que Pie IX regrettait, à cause de la situation présente de l'Église, de ne pouvoir accepter qu'un cardinal fût accrédité près du Saint-Siège ¹. La presse allemande considéra l'Empire comme outragé. Antonelli eût accepté, disait la *Gazette nationale*, mais les Jésuites ont mis leur veto. C'est la faute aux Jésuites et aux Français, répétaient en Italie la *Capitale*, l'*Opinione*, la *Libertà*, qui toutes tressaillaient de l'espoir que cet acte coûterait cher au Pape. « Bismarck, expliquait la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, avait voulu installer près du Pape un personnage qui aurait mis Pie IX à même de bien juger les choses d'Allemagne, et qui aurait prévenu les malentendus et les fausses interprétations, au fur et à mesure que les difficultés auraient été réglées, non à Rome,

* « Si le prince de Hohenlohe avait cru un instant que son frère serait agréé, écrivait Lefebvre de Béhaine le 23 mars, il faut, ou que sa sagacité soit peu étendue, ou qu'il ait jugé la toute-puissance de l'Allemagne nouvelle encore plus étendue qu'elle ne l'est. » « Les diplomates étrangers, notait Hohenlohe le 10 mai, ergotent sur le fait que Bismarck n'a pas attendu la réponse de Rome pour ébruiter la nomination du cardinal. Il y a là un certain manque d'égards vis-à-vis de Gustave, qui lui nuira. Mais on pouvait deviner d'avance qu'il agirait ainsi. » (HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 79; trad. franç., II, p. 214.)

mais par la législation prussienne. » « — D'un tel commissionnaire, reprenait la *Correspondance provinciale*, Pie IX aurait été assuré, d'avance, qu'il ne lui ferait de la part de l'Allemagne, lui cardinal, aucune communication offensante ou mal-faisante ».

Les articles mêmes qui commentaient cette insidieuse avance, laissaient ainsi percer un parti pris bien formel, et vraiment irrévocable : c'est à l'écart de l'Église et sans l'Église que Bismarck comptait régler, dans l'Empire, les choses d'Église. Et l'ambassadeur qu'il avait tenté d'accréditer à Rome n'aurait pas eu à négocier, ni même à consulter, ni même à pressentir ; avec une condescendance surveillée, transposant en style de curie le style des légistes, il aurait expliqué les mesures prises par la souveraineté d'État, et les couvrant, en quelque façon, de sa robe cardinalice, il aurait amené le Pape à consentir et à faire taire le Centre, qui discutait. Tel était le plan de Bismarck, brisé, tout net, par le refus d'Antonelli.

« Ce coup d'échec, écrivait, le 6 mai, Auguste Reichensperger, marque la guerre au couteau contre l'Église catholique¹. » Le prince de Hohenlohe pensait de même : « Dans la question ecclésiastique, notait-il le 10 mai, Bismarck veut avancer résolument, mais l'Empereur craint la lutte, ou plutôt il craint que ses dernières années ne soient aigries par une lutte qui lui promet peu de gloire² ». On parlait de tiraillements entre Guillaume et le chancelier ; on chuchotait que Bismarck allait passer six mois à la campagne. Il se disait blessé, jouait de sa blessure, l'étalait devant la galerie, devant la presse, devant Rome, mais ne parvenait pas à troubler la « grande

modération et le grand calme d'esprit ¹ » que les diplomates constataient au Vatican. A part lui, d'ailleurs, il cherchait un autre nom d'ambassadeur à proposer au pape, songeait un instant à son ami Keudell ² ; et puis lorsque, le 14 mai, le national-libéral Bennigsen demandait au *Reichstag* la radiation des crédits affectés à la légation près le Saint-Siège *, Bismarck s'y opposait. Il eût pu répondre aux parlementaires, comme généralement il y inclinait, que la politique extérieure ne les regardait pas ³ ; mais, au contraire, exceptionnellement, il allait leur en parler.

« Soyez sans crainte, déclara le chancelier, nous n'allons pas à Canossa, ni de cœur, ni d'esprit ⁴. » Donc, il ne pouvait pas être question de Concordat : car, après le concile de 1870, un concordat condamnerait la puissance séculière à un degré d'effacement que l'Allemagne ne pouvait accepter. Les transformations qui s'imposaient dans les rapports de l'Eglise et de l'Etat seraient faites par des lois territoriales ou par des lois d'Empire. Au début de l'année, on avait entendu la presse bismarckienne proclamer que, puisqu'une lettre d'Antonelli contestait que Guillaume eût hérité en Alsace des droits reconnus à Napoléon par le Concordat, l'Allemagne ré-

* Dès le 3 mai, au *Reichstag*, Eugène Richter avait blâmé le choix du cardinal. « Une corneille, disait-il, ne crève pas les yeux à une autre; le clerc ne lève pas la dime sur le clerc », et Richter s'était élevé contre l'existence de deux postes diplomatiques à Rome. Le 14, après le refus de Hohenlohe, Bennigsen demandait formellement la radiation des 19.350 thalers affectés à ce poste. « La façon dont une telle avance a été repoussée, disait-il, a quelque chose d'offensant, non seulement pour le directeur de notre politique extérieure, mais même pour le chef de l'Empire allemand. La grande majorité du *Reichstag*, le peuple allemand à son tour, le sentiront. »

glerait, toute seule et d'elle-même, la situation religieuse de cette province *. Bismarck aujourd'hui affirmait à nouveau ce principe, et l'étendait aux difficultés religieuses de l'Allemagne tout entière. Mais il maintenait qu'il était opportun de conserver des rapports avec le Saint-Siège. Sans responsabilité, le Pape exerçait dans l'Empire, sur un certain nombre de citoyens, en vertu de la loi allemande, des droits approchant de la souveraineté, et tels que n'en exerçait aucun autre souverain étranger : il y avait là un fait. Des rapports inexacts faits à Rome, des incorrections involontairement commises, pourraient tromper la Curie sur les intentions du législateur ; Bismarck voulait qu'il y eût à Rome quelqu'un pour les expliquer, pour les présenter sous leur vrai jour, et qu'ainsi se préparât, de la manière la plus conciliante, le règlement de frontières entre l'Église et l'État, nécessaire pour la paix intérieure.

On entendit Windthorst, Reichensperger, le prince de Hohenlohe, épiloguer sur l'incident du cardinal et sur les indiscretions désobligeantes de la presse ; et l'on rit beaucoup lorsque Windthorst demanda si l'adjudant général de Sa Majesté serait autorisé à devenir, à Berlin, nonce de Sa Sainteté. La violence de langage du prince de Hohenlohe parut choquante aux protestants eux-mêmes. Mais

* Antonelli, d'ailleurs, avait bientôt complété cette lettre du 3 janvier 1872 par une nouvelle lettre du 10 février, également adressée à Raess, évêque de Strasbourg, où il déclarait que tant qu'une convention nouvelle ne serait pas conclue pour l'Alsace entre l'Église et l'État, rien ne s'opposerait à ce que l'évêque de Strasbourg continuât à pressentir l'État au sujet de la nomination des curés de canton et à ce que ces curés fussent expressément reconnus par l'État (SCHULTHEISS, 1872, pp. 74-75 ; cf. *Correspondance de Genève*, 14 et 15 février 1872) ; et la seconde lettre d'Antonelli avait évité tout conflit.

c'est au discours de Bismarck que demeuraient longuement attachés les pensées et les rêves. L'État, s'érigeant désormais en unique législateur des choses d'Église, voulait encore connaître le Pape et entretenir près de lui, sous le nom de ministre, non un négociateur, mais un informateur : telle était l'exacte intention du chancelier. Mais à quoi bon cet informateur, si Bismarck, tout au fond de lui-même, n'escomptait pas qu'un jour l'influence du Pape bien informé pouvait s'exercer sur les catholiques d'Allemagne, pour les pacifier ? Ainsi, ce jour-là même où Bismarck promettait de n'aller jamais à Canossa *, il aspirait à être compris d'un Pape, et à causer ; le jour même où il affirmait que l'État, à lui tout seul, réglerait la situation de l'Église d'Allemagne, il réputait du moins opportun et naturel que le Pape fût mis à même de comprendre le règlement et de conseiller la soumission.

Ce ne serait pas, peut-être, le pape d'aujourd'hui ; mais pourquoi pas le pape de demain ? Des bruits couraient, d'après lesquels Bismarck aurait voulu se servir du cardinal de Hohenlohe pour jouer, dans le futur conclave, le rôle du cheval de Troie¹ ; on lui prêtait même le désir de faire élire un Pape allemand, qui serait peut-être Hohenlohe lui-même² ; plusieurs articles d'un journal italien, la *Nazione*, réclamaient pour l'Empereur d'Allemagne le droit d'« exclusive », et la *Gazette de Cologne*, à l'instigation de Bismarck, les commentait à l'opinion alle-

* Le mot faisait tellement de bruit que le *Kladderadatsch* publiait pour les parties de plaisir de la Pentecôte une chanson qui s'intitulait, en manière de parodie : « Nous n'allons pas à Canossa ». (HORST KOHL, *Bismarck-Gedichte des Kladderadatsch*, pp. 143-144, Berlin, Hofmann, 1894.)

mande¹ ; deux brochures paraissaient, l'une à Berlin, l'autre à Munich, au sujet du futur conclave², et les catholiques de la Bavière, inquiets, signifiaient au chancelier, dans leur presse, qu'ils n'obéiraient qu'à un pape légitimement élu.

Même si la Prusse devait réussir, lisait-on en juillet dans la *Gazette de la Poste*, d'Augsbourg, à trouver un cardinal qui se laisserait faire pape par des gouvernements anticatholiques, le monde catholique n'en prendrait nul souci. Les peuples catholiques ne reconnaîtront comme pape que celui qui aura été choisi par les cardinaux, librement et conformément aux usages, sans qu'ils se soient souciés d'être ou non agréables au prince de Bismarck et aux gouvernements modernes.

Et le *Messenger du Peuple*, de Munich, reprenait avec plus de véhémence :

Le descendant du grand maître de l'ordre de Saint-Jean, qui s'est lui-même exclu de l'Église, allant orner de la tiare le front du pape futur, et ce pape étant l'ambassadeur auquel on a pensé pour représenter l'Allemagne à Rome : alors c'en serait fait de l'Église catholique.

On sut, deux ans plus tard, que ces terreurs bava-
roises n'étaient pas des imaginations absolument
vaines. En cette même journée du 14 mai 1872, où Bismarck avait démontré au *Reichstag* que l'Allemagne ne devait pas ignorer le Saint-Siège, Bismarck envoyait à tous les représentants diplomatiques de l'Empire une circulaire confidentielle qui ne fut publiée qu'en 1874³. Il y prétendait que l'importance de la Papauté avait démesurément grandi ; que les évêques n'étaient désormais rien de plus que les préfets de Pie IX, les fonctionnaires d'un souverain étranger. Donc, concluait-il, les gouvernements avaient un

immense intérêt à veiller au choix du futur Pontife, et à la légalité de son élection, car, si tous les Etats refusaient de reconnaître un pape, que pèserait ce pape ? Et Bismarck priait ses agents de sonder les cabinets auprès desquels ils étaient accrédités, et de provoquer ainsi, au sujet du prochain conclave, un échange d'idées entre l'Europe et l'Allemagne *.

Jamais Bismarck n'emprunta plus d'arguments aux vieux-catholiques que dans cette dépêche, et jamais non plus il ne se détacha d'eux avec plus de netteté. Il disait, avec eux et comme eux, que les évêques étaient devenus des esclaves ; mais au lieu d'en conclure qu'il fallait se séparer du Saint-Siège, il inclinait, bien plutôt, à conquérir le Saint-Siège ; au lieu de vouloir, comme eux, miner par la base la monarchie papale, il aspirait, lui, à installer, à la cime même de cette monarchie, l'influence même des Etats. Les armes d'aloï médiocre dont les vieux-catholiques pourvoyaient le chancelier lui servaient à concerter des batailles tout autres que celles où ils rêvaient de l'engager. Ainsi se dérobaient à toutes les prévisions l'originalité, puissante et folle, de sa politique religieuse : le jour même où Bennigsen, chef de ses alliés nationaux-libéraux, réclamait qu'il tournât le dos au Pape, il se mettait, lui, sur la route du conclave ; et, seuls, ses agents diplomatiques le savaient.

Il y avait cependant, sur un banc du *Reichstag*, quelqu'un qui s'en doutait, quelqu'un qui supposait,

* Si l'on en croit Valfrey, il semble qu'en France, en Autriche et en Italie, les agents diplomatiques de l'Allemagne laissèrent tout d'abord ignorer aux gouvernements cette aventureuse circulaire. (*Le Procès d'Arnim*, trad. Figurey et Corbier, préface, p. XXIX.)

qui devinait, et qui, sans pouvoir encore apporter aucune preuve, mais confiant dans son odorat politique, osait affirmer : c'était Windthorst. Il disait quelques semaines après, devant le Parlement, devant le chancelier : « Maintenant que le mouvement du vieux-catholicisme a disparu dans le sable ou est tout proche de s'y perdre, on veut, d'en haut, construire l'Église nationale; on veut séparer de la chaire papale les catholiques d'Allemagne; on veut les mettre sous le knout policier de l'État; on veut ensuite, parce qu'on doute que ce projet réussisse complètement, anéantir ou fausser la Papauté au prochain conclave ¹ ».

Le chancelier ne répondait rien, et les ambassadeurs de l'Allemagne unifiée durent éprouver une admiration muette pour ce Hanovrien qui savait tout.

IX

Pour l'instant, puisque la politique papale était accusée de menacer l'Empire, il paraissait urgent à Bismarck de supprimer les hommes qui lui semblaient servir d'intermédiaires entre le Pape et les « préfets » épiscopaux, et qui propageaient ainsi, dans les évêchés allemands, l'esprit et les ordres d'un pontife ennemi de l'Allemagne. Ces hommes, c'étaient les Jésuites. « Bismarck est très excité, écrivait, dès le 2 mars, le député national-libéral Forckenbeck, il incline aux décisions les plus radicales contre eux ². » Deux Jésuites, au début du dix-huitième siècle, avaient rendu d'éminents services à l'électeur de Brandebourg, et l'avaient aidé, même, à devenir

roi de Prusse¹ ; c'est une histoire que les érudits connaissent très bien, mais qui ne figure pas dans les manuels destinés aux petits Prussiens ; et puis, en politique, les dettes de gratitude sont bien vite prescrites. Pour régler sa conduite envers les Jésuites, Bismarck ne remontait pas si haut.

Il avait, d'ailleurs, au cours des perquisitions de février, cru trouver des preuves de leur sympathie pour le polonisme², cela lui suffisait ; de nouveau, l'argument national pourrait être brandi, pour les frapper plus sûrement. « Si Français et Polonais, lisait-on dans la *Gazette du Weser*, agitaient l'Empire au nom du socialisme en disant : Tout homme a le droit de penser et de parler sur les questions sociales, personne ne nierait qu'on est en présence d'un ennemi extérieur, lors même que des Allemands d'origine feraient partie de cette ligue. Ainsi fait la Compagnie de Jésus, en exploitant, au lieu des dogmes du socialisme, ceux de l'Église³. »

Les Jésuites étaient présentés, aussi, comme solidaires et complices des membres du Centre⁴ ; viser ceux-là, c'était déjà frapper ceux-ci. Complices de la France, enfin ; oui, de la France* ! A la date du 2 mai 1870, le vieux-catholique Friedrich avait noté dans son journal qu'on chuchotait à Rome au sujet d'un accord des Tuileries avec les Jésuites⁵. Ces bruits vains et subtils allèrent peu à peu grossissant ; la presse allemande racontait que l'Impéra-

* Le 28 novembre 1885, Bismarck reparlera encore du péril que constituaient pour lui les Jésuites, avec leur organisation internationale, leur détachement de tout lien national, leur système d'étouffer tous les sentiments nationaux, et les soupçonnera de se préparer à devenir les chefs de la démocratie socialiste. (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, XI, pp. 250-251 et 276-277.)

trice Eugénie avait voulu la guerre parce que les Jésuites la voulaient. Sotte légende, contre laquelle plus tard l'historien Sybel sera le premier à s'insurger¹ ! Mais la *Gazette générale d'Augsbourg*, en 1872, propageait adroitement cette invention ; et s'élevant, même, jusqu'à une certaine philosophie de l'histoire, elle prêtait aux Jésuites un plan machiavélique ; à l'entendre, ils s'amusaient à semer en Europe des germes de guerre et de révolution, pour que le Pape, ensuite, apparût comme un sauveur².

Il existait, en Allemagne, d'après leur catalogue de 1871, 211 pères, 250 novices et postulants, 191 frères, et, hors du territoire, 140 Jésuites de nationalité allemande³. Le zèle d'infirmiers dont ils avaient fait preuve durant la guerre de 1870 n'était contesté par personne⁴ ; mais trois discours de Bluntschli, prononcés au congrès protestant libéral de Darmstadt et dans des réunions publiques, et propagés par la franc-maçonnerie, avaient, au nom de l'Allemagne, au nom de la civilisation, dénoncé comme les grands ennemis de l'humanité civilisée les Jésuites et les communistes⁵ ; et le congrès vieux-catholique de Munich avait exprimé cette conviction qu'on ne pouvait « obtenir la paix si l'on ne mettait fin à l'activité néfaste de cette Société », responsable pour les troubles de l'époque, responsable, aussi, pour les tendances antinationales⁶. La *Bauhütte*, revue maçonnique, poussait les « frères » à faire campagne⁷ ; les *Grenzboten* égrenaient des articles contre les différentes doctrines que les Jésuites professaient, ou qu'on leur imputait⁸. Une certaine critique des documents aurait sans doute été de mise, mais c'est de quoi se souciaient assurément fort peu les cinq mille instituteurs, devenus des personnages

depuis l'avènement de Falk, qui, dans un congrès tenu à Hambourg, exprimaient aussi leurs inquiétudes personnelles¹. La peinture intervenait elle-même, aux dépens de la vérité historique : un tableau de Kaulbach, exposé à Leipzig, sur lequel était représenté saint Pierre Arbuès, l'Inquisiteur espagnol du quinzième siècle, s'intitulait avec audace : Arbuès, grand inquisiteur des Jésuites². Évêques, prêtres, catholiques laïques d'Allemagne et de l'étranger³, protestaient contre cette mobilisation de haines et d'inexactitudes ; ils rappelaient ce qu'étaient les Jésuites comme missionnaires⁴, et quels témoignages leur avaient rendus, en 1849, les autorités d'État⁵, et combien était dévouée leur action sur les ouvriers⁶.

La question des Jésuites intéressait le droit d'association : l'on considérait qu'à ce titre elle relevait du *Reichstag*. Bismarck, en 1867, avait empêché qu'on tracassât à Schrimm une maison de Jésuites, maison fort populaire⁷ ; il avait considéré que des raisons politiques et juridiques militaient en leur faveur *. La politique, aujourd'hui, commandait de les traquer ; c'était aux juristes de fournir des engins. La commission, tout d'abord, fut gênée : on se demandait si la nécessité de les expulser était assez comprise du peuple pour qu'on pût faire, brusquement, une loi d'ostracisme⁸. Gneist, le 14 avril, fut nommé rapporteur : quand il s'agissait de congrégations, les nationaux-libéraux, de vieille date, avaient confiance en lui. Il

* « Jadis, écrivait Hohenlohe le 9 août 1872, Bismarck voulait du bien aux Jésuites, ses alliés contre la révolution ». (*Denkwürdigkeiten*, II, p. 90 ; trad. franç., II, p. 228) ; et Bismarck lui-même, dans ses *Souvenirs*, parle d'une époque où ses « relations avec les Jésuites n'avaient pas encore été troublées » (*Gedanken und Erinnerungen*, I, p. 202 ; trad. Jaeglé, I, p. 260.)

souhaita, dans son rapport, que le Conseil fédéral élaborât « certains principes sur les ordres religieux et sur les atteintes portées par le pouvoir spirituel aux droits civiques, et que le *Reichstag* votât, tout de suite, des pénalités contre tous Jésuites ou congréganistes affiliés qui continueraient de mener la vie commune dans des résidences sans y être autorisés par les législatures des États ».

Les 15 et 16 mai 1872, le *Reichstag* discuta. « Il faut légiférer contre les Jésuites, exposait longuement le publiciste Wagener, afin d'assurer l'indépendance des évêques à l'endroit de Rome », et chacun comprit que, par la bouche de Wagener, devant qui Bismarck avait l'habitude de penser tout haut¹, c'était Bismarck lui-même qui parlait*. Le prince de Hohenlohe, plus passionné que le rapporteur, se rangea du côté des nationaux-libéraux badois, qui réclamaient qu'une loi prohibât aux Jésuites, non seulement la vie commune, mais les fonctions ecclésiastiques et l'enseignement ; il souhaitait, même, qu'ils perdissent l'indigénat, c'est-à-dire qu'ils cessassent d'être des Allemands. « Il faudra bien qu'on en vienne là », lui dit ensuite Bismarck, à l'oreille². On vota la clôture, sans laisser à Mallinckrodt le temps de soutenir sa proposition, qui tendait à enquêter sur les Jésuites, à les punir s'ils étaient coupables, et sinon, à punir leurs diffamateurs. D'ailleurs, la majorité n'arrivait que malaisément à formuler un vœu précis : rien de plus difficile que de fabriquer une loi d'exception sans vouloir l'avouer. Finalement, une proposition de Marquardsen, qu'avait rédigée Lasker³,

* C'est ce que Wagener répétait, le soir même, à Rudolf Meyer, qui lui reprochait son discours. (RUDOLF MEYER, *Politische Gründer*, p. 83.)

rallia 205 voix contre 84 ; elle traçait à Bismarck les grandes lignes de la loi que le *Reichstag* attendait de lui. Cette loi devait régler la situation des ordres religieux, leur admission dans le pays, leur activité, et les pénalités spécialement méritées par la Compagnie de Jésus, « dangereuse pour l'Empire ». Après le vote, on remarqua la chaude poignée de main donnée par Bismarck à Gneist¹ ; et puis, le juriste Friedberg et le prince Clovis de Hohenlohe se rapprochèrent d'eux. Tous ensemble, ils causèrent longuement. Le vœu définitivement émis par le *Reichstag* était plus hostile aux Jésuites que ne l'avaient été les conclusions du rapporteur ; c'était un premier succès pour le prince de Hohenlohe. Il vengeait sur eux l'échec de ses tentatives contre le Concile ; il s'imaginait que la peur des Jésuites avait empêché Napoléon et Beust de signer la fameuse circulaire, menaçante pour la liberté de l'assemblée œcuménique². Le soir, au bal, ses regards s'arrêtèrent, avec une fixité triomphante, sur le sourire aigredoux des dames « ultramontaines³ » ; et la *Gazette de l'Allemagne du Nord* annonçait bientôt qu'on aboutirait dans la prochaine session du *Reichstag*⁴.

Trois semaines passaient, et le 11 juin, tandis que Pierre Reichensperger propageait une brochure qui défendait les Jésuites au nom de la Constitution prussienne⁵, tous les membres du Conseil fédéral, sauf le plénipotentiaire d'Oldenburg, s'accordaient sur un texte, qui autorisait la police locale de toute ville allemande à expulser de cette ville tout Jésuite, même Allemand⁶.

Lasker et Marquardsen avaient demandé un projet de loi sur les associations, fortifié par des sanctions pénales ; Friedberg, au nom du Conseil fédéral,

leur apportait un paragraphe qui permettait aux polices locales de traquer des individus. Personne n'en fut content, ni Bismarck, qui, se reposant à Varzin, n'avait pu surveiller la besogne *, ni les nationaux-libéraux qui, tout de suite, s'occupèrent de la refaire eux-mêmes. Une réunion de députés, par eux convoquée, trainait et se décourageait; mais Hohenlohe était là. Une commission de trois membres fut nommée; il en fit partie, et même il en fut l'âme. Plus on discutait sur les Jésuites, moins on pouvait reculer devant eux; il faudrait, quelle que fût la répugnance de plusieurs, aboutir à un vote; et Hohenlohe, chargé de trouver la formule, allait encore en aggraver la rigueur. Pendant que Malinckrodt qualifiait d'horreur hybride le paragraphe présenté par Friedberg ¹; pendant que l'imagination de Wagener dénonçait une vaste conspiration, dirigée par les Jésuites français, et qui tendait à propager en Allemagne le fanatisme et à en déraciner l'esprit national ²; pendant que Windthorst riait de cet État de 40 millions d'habitants, défendu par un million de soldats, et qui tremblait devant deux cents

* Le 11 juillet, Lothaire Bucher chargea Busch, de la part du chancelier, d'écrire à la *Gazette de Cologne* : « On rend le prince responsable pour la faiblesse du projet de loi sur les Jésuites. C'est tout à fait à tort. Il a seulement désiré qu'une telle loi fût introduite, mais il n'a rien eu à faire avec la rédaction. Le premier projet était éclos dans les bureaux de la chancellerie d'Empire et fut atténué dans le ministère d'État, et nous croyons savoir qu'il n'était pas du tout du goût du chancelier, et que celui-ci ne s'en cacha point, quand M. Wagener vint à Varzin après la séance ministérielle. Le chancelier cependant refusa de formuler lui-même un projet, parce qu'à Varzin les matériaux lui manquaient, parce qu'il n'y était pas en contact avec ses collègues, et il comptait avec raison, comme l'issue l'a prouvé, que le *Reichstag* fabriquerait une plus forte bière (*ein Kräftigeres Gebräu*). (Busch, *Tagebuchblätter*, II, pp. 366-367.)

Jésuites n'ayant d'autre engin que des armes spirituelles¹; pendant que Voelk prophétisait la défaite définitive des *Welches* au delà des Alpes comme au delà du Rhin²; pendant que le socialiste Bebel accusait le *Reichstag* d'amuser le peuple avec les Jésuites pour le détourner de la question sociale³, Hohenlohe et ses deux collègues élaboraient un texte nouveau sur lequel on voterait.

Ce texte déclarait exclus du territoire de l'Empire l'ordre des Jésuites et toutes les congrégations affiliées; les maisons existantes devaient être dissoutes dans un délai de six mois; les Jésuites étrangers pourraient être expulsés; les Jésuites indigènes pourraient être l'objet de mesures de police leur interdisant ou, tout au contraire, leur imposant le séjour dans certaines villes. Un catholique bavarois, Arétin, vit dans ce texte une atteinte aux libertés de la Bavière⁴; un ministre bavarois, Fäustle, montra, par sa riposte, que la Bavière faisait désormais bon marché de ses libertés⁵. Après de nombreux discours, les deux éloquences de Gneist⁶ et d'Auguste Reichensperger s'opposèrent l'une à l'autre comme représentantes des deux thèses contraires. Nous remontons au temps du congrès de Carlsbad, protestait Reichensperger; le Jésuite est suspect, à priori, comme l'était alors toute *Burschenschaft*; disposant de la presse, du théâtre, les libéraux avaient-ils donc encore besoin de moyens mécaniques pour vaincre l'Eglise? Ses armes, à elle, c'étaient l'esprit de sacrifice, la force de foi, la prière; et contre cette puissance morale ainsi désarmée, les libéraux ne pouvaient plus lutter avec des armes exclusivement morales; ils transportaient en Allemagne les habitudes du napoléonisme, celles du byzantinisme:

c'était là, criait Reichensperger, « la banqueroute du libéralisme¹ ». — « Nous assistons, déclarait son ami Joerg, à un suicide moral du libéralisme². » Parmi les progressistes, 32 étaient partisans de la loi; 9 s'y montraient franchement hostiles; 15 étaient indécis³, pensant évidemment, avec la *Gazette de Francfort*, qu'elle ne frapperait pas l'ultramontanisme et qu'elle aurait l'inconvénient de faire des martyrs⁴. Lasker répudia la nouvelle forme, âpre et dure, sous laquelle se présentait le projet⁵, et la presse bismarckienne se moqua de son doctrinarisme vicilli en observant que ce Lasker était un « bizarre rêveur » et que, sans doute, il craignait quelque loi d'exception contre les Juifs*. Une bulle apocryphe de Pie IX, publiée par la *Gazette de Spener*, fit croire aux députés qu'en cas de mort de Pie IX l'élection du successeur pourrait avoir lieu sur l'heure, *præsente cadavere*, et qu'ainsi le prochain conclave serait peut-être un coup d'État machiné par des intrigues françaises⁶ : ils eurent peur, et s'en vengèrent sur la Société de Jésus.

Le 19 juin, le vote suprême fut acquis, par 181 voix contre 93⁷ ; cinq jours après, le Conseil fédéral le ratifiait, et puis, le 28 juin, concertait contre les Jésuites les premières mesures d'application⁸. De tous les Etats allemands représentés au Conseil fédéral, il n'y en avait qu'un dont le plénipotentiaire, pour certaines raisons de compétence et de souveraineté, eût repoussé la loi : c'était la minuscule principauté de Reuss-Greiz⁹. Contre les Jésuites,

* Quant aux socialistes, le 29 juin 1872, dans une réunion berlinoise, ils se déclaraient contre la loi. (MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuilenumtriebe*, p. 354.)

l'Allemagne nouvelle était à peu près unanime. Hohenlohe triomphait ; il s'étalait, le soir, dans un petit théâtre où le Pape, l'infailibilité, les Jésuites, étaient chansonnés¹. Il avait tout machiné par étapes ; cette loi d'impitoyable ostracisme était son œuvre. On proclamait cette paternité, et il en était fier. « Chacun doit suivre sa vocation », avait dit naguère Guillaume I^{er} lorsque le fils du prince Boguslas Radziwill s'était fait Jésuite², mais Guillaume, aujourd'hui, sacrifiait au vœu des partis cette maxime de liberté.

Durant ces longues discussions du mois de juin, Bismarck s'était effacé : Hohenlohe le soupçonnait encore de craindre la bataille contre l'Église. Lorsque, comme lui, on voyait souvent Bismarck, on ne sentait pas, chez le chancelier, l'idée fixe d'une persécution à organiser : il y avait, dans l'élan de Bismarck contre l'Église, des pauses déconcertantes, presque des reculs, et toute une série de complexités qui redoutaient la logique simple et crue du fanatisme antireligieux, et qui parfois s'y dérobaient. Hohenlohe considérait qu'il était de son propre devoir de prince allemand, de supprimer les Jésuites³, dont pas un, d'après lui, n'était partisan du nouvel Empire, et dont les tendances, disait-il, risquaient de ramener la guerre de Trente ans ; il marchait droit, sur une route droite, hypnotisé par de belles formules, dont Bismarck, lui, n'était jamais complètement captif³. Mais aux regards de l'opinion publique allemande, qui voyait les faits en gros, cette victoire sur les Jésuites était encore une victoire de Bismarck, et

* La *Germania* s'amusa à publier une lettre d'un Hohenlohe, de l'année 1773 sur les moyens de faire revivre avec l'appui des évêques la Société de Jésus, que Clément XIV supprimait (Rust, *op. cit.*, p. 137.)

des caricatures circulaient sur lesquelles le chancelier, tête ronde que surmontaient trois cheveux pointus, enfonçait l'un de ces cheveux dans l'œil d'un moine. Un autre dessinateur montrait un moine entr'ouvrant un rideau, et puis reculant épouvanté : un buste de Bismarck, buste parlant, apparaissait derrière le rideau, et ce buste disait : Que l'Eglise se taise dans les choses politiques : *Ecclesia taceat in politicis* !¹

On avait vu, même, un certain nombre de conservateurs, piétistes ardents qui détestaient dans les Jésuites les ennemis de la Réforme, joindre leurs suffrages à ceux des libéraux*, et l'on pouvait se demander si le fossé qu'avait creusé entre ces deux partis la loi d'inspection scolaire, n'était pas en train de se combler². Mais le Bavarois Voelk, au cours même des débats sur les Jésuites, était brusquement survenu, avec le vœu très pressant que des projets de loi sur le mariage civil obligatoire et sur l'état civil fussent présentés au prochain *Reichstag*³ : ainsi l'exigeaient les nationaux-libéraux, conformément au vœu qu'avait émis dès 1869 le congrès des jurisconsultes réuni à Heidelberg ; ainsi l'exigeaient surtout, en Bavière, les vieux-catholiques. Parler de mariage civil, c'était de nouveau rejeter les conservateurs vers le Centre. Le vote contre les Jésuites

* Kleist Retzow, toujours très mécontent de l'orientation de son neveu, avait pourtant au sujet des Jésuites : « La question est extrêmement délicate ; ils sont les implacables ennemis de l'Eglise évangélique ». (PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 412.) Et le pasteur Koegel, prédicateur à la Cour, bien connu pour son orthodoxie rigide, Koegel, l'adversaire et l'effroi de tous les libéraux, dogmatisait, par un mauvais jeu de mots : *Si cum Jesuitis, non cum Jesu itis*, « si vous êtes avec les Jésuites, vous n'allez pas avec Jésus ». (GOTTFRIED KOEGEL, *Rudolf Koegel, sein Werden und Wirken*, III, p. 112. Berlin, Mittler, 1901.)

devait être, pour beaucoup de protestants croyants, leur dernière manifestation contre le catholicisme.

X

Avec eux ou sans eux, la Prusse irait de l'avant, Falk, chaque jour, frappait un coup nouveau. Lorsque l'évêque de l'armée, Namszanowski, eut fait savoir au ministre Roon que, d'après la réponse du Vatican, l'église Saint-Pantaléon de Cologne ne pouvait servir à deux cultes, il fut brutalement relevé de ses fonctions, et le service de l'aumônerie militaire, si péniblement créé cinq ans auparavant par un accord entre Pie IX et la Prusse, fut complètement désorganisé, jusqu'à ce qu'il fût, le 15 mars 1873, définitivement supprimé¹. Que l'on en référât au Vatican, c'est ce que Falk n'admettait point : il grondait vertement l'évêque Krementz qui, pour justifier les excommunications prononcées, déclarait qu'un évêque devait obéir aux règles de l'Église jusqu'à ce que les deux pouvoirs se fussent trouvés d'accord. « Cela est faux, signifiait Falk ; cela est incompatible avec la souveraineté du pouvoir civil, et plus spécialement, avec le serment que les évêques prêtent au Roi. » Et Falk exigeait que ce prélat se déclarât disposé à se soumettre complètement aux lois de l'État. Sinon, les rapports entre l'évêque et le roi de Prusse seraient rompus, et, le cas échéant, on demanderait à la loi des armes nouvelles².

Ce que Falk ne précisait pas, ce que sans doute il n'avait pas encore défini clairement pour lui-même, c'est quelle serait la situation d'un évêque « dont les

rapports avec le Roi seraient rompus ». Mais lorsque, le 15 mai 1872, Falk signa cette lettre à Krementz, le germe des lois de mai 1873 mûrissait déjà dans son cerveau. « Bismarck croit-il donc, demandait tout de suite la *Correspondance de Genève*, qu'il dépende de lui qu'un évêque cesse d'être considéré comme tel par ses diocésains ? Un décret semblable rendrait plus ardent l'amour des fidèles pour leur pasteur. Qu'il supprime les revenus, et l'aumône les remplacera. Qu'il emprisonne, et il aura au sein de son Allemagne un pendant du Vatican; ses amis les Italiens pourront lui dire au besoin tout le bien qu'on en retire¹. » Avec le flair que donne parfois la haine, le rédacteur de la *Correspondance* avait à l'avance esquissé toute l'histoire du *Culturkampf*. Mais le sage Krementz, ayant appris à l'école des Pères, et des martyrs eux-mêmes, que la persécution ne devait pas être crainte, mais ne devait pas non plus être cherchée, allait, en apôtre soucieux des âmes, jusqu'au bout des concessions; il offrait d'écrire publiquement à ses diocésains que l'excommunication n'avait pas de conséquences civiles^{*}; il déclarait reconnaître la souveraineté plénière de l'État dans le domaine de l'État². Guillaume, à qui Krementz adressait ce message, s'en fût assurément contenté; mais Falk, plus difficile, n'admettait pas, lui, que les limites de ce domaine fussent fixées par un autre personnage que l'État.

* Il est à noter qu'à ce moment même le vieux-catholique Michelis, frappé d'excommunication par Krementz, n'obtenait pas que des poursuites judiciaires fussent engagées contre l'évêque sous l'inculpation d'avoir porté atteinte à l'honneur de l'excommunié; et ce refus des autorités judiciaires justifiait en définitive, la thèse de Krementz.

Les mercuriales aux évêques n'étaient, dans l'activité de Falk, que de fugitifs épisodes : l'instruction publique l'absorbait, et quelques semaines de juin lui suffisaient pour accomplir ou préparer de profonds bouleversements. Une circulaire rapide, datée du 15 juin 1872, excluait de l'enseignement public tous les ordres religieux¹ : c'était la fermeture, à bref délai, de 892 maisons de sœurs, excepté dans les communes auxquelles leur situation financière ou leurs engagements avec certaines congrégations rendraient cette réforme immédiatement impossible. C'était la fermeture, aussi, des rares maisons de Frères enseignants qui distribuaient aux enfants de Sigmaringen et de la région de Coblenz un rudiment de connaissances. A grand'peine, l'impératrice Augusta, par l'intermédiaire du grand-duc de Bade, put obtenir de Falk, en faveur de quelques écoles qui lui étaient chères, certaines mesures d'exception². Le 15 juin, encore, on connaissait le rapport de la commission d'enquête scolaire qui avait fonctionné en Posnanie³ ; et pour réagir contre les curés polonais, Falk décidait de créer sans retard, dans cette province, des inspecteurs scolaires laïques. Un courant se dessinait aussi, qui, tout doucement, soustrairait aux théologiens, protestants ou catholiques, la direction des séminaires où se formaient les instituteurs⁴.

Une conférence de pédagogues et d'hommes politiques, réunie et présidée par Falk, élaborait, dans ce même mois de juin⁵, des réformes scolaires qui bientôt marqueraient un nouveau desserrement des liens entre l'école et les Eglises *. L'école allait changer

* Il n'y avait que quatre catholiques sur vingt-huit membres : Linhoff, le prêtre Arnold, de Liegnitz, Kellner, et Mallinckrodt,

de but : elle n'aurait plus pour objet, comme sous le régime antérieur, l'« éducation chrétienne pour la vie », mais l'« acquisition de connaissances et d'aptitudes » ; la religion, au lieu de demeurer au centre des préoccupations scolaires, reculait à la périphérie. C'est en ces termes que le vieux pédagogue Louis Wiese commentait l'esprit nouveau, et il en gémissait¹. L'enseignement religieux des deux confessions était dès lors menacé ; mais tandis que l'on se contentait, pour les écoles catholiques, de diminuer le nombre d'heures qui jusque-là était attribué au catéchisme, l'État libéral, conscient de sa maîtrise sur l'établissement protestant, introduisait dans l'école protestante des modifications plus profondes : il y supprimait la quatrième et la cinquième partie du catéchisme de Luther, il dispensait dorénavant les enfants d'apprendre par cœur les « péricopes » du dimanche². Une politique scolaire tout d'abord dirigée contre l'influence catholique aboutissait à troubler dans ses habitudes l'Église évangélique : on avait visé les curés, et c'étaient les pasteurs, surtout, qui trouvaient que l'État les dérangeait.

« Le vote de la Chambre des Seigneurs sur la loi d'inspection, avait écrit dès le mois de mars un publiciste du Centre, sera regardé un jour comme le coup le plus dangereux qu'ait reçu le protestantisme depuis trois cents ans ; et si nous voulions, comme catholiques, n'écouter que notre intérêt, nous devrions souhaiter que Bismarck restât encore longtemps

qui seul, sur huit députés, appartenait au Centre. (DEUTSCH-MANN, *Die Schul-Aera Falk*, p. 83. Francfort, Foesser, 1884.) Kleist Retzow demanda, mais en vain, que le compte rendu détaillé de ces conférences fût publié, pour éclairer le pays ; il n'y eut pas de sténographie.

au pouvoir, car il nuit au protestantisme et sert au catholicisme¹ ». On n'avait pas, tout d'abord, pris au sérieux ces paradoxaux pronostics; mais les réformes qu'inaugurerait Falk ne commençaient-elles pas à les justifier?

Kleist Retzow assistait aux troublantes conférences où ces réformes s'élaboraient : il prodiguait aux rares catholiques que Falk y avait appelés des poignées de main cordiales, et criait aux partisans de l'école non confessionnelle : « Je marche avec ces hommes-là plutôt qu'avec vous² ». C'est que Kleist Retzow, représentant de l'orthodoxie protestante, sentait monter comme une vague, à l'assaut des écoles, un certain esprit de négation; on racontait déjà que dans la Prusse orientale une municipalité zélée prétendait, de la façade d'un bâtiment scolaire, faire disparaître la croix³. Et sans doute l'État s'y opposait; mais l'État, poussé par une certaine logique et cerné par une certaine gauche, garderait-il toujours sa pleine possession de lui-même? L'État souverain demeurerait-il toujours libre, libre vis-à-vis des partis de gouvernement?

On ne se posait pas encore ces questions, en juin 1872. La *Gazette de Spener*, où Bismarck glissait les articles qu'il voulait faire lire par l'Empereur avant le petit déjeuner du matin, soulignait la portée du conflit terrible qui dès lors mettait aux prises « la plus nouvelle des créations européennes, l'Empire, et la plus ancienne de toutes, l'Eglise⁴ ». Elle prévoyait qu'il serait long, mêlé d'alternatives et dangereux, et que la France peut-être en profiterait. Ce conflit, d'ailleurs, avait été voulu par la France; c'est elle qui dominait au Vatican, et l'hégémonie française, avant de mourir, avait lancé à l'Allemagne

cette flèche empoisonnée *. Mais dans sa lutte pour la liberté intellectuelle et pour la santé morale de la nation, l'Allemagne vaincrait. Elle lutterait jusqu'au bout; car autrement, continuait la *Gazette*, « il vaudrait mieux nous mettre tout de suite sous le joug, demander pardon, et tâcher d'en être quittes pour une légère pénitence. Rien ne pourrait être plus malheureux pour l'Allemagne et pour la Prusse que d'en finir par un faux compromis, conclu dans une heure de péril et de faiblesse, et de laisser à mi-chemin la lutte entreprise. Il en résulterait à l'intérieur et à l'extérieur un ébranlement d'autorité, capable d'effacer jusqu'à l'éclat de nos dernières victoires. Si nous croyons vraiment devoir combattre, il faut laisser de côté toute autre considération, même celle des intérêts conservateurs. Quand on se mesure avec Rome, il faut jeter au loin le fourreau de son épée ».

« Soit, répliquait la *Germania*, jetez votre fourreau, nous sommes prêts à parer vos coups. »

Les *Grenzboten*, cherchant avec cupidité toutes les dettes de Rome envers l'Allemagne, revendiquaient déjà, comme rançon, pour le lendemain de la guerre, les manuscrits et les livres dont le prince électeur Maximilien I^{er} avait disposé en faveur de la Bibliothèque vaticane ¹. En mobilisant pour une campagne ses soldats ou ses juristes, la Prusse n'oublie jamais les convoitises de ses savants; et par l'organe des *Grenzboten*, la science allemande réclamait sa part du prochain butin.

Pendant l'Autriche, l'Italie étaient convoquées

* Rémusat, pourtant, écrivait à Gontaut, le 1^{er} mars 1892 : « Bien que la protection des catholiques soit notre rôle national, nous ne pourrions, en les défendant, que les compromettre; c'est une humiliation de plus. »

comme auxiliaires pour la grande lutte. A Vienne, la *Nouvelle Presse libre* parlait de cette « colossale alliance qui serait nécessaire à la paix de l'Europe et à la sécurité du monde, tant que la France se consumerait dans ses projets de vengeance à l'égard de l'Allemagne et resterait un foyer d'intrigues ultramontaines au profit du Saint-Siège ¹ ». En Italie, le député Miceli proclamait que le cabinet de Rome devait suivre l'Allemagne, nécessairement, inexorablement, dans la guerre formidable qu'elle avait déclarée au cléricalisme *, et M. Visconti Venosta répondait qu'en effet la « résistance qu'opposaient les deux gouvernements à un parti ennemi de l'autorité civile, ennemi de la liberté, ménageait à leurs rapports amicaux une nouvelle assise ² ». Le prince Humbert venait à Berlin ; Guillaume allait jusqu'à la gare pour le recevoir ** ; et la *Gazette de Cologne* expliquait que l'Allemagne et l'Italie avaient un même adversaire, le monarque entêté du Vatican. « Elles doivent l'une et l'autre, reprenait la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, briser l'anachronisme d'un pouvoir sacerdotal illimité ³ ». Bismarck, fabriquant des spectres pour que sa presse les exhibât, finissait par les prendre au sérieux, tout le premier : s'il se montrait singulièrement avare de concessions lorsqu'on négociait la libération de notre territoire, c'est parce que, redoutant l'avènement à Paris d'un gouvernement ultramontain,

* S'appuyant sur des articles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et du journal italien la *Riforma*, la *Correspondance de Genève*, 23 janvier et 27 février 1872, avait accusé l'Allemagne de pousser l'Italie à une politique anti-cléricale en ce qui regardait les temporalités des évêques et la reconnaissance des curés.

** La *Liberté* remarquait ce fait dans un article où elle menaçait la France, et elle ajoutait : « M. de Bismarck ne met ainsi de côté l'étiquette de la Cour que quand il veut tracer un programme. » (*Correspondance de Genève*, 8 juin 1872.)

redoutant la disposition du clergé français à prêcher la guerre sainte, il voulait à l'avance élever des digues. « L'Italie doit être maintenue contre la France, écrivait Auguste Reichensperger; donc, aux yeux de Bismarck, le Pape et ce qui lui est fidèle doit être le plus possible affaibli, bousculé¹, sinon écrasé... »

Un travail se faisait, dans la presse bismarckienne d'abord, et puis, inconsciemment, dans la pensée de Bismarck; au terme de ce travail, le duel contre l'Église apparaîtrait comme l'appendice du duel contre la France, et la défensive de l'Église serait présentée comme une première revanche essayée par la France*. Bismarck sentait inévitable, sur le terrain parlementaire, la désertion des conservateurs : mais, sur un autre terrain, sur le terrain national, il aspirait à concentrer tous les Allemands soucieux de l'honneur allemand, pour une lutte qui n'était pas seulement intérieure, mais qui deviendrait internationale, lutte contre l'Église, ennemie archaïque des empereurs, mais lutte aussi contre la France, ennemie héréditaire de la Germanie.

* Lefebvre de Béhaine écrivait à son gouvernement, dès le 10 juillet 1872, que la *Gazette de la Poste*, journal catholique d'Augsbourg, signalait la tactique de la politique prussienne et italienne qui consistait à montrer la France comme soutenant partout les prétentions papales, et à présenter comme imminent un conflit avec la France. Inversement, la même presse catholique comparait et préférait, aux procédés de Bismarck envers l'Église, ceux du gouvernement de Thiers : « C'est une satisfaction, notait le 27 mai Lefebvre de Béhaine, d'entendre enfin prononcer en Allemagne, quand il s'agit de la France et de son gouvernement, autre chose que des paroles de haine ou de dédain. »

CHAPITRE VI

PREMIÈRES ESCARMOUCHES CONTRE L'ÉPISCOPAT.

PRÉPARATION ET VOTE DES LOIS DE MAI

La formation du Centre, rendue nécessaire par les desscins des nationaux-libéraux contre l'Église, avait mécontenté Bismarck ; il avait dépensé d'inutiles efforts pour que Rome désavouât ces députés qui défendaient les prêtres et troublaient, par leur existence même, le genre d'équilibre parlementaire qu'il rêvait. Tel l'éclair dans un ciel chargé d'orages, telle alors avait surgi, soudaine et zigzagante encore, la colère bismarckienne ; menaçante pour l'Église non moins que pour le Centre, elle avait détruit, au ministère des Cultes, cette « division catholique » qui depuis trente ans, à la façon d'un paratonnerre, semblait protéger le catholicisme prussien ; elle avait capricieusement ravagé le terrain scolaire, immense région dans laquelle, depuis vingt ans, l'Église et l'État vivaient en bonne harmonie ; et puis, foudroyante, elle s'était abattue sur quelques centaines de Jésuites, et les avait dispersés. Elle agissait plutôt par saccades que d'après un

plan préconçu et, tour à tour, déconcertait les catholiques par ses heures d'acharnement, et leurs adversaires par ses heures d'accalmie. Nationaux-libéraux et vieux-catholiques avaient en portefeuille des projets tout prêts, marquant à l'avance certaines victimes, indiquant à l'avance la façon de les abattre ; ils formaient l'état-major de campagne que Bismarck, suivant les instants, consultait ou négligeait. La colère de Bismarck, procédant par soubresauts, hâtive et puis hésitante, fiévreuse et puis assoupie, empruntait certaines munitions à leur arsenal, et certaines combinaisons à leur stratégie ; mais ces emprunts eux-mêmes avaient quelque chose de fortuit, d'épisodique, de désordonné ; l'offensive anticatholique du chancelier semblait peu soucieuse d'adopter une méthode précise, et de se développer avec suite et continuité. On eût dit qu'il luttait pour intimider plutôt que pour vaincre.

Mais le publiciste catholique Baumstark, dans les curieux dialogues qu'il s'amusait à supposer entre un ermite et Bismarck, envoyait au chancelier de redoutables avertissements. Cet ermite, porte-parole de Baumstark, avait son franc parler : c'était un indépendant, un émancipé, un paradoxal, jugeant de haut les hommes et les choses, avec une ironie un peu bougonne. Il accordait à Bismarck, en causant, que le Centre faisait des fautes, que Pie IX, aussi, en faisait ; il ne se gênait point pour déclarer que les opinions politiques du Pape ne s'imposaient pas aux catholiques. Et puis, ayant ainsi affirmé vis-à-vis de ses coreligionnaires, et même du Très Saint Père, son originalité de sauvage, il signifiait au chancelier que la pente où s'engageait l'Allemagne était mauvaise : « Vous aurez à persécuter pour cause

de foi, lui disait-il, vous en arriverez là. » Et l'ermite parlait éloquemment de ce flot de grâces qui, circulant dans l'Église catholique, dominerait les vagues de la persécution. « Ne croyez pas, disait-il à Bismarck, que les fautes des nôtres, que le déploiement des forces des vôtres, changeront quelque chose au résultat définitif du combat¹. »

L'ermite était bon prophète, et prophète dans le désert; Bismarck ne l'écoutait point, et Bismarck déjà le justifiait. Bon gré mal gré, le chancelier allait bientôt persécuter pour cause de foi. Il répondait encore avec bienveillance, le 11 juin, à une demande que lui adressait le futur cardinal Kopp, alors vicaire général de Hildesheim, en faveur de certains prêtres et des fonctionnaires de cet évêché²; mais, dès le second semestre de 1872, il commençait de concerter une série d'assauts contre la hiérarchie ecclésiastique : les droits des évêques allaient être délibérément attaqués, attaqués à coups de lois.

Ses diplomates visaient toujours la Papauté, mais sans réellement l'atteindre : l'essai d'un *Culturkampf* international allait mener à Bismarck échec sur échec. Ses féaux du parlement visaient toujours le Centre, mais ne faisaient que le fortifier : les élections successives allaient leur réserver d'incessantes défaites. Ses légistes, eux, visaient l'épiscopat ; ils allaient le frapper, le disloquer, le décimer, multiplier les ruines matérielles, se heurter à des inflexibilités morales, désorganiser l'Église, mais, en même temps, affaiblir la nation, accumuler enfin des victoires législatives et policières qui devaient être des leurres, et que Bismarck, finalement, se retournant vers le Pape — vers un autre Pape — essaierait de réparer comme on répare des désastres.

I

Le 24 juin 1872, Pie IX recevait une députation d'Allemands, pieux et militants : il leur conseillait de faire opposition aux persécuteurs, de vive voix et par écrit, avec respect et fermeté.

J'ai fait dire à M. de Bismarck, ajoutait-il, — et vous pouvez le répéter à tout le monde — qu'un triomphe sans modestie s'évanouit, qu'un triomphe suivi de la persécution contre l'Église est la plus grande des folies ; je lui ai fait demander comment ces catholiques dont naguère l'État prussien se déclarait satisfait, sont devenus tout à coup des rebelles, des conspirateurs. J'attends la réponse. Je ne l'ai pas encore reçue ; peut-être parce qu'il n'y a rien à répondre à la vérité. Au reste, élevons nos regards vers Dieu ; exaltons notre solide confiance, tenons-nous bien unis ; cette persécution de l'Église mettra infailliblement en question l'éclat de ce triomphe : qui sait si bientôt ne se détachera pas la petite pierre qui mettra en miettes le pied du colosse ¹ ?

Le Pape se rassérénait pour redire que les persécutions fortifiaient l'Église, qu'elles la purifiaient, et qu'elles la revêtaient d'une beauté nouvelle ; et ses imprécations de prophète s'atténuaient et s'achevaient en un mystique *Alleluia*.

La *Germania*, tout de suite, et Pie IX, trois mois plus tard, expliquèrent que le colosse dont le discours avait prévu la chute n'était pas l'Empire allemand, mais l'« orgueilleux pseudo-libéralisme » qui gouvernait cet Empire². Beaucoup de publicistes, tant à Berlin qu'en Europe, avaient autrement compris : excités au soupçon par la polémique des vieux-catholiques, ils avaient conclu que c'était sur Bismarck,

sur l'Empereur, sur l'Empire, que Rome faisait peser ses fatales menaces *. « Le destin du grand vizir de l'Empire de Prusse sera le destin de tous les persécuteurs de la foi », commentait la *Correspondance de Genève*¹; les journaux bismarckiens ne laissaient pas échapper ce mot. Il fut acquis pour eux, même après la rectification papale, que les fidèles de Pie IX souhaitaient avec lui l'écroulement du colosse germanique, et que leur attachement même au Pape infaillible faisait d'eux de mauvais patriotes.

Les caricatures déployaient sous les yeux de l'Allemagne, riieuse à demi, anxieuse à demi, une sorte de chasse sauvage, conduite au grand galop par le petit Windthorst : monté sur un âne, coiffé d'un chapeau de prêtre, il était suivi d'une armée de curés, de « Jésuites », disait-on, sur laquelle planait l'étendard de « saint Kozmian », c'est-à-dire l'étendard d'un conspirateur polonais². « Dehors ces tartufes aux pattes de chat veloutées, ces sauterelles à chapeau claque, ces sangliers, ces mites ! Dehors ces filous, dehors ces canailles couvertes de sang et de rapines ! Vite du borax, du phosphore et de l'arsenic contre cette vermine ! » Des journaux assez lus, à Berlin, à Breslau, charriaient ce torrent d'injures³. On possédait enfin le borax et l'arsenic : c'était la loi contre les Jésuites. Vite et sans merci, il la fallait appliquer.

Fermer successivement toutes les résidences des Pères, cela ne suffisait point ; un certain nombre,

* La *Nouvelle Presse libre* rappelait un discours prononcé en 1850 par le tribun catholique Buss : « Que notre Radetzki soit à Berlin, et la citadelle du protestantisme succombera, et le Pape, de Berlin, ramènera dans le sein de l'Église le protestantisme allemand. » (SCHULTHESS, 1872, pp. 162-163.)

individuellement, furent frappés d'interdiction de séjour, tracassés parce qu'ils disaient la messe, tracassés parce qu'ils confessaient *. Un Jésuite qui célébrait sa première messe n'avait même plus le droit d'y laisser assister ses parents ¹; un autre recevait la défense de demeurer auprès de sa vieille mère ². Parfois, dans les courriers qui signifiaient ces brutales mesures, s'attardaient et s'égarèrent des lettres d'un tout autre ton; sous le cachet du ministère de la guerre, elles apportaient à des Jésuites, qui s'étaient, en 1870, distingués comme infirmiers ou brancardiers ³, l'hommage de la croix de fer ou quelque autre décoration. La même poste, ainsi, leur remettait parfois une marque d'estime et la notification d'une déchéance : la preuve qu'ils honoraient l'Allemagne et la preuve que l'Allemagne ne voulait plus d'eux leur étaient solennellement laissées par le même vaguemestre. On était désormais trop excité,

* Le gouvernement hessois, par exemple, en août 1872, refusa aux Jésuites qui desservaient la paroisse Saint-Christophe à Mayence le droit d'exercer toute activité pastorale, même de confesser. Le P. de Doss dut quitter Mayence où il avait fondé des œuvres de jeunes gens et ne put même résider dans aucun endroit du grand-duché. Le P. Zoller n'eut même pas le droit de résider à Seligenstadt, sa propre ville natale. « Il n'y a que les libérés des bagnes, protestait le P. de Doss, qui soient tenus à avertir la police de leur séjour. » Les protestations du P. de Doss (19 octobre et 8 décembre 1872) et de Ketteler (17 novembre 1872) furent inutiles. (Voir PRÜFF, *Ketteler*, III, pp. 169-170, et CORNET, *La proscription des Jésuites de l'empire d'Allemagne en 1872*, pp. 79, 83, 110, 111, 115, 118. Bruxelles, Devaux, 1873.) — En Prusse, la messe fut interdite aux Jésuites de Paderborn, Marienwerder et Schrimm, en juillet; aux Jésuites de Münster et Bonn, en août; aux Jésuites d'Aix-la-Chapelle, en octobre (CORNET, *op. cit.* p. 36). La *Correspondance provinciale* du 28 août 1872 expliquait que tout acte de ministère pastoral était désormais interdit à tout Jésuite. (SCHULTHESS, 1872, pp. 171-172.)

dans les cercles politiques, pour éviter ces absurdes inconséquences, et même pour les sentir. On poursuivait les Jésuites partout; ils étaient visés dans la personne des Rédemptoristes, qu'on leur supposait affiliés *, et dont au mois d'août l'on interrompait les prédications dans la province rhénane ¹; visés dans la personne des Ignorantins, des Lazaristes, des Barnabites, des Théatins, des Dames du Sacré-Cœur, sur lesquels, en Prusse, le ministère de l'intérieur ordonnait des enquêtes ²; visés, encore, dans la personne de ces nombreux collégiens ou étudiants universitaires, auxquels Falk défendait rigoureusement de former à l'avenir des confréries ou archiconfréries ³; visés, toujours, dans la personne de leur fondateur saint Ignace, qui n'était pas admis à figurer sur un vitrail offert par une pieuse femme à l'église d'Amberg ⁴. Ainsi traquait-on les Jésuites jusque sous le béret des étudiants; ainsi les pourchassait-on jusque dans l'altitude des verrières.

Mais voici qu'en même temps, pour répondre à l'offensive par une autre offensive, s'ébranlait à Mayence une autre « chasse sauvage », qui n'avait rien de commun avec celle que promenait Windthorst : à l'écart du Centre, à l'écart du groupe officiel qui dirigeait les congrès catholiques annuels, le baron de Loe, grand seigneur aimé des paysans, fondait une « Association des catholiques allemands ⁵ », qui, se groupant en pèlerinages, demandaient à

* En Bavière. Doellinger, consulté par Lutz, conclut que les Rédemptoristes étaient affiliés aux Jésuites; mais en 1889, le même Doellinger, sur la demande de Lutz, devait émettre un avis contraire (FRIEDRICH, *Doellinger*, III, pp. 677-680; — SILBERNAGL, *Die Kirchenpolitischen und religiösen Zustände im XIX ten Jahrhundert*, pp. 280-281. Landshut, Krüll, 1901.)

Ketteler de les accompagner, et qui voulaient, ensuite, se battre tout seuls, sans compromettre personne avec eux ¹. Entre les plumes qui voulaient servir l'Église et celles qui voulaient servir l'État, de très grands mots commençaient à s'échanger : la *Nouvelle presse libre*, de Vienne, menaçait Pie IX d'un autre Sedan ² ; le *Journal allemand d'Empire*, de Bonn, signifiait que les provinces Rhénanes se comporteraient bientôt, peut-être, comme une sorte de « Vénétie », accrochée aux flancs de la Prusse ³ ; et là-bas, en Bavière, la *Gazette de la Poste*, d'Augsbourg, prévenait le roi et l'empereur qu'au jour anniversaire de Sedan, les catholiques persécutés refuseraient de se mettre en fête ⁴.

« Ce n'est pas des Jésuites que je me tourmente, disait mélancoliquement le comte de Ballestrem, ils sont habitués aux persécutions, ils portent au delà des mers la civilisation et la religion ; je me tourmente de ma patrie ; elle entre dans de telles voies qu'elle délaisse celles du droit. ⁵ »

De sages politiques hochaient la tête, en se demandant où l'on allait. Il s'en trouvait jusque dans le Cabinet prussien : tel, par exemple, le ministre Eulenburg. A Ems, en juillet 1872, il rencontra le chanoine Frenken, de Cologne, qui n'avait rien d'ultramontain, et l'ambassadeur Arnim ; on parla des ennuis que Bismarck et Falk suscitaient à l'évêque Krementz, coupable d'avoir excommunié quelques vieux-catholiques ; on prévit la guerre à outrance qui risquait d'en résulter. Eulenburg et Frenken convinrent qu'une politique de violence, qui transformerait les évêques en martyrs, manquerait son but. « Le peuple catholique, disait le chanoine, ne se bornera pas à se ranger derrière eux ; il les pous-

sera en avant. » Arnim opina de même. Il avait, on se le rappelle, en 1870, déploré l'indifférence passive de Bismarck à l'endroit du Concile, et même annoncé qu'à la suite de la définition, des troubles surviendraient dans l'Église d'Allemagne. L'orage qui grossissait flattait assurément sa vanité d'augure ; mais il inclinait d'autant plus à taxer de maladresse le « Jupiter tonnant de Berlin », qu'on le regardait lui-même, çà et là, comme un futur chancelier de l'Empire. Quant à Eulenburg, rentrant à son poste, il fut à son tour d'autant moins écouté qu'il redisait l'avis d'Arnim ¹.

Hohenlohe, lui, qui ne se sentait pas encore fait pour être chancelier, se serait réjoui, pourtant, de mener à fin la lutte religieuse commencée par Bismarck : « Ce sont les combats du moyen âge qui recommencent, écrivait-il ; je suis gibelin, et le serai toujours ». Captif de son obsession coutumière, il reparlait bientôt des Jésuites ; et c'était à cause d'eux qu'il fallait déchaîner la guerre. Ils étaient supprimés, sans doute ; mais à quoi bon s'être délivré d'eux, si l'État permettait que dans les séminaires les clercs fussent dressés à être des ennemis de l'ordre civil et des instruments des Jésuites ; et les évêques pouvaient-ils se plaindre, après s'être si aveuglément soumis à la Compagnie, que la vigilance de l'État s'étendit jusqu'à eux ? Hohenlohe, d'ailleurs, protestait toujours être catholique ; mais à la façon d'une épidémie, sa logique cheminait, froidement implacable, dévastant, de proche en proche, tout le troupeau du Pape ².

« On vise l'épiscopat », constatait, en ce même mois d'août, le conservateur Kleist Retzow ³ ; et son anxiété frissonnait en mesurant la pente sur laquelle

s'engageait son terrible neveu. Le juriste Bluntschli, lui, regardait cette pente avec sérénité. Elle lui paraissait longue, et presque à perte de vue. Tant mieux, on lutterait pendant une série de générations, même pendant une série de siècles ; et dans les loges, pour scander les divers épisodes de la lutte, on ordonnancerait, sans lassitude, les batteries d'allégresse. C'est à Doellinger que Bluntschli confiait ses pronostics : « Oui, répondait le théologien de Munich, nous ne verrons que les débuts. Quiconque est, comme moi, élevé dans l'Église catholique, sait combien cette lutte sera difficile ». Ainsi les deux maîtres du chœur, celui de l'anti-infaillibilisme et celui de la philosophie nationale-libérale, saluaient l'aurore d'une querelle séculaire, qui durerait plus longtemps qu'eux, plus longtemps que Bismarck, et ne finirait qu'avec l'ultramontanisme.

Mais Bluntschli, sans douter d'ailleurs de l'énergie bismarckienne, ajoutait avec une certaine crainte : « Je suppose que Bismarck voudra mener la lutte à bonne fin par quelques coups violents, comme si l'on pouvait changer, si vite, le résultat de plusieurs siècles ¹ ». Les alliés politiques de Bismarck dans la guerre contre l'Église, après avoir longtemps redouté qu'ils ne voulût pas s'y engager, commençaient de redouter aujourd'hui qu'il ne la brusquât, et qu'il ne crût trop prématurément à la victoire. Ils rêvaient, eux, d'un lent et sûr travail au terme duquel seraient à jamais coupées, dans l'âme du peuple, les racines de l'influence romaine ; il croirait peut-être, lui, en avoir fini, lorsqu'il aurait asséné quelques coups de boutoir, dont l'ennemi, plutôt étourdi que terrassé, pourrait à la longue se relever. Nationaux-libéraux et vieux-catholiques applaudis-

saient aux armements de Bismarck, mais étaient mal rassurés par son allure et par sa tactique.

II

Traitant l'ultramontanisme comme un obstacle matériel plutôt que comme une idée, et s'en remettant à la force, brutale et rapide, pour amputer les consciences de leurs scrupules; ignorant de certaines susceptibilités confessionnelles, incapable de les comprendre et dès lors de les respecter; mais incapable, aussi, d'en prévoir et d'en mesurer les réactions, et considérant, enfin, comme une humiliation pour un Etat, la résistance d'une Église, Bismarck souffrait et s'agitait à la pensée que dans le lointain Ermeland, à proximité de la Pologne, un évêque prolongeait un conflit avec l'Etat. Entre la pointilleuse bureaucratie de Falk et le ferme et pacifique Krementz, on ne discutait plus, à vrai dire, que sur le texte même de la formule par laquelle le prélat devait affirmer sa soumission aux lois; mais, aux yeux de Bismarck, c'était trop, déjà, qu'une telle discussion. Il fallait que Krementz signât ce que l'Etat voulait, ou que la mitre de Krementz tombât!

De grandes fêtes, bientôt, allaient être célébrées au vieux château de Marienburg, ancienne résidence des chevaliers de l'Ordre teutonique. Il y avait un siècle exactement que le pays d'Ermeland avait cessé d'être polonais pour devenir prussien; et Guillaume en personne devait assister aux solennités du centenaire. Krementz se proposait d'y prendre part et de présenter à l'Empereur une députation afin de témoi-

gner à la patrie l'allégresse de l'Église. Bismarck savait l'estime de Guillaume pour Krementz ; ces solennités nationales exalteraient tous les cœurs ; il craignit que, dans la cordialité des parades, tout doucement, l'empereur ne se laissât séduire par ce persuasif homme d'Église, et doucement désarmer. Il fallait donc qu'avant les fêtes l'État fût brutal, de peur que, durant les fêtes, l'État ne devint conciliant.

Bismarck fit pression sur Guillaume ; et l'Empereur, le 2 septembre 1872, par une lettre personnelle, invita Krementz à déclarer qu'il était prêt à obéir pleinement aux lois. Le 5, Krementz répondit qu'il ne reconnaissait, dans le domaine de l'État, aucune autre souveraineté que l'État, et qu'en conséquence, il remplirait loyalement le devoir d'obéissance imposé par Dieu. Il ajoutait qu'en ce qui regardait les choses de la foi, la révélation et la parole de l'Église demeuraient sa règle unique. Cette addition mécontenta Bismarck ; il mit au repos la plume de Guillaume, qui, sans doute, se serait déclaré satisfait, et la plume de Falk, qui aurait perpétué les chicanes de mots. En personne, il se dressa devant Krementz, lui Bismarck, et dans une lettre datée du 9 septembre, il essaya d'une nouvelle interpellation. « Oui ou non, lui demanda-t-il, voulez-vous confesser, vis-à-vis de votre souverain, qu'en excommuniant des sujets sans en prévenir le gouvernement, vous avez fait une faute ? Si oui, s'il est évident que vous reconnaissez sans aucune réserve (*unbedingt*) l'autorité des lois territoriales, vous serez admis à Marienburg et reçu par l'Empereur. » Ainsi Bismarck réclamait que Krementz fit acte de repentir pour avoir rempli son métier d'évêque, et que dans ses promesses d'obéissance aux

lois ne se glissât aucune réserve, aucune allusion aux ordres supérieurs de la morale ou de l'Eglise. « J'obéirai aux lois », avait dit l'évêque le 5 septembre. « Est-ce bien sans réserves » ? reprenait Bismarck le 9. Alors Krementz, le 11, écrivit au chancelier qu'en vérité ces exigences nouvelles l'étonnaient; qu'ayant appris, par un message impérial, les conditions qu'on lui imposait, il avait donné satisfaction; qu'il ne s'expliquait pas ce changement des volontés souveraines. Bismarck riposta, le 16, que les additions dont Krementz avait accompagné ses déclarations soumises les rendaient insuffisantes, et qu'un aveu de culpabilité, portant sur sa conduite passée, couperait court à d'interminables embarras. Krementz, relisant la lettre impériale du 2, remontra au chancelier, le 20 septembre, que Sa Majesté, tout au contraire, avait laissé voir l'intention d'arranger elle-même les difficultés sans exiger aucune résipiscence. « Je ne corresponds plus avec vous », répliqua Bismarck¹. La franc-maçonnerie parada sous les voûtes gothiques de Marienburg²; l'Eglise, elle, fut exclue. Bismarck voulait même qu'à l'avenir, l'État ne reconnût plus Krementz comme évêque. Mais les irréparables rigueurs n'étaient pas du goût de Guillaume; et l'on se contenta d'un arrêté signé Falk, par lequel étaient supprimés les subsides budgétaires annuellement accordés à l'évêque d'Ermeland. Sans jugement, par une mesure toute disciplinaire, l'État prussien suspendait une dotation que les engagements conclus avec Rome en 1821 l'astreignaient à maintenir*.

* Une certaine obscurité plane sur les rapports entre Bismarck et Falk au moment de cet incident Krementz. Voyant, peu de mois après, Jean Frédéric Schulte, Falk lui disait, —

Les protestations de Krementz contre l'illégalité de cette mesure demeurèrent inutiles¹. En Belgique, des souscriptions s'ouvrirent pour le prélat² : Bismarck dut y voir une preuve nouvelle de la conspiration ultramontaine internationale, complice de Krementz.

D'autres complices se déclaraient, s'affichaient en pleine terre allemande : c'étaient tous les évêques allemands. A cette même date du 20 septembre, à laquelle Krementz expédiait à Bismarck une suprême fin de non-recevoir, ils étaient tous réunis ou repré-

si les souvenirs de Schulte sont exacts : « Dans l'affaire d'Ermeland, j'avais proposé de retirer à Krementz la reconnaissance d'évêque, et Bismarck m'avait promis d'y arriver. Lorsque ensuite à Hombourg je ne réussis pas à gagner le Roi et que j'écrivis à Bismarck, lui aussi baissa le ton et se contenta de la suppression du traitement ». (J.-F. SCHULTE, *Lebens-erinnerungen*, I, pp. 328-329.) Ottokar Lorenz, qui sait apparemment beaucoup plus qu'il ne dit, parle du conflit grave qui éclata à cette occasion entre Falk et Bismarck : d'après lui, ce fut contre le conseil et contre la volonté de Falk que Bismarck amena Guillaume à refuser de recevoir Krementz ; et Bismarck ensuite répondit à Falk, qui voulait l'allervoir à Varzin, qu'il ne l'accueillerait qu'à la condition de ne pas parler d'affaires. « Le pauvre Falk, ajoute Lorenz, éveillait alors déjà une impression de pitié, surtout quand Bismarck, bientôt après, racontait avec une grande satisfaction quelle lettre énergique il avait dû écrire à l'évêque sans avoir égard au ministre des Cultes. (LORENZ, *Friedrich, Grossherzog von Baden*, pp. 129-130. Berlin, Paetel, 1902.) — Longtemps après, en 1899, M. Hans R. Fischer essayait de faire parler Falk sur le sujet, et Falk, ému mais calme, se déclarait décidé à se taire. (FISCHER, *Adalbert Falk*, pp. 70-72.) Et toutes ces complexités ne s'éclaireront pas encore, mais du moins se préciseront, si nous en rapprochons un propos tenu par Bismarck en 1875 au ministre wurtembergeois Mittnacht : « Falk a cela de bon, disait le chancelier, que lorsqu'une décision est prise, il l'applique avec toute sa force de travail ; c'est pourquoi il a dû recevoir des compliments pour tels actes auxquels, de toutes ses forces, il s'était primitivement opposé ». (MITTNACHT, *Erinnerungen an Bismarck*, pp. 58-59. Stuttgart, Cotta, 1904.)

sentés à Fulda, autour du tombeau de saint Boniface, et, de là, adressaient aux catholiques de l'Empire une lettre collective¹ pour protester contre les lois récentes et contre les projets de loi maintenant redoutés, et pour se solidariser nettement avec leur collègue de l'Ermeland*. La « fermeté » de cette lettre, sa « noblesse singulière », recevaient en France l'hommage de la presse protestante². C'est votre faute à vous, ripostait aux évêques la *Correspondance provinciale*, organe officieux du chancelier; au Concile, naguère, vous aviez prévu, comme conséquences politiques de la définition, les troubles dont à présent vous faites un grief à l'État. Tant pis pour vous, Mes seigneurs, pourquoi vous êtes-vous soumis³? Ketteler, ainsi mis en cause, traitait à nouveau, devant l'opinion publique allemande, la délicate question du Concile⁴; mais la *Correspondance provinciale*, docilement reproduite par une grande partie de la presse, avait convaincu l'Allemagne, à l'avance et sans appel, que tout évêque belliqueux, ou violateur de la loi civile, était assuré, quel qu'il fût et quoi qu'il fît, de voir se resserrer autour de lui tout l'épiscopat de l'Empire.

On méconnaissait étrangement les intentions de ces prélats : tout ce qu'ils désiraient, c'était le maintien de cette autonomie dont l'Église prussienne avait joui durant les dernières années, et d'une certaine collaboration morale entre l'Église et l'État

* Les évêques de la Bavière ayant fait observer que les affaires religieuses bavarroises n'étaient pas de la compétence de l'Empire, et Raess, évêque de Strasbourg, ayant aussi refusé de signer toute adresse à l'Empereur, l'accord s'était établi sur la rédaction d'une lettre au peuple chrétien (Dépêche Lefebvre de Béhaine, 24 septembre 1872), lettre dont trois projets furent successivement discutés. (PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 178-179.)

pour le bien commun. « Il nous faut la liberté de l'enseignement, nos écoles à nous », disaient certains catholiques. Ces prélats, au contraire, préféraient prolonger l'influence de l'Église dans les écoles de l'État. Si tôt ou tard, pour maintenir l'intégrité des droits de l'Église sur l'esprit et la conscience des enfants, il fallait revendiquer l'absolue liberté d'enseignement, on la revendiquerait ; mais cette solution leur apparaissait comme un moyen suprême dont ils n'useraient qu'en tout dernier ressort¹. Que des évêques ainsi disposés fussent accusés de faire sécession dans l'État, d'y faire rébellion, voire même d'y comploter, c'était assurément l'une des plus iniques étrangetés où pût s'égarer l'esprit de polémique.

Mais certains protestants eux-mêmes devenaient suspects ; on les soupçonnait, eux aussi, de s'affilier à la « conspiration ultramontaine internationale », si gratuitement soupçonnée par Bismarck. Ernest-Louis de Gerlach, l'ancien ami du chancelier, l'ancien rédacteur de la *Gazette de la Croix*, publiait une brochure : *Empereur et pape*² ; elle paraissait au même instant où le Memorandum épiscopal remuait les catholiques d'Allemagne. Tous ces fils du complot se croisaient, s'enchevêtraient, se resserraient, se consolidaient entre eux, formaient un réseau dont les Jésuites, sans doute, connaissaient l'arrogant mystère ! Bismarck pouvait lire, dans cette brochure protestante, à côté de l'apologie de l'Église, celle du Centre lui-même, avec lequel Louis de Gerlach avait noué des liens indissolubles³. On y voyait s'accumuler, sous cette plume respectée, les réfutations de tous les arguments que propageait à travers l'Allemagne la presse bismarckienne : Gerlach plaidait pour le Pape, pour

le Concile¹, pour les Jésuites², pour le caractère inoffensif du *Syllabus*³; il déclarait, non moins haut que les évêques, que l'Église de Dieu elle-même était menacée; il persiflait le mot de Bismarck sur Canossa. « Qu'a donc à faire avec Canossa, interrogeait-il, l'Empereur évangélique, à la tête du puissant et fidèle appareil de guerre de l'Empire allemand, et vis-à-vis d'un Pape de quatre-vingts ans, spolié par la révolution⁴? » Il opposait l'idéal du Centre à la politique du chancelier⁵; il dénonçait l'exclusion de l'Autriche, le « système des annexions », les élections majoritaires, l'indifférence de l'Empire à la spoliation du Pape, l'émancipation d'Israël, la liberté de l'usure; et sans crainte des sarcasmes bismarckiens, Gerlach, tout en demeurant le dévot de Luther, devenait le féal de Windthorst. Avec une joie qu'on eût dite maligne, il constatait que « l'Église catholique, comme puissance, était plus active, plus compacte, plus unie, plus pleine de confiance en elle-même, plus belliqueuse, mieux organisée » que dix-huit mois auparavant⁶. Et sans doute ce Gerlach représentait, dans le camp protestant, ce qu'était Mallinckrodt dans la fraction catholique; c'était un fédéraliste, un particulariste; premier motif pour lequel Bismarck pouvait récuser son opinion. Il y en avait un second : c'est que Gerlach, de tout temps, avait été connu pour ses sympathies romaines et qu'il ne craignait pas, même, de passer pour un peu Jésuite : ce luthérien disait son rosaire⁷; il professait une théorie d'après laquelle l'Église romaine, comme l'Église évangélique, était une partie de l'Église œcuménique, — et la meilleure partie⁸; il avait, en 1860, prêté son concours à l'historien Leo, pour organiser, à Erfurt, un audacieux et

confiant colloque, en vue de l'union des Églises¹; il déclarait éprouver, à l'endroit du « pauvre Pape », du « faible Pape » spolié de ses États, une piété d'enfant reconnaissant; il affirmait prendre sa part, avec gratitude, de toutes les bénédictions que les Papes, depuis Pie IX jusqu'à saint Pierre, avaient répandues sur le monde²; et l'attachement qu'il avait pour l'émancipation des confessions chrétiennes l'inclinait vers les évêques qui défendaient contre l'État la liberté du Verbe et l'éloignait tout doucement des pasteurs qui laissaient trop mollement absorber par l'État leur Église bureaucratisée.

Bismarck et sa presse pouvaient s'armer de tous ces arguments pour faire bon marché de l'avis de Gerlach. Mais dans le murmure des causeries, dans le secret des correspondances, un certain nombre de protestants conservateurs n'étaient pas loin de penser comme lui. Tel d'entre eux écrivait que la lecture de la *Germania* était pour lui un rafraîchissement, et que la souveraineté de l'État sur l'Église devait être considérée comme l'erreur fondamentale de l'époque³.

Un ancien ami de Bismarck, Andrae Roman, confiant au publiciste Rodolphe Meyer les plans de certaines initiatives sociales, lui disait son rêve d'obtenir la collaboration des catholiques: quelque « périlleuses et néfastes » que lui parussent les « aspirations du jésuitisme », il traitait d'iniquité, de sottise, la façon dont l'Allemagne les combattait, et il considérait que les conservateurs soucieux des intérêts religieux devaient rechercher de nouveaux points de contact, ébaucher des liens nouveaux, avec des individualités catholiques⁴.

On avait encore pu, quelques mois avant, mobiliser contre la Société de Jésus les piétistes conserva-

teurs de la vieille Prusse ; mais un certain nombre d'entre eux gardaient pour la religion, pour l'école, pour les grands intérêts moraux du pays, une sollicitude anxieuse ; et l'offensive de l'État contre un évêque leur déplaisait, dès qu'ils la voyaient applaudie par tous les ennemis de l'idée chrétienne. Windthorst, rendant compte de son mandat, développait devant ses électeurs le plan d'une défensive religieuse à laquelle concourraient les fidèles des deux Églises¹. Bismarck ne pouvait pas ignorer que son oncle Kleist Retzow rencontrait des parlementaires catholiques dans certaines maisons protestantes² ; il avait assurément entendu parler d'un certain *toast* porté par le hanovrien Brüel, un protestant membre du Centre, dans une réunion de la fraction. Brüel avait bu à la « future majorité protestante du Centre³ ». Souhait aventureux, souhait paradoxal, auquel Windthorst et Mallinckrodt, tout catholiques qu'ils fussent, avaient paru sourire.

Le discours de Windthorst, la brochure de Gerlach, le *toast* de Brüel, devaient apparaître à Bismarck comme une série d'indices alarmants ; il redoutait que sa majorité gouvernementale ne fût désertée, progressivement, par beaucoup de protestants croyants.

III

Une autre désertion semblait possible, dont l'éventualité l'inquiétait plus encore : celle de la Bavière. Sans doute les vieux-catholiques s'y agitaient ; ils faisaient venir de Hollande, en juillet, l'archevêque

Loos, qui régnait sur l'Église janséniste d'Utrecht *, et le priaient de distribuer, une quinzaine durant, quelques confirmations¹; cette effervescence anti-romaine ne pouvait qu'être avantageuse à la politique bismarckienne, et l'on assurait, dans certains cercles diplomatiques de La Haye, que c'était la légation même de Prusse qui avait mis en rapport avec les jansénistes de Hollande les vieux-catholiques de Bavière².

Mais si la Petite Église qui s'essayait à naître à Munich était toute prête à laisser la Prusse s'ingérer dans ses destinées, d'autres symptômes, dans les cercles purement politiques, faisaient craindre que l'État bavarois, au contraire, n'eût quelques vellétés d'être récalcitrant. La mort du premier ministre Hegnenberg, survenue le 2 juin 1872, avait été suivie d'une longue crise de cabinet, qui durait encore en septembre. Louis II joignait à sa haine de l'ultramontanisme certaines vellétés de particularisme**;

* Cette Église remonte à l'année 1702, où le chapitre d'Utrecht prit parti pour le vicaire apostolique Codde, que Rome avait suspendu. Grâce au concours de Varlet, évêque de Babylone, réfugié à Amsterdam, la consécration épiscopale fut donnée au successeur de Codde, et des lignées d'évêques jansénistes, repoussant la bulle *Unigenitus*, commencèrent à Utrecht et à Harlem. Ces prélats protestèrent, en 1853, contre le rétablissement de la hiérarchie catholique en Hollande, puis, en 1870, contre le Concile du Vatican, et consentirent, en 1908, à conférer la consécration épiscopale à un prêtre anglais marié. L'archevêque d'Utrecht, l'évêque de Harlem, et le curé de Rotterdam, qui porte le titre d'évêque titulaire de Deventer, régnaient en 1899 sur 8754 fidèles. (Voir ANTOINE MALET, *Études*, 20 janvier 1907, pp. 241-272, et *Nouvelle Revue théologique*, septembre-octobre 1908, pp. 513-523; NIPPOLD, *Aus dem letzten Jahrzehnt vor dem Vatikan Konzil*, pp. 10-37, et *Abseits vom Kulturkampf*, pp. 45-46 (Iéna, Costenoble, 1899).

** Les dépêches de Lefebvre de Béhaine sont bien instructives au sujet des tâtonnements politiques de Louis II. Tantôt,

selon qu'il pensait à la politique ou qu'il s'égarait dans la théologie, les combinaisons ministérielles qu'il ébauchait variaient singulièrement. Sa politique, où l'encourageait son ami Perglas¹, tendait à s'appuyer sur des ministres qui fussent capables de parler net à la Prusse; ses lubies théologiques, adroitement caressées dans certaines harangues universitaires², et sans cesse entretenues par certains personnages de son cabinet privé, le poussaient à mettre à la tête de l'État des hommes qui parlassent net à l'Église, comme jadis l'empereur Louis de Bavière avait parlé net au pape Jean XXII. Plusieurs semaines durant, les susceptibilités du souverain prévalurent sur celles de l'anti-infaillibiliste; et l'on crut que Gasser, ministre de Bavière à Stuttgart, réputé particulariste et ultramontain, allait être appelé au pouvoir, et que Lutz serait remplacé au ministère des Cultes par l'avocat Auer, dont les opinions particularistes étaient notoires³. Le haut clergé bava- rois, les journaux catholiques modérés, se réjouissaient déjà; seules, certaines feuilles catholiques qui

au bal de cour, il félicitait les députés patriotes de leur courageux dévouement à l'Église (dépêche du 6 février 1872); tantôt, durant la Semaine Sainte, il boudait l'église Saint-Pierre à cause d'un sermon qui lui avait déplu (dépêche du 12 avril 1872). « Le roi veut bien des particularistes, mais pas des ultramontains », écrivait Lefebvre de Béhaine, le 23 septembre 1872. « L'Église, après le naufrage social, finira par nous sauver tous », disait à Lefebvre de Béhaine, en juin 1872, le conseiller d'État Daxenberger, qui faisait l'intérim du ministère des Affaires étrangères. (Dépêche du 28 juin 1872.) D'autre part, Eisenhart, chef de cabinet du roi, parlait à Lefebvre de Béhaine, en juillet, de « la nécessité qui allait *malheureusement* s'imposer à la Bavière de prendre de nouvelles mesures de rigueur contre l'Église », et la *Gazette générale d'Augsbourg* lançait l'idée d'un service religieux interconfessionnel pour l'armée. (Dépêches des 10 et 15 juillet 1872.)

rêvaient d'une Bavière rompant publiquement avec l'Empire, se montraient boudeuses, à l'avance, pour le ministère Gasser¹.

Lutz s'inquiétait d'une telle combinaison, il entretenait l'historien Sybel de ce péril. Doellinger dénonçait à Bluntschli les influences autrichiennes et romaines qui prévalaient dans la famille du prince Luitpold, et faisait un crime à ce rameau des Wittelsbach de considérer le *Syllabus* et l'infailibilité comme des faits accomplis². Vieux-catholiques et nationaux-libéraux manifestèrent ; les fêtes auxquelles donna lieu le quatrième centenaire de l'université de Munich, offrirent un prétexte pour de bruyants hommages à Doellinger et pour des harangues fiévreuses sur le grand combat moral qui s'imposait* ; et la *Nouvelle Presse libre*, de Vienne, dont Bismarck savait se servir, fit gronder certaines menaces³.

Pour éviter le ministère Gasser, qui aurait marqué une réaction contre la politique antireligieuse de Lutz, on prit un biais singulier. Au moment même où Lutz appliquait avec une extrême rigueur la loi

* « Il s'agit d'un combat moral bien autrement difficile que celui où sont engagées les forces matérielles. Tant que ce combat n'aura pas été livré, la nation allemande n'aura assuré ni son repos ni son avenir. Qu'elle doive en sortir victorieuse, c'est ce que nous garantit l'exemple donné par l'université et par le glorieux recteur, qui est magnifique, non seulement de nom, mais dans le sens le plus élevé du mot. » (Discours de l'avocat Voelk, 2 août 1872, cité dans la *Gazette générale d'Augsbourg*, 4 août 1872, p. 3326.) Widenmayer, bourgmestre de Munich, au congrès des instituteurs (21 et 22 août 1872), leur disait : « C'est à vous de faire en sorte que les combats qui se livrent contre les ennemis de la culture allemande aient une issue heureuse », et le congrès préconisait l'école interconfessionnelle, par esprit d'hostilité, « non au Christ, mais à la hiérarchie ». (Dépêche Lefebvre de Béhaine du 27 août 1872. — MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuitenuntriebe*, pp. 444-445.)

contre les Jésuites¹, au moment où il faisait chasser de Ratisbonne, entre autres Jésuites, un membre d'une famille princière médiatisée, la *Nouvelle Presse libre* accusa ce ministre, lui demanda raison de ses faiblesses à l'égard de l'Église, des insuccès qu'il recueillait en n'opposant à l'ultramontanisme que des formules bureaucratiques, et lui signifia que pour conduire cette lutte ses mains débiles devaient remettre au prince de Bismarck le bâton de commandement. Car la Bavière avait une vocation : elle devait se tenir à l'avant-garde de l'Allemagne, sur le terrain des questions religieuses, comme s'y tenait la Prusse sur le terrain des questions militaires. Avec ses atèrmoiements, ses demi-mesures, Lutz avait mal réalisé ce programme, et les vieux-catholiques lui savaient mauvais gré d'avoir installé à la faculté de théologie de Munich deux professeurs dont l'esprit agréait aux évêques. L'audacieux journal viennois concluait qu'il n'était pas invraisemblable que la Bavière fût punie de son laisser-aller par une nouvelle diminution de son indépendance, et la faute en serait à Lutz, dont la mauvaise politique avait prouvé jusqu'à l'évidence la nécessité d'un empire unitaire*.

Neuf mois seulement s'étaient écoulés depuis que Lutz avait parachevé l'unité de l'Empire en mendiant auprès du Conseil fédéral et du *Reichstag* une loi pénale dont pourrait s'armer la Bavière dans sa lutte contre l'Église. On lui déclarait aujourd'hui qu'il n'avait marché ni assez droit ni

* La *Nouvelle Presse libre* continua de surveiller la Bavière : en mars 1873, elle reprocha au gouvernement de Munich de tolérer la présence du Jésuite Lœffler, précepteur du jeune prince de Taxis. (Dépêche Lefebvre de Béhaine, 7 mars 1873.)

assez vite; et le zèle anticatholique de l' « Empire unitaire », qu'il avait, en décembre 1871, appelé au secours du ministère bavarois, menaçait de se retourner contre la nation bavaroise, et de la frapper. C'en fut fait du projet de ministère Gasser: le 19 septembre, Pfretzschner était appelé au pouvoir¹. Il gardait Lutz comme collaborateur; et les vieux-catholiques, qui lui demandaient sans cesse plus qu'il ne pouvait accorder², et qui avaient dû applaudir à l'invective de la *Nouvelle Presse libre*, se consolèrent à la pensée que Bismarck, à Munich, continuerait d'être bien servi et bien obéi. Werthern, représentant de Guillaume sur les bords de l'Isar, se vantait de mener à bonne fin, en trois ans, le plan de germanisation de la Bavière³.

Des novellistes informés, dans le courant de l'été, avaient pu, pendant un instant, faire craindre à Berlin que le grand-duché de Bade, aussi, n'essayât quelques coquetteries à l'endroit de l'Église: on avait parlé d'un compromis qui s'élaborait entre le ministre Jolly et l'archevêché de Fribourg au sujet de l'examen d'État que, depuis 1867, Bade prétendait imposer aux séminaristes. L'État, disait-on, ne ferait plus défiler devant le même jury d'examen les futurs prêtres et les futurs pasteurs; il admettrait la présence d'un commissaire épiscopal; il renoncerait à faire des interrogations sur le droit canon; il n'imposerait plus aux clercs l'assistance préalable à certains cours; et moyennant ces sacrifices la paix régnerait entre l'État et l'Église. Tous ces détails étaient exacts: Jolly et l'administrateur épiscopal Kübel⁴ en étaient effectivement tombés d'accord. Mais on apprit que Kübel avait demandé pour ce compromis l'approbation de Rome, et que Jolly, lui, s'était refusé à atten-

dre. En novembre 1872, parurent à Carlsruhe de nouvelles ordonnances sur l'examen des prêtres, où l'on ne retrouvait plus les plus importantes des concessions qu'avait, six mois avant, consenties Jolly¹.

Ces ordonnances amenèrent la curie archiépiscopale de Fribourg à protester à nouveau contre l'immixtion de l'État dans la vie de l'Église²; aux on-dit qui annonçaient une trêve, c'était un bruit de guerre qui succédait. Le gouvernement badois resserrait ses liens avec le chancelier de l'Empire; et Jolly, faisant séjour à Berlin quelques mois après, y était non seulement fêté, mais consulté sur les mesures à prendre contre l'Église. Lefebvre de Béhaine, qui, de son observatoire de Munich, épiait avec une curiosité avertie les manèges des divers États du Sud, notait que les nationaux-libéraux, après avoir en 1871 tenté d'installer à Munich « le quartier général des opérations contre la Curie Romaine », reprenaient décidément le grand duché de Bade comme centre de leur offensive³.

En Hesse, également, l'avènement du ministère Hofmann sanctionnait la défaite des idées « ultramontaines⁴ »; et la subite mise à la retraite du pédagogue catholique Henri Bone, directeur du gymnase de Mayence, allait bientôt apparaître comme un défi à Ketteler⁵. Quant au Wurtemberg, coupable d'être une oasis de paix religieuse, les *Grenzboten* lui infligeaient de sévères avertissements⁶. « Ce qui se passe à Stuttgart, y lisait-on, est pire qu'en Prusse sous Mühler. Assurément, la *Germania* a toutes raisons d'être contente du Wurtemberg ». Une certaine orthodoxie civique s'installait en Allemagne; hors d'elle, il n'y avait plus de bons Allemands. Les membres du Centre y manquaient lorsqu'ils critiquaient les

lois d'exception qui frappaient les Polonais de Posnanie¹; Jacob Lindau, le tribun catholique de Bade, y manquait à son tour, lorsqu'il célébrait dans un discours le dévouement de la France au Saint-Père². Cette orthodoxie se dénommait l'esprit unitaire; elle se reconnaissait à des signes expressément définis: il fallait être anti-français, anti-guelfe, anti-polonais, mais surtout anti-romain; Sedlnitzky, l'ancien prince-évêque de Breslau, qui avait fini par passer au protestantisme, était glorifié par les *Grenzboten* comme le dernier évêque que l'on pût honorer du nom de patriote allemand³; la passion croissante de Bismarck contre l'ennemi « ultramontain », suivant qu'elle rencontrait des docilités ou des résistances, accordait ou marchandait les brevets de civisme.

L'Europe regardait, dans un silence étonné, peut-être intimidé; mais une voix grandiloquente retentissait, pour crier à l'Allemagne un audacieux bravo. C'était la voix de Joseph Garibaldi. Son île de Caprera devenait une sorte de Patmos, d'où son emphase inconsciemment bouffonne commentait l'histoire du monde et faisait mine de la dominer. « Il n'y a qu'un seul gouvernement en Europe, clamait-il, qui mérite les éloges de tous les hommes raisonnables, parce qu'il marche vraiment sur la tête de l'hydre jésuitique⁴: Bismarck mérite la gratitude du monde entier ». Il vaticinait encore: « Nous admirons le majestueux progrès de l'Allemagne sur la voie de la vérité, et sa lutte glorieuse contre le jésuitisme. Nous devons appeler publiquement défenseur et protecteur de l'émancipation de l'humanité celui qui frappe au cœur le monstre des ténèbres⁵ ». Les armées allemandes stationnaient toujours dans un certain nombre de nos départements, le joug de l'occupation

s'appesantissait sur l'Alsace et sur la Lorraine; mais Garibaldi crut qu'il pouvait, sans se brouiller avec ses amis politiques de France, réclamer pour le despotique chancelier de l'Empire, qualifié d'émancipateur, la « gratitude » de l'univers.

IV

Au jour le jour, depuis 1870, certains politiciens, frottés de théologie évangélique, échauffaient Bismarck contre Rome et, tant bien que mal, s'évertuaient à fixer ses caprices et à prolonger ses colères : ils s'appelaient Abeken, Wagener, Roessler; ils croyaient connaître le terrain d'Eglise et le connaissaient plus mal encore que Bismarck, plus mal, aussi, que Lothaire Bucher, qui souvent prêtait sa plume au chancelier pour le règlement des affaires religieuses¹. Improvisé diplomate après avoir joué un grand rôle dans les destinées de l'évangélisme prussien, Abeken aurait souhaité un « État patriarcal où le pouvoir civil et les Églises auraient marché la main dans la main »; déchu de ce rêve, il en accusait le fanatisme de l'Eglise, et il la haïssait. Il n'avait que dédain pour les évêques, qui s'étaient soumis au « Pape infallible, ennemi de toute vie et de toute culture »; et jusqu'à sa mort, qui survint en 1872, il sut inspirer à Bismarck une certaine mésestime pour ces volontés épiscopales qui avaient fléchi, et lui donner l'illusion de leur faiblesse². Wagener avait caressé le rêve archaïque d'un primat de Germanie dirigeant, avec le strict respect mérité par Rome, une Eglise de Germanie³, et Wagener considérait la centralisation romaine comme un échec pour son imagination personnelle.

Quant au publiciste Constantin Roessler, dont la brochure de 1859 sur la question italienne avait été attribuée à Bismarck lui-même, et qui fut peut-être, parmi ses compatriotes, le premier de tous à discerner le génie du futur chancelier et à pronostiquer sa gloire, il avait gardé, de quelques études de théologie faites à Halle, un certain goût pour les questions religieuses. Un hégélien devient facilement un Jacobin : Roessler était hégélien. « Si quelque chose est faux et déraisonnable, disait-il, peu importe si cela a duré, peu importe combien de temps cela a duré ; il faut une réforme¹. » Ceux qui rendaient hommage à la forte structure du catholicisme lui déplaisaient : « Vous êtes de ces gens, ricanait-il, qui ne veulent rester loin de cette Église que parce que d'une certaine distance elle se fait mieux admirer² ». Roessler, lui, aurait volontiers remanié les Églises comme un réformateur remanie l'Etat ; et tout haut il rêvait, tant aux oreilles du chancelier que dans les articles qu'il écrivait pour lui, d'une Église nationale qui rajeunirait le christianisme et qui mettrait au service de l'État allemand, menacé par Rome, « les forces religieuses régénératrices » susceptibles de surgir, encore, du catholicisme allemand³. Autour de Bismarck s'agitaient ainsi, contre la Curie, d'ambitieuses et vagues illusions, qui comptaient sur la force bismarckienne, plus encore que sur le Dieu de Luther, pour s'épanouir, enfin, en réalités victorieuses.

Toujours militantes, toujours insatisfaites, ces illusions composaient autour du chancelier une atmosphère affolante, où passaient à tous moments des vents de guerre ; mais ce n'est pas là que se mûrissait le programme même de la guerre et que s'en concertaient les tout prochains détails. Ce pro-

gramme se préparait loin de Bismarck, un peu à l'écart de lui, et même, parfois, presque malgré lui.

Les juristes que, dès le mois d'août, Falk avait convoqués, étudiaient en silence : tous les projets seraient fixés, pour l'heure où Bismarck, dans une saute d'humeur, les mettrait à l'ordre du jour ; toutes les étapes seraient concertées, pour l'instant où il serait du goût de Bismarck de les franchir, lentement ou rapidement... Un bureaucrate consciencieux, Hübler, centralisait le travail. On consulta d'abord les plus illustres canonistes protestants ; c'étaient, à côté du député Dove, les professeurs Hinschius, Friedberg, Otto Meier¹ : et puis, en septembre, on invoqua l'avis de Jean-Frédéric Schulte, le canoniste vieux-catholique. Professeur à l'université de Rostock, Otto Meier avait, dès 1848, senti l'éclosion d'une opinion publique catholique, et tout de suite sonné l'alarme ; la première brochure dirigée contre les libertés de l'Église prussienne était sortie de sa plume, juvénile et fouguese². Puis, dans l'atmosphère de paix religieuse qu'avait créée la Constitution de 1850, deux explosions avaient retenti : c'étaient deux gros volumes de Meier sur la Propagande, dénonçant les périls auxquels l'apostolat catholique exposait la confession rivale³. Enfin, en 1871, il avait commencé la publication d'un savant ouvrage d'histoire, pour lequel les États de l'Allemagne lui avaient ouvert leurs archives : il y traitait de leurs rapports avec le Saint-Siège durant le premier tiers du dix-neuvième siècle ; et de tous ces chapitres d'histoire, qui valent la peine encore d'être relus aujourd'hui, Meier tirait cette conclusion, très arbitraire, très passionnée, que dans les contrats avec l'Église les États étaient toujours dupes, et que la séparation s'imposait⁴.

C'était un luthérien très fervent qu'Otto Meier ; mais son antipathie naturelle contre tout épanouissement du catholicisme l'amenait à professer des théories qui voisinaient avec l'athéisme d'État ; et dans la disgrâce à laquelle il condamnait le Vicaire de Dieu, le prestige public de Dieu lui-même risquait de succomber.

Une séparation, voilà ce que souhaitait aussi le juriste Paul Hinschius, tour à tour professeur aux universités de Kiel et de Berlin¹. Il admettait que les prêtres, librement nommés par l'évêque, célébrent un culte public, et que l'Église pût être propriétaire, sous certaines réserves destinées à entraver les progrès de la mainmorte ; mais que l'État mit son influence au service du catholicisme, qu'il le fit enseigner à l'école, qu'il gardât dans ses universités des facultés de théologie, qu'il prêtât le concours de ses fonctionnaires pour la levée des impôts d'Église, Hinschius ne le voulait plus ; et il s'opposait, aussi, à ce que l'État se laissât enchaîner par des traités conclus avec le Pape, et prolongeât les libéralités pécuniaires imposées par ces traités². Bref, au gré d'Hinschius, l'État devait prévenir les catholiques qu'à l'avenir il ne connaissait plus ni leur Dieu, ni leur Pape, et que d'ailleurs ils étaient libres.

C'est aux antipodes que se tenait Schulte, qui, traînant avec lui l'imposant bagage de ses subtilités dialectiques et de son érudition historique, avait passé du service de l'Église romaine au service des opposants « vieux-catholiques ». Les rêves qui s'étaient ébauchés au mois d'août 1872, au congrès vieux-catholique de Cologne³, donnaient à Schulte quelque prestige : on avait tracé le plan d'une vaste confédération qui grouperait sous les auspices du vieux-ca-

tholicisme germanique toutes les confessions chrétiennes détachées de Rome et qui assiérât, en face du Vatican, un impérialisme spirituel de la Germanie*. Schulte avait présidé les assises où l'on avait audacieusement projeté cette nouvelle victoire allemande, et Schulte trouvait dans l'évocation d'un tel songe une occasion nouvelle d'être glorieux.

Il estimait qu'une séparation des Églises et de l'État fortifierait dans l'Église catholique la hiérarchie et, tout au contraire, affaiblirait l'Église protestante, traditionnellement encadrée dans l'État et appuyée sur l'État¹. Il visait, lui, à faire du clergé un clergé national. De même que son coreligionnaire Reinkens voulait que les évêques fussent mis en demeure de rejeter formellement la bulle de Boniface VIII, *Unam sanctam*, sous peine de révocation², de même Schulte travaillait à mettre aux prises l'État et la hiérarchie épiscopale, et c'est contre elle qu'il édifiait ses batteries. Elle régnait sur l'enseignement théologique : Schulte ne voulait plus ni grands séminaires, ni petits séminaires, ni convicts épiscopaux. Elle régnait sur les petits curés : Schulte demandait que l'État créât un organe pour exprimer en face

* A vrai dire, quand on passait aux détails, d'étranges divergences se faisaient jour, attestées par une conversation entre Bluntschli et Doellinger. Le théologien de Munich craignait que si les vieux-catholiques faisaient trop de concessions au protestantisme, le ralliement des Grecs et des Anglicans ne devint difficile et que cette gigantesque entreprise n'avortât, comme naguère le mouvement « allemand-catholique » inauguré par le prêtre Ronge. Au contraire, le juriste Bluntschli ne visait qu'à la formation d'une Église nationale allemande, où s'amalgameraient protestants et vieux-catholiques. C'étaient assurément deux façons très différentes de comprendre la confédération rêvée. Voir BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges aus meinem Leben*, III, pp. 298 à 304. Nördlingen, Beck, 1884.

des évêques les désirs de l'Église, c'est-à-dire des fidèles : cet organe, ce serait la communauté. Dûment reconnue par l'Etat, investie par lui de certains droits, la communauté des laïques serait tout naturellement appelée à régler les différends qui surgiraient au milieu d'elle entre catholiques romains et vieux-catholiques. On dénombrerait les deux fractions rivales ; le groupe formant majorité userait de l'église aux heures où le culte s'y donnait avant 1870 ; l'autre groupe aurait le droit de s'y réunir à d'autres heures. Le curé de la majorité pourrait garder jusqu'à 600 thalers d'émoluments, et le vicaire jusqu'à 400 thalers ; si les revenus de la cure ou du vicariat dépassaient ce chiffre, le surcroît serait affecté à l'entretien du prêtre de la minorité. Des comités de fidèles régleraient à l'amiable le partage et la jouissance des biens d'Église ; en cas de difficultés, le commissaire d'Etat interviendrait. Vingt mille thalers seraient prévus, par le budget de l'Etat, pour les besoins généraux du culte vieux-catholique, et les évêques vieux-catholiques jouiraient des mêmes droits que les évêques de la confession romaine.

Ainsi Schulte réclamait que la législation finît par avoir égard à cette confession vieille-catholique dont il était le plus éminent représentant, et dont l'une des maximes paraissait être, désormais, d'attribuer aux laïques, dans la société religieuse, une influence à demi directrice. Et puis, tout de suite après, au nom même du sens qu'il donnait au mot *Eglise*, au nom du contraste qu'il dessinait entre l'*Ecclesia*, communauté des fidèles, et la hiérarchie sacerdotale, au nom de ses théories historiques sur le christianisme primitif, il prétendait que le législateur installât dans la confession romaine elle-

même, à côté et en face de l'épiscopat, cet organisme laïque, et qu'ainsi, de vive force, on modelât l'organisation d'une Eglise séculaire sur l'organisation, rudimentaire encore, du vieux-catholicisme naissant. Le projet qu'apportait Schulte remplissait trois longs « Mémoires¹ » et se présentait comme un tout. Si l'on en détachait quelques fragments, si l'on en prenait quelques morceaux, l'exigeant professeur ne garantissait plus le succès²; il insistait, surtout, pour que l'autorité de l'État attribuât à la foule des fidèles laïques une sorte de personnalité dans l'Eglise, et donnât une sanction juridique à leurs droits historiques et normaux, méconnus, disait-il, par la puissance épiscopale.

Il parlait avec assurance : simple laïque, il avait su se faire obéir par le congrès vieux-catholique de Cologne ; et la prépondérance personnelle qu'il exerçait dans cette ombre d'Eglise lui apparaissait peut-être comme le symbole et l'exemple de ce que devait être, à l'avenir, la prépondérance des laïques dans l'Eglise même du pape. « Une nouvelle évolution doit dès maintenant commencer », avait écrit au lendemain du Concile le philosophe de l'inconscient, Edouard de Hartmann. « Elle se définira : *populus contra clerum*. Elle sera une rupture avec le principe catholique romain, avec la contrainte en matière de foi, avec la mise en tutelle par la hiérarchie d'un laïcisme privé de tout droit³. » Il semblait que Schulte, qui, vingt ans durant, avait été l'un des chevaliers servants du catholicisme, dépensait désormais tout son savoir et toute sa vigueur d'esprit pour concerter les détails de cette évolution.

Ni les conclusions de Hinschius, qu'on accusait de désarmer la société civile et dont bientôt, d'ailleurs, ce

juriste fut le premier à faire abandon *, ni les visées de Schulte, qui auraient abouti à une organisation démocratique des Églises édiflée sous les auspices de l'État, n'étaient acceptées par Emile Friedberg ¹. Plus jeune que ces deux professeurs, mais très connu déjà par les travaux qu'il avait consacrés aux derniers conflits religieux, Friedberg écrivait dès 1871 :

Si une société religieuse, de fondation nouvelle, se présentait avec des maximes pareilles à celles que le Concile a érigées en article de foi, nous regarderions sans nul doute comme un devoir de l'État de l'opprimer, de l'anéantir, de la terrasser par la violence. ²

Mais puisque l'Église était d'âge respectable, puisqu'on ne la pouvait traiter comme une improvisation séditieuse, Friedberg élaborait au moins tout un système de politique ecclésiastique, qui consacrait le règne de l'État sur l'Église.

Dans d'autres pays, cela s'était appelé josphisme ; c'étaient plutôt, en Prusse, les maximes du vieux luthéranisme, qui prédestinaient les esprits à concevoir cette sujétion de l'établissement religieux et à l'accepter. Les vieux luthériens, en professant la doctrine d'après laquelle toute l'ordonnance extérieure de l'Église était chose d'État et relevait de l'État, s'étaient peut-être moins souciés de faire au pouvoir civil un cadeau, que de montrer la médiocre importance qu'ils attachaient à tout ce qu'il y avait de

* Plus tard, les idées de Hinschius se modifieront ; et dans les pages de droit canon qu'il donnera au *Manuel* de Marquardsen, il soutiendra que l'État a le droit de se mêler de la formation des prêtres, et admettra que l'État peut interdire à certains sujets les charges ecclésiastiques. (MARQUARDESEN, *Handbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart*, I pp. 291 à 295. Fribourg, Mohr, 1883.)

visible dans l'Église, et sans doute avaient-ils cru rehausser encore, par là même, en l'exaltant jusque dans les inaccessibles profondeurs de l'invisible, l'autonomie personnelle des consciences; mais on avait vu disparaître, dans les consciences ainsi glorifiées, cet intérêt soucieux pour la dignité du sacerdoce, ces susceptibilités jalouses pour l'honneur de l'Église, qui continuaient de hanter, de soutenir et de mouvoir les consciences catholiques. Les exigences et l'essence même du catholicisme étaient pleinement incomprises, pour beaucoup d'Allemands. La liberté religieuse avait cessé d'être pour eux un besoin, et rien ne faisait obstacle aux suggestions de Friedberg, ni dans leurs intelligences, que séduisait la rigueur de ses formules, ni dans leurs âmes, devenues indifférentes à certaines brutalités.

Au delà de l'Atlantique, ce canoniste averti voyait prospérer et progresser, aux États-Unis, l'Église libre séparée de l'État libre. Ainsi la séparation, là-bas, profitait à l'influence romaine; Friedberg concluait qu'il y aurait un grand péril à la décréter immédiatement pour l'Allemagne, où le catholicisme s'appuyait sur de vieilles racines historiques. Friedberg frémissait devant une telle expérience. Le débat qui s'était ouvert entre l'Église et le pouvoir laïque était pour lui une question de puissance (*Machtfrage*); et l'État, au lieu de s'effacer, devait officiellement autoriser l'Église et s'installer chez elle en maître.

Surveillée, dirigée, dominée, cette Église, par l'accomplissement même de sa mission propre, pouvait encore, pour l'instant, être utile à la société civile. Friedberg admettait, même, que l'instruction religieuse fût donnée dans le bâtiment scolaire, et ne cachait pas d'ailleurs cette arrière-pensée que l'État,

propriétaire du local, aurait ainsi plus de facilités pour épier les leçons du prêtre. Il constatait que le prêtre était un éducateur, au sens élevé du mot, et provisoirement il y consentait. Mais cette Église pouvait devenir, et même, d'ores et déjà, était à certains égards devenue dangereuse : il convenait de la rendre le plus inoffensive possible. D'autant que peut-être, dans un avenir indécis encore, l'État finirait par se passer d'elle; et pour ce jour-là, des précautions devaient être prises.

Tels ces chirurgiens qui, craignant des résolutions trop décisives, posent sur un pauvre corps endolori des appareils provisoires et rêvent toujours de la belle opération qui pourrait être tentée et qui, plus tard, peut-être, s'imposera; tel Friedberg, désertant un moment la langue juridique pour la langue chirurgicale, se penchait vers le point d'attache entre le membre Église et le corps de l'État, et multipliait, en cet endroit douloureux, toutes sortes d'expédients doucement cruels. De cette façon, pensait-il, la grande opération, c'est-à-dire la séparation, périlleuse parce que prématurée, serait peut-être évitée, peut-être préparée, mais certainement ajournée. Il les faut lire dans le texte, ces métaphores de Friedberg, froides comme l'acier du couperet; il faut, après les avoir lues, refaire un effort pour bien se représenter que la matière vive dont il parle et sur laquelle il travaille n'est autre que l'âme même de plusieurs millions d'Allemands.

Si plus tard le membre Église doit être détaché du corps de l'État, disait-il expressément, nous voulons prendre toutes les dispositions préalables pour que cette opération ait lieu avec le moins de périls possibles et de façon à affaiblir le corps le moins possible.

Nous voulons, en attendant, faire la ligature des vaisseaux d'où le sang de l'État découle dans le membre Église, et par lesquels il lui apporte la force et la vie. Nous voulons progressivement isoler le membre Église, habituer l'État à n'en avoir plus besoin ; l'État ensuite s'apercevra à peine si ce membre est amputé ; la plaie se cautérisera facilement et il ne sera pas question d'hémorragie...

A vrai dire, Friedberg confessait que l'autorité sacerdotale avait fréquemment, dans le peuple, des racines plus profondes que celles mêmes de l'État ; mais à ses yeux, c'était précisément une raison pour que l'État provoquât la judicieuse action des chirurgiens. Comment, en effet, s'étaient-elles affermies, ces racines étrangement robustes, sinon par la collaboration ou tout au moins par la complaisance du pouvoir civil ? Ainsi l'État, vis-à-vis de l'Église, avait joué le même rôle d'auxiliaire, sinon même d'architecte, que le patron qui, dans la paroisse, avait construit et entretenait le lieu du culte. Mais ce patron possédait en échange un certain droit d'intervention dans la nomination des curés ; l'État, de son côté, devait, d'un bout à l'autre du territoire, posséder un tel droit, et non pas le réclamer de l'Église, mais le prendre et l'exercer. Chaque curé, avant de faire acte de pasteur, devait obtenir de l'État ce que Friedberg appelait la *missio civilis* : à cette condition seulement, il pourrait remplir son rôle d'éducateur populaire.

Pour la formation de cet éducateur, aussi, l'État devait intervenir. Il semblait à Friedberg que le futur prêtre, mûrissant en serre chaude, était dressé d'une façon mécanique plutôt qu'il n'était élevé ; que les effets de la science, et l'émancipation spirituelle qui

en résulte, lui demeureraient inconnus ; que les matières qu'on lui inculquait asservissaient et opprimaient l'esprit au lieu de l'affranchir ; que « cette culture nationale qui apprend à se sentir membre d'un peuple et non pas seulement d'une caste cosmopolite », lui demeurerait un livre fermé : tant qu'il en serait ainsi, l'Etat ne pourrait jamais compter trouver dans l'Église un terrain pour ses propres aspirations ; et « les marionnettes cléricales, sans volonté propre, pendraient aux fils avec lesquels on les dirigeait de Rome ». Tout cela changerait, si le jeune clerc était soustrait aux effets de la pédagogie jésuitique, « dévastatrice pour le cœur et pour la pensée » ; si dans les universités, ces « pépinières de la vie germanique », il s'imprégnait d'une science non confessionnelle ; et si enfin l'État, au lieu de s'en remettre au verdict des supérieurs ecclésiastiques, voulait apprécier, par lui-même, l'aptitude des jeunes clercs pour le ministère.

Enfin Friedberg réclamait la création d'une juridiction spéciale. Les magistrats, remarquait-il, sont familiers surtout au domaine du droit privé, et ne peuvent, ni même ne doivent avoir égard à la répercussion politique de leurs décisions. Il souhaitait qu'un tribunal fût institué, chargé de redresser tous les torts de l'Église envers l'État, et de les venger. On ne se contenterait pas, comme en France, d'une platonique déclaration d'abus ; le tribunal rêvé par Friedberg devait disposer d'autres armes. Il pourrait frapper d'amende, condamner à la prison, l'ecclésiastique délinquant et son supérieur hiérarchique responsable ; il pourrait même, au nom de l'État, en leur enlevant ce que Friedberg appelait la *missio civilis*, suspendre, en fait, leur activité pastorale.

Friedberg ne se dissimulait pas l'étrange gravité de ce dernier projet : l'État qui réaliserait ce programme ressusciterait en quelque sorte, pour les ministres du culte coupables de lui déplaire, un spectre analogue à l'interdit du moyen âge ; il suffirait du trait de plume d'un greffier pour éteindre dans une paroisse la vie spirituelle en défendant au prêtre de faire acte de prêtre. Friedberg ajoutait d'ailleurs quelques avis de prudence ; il ne faudrait pas que l'État s'avancât dans cette voie trop à la légère, et qu'il fût ensuite forcé de battre en retraite ; ce serait affaiblir son autorité, au lieu de la fortifier.

Ainsi Friedberg avait-il dessiné, dans plusieurs pages de son livre : *Les Frontières entre l'Église et l'État*, le programme de la prochaine offensive, et puis, en une ligne fugitive et nuancée d'inquiétude, la perspective de la future retraite¹.

C'est pour la Prusse, surtout, qu'une telle législation lui paraissait urgente ; mais il ne songeait à rien de moins qu'à mettre en branle l'appareil plus solennel des lois d'Empire, et à réclamer du *Reichstag* qu'il armât ainsi contre l'ultramontanisme tous les États allemands. Il lui paraissait périlleux, que ces États, chacun de son côté, jouassent avec l'Église une partie ; « celui qui, dans cette âpre lutte, succomberait ou céderait, deviendrait une citadelle ultramontaine, menaçante pour les voisins ». Et puis, on devait prévoir un combat acharné ; ce ne serait pas trop, pour les soutenir, de toute la force de l'Empire, groupant en une compacte phalange ces perspicaces États, qui seraient joyeux de remettre à ce pouvoir suprême le soin de les défendre contre l'Église. « Il en sera de cette guerre, concluait Friedberg, comme de celle de 1870 : la direction unique de l'homme qui

a créé pour nous la patrie allemande, nous mènera à la victoire ¹ ».

Ainsi se terminaient, par un appel à Bismarck, les projets d'avenir que construisait Friedberg. Falk était content; la doctrine de Friedberg répondait à ses propres instincts. Falk aimait à porter, dans l'administration des cultes, un esprit d'étroite minutie, et une rigueur un peu sèche; sa nature ignorait les élans de la colère, et la violence des à-coups. Pas de caprices chez lui, pas de souplesse politique non plus. Voyant devant lui une série de problèmes à résoudre, concernant les rapports entre les évêques et l'Etat, il considérait ces problèmes comme un objet de science. Un savant, Friedberg, lui présentait des solutions nettes, bien dessinées; il les préférait à toute autre. Il y avait là pour Falk des questions de géométrie politique : Friedberg était un géomètre. Mais pour ce Bismarck dont dépendait Falk et qu'invoquait Friedberg, il y avait là des questions de politique tout court. La politique est changeante, au gré de l'humeur, au gré des circonstances; la géométrie politique, elle, est inflexible.

Cette inflexibilité déplaisait à Bismarck : s'enchaîner lui-même en voulant enchaîner l'Église lui était désagréable. Quoi qu'en pût dire la *Correspondance de Genève*, il ne visait pas à être « le grand sacristain et le premier sonneur de l'Église nationale ² ». C'était bon pour un Joseph II, ou même pour un Falk, de se faire le prisonnier d'une pareille besogne. Bismarck aspirait, suivant son caprice ou suivant les besoins de l'heure, à tyranniser ou bien à abdiquer; les projets de Falk et de Friedberg contraindraient l'Etat de se comporter toujours en tyran. La géométrie politique, appliquée par des bureaux, paralyserait

le jeu de la politique, concerté par un Bismarck. De là surgissaient, entre Bismarck et Falk, certaines diversités qui les agaçaient tous les deux. « Le chancelier ne veut aucun plan, murmurait Falk ; il ne veut aucune décision de principe qui ait une force contraignante ; car il tient à garder les mains libres, afin de pouvoir, selon les cas, agir et trancher ; je ne peux réussir à ce qu'on ait une politique systématique¹ ».

« Le prince de Bismarck, dira plus tard, en 1887, le député Brüel, est le seul qui n'ait considéré les lois de mai que comme des lois de combat ; Falk, Gneist et consorts voulaient créer par cette législation un *monumentum aere perennius*². » Rien de plus exact, et rien n'explique mieux la mésentente, souvent occulte, parfois visible, qui troubla si fréquemment la collaboration de Falk et de Bismarck. Aux heures où cette mésentente s'accroissait, on voyait Bismarck songer à remplacer Falk, et faire sonder l'économiste Rodbertus pour savoir si d'aventure il accepterait le ministère des cultes³ ; ou bien, on entendait Falk gémir, tantôt sur l'affaiblissement de sa santé, tantôt sur la difficulté de s'accorder avec son chef, et témoigner l'intention de prendre bientôt sa retraite. Il n'était pas jusqu'au grand duc de Bade en personne qui ne reçût les confidences de Falk et qui ne devint ainsi le témoin de la désunion entre le ministre et le chancelier⁴.

V

En cet automne de 1872, Bismarck était peut-être plus excité que résolu. Recevant d'un certain nombre

de parlementaires anglais une adresse hostile à l'ultramontanisme, il leur répondait : « Dieu nous protégera contre ceux mêmes de nos ennemis qui couvrent de son nom sacré leur hostilité contre notre paix intérieure¹ ». Très sincèrement, très religieusement même, il escomptait que Dieu aiderait l'État. Mais l'État lui-même, comment s'aiderait-il ? Bismarck sentait, tout le premier, que des résistances s'insurgeraient, à la Cour, et dans la conscience même de l'Empereur, contre une politique violente.

De temps à autre l'Empereur écoutait, sur la question catholique, certaines conférences que lui donnait un personnage du nom d'Henri Gelzer². Ancien théologien, ce Gelzer avait, comme beaucoup d'autres à cette date, déserté les spéculations sur l'au-delà pour se mêler aux manèges des chancelleries ou plutôt à la politique secrète des souverains. Il servait deux maîtres, qui s'accordaient bien entre eux, et qui dès lors pouvaient s'accommoder du même factotum : c'étaient l'Empereur et le grand duc de Bade, le beau-père et le gendre ; il avait, par des démarches en 1870, aidé à la fondation de l'Empire. Il connaissait Rome, où le grand duc de Bade l'avait envoyé, lors du Concile ; il connaissait plusieurs personnalités catholiques, telles que l'évêque Hefele³. Les *Feuilles mensuelles protestantes*, que longtemps il avait dirigées, étaient fort éloignées d'une théologie orthodoxe ; Gelzer, néanmoins, devenait rigoureux et intransigeant, en face des philosophies athées : il proclamait l'urgence d'« annoncer au monde matérialiste et sceptique la vérité fondamentale de l'immortalité ». De marcher la main dans la main contre l'Église avec les matérialistes ou les sceptiques qui formaient le gros du parti national-libéral,

cela lui déplaisait. L'oppression d'une Église sous le poids d'une légalité brutale avait pour lui quelque chose de choquant. Ses solutions étaient vagues : il rêvait de la constitution d'un vaste ministère d'Empire, qui créerait et dirigerait une éducation nationale¹. Mais ses critiques contre la politique bismarckienne étaient plus précises, et dans ses entretiens avec l'empereur, il désapprouvait et redoutait les persécutions imminentes.

Le grand duc de Bade, le souverain chez qui s'étaient essayés les premiers assauts contre l'Église, avait peut-être dans l'oreille, encore, certains propos de Gelzer, lorsqu'il disait à Gontaut-Biron : « Il faut se servir du frein de la religion contre les doctrines déplorables de l'Internationale, le fléau de tous les Etats et de toutes les sociétés modernes. Voilà la seule guerre que nous devrions faire en Europe² ». Ces propos étaient sages, et Gontaut ne pouvait qu'y acquiescer ; mais Gontaut savait que certaines questions soulevées ont l'irréparable portée de certains faits accomplis. « Pourquoi Bismarck les soulève-t-il ? demandait Gortschakoff à Gontaut ; il me semble que la tête lui tourne³ ». Sage ou fou, Bismarck menait l'histoire ; il y avait désormais, de par la volonté de Bismarck et des nationaux-libéraux, sur l'horizon politique de l'Allemagne, une « question ecclésiastique », impérieuse, importune, dévastatrice peut-être, mais inéluctable.

« C'est la question brûlante, notait le 4 novembre 1872 Charles-Antoine de Hohenzollern⁴, père du roi de Roumanie : elle soulève beaucoup de poussière, aigrit la vie de famille, et recèle incontestablement des dangers pour l'avenir. » Tout catholique qu'il fût, il prenait le parti de l'État, et, par une alliance

de mots que Bismarck eût aimée, il reprochait « aux ultramontains et à la France » de faire croire que la Prusse voulait « tout rendre protestant ». L'Empereur le consultait ; Charles-Antoine était d'avis qu'on ne pouvait éviter la lutte. Il conseillait à Guillaume de ne jamais s'engager dans des querelles théologiques ou dogmatiques ; car l'histoire enseigne, observait-il sagement, que l'État est toujours obligé d'en venir à composition sur ce terrain. Mais quant aux « cas concrets » intéressant les rapports entre l'Eglise et l'État, il engageait l'Empereur à les résoudre toujours avec la plus grande énergie. « En somme, écrivait-il à son fils, on a seulement besoin d'introduire encore le mariage civil, la séparation de l'Eglise et de l'école, et les examens d'État pour les ecclésiastiques. Mais à part cela, il faut laisser à l'Église sa liberté ; l'État n'a pas à s'inquiéter des dogmes, car ceux-ci relèvent exclusivement de la conscience des catholiques ¹. » L'impression finale de Charles-Antoine de Hohenzollern était une impression d'ennui : les conflits qui s'annonçaient lui paraissaient « très peu réjouissants ». Nous trompions-nous beaucoup en devinant, entre les lignes de cette lettre, les pensées et les sentiments qui lentement prévalaient dans les cercles dirigeants de la Cour ? On s'avancait vers la lutte sans enthousiasme, et même sans joie ; on avait si complaisamment dénoncé l'ennemi intérieur, et ses alliances avec l'ennemi du dehors, qu'on s'était soi-même acculé à combattre, et qu'on allait combattre.

Mais l'entraînement qu'on mettait à forger les premières armes était encore très médiocre. On accepterait, parce que commodes et parce que précis, les paragraphes préparés par Falk et Friedberg ;

mais quel que fût à cet égard le rêve de Friedberg, on ne se donnerait pas la peine de les proposer comme lois d'Empire. Se jeter à corps perdu dans ces questions, se dépenser en discours devant le Conseil fédéral et devant le *Reichstag*, entrer en lutte avec certaines susceptibilités particularistes du roi de Bavière, qui déjà semblaient en éveil¹, persuader ou menacer les divers États de l'Allemagne, et les amener à se courber tous sous le joug d'une législation unitaire qui prévoirait et réglerait à jamais leurs rapports avec les Églises : cela comportait un travail trop tenace, trop méthodique, trop éssoufflant, qui n'était pas du goût de Bismarck. On allait simplement, pour l'instant, transformer en lois prussiennes les élaborations de Friedberg; et Falk supporterait, à lui tout seul, le poids de la discussion.

Il était tout prêt à l'accepter, tout prêt, aussi, à réaliser ultérieurement certaines propositions de Schulte; et, sans perdre de temps, il se préparait à consulter les évêques sur un projet de constitution de comités ecclésiastiques et d'une représentation des communautés². Il allait de l'avant, lui, avec plus de suite que Bismarck, avec plus de cœur que Guillaume. Interpellé par Mallinekrodt, le 28 novembre 1872, sur les mesures qu'il avait prises contre les sœurs enseignantes, il ripostait par de violentes attaques contre l'esprit congréganiste, et déclarait, tout net, qu'un combat s'inaugurerait. « Je maintiens le mot combat, insistait-il; c'est un combat qui est imposé au gouvernement. Le gouvernement l'accepte. La circulaire attaquée est un pas dans ce combat.³ » Il répétait ce mot, il le ressassait, il le livrait à tous les échos de la Chambre, à tous les échos du pays, comme s'il eût voulu couper à Bismarck et à la Cour

toute ligne de retraite, et rendre impossible tout mouvement de résipiscence.

Des fonctionnaires conservateurs, tels qu'étaient, le plus souvent, dans les arrondissements de la Prusse orientale et centrale, les hobereaux qui faisaient office de *Landrat*, risquaient d'apporter dans la lutte une certaine tiédeur, mais la réforme administrative, qu'imposaient à Bismarck, pour diverses raisons politiques, les nationaux-libéraux, devait prévenir un tel péril. Car bientôt, dans chacun de ces arrondissements, siégerait un conseil élu qui assisterait le *Landrat*, le surveillerait, et l'entourerait de certains délégués permanents ; ainsi se glisserait, dans la citadelle conservatrice de l'administration provinciale, le parti national-libéral, et l'application rigoureuse des lois futures serait par là même assurée. La question religieuse était l'une des raisons qui motivaient et qui accéléraient cette réforme profonde ; l'urgence d'une lutte contre les prêtres était l'une des considérations pour lesquelles la vie politique traditionnelle de la Prusse allait changer d'aspect ¹. Le bouleversement semblait si radical, qu'on ne pouvait espérer que la Chambre des Seigneurs l'acceptât ; les *Grenzboten* commençaient à demander s'il était besoin de deux Chambres ². Finalement, en dépit des objections de Mallinckrodt ³, on fit une « journée » de vingt-quatre pairs, et la réforme fut votée. La *Germania* constatait que la dernière citadelle du prussianisme conservateur avait succombé ⁴. La même semaine où les nationaux-libéraux applaudissaient aux cris de guerre de Falk leur ménageait ce triomphe sur le conservatisme prussien, et ce triomphe même faciliterait l'offensive anti-religieuse.

Les hauts bureaucrates, experts à flairer le vent, inauguraient certaines preuves de zèle : le président de la province de Trèves interpellait l'évêque, il le priait d'interdire à ses prêtres un congrès catholique, il se plaignait de certains curés qui avaient souscrit à un journal catholique, qui y avaient collaboré ; l'évêque Eberhard laissait dire, n'ayant ni souci ni crainte des allégresses prématurées qui piétinaient incongrument sur les prochaines victimes¹. « Si l'Église survit au combat qu'on lui va livrer, avouait à un curé de Silésie un fonctionnaire franc-maçon, je me ferai catholique². » Dans les cercles politiques de Weimar, on parlait de marier les prêtres et de dresser les nonnes pour une scène comme dans *Robert le Diable*³. « On n'aura la paix en Allemagne, proclamait à Munich Werthern, ministre de Prusse, que lorsque tous les évêques seront sous les verrous⁴. »

VI

Mais c'étaient là des griseries, plus encore que des décisions ; et pour que cessassent subitement ces triomphants sarcasmes, ce fut assez d'une rumeur qui circula dans la première quinzaine de décembre, d'après laquelle Bismarck était las du pouvoir. Lui seul, vainqueur de l'Autriche et vainqueur de la France, pouvait être vainqueur des prêtres ! Tout dès lors parut remis en question. Il y avait du vrai dans cette rumeur ; Bismarck n'en pouvait plus. Le coup mortel peut-être qu'il avait asséné au vieux conservatisme prussien avait produit, sur lui-même et contre lui-même, un étrange choc en retour :

d'avoir démantelé la vieille Prusse féodale, d'avoir ainsi achevé la rupture avec ses anciens amis, cela tout d'un coup l'avait affaissé. Pour la première fois depuis les triomphes de 1870, on entrevoyait, sous l'uniforme du chancelier, un cœur qui souffrait.

Je suis en disgrâce auprès de tous les membres de la famille royale, écrivait-il à Roon, et la confiance du roi est en recul. Tout intrigant trouve son oreille. Le Roi, comme un cavalier en selle, sait à peine quel bon cheval il a exténué en moi. Dans les affaires intérieures, j'ai perdu le sol qui me soutenait, par la désertion traîtresse du parti conservateur dans la question catholique. A mon âge, et convaincu de ne plus vivre longtemps, la perte de tous les vieux amis a, pour ce monde, quelque chose de décourageant, qui va jusqu'à la paralysie¹.

Il s'effondrait, se lamentait, et fût volontiers resté, jusqu'à la fin de ses jours, dans sa solitude de Varzin. Par une poussée soudaine, les souvenirs des amitiés anciennes avaient émergé dans son âme. On ne se bat bien que si l'on est de bonne humeur ; soudainement, il se révélait trop mécontent, trop chagrin, trop défait, pour repartir en guerre, fût-ce contre l'Église. Ses contrariétés le terrassaient ; il éprouvait une satiété. Rester chancelier, soit, il y consentirait encore puisque personne ne connaissait l'Europe comme lui ; mais il voulait se décharger, du moins, de la présidence du ministère prussien, et songeait à un successeur : il arrêta ses pensées et celles de l'Empereur sur Roon, ministre de la Guerre, qui avait la confiance de Guillaume et celle des conservateurs. Son vieil ami, Blanckenburg, conservateur aussi, accepterait peut-être un portefeuille à côté de Roon. Blanckenburg, que durant une semaine entière cette perspective priva de som-

meil, réclamait, il est vrai, que l'on ne parlât plus de mariage civil, et que les projets de législation ecclésiastique fussent ralentis ; c'était tant mieux ; cela ferait contrepoids à Falk, dans le cabinet nouveau¹. Le député Virchow, qui allait aux nouvelles, redoutait qu'après ce changement ministériel on ne continuât plus la guerre contre l'ultramontanisme². Et de fait, le vieux soldat qu'était Roon n'avait qu'un médiocre goût pour les nationaux-libéraux : rien ne le pressait de leur accorder des satisfactions politiques, fût-ce aux dépens des ultramontains. « Les vagues vont trop haut³ », murmurait-on autour de lui. Pindter, rédacteur en chef de la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord*, affichait à l'égard des espérances de Falk un scepticisme complet⁴.

Ainsi suffisait-il d'un mouvement de découragement de Bismarck pour que les périls dont la veille encore l'Eglise semblait cernée parussent un instant s'éloigner. Formellement, le 19 ou 20 décembre, il invitait Falk à être pondéré⁵, et Falk, en bon bureaucrate, finalement docile aux gestes d'en haut, se disposait peut-être à serrer dans ses cartons les paragraphes législatifs qu'il avait si soigneusement mis au net.

Mais pouvait-on savoir, à Rome, toutes les variations d'humeur de Bismarck ? On y percevait l'écho des campagnes de presse qui se poursuivaient contre l'Eglise ; on y écoutait la *Gazette de Spener* accuser les ultramontains d'ignorer l'obéissance civique et d'être « les ennemis nés de tout ordre moral dans l'Etat⁶ ». Ces bouillonnements de haine antireligieuse s'épalaient et faisaient tapage. Encore quelques semaines, peut-être, et leur fureur inefficace n'aurait plus rappelé que le suprême adieu des

vagues, qui sur le rivage trop longtemps battu projettent une dernière écume, blanche et tumultueuse encore, avant de se retirer. Mais comment Pie IX pouvait-il s'en douter ? et qui donc eût pu lui dire que Bismarck était comme démonté ? Le 23 décembre 1872, le Pape tenait un consistoire : il y dénonça les persécutions atroces que souffrait l'Église en Allemagne, les efforts qu'on tentait pour la renverser de fond en comble, l'impudence des hommes qui faisaient un crime au clergé et aux fidèles, de préférer aux lois de l'Empire les lois de Dieu¹. Ces propos ne tardèrent pas de franchir les Alpes : la *Gazette de Spener* traita Pie IX de « nouveau Benedetti, qui avait offensé Guillaume comme le Corse l'avait fait à Ems * » ; une dépêche de compliments, que trois catholiques adressaient au Pape, fut d'abord refusée par la poste, puis expédiée, mais poursuivie devant les tribunaux, qui, d'ailleurs, acquittèrent les signataires².

Eulenburg, ministre de l'Intérieur, défendit à la presse de reproduire certaines lignes du discours pontifical³ ; le Centre, alors, s'insurgea contre la prohibition ; la presse libérale même la regretta⁴. Mallinckrodt accusa l'Etat de vouloir se faire adorer comme Néron voulait faire adorer son cheval ; et Windthorst célébra, comme une bonne fortune pour l'humanité, l'existence d'un homme qui, de par son magistère, pouvait dire aux grands et aux petits,

* PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 377-381. — A quoi Mallinckrodt riposta, le 10 janvier 1873, en parlant de la « fable de Benedetti », et en insinuant ainsi, dix-neuf ans avant les aveux de Bismarck sur la dépêche d'Ems, que Benedetti n'avait peut-être pas outragé l'empereur autant que Bismarck l'avait fait croire à l'Allemagne.

sans considération de personnes ni de situations, toute la vérité. Mais le progressiste Loewe reposait aux catholiques que si la Prusse de Frédéric Guillaume IV avait fini par capituler devant l'archevêque de Cologne, cette période de vertiges romantiques était close¹. A l'État romantique un État moderne avait succédé.

En Italie, État plus « moderne » encore, il se trouvait des journaux pour insinuer complaisamment qu'on pourrait poursuivre le Pape pour injures contre un souverain étranger². Le secrétaire Stumm, qui gérait toujours à Rome les relations diplomatiques de l'Empire avec le Pape, reçut le 30 décembre un congé illimité³; entre Bismarck et Pie IX, les rapports étaient à jamais rompus; et derechef, pour longtemps cette fois, l'énergie bismarckienne était cabrée.

VII

C'en fut fait, tout de suite, de la dépression nerveuse du chancelier. Il sentit qu'à la Cour les partis militaires affectaient d'être offusqués par le discours de Pie IX; que, dans les fourreaux, les épées s'impatientaient. Quel dommage que le Pape fût un roi sans terre! Du moins y avait-il un terrain sur lequel on pouvait encore l'ennuyer; c'était celui de la théologie. Tout justement le professeur Schulte se trouvait alors à Berlin, pour conférer avec le gouvernement sur l'élection d'un évêque vieux-catholique. Il avait, à la fin de novembre, fait remettre à Bismarck par Lothaire Bucher un mémoire sur cette question. Bismarck n'en avait rien dit à Falk, mais avait prié

Schulte de venir causer avec lui¹. Au matin du 2 janvier 1873, Schulte, parlant avec Falk des projets de lois ecclésiastiques, comprit que certains tiraillements les entravaient encore; le soir du même jour, il était reçu par Bismarck.

Des rhumatismes couchaient le prince sur un sofa, et, négligemment, jouant avec un dogue, Bismarck se mit à parler théologie. En son for intime, il jugeait sans doute comme son ami Wagener, qui traitait le vieux-catholicisme d'enfant mort-né²; mais il sut respecter les illusions de Schulte, et même les encourager. « Je vous salue comme un compagnon de lutte, lui dit-il, je vous parlerai aussi franchement que si nous avions dix ans de commerce. » Il expliqua que les évêques allemands l'avaient déçu, qu'il avait escompté leur résistance au Concile, mais qu'ils s'étaient, en face de Rome, conduits comme des chiens couchants, et que l'archevêque de Cologne n'était plus que l'ombre du Pape. Il raconta comment, déconcerté par ce péril imprévu, il en avait cherché les racines : derrière le cléricalisme il avait trouvé le polonisme; derrière le ministre Mühler, mari d'une dévote, il avait trouvé la « division catholique », peuplée de Polonais; et il avait fait table rase.

Mais tout n'était pas fini, et Bismarck, sans grande déférence, parlait à Schulte d'un homme de soixante-quinze ans, — c'était l'Empereur, — qui compliquait encore les difficultés. « Avec le prince Frédéric, s'écriait-il, ce serait aisé de faire tout de suite de grandes réformes organiques. » Mais Guillaume, à l'entendre, était difficile à convaincre; il fallait faire la grosse voix; et Bismarck avait préféré laisser à d'autres cette tâche ingrate; aussi s'était-il effacé de la présidence du ministère, persuadé que

Roon serait contraint d'agir comme lui-même, Bismarck, voulait agir.

Ainsi se drapait le chancelier sous les regards éveillés de son interlocuteur; il s'affichait comme un anti-infaillibiliste de la première heure; et découvrant la personne de l'Empereur, il le rendait responsable des lenteurs du *Culturkampf*. Schulte, encouragé, lui demanda ce qu'il pensait de l'élection d'un évêque vieux-catholique.

« Mon point de vue est le vôtre, reprit Bismarck. Je tiens les vieux-catholiques pour les seuls catholiques, auxquels proprement tout appartient¹. » Il ajouta qu'en pratique il était difficile de se refuser à considérer comme catholiques les millions d'ultramontains, mais que pourtant il s'attachait, pratiquement, à ne rien faire qui préjudiciât à cette théorie, la seule vraie, d'après laquelle les vieux-catholiques étaient les seuls ayants droit de l'Église prussienne de la veille. Schulte devait donc avoir confiance, et Bismarck promettait d'entretenir le conseil des ministres, dès le lendemain, au sujet de l'institution d'un évêque vieux-catholique.

Schulte entra dans le détail : il fallait que cet évêque, que ce clergé, eussent une vie assurée; c'est le spectre de la faim, disait-il, qui retient dans l'Église romaine beaucoup de prêtres, et l'État, d'après lui, pouvait rendre un grand service en subventionnant sur certains fonds secrets cette nouvelle personne juridique, la corporation des vieux-catholiques. « Les fonds dont vous parlez, interrompit le chancelier, servent pour les armées et pour les canaux »; et il déclara qu'il préférerait faire inscrire au budget, ouvertement, publiquement, une somme pour les vieux-catholiques; qu'en droit, toutes les ressources de

l'Église devraient leur appartenir; et qu'il convenait, dès lors, en fait, de leur donner au moins le nécessaire.

Schulte insista, aussi, pour que les vieux-catholiques fussent dispensés, et cela, s'il le fallait, par une loi, de payer les impôts d'Église et de confier l'instruction religieuse de leurs enfants à des prêtres ultramontains. Entendu, répliqua Bismarck; mais sans s'attarder à cette question, il développait, devant Schulte, le programme législatif qui, le lendemain, serait discuté par le Conseil. Légiférerait-on sur l'obligation du mariage civil? Peut-être, quoique Bismarck n'y tint pas et quoique l'Empereur y fit beaucoup d'objections; mais on s'occuperait, en tout cas, de l'éducation des prêtres ou des pasteurs, et des pouvoirs disciplinaires de la hiérarchie.

Schulte ne cacha pas que ces projets lui paraissaient manquer leur but, qu'on n'atteindrait pas l'ultramontanisme, et qu'en les étendant à l'Église évangélique on mécontenterait les protestants. A quoi Bismarck répliqua que Falk et ses collègues voulaient que les prochaines lois concernassent les deux confessions. Les indications et les suggestions que Falk avait reçues de Schulte n'avaient eu visiblement qu'une médiocre influence sur l'esprit du ministre; mais du moins l'officieux canoniste, quittant Bismarck, emportait-il cette assurance que le chancelier avait confiance en lui, et le seconderait.

Schulte, qui dès le lendemain voyait le bureaucrate Hübner et qui, le 5 janvier, visitait Falk, avait des nouvelles, par eux, du conseil des ministres. « L'allocution papale, avait dit Roon, est la plus grande insolence qui se puisse concevoir »; Camphausen, ministre des finances, avait proposé d'élever la dotation des curés succursalistes, avec l'espoir, sans

doute, de les gagner à la cause de l'État dans la lutte contre Rome¹. Bismarck, bien qu'il eût cessé de faire partie du cabinet prussien, assistait à la séance. Le mariage civil lui était devenu indifférent, quoique naguère il eût promis à Falk d'insister pour cette réforme : c'est apparemment qu'en résistant, sur ce point, aux nationaux-libéraux, il pensait acquérir, pour le ministère, le concours de Blanckenburg. Mais Falk, qui ne comprenait pas qu'on sacrifiât à des considérations politiques des décisions commandées par un certain système doctrinal, souffrait de ces contre-ordres. Il était encore tout surpris, aussi, de l'impétuosité avec laquelle Bismarck avait présenté pour les vieux-catholiques une demande de crédit : « Je ferai moi-même pour vous tout ce que je puis », dit-il docilement à Schulte². Il semblait que Falk voulût s'excuser d'avoir naguère tergiversé pour nommer Schulte à l'université de Bonn ; Schulte empressé réclama, le titre, platonique et pompeux, de « conseiller secret », mais ne l'obtint pas encore³.

Pour cette déception, ou pour des raisons plus profondes, il partit mécontent, il tremblait que la législation projetée ne fût inefficace⁴. Son ami Reinkens, plus optimiste, et qui professait qu'on ne pourrait revenir au christianisme avant d'avoir abattu la hiérarchie romaine, espérait que les lois projetées pourraient indirectement y contribuer⁵ ; mais Schulte, lui, craignait qu'avec le temps, si Rome ou les évêques faisaient quelques concessions, on ne laissât dormir ces lois ; une sorte de paix se rétablirait, le gouvernement ne songerait plus à protéger le vieux-catholicisme ; et puis le Pape mourrait, le Concile reculerait dans l'histoire ; on s'accommoderait aux faits acquis, et la réforme de

l'Église serait différée pour des siècles*. Schulte trouvait que, décidément, la Prusse s'y prenait mal, et que Falk ne comprenait ni ce qu'était le vieux-catholicisme, ni quelles conséquences pouvait avoir ce phénomène religieux¹. Falk se disait, évidemment, comme le pensaient aussi certains pasteurs de l'Église évangélique, que les vieux-catholiques devraient se faire protestants², et que ce serait pour la Réforme une belle victoire sur l'Église. Et lorsque Schulte apportait son rêve d'une victoire qui pourrait être gagnée sur « l'ultramontanisme » dans le sein même de l'Église, Falk demeurait inintelligent ou devenait inattentif**.

Un mot de Hübler, aussi, était de nature à frapper

* Comparer cette lettre qu'écrivait au théologien protestant Willibald Beyschlag (1823-1900), au début de 1874, un de ses amis : « Les vieux-catholiques entraîneraient les consciences par dizaines de milliers, si les gens ne craignaient pas qu'on en vint finalement à une lâche paix, et que ce fût à eux, ensuite, de payer les pots cassés. Et comment lutter contre cette crainte ? N'est-ce pas Bismarck qui disait récemment qu'on se ferait acheter la paix à un haut prix ? » (Beyschlag, *Aus meinem Leben*, II, p. 359. Halle, Strien, 1899.)

** Schulte, quelques semaines après, devait être vivement choqué d'un certain manque de complaisance de Falk pour le vieux-catholicisme. (*Lebenserinnerungen*, II, p. 230.) Dans une paroisse de Silésie, à Hirschberg, toute la population, — protestante en majorité, — avait, de par un curieux et ancien usage, le droit d'élire le prêtre qui serait présenté à l'évêché de Breslau comme curé. Le 28 février 1873, fut élu le vieux-catholique Hassler. L'évêché de Breslau le refusa. Malgré les instances des vieux-catholiques, Falk ne voulut pas intervenir, disant que l'obligation où était l'évêque d'accepter le prêtre présenté présupposait que celui-ci fût vraiment qualifié pour la charge. A un nouveau vote, les protestants de Hirschberg s'abstinrent et le catholique Loewe fut élu. Sur ce singulier incident local, auquel les polémiques de presse donnèrent un certain éclat, voir l'étude de Conrad Balhof. (*Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 1874, I, pp. 35-71.)

Schulte : « Il m'est venu dans la tête, lui disait ce fonctionnaire, que Bismarck, en reconnaissant légalement le vieux-catholicisme, pourrait bien avoir cette idée d'amener la Curie à résipiscence, d'obtenir du Pape et des catholiques qu'ils en finissent avec l'esprit particulariste; et puis, ce résultat une fois atteint, il vous laisserait tomber¹ ». Au moment même où Falk, plus juriste que politique, se déclarait tout surpris d'avoir entendu Bismarck émettre cette théorie que seuls les vieux-catholiques étaient des catholiques, le bureaucrate Hübler, plus avisé, savait que pour le chancelier les théories étaient des armes, et qu'elles n'étaient rien de plus *. On était à la veille d'une guerre ouverte, acharnée; Hübler le savait, il en avait le plan; mais tout le premier, il prêtait à Bismarck l'intention, proche ou lointaine, d'un accommodement avec Rome.

Rome, pour l'instant, passait pour avoir insulté l'Empereur; la *Correspondance provinciale*, en regardant de près, découvrait même quatre insultes². L'Allemagne allait sévir. Les projets de Falk étaient couchés sur le papier; il n'y manquait que trois mots, tout au bas : Guillaume empereur roi.

A plusieurs reprises, Guillaume avait fait espérer qu'il les tracerait; et puis, il avait différé; son ami

¹ Le neveu et biographe de l'évêque vieux-catholique Reinkens écrit dans la vie de son oncle : « Le vieux-catholicisme n'était pas en liaison directe avec la législation du *Culturkampf* inaugurée par le gouvernement prussien; même, les chefs du mouvement vieux-catholique ne furent jamais les conseillers du gouvernement dans la préparation de ces lois. Mais Bismarck voulait-il employer les vieux-catholiques comme une arme contre Rome ? c'est là une autre question : à lui, personnellement, l'infaillibilité était assez indifférente, et les vieux-catholiques ne l'intéressèrent plus dès qu'il eut reconnu qu'ils n'ébranlaient pas les masses. » (REINKENS, *Joseph Hubert Reinkens*, p. 142.)

de tous les temps, le catholique prince Radziwill, suspendait peut-être son bras... Mais le 2 janvier 1873, le prince était mort¹, et les excitations de l'entourage militaire étant d'accord, désormais, avec celles de la presse, on apprit, le 8 janvier, que Guillaume avait mis son royal paraphe sous les projets de loi qui devaient déchirer la Prusse². Le portefeuille ministériel auquel on avait songé pour Blanckenburg échut bientôt à un national-libéral³; il ne fut plus question du sourire de regret, du témoignage d'archaïque affection; que Bismarck, un instant, avait rêvé d'adresser aux conservateurs, et l'on parlait au contraire de certain trafic en vertu duquel les nationaux-libéraux, heureux de l'offensive anti-catholique, auraient promis à Bismarck l'augmentation du budget de l'armée⁴. En quelques journées, la nécessité de faire front contre l'Église avait primé tous les autres soucis. D'aucuns pensaient, même, que Roon aggraverait encore la politique ecclésiastique de Bismarck⁵.

C'était un chrétien que le maréchal Roon; l'idée du règne du Christ, étrangère au cerveau de Bismarck, était familière à l'âme de Roon. Les mémoires d'Hedwige de Bismarck, la cousine du chancelier, projettent sur la vie intérieure du maréchal certaines lueurs d'autant plus attirantes qu'elles sont plus imprévues. Chargé de besogne, Roon était homme à dépenser une heure, trois dimanches de suite, pour entretenir son valet de chambre, convolant en justes noces, sur les devoirs du mariage chrétien; il était homme à se repentir amèrement d'un mouvement d'impatience auquel il s'était laissé aller en rentrant de la Pâque; et la façon dont, plus tard, sur son lit de mort, il invoqua Dieu par le sang du Christ, émut les témoins de son agonie⁶. Ce dévot, ce pénitent,

cet apôtre, allait cependant couvrir de sa responsabilité une série de mesures dont l'Église catholique et même, indirectement, l'Église évangélique souffriraient. Militairement, le maréchal Roon se donnait à lui-même cette consigne un peu courte, un peu sommaire, de venger son empereur; il allait, sans rien savoir des choses d'Église, s'élancer dans les voies à l'avance tracées par Falk; et son allégresse même débordait en calembours; jouant sur le nom de Falk, il écrivait à Bismarck, le 16 janvier: « La grande chasse au faucon (*Falkenjagd*) a commencé aujourd'hui ». En tacticien qui avait conscience de mal connaître son terrain, il ajoutait: « De divers côtés, on fera plus d'opposition à ces lois que je ne m'y attendais ». Mais il continuait par ce mot, qui était d'un soldat: « Le fait même de lutter est déjà une façon de se fortifier, lors même qu'on n'arriverait pas à la victoire¹ ».

Hans Blum, le publiciste bismarckien, remontait jusqu'à la Réforme et même jusqu'à la querelle des Investitures, pour retrouver à travers l'histoire une aussi somptueuse espérance de « terrasser et d'expulser l'esprit sans patrie du romanisme, et de rétablir ainsi la paix religieuse dans toute l'Allemagne² ». Quant à Bismarck, laissant s'échauffer les esprits et les projets de loi suivre leur destinée, il feignit de s'effacer, quelque temps durant, et put ainsi dire, plus tard, lorsqu'eurent échoué les lois de mai, qu'il n'était en aucune façon responsable de tous les détails qu'elles contenaient*.

* « Je n'ai pas à répondre du contenu spécial des lois de mai, je ne dis pas d'ailleurs par là que je veuille le blâmer », écrira Bismarck dès le 8 janvier 1876 au futur Frédéric III. (*Aus Bismarcks Briefwechsel*, p. 478. Stuttgart, Cotta, 1901.) — Un

On vit même ses publicistes, en 1896, inviter Falk à démentir la catholique *Germania*, d'après laquelle l'ancien ministre des Cultes, au temps où il élaborait les lois de mai, n'avait fait qu'obéir à l'ancien chancelier. Et Falk, docile encore, docile dix-huit ans après sa chute, traça sur le papier les lignes que voici : « Je déclare qu'en tenant compte, naturellement, de l'échange de vues qui avait lieu dans le ministère, l'initiative des projets des lois de mai fut prise par moi et non par Bismarck. Les pièces que j'ai entre les mains prouvent que le texte de mes projets ne fut pas communiqué à Bismarck plus tôt qu'aux autres ministres¹ ». Bon serviteur toujours,

an plus tard, à Kissingen, le 26 juin 1877, dans une allocution publique à quelques pasteurs de Souabe, il déclarera : « Je ne suis pas d'accord avec les lois de mai dans tous leurs détails, mais, dans l'ensemble, dans les grandes lignes, elles répondent à ma conception. » (*Die Ansprachen des Fürsten Bismarck*, éd. Poschinger, II, p. 40. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1900.) — Il dira du haut de la tribune, le 3 décembre 1884 : « Lorsque les lois de mai sont venues au monde, je n'étais pas présent à Berlin, je n'étais pas ministre-président. Vous trouverez qu'au bas de ces lois ma signature a été mise *ex post*, elle vient derrière celle du ministre-président comte Roon ; c'est lui qui a signé comme ministre-président ; et ma signature me fut demandée sous la pression, en partie, de la question de cabinet ». (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, X, pp. 307-308.) — Il reprendra le 12 avril 1886 : « Je porte complètement la responsabilité de la direction et de la tendance des lois de mai comme lois de combat ; et aujourd'hui encore, je maintiens et me fais garant qu'il était utile et opportun de créer des lois ayant cette tendance. Autre chose est dans une certaine mesure, la responsabilité de tous les détails de ces lois, — détails qui sont l'affaire des juristes du département spécial, — la responsabilité, pour ainsi dire, de toutes les arabesques, de tout l'achèvement technique de cet édifice. » (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, XII, pp. 77-78.) — Il déclarera, dans le même discours, que les dispositions sur l'éducation et la juridiction ecclésiastique rentrent dans la catégorie de la *wild goose chase*, qui ne conduit jamais au but (*loc. cit.*, p. 85).

quoique décidément un peu morose, Adalbert Falk, sur l'ordre du chancelier déchu, tendait ses épaules, et semblait vouloir les élargir, pour supporter à lui seul tout le fardeau de l'échec.

Mais dans les premiers mois de 1873, à la faveur même de ce demi-effacement dont Falk rendit plus tard témoignage, Bismarck, en fait, s'était assigné un rôle, qu'il remplissait jalousement : il veillait à ce que la mauvaise humeur de l'Empereur à l'égard de l'Église ne se relâchât ni ne s'adoucit. Il y veillait, avec je ne sais quoi d'agressif : dans une lettre officielle, il accusait un chambellan de l'Impératrice d'avoir naguère aidé pécuniairement l'agitation contre la loi scolaire¹; et il ne cachait pas à Gontaut-Biron qu'il voulait ruiner l'influence d'Augusta, « très nuisible dans toutes les questions religieuses² ». Que Falk et Roon s'occupassent de la Chambre, qui d'ailleurs était déjà gagnée; il s'occupait, lui, de l'Empereur. « Je le sens tout à fait solide, inébranlable, disait-il le 25 janvier au député national-libéral Unruh; je lui ai dû reste sacrifié le mariage civil. Il faut faire des concessions pour marcher de l'avant³. » Auguste Reichensperger notait en février que Guillaume était de plus en plus soumis aux volontés de Bismarck⁴. Sur l'heure, cela était vrai. Mallinekrodt, Windthorst, les aristocrates du Centre, en étaient si convaincus, qu'ils s'étaient abstenus, en janvier, d'accomplir au palais de l'Empereur les rites ordinaires de courtoisie⁵. Longtemps se poursuivit la discussion des projets de loi, sans que publiquement Bismarck parût beaucoup s'y intéresser; il n'était plus ministre prussien. Mais, de tout son ascendant de chancelier, il régnait sur son royal maître, et s'acharnait à l'avance pour que la plume royale

signataire de ces projets, demeurât alerte, confiante et docile, lorsqu'il s'agirait bientôt de signer les lois elles-mêmes. Le pasteur Koegel, témoin de ces manèges, comparait les lois à des pilules : c'est Falk qui les a fabriquées, disait-il; mais Bismarck a dit quelle poudre y mettre¹. Le chancelier, après avoir indiqué la poudre, prenait ses mesures pour que son royal maître authentiquât les pilules. Roon, deux ans plus tard, dans une lettre à Blanckenburg sur les lois de mai, jugeait que Bismarck en était au moins aussi responsable que Falk², et l'histoire, confiante en ce témoin, doit rendre au chancelier sa responsabilité dans la bataille, sa responsabilité dans la défaite.

VIII

« Le gouvernement prussien, dans ses plus hautes sphères, n'est pas divisé, expliquait Falk dès le 9 janvier 1873, dans l'exposé officiel qui précédait les projets de loi : c'est par un libre, plénier et complet accord, que ces projets ont été soumis à la sanction souveraine. » Réagir contre les libéralités de 1848 à l'endroit des Églises, tel était, Falk le reconnaissait sans ambages, l'esprit de la législation proposée. On avait cru, en 1848, qu'il suffisait de poser des principes généraux; on avait pris des dispositions constitutionnelles équivoques, dénuées de toute précision. « Nous sommes devenus plus concrets », protestait la plume de Falk. Il constatait que l'Église catholique possédait certains organes lui permettant de prendre possession des libertés qu'elle jugeait contenues dans les articles constitutionnels, et qu'au

contraire l'Église évangélique, officiellement encadrée dans l'État, n'avait pu, elle, profiter de la Constitution pour s'émanciper de l'État. Ainsi l'une des deux confessions avait été favorisée, et c'était celle-là même qui était devenue « dépendante de pouvoirs étrangers à la nation allemande, de pouvoirs incapables de tout sentiment national ». Il fallait donc aviser, procéder à un règlement fondamental qui, tout ensemble, s'appliquerait à l'Église catholique et à l'Église évangélique. Falk terminait en demandant « que les projets acquissent force de loi dans le cours de la session et qu'ainsi l'État pût poursuivre le but élevé qu'il s'était assigné, qu'il y visât librement dans ses propres voies et selon ses convictions; qu'il pût écarter de lui-même et de l'Empire toute influence dangereuse; et qu'ainsi, victorieux dans une lutte ardente, longue et soumise à bien des vicissitudes, il atteignît enfin ce qui est le seul but légitime d'un combat aussi sérieux, une paix solide et durable ».

Tel quel, cet exposé aurait pu être signé de Bismarck. Falk parlait des illusions de 1848 et de la Constitution de 1850, comme en parlait Bismarck; et la conclusion, qui semblait définir la guerre comme un moyen de paix et une étape vers la paix, était plus conforme à la pensée bismarckienne qu'aux intentions d'un Virchow ou d'un Bluntschli. Il y avait quelque audace, vis-à-vis de certains cercles de la Cour, à rompre publiquement avec la politique ecclésiastique de Frédéric Guillaume IV, et quelque audace, aussi, vis-à-vis de certains nationaux-libéraux qui rêvaient d'exterminer l'Église, à laisser entrevoir qu'on souhaitait, dans un délai lointain, une certaine paix confessionnelle. Ces deux audaces étaient communes à Falk et à Bismarck.

L'État prussien, après cet exposé très net de ses intentions, étalait le texte de ses projets. Il en était un qui fixait les formalités par lesquelles tout citoyen pouvait se dégager des liens de son Église : une déclaration de sortie, adressée au comité de la paroisse et faite en personne par l'intéressé devant les autorités judiciaires, l'affranchirait, dans un délai de six semaines, de toutes ses obligations pécuniaires à l'endroit de son ancienne paroisse. L'État voulait que les portes des Églises s'ouvrirent bien largement, bien franchement, à ceux qui souhaitaient s'en évader.

Mais par ces portes ainsi ouvertes, il pénétrait à son tour, lui État, et il s'installait. « La maison est à moi », pensait-il; et tout devait s'arranger à sa façon. Trois projets, dont l'ambition était extraordinaire, imposaient un programme aux études cléricales ou pastorales, un statut aux nominations ecclésiastiques, et une juridiction nouvelle et laïque aux deux Églises chrétiennes. Les deux confessions étaient traitées de même, de peur que l'une, la catholique, ne se plaignit, si elle était seule visée, d'être opprimée par des lois d'exception. Une même règle prétendrait maîtriser deux Églises, dont l'une, à travers l'histoire, ne cessa de vouloir être libre, et dont l'autre, dès le temps de Luther, accepta d'être modelée par le pouvoir civil : cette assimilation n'était qu'une abstraction de juriste, contre laquelle protestait tout le passé. L'État légiférerait sur toutes deux, sans tenir compte de leur essence à chacune. Les auteurs de manuels consacraient des rubriques différentes au droit canon catholique et au droit canon évangélique; l'État prussien voulait brouiller ces rubriques, comme il avait, sous Frédéric-Guillaume III, brouillant les

opinions théologiques des calvinistes et des luthériens, construit une impérieuse et factice « Union ». L'État prussien allait dire comment il voulait, lui, que sur son territoire les Églises chrétiennes fonctionnassent. Il allait, par impartialité, sous des dehors de tolérance, et par respect de l'égalité, les régenter toutes les deux. Le lit de Procuste était égal, lui aussi, pour tous ceux que le bourreau légendaire y couchait; et c'est justement pour cela qu'il était un lit de supplice.

Par une loi de 1860 et par les programmes d'examen de 1867 et 1872, l'État badois avait affiché et réclamé son droit d'intervenir dans l'éducation des gens d'Église¹. Le précédent à vrai dire était peu séduisant, puisque la résistance de l'Église badoise avait stérilisé les efforts de l'État. Mais Falk, insouciant des résultats, étudiait la série de paragraphes qu'avaient alignés les légistes de Carlsruhe; il adapta les uns, calqua les autres, pour les transporter dans la législation prussienne. Le projet de Falk stipulait que, pour être prêtre ou pasteur, il faudrait désormais avoir subi un examen de sortie dans un gymnase allemand, avoir fait trois ans d'études théologiques, soit dans une université allemande, soit dans le « séminaire théologique » du diocèse, à la condition que l'État le considérât comme équivalant à une université, et avoir satisfait à un dernier examen. Durant les trois ans d'études universitaires, il serait interdit de faire partie d'un séminaire ecclésiastique. « Au moins cessera-t-on d'apprendre, disait Falk, que je suis un Néron qui persécute l'Église². » L'examen final, réglé par le ministre, porterait sur la philosophie, l'histoire et la littérature allemandes. Les petits

séminaires, où l'on commençait de se préparer à la prêtrise, et les grands séminaires (*Priesterseminare*), où l'on passait quelques mois à l'issue des études universitaires, auraient à soumettre au président supérieur de la province leurs programmes et leurs règlements. Les professeurs des petits séminaires et des « séminaires théologiques » devraient posséder les mêmes grades que ceux des gymnases et des universités, et leur nomination, soumise par l'évêque à l'approbation de l'État, pourrait être frappée d'opposition par le président supérieur.

Ainsi, d'après ce projet, l'État déterminait souverainement dans quelles conditions se ferait l'éducation des prêtres, par quels professeurs ou directeurs elle serait assurée, à quelles exigences enfin devrait répondre le programme. Libre aux ultramontains, disait Constantin Roessler, de considérer les fonctions sacerdotales comme de simples opérations de magie, mais il est impossible que l'État permette à l'Église cette façon d'attentat contre les individus, qui consisterait à en faire des sots; il doit s'opposer à cette obnubilation factice, et exiger, tout au contraire, que le prêtre « s'abreuve aux sources spirituelles de la vie nationale » pour y convier et y désaltérer, plus tard, les âmes des dévots¹.

Au lendemain de l'ordination ou de la consécration, le prêtre ou le pasteur, même aussi copieusement abreuvé, ne pourrait être pourvu d'un emploi par les supérieurs ecclésiastiques que si le président supérieur, prévenu, laissait passer trente jours sans faire opposition. Un prêtre dont l'éducation aurait satisfait aux préceptes de la loi et qui, par surcroît, n'aurait jamais encouru de condamnation pénale, pourrait néanmoins être frappé de *veto* par le président supé-

rieur, « si certains faits donnaient à penser qu'il n'observerait pas les lois de l'État ou les dispositions prises par l'autorité, ou qu'il troublerait la paix publique ». Ainsi, sous le prétexte de certaines tendances, la Prusse aurait le droit de s'opposer à ce qu'un ancien étudiant en théologie devint vicaire ou curé, ou titulaire d'un autre poste que celui qu'il occupait déjà, ou même inamovible dans un poste qu'il n'occupait que provisoirement. A toutes les étapes de la carrière sacerdotale, l'État prendrait licence d'intervenir; sous les regards impuissants de l'évêque, il oserait barrer la route au clerc proposé pour un vicariat, au vicaire proposé pour une cure, au succursaliste proposé pour un doyenné. Mais, d'autre part, sauf permission spéciale du président supérieur, aucun poste ecclésiastique ne devrait demeurer vacant pendant plus d'un an; ainsi, bon gré mal gré, douze mois seulement seraient laissés à l'Eglise pour découvrir et pour estampiller un titulaire qui fût agréable à l'État. Des pénalités très graves sanctionnaient ces exigences : 200 à 1.000 thalers d'amende pour l'évêque ou le président de consistoire qui nommeraient des curés ou des pasteurs sans l'aveu de l'État; une amende pouvant s'élever jusqu'à 100 thalers, pour le ministre du culte qui exercerait un emploi ecclésiastique sans l'assentiment ou malgré le *veto* de l'Etat. On était aussi passible d'une pareille amende pour toute fonction sacerdotale remplie dans une paroisse vacante depuis plus d'un an et que l'évêque ou le consistoire, illégalement, négligeraient de pourvoir.

Les exigences de la loi badoise étaient singulièrement dépassées par le projet de loi prussien. En Bade, le prêtre qui n'avait pas subi l'examen

d'État n'était pas qualifié pour devenir titulaire d'une charge d'Église, mais rien ne l'empêchait de remplir des fonctions ecclésiastiques et de gérer par intérim une paroisse. Berlin, plus exigeant, prétendait qu'un tel prêtre fût exclu, non seulement de tout bénéfice, mais même de tout ministère.

Il y avait dans les diocèses de Cologne, Trèves et Münster, 1.200 paroisses toujours régies, depuis le Premier Empire, par le droit ecclésiastique français : les prêtres qui les administraient étaient des succursalistes, que l'évêque déplaçait à son gré. L'État voulait qu'il n'y eût dans ces paroisses que des cures inamovibles, et songea d'abord à faire stipuler par la loi que dans un délai de six mois les occupants effectifs des presbytères seraient considérés par le gouvernement, que l'évêque y consentit ou non, comme curés inamovibles ; puis, finalement, on voulut exiger des évêques une collaboration plus active, et l'on décida qu'au bout d'un an ils devraient avoir pourvu toutes ces cures de titulaires inamovibles, sous peine d'amendes¹. « On ne sait vraiment plus, commentait Edmond de Pressensé, ce qui restera de pouvoir aux évêques catholiques prussiens ; une pareille législation en fait de simples préfets ecclésiastiques². »

Des incidents étaient possibles entre un ministre du culte, dûment nommé, et les autorités religieuses ; l'État encore aspirait à en connaître, et à les régler. Les pénalités ne devraient plus être infligées que d'après une procédure déterminée ; les maisons de retraite, où sur l'ordre des supérieurs les ministres du culte iraient faire pénitence, seraient sous la surveillance des autorités civiles ; et la réclusion dans ces asiles, qui devrait toujours être volontairement acceptée par

le coupable, ne dépasserait jamais la durée de trois mois. Une amende, dont le maximum serait de 1.000 thalers, et la fermeture des maisons de retraite, châtieraient à cet égard toute infraction. Mais ces particularités ecclésiastiques, ainsi fixées, contrôlées et limitées, seraient, par surcroît, susceptibles d'appel devant l'État. On pourrait les attaquer comme émanant « d'une puissance non reconnue par les lois de l'État », ce qui voulait dire : de la papauté; les attaquer, encore, pour illégalité, ou bien pour vice de procédure, ou bien si l'acte taxé de délit par la juridiction d'Eglise était un acte d'obéissance à l'État ou un acte électoral. L'appel pourrait être formé, non pas seulement par le prêtre ainsi lésé, mais par le président supérieur, s'il jugeait que l'intérêt public fût en jeu. La cour royale pour les affaires ecclésiastiques, composée par le Roi, siégeant à Berlin, et comprenant onze membres dont six au moins devaient être des magistrats, entendrait les représentants de l'appelant, ceux de la hiérarchie, et jugerait en dernier ressort. Ainsi s'installerait, à la cime de l'État, une juridiction souveraine pour les procès intérieurs de l'Eglise; quant à la Papauté, elle serait désormais, tout au contraire, privée de tout pouvoir de coercition sur les prêtres allemands. Il n'était pas jusqu'aux sanctions spirituelles, censure, excommunication, dont l'État n'affectât de se préoccuper; le supérieur ecclésiastique qui frapperait de ces mesures un fidèle ou un prêtre coupables d'avoir obéi aux lois civiles ou d'avoir librement usé de leurs droits électoraux, s'exposait, si on lui appliquait le maximum de la peine, à 200 thalers d'amende ou deux ans de prison.

Mais l'État prévoyait, de la part de certains évêques ou de certains prêtres, une résistance sys-

tématique à cet ensemble de prescriptions. Il se réservait, à l'avance, de les faire déchoir de leur qualité officielle d'hommes d'Église. Le président supérieur de la province, après avoir invité l'évêque à résigner ses fonctions, ou bien après avoir demandé à l'évêque la révocation des prêtres incriminés, devrait introduire une requête devant la cour royale pour les affaires ecclésiastiques, qui instruirait le procès, et qui serait compétente pour destituer les gens d'Église, quel que fût leur rang. Une fois destitués, ils auraient à payer jusqu'à 100 thalers, s'ils se permettaient encore de faire un acte ecclésiastique, et jusqu'à 1.000 thalers s'ils récidivaient. Ainsi l'Église prussienne, qui ne pourrait plus nommer de curés ou de vicaires sans le consentement de l'État, devrait assister, sans mot dire, à la destitution de ses curés et de ses vicaires, ou même de ses évêques, s'il plaisait à l'État. Pour nommer des curés, il ne suffisait plus qu'elle dit : « Je veux » ; et lorsqu'il prendrait fantaisie à l'État de les révoquer, il importerait peu qu'elle s'opposât et qu'elle dit : « Je ne veux pas ».

Telle était, dans ses grandes lignes, l'économie des projets de loi¹. Sans avoir consulté l'épiscopat, l'État, de lui-même, désirait fixer la marche des études théologiques, avec moins de précision pointilleuse, mais avec autant de tyrannie que l'avaient fait jadis, en Autriche, Joseph II, et dans les provinces belges, aux alentours de 1825, le gouvernement des Pays-Bas. Sans s'être entendu avec Rome, l'État, de lui-même, désirait s'immiscer dans la collation des charges d'Église ; il s'arrogeait spontanément les prérogatives que d'autres États cherchaient à s'assurer par des concordats.

Comme précédemment, la Prusse essayait d'alléguer la loi wurtembergeoise du 30 janvier 1862, par laquelle le Wurtemberg s'était attribué certains droits sur les nominations ecclésiastiques ; mais le parallèle ne résistait pas à l'examen ¹. En Wurtemberg, l'évêque remettait au gouvernement une longue liste de noms ; un bureau d'Etat, composé de prêtres catholiques et de juristes catholiques, avait mission de l'étudier ; et lorsqu'on la retournait avec quelques radiations, motivées par des raisons d'ordre civique ou politique, l'évêque gardait le droit de choisir librement, sur la liste ainsi amendée, les titulaires des paroisses vacantes. Par surcroît, il demeurait seul maître, pour le choix des administrateurs de cures et pour le choix des vicaires. Le Wurtemberg, enfin, n'avait imaginé aucun appareil pénal. Mais au contraire, d'après le projet prussien, les évêques étaient obligés, pour chaque poste ecclésiastique, cure ou vicariat, de soumettre un nom à l'Etat, et il fallait que, dans le délai d'un an, ils eussent soumis un nom acceptable. L'Etat, dans l'espèce, c'était le président supérieur de la province, c'est-à-dire, le plus fréquemment, un protestant ; et ce personnage faisait immédiatement surgir, sur l'horizon de l'Eglise prussienne, des huissiers et des geôliers. Au surplus, la législation wurtembergeoise s'était à peu près bornée à tenir compte des concessions préalablement faites par Rome au roi de Wurtemberg, et qu'avait enregistrées un concordat tout de suite déchiré, et elle avait promulgué, comme des décisions souverainement prises par l'Etat, des articles conformes à ces concessions. C'était assurément peu respectueux pour Rome, mais l'irrespect ne dépassait pas la portée d'un manque de formes. Au contraire,

Falk allait demander au législateur prussien de s'ingérer dans les choses d'Église, et de dire ensuite à Rome : « Voici mes improvisations ; et je n'ai cure de ce que vous en pensez ; elles sont loi ».

Enfin, sans consulter les autorités ecclésiastiques, qui d'ailleurs à ce sujet n'eussent rien pu consentir, la Prusse affichait la prétention de rompre les liens entre un évêque et son diocèse, entre un prêtre et sa paroisse. Les lois autrichiennes de 1874, dont la Prusse plus tard alléguera l'exemple¹, permettront à la bureaucratie viennoise d'enlever aux hommes d'Église la jouissance des menses ou des biens curiaux, et les fonctions civiles attachées à leur situation religieuse² ; mais le projet prussien stipulait, pour les prêtres devenus désagréables à l'État, la déchéance même de leur office sacerdotal, et tendait à les empêcher, sous peine d'amende ou de prison, de faire besogne de prêtres. Les lois autrichiennes menaceront le prêtre dans ses droits temporels ; l'État prussien visait à l'exclure de ses fonctions spirituelles elles-mêmes.

Avec assurance et fracas, ces projets entraient en collision avec l'article 15 de la Constitution, qui déclarait que les Églises administreraient personnellement leurs affaires, et avec l'article 18, qui enlevait à l'État tout droit de nomination, de présentation, de choix et de confirmation aux postes ecclésiastiques. Falk sentait cet antagonisme^{*} ; il voulut que la Constitution cédât. Falk réclama qu'on ajoutât à l'ar-

* Ainsi semblait se justifier ce que disait, en 1871, l'évêque Eberhard, de Trèves : « J'ai constaté et je sais que c'est seulement parce que le gouvernement ne pouvait faire autrement qu'il donna son assentiment aux paragraphes 15, 16 et 18 de la Constitution ; je suis convaincu qu'il les ratera dès qu'il se sentira assez fort, et je crains que cette heure ne soit venue ». (DITSCHEID, *Bischof Eberhard*, p. 1. Trèves, Paulinus-Druckerei, 1900.)

ticle 15 ces simples mots : « Les Églises restent cependant soumises aux lois et à la surveillance de l'État », et que l'article 18 fût corrigé par cette seconde phrase : « Les lois de l'État règlent la conduite à suivre concernant l'éducation, la nomination aux postes et la révocation des ecclésiastiques et desservants de l'Église, et établissent des limites à l'autorité disciplinaire. » Ainsi, pour toucher à la vie des Églises, on aurait à pratiquer des interpolations dans le document fondamental sur lequel reposait, depuis 1850, la vie de l'État, dans le document que, dix ans plus tôt, les futurs nationaux-libéraux considéraient comme le rempart nécessaire contre l'absolutisme et contre la bureaucratie ¹.

Dès le 14 janvier, un mandement de Conrad Martin, évêque de Paderborn ², et, dès le 30 janvier, un long memorandum collectif de l'épiscopat ³, s'insurgeaient contre les projets de loi. Au nom du dogme, au nom du droit naturel, au nom des droits historiques, au nom des pactes signés par la Prusse avec le Saint-Siège, au nom de la Constitution prussienne, les évêques protestaient. Ils n'admettaient pas que Berlin, sans entente avec l'Église, légiférât sur l'Église. Dans les projets ainsi présentés, quelques articles existaient, qu'ils auraient pu consentir; d'autres auraient nécessité un accord avec l'État. Mais sans causer avec eux, sans causer avec le Pape, la Prusse pénétrait dans l'Église. La Prusse donnait lieu de craindre que sous le titre d'instruction nationale, on ne voulût organiser une éducation anticatholique, inculquer aux candidats à la prêtrise des principes contraires au dogme. La Prusse, qui élevait ses officiers, dès leur jeunesse, dans les écoles militaires, marchait à l'Église le droit d'avoir ses pépinières à elle.

La Prusse méconnaissait le devoir qu'a l'Église de conserver sa pureté. La Prusse, par l'institution d'un tribunal royal, se disposait à transformer l'Église catholique, libre, indépendante en vertu de l'institution divine, en un rouage gouvernemental.

Les évêques annonçaient que leur clergé n'userait pas des facultés que l'Etat lui offrait pour se révolter contre eux. « Nous sommes convaincus, disaient-ils, que le sacerdoce catholique tout entier ne se croira pas tenu à la moindre reconnaissance envers les auteurs du projet. » Ils proclamaient qu'ils ne reconnaîtraient pas la compétence du tribunal royal. Et relevant enfin l'article qui stipulait que le pouvoir disciplinaire ne pourrait être exercé que par l'autorité ecclésiastique du pays, ils demandaient si l'on ne visait pas à l'anéantissement de la juridiction suprême du chef de l'Église. Ils persistaient à supplier l'Etat de ne pas s'avancer davantage dans cette voie ; et pour réduire au silence certains polémistes, ils affirmaient sans honte : « Ce qu'on appelle l'esprit ultramontain, n'est pas un esprit provoqué par les artifices d'un parti, c'est l'esprit pur et vrai de toute l'Église catholique, l'esprit de tout notre peuple catholique. Si la tâche de l'« éducation nationale » est d'affaiblir cet esprit, de le changer, l'empoisonner et l'étouffer, alors nous aimerions mieux supporter une persécution ouverte, sanglante même, que de souffrir une pareille éducation nationale ».

Puis après ce mandement, survenait, contre les projets, toute une brochure épiscopale : elle était signée de Ketteler¹, et le juriste Friedberg estimait indispensable d'y répondre lui-même, pour en atténuer l'effet².

Le conseil suprême évangélique, de son côté,

souhaita que les lois, surtout celles sur la puissance disciplinaire, ne s'appliquassent pas à la confession évangélique¹. Certains théologiens de la Réforme soutenaient cette thèse, que depuis la déclaration de l'infailibilité, l'Eglise catholique et l'Eglise protestante ne pouvaient plus être mises sur un pied d'égalité²; des lois s'imposaient au sujet de la première, mais elles devaient rester des lois d'exception. Ils se montraient d'ailleurs très discrets dans leurs réserves; ils ne se plaignaient, ni trop haut ni trop longuement, de peur de gêner l'Etat.

Ces lois, écrivait la *Nouvelle Gazette évangélique*, renferment quelques points dangereux pour nous; mais quoi? une médecine pour une maladie grave doit être nécessairement amère. On sait bien que c'est l'ultramontanisme que visent les lois nouvelles, que ce n'est que pour maintenir une parité légale que l'Eglise évangélique n'est pas exceptée de l'application de ces lois; ayons confiance pour ce qui nous concerne. Sans doute, il eût mieux valu ne s'occuper que de l'Eglise catholique, puisque le danger pour l'Etat ne vient que du Pape et des évêques; c'est eux seuls qu'il eût fallu punir en laissant l'Eglise évangélique à ses anciennes coutumes; n'importe, puisque notre gouvernement n'a pas assez de courage pour ne s'occuper que du catholicisme, acceptons les quelques restrictions qui nous sont imposées³.

L'Etat constatait cette résignation gracieuse; il espérait que le clergé catholique, lui aussi, finirait par s'y décider. La machine législative allait fonctionner avec un surcroît de vitesse.

Car la *Correspondance provinciale* affichait la certitude qu'une fois les lois promulguées, les évêques changeraient de ton. Elle s'aveuglait sur leurs paroles, au point de n'y voir que des bravades, auxquelles elle refusait tout mérite de bravoure, et dont

l'inconvenance, quelque inoffensive qu'elle fût, devait encourager les pouvoirs civils à fixer une fois pour toutes les droits de l'Etat. Qu'on criât au martyre, elle ne l'admettait point. A l'entendre, il ne s'agissait en l'espèce que d'ambitions temporelles de l'Eglise, pour lesquelles les hommes n'avaient pas coutume de subir le martyre, ni Dieu de le bénir. De pareilles bagarres, à travers l'histoire, n'avaient fait qu'affaiblir et disloquer l'édifice ecclésiastique ; et le gouvernement, sûr de travailler à une œuvre qui serait à longue échéance une œuvre de paix, devait s'y attacher avec fermeté, en vertu de ce principe que la mission morale de l'Etat est en harmonie profonde avec la véritable et authentique mission de l'Eglise¹.

IX

Dans la commission nommée dès le 16 janvier 1873, et qui allait constituer à sa façon l'Eglise catholique prussienne, il y avait, sur vingt et un membres, dix-huit protestants². Reichensperger, Mallinckrodt et Brüel, un luthérien du Hanovre, représentaient le Centre. Falk se dispensait d'y parler et même d'y paraître : il y fit acte de présence pendant une demi-heure, et ce fut tout³ ; trois commissaires le représentaient, tous trois protestants, et n'aspiraient qu'à se taire : ils redoutaient les questions dont les houspillait Mallinckrodt ; car l'effort qu'il faisait pour démasquer leurs arrière-pensées révélait leur prodigieuse incompetence. Il fut prouvé, dans la discussion, qu'ils confondaient les *convicts*, où sont abrités de jeunes clercs étudiants à l'Université, et les petits sémi-

naires, où les évêques élèvent les adolescents qu'ils destinent à être clercs. On siégeait tous les soirs, même le dimanche¹. Le juriste Gneist faisait une grande partie du travail ; le rapport général fut son œuvre.

Le sort de la Constitution fut vite décidé. En vain Pierre Reichensperger rappela-t-il qu'elle était l'expression, non d'une majorité de hasard, mais des revendications de tout le pays, et qu'il fallait saluer en elle l'heureux résultat des tristes expériences de guerre religieuse faites sous Frédéric-Guillaume III². Falk, toujours géomètre, répliquait en substance, hautement et simplement : Le facteur Etat, qui a mis l'Eglise en mesure de régler librement ses propres affaires, doit, à l'heure de la lutte, avoir aussi le droit de déterminer quelles sont les propres affaires de l'Eglise et quelle est la démarcation³.

Dès le 31 janvier, à la seconde Chambre, deux majorités de 145 et 141 voix⁴ donnèrent à l'édifice constitutionnel les deux premiers coups de sape. Windthorst avait inutilement poussé un dernier cri d'alarme. « Cette base à laquelle vous touchez, disait-il, est la seule sur laquelle nous puissions nous tendre les mains. La supprimer, c'est inaugurer un combat dont je ne puis envisager la fin. » Ainsi parlait-il pour les hommes d'Etat, auxquels la perspective d'une Prusse à jamais divisée ne pouvait sérieusement agréer. Et puis, se retournant vers les doctrinaires, vers ceux, qui, plus soucieux de leur philosophie que de leur pays, bornaient leurs souhaits à escompter et à préparer la défaite, prochaine ou lointaine, de toutes les Eglises et de toutes les révélations, Windthorst leur criait : « L'Etat n'a pas de promesses, mais l'Eglise en a, et le combat

est gagné par celui qui vit le plus longtemps. Oui, celui qui vit le plus longtemps, et cela même est consolant, parce que ceux qui semblent éprouver quelque attrait spécial à conduire cette lutte sont mortels, et après eux une autre génération viendra, génération plus pacifique, je l'espère ¹ ». Falk et Gneist répliquaient en parlant des droits de l'État ²; l'Église, d'après eux, avait lésé ces droits par une application trop élastique d'une Constitution trop vague; aujourd'hui les menaces mêmes qu'elle adressait, ses déclarations solennelles d'indocilité, voire même de révolte, châtiaient l'État de sa longue abdication, et ce qu'il s'agissait de restaurer en amendant le texte constitutionnel, c'était l'ascendant de la loi.

Il existait toujours, ce texte suspect, tant que la Chambre Haute ne l'avait pas elle-même modifié; mais peu importait au *Landtag*, on passa outre aux scrupules de Windthorst; on discuta les projets; on les vota, comme si la modification était un fait acquis ³. Le *Reichstag* siégeait en même temps; un certain nombre de députés faisaient partie des deux assemblées; mais sans égard pour le Parlement d'Empire, le *Landtag* délibérait ⁴, le *Landtag* s'essouffait ⁵; les membres de sa majorité votaient comme de simples soldats ⁶, et s'en vantaient. Ils échauffaient leur haine en regardant le Centre, et leurs bulletins tombaient dans les urnes, frappant l'Église.

¹ Reichensperger disait plus tard que ce qu'il y avait de plus honteux (*schmählichste*), dans les lois du *Culturkampf*, c'était la façon hâtive dont elles avaient été votées. Dans les débats de la loi sur la puissance disciplinaire, que combattirent les protestants Gerlach et Holtz, la clôture fut votée avant qu'un seul catholique n'eût eu le temps de parler.

La passion contre le Centre était si violente, qu'on évinça Mallinckrodt de la commission d'enquête sur les chemins de fer, parce qu'ennemi de l'Empire ¹.

Les objections courantes de la polémique protestante contre l'Église romaine firent explosion sous forme d'invectives : les processions, les fêtes, le « système papal », le denier de saint Pierre, la morale catholique, la « crasseuse superstition des séminaires », le « fétichisme », furent attaqués par Bethusy Huc ², par Petri ³, par Virchow ⁴, par Jung ⁵. Limburg-Styrum faisait retentir la voix de la patrie : « Il fallait un clergé national, expliquait-il, afin que rien n'empêchât l'Allemagne de protéger l'Italie ⁶ ». Au demeurant, Gneist protestait qu'on ferait du bien à l'Église en la délivrant de la centralisation ⁷ ; et Virchow observait qu'après tout on travaillait pour la liberté personnelle des consciences en les affranchissant de la hiérarchie ⁸. « Grand merci, ripostait Schorlemer à Gneist, libérez-nous, plutôt, de la protection de l'État ⁹. — Grand merci, ripostait Mallinckrodt à Virchow, notre liberté de conscience individuelle trouve précisément sa satisfaction à reconnaître l'autorité de l'Église, et ne la trouve que là ¹⁰ ». Duncker faisait au Centre cette courtoisie, de dire que l'Église avait joué un rôle utile dans les débuts du monde moderne ; mais « quand le fils est majeur, continuait-il, le fils enterre sa mère ¹¹ ». — « La mère Église n'est pas morte, ripostait Windthorst ¹² ».

Gneist et Renard agitaient le drapeau du germanisme, éternellement brandi contre l'ultramontanisme ; la prêtraille, à les entendre, avait imposé aux esprits et aux cœurs allemands certaines chaînes qui de-

vaient désormais tomber¹. Les nationaux-libéraux du Sud aimaient cette ambitieuse philosophie de l'histoire, qui semblait leur assigner un rôle d'avant-garde dans la défense de l'Allemagne contre les incursions de l'esprit romain, et leur journal familier, la *Gazette générale*, célébrait les projets de Falk comme une sorte de consécration de l'autonomie intellectuelle de l'Allemagne. On était tout près de saluer dans ces mesures contre l'Église une victoire pareille à celles de 1870. La *Gazette générale*, à la date du 29 mars 1873, expliquait textuellement :

Après que l'Allemagne a fondé son unité politique, elle veut que les conditions d'existence de notre peuple soient sans exception trouvées en lui-même et non au dehors. Au moyen de la science, nous voulons nous approprier toutes les richesses intellectuelles des autres peuples, mais nous ne voulons accorder d'influence sur le futur développement de notre culture, ni à de nombreux Français, ni à quelques Italiens, ni même à un Concile œcuménique au sein duquel des nationalités, que nous ne pouvons reconnaître comme nos égales intellectuellement, exercent une action suffisante pour proclamer dictateur perpétuel un prêtre ambitieux qui lui en a exprimé le désir. Tel est le véritable sens du soulèvement si sérieux de toutes les forces morales de notre peuple contre la hiérarchie romaine.

Ainsi, de même qu'en 1870 Moltke avait fait triompher les droits de la nation allemande, prépondérante par définition sur les nations latines, de même Falk devait faire triompher les droits de l'intelligence allemande, supérieure par définition à l'intelligence des autres peuples.

Orateurs et publicistes nationaux-libéraux s'attachaient surtout au procès de l'Église ; ils laissaient

au ministre Falk, au rapporteur Gneist et aux commissaires, le soin de justifier dans le détail les projets présentés.

Le Centre et quelques protestants pieux faisaient face aux uns et aux autres. Windthorst accusait l'État de projeter une usurpation sans exemple dans l'histoire, et déclarait qu'à un lent empoisonnement de l'Église, il préférerait le régime de la hache, tel qu'il fonctionnait en Russie ¹. « C'est un retour au paganisme, criait Mallinckrodt; c'est la résurrection par l'État du *Jus reformandi*, c'est-à-dire d'un régime de contrainte et de violences contre ce qu'il y a de plus sacré dans l'homme : par la voie de l'asservissement extérieur, de la révolution intérieure, de la dissolution de l'Église catholique, on veut arriver à la paix du cimetière ². » Il disséquait les projets, montrait qu'ils avaient été élaborés sans aucune connaissance des réalités religieuses; « c'est du travail de professeur », disait-il avec mépris ³. Pierre Reichensperger établissait que les articles qui lésaient la puissance disciplinaire de l'Église impliquaient la négation de la souveraineté papale, c'est-à-dire d'un dogme ⁴. Windthorst traitait de tribunal d'inquisition la future cour royale pour les affaires ecclésiastiques ⁵. « Ce qu'on projette, soulignait Schorlemer, ce sont des jugements d'inquisition organisant la révolte des prêtres contre leurs chefs ⁶. » Auguste Reichensperger raillait cet État qui s'instituait examinateur des futurs prêtres : « Que diriez-vous, demandait-il, si nous faisons juger par un ingénieur des mines les aptitudes d'un médecin ⁷ ? » Quant au projet sur l'emploi des moyens de punition et de coercition ecclésiastiques, c'est en apportant des citations de Luther qu'Ernest Lieber le combattait ⁸. Avec crâ-

nerie et sérénité, les membres du Centre pronostiquaient les futures souffrances. « On verra tous les évêques en prison », annonçait Pierre Reichensperger, et Schorlemer prévoyait des dragonnades ¹.

Gneist croyait déconcerter ces tribuns de l'Église romaine en leur disant : « De quoi vous plaignez-vous puisque la loi vise les deux Églises ? » — « Vous raillez, ripostait alors Mallinckrodt ; est-ce respecter l'Église catholique, que de vouloir qu'elle s'organise comme l'Église évangélique ? ² » Mais certains protestants aussi se plaignaient, et non des moindres : ils s'appelaient Gerlach ³, Strosser ³, Glaser ⁴, Holtz ⁵, Brüel ⁶ : ils répercutaient dans l'enceinte du *Landtag* les critiques qu'adressait aux projets la *Gazette de la Croix* ⁷, et secondaient ainsi les efforts des Windthorst et des Mallinckrodt. Brüel, Hanovrien toujours mortifié, glorifiait avec complaisance la nouvelle victime à laquelle s'attaquait la politique des annexions ; cette victime, c'était l'Église. Gerlach, qui venait d'être élu membre du *Landtag* et qui siégeait au Centre ⁸, demandait ce qu'était devenu le libéralisme : « Police par devant, disait-il, et police par derrière, police à gauche, et police à droite, décisions ministérielles, tribunal spécial sans appel. Pour la gauche, n'y a-t-il plus de luttes d'idées ? Seulement de la police, de l'or, des prisons, dans le domaine de la foi et de l'esprit ⁹ ».

Je suis Prussien de part en part, disait-il encore, je suis Brandebourgeois, donc un Prussien de première classe ; je suis Berlinois, je suis au service de Sa Majesté depuis plus de cinquante années. Néanmoins je dois dire que je place la Prusse et l'Allemagne bien au dessous du royaume de Dieu ; et selon la conviction la plus intime de ma foi, dont cependant je ne veux pas me glorifier, je mets cette

patrie céleste et éternelle infiniment au-dessus de Berlin, du Brandebourg, de la Prusse, de l'Allemagne. Ainsi le manque de patrie est un reproche qu'à l'avenir nous ne pourrons plus écarter de nous. D'un autre côté, il n'est pas moins certain que c'est précisément cet amour de la patrie céleste qui fait de moi un bon citoyen de l'État. De tous temps, les chrétiens, quoiqu'on les martyrisât par le fer ou par le gril, n'ont cessé de prêcher l'obéissance à l'autorité civile. J'ignore combien de ces messieurs accordent quelque efficacité à la prière ; mais ceux qui prient diront avec moi que prier pour l'autorité civile, c'est donner à celle-ci la plus grande preuve de fidélité qui soit ici bas. Et maintenant, Messieurs, dites-moi, qui donc a finalement vaincu dans le monde : le national Jupiter ou le Christ sans patrie ?

Je me sens intimement uni à la cause de l'Église romaine. Elle est venue ici, avec le Pape à sa tête, comme notre mère. Le nom de la Prusse n'a été connu dans ce monde que trois siècles après les Carolingiens, grâce aux efforts d'un ordre religieux catholique qui a converti les Prussiens païens au christianisme. Ce n'est que trois siècles plus tard que naquit le duché de Prusse. Toutes ces créations sont des enfants de l'Église d'Occident, et si nous avions la moindre piété envers cette mère spirituelle, nous devrions non seulement laisser à l'Église catholique actuelle son droit, mais la traiter avec cordialité, amour et fidélité ¹.

Encore Gerlach pouvait-il être suspect : on le savait homme du Centre, défenseur même des Jésuites ; mais au même instant les articles de la *Gazette de la Croix* qui militaient contre Bismarck étaient réunis en brochure, véritable programme de lutte contre les forces anti-chrétiennes ² ; et bien que la foule des conservateurs eussent quelque peine à suivre d'un pas rapide l'évolution qui poussait plusieurs de leurs chefs à s'allier avec le Centre, Mallinekrodt insistait avec une assurance justifiée : « Les protestants croyants se convaincront de plus en plus que

la question politique n'est qu'à la surface, qu'au fond des choses c'est la question ecclésiastique, la question religieuse, qui forme l'objet du débat. Si ces messieurs veulent une Église protestante, une Église portée par une haute autorité, ils n'agissent pas bien en s'associant avec ceux qui, de par leurs principes, sont les ennemis mortels de toute autorité ¹ ».

C'est le 30 janvier que Mallinckrodt parlait ainsi; et précisément quelques jours plus tôt, la lutte qu'engageait la Prusse, et pour laquelle Mallinckrodt convoquait tous les représentants des confessions chrétiennes positives, avait été solennellement décorée d'un nom pompeux : elle s'appelait dorénavant *Culturkampf*, combat pour la civilisation, * et l'enthousiaste parrain qui, dans la séance du 17 janvier ², l'avait ainsi baptisée pour la longue suite des siècles, n'était autre que le célèbre matérialiste Virchow, ennemi de Dieu et de son Christ. La besogne où l'Allemagne était entraînée par Otto de Bismarck, homme de foi ; par Otto de Bismarck, bénéficiaire de la Rédemption, était expressément définie et nommée par le plus illustre représentant de l'athéisme allemand ; par celui-là même qui demandait, au *Landtag*, la suppression des crédits affectés au Conseil suprême évangélique. « On inaugure, disait il, un grand *Culturkampf* pour l'émancipation de l'État. » Il paraît que Falk n'aimait pas cette expression, qu'il y trouvait un manque de goût ³ ; mais dans toute la presse elle faisait fortune ; elle s'étalait à nouveau dans le manifeste du parti progressiste ⁴ ; et Falk devait subir le mot *Cultur-*

* Déjà le publiciste socialiste Ferdinand Lassalle, publiant en 1860 dans les *Demokratische Studien* de Walesrode une étude sur Lessing, s'était servi du mot *Culturkampf*. (LASSALLE, *Reden und Schriften*, éd. Bernstein, I, p. 423. Berlin, *Vorwärts*, 1893.)

kampf, comme Bismarck avait dû subir, peu à peu, la nécessité d'un programme méthodique de combat, comme Guillaume, peu à peu, avait dû se résigner à la nécessité même du combat. Toutes ces volontés, souveraines et ministérielles, s'étaient engrenées elles-mêmes dans un rouage désormais incoercible, et qui les entraînait.

Mais il fallait marcher. « Il importe, déclarait Falk au *Landtag* le 27 février, que ces lois soient votées avant la fin de la session¹ ». La sommation visait la Chambre des Seigneurs, et recélait une menace : on savait, déjà, que la commission nommée par cette Chambre pour l'examen des projets de loi était exactement partagée par moitié², et cela paraissait d'un médiocre augure. L'émoi qui s'était emparé de certains cercles protestants avait gagné beaucoup de membres de la haute assemblée.

Le 10 mars, lorsque se discutèrent devant elle les phrases qu'il seyait d'ajouter à la Constitution, Bismarck en personne parut. Il n'était plus président du ministère prussien, et cependant il intervenait. Sept semaines durant, il s'était tenu à l'écart des débats religieux qui s'étaient déroulés au *Landtag*, soit qu'il fût affaibli par le contre-coup des graves désagréments qui venaient d'entacher la réputation de son vieil ami Wagener, soit qu'il fût aise de se créer un alibi pour établir plus tard qu'il n'était pas complètement responsable de cette besogne législative. Mais devant la Chambre des Seigneurs, il jugea bon de parler comme chancelier. Dès qu'il sentait imminente l'opposition des conservateurs, il bondissait malgré lui ; il avait besoin, alors, de crier à ses anciens amis qu'ils étaient coupables de la déchirure

survenue, et chaque mot qu'il disait pour les en convaincre rendait leur culpabilité plus lourde et la déchirure plus large. « La confiance est une plante délicate, leur signifia-t-il ; une fois détruite, elle ne renaît pas de ses cendres. » Il leur dit que s'il avait quitté la présidence du ministère prussien, ils en étaient responsables. Ainsi les accusait-il, pour intimider leur vote final ; il considérait, apparemment, que le meilleur moyen de les dresser à la docilité était de leur faire honte pour leurs actes d'indépendance. Il avait cessé, non pas seulement de les aimer, mais même de les respecter. Une fois encore, il leur infligea l'histoire de ses démêlés avec le Centre, et des événements qui l'avaient poussé à réprimer l'Église, et à dénoncer l'armistice. Une théorie apparaissait sur ses lèvres, mûrement concertée, de laquelle il résultait, tout ensemble, que le *Culturkampf* était nécessaire et que la durée en serait limitée : il parlait d'un éternel conflit de pouvoir entre la royauté et la prêtrise, où les luttes alternaient avec les trêves : le *Culturkampf*, aussi, aboutirait à une trêve. Agamemnon s'était querellé contre les devins ; et puis, au moyen âge, les empereurs contre les papes, et le dernier Hohenstaufen avait péri sur l'échafaud, sous la hache d'un conquérant français, complice du Saint-Siège. De tels conflits n'avaient rien de confessionnel * ; leur caractère était exclusivement politique. Ces conflits, comme toutes les rivalités

* Riposant au catholique Landsberg-Velen, Bismarck redisait que « pour produire de l'impression sur le pays », les adversaires prêtaient aux lois une portée antireligieuse, mais qu'il n'en était rien. « Vous ne pourrez pas prouver, s'écriait-il, que l'Église est mise en danger par un plus haut degré d'instruction de ses desservants ». (*Politische Reden*, éd. Horst Kohl, V, p. 397.)

séculaires, nécessitaient des alliances, comportaient des arrêts, s'interrompaient par des armistices. La Constitution de 1850 avait été l'un de ces armistices ; mais l'expérience avait révélé dangereuse « cette incessante condescendance de l'Etat ». Aussi l'État devait-il aviser, et l'Eglise n'avait pas le droit de se dire en péril parce qu'on voulait à Berlin que ses clercs fussent mieux instruits. Si d'ailleurs la Prusse inaugurait une telle politique, la faute en était au Centre, à ce Centre dont Ketteler avait tracé le programme *, et contre lequel, une fois de plus, Bismarck détaillait ses griefs ¹.

« La faute, insistait Roon, en est au Concile » ; il avait déjà parlé, dans l'autre Chambre, de ces évêques partis Allemands pour le concile, et que le sirocco avait ramenés Romains ² : « Nous ne pouvons vivre sans ces projets de loi, insista-t-il ; notre vie publique est menacée ³. »

« La faute, déclarait Falk, en est aux vices mêmes de la Constitution, inspirée par l'esprit suranné de 1848 ⁴ », par cet esprit suranné qui, d'après Falk, avait commis ce grand méfait d'assurer des libertés aux catholiques de Belgique. Ainsi, trois représentants du gouvernement, s'expliquant, chacun à son tour, sur les causes du *Culturkampf*, instituaient trois procès différents : le Centre de 1871, le Concile de 1870, les Constituants de 1848, étaient tour à tour mis en accusation ⁵.

* Cette affirmation de Bismarck relative à Ketteler fut démentie par Landsberg-Velen dans la séance du 13 mars 1873 et par Ketteler lui-même dans une lettre que publia la *Germania*, du 19 mars, et Ketteler se plaignit, à cette occasion, que Bismarck n'écoutât que les adversaires de Rome, mais jamais les hommes d'Eglise et les laïques catholiques. (PRÜLF, *Ketteler*, III, p. 265.)

Mais toute la Prusse écouta lorsque se leva Otto de Manteuffel, qui, vingt ans auparavant, avait présidé le ministère prussien : il semblait que l'État de Frédéric-Guillaume IV se fût évadé d'un passé où il paraissait enseveli et qu'il se dressât, comme un revenant, devant l'État de Guillaume I^{er}. Manteuffel croyait n'être pas suspect, puisque, l'année d'avant, il s'était prononcé pour la réforme de l'inspection scolaire, mais Manteuffel aujourd'hui déplorait qu'on fit campagne contre les deux cinquièmes des consciences ; que l'on préparât des lois qui ravalassent les ecclésiastiques à n'être que des parias ; qu'on eût négligé de consulter les représentants des Églises ; qu'on professât des maximes qui, prises au pied de la lettre, les contraindraient de se soumettre d'avance à toutes les lois futures, quelles qu'elles fussent. Et Manteuffel, lui aussi, sentait poindre une heure critique, et grossir un danger. Gouvernement des prêtres ou royauté, avait dit Bismarck. Prolétariat ou royauté, ripostait Manteuffel, qui pronostiquait que dans la mesure où l'on asservirait l'Église, le désordre, la désobéissance, la déloyauté, la bestialité, iraient croissant¹.

Des bruits commençaient à courir, d'après lesquels l'Empereur travaillait secrètement contre les projets. Le conseiller secret Wilmowski lui remettait une lettre de l'archevêque Melchers, apportée par Reichensperger² ; on constatait que Roon, de son côté, procurait des audiences à certaines députations qui venaient se plaindre, et l'on insinuait que peut-être il retarderait le vote final. Roon protestait ; mais dans ses protestations mêmes, se glissait l'aveu, très franc, un peu déconcertant, que le ministère avait pu se tromper dans le choix de ses moyens et

ne prétendait nullement être infaillible. Bien vite il se ressaisissait : « Il nous faut un vote, criait-il, il nous faut des armes ». Il avait assez parlé, cependant, pour faire sentir que cette chasse au faucon, pour laquelle deux mois plus tôt il s'était si naïvement enthousiasmé, ne le satisfaisait peut-être plus aussi complètement¹.

L'opinion publique souffrait d'un certain « manque général de clarté et de vérité » : c'étaient les propres termes de ce Keyserling dont Bismarck, l'année précédente, songeait à faire un ministre des Cultes; il espérait encore « qu'un sentier détourné pourrait ramener au droit chemin ». Les coups de salve retentissants que tirait Bismarck ne donnaient à Keyserling aucune illusion : « les opérations de détail, écrivait-il, n'ont encore, autant que je puis voir, ni succès ni sûreté ». Il sentait, chez les bureaucrates, une « immense présomption² », dont les lois Falk portaient la marque, et cette présomption l'inquiétait, loin de le convaincre. Hohenlohe, qui le 19 mars faisait visite à la Cour, constatait que l'Impératrice avait soif de paix. La princesse Frédéric, aussi, était mécontente. « On devrait seulement laisser agir l'éducation populaire, lui disait-elle; cela rendrait les gens, d'eux-mêmes, indépendants de la hiérarchie. » Hohenlohe répondait que les ultramontains empêcheraient toute culture s'ils n'étaient pas réprimés. « Je compte sur l'intelligence du peuple, insistait la princesse; c'est une grande force. — La sottise humaine en est une bien plus grande encore, répliquait Hohenlohe; et nous devons en tenir compte, avant tout³. » Il n'était pas jusqu'aux dispositions mêmes de l'Empereur dont il ne fût anxieux : on envoyait à Guillaume

certaines journaux avancés, qui lui donnaient lieu de craindre qu'on ne revît bientôt des scènes révolutionnaires comme en 1848¹. « La lutte contre Rome ne marche pas, disait mélancoliquement la *Nouvelle Presse Libre* de Vienne. On le sent : la toute-puissance de l'État ne se développe pas ; un pouvoir très auguste retient le bras qui était levé, tout prêt à un combat d'anéantissement contre Rome². »

Mais le bras de Bismarck n'acceptait plus d'être retenu. Céder à son royal maître, passe encore ; mais céder au commun désir de son royal maître et des conservateurs, jamais ! Il fallait que les Seigneurs capitulassent ; Bismarck le voulait. Il échangeait avec l'un d'eux, Senft de Pilsach, des lettres qui n'étaient plus seulement des adieux politiques, mais des anathèmes religieux. Senft de Pilsach invitait Bismarck à l'humilité, lui donnait rendez-vous devant le tribunal de Dieu. Alors Bismarck le priait de prêcher l'humilité aux « ennemis du gouvernement », et cela voulait dire : aux conservateurs. « L'humilité de notre Rédempteur, continuait le chancelier, leur est devenue si étrangère, que leur bon sens est enténébré par la colère, et que, dans un esprit tout païen de coterie et de domination, ils considèrent comme leur mission de régner sur la Prusse et sur l'Église évangélique ; en fait, ils les ébranlent l'une et l'autre jusqu'aux racines pour le plus grand profit des puissances étrangères et hostiles au pharisaïsme ». Et Bismarck couronnait son insolence en renvoyant Senft de Pilsach à deux psaumes dont l'un flétrissait le pharisaïsme, dont l'autre annonçait la défaite des ennemis³.

Le 4 avril 1873, ce dernier psaume se vérifiait en faveur de Bismarck : la Chambre des Seigneurs ap-

prouvait les phrases nouvelles qu'on voulait insérer dans la Constitution ; et puis, comme, dans la Commission, partisans et adversaires des projets de loi disposaient de forces égales, la Chambre des Seigneurs finit par se passer d'elle. « L'opinion publique, lisait-on le 4 avril dans la *Correspondance provinciale*, saura distinguer avec une sévère vigilance, dans la représentation du pays, les éléments qui doivent être considérés comme des forces de conservation véritable pour l'État, et ceux qui doivent être évincés comme des obstacles pour le développement national¹ ». La Chambre des Seigneurs n'avait pas envie d'être évincée. Le 5 avril, Bernuth, ancien ministre de la Justice, proposa que sans attendre l'avis des commissaires elle discutât elle-même les projets. Régulièrement, on aurait dû ne voter sur cette proposition qu'au bout de quatre jours ; mais Bismarck vint à la rescousse ; on l'accepta tout de suite, au mépris des usages ; et l'impuissante commission fut dissoute². La forte voix des publicistes bismarckiens triomphait. Les Seigneurs désobéissaient à leur propre règlement pour mieux obéir à l'impatience du chancelier. Il n'y avait plus à discuter : Tauffkirchen, qui, arrivant de Berlin, voyait à Munich Lefebvre de Béhaine, lui racontait que le chancelier n'admettait plus d'être contredit³.

Jusque dans le salon de sa femme, Bismarck s'emportait contre les évêques : « On saura bien terrasser leur émeute démocratique, s'écriait-il. Il est dommage que la confiscation des biens soit abolie ; au fait, on pourrait peut-être l'édicter pour crimes de haute trahison⁴ ».

Lorsque, le 24 avril, Bismarck parla devant la Chambre des seigneurs pour les projets eux-mêmes,

il parada plus qu'il ne lutta. Il refit brièvement le procès du Centre, en termes qui, peu de jours après, attirèrent une protestation de Savigny¹; et puis il entama, plus longuement, le procès des conservateurs. Gruner, ancien secrétaire d'État, avait pris une attitude d'opposition; Kleist Retzow avait accusé Bismarck de s'être détaché de la fraction conservatrice.

Il est pénible, riposta Bismarck, de voir que dans ce combat les porteurs de certains noms, dont les pères ont contribué d'une manière glorieuse à la solide fondation de notre État, ne soient pas du côté où j'aurais cru les trouver, du côté de l'État prussien, que nous défendons contre ceux qui le menacent et le minent. Je suis resté uni avec le grand parti conservateur; mais une fraction s'est détachée de ce parti. Je suis heureux de ne point partager avec M. de Kleist Retzow la responsabilité qui lui incombe. Le mot « détaché » caractérise M. de Kleist Retzow lui-même : le plus petit se détache du plus grand, la partie mobile se détache de la base, un coquillage se détache du navire .

Bismarck, c'était le navire; Bismarck, c'était l'État. Insolemment, il réduisait au rang d'épaves ceux qui s'écartaient de son sillage, et donnait l'ordre à ses domestiques de ne plus recevoir Kleist Retzow, son parent, Kleist Retzow, un transfuge². Il développait, à l'adresse des conservateurs, une théorie d'absolutisme politique, qui avait quelque chose d'accablant.

On tend à détruire l'État, proclamait-il, lorsqu'on exagère la justesse de ses vues personnelles; on tend à le détruire, lorsqu'on est incapable de se subordonner, et lorsqu'on profite d'une surabondance de loisir pour méditer sur ce que fait le gouvernement et sur les critiques qu'on peut lui adresser, au lieu de concourir à la défense de l'État*.

* Dans une lettre à Diest Daber, du 27 mai 1873, Bismarck déplorait que les propriétaires fonciers, au *Landtag* et au *Reichs-*

Ainsi Bismarck, avocat impérieux d'une politique religieuse qui plaisait aux nationaux-libéraux, développait-il, en pleine forteresse du conservatisme, et à l'encontre des conservateurs, certaines doctrines d'obéissance politique, que les nationaux-libéraux, dix ans auparavant, auraient plutôt sifflées qu'applaudies. Il faisait mine, par ailleurs, de vouloir rassurer les consciences en affirmant que les projets de loi ne visaient pas l'Église, mais « les courants souterrains qui aspiraient à la domination cléricale temporelle ¹ ».

Roon, de son côté, étala certains témoignages protestants qui militaient en faveur des projets ². On racontait, dans les cercles politiques, une conversation de Guillaume avec l'ancien ministre Bodelschwingh : « Un incendie éclatera, lui disait celui-ci, et détruira tout cet édifice de politique religieuse ». — « Presque partout on me parle ainsi, répondit Guillaume. Mais je ne puis pas laisser les prêtres catholiques gouverner ³. » Ainsi Guillaume, se ressaisissant, échappait peu à peu aux influences qui avaient fait hésiter un instant sa conscience chrétienne ; il disait, il répétait, que les lois projetées étaient des « lois essentielles », et Gontaut-Biron notait que de tels propos « jetaient le trouble parmi les opposants à la politique du prince de Bismarck ». Guillaume, comme Bismarck, voulait décidément que l'État fût armé.

Des symptômes se dessinaient, attestant que les ennemis du christianisme ne considéraient pas ces armes comme suffisantes encore, et que leurs attaques,

tag, au lieu de s'occuper des intérêts économiques de leur classe, prissent licence de se lancer dans les questions de haute politique et de s'unir aux ultramontains et aux Polonais pour combattre contre la couronne de Prusse et contre le gouvernement prussien. (*Briefe*, éd. Horst Kohl, p. 480.)

après avoir prévalu contre l'Église catholique de Prusse, viseraient les assises chrétiennes de l'État. Virchow au *Landtag*¹, Voelk au *Reichstag*², agitaient derechef la question du mariage civil ; et le 23 avril, le *Reichstag* renvoyait à une commission la proposition de Voelk³. Voici donc que réapparaissait, sur l'horizon politique, un plan de réforme que Guillaume redoutait et que naguère, au moment de signer les projets de lois ecclésiastiques, il avait fait ajourner. Les Seigneurs et Guillaume lui-même pouvaient se rendre compte où on les menait, où fatalement on les ferait aboutir. On alléguait, pour légiférer sur l'éducation cléricale, que les prêtres exerçaient certaines fonctions civiles, qu'ils étaient, en quelque mesure, des officiers de l'État ; mais, pour le lendemain du vote, d'autres projets de loi se préparaient, qui les expulseraient de ces fonctions mêmes. Alors, de quel droit la Prusse prétendrait-elle les élever à sa façon, si elle se proposait, ensuite, de ne plus jamais emprunter leur concours * ?

* Sous la plume du ministre italien MINGHETTI, on trouve à ce sujet des réflexions fort exactes : « Friedberg, dit-il, regarde le prêtre comme étant, au moins indirectement, une sorte de fonctionnaire, auquel l'État confère en quelque façon une mission civile. C'est admettre la compétence de l'État en matière de religion, et même le devoir pour lui de veiller à la fidèle observance de la religion, de s'immiscer dans ses pratiques, c'est en somme faire de l'Église un organe essentiel de l'État. Mais si le prêtre a une mission civile, il faut que le système soit coordonné dans toutes ses parties, et on ne comprend pas pourquoi on a dépouillé le clergé, au profit des laïques, de tout ce qui se rapporte à l'état civil, donné les cimetières aux communes, établi le mariage sans acception de religion, etc. ; si le prêtre est un fonctionnaire, même indirect, de l'État, personne ne peut mieux que le prêtre remplir ces fonctions que les codes modernes lui ont précisément enlevées. » (*L'État et l'Église*, trad. Borguet, p. 150, Paris. Germer Bail-

Ainsi raisonnaient certains sages; mais leur sagesse risquait d'être réputée trahison. Le 1^{er} mai, la Chambre des Seigneurs, sous réserve de quelques légers amendements, accepta les projets. Et l'on vit, une fois de plus, que le rôle auquel la dictature vivante des ministres sollicite les Chambres hautes est singulièrement inverse de celui qui leur est assigné par la lettre morte des constitutions. De par leur essence, elles devraient crier : Holà ! On leur laisse le droit de dire : Hélas ! pourvu que cet Hélas ! expire en un *Amen*.

C'est donc la guerre ! murmuraient, apeurées, les âmes pacifiques. Mais oui, c'était la guerre, et Garibaldi s'en rendait compte, au loin, lorsque, soucieux de bien vendre son livre sur l'*Expédition des Mille*, il griffonnait à l'adresse d'un ami : « Ce livre, par ses idées anticléricales, est peut-être d'*actualité* en Allemagne¹ ». Déjà la guerre sévissait en Alsace, d'où le vicaire général Rapp était exilé pour avoir organisé une association de catholiques²; déjà la guerre évissait, surtout, d'un bout à l'autre de la Posnanie, avant même que les lois ne fussent votées, et pour un incident tout local.

Sur cent élèves, dans l'ensemble des gymnases posnaniens, la moyenne des petits Allemands ne dépassait pas la vingtaine; encore n'étaient-ils pas plus de deux au gymnase de Gnesen, perdus parmi cent vingt écoliers polonais; et pas plus de onze au gymnase de Posen, faisant face à cinq cent quatre-vingt-dix-huit petits Polonais³. En réponse à une circulaire de Falk qui avait exigé qu'à partir de Pâques

lière, 1881.) Sur l'état de la législation prussienne au sujet du mariage avant les lois nouvelles du *Culturkampf*, voir le t. II, p. 72, n. 1.

l'enseignement religieux, dans les gymnases posnaniens, fût donné dans la même langue que les autres enseignements ⁴, l'archevêque Ledochowski, justement désireux que les petits Polonais comprennent le catéchisme, avait déclaré qu'il ferait appliquer la circulaire dans les classes supérieures, mais que, dans les petites classes, les lycéens polonais continueraient à entendre parler de Dieu en polonais ¹; et le Pape d'abord ², puis les évêques polonais de Galicie ³, avaient félicité Ledochowski. Les professeurs de religion, coupables d'obéir à l'archevêque, avaient été prévenus, le 18 mars, que, s'ils persistaient dans leur attitude, ils seraient, le 1^{er} avril, révoqués en masse ⁴. Le ministère avait réalisé sa menace, et puis, pour les remplacer, avait tenté de trouver des laïques : tous, sauf un, s'étaient dérobés ⁵. Et les petits Polonais avaient commencé de recevoir hors du gymnase l'enseignement religieux ; mais tout de suite l'État, s'irritant, avait châtié par des procès-verbaux et des amendes les catéchistes bénévoles ⁶ ; enfin, s'épanouissant dans ses attitudes violentes, il avait étendu à la Prusse orientale les mêmes ukases ⁷. Il semblait à Keyserling, juge peu suspect, qu'il y avait quelque « tartuferie ⁸ » dans cette série de colères, dans ces vengeances qui punissaient Ledochowski de vouloir employer pour le catéchisme la langue que parlaient les enfants, celle qu'ils comprenaient ; mais l'État tenait bon. C'est ainsi qu'au début de 1873, deux provinces du royaume voyaient Dieu régner dans les gymnases, s'il acceptait de parler tudesque, mais en sortir au contraire, et puis être traqué jusque dans les maisons ou jusque dans les chapelles, si, pour se révéler à des lycéens, il persistait à se servir du polonais.

Les municipalités où prédominaient les influences allemandes se hâtaient de faire acte de représailles : à Elbing, à Thorn, on décidait de ne donner des postes d'instituteur qu'à des anti-infaillibilistes¹; à Posen, on transformait les écoles primaires confessionnelles en écoles simultanées². Au moment où les projets de lois ecclésiastiques allaient être l'objet, au *Landtag*, d'un vote définitif, les échos amplifiés de la grande émeute sacerdotale, qui là-bas en Pologne troublait l'enseignement secondaire, survenaient avec une savante opportunité.

IX

En cette journée du 9 mai 1873, où les projets, mûris et acclamés, allaient devenir des lois, les orateurs du Centre élevèrent un cri suprême, qu'ils adressaient, non point aux parlementaires, mais au peuple. Bismarck ne voulait plus discuter avec eux, parce qu'ils étaient les ennemis du pays. Alors, excités et poussés à bout par l'inflexible volonté de la majorité, ils apportèrent dans les discussions une méthode nouvelle. Ce n'étaient plus des *debaters*, travaillant avec leurs collègues des autres partis pour l'élaboration d'une loi qui devait être l'œuvre commune d'une Chambre³; c'étaient des tribuns d'une minorité opprimée, et de son banc, chacun de ces tribuns se faisait une chaire, pour agiter le pays. « Nous savons fort bien, déclara Mallinckrodt, que nous allons au-devant de jours pénibles. Il peut arriver facilement que nos sièges épiscopaux soient sans titulaires, que beaucoup de communes aspirent en vain à avoir un pasteur. Les dès en sont jetés.

Nous ne pouvons pas, contre notre conviction, renier ce qui pour nous est le plus sacré ; et nous comptons que le Très-Haut se tient à nos côtés ; que lorsque la détresse est la plus grande, son secours est le plus proche. » Et Mallinckrodt, pour s'aider lui-même en attendant que le ciel l'aidât, courait tout de suite en Westphalie ; il y préparait les élections futures¹.

« Vous voulez la guerre, vous l'aurez », avait dit Windthorst ; et la presse bismarckienne avait accusé le « parti prêtre » de pousser à la guerre civile. Un ancien officier de cavalerie, Schorlemer Alst, trouvait l'occasion bonne pour riposter à cette presse. « C'est à la guerre parlementaire que nous pensions, protestait-il. Mais la guerre civile, il y a quelqu'un qui la veut ; ce quelqu'un, c'est Bismarck. » La haute stature de Schorlemer semblait affronter celle du chancelier. Sa distinction native, sa finesse de race, lui assuraient plus d'immunités que ne lui en eût accordé le règlement de la Chambre : on lui donnait licence de beaucoup de rudesses, que chez d'autres on n'eût pas absoutes. Rude, il voulait l'être, comme l'étaient ses électeurs de la « rouge-terre » westphalienne, hommes à la foi robuste, au langage cru, embrigadés par ses soins dans d'admirables associations de paysans ; et tout ce qu'il y avait en lui d'aristocratique lui servait comme de passeport pour introduire dans l'enceinte parlementaire l'écho des grondements populaires, pour les y répercuter, pour les y faire écouter, et tolérer. Devant toute l'Allemagne, au nom d'une partie de l'Allemagne, Schorlemer accusait Bismarck.

Si devant tout le pays, expliquait-il, on taxe ainsi d'ennemis de l'État les catholiques, qui n'ont jamais quitté le terrain légal, cela s'appelle théoriquement provoquer la

guerre civile. Quand M. de Bismarck, à l'époque du conflit, alors qu'il développait ses théories de fer et de sang, lança ce fameux mot qu'il y avait dans l'État trop d'existences catilinaires, il désignait par là les libéraux; aujourd'hui, ce sont les membres du Centre qu'il désigne. Nous pensons qu'il y a dans l'État une existence éminemment catilinaire, et qu'il n'y en a qu'une*.

Et la robuste voix de Schorlemer, qui jusqu'aux extrémités de la salle dominait toutes les attentions, signifiait à Bismarck — à cette force anormale déchainée dans l'État prussien — que ses lois draconiennes ne seraient jamais appliquées; que l'on ne se courberait jamais¹. « Je ne peux pas me colleter avec des spadassins de rhétorique », murmurait Bismarck; et il se plaignait, dans les groupes, que le président Forckenbeck laissât parler Mallinckrodt et laissât parler Schorlemer².

Le protestant Gerlach intervenait; il proclamait les liens intimes qui, depuis deux ans, l'unissaient au Centre, il s'en disait « honoré, heureux ». « Il ne s'agit pas de la domination des prêtres, protestait-il; ce qui importe pour l'instant, c'est de confesser notre foi, de nous tenir debout, tous ensemble évangéliques et catholiques, en rangs serrés; le combat commence pour tout de bon. — S'il le faut, ripostait Falk, on fera d'autres lois pour contraindre à l'obligation des premières, mais j'espère qu'on n'y sera pas forcé. »

* Des placards, bientôt, accusèrent le comte Stolberg, candidat du Centre pour le siège de Neustadt, d'avoir tenu contre cette « existence catilinaire » des propos presque homicides, tels que cette boutade: « Si Bismarck était pendu, je tirerais la corde ». La majorité des électeurs demeura rétive ou indifférente à cette allégation, et, le 20 mai, vota pour Stolberg (MAJUNKS, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 352).

Alors Windthorst, avec l'ascendant d'un chef, indiquait à Falk de quelle façon l'on résisterait.

Je ne doute pas, s'écriait-il, que le gouvernement, pour réaliser ses intentions, qui ont été suffisamment caractérisées, emploie tous les moyens que ces lois lui procurent et que d'autres lois lui ménageront. La position que nous avons à prendre ne donne lieu à aucun doute. Nous ne ferons jamais quelque chose d'illégal pour aller à l'encontre de ces intentions. Au jour où les catholiques se laisseraient entraîner à quelque démarche contraire à la légalité, ils compromettraient, de la façon la plus regrettable, la victoire qui déjà est toute proche, oui, messieurs, je dis toute proche, parce qu'il commence à faire clair dans les esprits. Je connais, dans le parti adverse, certains hommes qui ne désirent rien plus vivement que de voir les catholiques employer des moyens illégaux. Mais il y a une résistance passive, tout à fait justifiée. Celle-là, nous devons la pratiquer, nous le ferons, nous le voulons, et contre elle, tôt ou tard, se brisera tout ce qui est projeté dans ces lois ¹.

Un mot suprême fut dit par Auguste Reichensperger; il l'empruntait à Edmond de Pressensé, qui, dans la *Revue des Deux Mondes*, avait accusé Bismarck de faire une politique jacobine². Puis, le silence se fit; on vota. Quatre jours plus tard, les projets étaient signés par Guillaume, et, sous le nom de lois de mai, régnaient désormais sur le christianisme prussien.

La *Correspondance provinciale*, soit qu'elle visât à rasséréner la conscience chrétienne de l'Empereur, soit qu'elle supposât les mémoires fort courtes, expliquait, à la date du 14 mai, que durant la discussion des lois, l'« esprit radical antichrétien » n'avait commis aucune incartade, et que le gouvernement, respectueux de l'hégémonie spirituelle de l'Église,

voulait uniquement prévenir les immixtions cléricales dans la vie de l'État. Bismarck se flattait peut-être qu'un tel article, propagé dans la presse allemande, ferait oublier les invectives contre l'Eglise, dont avait retenti la tribune du *Landtag*, et pourrait amener les fidèles de Rome à s'aveugler sur la portée des lois nouvelles. Mais l'adroit commentaire fut à peine remarqué; et cette indifférence était méritée. Les lois de mai venaient de s'insérer dans l'histoire allemande : elles étaient un événement capital; les uns en faisaient à Bismarck un honneur, les autres lui en faisaient un grief; et lorsqu'une feuille officieuse en atténuait l'importance, ni les uns ni les autres ne comprenaient.

Le publiciste Constantin Frantz, qui descendait par sa mère des Huguenots français, constatait avec tristesse, dans son livre sur la religion du nationalisme libéral, que le dernier mot de l'Empire évangélique était le culte de l'État tel que Hegel l'avait formulé, l'adoration de la force nationale, la seule religion que la Rome antique eût jamais connue¹. Mais cette religion de la Rome antique avait autrefois périclité, et puis cédé, devant l'audacieux effort des confesseurs de l'Eglise... Au même instant où l'on pouvait croire qu'elle allait être ressuscitée par Bismarck, on célébrait à Fribourg, le 13 mai, le centenaire de cet archevêque Vicari qui, monté presque septuagénaire sur le siège épiscopal de cette ville, avait, au prix de ses souffrances, restauré dans l'Etat badois la dignité de l'Eglise; et l'année 1873 ramenait encore un autre centenaire, celui de l'archevêque de Cologne Droste-Vischering, qui trente-six ans plus tôt, avait, par son emprisonnement, acheté pour les fidèles de Rome,

dans le royaume de Prusse, plus d'un quart de siècle de liberté. Ces deux évocations historiques, coïncidant avec les menaces du lendemain, enseignaient que les dictatures répudiées par les consciences sont à l'avance vaincues. La parole était aux évêques, la parole était au peuple.

FIN DU TOME PREMIER

NOTES

AVIS SUR LES ABRÉVIATIONS

- Archiv* = *Archiv für katholisches Kirchenrecht* (dirigé au temps du *Culturkampf* par VERING et aujourd'hui par Mgr HEINER).
- BETTELHEIM = *Biographisches Jahrbuch*, publié par BETTELHEIM (Berlin, Reimer) depuis 1896.
- BISMARCK, *Reden* = BISMARCK, *Politische Reden*, éd. Horst Kohl, 14 vol. (Stuttgart, Cotta, 1894-1905).
- BRUCK = BRUCK, *Geschichte der katholischen Kirche in Deutschland, Vierter Band, I und II Abteilung* (Münster, Aschendorff, 1907 et 1908).
- Chambre des Seigneurs* = *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Herrenhauses*.
- GOYAU = GOYAU, *L'Allemagne religieuse, le catholicisme, 1800-1870*, 4 vol. (Paris, Perrin, 1903-1909).
- JANISZEWSKI = JANISZEWSKI, *Histoire de la persécution de l'Église catholique en Prusse (1870-1876)*, trad. franç. (Bruxelles, Gœmaere, 1879).
- Landtag* = *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Abgeordnetenhauses des preussischen Landtages*. (Quand nous indiquons simplement : *Landtag*, c'est de la Chambre des députés du Landtag (*Abgeordnetenhaus*) qu'il s'agit ; et, pour alléger l'annotation, nous ne renvoyons pas à la pagination précise de ces *Berichte* lorsque le texte donne la date exacte où les discours furent prononcés.)
- Protocole* = *Protocole der Fuldaer-Versammlungen, als Manuscript gedruckt* (non mis dans le commerce).
- ROLFUS = *Kirchengeschichtliches in chronologischer Reihenfolge von der Zeit des vaticanischen Concils bis auf unsere Tage*, 3 vol. (ouvrage commencé par ROLFUS, continué par SICKINGER. Mayence, Kupferberg, 1877-1882).
- SCHULTHESS = *Europäischer Geschichtskalender* (fondé par SCHULTHESS, annuellement publié chez Beck, à Munich).

SIEGFRIED = *Actenstücke betreffend den preussischen Culturkampf, nebst einer geschichtlichen Einleitung*, publié par NICOLAUS SIEGFRIED (Fribourg, Herder, 1882).

SPECHT et SCHWABE = SPECHT und SCHWABE, *Die Reichstagswahlen von 1867 bis 1903*, 2^e édit. (Berlin, Heymann, 1904), et *Nachtrag* (Berlin, Heymann, 1908).

NOTES DU CHAPITRE PREMIER

Page 1. — 1. Sur le christianisme de Bismarck, voir surtout BAUMGARTEN, *Christliche Welt*, 1902, pp. 507-512, 587-591, 626-634; le chapitre du même Baumgarten dans BESS, *Unsere religioesen Erzieher*, II, pp. 226-253 (Leipzig, Quelle et Meyer, 1908); RUDOLF GLASER, *Bismarcks Stellung zum Christentum* (Gotha, Perthes, 1909); ERICH MARCKS, *Bismarcks Jugend, 1815-1848* (Stuttgart, Cotta, 1909); et MAX LENZ, *Kleine historische Studien* (Munich, Oldenbourg, 1910).

Page 2. — 1. Mot de Bismarck au peintre Richmond en 1887. (POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, IV, p. 97, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1899.) — 2. GLASER, *op. cit.*, pp. 14-15. — 3. *Fürst Bismarcks Briefe an seine Braut und Gattin*, pp. 1-5 (Stuttgart, Cotta, 1900). Sur Henri de Puttkamer (1789-1871) et sa fille Jeanne (1824-1894), voir MARCKS, *op. cit.*, pp. 318 et sq.

Page 3. — 1. Rapprocher, de ces renseignements contenus dans la fameuse lettre de « demande en mariage », l'analyse que donne ERICH MARCKS, *op. cit.*, pp. 125-129, du travail que fit le jeune Bismarck en 1836 sur le serment, et des tendances philosophiques, toutes rationalistes, dont témoigne ce travail; et comparer le discours de Bismarck à des visiteurs de Souabe, 7 juillet 1892 (*Reden*, XIII, p. 116). — 2. Bismarck à Richmond, *loc. cit.* — 3. MARCKS, *op. cit.*, p. 244 : nombreux détails dans ce livre sur l'amitié entre Bismarck et Maurice de Blanckenburg (1815-1888). — 4. Sur le cercle des mystiques poméraniens, voir MEINECKE, *Historische Zeitschrift*, XC (1902), pp. 75-92.

Page 4. — 1. *Fürst Bismarcks Briefe an seine Braut und Gattin*, pp. 5-6 (lettre du 4 janvier 1847). — 2. *Fürst Bismarcks Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 80 (lettre du 28 avril 1847). — 3. *Ibid.*, p. 340 (lettre du 19 juillet 1852).

Page 5. — 1. *Ibid.*, pp. 203-204 (lettre du 15 octobre 1850). — 2. *Bismarck-Briefe, 1836-1873*, éd. Horst Kohl, pp. 311-312 (lettre du 16 août 1861) (Bielefeld, Velhagen, 1900). Sur Oscar d'Arnim de Krœchlendorf (1813-1903), voir POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 199, n. 2. (Breslau, Trewendt, 1895.) — 3. *Bismarck-Briefe, 1836-1873*, éd. Horst Kohl, p. 420-422 (lettre du 26 décembre 1865). Sur Bismarck et Andrae Roman, voir POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, III, pp. 67-70. — 4. *Fürst Bismarcks Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 298 (lettre du 3 juillet 1851).

Page 6. — 1. *Fürst Bismarcks Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 56 (lettre du 28 février 1847). — 2. MORITZ BUSCH, *Tagebuchblaetter*, I, p. 249 (Leipzig, Grunow, 1899). *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France*, pp. 142-143 (Paris, Dentu, 1871). — 3. WILMOWSKI, *Meine Erinnerungen an Bismarck*, p. 186 (Breslau, Trewendt, 1900). — 4. *Bismarcks Briefe an seine Gattin aus dem Kriege, 1870-1871*, pp. 70 et 76 (lettres du 24 décembre 1870 et du 9 janvier 1871), (Stuttgart, Cotta, 1903); trad. Schroeder et Bruck-Gilbert, pp. 154 et 169 (Paris, Tallandier, 1903).

Page 7. — 1. Jugement de Hans Hugo Kleist Retzow (1814-1892) sur Below (HERMAN V. PETERSDORFF. *Kleist-Retzow, ein Lebensbild*, p. 418. Stuttgart, Cotta, 1907). — 2. SIDNEY WHITMAN, *Personal reminiscences of Prince Bismarck*, p. 296 (Londres, John Murray, 1902). — 3. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, I, p. 153. *Bismarck et sa suite*, p. 79. — 4. PETERSDORFF, *op. cit.*, p. 357.

Page 8. — 1. BUSCH, *Unser Reichskanzler*, I, pp. 159 et suiv. (Leipzig, Grunow, 1884). Cf. *Deutsche Revue*, 1911, I, pp. 369-370 (Gerlach à Blanckenburg, 11 janvier 1866). D'après WILMOWSKI, *op. cit.*, p. 185, Bismarck visitait plus souvent le temple, lorsqu'il était à Varzin. — 2. NIPPOLD, *Handbuch der neuesten Kirchengeschichte*, V, p. 525. (Leipzig, Heinsius, 1906). — 3. BOSSE, *Grenzbolen*, 1904, II, p. 754. Cf. lettre de Gerlach, 10 décembre 1871 (*Deutsche Revue*, juin 1911, p. 307); GLASER, *op. cit.*, pp. 17-18 et 23, et RICHERT, *Christliche Welt*, 1905, p. 825. — 4. NIPPOLD, *Aus dem Leben der beiden ersten deutschen Kaiser und ihrer Frauen*, p. 309 (Berlin, Schwetschke, 1906).

Page 9. — 1. HORST KOHL, *Bismarck Regesten*, II, p. 469 (Leipzig, Renger, 1892), publie le texte du diplôme de l'université de Giessen (10 novembre 1888) attestant que Bismarck *Dei numine res humanas regi pie confidit*, et qu'il revendiqua la liberté pour les théologiens évangéliques; on trouve dans BISMARCK, *Reden*, XII, pp. 544-545, la réponse que, le 22 novembre 1888, Bismarck adressa à l'université. — 2. GEORG SCHMIDT, *Das Geschlecht von Bismarck*, pp. 15-16 (Berlin, Trewendt, 1908). WILMOWSKI, *op. cit.*, p. 187. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, II, p. 473.

Page 10. — 1. Sur Frédéric Jules Stahl (1802-1861), et sa

conception de l'État chrétien, voir JACOBOWSKI, *Der christliche Staat und seine Zukunft* (Berlin, Duncker, 1894).

Page 11. — 1. BISMARCK, *Reden*, I, pp. 22 et 25 (discours du 15 juin 1847) contre l'émancipation politique des Juifs. — 2. BISMARCK, *Reden*, I, pp. 155-162 (discours du 15 novembre 1849).

Page 12. — 1. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 340. Cf. *Deutsche Revue*, 1911, I, pp. 358-359 (lettre de Gerlach, 28 janvier 1861). Sur Ernest Louis de Gerlach (1795-1877), voir les deux volumes de son journal intitulé : *Aufzeichnungen aus seinem Leben und Wirken* (Schwerin, Bahn, 1902). — 2. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 342.

Page 13. — 1. HAHN, *Varzin. Persönliche Erinnerungen an den Fürsten Otto Bismarck*, pp. 104-106 (Berlin, Verein der Bücherfreunde, 1910). — 2. WILMOWSKI, *op. cit.*, p. 186. — 3. BISMARCK, *Reden*, XI, p. 277 (discours du 28 décembre 1885). MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes in Preussen-Deutschland*, p. 70. (Paderborn, Schöningh, 1886). — 4. CHARLES BENOIST, *Le prince de Bismarck, psychologie de l'homme fort*, p. 243. (Paris, Perrin, 1900). Cf. NIPPOLD, *Handbuch der neuesten Kirchengeschichte*, V, p. 523. — 5. BUSCH, *Tagebuchblätter*, I, p. 68 (conversation à Saint-Avold, 12 août 1870). *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 18. — 6. BUSCH, *Tagebuchblätter*, I, p. 278 (conversation à Versailles, 7 octobre 1870). *Le comte de Bismarck et sa suite*, pp. 164-165. — 7. Texte intéressant de Pfeleiderer, cité par GRAUE dans le *Bismarck Jahrbuch* publié par Horst Kohl, 1895, II, p. 335. (Berlin, Haering, 1895.)

Page 14. — 1. BOSSE, *Grenzboten*, 1904, II, p. 751 : ces *Souvenirs* de Robert Bosse (1832-1901) sont une source digne d'être consultée pour la fin de la période bismarckienne. — 2. WILMOWSKI, *op. cit.*, p. 188. — 3. BISMARCK, *Reden*, VI, p. 269 (discours du 16 avril 1875). — 4. BISMARCK, *Reden*, V, p. 237 (discours du 30 janvier 1872). — 5. RUDOLF MEYER, *Politische Gründer und die Corruption in Deutschland*, p. 80. (Leipzig, Bidder, 1877). Sur l'évêque Guillaume Emmanuel de Ketteler (1811-1877), voir PFÜLF, *Bischof Ketteler*, 3 vol. (Mayence, Kirchheim, 1899.)

Page 15. — 1. Sur l'archevêque Vicari (1773-1868), sur l'action de Bismarck contre lui auprès du ministre Otto de Mantouffel (1806-1879), et sur le rôle de Bismarck à l'endroit des catholiques mecklembourgeois, voir GOYAC, III, pp. 17-23, et IV, pp. 35-56 et 54-59.

Page 16. — 1. BISMARCK, *Reden*, III, p. 193 (discours du 12 mars 1867). PFÜLF, *Mallinckrodt*, 2^e édit., pp. 274-276 (Fribourg, Herder, 1901). Cf. WILMOWSKI, *op. cit.*, p. 189. — 2. VALBERT, *Hommes et choses d'Allemagne, croquis politiques*, p. 120, (Paris, Hachette, 1877). — 3. CHERBULIEZ, *L'Allemagne politique depuis la paix de Prague*, p. 336. (Paris, Hachette, 1870). Sur l'activité en Bade, avant 1870, du ministre Jules Jolly (1823-1891), voir

GOYAU, IV, pp. 116-117. — 4. Voir GOYAU, III, pp. 321-324. — 5. Sur l'action du prince Clovis de Hohenlohe (1819-1901) contre le Concile, voir GOYAU, IV, pp. 313-325.

Page 17. — 1. POSCHINGER, *Die Ansprachen des Fürsten Bismarck (1848-1894)*, I, pp. 13-14 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1895). — 2. NIPPOLD, *Aus dem Leben der beiden ersten deutschen Kaiser*, p. 360; *Handbuch der neuesten Kirchengeschichte*, V, p. 528. — 3. Voir l'entretien du 19 février 1870 avec le comte de Wimpffen au sujet de l'attitude qui convient à l'endroit du Concile, dans POSCHINGER, *Bismarck und die Diplomaten*, p. 285-286. (Hambourg, Verlagsanstalt, 1900). Cf. Bismarck à Hohenlohe, 11 août 1869, dans CHLODWIG ZU HOHENLOHE SCHILLINGSFÜRST, *Denkwürdigkeiten*, I, p. 385-386 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1907), trad. franç., II, pp. 27-28 (Paris, Conard, 1909); et voir GOYAU, IV, pp. 318-323, 356, 357, 364, 373, 383, 384. — 4. Sur l'action de Harry d'Arnim (1824-1881), représentant à Rome de la Confédération du Nord, contre le concile du Vatican, voir GOYAU, IV, pp. 355-384. — 5. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 61; trad. franç., II, p. 188. (11 juin 1871).

Page 18. — 1. *Kaiser Friedrichs Tagebücher über die Kriege 1866 und 1870-71*, éd. MARGARETHA VON POSCHINGER, p. 107. (Berlin, Schroeder, 1902.)

Page 20. — 1. JOHANN FRIEDRICH V. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 378 (Giessen, Roth, 1908). Les trois volumes de *Souvenirs* de M. Schulte, né à Bonn en 1827, sont à consulter, non d'ailleurs sans beaucoup de réserves, pour l'histoire religieuse du dernier demi-siècle allemand.

Page 21. — 1. RUDOLF MEYER, *Politische Gründer*, pp. 81 et suiv. — 2. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 517. Comparer le discours d'Ernest Louis de Gerlach au *Landtag* du 20 mars 1873, où Bismarck est accusé de ne considérer le conservatisme et le libéralisme que comme des *Machtelemente*.

Page 23. — 1. Voir les curieux jugements de Beyschlag, le théologien du *Mittelpartei* : Bismarck, écrivait-il dès 1870, « compte avec des réalités à faire valoir, non avec des idéaux ; avec des arbres, non avec des germes ». (BEYSCHLAG, *Aus meinem Leben*, II, pp. 331-333. Halle, Strien, 1899.) Bluntschli disait que Bismarck tenait compte seulement du « devenu », non du « devenant ». (NIPPOLD, *Handbuch*, V, p. 530). Cf. le jugement du ministre badois Jolly : « Il manquait à Bismarck le sens et l'intelligence pour les forces morales qui se manifestent dans le peuple pour le droit et la liberté. Il méprisait la puissance qu'il ne comprenait pas ». (BAUMGARTEN ET JOLLY, *Staatsminister Jolly*, p. 71. Tubingue, Laupp, 1897). Cf. discours de Brühl au *Landtag*, 22 avril 1887. — 2. MAURICE MURET, *La littérature allemande d'aujourd'hui*, p. 262. (Paris, Perrin, 1909).

Page 25. — 1. Ce propos du secrétaire d'État Thile (1812-1889) est cité dans PASTOR, *August Reichensperger*, II, p. 108 (Fribourg, Herder, 1899). Déjà en 1871 Thile taxait Bismarck de « folie des grandeurs ». (*Deutsche Revue*, juin 1911, p. 315.)

NOTES DU CHAPITRE II

Page 28. — 1. Texte de la lettre de Bismarck à Usedom (1805-1884), datée du 30 octobre 1867, dans HAHN, *Fürst Bismarck*, I, pp. 720-723. Berlin Hertz, 1878. — 2. POSCHINGER, *Also sprach Bismarck*, I, 1846-1870, p. 297 (conversation du 21 octobre 1867). (Vienne, Konegen, 1910.) — 3. F. X. SCHULTE, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen*, p. 21. (Essen, Fredebeul, 1882). Cf. la réponse de Guillaume aux catholiques d'Ermeland (*Civiltà Cattolica*, 25 janvier-8 février 1868, pp. 507-511).

Page 29. — 1. Sur cette démarche de Hermann Wagener (1815-1889) auprès du publiciste conservateur Rodolphe Meyer (1839-1899) que ses campagnes de presse contre Bismarck forcèrent plus tard à s'exiler d'Allemagne, voir RUDOLF MEYER, *Politische Gründer*, p. 83. — 2. ONCKEN, *Rudolf von Bennigsen*, II, p. 217. (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1910). — 3. *Bismarcks Briefwechsel mit dem Minister v. Schleinitz, 1858-1861*. (Stuttgart, Cotta, 1905). — 4. GOVONE, *Mémoires*, trad. Weil, pp. 521-526 (Paris, Fontemoing, 1905). — 5. Sur les pourparlers entre Bismarck et Mazzini, on trouvera tous les documents dans BOULLIER, *Un roi et un conspirateur, Victor Emmanuel et Mazzini*, pp. 252 et suiv. (Paris, Plon, 1885.) — 6. BENEDETTI, *Ma mission en Prusse*, p. 246 (conversation de Bismarck avec Benedetti, 10 novembre 1867). (Paris, Plon, 1871).

Page 30. — 1. NOACK, *Deutsches Leben in Rom, 1700 bis 1900*, p. 297 (Stuttgart, Cotta, 1907). — 2. STOSCH, *Deutsche Revue*, 1902, III, p. 26. — 3. MARG. V. POSCHINGER, *Kaiser Friedrich III*, II, pp. 290-304 (Berlin, Schroeder, 1899). PHILIPPSON, *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, 2^e éd., pp. 215-216 (Wiesbaden, Bergmann, 1908). — 4. POSCHINGER, *Also sprach Bismarck*, I, 1846-1870, p. 297; cf. BENEDETTI, *op. cit.*, p. 247. — 5. Sur ces difficultés entre Bismarck et Usedom, voir BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, pp. 204-205; trad. Jaeglé, I, pp. 262-263; et cf. POSCHINGER, *Ständem bei Bismarck*, p. 83. (Vienne, Konegen, 1910).

Page 31. — 1. BENEDETTI, *Ma Mission en Prusse*, pp. 228-236. — 2. BOULLIER, *op. cit.*, p. 264. — 3. POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, IV, p. 52 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1899). *M. Crispi chez M. de Bismarck. Journal de voyage*, pp. 55-57. (Rome, Forzani, 1894). — 4. Théodore Mommsen (1819-1903) réunit les deux articles en une brochure : *Agli Italiani* (Berlin, 1870). Voir les citations qu'en donna GEFFROY et les protestations qu'il opposa, dans son article : *Un manifeste prussien* (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1870, pp. 122-137). Cf. LUDO MORITZ HARTMANN, *Theodor Mommsen*, p. 115 (Götha, Perthes, 1908). — 5. Ce propos de Guillaume à Brassier de Saint-Simon (1798-1872) est rapporté dans S. CASTAGNOLA, *Da Firenze a Roma, diario storico politico del 1870-1871*, pp. 157-158 (Turin, Roux, 1896).

Page 32. — 1. ROTHAN, *L'Allemagne et l'Italie*, II, p. 84 (Paris, Lévy, 1884). SYBEL, *Die Begründung des deutschen Reiches*, VII, p. 406. (Munich, Oldenbourg, 1895.) — 2. GOVONE, *op. cit.*, pp. 362 et suiv. Cf. ÉMILE OLLIVIER, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} février 1911, p. 515. — 3. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 103 ; trad. Jaeglé, II, p. 122. — 4. *Atti Ufficiali della Camera dei Deputati*, séance du 19 août 1870, pp. 2981-2983. Comte DE BEAUFORT, *Histoire de l'invasion des États pontificaux*, pp. 26 et 429. (Paris, Palmé, 1874). — 5. POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, IV, p. 52. *M. Crispi chez M. de Bismarck, Journal de voyage*, pp. 55-57. — 6. CASTAGNOLA, *op. cit.*, pp. 30-31.

Page 33. — 1. Dépêche Cantagalli à Visconti Venosta, 10 septembre 1870. (CADORNA, *La liberazione di Roma nell' anno 1870*, pp. 354-356. Turin, Roux, 1889.) Castelli, familier de Victor Emmanuel, s'agaçait de tant de formalités. (*Carteggio di Michelangelo Castelli*, éd. Chiala, II, p. 476. Turin, Roux, 1891.) Tous les documents diplomatiques relatifs à la question de Rome, publiés par le gouvernement italien au lendemain du 20 septembre, sont reproduits dans le livre du général Cadorna. — 2. Dépêche Greppi à Visconti Venosta, 12 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.* p. 357). — 3. Dépêche Migliorati à Visconti Venosta, 10 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, p. 354). — 4. Lettre de Gregorovius du 15 novembre 1862 (*Briefe von Ferdinand Gregorovius an den Staatssekretär Hermann v. Thile*, p. 59. (Berlin. Paetel, 1894).) — 5. PETERSDORFF, *Allgemeine Deutsche Biographie*, LIV, p. 694. POSCHINGER, *Bei Robert v. Keudell, ein Bismarck Interview*, p. 14. (Berlin, Bernhard Paul, 1902.) — 6. Dépêche Launay à Visconti Venosta, 6 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, p. 350). — 7. Cette absence d'instructions résulte de la dépêche Launay à Visconti Venosta, 10 septembre 1870. (CADORNA, *op. cit.*, pp. 357-358.) — 8. Cité dans une dépêche de Visconti Venosta à Launay, 20 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, p. 361). La *Gazzetta d'Italia* publia, quelques semaines après, une prétendue lettre du roi

Guillaume au Pape, dont on trouvera le texte dans BEAUFFORT, *Histoire de l'invasion des États pontificaux*, pp. 513-514, et qui marquait un refus d'intervention; mais le *Staatsanzeiger*, du 8 octobre 1870, démentit formellement l'authenticité de cette lettre (Dépêche Launay à Visconti Venosta, 8 octobre 1870, dans CADORNA, *op. cit.*, p. 395).

Page 34. — 1. Mention de cette dépêche est faite dans la dépêche de Launay à Visconti Venosta du 17 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, pp. 363-364). — 2. Ces propos de Limburg-Styrum, né en 1835, sont notés dans une dépêche de Lefebvre de Béhaine, 15 septembre 1870.

Page 35. — 1. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 229; trad. Jaeglé, II, p. 271.

Page 37. — 1. Dépêches Lefebvre de Béhaine, 17 septembre 1870, 22 septembre 1870, 2 janvier 1871. CADORNA, *op. cit.*, pp. 171 et 563. D'IDEVILLE, *Les Piémontais à Rome*, pp. 180-181. (Paris, Vaton, 1874). BEAUFFORT, *op. cit.*, pp. 232, 240-242 et 247. — 2. *Roma, settembre-octobre 1870: Documenti*, p. 14 (lettre du baron Blanc, 30 septembre 1870). — 3. D'IDEVILLE, *op. cit.*, p. 185. — 4. Dépêches Launay à Visconti Venosta, 18, 20 et 24 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, pp. 364, 372, 377, 378). Voir à ce sujet les réflexions de BEAUFFORT, *op. cit.*, p. 240, n. 2. — 5. MICHELANGELO CASTELLI, *Ricordi*, éd. CHIALA, p. 215 (Turin, Roux, 1888). — 6. Lettre de Tallenay, consul à Civita-Vecchia, à Lefebvre de Béhaine, 20 septembre 1870. — 7. *Briefe von Ferdinand Gregorovius an den Staatssekretär Hermann v. Thile*, éd., PETERSDORFF, p. 84.

Page 38. — 1. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 21 septembre 1870. JULES FAVRE, *Rome et la République française*, p. 50 (Paris, Plon, 1871). BEAUFFORT, *op. cit.*, pp. 324-325. Cf. CADORNA, *op. cit.*, pp. 207-208. — 2. Dépêches Lefebvre de Béhaine, 28 septembre et 1^{er} octobre 1870. — 3. CADORNA, *op. cit.*, pp. 218-219. — 4. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 1^{er} octobre 1870. Dépêche Celto du 5 octobre 1870 (citée dans FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 652. Munich, Beck, 1901). EDMOND SHERIDAN PURCELL, *Life of Cardinal Manning*, II, p. 466. (Londres, Macmillan, 1896.) — 5. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 5 octobre 1870. — 6. PAGUELLE DE FOLLENAY, *Vie du cardinal Guibert*, II, pp. 459-461. (Paris, Poussielgue, 1896). — 7. Dépêche Launay à Visconti Venosta, 28 septembre 1870 (CADORNA, *op. cit.*, pp. 386-387).

Page 39. — 1. *Bismarcks Briefe an seine Gattin aus dem Kriege, 1870-1871*, p. 52; trad. franç., p. 107. — 2. F. X. SCHULTE, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen*, pp. 88-89. — 3. Dépêche Launay à Visconti Venosta, 11 octobre 1870. (CADORNA, *op. cit.*, pp. 399-400).

Page 41. — 1. CADORNA, *op. cit.*, pp. 431-432. — 2. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, I, p. 243. *Le comte de Bismarck et sa suite*, pp. 139-140. — 3. ROLFUS, I, pp. 352-358. MAY, *Geschichte der General-Versammlungen der Katholiken Deutschlands*, p. 205. (Cologne, Bachem, 1903.)

Page 42. — 1. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, I, pp. 279-280. Le livre : *Graf Bismarck und seine Leute*, laissait en blanc le nom de Thile et certains pensèrent qu'il s'agissait de Ketteler. L'édition des *Tagebuchblaetter* de 1899 nomme Thile. — 2. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, I, pp. 287-289. *Bismarck et sa suite*, p. 170.

Page 43. — 1. *Quarterly Review*, avril 1874, p. 315. STUTZ, *Der neueste Stand des deutschen Bischofswahlrechtes*, p. 118 (Stuttgart, Enke 1909.) Sur Ledochowski (1822-1902), consulter, outre le livre cité p. 43, n. 1, la notice d'OGRABSZEWSKI (*Deutschlands Episcopat in Lebensbildern*, II, 1. Wurzburg, Woerl, 1874). — 2. Sur la situation de Ledochowski dans son diocèse, voir une lettre de Bismarck à Ledochowski, 16 mai 1866 : « Permettez-moi, Monseigneur, de vous féliciter des succès que vous avez obtenus dans la province, où vous avez gagné des cœurs dont l'accès n'était pas facile ». (*Bismarck-Jahrbuch*, III, p. 223). — 3. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 3 décembre 1870. *Mgr. Miéglas Halka, comte Ledochowski*, pp. 176-181. — 4. HEDWIG ABEKEN, *Heinrich Abeken, Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, pp. 444-445. (Berlin, Mittler, 1893).

Page 45. — 1. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 123; trad. Jaeglé, II, p. 146. — 2. Sur le comte Paul Hatzfeldt, né en 1831, voir POSCHINGER, *Stunden bei Bismarck*, pp. 165-182.

Page 46. — 1. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, I, pp. 372-373. *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 222. Cf. BEUST, *Aus drei Viertel-Jahrhunderten*, II, p. 480 (Stuttgart, Cotta, 1887); trad. franç., II, p. 482 (Paris, Westhauser, 1888).

Page 47. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 28; trad. franç., II, p. 141. — 2. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 3 décembre 1870. — 3. *Correspondance de Genève*, 28 décembre 1870, — 4. *Correspondance de Genève*, 21 novembre, 12 décembre, 23 décembre 1870. Sur le comte Blome (1829-1906), voir LA TOUR DU PIN, *L'Association catholique*, 1906, II, pp. 309-312.

Page 48. — 1. *Correspondance de Genève*, 21 novembre 1870, — 2. CADORNA, *op. cit.*, p. 441. — 3. (ROBOLSKI), *Bismarck nach dem Kriege*, p. 13. (Leipzig, Renger, 1833). L'attribution à Hermann Robolski de divers ouvrages anonymes sur Bismarck résulte de ARTHUR SINGEN, *Bismarck in der Literatur*, pp. 96-97 (Wurzburg, Kabitzzsch, 1903). — 4. On ressaisit la colère de Bismarck contre Garibaldi dans les discours de 1873 (*Reden*, V. pp. 338-339 (discours du 10 mars 1873), et p. 402 (dis-

cours du 24 avril 1873): « Nous fûmes longtemps d'avis partagés sur cette question : Garibaldi devait-il être traité en soldat s'il tombait en nos mains ? » — 5. Le mot fut dit à Béhaine par un familier d'Antonelli. (Dépêche Lefebvre de Béhaine, 1^{er} mars 1871). — 6. Sur cette contradiction, voir *Correspondance de Genève*, 2 décembre 1870, et Rothan, *op. cit.*, II, p. 161. — 7. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 1^{er} janvier 1871. « Des circonstances diverses s'opposèrent à la réalisation de ce projet (installation du Pape en Corse); mais il est essentiel de constater qu'elles ne provinrent jamais de la Délégation de Bordeaux ». (VALFREY, *Histoire de la diplomatie du gouvernement de la Défense Nationale*, II, pp. 128-129. Paris, Amyot, 1872.)

Page 49. — 1. Texte des lettres dans HAHN, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen*, p. 34. (Berlin, Hertz, 1881). — 2. Texte dans PAGUELLE DE FOLLENAY, *op. cit.*, II, pp. 477-481. — 3. Texte dans PAGUELLE DE FOLLENAY, *op. cit.*, II, pp. 476-477. — 4. PAGUELLE DE FOLLENAY, *op. cit.*, II, p. 485. CHEVALIER, *Tours capitale: la délégation gouvernementale et l'occupation prussienne, 1870-1871*, pp. 129-139. (Tours, Mame, 1896.)

Page 50. — 1. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 7 décembre 1870. ROTHAN, *op. cit.*, II, p. 122. VALFREY, *op. cit.*, II, p. 217. — 2. PAGUELLE DE FOLLENAY, *op. cit.*, II, pp. 486-487. — 3. PAGUELLE DE FOLLENAY, *op. cit.*, II, p. 477. — 4. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 5. — 5. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 29 décembre 1870.

Page 51. — 1. Dépêches Lefebvre de Béhaine, 10 janvier et 11 février 1871. — 2. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, pp. 40-41. — 3. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 22 mars 1871. Rapprocher le récit de JULES FAVRE, *Rome et la République française*, pp. 60-82.

Page 52. — 1. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 25 janvier 1871. — 2. DREUX, *Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. de Gontaut-Biron, 1874-1877*, p. 24. (Paris, Plon, 1907). — 3. ROTHAN, *L'Allemagne et l'Italie*, II, p. 183. — 4. Dépêches Lefebvre de Béhaine, 2 janvier et 11 février 1871.

Page 54. — 1. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 11 février 1871. ROTHAN, *op. cit.*, II, pp. 230-231 et 316. ROLFUS, I, pp. 442-444. — 2. SAUCLIERES, *Le pouvoir temporel des papes et le roi de Prusse*, p. 5. (Vienne, 1871). — 3. *Correspondance de Genève*, 3 mars 1871.

Page 55. — 1. RUST, *Reichskanzler Hohenlohe*, p. 667. (Düsseldorf, Deiters, 1897). ROLFUS, I, pp. 451-452. Sur Victor de Hohenlohe, duc de Ratibor (1818-1892), voir Rust, *op. cit.*, pp. 609-836. — 2. *Kaiser Friedrichs Tagebücher*, p. 134. BESSON, *Vie du cardinal de Bonnechose*, II, pp. 150-155 (Paris, Retaux, 1887.)

Page 56. — POSCHINGER, *Fürst Bismarck: neue Tischgespräche und Interviews*, I, p. 63 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1895).

Page 57. — (ROBOLSKI), *Bismarck nach dem Kriege*, p. 7. Cf. SCHULTHESS, 1871, p. 71.

Page 58. — SIEGFRIED, p. XXXI, n. 1.

NOTES DU CHAPITRE III

Page 59. — 1. Outre les textes cités dans GOYAU, II, p. 206-208, au sujet de l'antipathie primitive des Rhénans contre les Prussiens, voir les souvenirs du Major FRYE sur son passage à Aix-la-Chapelle en 1815 (*After Waterloo, reminiscences of European travel, 1815-1817*, p. 34. Londres, Heinemann, 1908), et un curieux passage d'ALEXANDRE DUMAS, écrit en 1842, dans ses *Impressions de voyage, bords du Rhin*, I, pp. 212-215 (Paris, Lévy, 1854). — 2. Cette brochure du célèbre historien JOHANNES JANSSEN (1829-1891), s'intitulait : *Frankreich's Rheingelüste und deutsch-feindliche Politik in früheren Jahrhunderten*. (Fribourg, Herder, 1861.) — 3. PASTOR, *Johannes Janssen*, nouvelle édit., pp. 108-110. (Fribourg, Herder, 1894.)

Page 60. — 1. F. W. WEBER, *Gedichte*, 5^e édit., p. 100. (Paderborn, Schoeningh, 1883). — 2. JULIUS SCHWERING, *Friedrich Wilhelm Weber, sein Leben und seine Werke*, pp. 218-221. (Paderborn, Schoeningh, 1900). Consulter aussi, sur le poète Weber (1813-1894). JULIUS BACHM, *Ueber den Wassern*, 1911, pp. 414-416. — 3. Sur le baron Frédéric-Louis de Bernhard (1801-1871), voir ROSENTHAL, *Konvertitenbilder aus dem neunzehnten Jahrhundert*, I, 3, p. 201-214 (Ratisbonne, Manz, 1902). — 4. PFÜLF, *Mallinckrodt*, 2^e édit., pp. 315-316. — 5. *Reichstag des Norddeutschen Bundes : Verhandlungen*, p. 9 (séance du 26 novembre 1870). — 6. PASTOR, *August Reichensperger*, II, p. 3. (Fribourg, Herder, 1899.)

Page 61. — 1. Voir GOYAU, III, pp. 36-40. — 2. PASTOR, *Janssen*, p. 111. Cf. dans EMILIE RINGSEIS, *Nachgelassene Gedichte*, pp. 87 et 106 (Fribourg, Herder, 1898), les vers de la poétesse sur l'usurpateur Napoléon et la France pécheresse.

Page 62. — 1. REICHENSFPERGER, *Revue générale* (de Bruxelles), 1871, I, p. 31.

Page 63. — 1. LUISE V. KOBELL, *Ludwig II und Bismarck im*

Jahre 1870, p. 21 (Leipzig, Duncker, 1890). — 2. LUISE V. KOBELI, *op. cit.*, pp. 6-19. OTTO V. BRAY-STEINBURG, *Denkwürdigkeiten*, pp. 129-134. (Leipzig, Hirzel, 1901). A. V. RUVILLE, *Bayern und die Wiederaufrichtung des deutschen Reiches*, pp. 184-185. (Berlin, Walther, 1909; traduit en français par ALBIN. Paris, Alcan, 1911.) Sur l'intervention du professeur Sepp, voir SEPP, *Die Kriegsthaten der Isarwinkler*, pp. 110-112. (Munich, Stahl, 1874). Sur le professeur Sepp (1816-1906), voir *Historisch Politische Blätter*, 1910, I, pp. 256-266. — 3. JOERG, *Historisch Politische Blätter*, 1870, II, p. 247. Voir, sur Edmond Joerg (1819-1901), BETTELHEIM, VI, p. 429-433, et GOYAU, III, p. 142-153.

Page 64. — 1. Sur Joseph Voelk (1819-1882), voir BLUM, *Vorkämpfer der deutschen Einheit, Lebens und Charakterbilder*, spécialement pp. 153 et 172. (Berlin, Walther, 1899). — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 13; trad. franç., II, p. 120. (Munich, 26 juillet 1870). — 3. *Die Sünden des Liberalismus im ersten Jahre des neuen deutschen Reichs*, p. 31, n. 1 (brochure anonyme de M. Julius Bachem. Leipzig, Leuckart, 1872.) — 4. Conversation de Henri Marquardsen (1826-1897, dans HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 22; trad. franç., II, p. 133 (28 août 1870). — 5. RUVILLE, *op. cit.*, p. 183, n. 1. — 6. OLLIVIER, *l'Empire libéral*, XII, p. 135. (Paris, Garnier, 1908). Cf. SYBEL, *Die Begründung des deutschen Reiches*, VII, pp. 361-366. — 7. Voir les hommages rendus au patriotisme allemand des catholiques par Auguste Reichensperger au Parlement, et par le comte Ballestrem au congrès catholique de Breslau. (PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 23. MAY, *Geschichte der Generalversammlungen der Katholiken Deutschlands*, p. 219.

Page 65. — 1. Voir GOYAU, III, p. 50.

Page 66. — 1. Sur Bluntschli (1808-1881), voir GOYAU, III, pp. 24-29 : IV, pp. 80, 82, 95-98 et 159. Voir dans BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges aus meinem Leben*, III, p. 362 et 400-401 (Nördlingen, Beck, 1884), ses déclarations de Mannheim (1874) et de Heidelberg (1876) sur la religion; et cf. III, p. 289. — 2. ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 215. Sur le *National Verein*, voir GOYAU, III, pp. 48-52 et KLEIN HATTINGEN, *Geschichte des deutschen Liberalismus*, I. (Berlin, Hilde, 1911.) — 3. Sur l'assaut du cloître de Moabit, voir II. M. IWEINS, *Le P. de Robiano dominicain*, pp. 19-21. (Louvain, Peeters, 1903.)

Page 67. — 1. GOYAU, III, p. 319-324. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, pp. 193 et suiv. Discours d'Edouard Lasker (1829-1884) (*Reichstag*, 25 novembre 1873). Voir sur Lasker BAMBERGER, *Charakteristiken*, pp. 89-126 (Berlin, Rosenbaum et Hart, 1894). — 2. BLUNTSCHLI, *op. cit.*, III, pp. 232-234. — 3. BLUNTSCHLI, *op. cit.*, III, p. 253. — 4. BLUNTSCHLI, *op. cit.*, III, p. 258-259. Sur Michel Baumgarten (1812-1869), qui fut de 1863 à 1876 l'un des ora-

teurs de l'association « protestante libérale » connue sous le nom de *Protestantenverein*; voir l'article de HAUSSLEITER (*Real-Encyclopædie für protestantische Theologie und Kirche*, 3^e édit., II, pp. 458-464). — 5. SCHWERING, *op. cit.*, p. 216.

Page 68. — 1. *Mgr Mięgisław Halka, comte Ledochowski*, p. 170. — 2. GOYAU, III, p. 321. — 3. PFÜLF, *Mallinckrodt*, 2^e édit., p. 398. — 4. ROLFUS, I, p. 297.

Page 69. — 1. BAUMSTARK, *Die Katholische Volkspartei in Baden*, p. 17 (Fribourg, Herder, 1870). — 2. BAUMSTARK, *Plus ultra, Schicksale eines deutschen Katholiken, 1869-1882*, pp. 64-66 (Strasbourg, Trübner, 1883). Sur Reinhold Baumstark (1831-1900), voir GOYAU, IV, pp. 118-120; HANSJAKOB, *Koelnische Volkszeitung*, 30 janvier et 6 février 1900; et SAUER, dans BETTELHEIM, V, pp. 367-374. — 3. BAUMSTARK, *Die Katholische Volkspartei in Baden*, pp. 3-4. — 4. Comparer, comme appartenant au même système de polémique, les récentes allégations du comte de Hoensbroech, autrefois Jésuite, accusant de sympathies françaises le P. Behrens, jésuite, et le cardinal de Reisach. (HOENSEROECH, *14 Jahre Jesuit*, I, pp. 259 et 264. Leipzig, Breitkopf et Haertel, 1900.)

Page 70. — 1. ROLFUS, I, pp. 292-293. — 2. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 144. — 3. *Neue evangelische Kirchenzeitung*, 1871, n° 6 (cité dans LICHTENBERGER, *Revue chrétienne*, 1871, p. 225).

Page 71. — 1. *Allgemeine evangelisch-lutherische Kirchenzeitung*, septembre 1870. — 2. Cf. BEDA WEBER, *Cartons aus dem deutschen Kirchenleben*, p. 101. (Mayence, Kirchheim, 1858). — 3. HOFFMANN, *Deutschland einst und jetzt im Lichte des Reiches Gottes* (Berlin, Stilke, 1868). *Deutschland und Europa im Lichte der Weltgeschichte* (Berlin, Stilke, 1869). Voir sur Guillaume Hoffmann (1806-1873), les deux volumes de CARL HOFFMANN (Berlin, Wigandt et Grieben, 1880), spécialement t. II, pp. 174 et suiv.. Cf. BRUNO BAUER, *Zur Orientirung über die Bismarcksche Aera*, p. 158 (Chemnitz, Schmeitzner, 1880). — 4. Ces citations, extraites les unes d'un écrit du docteur Fabri, les autres de la *Neue evangelische Kirchenzeitung*, 1871, n° 1, sont données par LICHTENBERGER, *loc. cit.*, pp. 243 et 256. Le major baron de LINGK, commandant d'étapes de l'armée prussienne en France, parle, lui aussi, de la « mission divine » qu'accomplissaient Guillaume et Moltke (*Souvenirs d'un commandant d'étapes*, trad. Richert, p. 93-94. Paris, Chapelot, 1909.) — 5. FUSTEL DE COULANGES, *Questions historiques*, pp. 513-517. (Paris, Hachette, 1893.) — 6. *La Liberté*, 25 août 1870.

Page 72. — 1. MGR PLANTIER, *Œuvres*, XVI, pp. 272-273 (lettre circulaire du 31 juillet 1870). (Nîmes, Gervais-Bedot, 1884). — 2. SCHNEEGANS, *Memoiren*, pp. 53-54 (propos du bourgmaster Humann au conseiller suisse Bischoff). (Berlin, Paetel, 1904). SCHNEEGANS, *La guerre en Alsace, à Strasbourg*, 2^e édit., pp. 18-22.

(Paris, Dentu, 1871). — 3. *Kaiser Friedrichs Tagebücher*, édit. M. v. Poschinger, p. 108. — 4. BERNHARD, *Notice biographique sur Mgr Raess*, trad. Gandelet, p. 60. (Paris, Roussel, 1878.) — 5. *Freiburger katholisches Kirchenblatt*, 2 novembre 1870. — 6. *Figaro*, 29 août 1870.

Page 73. — 1. ROUGEMONT, *La Chute d'une idole : page de l'histoire contemporaine*, pp. 39, 45, 47. (Genève, Georg, 1871.) Il concluait ailleurs, (*Les conseillers bénévoles du roi Guillaume*, 2^e édit., p. 164 : Genève, Georg, 1871), que la victoire de Napoléon aurait été le triomphe de l'ultramontanisme. — 2. *Papiers et correspondance de la famille impériale*, I, p. 449. (Paris, Garnier, 1871). — 3. Ce discours de l'aumônier militaire Émile Frommel (1828-1896) est cité dans OTTO FROMMEL, *Emil Frommel, ein Lebensbild*, II, p. 130 (Berlin, Mittler, 1908). — 4. Voir spécialement, dans les *Memoiren* d'Auguste Schneegans (1835-1898), la page 54.

Page 74. — 1. TREITSCHKE, *Historische und politische Aufsätze*, 6^e édit., III, p. 610. (Leipzig, Hirzel, 1903). Cf. *Grenzboten*, 1872, I, pp. 236-238. — 2. *Grenzboten*, 1871, I, p. 634.

Page 76. — 1. GOYAU, III, pp. 239-291. — 2. Sur cette question, on ne peut rien lire de plus précis que RUDOLPHI, *Zur Kirchenpolitik Preussens* (Paderborn, Schoeningh, 1897).

Page 77. — 1. Texte dans SALOMON, *Die deutschen Parteiprogramme*, I, pp. 106-107. (Leipzig, Teubner, 1907). — 2. Texte dans SALOMON, *op. cit.*, pp. 107-108. Cf. GOYAU, III, pp. 295-305. — 3. Voir les textes dans GOETZ, *Das Centrum eine Konfessionelle Partei*, pp. 85-88. (Bonn, Cohen, 1906.)

Page 78. — 1. HÜSGEN, *Ludwig Windthorst*, p. 87. (Cologne, Bachem, 1907). — 2. Sur Charles Frédéric de Savigny (1814-1875), voir POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 162, n. 5 (Breslau, Trewendt, 1895). — 3. Lettre du chanoine Künzer au comte Ballestrem en 1872 dans MAJUNKE, *Geschichte des Kulturkampfes*, pp. 152-153. MÜLLER, *Bonifacius Calender*, 1883. HÜSGEN, *Ludwig Windthorst*, p. 87. Sur le vicaire Edouard Müller (1818-1895), voir KOLBE, *Missions-Vikar Eduard Müller*. Berlin, Sammel-Verein St. Eduard, 1906. — 4. Sur Frédéric de Kehler (1820-1901), conseiller d'ambassade, converti au catholicisme en 1849, voir ROSENTHAL, *Konvertitenbilder aus dem neunzehnten Jahrhundert*, I, 2, pp. 478-483, et suppl., pp. 41-43, et SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 60-63. — 5. Sur les origines du Centre, voir PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 7-9; PFÜLF, *Mallinekrodt*, pp. 325-326; HÜSGEN, *Windthorst*, p. 104. Que Pierre Reichensperger ait eu l'influence décisive dans le choix du mot *Centre*, c'est ce que tient le P. Pfülf de la bouche même de Pierre Reichensperger.

Page 79. — 1. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 103 (discours Waldeck du 6 février 1861). — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 11.

PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 327. — 3. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 13.

Page 80. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 9-10. — 2. Cité dans MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 144. — 3. Voir sur ces événements, outre les livres cités de Ruville et Bray, WILHELM BUSCH, *Die Kaempfe um Reichsverfassung und Kaisertum, 1870-1871* (Tubingue, Mohr, 1906); KÜNTZEL, *Bismarck und Bayern in der Zeit der Reichsgründung* (Francfort, Baer, 1910) et BRANDENBURG, *Briefe und Aktenstücke zur Geschichte der Gründung des deutschen Reiches*, 2 vol. (Leipzig, Teubner, 1911).

Page 81. — 1. RÜMELIN, *Reden und Aufsätze, Neue Folge*, p. 259 (Fribourg, Mohr, 1881). Sur le ministre wurtembergeois Gustave Rümelin (1815-1889), voir SCHMOLLER, *Allgemeine deutsche Biographie*, LIII, pp. 597-635.

Page 82. — 1. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 422-426. (Mayence, Kirchheim, 1879). — 2. HANS BLUM, *Lebenserinnerungen*, II, p. 3. (Berlin, Voss.) Hans Blum, (1841-1910), devait dans la suite consacrer à Bismarck de nombreuses publications dont on trouvera la liste dans ARTHUR SINGER, *Bismarck in der Literatur*. La revue les *Grenzboten*, fondée à Bruxelles par Kuranda en 1841 pour entretenir des rapports entre le libéralisme belge et le libéralisme allemand, fut transportée à Leipzig en 1842; après 1848, Gustave Freytag et Julien Schmidt la dirigèrent; à la fin de 1870, elle tomba des mains de Freytag entre celles de Blum.

Page 83. — 1. *Das Centrum, von einem rheinpreussischen Juristen*, p. 18. (Cologne, Bachem, 1874.)

Page 84. — 1. Voir tout le récit dans BAUMSTARK, *Plus ultra*, pp. 68 et suiv. Sur Frédéric Kiefer (1830-1895), et sur Jules Jolly (1823-1891), voir les articles de HAASS, dans WEECH, *Badische Biographien*, V, pp. 374-397 et 327-352; le livre de HERMANN BAUMGARTEN et LUDWIG JOLLY, *Staatsminister Jolly, ein Lebensbild* (Tubingue, Laupp, 1897); et HANSJAKOB, *In der Residenz, Erinnerungen eines badischen Abgeordneten*, 2^e éd. pp. 43 et 53-55. (Stuttgart, Bonz, 1911.) — 2. Lettre de Hoelder à Lasker, 28 novembre 1870. (*Deutsche Revue*, 1892, III, p. 285). — 3. WILHELM BUSCH, *Die Kaempfe um Reichsverfassung und Kaisertum*, pp. 102-104. — 4. HANS BLUM, *Vorkaempfer der deutschen Einheit*, pp. 98-99. — 5. EMILIE RINGSEIS, *Neue Gedichte und kleine Dramen*, pp. 233-240. (Fribourg, Herder, 1873.) Sur Emilie Ringseis (1831-1895), voir BRÜMMER, *Lexikon der deutschen Dichter und Prosaisten des neunzehnten Jahrhunderts*, 4^e édit., III, pp. 321-322. (Leipzig, Reclam). — 6. La lettre de Marquard Barth (1809-1885) à Jean Miquel (1828-1901) est publiée dans la *Deutsche Revue*, 1892, II, p. 62. Le 17 août, Hohenlohe notait qu'une agitation unitaire à Munich susciterait aussitôt une contre-agitation ultramontaine numériquement supérieure. (*Deukwürdigkeiten*, II, p. 19; trad. franç., II,

p. 128.) — 7. ONCKEN, *Bennigsen*, II, pp. 180-186. — 8. *Deutsche Revue*, 1892, III, p. 161 (lettre du 10 novembre 1870).

Page 25. — 1. PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 318-319. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 32; trad. franç., II, p. 148. — 2. *Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 61 (lettre du 6 décembre 1870). Il y avait plus d'optimisme dans une lettre de Stenglein à Bennigsen du 7 décembre (ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 206); il espérait que les traités réuniraient les deux tiers des voix; il en était de même du bava- rois Voelk (*Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 62). — 3. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 30; trad. franç., II, p. 144.

Page 26. — 1. L'épisode est assez obscur par suite d'un malentendu chronologique commis par E. L. DE GERLACH, *Auf- zeichnungen aus seinem Leben*, II, p. 364 (Schwerin, Bahn, 1903). Cf. ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 181, n. 1; *Deutsche Revue*, 1892, IV, pp. 71-73 et 190. (Marquardsen à Lasker, 17 décembre; Lasker à Marquardsen, 19 décembre 1870; Marquardsen à Lasker, 2 jan- vier 1871.) Lasker écrivait aussi au catholique bava- rois Freytag; et, dans une lettre au Wurtembergeois Holder (*Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 75), il témoignait son inquiétude du résultat final. — 2. WILHELM BUSCH, *op. cit.*, pp. 108-110. Sur Georges Arbogast de Franckenstein (1825-1890), voir SCHLESINGER, *Grosse Maenner einer grossen Zeit*, 2^e éd. pp. 179-197 (Münster, Schoeningh, 1910), et MARTIN SPAHN, *Allgemeine deutsche Biographie*, XLIX, p. 226-235. — 3. Texte du rapport de Joerg dans SCHULTHEISS, 1871, pp. 38-51; comparer, pp. 51-58, le rapport présenté par Barth, Craemer, Louis, au nom de la minorité de la commission. — 4. Schauss à Bennigsen, 15 décembre 1870, dans ONCKEN, *Bennigsen*, II, pp. 207-209. Sur l'évêque Ignace Senestrey (1818-1906), voir GOYAU, IV, p. 194 et 293, et KLENZ, *Die deutschen Bischoefe der Gegenwart*, pp. 145-152 (Münster, Russell, 1895).

Page 27. — 1. Voir toutes les citations données dans WILHELM BUSCH, *op. cit.*, pp. 112-114. — 2. Texte de la lettre de Louis II à Scherr dans l'*Allgemeine Zeitung*, 20 janvier 1871, p. 317. — 3. *Allgemeine Zeitung*, 21 janvier 1871, p. 333.

Page 28. — 1. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, pp. 164-165. — 2. *Historisch Politische Blätter*, 1910, I, pp. 260-262. — 3. *Nationalzeitung* du 7 janvier 1884 (cité dans *Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 365). Cf. dans MAJUNKE, *Geschichte des Kultur- kampfes*, pp. 140-141, une citation du député progressiste Loewe expliquant en 1879 que Bismarck avait dû faire des concessions aux libéraux parce que c'était à ce prix que ceux-ci avaient forcé leurs gouvernements à marcher contre la France; et cf., sur la part des libéraux à la fondation de l'Empire, BAMBERGER, *Cha- rakteristiken*, pp. 117-126 (Berlin, Rosenbaum et Hart, 1894), et PHILIPPSON, *Forckenbeck*, pp. 212-213. — 4. ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 202. — 5. PFÜLF, *Kelleler*, II, pp. 393-394. Sur Frédéric Pil-

gram (1819-1890), converti en 1846, voir ROSENTHAL, *Konvertitenbilder*, II, I, pp. 422-432. — 6. MAJUNKE, *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 127.

Page 89. — 1. Sur François Rodolphe Probst (1817-1899), voir *Rudolf Probst, ein Katholischer Mann* (Stuttgart, *Deutsches Volksblatt*, 1899), et BETTELHEIM, IV, pp. 70-72. — 2. Sur André Freytag (1818-1905), voir SPECHT et SCHWABE, p. 472, et *Nachtrag*, p. 105. — 3. Le prince Charles de Loewenstein-Wertheim-Rosenberg, né en 1834, est depuis 1908 Dominicain. — 4. SALOMON, *op. cit.*, I, pp. 108-109. Cf. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 12, n. 1. — 5. SPAHN, *Das deutsche Zentrum*, pp. 33-47 (Mayence, Kirchheim, s. d.). — 6. GOYAU, III, pp. 86-169. — 7. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, p. 454 (déclaration de Ketteler, 25 novembre 1871.)

Page 90. — 1. Sur ces premiers projets sociaux de Bismarck, relatés par Rottenburg, chef de la chancellerie, voir MÜNZ, *Deutsche Revue*, 1905, IV, pp. 138 et suiv. — 2. Lire à ce sujet les deux lettres de Bismarck au comte Itzenplitz, ministre du commerce, 21 octobre et 17 novembre 1871 (*Politische Briefe, 1849-1889*, III, pp. 276-284. Berlin, Steinitz, 1890). — 3. WINDTHORST, *Ausgewählte Reden*, I, p. 39 (*Reichstag*, 25 novembre 1871.) — 4. Accusation de coquetteries entre les catholiques et les grévistes de Koenigshütte (juin 1871) dans MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuitenuntriebe in Deutschland*, pp. 301-302 (Stuttgart, Kroenes, 1873), et SCHULTHEISS, 1871, p. 181. — 5. Busch, *Tagebuchblätter*, II, p. 143. Sur l'Association générale des Travailleurs et l'état du socialisme allemand en 1871, voir EDGARD MILHAUD, *La démocratie socialiste allemande*, pp. 33-42 (Paris, Alcan, 1903.)

Page 91. — 1. *La vie militaire du général Ducrot, d'après sa correspondance* (1839-1871), publiée par ses enfants, II, pp. 24-283. (Paris, Plon, 1894). REVILLE, *op. cit.*, pp. 260-290. — 2. Sur la politique religieuse de Dalwigk (1802-1880), voir GOYAU, IV, pp. 71-72 et 88-91. — 3. Bamberger à Lasker, 9 février 1871 (*Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 197). — 4. *Grenzboten*, 1871, I, pp. 322-324 (reproduit dans HANS BLUM, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 7-16). Cf. HANS BLUM, *Vorkämpfer*, pp. 117-127. L'article de Hans Blum critiquait d'abord les concessions de Dalwigk aux « Jésuites » à l'occasion de la convention de 1856 entre la Hesse et Ketteler, sur laquelle on peut consulter GOYAU, IV, p. 72.

Page 92. — 1. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 17 octobre 1871. — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 5; trad. franç., II, p. 109. — 3. Liste des Hanovriens hospitaliers du Centre, par GOLTZ VON OLENHUSEN, dans le supplément de la *Koelnische Volkszeitung*, 1^{er} avril 1910. Cf. sur l'adhésion des Hanovriens au Centre, PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 21. — 4. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 11 (Berlin, van Muyden, 1872).

Page 93. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 24.

Page 94. — 1. Discours de Lieber (7 avril 1896), cité dans PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 12. — 2. *Bismarck nach dem Kriege*, pp. 4-5. Sur le comte Frédéric Frankenberg (1835-1897), voir les *Kriegslagebücher* qu'il rédigea et que publia Poschinger (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1896) et Petersdorff, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XLVIII, pp. 703-706. — 3. *Das Centrum, von einem preussischen Rheinjuristen*, p. 18. — 4. SCHULTHESS, 1871, pp. 69-70.

Page 95. — 1. *Correspondance de Genève*, 24 février 1871. — 2. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 145. ROLFUS, I, p. 452. — 3. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 328. — 4. Forckenbeck à sa femme (7 février 1871) dans PHILIPPSON, *Forckenbeck*, p. 221. — 5. RUDOLF MEYER, *Politische Gründer*, p. 81. — 6. ZEHRT, *Eichsfeldische Kirchengeschichte des XIX^{tes} Jahrhunderts*, p. 95 (Heiligenstadt, Cordier, 1892). — 7. SCHULTHESS, 1871, pp. 74-75.

Page 96. — 1. Réflexions intéressantes dans le volume : *Aus Eduard Lasker's Nachlass*, éd. Cahn, Ier Teil, pp. 87-89 (Berlin, Reimer, 1902). — 2. RICHTER, *Im allen Reichstag*, I, p. 6. (Berlin, Fortschritt, 1891). Sur Joseph Krebs (1823-1890), voir SPECHT et SCHWABE, p. 508. Sur Jean Jacoby (1815-1877), voir WIPPERMANN, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XIII, pp. 620-631. — 3. *Grenzboten*, 1871, II, p. 79. — 4. TREITSCHKE, *Historische und politische Aufsätze*, III, pp. 608-609. — 5. *Provinzial Correspondenz*, du 5 avril 1871, cité dans HAHN, *Geschichte des Kulturkampfes in Preussen*, pp. 41-45 (Berlin, Hertz, 1881). Sur la *Correspondance provinciale*, fondée par Hahn, voir WUTTKE, *Le fonds des reptiles*, p. 125.

Page 97. — 1. Sur la défaite de Ratibor, nombreux détails dans RUST, *Reichskanzler Hohenlohe*, pp. 611-626.

Page 98. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 20-21.

Page 99. — 1. C'est ce que remarmaient les *Grenzboten*, 1871, I, p. 548. — 2. HERMANN V. EGLOFFSTEIN, *Kaiser Wilhelm und Leopold v. Orlich* (*Deutsche Rundschau*, 1904, III, p. 41.) — 3. *Grenzboten*, 1871, I, p. 552.

Page 100. — 1. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 147. — 2. Sur la fraction Meppen, voir LANGWERTH V. SIMMERN, *Aus meinem Leben : Erlebtes und Gedachtes*, II, p. 141 (Berlin, Behr, 1898), et HÜSGEN, *Ludwig Windthorst*, pp. 76-77. Voir dans HÜSGEN, *op. cit.*, pp. 90-91, les déclarations ultérieures de Windthorst protestant qu'il n'était pas le fondateur du Centre. — 3. RICHTER, *Im allen Reichstag*, I, p. 6. — 4. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 160.

Page 101. — 1. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 431-435. Sur le livre : *L'Allemagne après la guerre de 1866*, voir GOYAU, III, pp. 67-73.

Page 102. — 1. PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 160-161 (d'après une

déclaration ultérieure de Ketteler, du 16 mars 1873). BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 125-126; trad. Jaeglé, II, p. 149. — 2. Voir les lettres entre Marquardsen et Lasker, 11 et 14 mars 1871 (*Deutsche Revue*, 1892, IV, pp. 356 et 359). — 3. REICHENSPERGER, *Revue Générale*, 1871, I, p. 30.

Page 103. — 1. SCHULTHESS, 1871, p. 77-78. — 2. Cité dans MAJUNKE, *Geschichte des Kulturkampfes*, pp. 158-159. — 3. *Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 361.

Page 104. — 1. Texte de l'adresse du 18 février, dans HAHN, *Geschichte des Kulturkampfes*, pp. 41-42. *Bismarck nach dem Kriege*, p. 7. — 2. JULES FAVRE, *Rome et la République Française*, pp. 84 et 93. SCHULTHESS, 1871, p. 71. — 3. E.-L. V. GERLACH, *Kaiser und Papsl*, p. 21; cf. *Die Sünden des Liberalismus im ersten Jahre des deutschen Reiches, von einem rheinpreussischen Juristen*, p. 6, n. 1. Le conservateur Kleist-Retzow estimait aussi que, dans ce débat, le Centre avait été trop durement repoussé (PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 412). — 4. Texte dans *Reichstag*, 30 mars 1871.

Page 105. — 1. Cité dans REICHENSPERGER, *Revue générale*, 1871, II, p. 210. — 2. ONCKEN, *Bennigsen*, II, pp. 251-253. — 3. Sur Robert Roemer (1828-1879), voir SPECHT et SCHWABE, p. 516.

Page 106. — 1. WOLFGANG MENZEL, *Rom's Unrecht* (Stuttgart, Kroenes, 1871). Sur Menzel (1798-1873), voir *Grenzboten*, 1873, II, pp. 198-200, et FISCHER, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXI, p. 382-384. — 2. ROTHAN, *l'Allemagne et l'Italie*, II, p. 380. — 3. *Bismarck nach dem Kriege*, p. 24.

Page 107. — 1. Voir DELBRÜCK, *Erinnerungen, Aufsätze und Reden*, p. 417. (Berlin, Stilke, 1905). — 2. *Revue générale*, (de Bruxelles) 1870, II, p. 583. Comparer les articles du P. RIESS, S. J., aux tomes II, III, IV, des *Stimmen aus Maria Laach*, sur Rome et l'Allemagne du moyen âge, et l'article du P. WERNZ, S. J., sur l'idée médiévale d'Empire (*Stimmen aus Maria Laach*, 1876, X, pp. 193-212 et 264-281).

Page 108. — 1. Texte de l'article dans HAHN, *Geschichte des Kulturkampfes*, p. 45. — 2. Texte complet du projet d'adresse de Bennigsen, finalement voté, dans SCHULTHESS, 1871, pp. 87-89. — 3. SCHULTHESS, 1871, p. 103. — 4. ROTHAN, *l'Allemagne et l'Italie*, II, p. 386. L'historien et diplomate François Alexandre Frédéric-Guillaume Doenniges (1814-1872) était le père de cette Hélène de Doenniges, qui joua un rôle dans la vie de Lassalle, et surtout dans sa mort. Voir, sur Doenniges, RUMPLER, *Allgemeine deutsche Biographie*, V, pp. 339-341.

Page 109. — 1. VERING, *Lehrbuch des katholischen, orientalischen und protestantischen Kirchenrechts*, 3^e édit., pp. 201, 204 et 216 (Fribourg, Herder, 1893). — 2. VERING, *op. cit.*, p. 198. *Archiv*, 1870, I, pp. 216-249. — 3. LESKEN, *Aus Meklenburg's Vergangenheit*,

pp. 108-111. (Ratisbonne, Pustet, 1880.) Cf. *Historisch Politische Blätter*, 1870, II, pp. 1-21 et 85-111, deux articles sur la situation des catholiques dans l'Allemagne du Nord.

Page 110. — 1. PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 276-277. ERZBERGER, *Der Toleranzantrag der Centrumsfraktion des Reichstages*, pp. 33-37 (Osnabrück, Welberg, 1906). — 2. ERZBERGER, *op. cit.*, pp. 57-62. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 112. — 3. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 30-31. RACHFAHL, *Preussische Jahrbücher*, 1909, I, p. 211. — 4. Le contraste entre la motion unitaire du Centre et le reste de ses aspirations particularistes, était noté par les *Grenzboten*, 1871, I, p. 538, et par la *Provinzial Correspondenz* (cf. GOETZ, *Das Centrum eine konfessionelle Partei*, pp. 93-94).

Page 111. — 1. BISMARCK, *Reden*, V, p. 16.

Page 112. — 1. Voir la caractéristique de ce libéralisme moderne et centralisateur, dans la lettre par laquelle Ketteler, le 18 avril 1871, répondait à une lettre de Bluntschli (RACH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 436-442. Cf. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 149.)

Page 113. — 1. Sur le canoniste Richard Dove (1833-1907), fondateur de la *Zeitschrift für Kirchenrecht*, voir BETTELHEIM, XII, p. 41-48. — 2. Sur Henri Treitschke (1834-1896), voir PETERSDORFF, *Allgemeine Deutsche Biographie*, LV, pp. 23-326, et GUILAND, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens* (Paris, Alcan, 1910).

Page 114. — 1. *Correspondance de Genève*, 14 avril 1871. — 2. STIEBER, *Denkwürdigkeiten*, éd. Auerbach, pp. 303-304 (Berlin, Engelmann, 1834.) — 3. OGRADISZEWSKI, *Ledochowski Deutschlands Episcopat in Lebensbildern*, II, p. 39). Cf. Mgr FOULON, *Histoire de la vie et des œuvres de Mgr Darboy*, p. 556 (Paris, Poussielgue, 1839). — 4. REICHENSBERGER, *Revue générale*, 1871, I, pp. 464-465.

Page 115. — 1. Déclaration du roi Guillaume à Ems (20 juin 1870), dans *Kaiser Wilhelms des Grossen Briefe, Reden und Schriften*, éd. Berner, II, p. 197.

Page 116. — 1. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 142. — 2. KONUT, *Die Hohenzollern und die Freimaurerei*, pp. 125-189 (Berlin, Wunder, 1909). BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, p. 204; trad. frang., I, pp. 261-264. *Historisch Politische Blätter*, 1910, II, pp. 85-105 et 172-190. — 3. KONUT, *op. cit.*, p. 186. Discours de Guillaume I^{er} aux députés des loges rhénanes et westphaliennes, 5 septembre 1877 (éd. Berner, II, p. 326). — 4. Lettres de Guillaume à Léopold d'Orlich, 6 janvier 1856, 10 mars et 15 avril 1857 (*Deutsche Rundschau*, 1904, III, pp. 47-52). — 5. *Kaiser Wilhelms des Grossen Briefe, Reden und Schriften*, éd. Berner, II, pp. 20-21. — 6. *Historisch Politische Blätter*, 1886, I, p. 551.

Page 117. — 1. Le texte de cette lettre est dans MAJUNKE, *Geschichte des Cullurkampfes*, p. 143. — 2. SCHILD, *Denkwürdigkeiten Willenbergs* (Wittenberg, Herrosé; 1892). — 3. SPITTA,

Herzog Albrecht v. Preussen als geistlicher Liederdichter. (Göttingue, 1908). Cf. BUDDE, *Deutsche Revue*, 1910, II, pp. 186-194. — 4. Voir GOYAU, II, p. 194. — 5. Samuel Gobal, *missionnaire en Abyssinie et évêque à Jérusalem*, trad. Rollier, pp. 283-288 (Bâle, Spittler, 1835). — 6. MARCKS, *Kaiser Wilhelm I*, p. 315. (Leipzig, Duncker, 1897). — 7. PFÜLF, *Ketteleer*, III, p. 144. — 8. SIEGFRIED, p. XX, n. 2.

Page 118. — 1. NATZMER, *Kaiser Wilhelm I, die Prinzess Elise Radziwill, und Kaiserin Augusta* (Berlin, Paetel, 1890). OSWALD BAER, *Prinzess Elisa Radziwill, ein Lebensbild*. (Berlin, Mittler, 1908). Cf. SEILLIÈRE, *Revue hebdomadaire*, 15 octobre 1910, et CHADAIL, *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1911. — 2. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, p. 125-126; trad.-Jaeglé, I, pp. 165-166. Cf. Wilmowski, *op. cit.*, p. 159. — 3. NIPPOLD, *Aus dem Leben der beiden ersten deutschen Kaiser und ihrer Frauen*, p. 261.

Page 119. — 1. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, pp. 122 et 125, et II, p. 171; trad.-Jaeglé, I, pp. 159-160 et 164-165, II, pp. 202-203. — 2. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, p. 302 et II, p. 86; trad.-Jaeglé, I, p. 379, et II, p. 103. — 3. Il convient de ne pas utiliser comme sources, pour l'étude de la psychologie religieuse d'Augusta, deux lettres publiées par la *Taegliche Rundschau* du 20 août 1890, que l'Impératrice aurait écrites à Mme de Bonin, en 1877 et 1882. L'authenticité en fut contestée par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, du 27 août. Elles furent d'ailleurs reproduites dans SCHRADER, *Augusta, Herzogin zu Sachsen, die erste deutsche Kaiserin*, pp. 82-87 (Weimar, Bochlau, 1890), mais la non-authenticité en fut prouvée par un article de NEUMANN, dans l'*Allgemeine Zeitung des Judentums*, 10 mars 1893, article publié en brochure sous le titre: *Die posthumen Briefe der Kaiserin Augusta und ihre Echtheit. Ein Brief an den Redakteur der Jewish Chronicle in London* (Berlin, Mosse, 1893). Voir sur cet incident NIPPOLD, *op. cit.*, pp. 368-401. — 4. EUFEMIA VON ADLERSFELD BALLESTREM, *Kaiserin Augusta, ein Lebensbild*, p. 267 (Berlin, Grote, 1902). Cf. HERMANN V. PETERSDORFF, *Kaiserin Augusta*, pp. 90-95. (Leipzig, Duncker, 1900.)

Page 121. — 1. Princesse de SAYN-WITTGENSTEIN, *Souvenirs* (1825-1907), pp. 155-157 (Paris, Lethielleux, 1907). — 2. Marquis DE CASTELLANE, *Hommes et choses de mon temps*, p. 96. (Paris, Plon, 1909). — 3. ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 218. — 4. HONENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 49; trad. franç., II, p. 172.

Page 122. — 1. MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 163. — 2. PFÜLF, *Ketteleer*, III, p. 149. — 3. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 21. — 4. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 29. « La discussion sur les motions ultramontaines, écrivait Bluntschli, a agi comme un orage qui purifie l'air (*Denkwürdiges*, III, p. 281). — 5. MÜLLER-BOHN, *Allgemeine deutsche Biographie*, XLIX, p. 67. — 6. SCHULTHEISS, 1871, p. 109. — 7. SCHULTHEISS, 1871, pp. 102-103. Sur le

parti pris des invalidations, relevé par le conservateur Blankenburg, voir PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 332, et BRÜCK, IV, -1, p. 74. Cf. dans la *Deutsche Revue*, 1892, IV, p. 354, une lettre de Barth à Lasker (10 mars 1871) au sujet d'une invalidation possible pour pression cléricale. — 8. LAUER, *Geschichte der Katholischen Kirche in Baden*, p. 285. (Fribourg, Herder, 1908.)

Page 123. — 1. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 222. Cf. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 163. Bismarck accusait Savigny d'avoir pris ce rôle par dépit de n'être pas devenu chancelier. (BUSCH, *Unser Reichskanzler*, I, p. 143) « Savigny s'aime avant tout lui même, » disaient les *Grenzboten*, 1872, I, pp. 285-288, et Busch l'accusera plus tard (*Unser Reichskanzler*, I, p. 147), d'avoir inspiré les campagnes contre les placements de Bismarck. Voir à l'encontre MAJUNKE, *Geschichte des Kulturkampfes*, pp. 122-123. Après sa retraite, le chancelier faisait reprendre par les *Nouvelles de Hambourg* (21 et 22 mars 1891) les attaques contre feu Savigny (PENZLER, *Bismarck und die Hamburger Nachrichten*, I, p. 193-200. Berlin, Trewendt, 1907.) — 2. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 228. — 3. SCHULTHESS, 1871, p. 105. — 4. Au début de mars déjà, dans une lettre écrite de Hesse à la *Gazette de Cologne*, on lisait : « La coalition Ketteler-Dalwigk doit être écartée et sera écartée ». (PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 214). — 5. HANS BLUM, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 7-10.

Page 124. — 1. *Grenzboten*, 1871, I, p. 633. — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 61; trad. franç., II, p. 188. CURTIUS, *Heinrich Gelzer*, p. 35. (Gotha, Perthes, 1892.)

Page 125. — 1. Toute la correspondance ici citée entre Bismarck et Tauffkirchen est publiée dans BISMARCK, *Politische Briefe*, I, pp. 265-272. — 2. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 226. — 3. POSCHINGER, préface des *Kriegstagebücher* du comte Fred Frankenberg, p. VIII. (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1896).

Page 126. — 1. Sur Robert Keudell (1824-1903), dont le livre : *Bismarck et sa famille* (trad. Lang, Paris, Ollendorff), est l'une des sources importantes de l'histoire de Bismarck, voir POSCHINGER, *Bei Robert von Keudell* (Berlin, Paul, 1902), et PETERSDORFF, dans BETTELHEIM, X, pp. 306-311. — 2. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 333. — 3. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 443-444. — 4. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 64; trad. franç., II, p. 192 : « Bismarck disait qu'il détestait par dessus tout cette alliance des cléricaux avec les démocrates tels que Schroeder-Lippstadt, qu'ils avaient ainsi gâté leurs affaires sans retour ».

Page 127. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 30. Voir les votes dans *Reichstag*, 14 juin 1871, p. 1200. Cf. RACHFAHL, *Preussische Jahrbücher*, 1909, I, pp. 241-242. — 2. Une lettre de Ledochowski à Koersniewski, doyen de Rädlin, demandait qu'on recueillît des signatures pour une pétition au Parlement en fa-

veur du pouvoir temporel (*Correspondance de Genève*, 10 juin 1871). — 3. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 204-205.

Page 128. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 64; trad. franç., II, p. 192. — 2. UNRUH, *Erinnerungen*, éd. Poschinger, p. 346 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1895). C'est la source capitale sur le député Hans Viktor Unruh (1806-1886). — 3. Cité dans BISMARCK, *Reden*, V, pp. 206-208.

Page 129. — 1. *Discours de notre Très Saint Père le pape Pie IX, adressés dans le Palais du Vatican aux fidèles de Rome et du monde catholique, depuis le commencement de sa captivité Recueillis et publiés pour la première fois par le R. P. D. Pasquale de Francisceis, seule traduction française authentique et autorisée par Sa Sainteté*, I, p. 141-142. (Paris, Le Clere, 1875-1876.) Cf. ARTHUR LOUH, *Univers*, 26 juin 1871.

Page 130. — Sur Joseph Lingens (1818-1902), avocat à Aix-la-Chapelle, voir SPECHT ET SCHWABE, p. 516.

Page 131. — 1. RICHTER, *Im allen Reichslag*, I, p. 21, attribue au voyage de Loewenstein le changement d'attitude du Vatican. — 2. PFÜLF, *Kelleler*, III, pp. 153-154.

Page 132. — 1. *Grenzboten*, 1871, III, p. 114. — 2. Mme RATTAZZI, *Rattazzi et son temps, documents inédits, correspondance, souvenirs intimes*, II, p. 489-490. (Paris, Dentu, 1887). JULES FAVRE, *Rome et la République Française*, p. 143. — 3. *Correspondance de Genève*, 7 et 11 juillet 1871. — 4. Lettre de Castagnola, 26 juillet 1871 (CASTAGNOLA, *op. cit.*, p. 195). — 5. *Correspondance de Genève*, 6 juillet 1871.

Page 133. — 1. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 160.

Page 134. — 1. UNRUH, *Erinnerungen*, p. 322. — 2. Voir un important passage de l'économiste Schmoller, cité par ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 295.

NOTES DU CHAPITRE IV

Page 136. — 1. FABRI, *Staat und Kirche, Betrachtungen zur Lage Deutschlands in der Gegenwart*, p. 65 (Gotha, Perthes, 1872).

Sur le vieux catholicisme, voir JOSEPH TROXLER, *Die neuere Entwicklung des Altkatholicismus: ein Beitrag zur Seklengeschichte der Gegenwart* (Cologne, Bachem, 1908). La tentative faite en 1898 par BOMMER de publier un *Katalog der altkatholischen Literatur* échoua faute de souscripteurs. — 2. Sur le passé d'Ignace Doellinger (1799-1890), voir les tomes II et IV de GOYAU. — 3. Sur Kuhn (1805-1887), voir GOYAU, II, p. 42, et IV, pp. 283-286 et 297.

Page 137. — SCHULTE, *Der Altkatholicismus, Geschichte seiner Entwicklung, inneren Gestaltung und rechtlichen Stellung*, pp. 73-75 (Giessen, Roth, 1887). — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 13 et suiv. — 3. STAMM, *Bischof Conrad Martin*, p. 181 (Paderborn, Junfermann, 1892). — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 64. Sur le Jésuite Clément Schrader (1820-1875), voir GOYAU, IV, p. 231. — 5. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 141-143. — 6. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 153. — 7. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 75-76.

Page 138. — 1. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 78. — 2. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 83-84. — 3. *Epître aux Galates*, I, 8-9 : *Si quis vobis evangelizaverit praeferat id quod accepistis, anathema sit.* — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 84-87. — 5. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 96.

Page 139. — 1. FRIEDRICH, *Tagebuch waehrend des vatikanischen Concils geführt*, p. 391 (Nördlingen, Beck, 1871). — 2. Voir dans REMLING et BAUMANN, *Konrad Reither, Bischof von Speyer*, p. 78, n. 2 (Spire, Jaeger, 1910), la lettre très vive écrite à Reither (1814-1871) par un prêtre de ses amis, contre la « science » de Munich. — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 97.

Page 140. — 1. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 188-189. GRANDERATH, *Geschichte des Vatikanischen Concils*, III, p. 614 (Fribourg, Herder, 1906). — 2. Voir GOYAU, IV, pp. 325-329. — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 105-107. Sur Théodore Stumpi (1831-1873), voir REUSCH, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXXVI, pp. 756-757. — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 97. — 5. Sur Jean-Baptiste Baltzer (1803-1871), voir, outre le tome IV de GOYAU, les monographies de FRIEDBERG (Leipzig, Duncker, 1873) et de FRANZ (Breslau, Aderholz, 1873). Sur Pierre Knoodt (1811-1889), voir THEODOR WEBER, *Allgemeine deutsche Biographie*, LI, pp. 262-272, et MENN, *Revue internationale de théologie*, 1907 et 1908. — 6. Sur Joseph-Hubert Reinkens (1821-1896), voir JOSEPH-MARTIN REINKENS, *Joseph-Hubert Reinkens* (Gotha, Perthes, 1906).

Page 141. — 1. Kalterborn à Reinkens, 17 avril 1870 (JOSEPH-MARTIN REINKENS, *op. cit.*, pp. 110-111). — 2. *Papst und Papsttum nach der Zeichnung des heiligen Bernhard von Clairvaux* (Münster, Brunn, 1870). — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 79-83. — 4. *Ueber paepsliche Unfehlbarkeit. Einige Reflexionen* (Munich,

Oldenbourg, 1870). — 5. REINKENS, *Reinkens*, pp. 112-115. Sur Henri Foerster (1799-1881), prince-évêque de Breslau, voir MEER, *Charakterbilder aus dem Clerus Schlesiens, 1832-1881*, pp. 312-324 (Breslau, Aderholz, 1884). — 6. Cette chronique de Jean Friedrich, né en 1836, devait paraître sous le titre: *Tagebuch waehrend des vaticanischen Concils geführt* (Nördlingen, Beck, 1871). Sur le cardinal Gustave-Adolphe de Hohenlohe (1823-1896), voir RUST, *Reichskanzler Hohenlohe*, pp. 877-909, et KRAUS dans BETTELHEIM, I, pp. 449-455. — 7. Sur Guillaume-Charles Reischl (1818-1873), voir WEIS, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXVIII, pp. 118-119. — 8. Sur Joseph Langen (1837-1901), voir BETTELHEIM, VI, pp. 289-290. — 9. Sur François Henri Reusch (1825-1900), voir la monographie de LEOPOLD KARL GOETZ (Gotha, Perthes, 1901). — 10. Sur Frédéric Michelis (1818-1886), voir MICHELIS, *Allgemeine deutsche Biographie*, LII, pp. 376-384, spécialement pp. 381-383. — 11. Le cardinal Schwarzenberg (1809-1885) est en ce moment l'objet d'une biographie, due au P. WOLFGRUBER, dont le premier volume parut en 1906 (Vienne, Fromme.) — 12. MICHELIS, *Die Unfehlbarkeit des Papstes im Lichte der katholischen Wahrheit und der Humbug den die neueste Vertheidigung damit treibt*. (Leipzig, Peter, 1869.)

Page 142. — 1. GOYAU, IV, p. 367. — 2. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 14-16. — 3. Sur Daniel Boniface Haneberg (1816-1876), voir SCHEGG, *Erinnerungen an Dr. Haneberg* (Munich, Stahl, 1878), et *Allgemeine deutsche Biographie*, X, p. 502-506.

Page 143. — 1. SCHULTE, *op. cit.*, pp. 98-101. Cette lettre était adressée par Haneberg, le 23 août 1870, à Hefe, évêque de Rottenburg, pour qu'il se soumit aux décrets du concile; les vieux-catholiques la publièrent en 1871, dans le *Rheinischer Merkur*. — 2. Sur Melchers (1813-1895), voir BENNES, *Paulus Melchers* (dans *Deutschlands Episcopat in Lebensbildern*, II, pp. 175-224), et LUDWIGS, *Kardinal Erzbischof Dr. Paulus Melchers und die St. Pauluskirche in Köln* (Cologne, Bachem, 1909). — 3. SIEGFRIED, pp. 21-21; réponse du Pape (28 octobre 1870), dans SIEGFRIED, pp. 24-27. — 4. Sur Deinlein (1800-1875), voir BARNICKEL, *Michael von Deinlein* (dans *Deutschlands Episcopat in Lebensbildern*, III, pp. 155-184). — 5. Sur Louis Forwerk (1816-1875), voir HÜLSKAMP, *Allgemeine deutsche Biographie*, VII, p. 196. — 6. La biographie de Charles-Joseph Hefe (1809-1893), dont Linsenmann, qui mourut évêque préconisé de Rottenburg, recueillit les documents, n'est pas encore écrite. Voir sur Hefe l'article de FUNK, *Allgemeine deutsche Biographie*, L, pp. 109-115. — 7. Sur le cardinal Rauscher (1797-1875), archevêque de Vienne, voir WOLFGRUBER, *Joseph Othmar Kardinal Rauscher, Fürsterzbischof von Wien* (Fribourg, Herder, 1888). — 8. Sur l'évêque Greith (1807-1882), voir JOHANNES OESCH, *Dr. Carl Johann*

Greith, Bischof von S. Gallen (Saint-Gall, Ostschweiz, 1909), et spécialement sur son attitude à l'endroit de la lettre de Bonn, les pages 137-140.

Page 144. — 1. Sur la démarche de Bonn, voir SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 111-112. Il ne publie pas le texte du message. On le trouve dans OESCH, *op. cit.*, pp. 138-139. — 2. Sur lord Acton (1834-1902), voir lady BLENNERHASSETT, dans BETTELHEIM, VII, pp. 16-22. GRANDERATH, *op. cit.*, III, pp. 640-645. — 3. PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 123-124. — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 102. Sur l'exégète François-Xavier Reithmayr (1809-1872), voir SCHMID, *Allgemeine deutsche Biographie*, XXVIII, p. 165.

Page 147. — 1. GRANDERATH, *op. cit.*, III, p. 560. Toutes les autres lettres de Hefele dont nous faisons mention sont reproduites dans SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 220-236, et MENN, *Aktenstücke Hefele und die Infallibilität betreffend* (Revue internationale de théologie, 1908, pp. 485-506 et 671-691). Au sujet de la publication de Menn, plus complète que celle de Schulte, voir KNOEPFLER, *Historisches Jahrbuch*, 1909, pp. 584-587.

Page 148. — 1. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 228. MENN, *Revue internationale de théologie*, 1908, pp. 674-678, sur l'attitude de la *Semaine catholique* d'Ellwangen. — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 378. — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 235-236. — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 233-235.

Page 149. — 1. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 183. Sur l'historien André Thiel (1826-1906), qui devint évêque d'Ermland en 1886, voir MATERN, *Dr. Andreas Thiel, ein Lebensbild*. (Braunsberg, Grimme, 1908). Sur l'historien François Hipler (1836-1898), voir DITTRICH, *Zeitschrift für die Geschichte und Alterthumskunde Ermlands*, XII, 1898, pp. 383-427. — 2. *Aktenstücke des Ordinariates des Erzbisthums München*, pp. 48-50 (déclaration de sept professeurs, du 29 novembre 1870). — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 138-140. FRANZ KAUFMANN, *Leopold Kaufmann*, p. 157 et suiv. BELLESHEIM, *Katholik*, 1896, II, p. 282 et suiv. François-Xavier Dieringer (1811-1876), fondateur du *Borromaeus-Verein*, avait déclaré, le 20 septembre 1870, qu'il acceptait la constitution concernant l'infailibilité, non comme un acte du concile, mais comme un acte de Pie IX. Le 3 janvier 1871, à la suite des nouvelles exigences du nonce Meglia, il consentit à la reconnaître comme décision conciliaire.

Page 150. — 1. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 127-136. GOETZ, *Reusch*, pp. 60-64. — 2. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 185-186. — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 204. Voir dans les *Aktenstücke des Ordinariates*, pp. 52-61, 95-127, 134-135, 137-138, tous les documents sur Friedrich et Doellinger. — 4. *Aktenstücke*, pp. 104-116. DOELLINGER, *Lettres et déclarations*

au sujet des décrets du Vatican, trad. Bonet-Maury, pp. 157-187. Paris, Colin, 1893).

Page 151. — 1. Doellinger à Cantù, 28 juillet 1864 (cité dans MICHAEL, *Ignaz von Doellinger*, pp. 68-69. Innsbrück, Rauch, 1892).

Page 152. — 1. Voir GOYAU, II, p. 267. — 2. MENN, *Revue internationale de théologie*, 1908, pp. 674-678. — 3. Sur Joseph Fessler (1813-1872), voir ERDINGER, *Bischof Fessler* (Brixen, Theologische Anstalt, 1874.)

Page 153. — 1. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 233 (lettre de Hefele du 15 octobre 1872). — 2. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 230-232. — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 232-233.

Page 154. — 1. Texte dans SIEGFRIED, pp. 81-84. Cf. PRÜLF, *Ketteler*, III, pp. 130-131. — 2. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 434. KARL V. STREMYR, *Deutsche Revue*, novembre 1900, pp. 172-179.

Page 155. — 1. Sur la conversion de Henri de Gagern (1799-1880), voir ROSENTHAL, *Konvertitenbilder*, I, 3, p. 657. — 2. SCHULTE, *Die Macht der roemischen Paepste über Fürsten, Laender, Voelker, Individuen u. s. w.*, (Prague; Tempsky, 1870). Il en existe une traduction française par Ed. Patru (Paris, Sandoz et Fischbacher, 1879).

Page 156. — 1. SCHULTE, *Denkschrift über das Verhaeltniss des Staates zu den Saelzen der paepstlichen Konstitution, gewidmet den Regierungen Deutschlands und Oesterreichs* (Prague, Tempsky, 1871.) SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 280. — Schulte publiait en même temps (Prague, Tempsky, 1871), son livre intitulé : *Die Stellung der Konzilien, Paepste und Bischoefe vom historischen und kanonistischen Standpunkte und die paepstliche Konstitution vom 18 Juli 1870.* — 2. Texte de la lettre dans SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 427. Cf. SCHULTE, *Denkschrift*, p. 67.

Page 157. — ZIRNGIEBL, *Johannes Huber*, pp. 161-162 (Gotha, Perthes, 1881). Sur les luttes antérieures du philosophe Jean Huber (1830-1879) contre l'école de Mayence, voir le tome IV de notre *Allemagne religieuse*. — 2. HARTMANN, *Zwei Jahrzehnte deutscher Politik und die gegenwaertige Weltlage*, p. 56 (Leipzig, Friedrich, s. d.). Sur le philosophe Edouard de Hartmann (1842-1906), voir SCHNEHEN, dans BETTELHEIM, XI, pp. 72-98.

Page 158. — 1. Sur les dispositions religieuses de Louis II (1845-1886), voir HEIGEL, *Ludwig II v. Bayern*, pp. 205-215 (Stuttgart, Bonz, 1893). — 2. LAMPERT, *Ludwig II König von Bayern*, p. 41 (Munich, Roth, s. d.). — 3. Voir, par exemple, le discours de Doellinger sur l'Allemagne politique et religieuse, traduction française (*Revue politique et littéraire*, 27 janvier 1872, p. 727).

- 4. *Kaiser Friedrichs Tagebücher*, éd. M. v. Poschinger, p. 115.
 — 5. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 337.

Page 159. — 1. FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 583. BAINVILLE, *Un roi wagnérien, Louis II de Bavière*, pp. 181-187. (Paris, Nouvelle librairie nationale, 1911). Sur un refus analogue opposé par Doellinger à Schulte, cf. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 279-280. — 2. FRIEDRICH, *Doellinger*, III, pp. 583 et 639. — 3. Sur Otto de Bray Steinburg (1807-1899), voir A. v. MÜLLER, *Allgemeine deutsche Biographie*, LV, pp. 680-687, et ses Mémoires posthumes (*Denkwürdigkeiten aus seinem Leben*, Leipzig, Hirzel, 1901). — 4. Sur Jean Lutz (1826-1890), secrétaire en 1857 de la Conférence de Nuremberg pour l'élaboration d'un droit commercial allemand, ministre de la Justice au 18 septembre 1867, ministre des Cultes et de l'Instruction au 20 décembre 1867, voir POSCHINGER, *Bismarck und Bundesrat*, II, pp. 137-140 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1897) et BITTERAUF, *Allgemeine deutsche Biographie*, LV, pp. 555-558. — 5. Voir, entre autres passages, HOHENLONE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 64-65; trad. franç., II, pp. 193-195.

Page 160. — 1. Sur Joseph Renftle (1823-1881), curé de Mering depuis 1860, voir NIPPOLD, *Aus dem letzten Jahrzehnt vor dem Vatikanconcil*, pp. 558-566. Sur Pancrace Dinkel (1811-1895), voir KLENZ, *Die deutschen Bischöfe der Gegenwart*, pp. 136-145 (Münster, Russell, 1895). — 2. ROLFUS, I, p. 456-458.

Page 161. — 1. ROLFUS, I, pp. 464-465. — 2. ROLFUS, I, p. 489. ZIRNGIEBL, *Huber*, p. 167. — 3. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 227 (18 avril 1871).

Page 162. — 1. *Aktenstücke*, pp. 128-132 et 132-134. ROLFUS, I, pp. 490-491. — 2. Il faut noter de part et d'autre, entre autres incidents : la lettre pastorale de l'archevêque Scherr, de Munich, défendant, le 14 avril, de signer l'adresse des vieux-catholiques (ROLFUS, I, pp. 490-491); la protestation du comité vieux-catholique, reprochant à Scherr d'avoir ainsi violé la Constitution (ROLFUS, I, p. 491); les décisions des ordinariats de Bamberg (25 avril) et de Munich (19 mai), déclarant excommuniés, privés d'absolution, privés d'enterrement religieux, ceux qui feraient acte d'antiinfaillibilisme (ROLFUS, I, pp. 492-493; le *recursus ab abusu* adressé à Louis II, le 6 mai, par quatre fonctionnaires de Schesslitz se plaignant d'être excommuniés pour avoir usé du droit de pétition au roi (ROLFUS, I, pp. 498-499). — 3. ROLFUS, I, pp. 505-507. — 4. *Grenzboten*, 1871, II, pp. 73-74. — 5. *Grenzboten*, 1871, II, p. 75.

Page 163. — 1. Sur l'état d'esprit d'Henri de Mühlher (1813-1884), voir le livre anonyme intitulé : *Heinrich v. Mühlher* (Berlin, Borussia, 1909), spécialement la page 200. Voir aussi BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 129; trad. Jaeglé, II, p. 153.

Page 164. — 1. REINKENS, *Reinkens*, pp. 113-115. — 2. POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, I, p. 17 (Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1898). — 3. HAHN, *Fürst Bismarck*, V. p. 573. — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 159-165. Sur Guillaume Tanagermann (1815-1907) qui fut curé vieux-catholique de Cologne de 1872 à 1888, voir MENN, *Revue internationale de théologie*, 1908, pp. 1-13.

Page 165. — 1. POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, I, p. 18-20. Bismarck à Wilmowski (Versailles, 30 octobre 1870 et 31 décembre 1870). — 2. SIEGFRIED, p. 38 (lettres de Mühlér des 24 octobre, 22 décembre et 30 décembre 1870). SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 152-153. — 3. Sur Philippe Krementz (1819-1899), qui devait mourir archevêque de Cologne et cardinal, voir KLENZ, *op. cit.*, pp. 14-24, et BETTELHEIM, IV, pp. 277-278.

Page 166. — 1. Voir tous les documents dans SIEGFRIED, pp. 40-45.

Page 167. — 1. Le mot était de la *Gazette de la Croix* (*Bismarck nach dem Kriege*, p. 30).

Page 169. — 1. SIEGFRIED, pp. 45-46. — 2. JENTSCH, *Wandlungen*, I, p. 392. (Leipzig, Grunow, 1896). — 3. FABRI, *Staat und Kirche*, p. 72 et suiv. — 4. SIEGFRIED, pp. 46-52.

Page 170. — 1. SCHULTE, dans ses *Lebenserinnerungen*, I, pp. 72-78, tend à justifier la conduite de Bismarck par les jugements qu'il porte lui-même sur Adalbert Kraetzig (1819-1887) et sur Joseph Linhoff (1819-1893). Consulter avant tout, sur ce dernier, la monographie du P. PFÜLF (Fribourg, Herder, 1901). La *katholische Abteilung* fut rétrospectivement défendue contre les attaques bismarckiennes dans un article anonyme des *Historisch politische Blätter*, mars 1886, article que le P. Pfülf révèle être de Linhoff. D'intéressants détails furent donnés à son sujet et certaines attaques contre elle furent reprises dans le *Supplément* (*Beilage*) de la *Gazette générale* (*Allgemeine Zeitung*), du 1^{er} août 1895, du 12 août 1895 et du 9 juin 1900. Le pédagogue Wiese consacra à Théodore Brüggemann (1796-1866) un article bienveillant et reconnaissant dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*. III, pp. 497-499. — 2. *Grenzboten*, 1871, II, p. 234. — 3. PFÜLF, *Linhoff*, pp. 55-57. — 4. FRIEDBERG, *Johannes Baptista Ballzer : ein Beitrag zur neuesten Geschichte des Verhältnisses zwischen Staat und Kirche in Preussen*, p. 62-66 (Leipzig, Duncker, 1873.) Pour la discussion des insinuations de Friedberg, voir *Archiv*, 1873, II, pp. 92-112. — 5. Voir dans SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 76-78, la lettre de Kraetzig du 14 novembre 1870 dans laquelle il prie Schulte de pacifier le conflit entre les professeurs de Bonn et l'archevêché de Cologne, et celle du 19 novembre 1870, où il défend l'œcuménicité du concile. Schulte cite encore, I, pp. 75-76, deux lettres de Kraetzig des 23 décembre 1868 et 2 janvier 1869 où Kraetzig, l'entretenant du règle-

ment de certaines questions entre l'Église et l'État, lui parle de certains présidents de province qui ont reçu l'ordre de « délivrer l'Église des chaînes de l'État, » et se montre nettement dévoué aux intérêts de l'Église et aux revendications des catholiques. — 6. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 235-237 et 289, et VI, p. 271 (discours des 30 janvier 1872, 10 mars 1873, 16 avril 1875).

Page 171. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 64; trad. franç., II, p. 192. — 2. On trouvera ce propos dans les souvenirs publiés à la *Deutsche Revue*, octobre 1898, p. 110, par le conseiller d'État Louis Aegidi (1825-1901), plus tard professeur à l'université de Berlin, sur lequel on peut consulter BETTELHEIM, VI, pp. 264-272. Cf. POSCHINGER, *Neues Bismarck Jahrbuch*, I (1911), pp. 169-170 (Vienne, Konegen, 1911). — 3. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 128-129; trad. Jaeglé, II, p. 150-152. — 4. SPECTATOR, *Beilage der Allgemeinen Zeitung*, 1^{er} août 1895. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I. pp. 72-73. — 5. BISMARCK, *Reden*, VI, p. 270.

Page 172. — 1. MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 192. Voir, sur cette suppression et sur ses conséquences ecclésiastiques, VRAETZ, *Die Aufhebung der katholischen Abtheilung im preussischen Kultusministerium* (Mayence, Kirchheim, 1871), et REUTER, *Archiv*, 1871, II, pp. 295-317 et 1873, II, pp. 64-91.

Page 173. — 1. Lettre de Bismarck à la *Gazette de Magdebourg*, 20 avril 1848, dans PENZLER, *Jugendgeschichte des Fürsten Bismarck*, pp. 224-226. (Berlin, Trewendt, 1907). Cf. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 185, note 1. — 2. BISMARCK, *Reden*, III, p. 198-212. — 3. Voir GOYAU, *l'Allemagne religieuse, le protestantisme*, p. 34, et MARIUS ARY LEBLOND, *La Pologne souffrante*, pp. 333-350. (Paris, Perrin, 1910). — 4. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 184.

Page 174. — 1. BISMARCK, *Reden*, XI, pp. 433 et 448. Bismarck revint dans son discours du 28 janvier 1886 (*Reden*, XI, p. 433), et dans ses *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 129; trad. Jaeglé, II, p. 153, sur la subordination de Kraetzig aux Radziwill : « La Katholische Abtheilung était devenue, sous la direction de Kraetzig, un institut entre les mains de quelques grandes familles polonaises pour l'œuvre de polonisation. » Cf. HORST KOHL, *Wegweiser durch Bismarcks Gedanken und Erinnerungen*, p. 132 (Leipzig, Göschen, 1899.) — 2. Voir, sur l'incident, *Bismarck nach dem Kriege*, p. 43, et MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 124 et 197-198.

Page 175. — 1. *Grenzboten*, 1871, II, pp. 801-820. — 2. Sur le canoniste Emile Richter (1808-1864), voir SCHULTE, *Allgemeine deutsche Biographie*, LIII, pp. 340-343. — 3. Lettre de Mühler (*Bismarck nach dem Kriege*, pp. 39-42); discours de Kraetzig (*Landtag*, 10 décembre 1873). — 4. Lettre de Mühler du 20 juillet 1871,

publiée dans MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 198-199,

Page 176. — 1. Texte du rapport de Mühler dans HANN. *Fürst Bismarck*, II, pp. 401-403. — 2. *Grenzboten*, 1871, II, p. 116. — 3. REICHENSPERGER, *Revue générale*, 1871, II, pp. 209-220.

Page 177. — 1. *Grenzboten*, 1871, II, p. 637. — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 31. — 3. *Grenzboten*, 1871, I, pp. 588-589, et II, p. 231.

Page 178. — 1. FRANZ, *Ballzer*, pp. 126-128. — 2. *Provincial Correspondenz*, 2 août 1871.

Page 179. — 1. Documents sur cet épisode dans *Deutsche Revue*, avril 1903, pp. 9-17, et cf. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 61-65; trad. franç., II, pp. 192-194. — 2. SCHULTHESS, 1871, p. 191. — 3. Sur le comte d'Illeggenberg Dux (1810-1872), voir EISENHART, *Allgemeine deutsche Biographie*, XI, pp. 285-288.

Page 180. — 1. *Grenzboten*, 1871, II, p. 315. — 2. HORST KOHL, *Bismarck Regesten*, II, p. 20 (Leipzig, Renger, 1892). — 3. ROLFUS, I, p. 536.

Page 181. — 1. PIE IX, *Discours*, éd. Franciscis, I, pp. 202-204.

Page 182. — 1. *Die Verwaltung des niederen Unterrichts in Elsass Lothringen von 1871 bis Ende 1878*, pp. 6-7 (Strasbourg, Bull, 1879). FABRI, *Staat und Kirche*, pp. 154-157. Cf. dans HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 60-61; trad. franç., II, pp. 148-149, ces propos de l'Alsacien Hartmann (4 juin 1871) : « Bismarck doit écarter des écoles l'influence du clergé; ce n'est qu'ainsi qu'il peut rendre l'Alsace allemande. » Sur la résistance catholique aux efforts du docteur Baumeister pour « prussianiser » l'instruction en Alsace, voir WIESE, *Lebenserinnerungen und Amtserfahrungen*, II, p. 16. Cf. RÉGAMEY, *l'Alsace au lendemain de la conquête*, pp. 254-279. (Paris, Jouve 1911). — 2. BEUST, *Aus drei Vierteljahrhunderten*, II, p. 489; trad. franç., II, p. 482

Page 183. — 1. ROLFUS, I, p. 536. — 2. *Correspondance de Genève*, 28 juillet 1871.

Page 184. — 1. Voir dans ROLFUS, I, pp. 522 et 536, les deux incidents créés par la mort du professeur Zenger (fin juin 1871), pour qui le vieux-catholique Friedrich fit prendre à Mering l'Eucharistie et les saintes huiles) et par le mariage de la fille du commerçant Mayer (17 août 1871), pour lequel la municipalité de Munich fit ouvrir, malgré l'archevêché, l'église Saint-Nicolas.

Page 185. — 1. FRIEDRICH, *Doettinger*, III, p. 177. — 2. *Charakterlos, unzuverlässig*, c'est par ces mots que Harless, l'une des hautes autorités du protestantisme bavarois, caractérisait Doellingner (E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, p. 329). Cf. le jugement de SCHULTE (*Lebenserinnerungen*, I, pp. 279-280 et 297). Voir aussi, sur l'évolution religieuse de Doellingner. WENDT, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1903, pp. 281-309. — 3. ROBERT

v. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 315 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1902) : source capitale sur Mohl (1799-1875).

Page 186. — 1. NIPPOLD, *Erinnerungen an Reinkens*, p. 17 (Leipzig, Jansa, 1896) et GOETZ, *Die geschichtliche Stellung und Aufgabe des deutschen Altkatholicismus*, pp. 24-25 (Leipzig, Jansa, 1895). — 2. FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 585. — 3. FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 593. — 4. FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 585. Sur le canoniste Hugo Laemmer, né en 1835, professeur à l'université de Breslau, voir ROSENTHAL, *Konvertitenbilder*, I, 2, pp. 353-370. La nouvelle que saint Alphonse de Liguori, le 7 juillet 1871, était fait docteur de l'Église, accrut l'irritation de Doellinger contre Rome (FRIEDRICH, *op. cit.*, III, p. 587). — 5. Sur ce qu'il y avait de contradictoire dans l'attitude de Doellinger, voir EDOUARD DE HARTMANN, *Zwei Jahrzehnte deutscher Politik und die gegenwaertige Weltlage*, pp. 52-53. — 6. E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, p. 344.

Page 187. — 1. Voir, sur ce congrès, le *Stenographischer Bericht über die Verhandlungen des Katholiken-Congresses. abgehalten vom 22 bis 24 September 1871 in München* (Munich, Ackermann, 1871), et SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 341-346. — 2. Lettre de Jean Huber, 28 janvier 1872 (ZIRNGIEBL, *op. cit.*, p. 170). — 3. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 346. — 4. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 340-342. — 5. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, III, p. 320.

Page 188. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 283 (lettre de Doellinger, du 27 juillet 1871). — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 299 (lettre de Doellinger du 17 novembre 1871). — 3. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 300 (lettre de Schulte à Huber, 12 novembre 1871 ; dans cette même lettre, il accuse Doellinger de regarder avec un « orgueil de prêtre » un mouvement de laïques et d'attacher trop d'importance à Acton.) Cf. dans GOETZ, *Der Altkatholicismus*, pp. 24-25, un jugement sévère sur l'attitude de Doellinger. — 4. *Verhandlungen des Katholiken-Congresses*, p. 129. — 5. SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 342-346. Cf. FRIEDRICH, *Doellinger*, III, p. 613.

Page 189. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 29 ; trad. franç., II, p. 143. — 2. NIPPOLD, *Aus dem letzten Jahrzehnt vor dem Vatikanconcil*, pp. 562-566.

Page 190. — 1. JENTSCH, *Wandlungen*, I, p. 353. — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 54 ; trad. franç., II, p. 178. — 3. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 52 ; trad. franç., II, p. 176. Cf. lettre de Wagener (29 janvier 1872), dans *Bismarck Jahrbuch*, VI (1899), p. 211. — 4. JENTSCH, *Wandlungen*, I, p. 391. — 5. Dépêches Lefebvre de Béhaine, 2, 7 et 17 octobre 1871. Cf. FARRI, *Staat und Kirche*, pp. 65-67, estimant qu'à l'origine du vieux-catholicisme il n'y avait pas de motifs religieux pro-

fonds ; que la source de ce mouvement était l'indignation de l'historien contre « la violence faite à la vérité historique par la sophistique jésuitique » ; et qu'il n'intéressait que les classes cultivées. Sur le caractère « non populaire, un peu pédantesque » du mouvement vieux-catholique, voir GRAUE, dans *Bismarck Jahrbuch*, II (1895), pp. 326-327.

Page 191. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 56 ; trad. franç., II, p. 181.

Page 192. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 51, 76, 113. — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 61-62. — 3. Cité dans *Das Centrum, von einem rheinpreussischen Juristen*, p. 32 (Cologne, Bachem, 1874).

Page 193. — 1. Landtag, 1873, pp. 881-882 (séance du 31 janvier). HÜSGEN, *Windthorst*, pp. 169-170. — 2. JULIUS V. ECKHARDT, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 233-234. (Leipzig, Witzel, 1910.) — 3. SIEGFRIED, pp. 61-68.

Page 194. — 1. SCHULTHESS, 1871, p. 209. — 2. OTTO FROMMEL, *Emil Frommel, ein Lebensbild*, II, p. 130. — 3. SCHULTHESS, 1871, pp. 205-207.

Page 195. — SIEGFRIED, pp. 63-69. Voir dans les *Protocole*, p. 50, la lettre par laquelle Melchers, le 20 octobre 1871, regretta que la réponse des évêques n'eût pas trouvé accueil. — 2. *Correspondance de Genève*, 27 novembre 1871. — 3. ROLFUS, I, p. 627.

Page 196. — 1. SIEGFRIED, pp. 69-71 et 73-81 (lettres de Klementz, des 8 octobre et 20 décembre 1871). — 2. SIEGFRIED, pp. 71-73 (lettre de Mühler à Melchers, 25 novembre 1871). La réponse de Melchers (29 décembre 1871), affirmant que les décrets du Vatican n'ont rien changé à l'Eglise, est publiée dans les *Protocole*, pp. 51-51. — 3. « Je considère comme passager tout le mouvement vieux-catholique, écrivait Kaufmann au peintre Carl Müller, le 27 décembre 1871 ; mais pour l'instant il a grandement troublé la paix confessionnelle. Les protestants « éclairés » et les juifs prennent passionnément parti pour les vieux-catholiques, ce qui pourrait ouvrir les yeux à ceux-ci. Une mauvaise chose, c'est que le gouvernement témoigne ouvertement sa sympathie au mouvement nouveau. » (KAUFMANN, *Kaufmann*, pp. 166-168.) — 4. RUST, *Reichskanzler Hohenlohe*, pp. 119-120. La *Gazette populaire de Cologne* s'indigna contre cette attitude belliqueuse d'un vice-président à la réélection duquel le Centre n'avait fait aucune opposition. — 5. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 45-46. — 6. GRAND-CANTERET, *Bismarck en caricatures*, p. 90 (Paris, Perrin, 1890). — 7. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 47-48. — 8. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 47. JULIUS BACHEM, *Lose Bluetter*, pp. 29-30. (Fribourg, Herder, 1910.)

Page 197. — 1. C'est dans la *Correspondance de Genève* du

22 septembre 1871 qu'était raconté ce propos de Bismarck ; et comme Bismarck n'avait vu d'autre évêque que Ketteler, la *Spener Zeitung* accusa Ketteler d'avoir inventé puis propagé un mensonge. Ketteler se disculpa dans la *Germania* du 27 octobre ; la *Correspondance* du 30 maintint que, quoi qu'il en fût, le propos circulait partout. — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 68-69 ; trad. franç., II, pp. 199-200. — 3. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, p. 449.

Page 198. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 69 ; trad. franç., II, p. 200. — 2. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 7 octobre 1871. — 3. ROLFUS, I, p. 563. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 12 octobre 1871. — 4. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 17 octobre 1871. — 5. *Correspondance de Genève*, 23 octobre 1871.

Page 199. — 1. PIE IX, *Discours*, trad. Franciscis, I, pp. 249-250. — 2. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 3 novembre 1871. — 3. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 286.

Page 201. — 1. Sur les députés Fischer (1832-1900), Loewe (1814-1886), Zedlitz-Neukirch, né en 1840, voir SPECHT et SCHWABE, pp. 469, 517, 584. Sur Louis Bamberger (1823-1899), voir WIPPERMANN, *Allgemeine deutsche Biographie*, XLVI, pp. 193-199 : ses *Souvenirs*, publiés par Nathan (Berlin, Reimer, 1899), ne dépassent pas l'année 1871. Sur Jean Miquel (1828-1901), voir RACHFAHL dans BETTELHEIM, VI, pp. 9-30, et BACHEM, *Über den Wassern*, 1911, pp. 420-421.

Page 202. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 72-74 ; trad. franç., II, pp. 203-207. — 2. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, p. 449 (lettre du 10 novembre 1871). — 3. RAICH, *op. cit.*, pp. 450-451 (lettre du 13 novembre 1871). — 4. PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 162-163.

Page 203. — 1. Ketteler à la *Germania*, 26 octobre 1871 (RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 447-448). La *Correspondance de Genève*, du 30 octobre 1871, déclara que ce blâme ne profiterait qu'aux adversaires communs. — 2. PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 138-139. — 3. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 44 et 45. — 4. PFÜLF, *Ketteler*, III, pp. 159-160. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 49-50.

Page 204. — 1. POSCHINGER, *Bismarck und Bundesrat*, II, pp. 220-222. Sur l'opposition de la Saxe, qui n'admettait qu'une loi générale, visant également les socialistes, voir RICHARD V. FRIESEN, *Erinnerungen*, III, pp. 242-244.

Page 205. — 1. Bennigsen à sa femme, 21 novembre 1871 (dans ONCKEN, *op. cit.*, II, pp. 235-236). — 2. PHILIPPSON, *Max von Forckenbeck*, p. 222 (Dresde, Reissner, 1898). — 3. *Reichstag, Stenographische Berichte*, 23 et 25 novembre 1871.

Page 206. — 1. Texte du projet de loi, et exposé des mo-

tifs, au n° 115 des *Anlagen zu den Verhandlungen des Reichstages* (2^e session, 1871) ; exposé des législations similaires étrangères, au n° 114 ; amendements du Centre, au n° 125.

Page 207. — 1. Sur Frédéric Schauss (1832-1893), voir POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, III, p. 71. — 2. Sur le chanoine Christophe Moufang (1817-1890), voir BRÜCK, *Katholik*, 1890, I, pp. 481-493, et II, pp. 1-25.

Page 208. — 1. Sur Rodolphe Gneist (1816-1895), voir HATSCHEK, *Allgemeine Deutsche Biographie*, XLIX, pp. 403-413. « Il est mon grand adversaire dans toutes les questions religieuses, disait Windthorst ; mais dans la question de la réforme administrative, il a, par ses écrits et à la Chambre, rendu de grands services. » (HÜSGEN, *Windthorst*, p. 376). Cf. DELBRÜCK, *Erinnerungen, Aufsätze und Reden*, p. 440. (Berlin, Stilke, 1905). — 2. Sur Eugène Richter (1833-1906), voir ses deux volumes de Souvenirs : *Im alten Reichstag* (Berlin, Fortschritt, 1894 et 1896).

Page 209. — 1. RICHTER, *Im alten Reichstag*, I, pp. 42-44. — 2. La majorité des progressistes, rangés derrière Loewe et Schulze-Delitzsch, votèrent pour ; mais Hoverbeck, Franz Duncker, Richter votèrent contre. (PARISIUS, *Leopold Freiherr v. Hoverbeck*, II, 2, p. 261. (Berlin, Guttentag, 1900). Commentaire du paragraphe dans *Archiv*, 1872, I, pp. 120-171, trad. franç. dans LEFEBVRE DE BÉHAINE, *Léon XIII et le prince de Bismarck*, p. 21. — 3. JANISZEWSKI, p. 104.

Page 210. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 76 ; trad. franç., II, p. 209. — 2. PFÜLF, *Kelleler*, III, p. 214. — 3. SCHULTHEISS, 1871, p. 242. RÉGAMEY, *L'Alsace au lendemain de la conquête*, p. 364 (Paris, Jouve, 1911). — 4. ROLFUS, I, pp. 627-629. HEINER, *Gesetze die katholische Kirche betreffend*, p. 16 (Fribourg, Mohr, 1890).

Page 211. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 76, trad. franç., II, p. 209. Sur Georges de Münster (1820-1902), futur ambassadeur à Paris, voir POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 155. — 2. *Aus Eduard Lasker's Nachlass*, éd. Cahn, p. 82. Cf. le jugement de Gerlach (*Deutsche Revue*, juin 1911, p. 307). « La suite de la lutte, dit encore Lasker, montra combien il était préjudiciable de se laisser détourner de la calme et grande allure, du souci positif de l'État, dont faisait preuve la Prusse dans sa lutte pour la loi de surveillance scolaire. »

Page 212. — 1. GABRIAC, *Souvenirs diplomatiques de Russie et d'Allemagne*, p. 271 (Paris, Plon, 1896). — 2. Lettre de Fabri à Beyschlag (BEYSCHLAG, *Aus meinem Leben*, II, pp. 342-343. — 3. E.-L. V. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, p. 347.

NOTES DU CHAPITRE V

Page 213. — 1. MOYSET, *Correspondant*, 1909, III, p. 859.

Page 214. — 1. SCHULTHESS, 1871, p. 69 et 70.

Page 215. — 1. Ces expressions étaient de Thadden-Triglaff et de Kleist Retzow (PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, pp. 419-420). — 2. SCHULTHESS, 1871, pp. 238-239. — 3. Voir ci-dessus, p. 182.

Page 216. — *Grenzboten*, 1872, I, p. 104-106.

Page 217. — Voir dans RINTELEN, *Das Verhaeltniss der Volksschule Preussens zu Staat und Kirche*, pp. 65-79 (Paderborn, Schöningh, 1888), le texte et les commentaires de ces articles constitutionnels. — 2. Cité dans DUPANLOUP, *Quelques mots sur l'instruction primaire en Prusse*, pp. 43-45 (Paris, Douniol, 1872) Sur le régime scolaire créé en Prusse par le ministre Rauter à la suite de la Constitution de 1850, voir LUDWIG WIESE, *Lebenserinnerungen und Amtserfahrungen*, 2 vol. (Berlin, Wiegandt, 1886). Sur l'esprit des catholiques de Prusse au sujet de l'entente entre l'Église et l'école d'État, voir SPAHN, *Der Kampf um die Schule*, p. 23 (Koesel, Kempten, 1907).

Page 218. — 1. *Theologisches Literaturblatt*, 1866, p. 214. Sur le pédagogue catholique Laurent Kellner (1811-1892), voir son propre livre : *Lebensblaetter, Erinnerungen aus der Schullwelt* (Fribourg, Herder, 1892), et ACKER, *Stimmen aus Maria Laach*, 1911, I, pp. 29-50. — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 149-150. Au sujet de l'hostilité de certains catholiques, au Congrès de Trèves de 1865, contre l'obligation scolaire, voir GOYAU, III, p. 319, n. 2.

Page 219. — 1. *Grenzboten*, 1871, I, pp. 156-159. Cf. *Grenzboten*, 1872, II, pp. 502-507, un article contre l'infiltration du polonisme en Haute-Silésie, contre l'ignorance des populations, et contre les sympathies du journal polonais le *Katolik* pour les ennemis de l'Empire.

Page 220. — 1. *Heinrich v. Mühler*, pp. 225 et 231. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, pp. 420-421. — 2. Voir, à ce sujet, les versions différentes de MAJUNKE, *Geschichte des Kulturkampfes*, pp. 209-210, et de POSCHINGER, *Bismarck-Portefeuille*, I, pp. 72-75; et cf. *Heinrich v. Mühler*, p. 225. — 3. POSCHINGER, *Neues Bismarck Jahrbuch*, I, pp. 170-172. — 4. *Souvenirs de Gontaut-Biron. Mon ambassade en Allemagne*, éd. Dreux, p. 26 (Paris,

Plon, 1906). — 5. *Souvenirs de Gontaut-Biron*, éd. Dreux, p. 26. — 6. WIESE, *op. cit.*, I, pp. 300 et 344.

Page 221. — 1. ERNST LUDWIG V. GERLACH, *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, II, p. 348. — 2. *Deutsche Revue*, décembre 1898, p. 297. — 3. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, p. 69. — 4. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, I, p. 302; trad. Jaeglé, I, pp. 378-379. Contre cette allégation de Bismarck, voir NIPPOLD, *Aus dem Leben der beiden ersten deutschen Kaiser*, pp. 267-268. — 5. Discours des députés Hennig et Ziegler (*Landtag*, 23 novembre 1868, 18 novembre 1869.) — 6. *Ein Stück aus der Hinterlassenschaft des H. v. Mühler* (Berlin, Oppenheim, 1872), cité dans les *Grenzboten*, 1872, I, p. 367 : on se plaignait que sur 23 professeurs de théologie nommés par Mühler, à peine 7 ou 8 eussent un nom. — 7. GOTTFRIED KOEGEL, *Rudolf Koegel, sein Werden und Wirken*, III, p. 33 (Berlin, Mittler, 1901) : monographie capitale sur la personnalité du pasteur Rodolphe Koegel (1829-1896).

Page 222. — 1. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, p. 69. « Quand aurons-nous en Prusse un ministre des Cultes à la hauteur, de sa tâche ? » disait Doellinger dès le début de 1870. (CURTIUS, *Heinrich Gelzer*, p. 29. Gotha, Perthes, 1892). — 2. WIESE, *op. cit.*, I, pp. 300 et 344. MAJUNKE, *op. cit.*, pp. 99-100. — 3. MAJUNKE, *op. cit.*, pp. 144-145. — 4. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 25.

Page 223. — 1. PHILIPPSON, *Forckenbeck*, p. 223. PHILIPPSON, *Das Leben Kaisers Friedrich III*, 2^e édit., pp. 312-313. PETERSDORFF, *Kleist Relzow*, p. 421. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck*, p. 218 (Stuttgart, Cotta, 1901.) — 2. Le texte de la demande de congé présentée par Mühler est publié, avec une erreur de date, dans *Heinrich v. Mühler*, p. 225.

Page 224. — 1. UNRUH, *Erinnerungen*, éd. Poschlenger, p. 342 (Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1895). — 2. SCHULTHEISS, 1872, p. 37. — 3. WIESE, *op. cit.*, I, p. 239. Les poésies de Mühler furent publiées cinq ans après sa mort (Iéna, Costenoble, 1879); un choix en est donné à la fin du livre : *Heinrich v. Mühler*, pp. 239-255. — 4. PHILIPPSON, *Das Leben Kaiser Friedrichs III*, 2^e éd., p. 313. — 5. WIESE, *op. cit.*, I, p. 346. — 6. FABRI, *Staat und Kirche*, p. 95. Cf. discours de Blanckenburg au *Landtag* (5 janvier 1871), demandant le remplacement de Mühler. Sur l'impopularité de Mühler dans les divers partis, voir POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, I, pp. 72-75 ; et l'article de la *Gazette de Magdebourg* cité dans *Bismarck nach dem Kriege*, pp. 48-51. « Depuis longtemps, dira Virchow au *Landtag*, le 8 février 1872, M. de Mühler était jugé dans l'opinion publique par la conscience publique : si malgré cela il se maintint si longtemps, c'était un équilibre factice. »

Page 225. — 1. Sur le comte Alexandre de Keyserling

(1815-1891), originaire de Courlande, auquel ses explorations de naturaliste dans l'Oural et le pays de Petchora acquièrent entre 1840 et 1850 une grande notoriété, voir HELENA V. TAUBE V. DER ISSEN, *Graf Alexander Keyserling*, 2 vol. (Berlin, Reimer, 1902), et la publication faite par la même biographe: *Aus den Tagebuchblättern des Grafen Alexander Keyserling* (Stuttgart, Cotta, 1894). Keyserling serait *the right man*, disait Bismarck à Aegidi; et le général Werder, voyant à Saint-Petersbourg Mme Hélène v. Taube v. der Issen, fille de Keyserling, lui disait qu'on parlait de son père comme ministre des Cultes (TAUBE V. DER ISSEN, *op. cit.*, I, p. 645). — 2. EBERS, *Bismarck-Buch*, pp. 15-16. (Hanovre, Carl Meyer, 1909). — 3. TAUBE V. DER ISSEN, *op. cit.*, I, p. 651. — 4. TAUBE V. DER ISSEN, *op. cit.*, I; pp. 647 et 650. — 5. *Grenzboten*, 1872, I, pp. 241-256. Sur l'historien Guillaume Maurenbrecher (1838-1892), éditeur de *Historisches Taschenbuch*, voir GUSTAV WOLF, *Wilhelm Maurenbrecher, ein Lebensbild*. (Berlin, Seehagen, 1896), et BUSCH, *Allgemeine Deutsche Biographie*, LII, pp. 244-248. — 6. *Heinrich v. Mühler*, p. 212.

Page 226. — 1. ROON, *Denkwürdigkeiten*, 4^e édit., III, p. 316 (Breslau, Trewendt, 1897). C'est le principal document sur le maréchal Roon (1803-1879). — 2. Sur Falk (1827-1900), voir ALEXANDER MEYER, dans BETTELHEIM, V, pp. 225-235; POSCHINGER, *Bismarck und Bundesrat*, II, p. 117 et suiv.; POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, pp. 167-168; et surtout HANS R. FISCHER, *Adalbert Falk, Preussens einstiger Kultusminister* (Hamm, Griebisch, 1901). — 3. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 1 et 62, considérait Falk comme le plus foncièrement actif des ministres qu'il eût connus. — 4. HANS R. FISCHER, *op. cit.*, pp. 82-85: lorsque Falk mourut en 1900, le *Messenger évangélique* de Hamm déclara qu'il avait été un fidèle dévoué. — 5. WIESE, *op. cit.*, II, p. 62 et suiv.

Page 227. — 1. WILMOWSKI, *op. cit.*, pp. 196-197. — 2. « Contre Falk, disait Bismarck à Aegidi, il y a les velléités antilibérales de Sa Majesté. » (*Deutsche Revue*, octobre 1908, p. 111, et décembre 1908, p. 294, note 1). — 3. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 56. — 4. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 117. — 5. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 1 et 62. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 372, note 1. — 6. PRESSENSÉ, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1873, p. 26. — 7. HERMANN WAGENER, *Erlebtes, Meine Memoiren aus der Zeit von 1848 bis 1866 und von 1873 bis jetzt*, II, pp. 68-69 (Berlin, Pohl, 1884). « Falk n'avait de l'essence et de la puissance de l'Église catholique qu'une connaissance très imparfaite. » Gelzer, causant avec Falk sur la nécessité de sévir contre les ultramontains, remarquait que Falk mit cinq quarts d'heure à lui expliquer ce qui pouvait se dire en cinq minutes (SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, III, p. 320). Cf. ci-dessous, II, p. 348, le mot de Stiehl à Falk.

Page 228. — 1. Sur le zèle de Falk pour les instituteurs et sur les nombreuses manifestations de gratitude qu'ils firent en son honneur après sa retraite et jusqu'à sa mort, voir de nombreux détails dans FISCHER, *Falk*, pp. 8-10, 28-34, 38-42, 49, 57, 86. Sur l'augmentation du budget de l'instruction sous Falk, voir SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, III, p. 254. Kleist Retzow, à la Chambre des Seigneurs, le 16 février 1874, devait attaquer, au point de vue budgétaire, ce que nous appellerions les « folies scolaires » de Falk (DEUTSCHMANN, *Die Schul-Aera Falk*, p. 31, Francfort, Foesser, 1884). Cf. sur l'œuvre de Falk pédagogue, CLAUSNITZER, *Geschichte des preussischen Unterrichtsgesetzes*, pp. 262-270. (Berlin, Nicolai, 1876). — 2. BOSSE, *Grenzboten*, 1904, II, p. 41.

Page 229. — 1. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 72-73. — 2. TREITSCHKE, *Zehn Jahre deutscher Kaempfe*, II, pp. 19-30 (Berlin, Reimer, 1897). — 3. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 2-3. Quand, chez Wiese, Falk présentait une résistance, il confiait l'affaire à un autre conseiller, ou bien s'en chargeait lui-même. Le pédagogue catholique Kellner écrit : « Malgré mon attitude bien connue à l'égard des courants nouveaux, Falk me traita toujours avec estime et prévenance et me ménagea, dans mon domaine, autant de libertés et d'égards que lui permettaient les circonstances ». (KELLNER, *Lebensblaetter*, p. 585.) — 4. Circulaire de Falk du 29 février 1872 (F.-X. SCHULTE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 129-130). Cette circulaire fut rédigée par Wiese (WIESE, *op. cit.*, II, pp. 2-4). — 5. WIESE, *op. cit.*, II, p. 4.

Page 230. — 1. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 67-68. — 2. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 2 et 18-20. — 3. WIESE, *op. cit.*, II, pp. 70-72.

Page 231. — 1. WIESE, *op. cit.*, II, p. 5. Cf. circulaire Falk du 11 juin 1875, introduisant l'enseignement religieux israélite dans les écoles primaires supérieures (SCHULTHESS, 1875, pp. 139-140). — 2. FABRI, *Staat und Kirche*, p. 107. WIESE, *op. cit.*, II, p. 6. — 3. FABRI, *Staat und Kirche, Betrachtungen zur Lage Deutschlands in der Gegenwart* (Gotha, Perthes, 1872).

Page 232. — 1. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 420. — 2. ROLFUS, II, pp. 35-39. Certaines associations craignaient que la loi ne fût le prélude d'un système de dénonciations contre les inspecteurs scolaires. — 3. SIEGFRIED, p. 93. *Correspondance de Genève*, 1^{er} février 1872. — 4. Aus Eduard Lasker's Nachlass, p. 87.

Page 233. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 56. Voir dans MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 216-220, le texte des discours échangés entre Gerlach, Auguste Reichensperger et Mallinckrodt, lors de la visite que Gerlach fit au Centre à la fin de janvier 1872. — 2. KOEGEL, *Rudolf Koegel*, III, pp. 19-21 et 110-111. — 3. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 422 (lettre du 20 février 1872).

Page 234. — 1. Sur la diminution du rôle des deux conseillers catholiques, Ulrich et Linhoff, dans la nouvelle organisation du ministère des Cultes, voir MAJUNKE, *Geschichte der Kulturkampfes*, p. 215.

Page 235. — 1. LANGWERTH V. SIMMERN, *Aus meinem Leben ; Erlebtes und Gedachtes*, II, pp. 128-129 et 143 (Berlin, Behr, 1898).

Page 237. — 1. Discours de Bismarck, 30 janvier 1872 (*Reden*, V, pp. 229-241). — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 57.

Page 238. — 1. SCHULTHESS, 1872, pp. 75-77. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 322. *Grenzboten*, 1872, I, pp. 364-365. — 2. WINDTHORST, *Ausgewählte Reden*, I, pp. 67-69. — 3. Sur cette nouvelle campagne du Centre contre Ratibor, voir RUST, *Reichskanzler Hohentlohe*, pp. 611-626. — 4. Discours de Bismarck, 31 janvier 1872 (*Reden*, V, pp. 242-249).

Page 239. — 1. Le 12 janvier 1872, Lutz, questionné par Rosswurm, avait affirmé la légalité de la conduite qu'avait tenue, sur son ordre, la municipalité d'Amberg en ouvrant une église au convoi funèbre qu'avait organisé Friedrich en l'honneur du vieux-catholique Zunner, privé des honneurs religieux par l'évêque Senestrey (ROLFUS, II, pp. 5-6). Du 23 au 25 janvier, fut discutée la pétition de l'évêque d'Augsbourg et d'un certain nombre d'habitants de Mering, contre la protection officielle accordée au curé Renftle : Lutz et Joerg échangèrent des discours très vifs. La maladie de deux catholiques, la défection de trois autres, le souci qu'eurent les progressistes d'apporter dans leurs bras jusqu'à la Chambre un de leurs collègues qui s'était cassé la jambe, eurent cet effet qu'à égalité de voix la pétition fut repoussée (ROLFUS, II, pp. 9-17.) Trois voix de majorité repoussèrent, le 30 janvier, les propositions du catholique Hafenbraedl tendant à restreindre la liberté de circulation et la liberté du mariage. (SCHULTHESS, 1872, pp. 52-53). Le 9 février, 75 voix contre 73 repoussèrent la motion du parti patriote, protestant contre la modification de la législation bavarroise par le paragraphe de la chaire, et tendant à la sauvegarde des *Reservatrechte* de la Bavière vis-à-vis des décisions du *Bundesrat* : Lutz déclara que la droite spéculait sur la sottise des paysans (SCHULTHESS, 1872, pp. 69-73). — 2. BLUM, *Vorkaempfer*, p. 174. — 3. Des discours choisis de Windthorst ont été publiés en 3 volumes (Osnabrück, Wehberg, 1901-1902) ; aucune édition n'a été donnée des discours de Mallinckrodt et des deux frères Reichensperger ; le volume intitulé : *Reden der Brüder Reichensperger*, fut publié dès 1858 et contient les discours qu'ils prononçaient au *Landtag* prussien comme membres de la fraction catholique. On trouvera les passages les plus saillants des discours de ces orateurs et de

leurs collègues du Centre dans le recueil d'HUBERT SCHUMACHER intitulé : *Parlamentarische Denkwürdigkeiten : eine Beleuchtung wichtiger Zeitfragen durch Aussprüche der Centrumsredner* (Essen, Fredebeul, 1877).

Page 240. — 1. Les ouvrages à consulter sur Windthorst sont : les monographies de MENZENBACH (Trèves, *Paulinus Druckerei*, 1892), de KNOPP (Dresde, Reissner, 1898), et surtout de HÜSGEN (Cologne, Bachem, 1907), tous trois écrits au point de vue catholique, et trois articles de RACHFAHL aux tomes I et II des *Preussische Jahrbücher*, de l'année 1909. Voir aussi KANNENGIESER, *Catholiques allemands*, pp. 3-48 (Paris, Lethielleux, 1892), et LESPINASSE FONSEGRIVE, *Windthorst* (Paris, Béduchaud, 1908). — 2. Sur le rire de Windthorst, voir de curieuses notations d'AUGUSTE STEIN dans la *Frankfurter Zeitung* (KNOPP, *op. cit.*, p. 268). — 3. « Si je n'oublie pas le passé, répliquait Windthorst lui-même au *Landtag*, le 30 janvier 1872, si je ne peux pas l'oublier aussi aisément que d'autres l'oublient, je me tiens, ici, sur le terrain de la constitution ». MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 176, imagine qu'on aurait pu un moment, si l'on avait su s'y prendre, détacher Windthorst du particularisme. Mais en 1878, Kleist Retzow disait encore : « Je crains parfois que Windthorst n'ait une hostilité intime contre notre Empire ». (PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 418). — 4. « Guelfe de haut en bas, disait Bismarck lui-même à Auguste Reichensperger, Windthorst ne fait que s'affubler du masque catholique ». (PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 63-65).

Page 241. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, III, p. 314, dit que Windthorst ne parut pas dans les congrès catholiques avant 1881. C'est une erreur : Windthorst assistait, dès 1879, au congrès catholique d'Aix-la-Chapelle (MAY, *Geschichte der Generalversammlungen der Katholiken Deutschlands*, p. 254). — 2. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 310; trad. Jaeglé, II, p. 366 : *politisch latitudinarian, religiös ungläubig*. — 3. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 176-178, va jusqu'à dire que personne, même dans le Centre, ne tenait Windthorst pour un catholique fervent. — 4. Cette opinion du consul général Julius v. Eckhardt (1836-1908) se trouve dans ECKHARDT, *Lebenserinnerungen*, I, p. 264. (Leipzig, Hirzel, 1910); voir, sur Eckhardt, BETTELHEIM, XIII, pp. 142-145. — 5. LANGWERTH v. SIMMERN, *op. cit.*, II, p. 145.

Page 242. — 1. E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, pp. 402-403. — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, III, pp. 313-314. — 3. JULIUS BACHEM, *Windthorst*, p. 6 (tirage à part du *Staatslexikon*, 2^e éd., Fribourg, Herder, 1904). — 4. FINKE, *Hochland*, janvier 1911, pp. 461-463. — 5. RACHFAHL, *Preussische Jahrbücher*, 1909, I, p. 218. PFÜLF, *Stimmen aus Maria Laach*, septembre 1907, pp. 330-332.

Page 243. — 1. RACHFAHL, *loc. cit.*, 1909, I, p. 222. — 2. RACHFAHL, *loc. cit.*, 1909, I, p. 218 et II, p. 69. — 3. KNOPP, *op. cit.*, pp. 275-276. — 4. Le mot est de Stephan (1831-1897), l'organisateur des relations postales (RACHFAHL, *loc. cit.*, 1909, I, p. 253).

Page 244. — 1. LANGWERTH v. SIMMERN, *op. cit.*, II, pp. 148-149. — 2. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 176.

Page 245. — 1. FINKE, *Hochland*, janvier 1911, p. 459. — 2. HÜSGEN, *op. cit.*, p. 366. — 3. Ce propos du député libéral Vincke (1811-1875), est cité dans BACHEM, *Lose Blätter*, p. 38. — 4. ECKHARDT, *op. cit.*, I, pp. 262-265. — 5. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, III, p. 316. — 6. Sur Hermann de Mallinckrodt (1821-1874), le document capital est le livre du P. PFÜLF, S. J., qu'il faut consulter dans la 2^e édit. (Fribourg, Herder, 1901). Voir aussi KANNENGIESER, *Le réveil d'un peuple*, pp. 71-131 (Paris, Lethielleux, 1892). — 7. PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 273 et 546.

Page 246. — 1. Le discours de Mallinckrodt du 8 février 1872, proclamant que les guelfes protestants étaient ses compagnons, expliquait son fédéralisme. « J'avoue, disait-il le 31 janvier 1872, que, dès le début de 1866, où la politique unitaire éclata, j'y fis une opposition ouverte, décidée. » (PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 343). — 2. Riposte de Mallinckrodt à Bennigsen 14 mai 1874 (PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 488). — 3. PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 69-70. — 4. Sur les réunions de Soest, voir GOYAU, III, pp. 295-305. — 5. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 427.

Page 247. — 1. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 432. — 2. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 427 et suiv. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 178, se plaint que Mallinckrodt fût sans réserve dans ses attaques contre les personnes. — 3. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 433. — 4. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 546. — 5. PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 433-434. — 6. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 541. — 7. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 178, peu favorable à Mallinckrodt, va jusqu'à lui reconnaître, pourtant, des qualités d'homme d'État. — 8. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 542. — 9. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 329. Le mot était dit par Hüffer, beau-frère de Mallinckrodt, le 27 janvier 1871. — 10. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 329.

Page 248. — 1. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 179. Sur Pierre Reichensperger (1810-1893), voir SCHLESINGER, *Grosse Maenner einer grossen Zeit*, pp. 198-208. — 2. *Grenzboten*, 1873, IV, pp. 470-471. — 3. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 63-65 : cf. II, p. 387 : « Bismarck, disait Auguste Reichensperger en 1890, s'est toujours montré bienveillant pour moi. » — 4. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 428. — 5. SCHNABEL, *Der Zusammenschluss des politischen Katholizismus in Deutschland im Jahre 1848*, p. 55 (Heidelberg, Winter, 1910). SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 71. — 6. Sur Auguste Reichensperger (1808-1895), l'ouvrage capital est celui de PASTOR, *August Reichensperger*, 2 vol.

(Fribourg, Herder, 1899). Cf. F. X. KRAUS, *Essays, Zweite Sammlung*, p. 375 et suiv. (Berlin. Pachtel, 1901), et LESPINASSE FONSEGRIVE, *Revue de Fribourg*, mai 1911, pp. 362-373.

Page 249. — 1. MOHL, *Lebenserinnerungen*, II, p. 179. — 2. *Magdeburger Zeitung*, 27 janvier 1872, cité dans F.-X. SCHULTE, *Geschichte der ersten sieben Jahre des preussischen Kulturkampfes. I Band : der Schulkampf*, p. 13 (Essen, Fredbeul, 1879).

Page 250. — 1. *Nationalzeitung*, 7 février 1872, cité dans F.-X. SCHULTE, *op. cit.*, p. 13. — 2. Sur Virchow (1821-1902), voir HANSEMAN, dans BETTELHEIM, VII, pp. 352-361. — 3. *Landtag*, pp. 663-669 (séance du 8 février 1872). — 4. *Landtag*, p. 660 (séance du 8 février 1872). — 5. *Landtag*, p. 750 (séance du 13 février 1872). Sur Brüel (1818-1896), voir SPECHT ET SCHWABE, et BACHEM, *Lose Blaetter*, pp. 43-44. — 6. *Landtag*, pp. 669-675 (8 février 1872). WINDTHORST, *Ausgewählte Reden*, I, pp. 48-66.

Page 251. — 1. *Landtag*, p. 705 (séance du 9 février 1872).

Page 252. — 1. FALK, *Reden*, pp. 22-26 (discours du 29 février 1872). — 2. *Landtag*, p. 739 (séance du 13 février 1872). — 3. FALK, *Reden*, pp. 4-18 et 21-22 (discours des 9 et 13 février 1872). — 4. EDMOND DE PRESSENSÉ, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1873, p. 21. — 5. *Landtag*, pp. 738-739 (séance du 13 février 1872). — 6. *Landtag*, p. 674 (séance du 8 février 1872).

Page 253. — 1. *Landtag*, p. 678 (séance du 8 février 1872). — 2. *Landtag*, pp. 712-714 (séance du 9 février 1872). WINDTHORST, *Ausgewählte Reden*, I, pp. 69-73. — 3. « Bismarck est très nerveux », écrivait Gontaut le 10 février 1872.

Page 254. — 1. Lettre de Bismarck au comte d'Eulenburg (7 février 1872), dans *Bismarck-Jahrbuch*, I (1894), pp. 83-85. Sur Eulenburg (1815-1881), voir LOTZ, *Allgemeine deutsche Biographie*, LV, pp. 743-747. — 2. Les *Grenzboten*, 1872, I, p. 511, parlent de l'« arrière-goût aigre » de l'éloquence de Windthorst. — 3. HÜSGEN, *Windthorst*, pp. 127-131.

Page 255. — 1. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 253-270. — 2. TIEDEMANN, *Sechs Jahre Chef der Reichskanzlei*, p. 15 (Leipzig, Hirzel, 1909).

Page 256. — 1. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 136. PHILIPPSON, *Forckenbeck*, p. 225. — 2. *Landtag*, p. 713 (séance du 9 février 1872). — 3. *Landtag*, p. 718 (séance du 10 février 1872).

Page 257. — 1. Dépêche Gontaut, 19 février 1872. — 2. RUST, *Hohenlohe*, pp. 611-626.

Page 259. — 1. *Aus Eduard Lasker's Nachlass*, éd. Cahn, pp. 77-80. — 2. PHILIPPSON, *Forckenbeck*, p. 224. — 3. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 410. — 4. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 61-63. « Que Windthorst et Mallinckrodt se soient couverts de gloire, écrivait Bindewald à E.-I. de Gerlach, les ennemis eux-mêmes

l'avouent. Le dernier discours de l'inflexible Caton (Mallinckrodt) doit avoir fait généralement une puissante impression ». (E.-L. v. GERLACH, *op. cit.*, II, p. 350). — 5. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*. II, p. 161, note 1.

Page 260. — 1. OSCAR v. REDWITZ, *Das Lied vom neuen deutschen Reich, eines ehemaligen Lützowchen Jaegers Vermaechtniss an Vaterland* (Berlin, Hertz, 1871); cf. RABENLECHNER, *Oscar von Redwitzs religiöser Entwicklungsgang*, pp. 23-24 (Francfort, Kreuer, 1897). Sur Redwitz (1823-1891), voir GOYAU, III, p. I-V. — 2. Bennigsen à sa femme, mars 1872 (dans ONCKEN, *Bennigsen*, II, p. 239). Cf. dépêche Gontaut, 19 février 1872.

Page 261. — 1. *Staatsanzeiger*, 4 mars 1872. SCHULTHESS, 1872, p. 87. *Bismarck-Briefe, Neue Folge*, III, pp. 124-130. (Berlin, Henning, 1891). Voir dans SCHULTHESS, 1872, pp. 79 et 82-83, l'échange de lettres (13 et 24 février 1872), entre les Allemands de Posen et Bismarck sur l'oppression de l'élément allemand par les Polonais. Bismarck, le 9 mars, remercia le député badois Kirschner, président de la seconde chambre badoise, qui lui avait envoyé une adresse en faveur du projet scolaire (POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 179). — 2. Sur l'incident Westerwelle, voir MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 226-231. Sur Jean Kozmian (1814-1877), qui dans sa jeunesse avait connu à Paris les chefs du mouvement catholique, et qui, veuf, après des études théologiques à Rome, était devenu prêtre en 1860, voir *Encyklopedia Koscielna*, XI, p. 329-332 (Varsovie, 1878.)

Page 262. — 1. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, pp. 337-338. — 2. SCHULTHESS, 1872, p. 84. — 3. *Encyklopedia Koscielna*, XI, p. 330.

Page 263. — 1. Sur les idées politico-religieuses de Kleist Retzow, voir PETERSDORFF, *op. cit.*, pp. 410-411 et 418-419. — 2. PETERSDORFF, *op. cit.*, pp. 407-408. — 3. PETERSDORFF, *op. cit.*, p. 436. — 4. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 56. — 5. PETERSDORFF, pp. 422-423. Lorsque Kleist parla de « notre cher ministre président » (*geliebtes*), il ajouta cette réserve timide : « Je crois que je puis ainsi dire. » (PETERSDORFF, *op. cit.*, p. 424).

Page 264. — 1. FALK, *Reden*, pp. 31-45 (6-8 mars 1872).

Page 266. — 1. BISMARCK, *Reden*, V, p. 289-309. — 2. BUSCH, *Tagebuchblätter* III, p. 325. — 3. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, pp. 334-335. — 4. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, pp. 335-336. *Grenzboten*, 1872, I, p. 488. — 5. ALFRED DOVE, *Im deutschen Reich*, cité dans les Dépêches Gontaut-Biron des 26 février et 8 mars 1872.

Page 267. — 1. SCHULTHESS, 1872, p. 85. — 2. *Geschichte der Frankfurter Zeitung*, p. 227 (Francfort, Osterrieth, 1906).

Page 268. — 1. *Bismarck-Gedichte*, pp. 136-133. — 2. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*. p. 425

Page 269. — 1. BISMARCK, *Gedanken und Erinnerungen*, II, p. 150; trad. Jaeglé, II, p. 178. — 2. Cité dans la *Revue politique et littéraire*, 23 mars 1872, pp. 923-924. — 3. *Grenzboten*, 1872, I, pp. 364-365.

Page 270. — 1. Dépêche Gontaut-Biron, 12 mars 1872. — 2. C'est ce que Bismarck disait encore, sept ans plus tard, à Franckenstein (POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 315). — 3. E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, II, p. 351. — 4. HÜSGEN, *Windthorst*, pp. 236-237.

Page 271. — 1. *Bismarck nach dem Kriege*, p. 55. — 2. Dépêche Gontaut-Biron, 12 mars 1872. — 3. Conversations de l'ambassadeur d'Angleterre et de Koerneritz, ministre de Saxe, avec Gontaut-Biron (dépêches Gontaut, fin février et 8 mars 1872). — 4. SIEGFRIED, pp. 95-96. — 5. Circulaire de Falk du 1^{er} avril 1872 (SCHULTHEISS, 1872, p. 110). — 6. DEUTSCHMANN, *Die Schul-Aera Falk*, p. 545. — 7. Sur les débuts de l'application de la loi, voir KELLNER, *Lebensblätter*, pp. 544-545.

Page 272. — 1. WIESE, *op. cit.*, II, p. 69. — 2. E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, pp. 351-352. Sur le mécontentement de l'Oberkirchenrat contre la loi et sur les instructions données par le consistoire de Brandebourg, voir MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuitenuntriebe*, pp. 271 et 287. — 3. *Kaiser Wilhelms des Grossen Briefe, Reden und Schriften*, édit. Berner, II, p. 275 (27 mars 1872.)

Page 273. — 1. SIEGFRIED, pp. 111-117. Voir dans HEINRICH, *Correspondant*, 25 juillet 1872, pp. 326-327, la critique, par la *Correspondance provinciale*, de cette lettre de Krementz. — 2. SIEGFRIED, pp. 106-110. F. X. SCHULTE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 131-132. C'est avec des arguments semblables à ceux de Falk que le tribunal de Coblenz, le 3 juin 1872, condamna l'aumônier Beinroth, coupable d'avoir, à la première communion du gymnase de Boppard, fait sortir de la chapelle Knoodt et Reinkens parce qu'excommuniés (SCHULTHEISS, 1872, pp. 107-108 et 148-149.) — 3. F. X. SCHULTE, *op. cit.*, pp. 148-156 : arrêté du ministre de la Guerre accordant aux vieux-catholiques l'usage simultané de l'église Saint-Pantaléon (12 janvier 1872) ; lettres de Namszanowski à l'aumônier militaire de Cologne (14 janvier), au ministre (19 janvier). Toute l'affaire Namszanowski fut longuement étudiée par un « juriste prussien » dans l'*Archiv*, 1871, II, pp. 83-126, 280-348 et 476-477. Sur la création de l'« évêque de l'armée » en 1868, voir GOYAU, III, pp. 318-319. — 4. SCHULTHEISS, 1872, pp. 86-87.

Page 274. — 1. BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 339. — 2. SCHULTHEISS, 1872, p. 96 (séance de la Chambre saxonne du 12 mars 1872). Un peu plus tard, le 5 décembre 1872, le gouvernement bavarois suggéra aux divers conseils provinciaux l'idée

de remplacer le prêtre, réputé incompetent, par des inspecteurs scolaires laïques, et la plupart des conseils obéirent (SCHULTHESS, 1872, pp. 231 et 240). — 3. SCHULTHESS, 1872, p. 132. — 4. SCHULTHESS, 1872, p. 88 (séance de la Chambre hessoise du 4 mars 1872).

Page 275. — 1. LAUER, *Geschichte der katholischen Kirche im Grossherzogtum Baden*, pp. 286 et 298-299 (Fribourg, Herder, 1908). MAAS, *Geschichte der katholischen Kirche im Grossherzogtum Baden*, pp. 551-553 (Fribourg, Herder, 1891). BAUMGARTEN et JOLLY, *Staatsminister Jolly*, pp. 230-232 (Tubingue, Laupp, 1897). Sur les députés Badois Intlekofer et Foerderer, voir HANSJAKOB, *In der Residenz*, 2^e édit., pp. 185 et 57. Sur Henri Hansjakob, né en 1837, curé de Saint-Martin de Fribourg, très réputé comme écrivain, voir la monographie d'ALBERT PFISTER (Stuttgart, Bonz. 1901). — 2. DUHR, *Aktenstücke zur Geschichte der Jesuitenmissionen in Deutschland*, pp. 414-416 (Fribourg, Herder, 1903). ROLFUS, II, pp. 81-85 et 88-97.

Page 276. — 1. PFÜLF, *Kelleler*, III, pp. 174-175 Sur Adolphe Strehle (1819-1878), voir REINFRIED dans WEECH, *Badische Biographien*, II, pp. 755-757. — 2. ROLFUS, II, pp. 88-97.

Page 277. — 1. SIEGFRIED, p. 94. — 2. SIEGFRIED, pp. 96-97. — 3. SIEGFRIED, pp. 97-98. D'après ces instructions, chaque prêtre devait inspecter l'école locale sans avoir besoin de la permission épiscopale; il en était besoin pour devenir inspecteur de cercle. Si on demandait au prêtre quoi que ce fût de contraire à ses devoirs de prêtre, il devait prévenir l'évêque avant de déposer sa charge d'inspecteur et le prévenir aussi en cas de révocation. — 4. SCHULTE, *Geschichte der sieben ersten Jahre des Culturkampfes. I. Der Schulkampf*, pp. 44-45. — 5. Voir GOYAU, IV, pp. 100-103.

Page 278. — 1. *Protocole*, p. XVII. — 2. *Correspondance de Genève*, 9 février 1872. — 3. *Correspondance de Genève*, 14 mars 1872.

Page 279. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 63-65. — 2. F.-X. SCHULTE, *Geschichte der ersten sieben Jahre des preussischen Culturkampfes. I. Der Schulkampf*, p. 37

Page 280. — 1. Le 13 avril 1872, devant plus de 400 catholiques de diverses nations, Pie IX disait : « Je bénis l'Allemagne devenue aujourd'hui le point de mire d'un esprit anticatholique, d'un esprit ambitieux; et je demande à Dieu la fermeté de caractère pour les fidèles, afin qu'ils se maintiennent dans cette constance qui a toujours fait l'objet de notre admiration, et dans le clergé particulièrement et dans une grande partie du peuple. Prions pour ces pauvres insensés qui se donnent le nom de vieux parce qu'ils cherchent à introduire dans l'Église de vieilles erreurs mille fois réfutées ». (PIE IX, *Discours*,

trad. Franciscis, I, pp. 393-399). — 2. Sur le démocrate Lothar Bucher (1818-1892), ancien condamné politique, devenu l'un des hommes de confiance du chancelier, la principale source est POSCHINGER, *Ein Achtundvierziger Lothar Buchers Leben und Werke*, 3 vol. (Berlin Heymann, 1894.) — 3. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, II, pp. 355-356.

Page 281. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 77; trad. franç., II, p. 211. — 2. Dépêche Gontaut-Biron, 12 mars 1872. — 3. *Correspondance de Genève*, 13 mars 1872. — 4. Que le cardinal Hohenlohe ne fût qu'un médiocre canoniste, c'est ce qui ressort du portrait qu'en donne SCHULTE (*Lebenserinnerungen*, I, pp. 43-49). Une caractéristique instructive du rôle ultérieur que joua le cardinal est donnée dans PRIMO LEVI, *Il cardinale d'Hohenlohe nella vita italiana*, 2^e édit., Turin, Società tipografica editrice nazionale, 1902. — 5. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 378.

Page 282. — 1. *Le Procès d'Arnim*, trad. Figurey et Corbier p. 40. (Paris, Plon, 1875).

Page 283. — 1. RUST, *Reichskanzler Hohenlohe*, pp. 844-857 HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 77; trad. franç., II, p. 211.

Page 284. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 67-68. — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 78; trad. franç., II, p. 212.

Page 285. — 1. Lettre de Rémusat à Gontaut, 12 mai 1872. — 2. KEUDELL, *Bismarck et sa famille*, trad. Lang, p. 447. — 3. Auguste Reichensperger, dans une lettre du 15 mai 1872, notait cette anomalie (PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 67-68). — 4. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 337-348.

Page 287. — 1. BRUNO BAUER, *Zur Orientirung über die Bismarck'sche-Aera*, p. 161 (Chemnitz, Schmeitzner, 1881). — 2. Article de la *Gazzetta d'Italia* cité dans la *Correspondance de Genève*, 11 mai 1872.

Page 288. — 1. BUSCH, *Tagebuchblaetter*, II, pp. 371-372. — 2. LUCIUS LECTOR, *le Conclave*, p. 480, note 2. (Paris, Lethiel-leux, s. d.). La brochure parue à Munich, datée du 25 avril, était du comte Greppi, ministre d'Italie à Munich (Dépêche Lefebvre de Béhaine, 17 juin 1872). — 3. Bismarck fit publier cette dépêche dans le *Reichsanzeiger*, du 29 décembre 1874. On en trouve le texte dans le livre : *le Procès d'Arnim*, pp. 47-50. Le même livre mentionne, p. 55, cinq pièces de juin et juillet 1872, adressées par Arnim au ministère, et relatives au conclave et à la situation de l'Allemagne vis-à-vis de la Curie, pièces qui ne furent pas lues au procès de 1874.

Page 290. — 1. *Reichstag*, 14 juin 1872. WINDTHORST, *Ausgewählte Reden*, I, p. 89. — 2. PHILIPPSON, *Forckenbeck*, p. 232.

Page 291. — 1. Sur la part prise par les Jésuites à l'éleva-

tion du roi Frédéric I^{er}, voir THOMES, *Der Anteil der Jesuiten an der preussischen Koenigskrone von 1701*. (Berlin, Eckes, 1892) : et, contre cette thèse, BERNER, *Preussische Jahrbücher*, LXXI (1893), pp. 250-272 ; et FEY, *Der Anteil der Jesuiten an der preussischen Koenigskrone von 1701*. (Leipzig, Braun, 1892). — 2. HOBENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 78 ; trad. franç., II, p. 212. — 3. WOLFGANG MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuitenuntriebe in Deutschland*, p. 340. — 4. La thèse d'une solidarité entre les Jésuites et le Centre était encore exposée, après la retraite de Bismarck, dans les *Hamburger Nachrichten* des 21 et 22 mars 1891 (PENZLER, *Bismarck und die Hamburger Nachrichten*, I, p. 197), et elle a retrouvé un défenseur, récemment, dans la personne du comte de HOENSEBROECH ; voir son livre : *14 Jahre Jesuit*, II, p. 284. — 5. FRIEDRICH, *Tagebuch waehrend des Vaticanischen Concils*, éd. de 1871, p. 364.

Page 292. — 1. SYBEL, *Die Begründung des deutschen Reiches durch Wilhelm I*, VI, pp. 414-416 (Munich, Oldenbourg, 1895). Contre la légende d'après laquelle l'impératrice aurait voulu la guerre par cléricisme, légende encore reproduite dans le livre anonyme de ROBOLSKY : *Bismarck; Zwölf Jahre deutscher Politik (1871-1883)*, pp. 348-349, voir ROTHAN, *L'Allemagne et l'Italie*, I, p. 388 (conversation de l'Impératrice avec Parieu) ; Mme CARETTE, *Souvenirs intimes de la cour des Tuileries*, 2^e série, p. 99 (Paris, Ollendorff, 1890) ; GIRAudeau, *Napoléon III intime*, p. 404 (Paris, Ollendorff, 1895) ; WELSCHINGER, *La guerre de 1870, causes et responsabilités*, I, pp. 147-150 (Paris, Plon, 1910). — 2. HEINRICH, *Correspondant*, 25 juillet 1872, pp. 313-314. — 3. MOUFANG, *Aktensücke betreffend die Jesuiten in Deutschland*, pp. 116-117 (Mayence, Kirchheim, 1872). Lorsqu'en 1854 le canoniste Schulte avait fait un voyage à Rome, il avait constaté que les Jésuites de Rome ne considéraient pas comme bien durable la situation prospère dont jouissaient leurs confrères d'Allemagne (*Lebenserinnerungen*, I, p. 38). — 4. MOUFANG, *op. cit.*, pp. 124-127 ; durant la guerre franco-allemande, il y avait eu 109 jésuites dans les hôpitaux de campagnes, 50 dans les lazarets allemands, 33 dans les services d'aumônerie. Moufang citait en leur honneur le témoignage d'ALBERT BURKHARDT, *Vier Monate bei einem preussischen Feldlazareth waehrend des Krieges 1870* (Bâle, Schweighausen, pp. 13 et 30). Quatre-vingt médailles pour la guerre leur étaient données (*Vor den Wahlen, Ein Mahnruf an das christliche conservative Deutschland*, 3^e édit., p. 30). Le dernier travail sur la question est celui de RIST : *Die deutschen Jesuiten auf den Schlachtfeldern und in den Lazaretten in 1866 und 1870-1871* (Fribourg, Herder, 1904). — 5. Texte du vœu du congrès protestant de Darmstadt (4-5 octobre 1871), dans MOUFANG, *op. cit.*, p. 1. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, pp. 287-292. BLUNTSCHLI, *Gesammelte kleine Schriften*, II, pp. 181-235 (Noerdlingen. Beck,

1881). Un conférencier du *Protestantenverein*, Dreydorff, poursuivait une campagne analogue (*Stimmen aus Maria Laach*, III, 1872, pp. 373-374). Des adresses de Mayence et d'autres villes avaient, dès octobre 1871, vigoureusement défendu les Jésuites contre les attaques du *Protestantentag* (MOUFANG, *op. cit.*, pp. 61 et 74-78). — 6. MOUFANG, *op. cit.*, p. 1. A Wiesbaden, à Cologne, les vicieux-catholiques avaient émis des vœux analogues; dans cette dernière ville, ils réclamaient pour les Jésuites jusqu'à un an de prison (MOUFANG, *op. cit.*, pp. 3 et 5-8. — 7. Cité par Moufang dans son discours du *Reichstag*, 14 mai 1872. — 8. *Grenzboten*, 1872, I, pp. 425-430 (contre la théorie des Jésuites sur le serment); pp. 468-476 (contre l'obéissance jésuitique, « que les dirigeants de la machinerie vaticanesque voudraient étendre à tous les catholiques »); II, pp. 241-261 (contre la pédagogie des Jésuites); IV, pp. 361-379 (contre leurs théories sur l'insurrection et le tyrannicide). Sur la « chasse aux Jésuites, noble passion de notre siècle de lumière », voir les amusantes réflexions d'AUGUSTE REICHENS-PERGER, dans *Phrasen und Schlagwoerter*, article *Jesuit*, 3^e édit. (Paderborn, Schoeningh, 1872).

Page 293. — 1. MENZEL, *op. cit.*, pp. 444-445. — 2. HAULLEVILLE, *Revue Générale*, 1872, II, p. 453. — 3. Tous les textes de ces témoignages rendus aux Jésuites par l'Allemagne catholique sont publiés dans MOUFANG, *op. cit.*, pp. 12-28, 34-36, 51-61. Cf. dans le *Volksbote* de Munich, 23 juin 1872, la protestation par laquelle le chanoine d'Oberkamp et plusieurs prêtres bavarois déclaraient que « tout le sacerdoce était une congrégation apparentée à la Compagnie de Jésus », et désireuse de partager avec elle la persécution (cité dans HEINRICH, *Correspondant*, 25 juillet 1872, p. 325). Voir dans la *Revue générale* (de Bruxelles), 1872, II, pp. 187-197, le texte de la motion votée en faveur des Jésuites allemands, le 16 juillet 1872, par le meeting de l'Union catholique de la Grande-Bretagne. — 4. MOUFANG, *op. cit.*, pp. 14-17 (témoignage de Deinlein, archevêque de Bamberg). — 5. MOUFANG, *op. cit.*, p. 26 (témoignage de Kübel, administrateur épiscopal de Fribourg). — 6. MOUFANG, *op. cit.*, pp. 24 et 34 (témoignages des évêques de Prusse et des laïques d'Aix-la-Chapelle). — 7. PFÜLF, *Linhoff*, pp. 55-57. *Stimmen aus Maria Laach*, LXI, 1901, p. 564. Sur la popularité des Jésuites de Schrimm, voir *Mgr Ledochowski*, pp. 99-103. — 8. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 79; trad. franç., II, p. 213 (10 mai 1872).

Page 294. — 1. Bismarck écrivait à Wagener, le 5 février 1872 : « Vous êtes le seul dans mon entourage à qui je parle ouvertement sans réserve. » (*Allgemeine deutsche Biographie*, XL, pp. 473-474.) — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 81 ;

trad. franç., II, p. 216. — 3. C'est RICHTER, *Im alten Reichstag*, I, pp. 54-56, qui attribue à Lasker la rédaction de la formule.

Page 295. — 1. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, III, p. 247. — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 93 ; trad. franç., II, p. 232 : « Napoléon redoutait l'influence des Jésuites sur le plébiscite qui se préparait, et Beust sur son souverain ». — 3. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 85 ; trad. franc., II, p. 221. — 4. *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 25 mai 1872. — 5. PIERRE REICHENSBERGER, *Ueber das Verhaeltniss des Staates zur Kirche im Hinblick auf die Jesuitendebatte im deutschen Reichstage* (Berlin, Moeser, 1872) : il concluait que le vote du Reichstag du 16 mai ne pouvait recevoir une application qu'au mépris des droits fondamentaux reconnus par la constitution prussienne ; que tous ceux qui avaient prêté serment à cette constitution ne pourraient prendre part à l'exécution d'une telle loi ; et que le pouvoir exécutif de l'Empire était incompétent pour régler les rapports entre l'Église et l'État. Cf. D'HAULLEVILLE, *Revue générale* (de Bruxelles), 1872, I, p. 629. — 6. POSCHINGER, *Bismarck und Bundesrat*, II, pp. 297-300.

Page 296. — 1. *Reichstag*, 14 juin 1872. — 2. *Reichstag*, 14 juin 1872.

Page 297. — 1. *Reichstag*, 14 juin 1872. WINDTHORST, *Ausgewählte Reden*, I, pp. 73-90. — 2. *Reichstag*, 14 juin 1872. — 3. *Reichstag*, 17 juin 1872. — 4. *Reichstag*, 17 juin 1872 ; sur Aretin, (1814-1887), voir SPECHT ET SCHWABE, p. 437. — 5. *Reichstag*, 17 juin 1872. Sur Fäustle (1828-1887), voir POSCHINGER, *Bismarck und Bundesrat*, II, pp. 273-277. — 6. *Reichstag*, 19 juin 1872.

Page 298. — 1. *Reichstag*, 19 juin 1872. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 71-85. — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 80. « C'est à se croire parfois en 1763, écrivait le 20 juin Gontaut à Rémusat. Les mânes de Pombal et d'Aranda en auront tressailli. Ce n'était pas la peine de révolutionner le monde entier pour pratiquer un tel libéralisme. » — 3. PARISIUS, *Leopold Freiherr von Hoverbeck, II Teil, 2te Abtheilung*, p. 276. RICHTER, *Im alten Reichstag*, I, pp. 54-56. — 4. *Geschichte der Frankfurter Zeitung*, p. 221. — 5. *Reichstag*, 19 juin 1872. Voir dans BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, p. 366, le texte de la note que Busch, le 11 juillet, fut chargé de faire passer à la *Gazette du Weser* sur les raisons de l'hostilité de certains Juifs à l'endroit de la loi contre les Jésuites. Les *Grenzboten*, 1872, III, pp. 36-39, disaient : « C'est une vieille chanson : Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse ; mais c'est une chanson » ; et elles qualifiaient Lasker de « bizarre rêveur » ; III, pp. 77-80, la même revue attaquait les radicaux qui demeuraient attachés au libéralisme doctrinaire et oubliaient que le cheval de Troie les suivait dans les murs. — 6. ROLFUS, II, pp. 144-145. —

7. SCHULTHESS, 1872, p. 160. Tous les débats sur la question des Jésuites furent publiés dans la brochure intitulée : *Für und wider die Jesuiten* (Berlin, Kortkamp, 1872). — 8. SCHULTHESS, 1872, p. 161. — 9. POSCHINGER, *Bismarck und Bundesrat*, II, p. 300.

Page 299. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 86; trad. franç., II, p. 223. — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 55. — 3. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 90-93; trad. franç., II, pp. 228-229 (lettres du 9 août et du 8 septembre 1872).

Page 300. — 1. SCHOLZ, *Bismarck-Album des Kladderadatsch*, pp. 67 et 68 (Berlin, Hofmann, 1890). — 2. Sur le concours prêté aux luttes de Bluntschli contre les Jésuites par la conservatrice *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, voir BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, p. 288. — 3. ROLFUS, II, pp. 142-143.

Page 301. — 1. SIEGFRIED, p. 108. — 2. F.-X. SCHULTE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 136-137. SIEGFRIED, pp. 117-118 (lettre de Falk à Kremenz, 21 mai 1872).

Page 302. — 1. *Correspondance de Genève*, 31 mai 1872. — 2. F.-X. SCHULTE, *op. cit.*, pp. 138-139; SIEGFRIED, pp. 118-120.

Page 303. — 1. Texte de la circulaire, dans SIEGFRIED, p. 106. Falk constatait qu'en 1869 il y avait 826 maisons religieuses avec 5.826 sujets, et, en 1872, 892 maisons avec 8.050 sujets; c'est à cet accroissement qu'il voulait mettre un terme (FALK, *Reden*, pp. 92-93). Il avait, quatre mois durant, étudié les traités conclus par les communes avec les congrégations enseignantes : déjà Mühler avait défendu, dans une province, de conclure des traités qui établiraient d'une façon détaillée l'hégémonie d'une supérieure de congrégation sur l'école (FALK, *Reden*, p. 80 et suiv.). — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten* II, p. 95; trad. franç., II, p. 235. LORENZ, *Friedrich Grossherzog von Baden*, p. 131 (Berlin, Paetel, 1902). — 3. SCHULTHESS, 1872, p. 159. — 4. DEUTSCHMANN, *Die Schul-Aera Falk*, p. 529. — 5. Sur la conférence de juin, voir KELLNER, *Lebensblätter*, p. 515 et suiv.

Page 304. — 1. WIESE, *op. cit.*, II, p. 7. Cf. le discours de Falk, du 15 janvier 1879, où l'école apparaît comme étant essentiellement, à ses yeux, un endroit d'instruction. (FALK, *Reden*, pp. 193-214). KELLNER, *Kurze Geschichte der Erziehung und des Unterrichtes*, 4^e édit., p. 247 (Fribourg, Herder, 1879) porte sur les *Allgemeine Bestimmungen* un jugement moins sévère. Il leur sait gré d'avoir introduit dans les « séminaires » (écoles normales) l'histoire de l'éducation et rendu à la littérature nationale le droit qui lui revient dans la formation des futurs maîtres. — 2. DEUTSCHMANN, *op. cit.*, pp. 272-278. De ces amputations du programme catéchistique, le catholique *Magazin für Pädagogik* (1872, p. 390) prenait assez aisément son parti. (DEUTSCHMANN, *op. cit.*, p. 278)

Page 305. — 1. *Germania*, 10 mars 1872 (cité par DOUMERGUE, *Revue chrétienne*, 1872, pp. 494-495). — 2. KELLNER, *Lebensblaetter*, p. 515 et suiv. — 3. ROLFUS, II, p. 142. — 4. Cité dans la *Correspondance de Genève*, 20 juin 1872, qui appelait la *Gazette de Spener* la « feuille apéritive pour le déjeuner de Sa Majesté l'Empereur ».

Page 306. — 1. *Grenzboten*, 1873, I, pp. 320-321.

Page 307. — 1. Cité dans DONIOL, *M. Thiers, le comte de Saint-Vallier, le général de Manteuffel, la libération du territoire*, 2^e édit., p. 226 (Paris, Colin, 1898). Saint-Vallier, le 4 juin 1872, signalait les interprétations de ce genre auxquelles donnait lieu en Allemagne le discours de Dupanloup sur l'établissement du service obligatoire. — 2. CHIALA, *Dal 1858 al 1892, Pagine di storia contemporanea*, I, p. 21 (Turin, Roux, 1892) (séance du 14 mai 1872). Cf. discours de Visconti Venosta, 27 novembre 1872 : « Il y a une grande nation, un grand gouvernement, qui nous disent : « Nos questions intérieures avec « le parti qui est votre ennemi nous mettent en mesure de bien « apprécier vos difficultés extérieures ». (CHIALA, *op. cit.*, I, p. 130.) — 3. *Correspondance de Genève*, 4 et 7 juin 1872.

Page 308. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 65.

NOTES DU CHAPITRE VI

Page 311. — 1. LUKIANOS DENDROSTHENES, *Fegfeuergespraech*, pp. 1-38 (Fribourg, Herder, 1872). — 2. POSCHINGER, *Neues Bismarck Jahrbuch*, I (1911), pp. 172-173.

Page 312. — 1. PIE IX, *Discours*, trad. Franciscis, I, pp. 458-460. — 2. ROLFUS, II, p. 149-150.

Page 313. — 1. *Correspondance de Genève*, 2 juillet 1872. — 2. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 407. — 3. Les citations de journaux sont tirées de CORNET, *La Proscription des Jésuites de l'Empire d'Allemagne en 1872*, p. 62 et suiv. (Bruxelles, Devaux, 1873).

Page 314. — 1. CORNET, *op. cit.*, p. 38 ; le fait eut lieu dans a régence de Trèves. A Schrimm, le 20 août, le bruit qu'un Jésuite récemment ordonné disait la messe donna lieu à un dé-

ploiement de forces policières. — 2. Le fait eut lieu à Cologne (CORNET, *op. cit.*, p. 114). — 3. Exemples du P. Behrens, à qui l'on défendait le séjour de Paderborn, et du P. Wolter, à qui parvenait la décoration après son expulsion de Mayence (CORNET, *op. cit.*, pp. 66-74 et 118).

Page 315. — 1. ROLFUS, II, p. 163 ; cf. SCHULTHESS, 1872, p. 206. — 2. ROLFUS, II, pp. 164-165. — 3. ROLFUS, II, p. 153. CORNET, *op. cit.*, p. 76. — 4. CORNET, *op. cit.*, p. 61. — 5. Sur le baron de Loe (1825-1896) et le *Rheinischer Bauernverein*, voir BLONDEL, *Études sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*, pp. 16 et 239-240. (Paris, Larose, 1897.)

Page 316. — 1. Sur la fondation du *Verein deutscher Katholiken* (8 juillet 1872), voir SCHULTHESS, 1872, pp. 165-166, 196-205 ; MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 297-298. Le 30 septembre 1872, le *Verein* adressa à tous les prêtres une circulaire pour leur demander d'être ses représentants ou de désigner des agents ; le 6 octobre, il tint à Cologne une première réunion. Ketteler accompagnait en pèlerinage les membres du *Verein*, mais n'avait aucune part à leur fondation ni à leurs délibérations (PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 177). — 2. Cité dans la *Correspondance de Genève*, 6 juillet 1872. — 3. Cité dans la *Correspondance de Genève*, 20 juin 1872. Ces mots [de la *Deutsche Reichszeitung* étaient une riposte à un article de la *Nationalzeitung* réclamant qu'on envoyât dans les provinces rhénanes « des fonctionnaires énergiques de la vieille Prusse ». — 4. Cité dans la dépêche Lefebvre de Béhaine, 28 juillet 1872. — 5. Cité dans *Vor den Wahlen: Ein Mahnruf an das christliche conservative Deutschland*, 3^e édit., pp. 24-25 (Cologne, Bachem, 1873). Sur le comte François Ballestrem (1834-1910), plus tard président du *Reichstag*, voir SPECHT et SCHWABE, p. 439.

Page 317. — *Pro Nihilo: Vorgeschichte des Arnim'schen Prozesses*, pp. 1-3 (Zürich, Verlags Magazin, 1876) ; trad. franç., pp. 7-8 (Paris, Plon, 1876). — 2. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 90-91 ; trad. franç., II, pp. 229-230. — 3. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 413.

Page 318. — 1. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, p. 301.

Page 321. — 1. Tous les documents relatifs à l'incident Krentz sont publiés dans F.-X. SCHULTE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 139-144, et dans SIEGFRIED, pp. 121-127. — 2. MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 299.

Page 322. — 1. F.-X. SCHULTE, *op. cit.*, pp. 145-147. SIEGFRIED, pp. 127-131. — 2. *Correspondance de Genève*, 13 novembre 1872. La *Correspondance* ajoutait que la noblesse rhénane offrait une crosse à l'évêque de l'armée, Namszanowski.

Page 323 — 1. Texte dans SIEGFRIED, pp. 133-150. — 2. Dou-

MERGUE, *Revue chrétienne*, 1872, p. 693. — 3. Cité, avec d'autres appréciations de la presse, dans MENZEL, *Geschichte der neuesten Jesuitenumtriebe in Deutschland*, pp. 365-369. — 4. RAICH, *Briefe von und an Ketteler*, pp. 459-463. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 179.

Page 324. — 1. Protocole, pp. 17-18. — 2. *Kaiser und Papst, vom Verfasser der Rundschau* (Berlin, van Muyden, 1872). — 3. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 14, déclare n'avoir jamais aperçu dans le Centre des tendances hostiles à l'Allemagne, à la Prusse, ou à l'Église évangélique, et explique, p. 11, que le Centre ne veut pas que l'Allemagne soit transformée en un pur État unitaire et qu'unité (*Einheit*) est autre chose qu'uniformité (*Einerleiheit*). Sur les sentiments inspirés à Gerlach lui-même par la guerre de 1866, voir GERHARD RITTER, *Deutsche Revue*, 1911, II, pp. 104-118 et 313.

Page 325. — 1. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 18, explique qu'en 1870 ce n'est que la position du Pape à l'endroit des conciles qui a changé, et qu'on n'a pas le droit de dire que le Vatican n'est plus le même. — 2. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 56 : « Le combat actuel contre les Jésuites est un combat contre l'Église de Dieu » ; p. 61 : « La victoire des libéraux sur les Jésuites n'est pas une victoire pour les libéraux, mais une banqueroute éclatante de leurs principes sur l'arbitraire policier ». — 3. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 51, remarque que, depuis 1864, la Prusse ne s'est pas ressentie de l'hostilité des « syllabisants » contre l'État. — 4. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 5. — 5. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 16 ; *Deutsche Revue*, 1911, II, p. 313. — 6. GERLACH, *Kaiser und Papst*, p. 76. — 7. GOETZ, *Das Centrum eine konfessionelle Partei*, p. 80. — 8. JEDELE, *Die kirchenpolitischen Anschauungen des Ernst Ludwig von Gerlach*, p. 39 (Fribourg, Ragoczy, 1910).

Page 326. — 1. GERHARD RITTER, *Deutsche Revue*, 1911, I, p. 57-59. — 2. Lettre de Gerlach du 8 février 1860, publiée pour la première fois par GERHARD RITTER, *loc. cit.* ; cf. *Deutsche Revue*, 1911, II, pp. 304-307. — 3. Schede à Kleist Relzow (PETERSDORFF, *Kleist Relzow*, pp. 418-419). — 4. RUDOLF MEYER, *Hundert Jahre conservativer Politik und Literatur*, I, pp. 232-235 (Vienne, Austria).

Page 327. — 1. HÜSGEN, *Ludwig Windthorst*, p. 110 (compte rendu par Windthorst de son mandat, 13 août 1872). — 2. PETERSDORFF, *Kleist Relzow*, p. 418. — 3. GERLACH, *Aufzeichnungen aus seinem Leben*, II, p. 364.

Page 328. — 1. RENFTLE, *Die apostolische Reise des Erzbischofs von Utrecht nach Deutschland 1872 : ein Beitrag zur Geschichte der katholischen Reformbewegung* (Augsbourg, Lampart, 1872). SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, p. 352. — 2. GABRIAC, *Souvenirs diplomatiques de Russie et d'Allemagne*, p. 272.

Page 329. — 1. HOMENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 95 ; trad.

franç., II, p. 235. — 2. Discours de Friedrich pour l'anniversaire de la fondation de l'Académie des sciences de Munich (28 mars 1872). (Dépêche Lefebvre de Béhaine, 12 avril 1872.) — 3. *Grenzboten*, 1872, IV, pp. 113-114. SCHULTHESS, 1872, pp. 173-176.

Page 330. — Dépêches Lefebvre de Béhaine, 19 août, 3 septembre, 23 septembre 1872. — 2. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, pp. 297-300. — 3. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 7 septembre 1872.

Page 331. — CORNET, *op. cit.*, p. 446 (expulsion du P. de Fugger-Gloett).

Page 332. — 1. Sur cette crise ministérielle, voir HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, pp. 87-90 ; trad. franç., II, pp. 223-228. — 2. BLUNTSCHLI, *Denkwürdiges*, III, p. 304. — 3. Baronne DE BILLING, *Robert de Billing*, pp. 142-143. Sur Georges de Werthern (1816-1895), voir POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, II, pp. 183. 186. — 4. Sur Lothar Kübel (1823-1881), voir SCHILL, dans WEECH, *Badische Biographien*, IV, pp. 230-241.

Page 333. — 1. MAAS, *op. cit.*, pp. 559-560. LAUER, *op. cit.*, pp. 306-307. — 2. *Archiv*, 1873, I, pp. 416-421. — 3. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 1^{re} avril 1873. — 4. SCHULTHESS, 1872, pp. 178 et 183 : le programme du cabinet Hofmann (14 octobre 1872) est publié dans SCHULTHESS, 1872, pp. 206-208. — 5. KEISER, *Heinrich Bone, Lebensbild eines deutschen Schulmannes und Schriftstellers*, pp. 39-40 (Mayence, Kirchheim, 1897). — 6. *Grenzboten*, 1872, II, p. 311-312, et 1873, III, pp. 116-117, 157, 226-227.

Page 334. — 1. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 62. PFÜLF, *Mallinckrodt*, pp. 391-393 et 496. — 2. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 22 octobre 1872. Sur Lindau (1833-1898), voir DOR, *Jakob Lindau* (Fribourg, Herder, 1909). — 3. *Grenzboten*, 1872, III, pp. 273-282. Voir, sur ce personnage, GOYAU, II, pp. 201-203. — 4. GARIBALDI, *Scrilli*, éd. Ciampoli, p. 637 (Rome, Voghera, s. d.). (lettre du 22 septembre 1872). — 5. GARIBALDI, *op. cit.* p. 644 (lettre du 8 décembre 1872).

Page 335. — 1. Sur le rôle de Bucher dans le *Culturkampf* et sa médiocre compétence, voir POSCHINGER, *Bismarck Portefeuille*, I, p. 86, et IV, p. 125, et *Stunden bei Bismarck*, p. 56. De nombreux entretiens entre Bucher et Bismarck, connus de Poschinger, mais non encore publiés, témoignent de ce rôle. — 2. Sur Abeken (1809-1872), voir ABEKEN, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, spécialement la page 531 (lettre à Mary Edeler-Abeken) ; BUSCH, *Tagebuchblätter*, II, pp. 200-205 ; et GOYAU, dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, I, pp. 68-69. (Paris, Letouzey, 1910). — 3. *Bismarck nach dem Kriege*, p. 63. MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 125.

Page 337. — 1. Sur Constantin Roessler (1820-1896), voir BETTELHEIM, I, pp. 200-203, et DELBRÜCK, *Erinnerungen, Aufsätze*

und Reden, p. 439-463. Les principaux articles de Constantin Roessler furent publiés en 1902 par son fils Walter Roessler sous le titre: *Ausgewaehlte Aufsaezte* (Berlin, Stilke, 1902). — 2. JULIUS V. ECKHARDT, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 90-92. — 3. Article des *Preussische Jahrbücher* (avril 1885) reproduit dans ROESSLER, *Ausgewaehlte Aufsaezte*, p. 229.

Page 337. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 393-394. — 2. MEIER, *Die deutsche Kirchenfreiheit und die künftige katholische Partei*. (Leipzig, Tauchnitz, 1848). Sur Otto Meier (1818-1893), voir ZORN, *Allgemeine deutsche Biographie*, LII, pp. 297-301. — 3. MEIER, *Die Propaganda, ihr Recht und ihre Grenzen*, 2 vol. (Goettingue, Dieterich, 1852-1853). — 4. MEIER, *Zur roemisch deutschen Frage*, I, p. VII-VIII, et p. 8. (Rostock, Stiller, 1871). Cf. P. RIESS, *Stimmen aus Maria Laach*, I, 1871, pp. 177-196.

Page 338. — 1. Voir sur Paul Hinschius (1835-1898), ULRICH STUTZ, *Allgemeine deutsche Biographie*, I, pp. 344-360. — 2. HINSCHIUS, *Die Stellung der deutschen Staatsregierungen gegenüber den Bechlüssen des vatikanischen Concils*, pp. 62-71 (Berlin, Gultentag, 1871). — 3. Sur le congrès vieux-catholique de Cologne, voir SCHULTE, *Der Altkatholicismus*, pp. 353-357.

Page 339. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 206-207. — 2. *Correspondance de Genève*, 30 novembre 1872 (citation de l'*Allgemeine Zeitung*).

Page 341. — 1. Mémoire de Schulte, auquel était joint un premier projet de loi en trente-sept paragraphes (13 septembre 1872) (SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 487-491). Deux réponses aux explications supplémentaires demandées par le sous-secrétaire Achenbach (SCHULTE, *op. cit.*, I, pp. 401-404 et 404-407). Projet de loi d'ensemble présenté par Schulte (16 octobre 1872). (SCHULTE, *op. cit.*, I, pp. 407-421). — 2. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 444. — 3. HARTMANN, *Zwei Jahrzehnte deutscher Politik und die gegenwaertige Weltlage*, p. 57 (Leipzig, Friedrich, s. d.).

Page 342. — 1. Emile Friedberg, né en 1837, est mort en 1911. — 2. FRIEDBERG, *Das deutsche Reich und die katholische Kirche*, p. 27 (Leipzig, Düncker, 1872: tirage à part du *Jahrbuch für Gesetzgebung* de Holtzendorff).

Page 347. — 1. FRIEDBERG, *Die Graenzen zwischen Staat und Kirche und die Garantien gegen deren Verletzung*, pp. 759-823. (Tubingue, Laupp, 1872).

Page 348. — 1. FRIEDBERG, *Das deutsche Reich und die katholische Kirche*, pp. 36-37. — 2. *Correspondance de Genève*, 26 octobre 1872.

Page 349. — 1. LORENZ, *Friedrich v. Baden*, pp. 130-131. —

2. Séance du *Landtag*, 22 avril 1887. — 3. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 415. — 4. Entretiens de Falk avec le grand-duc de Bade (LORENZ, *Friedrich v. Baden*, pp. 128-131) et avec Schulte (SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 325-327.) Cf. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 168.

Page 350. — 1. SCHULTHESS, 1872, p. 179. — 2. Sur Henri Gelzer (1813-1889), voir FRIEDRICH CURTIUS, *Heinrich Gelzer* (Gotha, Perthes, 1892). — 3. *Deutsche Revue*, 1900, IV, pp. 341-351.

Page 351. — 1. CURTIUS, *op. cit.*, pp. 47-50. — 2. *Souvenirs de M. de Gontaut-Biron : mon ambassade à Berlin*, édit. Dreux, p. 166. — 3. Dépêche Gontaut-Biron, 13 novembre 1872.

Page 352. — 1. Charles I^{er} de Roumanie, *chronique, actes, documents*, édit. Sturdza, I, pp. 779 (lettre du 4/16 novembre 1872) (Bucarest, Göbl, 1899). Sur Charles Antoine de Hohenzollern (1811-1885, voir SCHMITZ, *Fürst Karl Anton von Hohenzollern*, 4^e édit. (Neuwied, Heuser, 1893).

Page 353. — 1. MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 300. — 2. *Archiv*, 1873, I, pp. 355-392 et 392-401. — 3. FALK, *Reden*, pp. 96-97.

Page 354. — 1. MATTER, *Bismarck et son temps*, III, pp. 340-342. Sur ce qu'était le vieux *Landrat* prussien, voir DELBRÜCK, *Historische und politische Aufsätze*, II, pp. 102-120 (Berlin, Walther, 1886). — 2. *Grenzboten*, 1872, IV, pp. 350-354. — 3. PFÜLF, *Mallinekrodt*, pp. 369-372. — 4. Cité dans MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 311, en même temps que deux articles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et de la *Gazette de la Croix*.

Page 355. — 1. DITSCH, *Bischof Eberhard*, pp. 23-27. — 2. HUGO SIMON, *Mirabilia Gefaengnis-Studie*, pp. 67-68 (Breslau, Aderholz, 1878) cité dans MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, p. 303. — 3. TAUBE V. DER ISSEN, *Keyserling*, II, p. 6. — 4. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 1^{er} avril 1873.

Page 356. — 1. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 356-357. (Bismarck à Roon, 13 décembre 1872).

Page 357. — 1. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 415. — 2. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 155. — 3. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 323. — 4. JULIUS V. ECKHARDT, *Lebenserinnerungen*, I, p. 258. — 5. C'est ce que Falk, peu après, racontait à Schulte (SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 328). — 6. Cité dans la *Correspondance de Genève*, 13 décembre 1872, qui expliquait (14 octobre 1872) que la *Spener Zeitung*, la « seule feuille qui pût, sans contrôle préalable, pénétrer dans les appartements impériaux », avait pour mission « de cajoler le sentiment de la dignité prussienne, de faire croire, en temps opportun, que l'autorité de la Couronne et même la toute-puissance de la Prusse se trouvaient

en danger », et de représenter le Chancelier comme « l'ange du salut ».

Page 358. — 1. PIE IX, *Discours*, trad. Franciscis, II, pp. 119-130. — 2. *Correspondance de Genève*, 7 et 18 janvier, 1^{er} mars, 19 avril, 3 juin 1873 (affaire Loe, Boeselager et Hompesch). — 3. SCHULTHESS, 1872, p. 244. — 4. Dépêche Gontaut-Biron, 4 janvier 1873.

Page 359. — 1. *Landtag*, pp. 477-478 (séance du 10 janvier 1873). — 2. *Correspondance de Genève*, 10 janvier 1873. — 3. ROLFUS, II, p. 208.

Page 360. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 316-317. — 2. RUDOLF MEYER, *Politische Gründer*, p. 84.

Page 361. — 1. Comparer, dans les *Grenzboten*, 1874, III, pp. 121-130, un article d'Édouard Koellner concluant que, strictement parlant, les vieux-catholiques, étant seuls catholiques, auraient le droit de profiter de l'article 15 de la Constitution.

Page 363. — 1. Sur Otto de Camphausen (1812-1896), voir BETTELHEIM, III, pp. 435-437. — 2. Sur les démarches de Schulte à Berlin, voir SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 317-330. — 3. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 207-211. — 4. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 427-428. — 5. *Stimmen aus Maria Laach*, juillet 1907, p. 123 (lettre de Reinkens à son frère, 20 février 1873).

Page 364. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 428. — 2. Conversation de Krummacher avec l'évêque Reinkens à Duisburg, en juin 1874 (REINKENS, *Reinkens*, pp. 164-165).

Page 365. — 1. SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, p. 327. — 2. Cité dans la *Correspondance de Genève*, 7 janvier 1873.

Page 366. — 1. MAJUNKE, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 307-309. — 2. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 380, note 1. — 3. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 415. — 4. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 158-159 (discours Windthorst, du 17 janvier 1873). — 5. Bindewald à Ernest-Louis de Gerlach (E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, p. 358). — 6. HEDWIG v. BISMARCK, *Erinnerungen aus dem Leben einer 95 jährigen*, pp. 197-201 (Halle, Mühlmann, 1910).

Page 367. — 1. ROON, *Denkwürdigkeiten*, 4^e édit., III, pp. 344-345 (Breslau, Trewendt, 1898). — 2. *Grenzboten*, 1873, I, p. 4.

Page 368. — 1. Voir tous les détails dans FISCHER, *Adalbert Falk*, p. 66.

Page 369. — 1. *Bismarck nach dem Kriege*, p. 55. — 2. Dépêche Gontaut-Biron, 11 janvier 1873. — 3. UNRUH, *Erinnerungen*, éd. Poschinger, p. 346. Sur le retrait du projet de mariage civil, cf. SCHULTHESS, 1873, pp. 45-46. — 4. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 97. — 5. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 98.

Page 370. — 1. GOTTFRIED KOEGEL, *Rudolf Koegel*, III, p. 111

— 2. ROON, *Denkwürdigkeiten*, III, pp. 423-424 (Roon à Blanckenburg, 30 octobre 1875).

Page 373. — 1. MAAS, *Geschichte der katholischen Kirche in Baden*, p. 553-577. — 2. KÖEGEL, *Rudolf Koegel*, III, p. 111.

Page 374. — 1. *Grenzboten*, 1873, I, pp. 156-157 et 472. Cf. dans les *Grenzboten*, 1874, IV, p. 46, un article de H. Jacoby réclamant que l'on s'occupe surtout d'initier les théologiens à l'histoire de l'Allemagne et à la littérature de l'Allemagne.

Page 376. — 1. Sur les tâtonnements de l'État dans la question des succursalistes rhénans, voir SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, II, pp. 92-98. — 2. PRESSENSÉ, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1873, p. 25.

Page 378. — 1. Voir, sur ces projets, les deux écrits de SCHROETTER, *Politische und rechtliche Bedenken gegen den Gesetz Entwurf betreffend die Grenzen des Rechts zum Gebrauche kirchlicher Straf- und Zuchtmittel* (Leipzig, Rossberg, 1873); et *Gedanken eines Christen zu den Gesetz Entwürfen über die Vorbildung und Anstellung der Geistlichen, über die kirchliche Disciplinargewalt und die Errichtung des königlichen Gerichtshofs für kirchliche Angelegenheiten und betreffend den Austritt aus der Kirche*. Aix-la-Chapelle, Jacobi, 1873.)

Page 379. — 1. Que le régime wurtembergeois ne pût se comparer au régime issu des lois de mai, c'est ce qu'expliquait au ministre Mittnacht, en mai 1881, l'évêque Hefele (MITTNACHT, *Erinnerungen an Bismarck, neue Folge*, p. 28. (Stuttgart, Colla, 1905). Voir aussi un article très net de l'*Osservatore romano*, cité dans HÜSGEN, *Chronik*, 1883, p. 199-200. (Düsseldorf, Bagel, 1884).

Page 380. — 1. Discours de Falk (*Landtag*, 2 mars 1875), reprochant au prince-évêque de Breslau de se soumettre, dans la partie autrichienne de son diocèse, aux mêmes mesures qu'il combat dans la partie prussienne; cf. discours de Frère Orban à la Chambre belge, 7 mai 1875, traitant de bouffonnerie cette attitude du Prince-évêque. — 2. Texte de la loi autrichienne du 7 mai 1874, dans VERING, *Archiv*, XXXII, p. 211 et suiv. Voir spécialement l'article 8 de la loi. Cf. SCHULTHEISS, 1874, p. 224; JANISZEWSKI, pp. 241-243, et JACOBS, *Revue générale* (de Bruxelles) 1875, II, pp. 427-429.

Page 381. — 1. Sur la façon différente dont, en 1863 et en 1873, les libéraux appréciaient la Constitution, voir le discours de Gerlach (*Landtag*, pp. 1773-1777, 20 mars 1873). — 2. *Archiv*, 1873, I, pp. 344-345. — 3. *Archiv*, 1873, I, pp. 331-342; traduction dans JANISZEWSKI, pp. 149-161. Cf. *Archiv*, loc. cit., pp. 342 et 343, adresses de l'épiscopat à Guillaume et aux Chambres (5 février 1873).

Page 382. — 1. KETTELER, *Die preussischen Gesetz-Entwürfe über die Stellung der Kirche zum Staate* (Mayence, Kirchheim, 1873). Cf. PFÜLF, *Ketteler*, III, p. 181; le *Volksverein* de Munich félicite Ketteler. — 2. FRIEDBERG, *Die preussischen Gesetzentwürfe über die Stellung der Kirche zum Staat: offener Brief an Herrn W. E. Frhn. v. Ketteler* (Leipzig, Duncker, 1873). Critique par le P. CORNELY, *Stimmen aus Maria Laach*, 1873, IV, pp. 507-510.

Page 385. — 1. Sur la démarche de l'Oberkirchenrat évangélique, voir SCHULTHEISS, 1873, p. 55. — 2. CARL HOFFMANN, *Leben und Wirken des Dr. Ludwig Friedrich Wilhelm Hoffmann*, II, pp. 196-198. Cf. BEYSCHLAG, *Aus meinem Leben*, II, p. 360. — 3. Numéro du 1^{er} février 1873 (cité par PRESSENSÉ, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1873, p. 11).

Page 384. — 1. HAHN, *Geschichte des Culturkampfes in Preussen*, pp. 112-113. — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, pp. 98-99. — 3. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 406.

Page 385. — 1. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 384-385. — 2. *Landtag*, 1873, p. 850 (séance du 30 janvier). — 3. *Landtag*, 1873, pp. 877-879 (séance du 31 janvier). — 4. *Landtag*, 1873, p. 889 et 899.

Page 386. — 1. *Landtag*, 1873, pp. 870-874 (séance du 31 janvier. HÜSGEN, *Windthorst*, p. 161. — 2. *Landtag*, 1873, pp. 877-881 et 882-884 (séance du 31 janvier). — 3. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 404. — 4. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 414. — 5. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 411 (voir discours de Mallinckrodt du 19 mars 1873).

Page 387. — 1. PFÜLF, *Mallinckrodt*, p. 394. — 2. *Landtag*, 1873, p. 617 (séance du 17 janvier). Sur Bethusy Huc (1829-1893), voir POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 93, n. 2 et III, pp. 283-293. — 3. *Landtag*, 1873, p. 875 (séance du 31 janvier). Sur Petri, voir SCHULTE, *Lebenserinnerungen*, I, pp. 301, 308 et 385. — 4. *Landtag*, 1873, p. 1322 (séance du 1^{er} mars). — 5. *Landtag*, 1873, pp. 652-654 (séance du 20 janvier). — 6. *Landtag*, 1873, p. 609 (séance du 16 janvier). — 7. *Landtag*, 1873, p. 1612 (séance du 13 mars). — 8. *Landtag*, 1873, p. 1730 (séance du 18 mars). — 9. *Landtag*, 1873, p. 633 (séance du 17 janvier) et p. 1651 (séance du 14 mars). — 10. *Landtag*, 1873, p. 864 (séance du 30 janvier) et p. 1853 (séance du 9 mai). — 11. *Landtag*, 1873, p. 604 (séance du 16 janvier). — 12. *Landtag*, 1873, p. 638 (séance du 17 janvier).

Page 388. — 1. *Landtag*, 1873, pp. 1496 et 1731 (séances du 7 mars et du 18 mars). Sur le comte Jean Renard (1829-1874), voir POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 137, n. 3.

Page 389. — 1. *Landtag*, 1873, p. 637 (séance du 17 janvier). — 2. *Landtag*, 1873, pp. 861-867 (séance du 30 janvier). — 3. PFÜLF,

Mallinckrodt, p. 409. — 4. *Landtag*, 1873, p. 1491 (séance du 7 mars). — 5. *Landtag*, 1873, p. 1669 (séance du 15 mars). — 6. *Landtag*, 1873, p. 1650 (séance du 14 mars). — 7. *Landtag*, 1873, p. 1562 (séance du 10 mars). — 8. *Landtag*, 1873, p. 1796 (séance du 20 mars). Sur Ernest Lieber (1838-1902), voir MARTIN SPAHN, *Ernst Lieber als Parlamentarier*. (Gotha, Perthes, 1906).

Page 390. — 1. *Landtag*, 1873, p. 919 (séance du 4 février). — 2. *Landtag*, 1873, pp. 901-988, 1264-1267, 1508-1510, 1692, 1773-1779, 1860-1861 (séances des 4 février, 27 février, 8 mars, 15 mars, 20 mars, 9 mai). — 3. *Landtag*, 1873, pp. 1253-1264, 1525-1528, 1770-1773 (séances des 27 février, 8 mars et 20 mars). — 4. *Landtag*, 1873, pp. 841-844, 920-921 (séance des 30 janvier, 4 février). — 5. *Landtag*, 1873, pp. 1519-1521 (séance du 8 mars). — 6. *Landtag*, 1873, pp. 1503-1505, 1560-1561 (séance des 8 et 10 mars). — 7. *Archiv*, 1873, I, pp. 347-351. — 8. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, II, p. 178. Sur les rapports de Gerlach avec le Centre dans l'hiver de 1872-1873, voir E.-L. v. GERLACH, *Aufzeichnungen*, II, pp. 356 et 360. — 9. *Landtag*, 1873, p. 1777 (séance du 20 mars).

Page 391. — 1. *Landtag*, 1873, p. 657 (séance du 20 janvier). — 2. *Das Verhaeltniss der Conservativen zu den Katholiken im Anschluss an Herrn v. Gerlach's Schrift: Kaiser und Papsl* (Berlin, van Muyden, 1873).

Page 392. — 1. *Landtag*, 1873, p. 865 (séance du 30 janvier). — 2. *Landtag*, 1873, p. 631 (séance du 17 janvier). — 3. FISCHER, *Adalbert Falk*, p. 8. Discours de Falk au *Landtag*, 5 février 1880 (*Landtag*, 1880, p. 1455). — 4. PARISIUS, *Hoverbeck*, II, 2, pp. 289-290 (appel des Progressistes, 23 mars 1873).

Page 393. — 1. *Landtag*, 1873, p. 1268 (séance du 27 février). — 2. SCHULTHEISS, 1873, p. 77.

Page 395. — 1. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 382-391. — 2. *Landtag*, 1873, p. 642 (séance du 17 janvier); cf. WALDEMAR GRAP ROON, *Kriegsminister von Roon als Redner*, III, p. 300. — 3. Roon als *Redner*, III, pp. 327-329 (Chambre des seigneurs, 11 mars 1873). — 4. *Chambre des Seigneurs*, mars-avril 1873. — 5. Voir KERNER, *Revue générale* (de Bruxelles), 1876, II, p. 933.

Page 396. — 1. *Chambre des Seigneurs*, 10 mars 1873. — 2. PASTOR, *Reichensperger*, II, p. 107.

Page 397. — 1. Les réserves qui se trahissent dans le discours du 11 mars 1873 indiquent, d'après l'éditeur, que Roon, quoique partisan des lois en principe, trouvait qu'en quelques points elles passaient le but (*Roon als Redner*, III, pp. 326-331. Cf. Roon, *Denkwürdigkeiten*, III, p. 316. — 2. TAUBE, *Keyserling*, II, pp. 16-19, 22-25. — 3. HOHENLOHE. *Denkwürdigkeiten*, II, p. 94; trad. franç., II, p. 233.

Page 398. — 1. HOHENLOHE, *Denkwürdigkeiten*, II, p. 96; trad. franç., II, p. 237. — 2. Cité dans la dépêche Lefebvre de Béhaine, 7 mars 1873. — 3. *Bismarck Jahrbuch*, I (1894), pp. 85-87. Sur Ernest Senft de Pilsach (1795-1882), voir PETERSDORFF, *Allgemeine deutsche Biographie*, LIV, pp. 316-329.

Page 399. — 1. SCHULTHESS, 1873, p. 110. — 2. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 392-397. JANISZEWSKI, pp. 194-196. — 3. Dépêche Lefebvre de Béhaine, 23 avril 1873. — 4. POSCHINGER, *Stunden bei Bismarck*, p. 54. — 5. POSCHINGER, *Bismarck und die Parlamentarier*, III, pp. 256-257.

Page 400. — 1. PETERSDORFF, *Kleist Retzow*, p. 426.

Page 401. — 1. BISMARCK, *Reden*, V, pp. 398-409. — 2. *Roon als Redner*, III, pp. 331-335 (Chambre des seigneurs, 24 avril 1873). — 3. RUST, *Reichskanzler Hohenlohe*, p. 641. *Bismarck nach dem Kriege*, pp. 70-71. — 4. Dépêche Gontaut-Biron, du 24 avril 1873.

Page 402. — 1. SCHULTHESS, 1873, p. 97 (séance du Landtag du 21 mars 1873). — 2. SCHULTHESS, 1873, p. 103 (séance du Reichstag du 29 mars 1873). — 3. SCHULTHESS, 1873, p. 117 (séance du Reichstag du 23 avril 1873).

Page 403. — 1. Garibaldi à Riboli, 24 février 1873 (GARIBALDI, *Scritti*, éd. Ciampoli, p. 654). — 2. *Correspondance de Genève*, 2 avril 1873. *Bismarck : Zwölf Jahre deutscher Politik, 1871-1883*, pp. 368-372. — 3. *Landtag*, 1873, pp. 930-931 (discours de Mallinckrodt du 7 février 1873). — 4. Circulaire de Falk, 16 novembre 1872; cf. général BOURELLY, *Correspondant*, 25 juillet 1907, p. 352.

Page 404. — 1. *Archiv*, 1873, II, pp. 312-316. *Mgr Ledochowski*, pp. 223-225 (lettre de Ledochowski du 23 février 1873). — 2. *Mgr Ledochowski*, pp. 254-256 (bref du 24 mars 1873). — 3. SCHULTHESS, 1873, p. 113. — 4. *Archiv*, 1873, II, pp. 319-320. — 5. *Mgr Ledochowski*, p. 225-226. — 6. *Archiv*, 1873, II, p. 323. — 7. SCHULTHESS, 1873, p. 123. — 8. TAUBE, *Keyserling*, II, p. 22. — D'autres mesures de représailles de l'État se succédaient : refus de toutes bourses aux étudiants posnaniens pour l'étude du polonais (28 avril 1873) (SCHULTHESS, 1873, p. 124); expulsion de Prusse des Franciscains et Franciscaines non allemands de Posen (6 mai 1873) (SCHULTHESS, 1873, p. 130), invitations aux curés de rédiger en allemand les actes d'état civil (30 juin 1873) (SCHULTHESS, 1873, p. 161).

Page 405. — 1. SCHULTHESS, 1873, p. 106. — 2. SCHULTHESS, 1873, p. 109. — 3. *Aus dem Nachlass Eduard Lasker's*, éd. Cahn, pp. 90-91. — 4. Pour toute la séance du 9 mai, voir *Landtag*, 1873, pp. 1852-1866.

Page 406. — 1. PRÜLF, *Mallinckrodt*, p. 420. — 2. Sur le baron Burkard de Schorlemer-Alst (1825-1895), voir H. v. PETERS-

DORFF, *Allgemeine deutsche Biographie*, LIV, pp. 158-166. Un choix de discours de Schorlemer parut en 1880 (Osnabrück, Wehberg).

Page 407. — 1. Les cinq discours prononcés par Gerlach, dans la discussion des lois de mai, furent publiés à Berlin, libr. Van Muyden, 1873. — 2. POSCHINGER, *Stunden bei Bismarck*, p. 54.

Page 408. — 1. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1873, p. 34. Texte des lois de mai, dans l'*Archiv*, 1873, II, pp. 123-139. Commentaire dans HINSCHIUS (Berlin, Guttentag). Traduction des lois dans LEFEBVRE DE BÉHAINE, *Léon XIII et Bismarck*, pp. 227-249. (Paris, Lethielleux, 1899). — 3. HAHN, *Geschichte des Culturkampfes*, pp. 126-127.

Page 409. — 1. *Die Religion des Nationalliberalismus* (Leipzig, Rossberg, 1872). Sur Constantin Frantz (1817-1891), voir SCHUCHARDT, *Constantin Frantz, Deutschlands wahrer Realpolitiker* (Melsungen, Hopf, 1896), et EUGEN STAMM, *Konstantin Frantz's Leben und Schriften*, I^{er} Teil. (Heidelberg, Winter, 1907).

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LA RELIGION DE BISMARCK

	Pages
I. — La conscience de Bismarck et l'idée de Dieu. — Bismarck adorateur de Dieu dans l'histoire. — Une crise intime de la jeunesse de Bismarck : Bismarck pénitent. — Ses égarements, ses amitiés avec les mystiques, son repentir, ses fiançailles. — Intensité de sa foi au Rédempteur. — Ce qu'il attend de Dieu : un surcroît de force individuelle pour le service de l'État. — Son incompréhension de la notion d'Église. — Limites et portée de la religiosité bismarckienne.	1-10
II. — La politique de Bismarck et l'idée de Dieu. — Bismarck et l'État chrétien. — Aversion de Bismarck pour les Églises, dès lors qu'elles gênent l'État. — Aversion de Bismarck pour les libertés religieuses accordées en 1850. — Antipathies anciennes de Bismarck diplomate contre le catholicisme, identifié avec l'Autriche, avec la Pologne, avec le guelfisme, ennemis de l'État prussien. — Ménagements de Bismarck ministre pour les susceptibilités des sujets catholiques, dont l'État prussien aura besoin. — Sa froideur à l'endroit	

des motions anticléricales des gauches, à l'endroit des suggestions anti-infaillibilistes du prince de Hohenlohe (1868-1870). — Prépondérance de l'intérêt de l'État sur les antipathies religieuses de Bismarck 10-18

- III. — Deux propos de Bismarck vainqueur (septembre-octobre 1870). — Exacte interprétation qu'ils comportent. — Impossibilité d'admettre que dès cette date Bismarck ait véritablement prémédité le *Culturkampf*. — Absence effective, chez Bismarck, d'une politique religieuse systématique. — Flexibilité de sa politique religieuse d'après les intérêts de l'État. — Indifférence de Bismarck à la lutte d'idées philosophiques qui sera au fond du *Culturkampf*. — Indifférence de ce croyant au règne social de Dieu. — Tiédeur progressive de Bismarck vainqueur, de Bismarck devenu l'homme fort, à l'endroit du christianisme, racine de sa force : « sa corruption par les victoires ». — Impuissance de Bismarck disgracié, affaibli, à trouver dans le christianisme une consolation et un réconfort. — Ce que fut surtout le christianisme pour Bismarck : une école pour la culture de son « moi », en vue du service de l'État 18-26

CHAPITRE II

BISMARCK ET LA QUESTION ROMAINE

Une première rencontre entre l'Église et l'Allemagne nouvelle : la question romaine 27-28

- I. — Complexité de cette question pour la Prusse. — D'une part, nécessité de ménager les sujets catholiques, et antipathie du roi Guillaume pour les révolutionnaires. — D'autre part, nécessité d'empêcher toute alliance entre le Piémont et l'Empire français. — Bismarck et les avances de Mazzini. — Temporisations savantes de Bismarck. — Espoir de certains cercles du Vatican dans la Prusse. — Espoir du Piémont dans la Prusse. — Bismarck et Cucchi (août 1870). — Coups de sonde de la diplomatie piémontaise auprès des États germaniques (septembre 1870). — Les dépêches de Bismarck à Arnim et à Brassier. — Arnim et la prise de

Pages.

Rome: réserves du gouvernement de Berlin au sujet des actes d'Arnim. — Arnim et l'émigration de Pie IX: attitude officielle du gouvernement de Berlin, propos de table de Bismarck. — Manifestations des catholiques d'Allemagne en faveur de Pie IX: agacement de Bismarck	28-42
II. — Ledochowski à Versailles (novembre 1870). — Audience de Guillaume, audience de Bismarck. — Un rêve bismarckien: montrer aux Allemands un « bon vieux Monsieur », Pie IX. — Une insinuation bismarckienne: médiation possible de la Curie romaine entre la France et la Prusse. — Une déception bismarckienne: Antonelli attendu vainement à Versailles. — Désinvolture finale de la Prusse à l'endroit des projets de médiation de la Curie. — Ce que Bismarck attendait de la Curie: une action sur le clergé de France, une action sur les députés catholiques de Bavière: double mécontentement de Bismarck	43-53
III. — Un avertissement de Bismarck au Pape: la visite d'Arnim au couple princier de Savoie (fin janvier 1871). — Joie du cabinet de Florence. — Nouveaux ménagements de Bismarck pour l'Église: les déclarations de Guillaume aux chevaliers de Malte, l'accueil fait au cardinal de Bonnechose. — Propos de Bismarck sur la puissance politique de la Papauté et sur la possibilité d'invoquer un jour l'arbitrage d'une telle puissance. — Un dernier projet de Bismarck: <u>se servir du Pape pour faire avorter la formation du Centre</u>	53-58

CHAPITRE III

LES NATIONAUX-LIBÉRAUX ET LA FORMATION DU CENTRE
ALLEMAND

Sentiments des catholiques westphaliens et rhénans pour la France du second Empire. — Les catholiques du Sud de l'Allemagne et la guerre franco-allemande. (59-65)

I. — Les préparateurs de l'unité allemande: le parti national-libéral. — Programme de ce parti dans les questions religieuses; temporisations de Bismarck.

— L'action anticatholique en 1868 et 1869. — La guerre franco-allemande : « d'abord les Français, ensuite les Jésuites ». — Suspensions jetées sur le patriotisme des prêtres allemands. — Théories protestantes, adoptées par les nationaux-libéraux, sur le caractère confessionnel de la guerre, et sur la solidarité des intérêts protestants avec les intérêts allemands. — Doctrine des conservateurs sur le caractère protestant de la vieille Prusse. — Possibilité d'une alliance provisoire entre ces diverses théories, entre ces divers courants politiques. 65-76

II. — Mobilisation des catholiques contre le péril. — Les manifestes de Cologne et de Soest. — Elections au *Landtag* (16 novembre 1870). — Formation du Centre prussien (13 décembre 1870). — Caractère constitutionnel du jeune parti. — Mécontentement des nationaux-libéraux. — Un article de la *Gazette générale*. . . . 76-80

III. — Le souci de Bismarck durant l'hiver de 1870 : faire l'Empire. — Garanties demandées par Ketteler dans une lettre du 1^{er} octobre 1870. — Craintes de Bismarck au sujet des dispositions des catholiques du Sud. — Un avertissement donné par les *Grenzboten*. — Les catholiques de Bade et l'Empire. — Les catholiques de Bavière et l'Empire : voyage et lettres des chefs nationaux-libéraux. — Une lettre de Pierre Reichensperger. — Les discussions parlementaires à Munich. — L'Empire achevé : gratitude de Bismarck pour les nationaux libéraux. 80-88

IV. — Fondation à Berlin de la *Germania*. — Manifeste des catholiques pour les élections au *Reichstag*. — Caractère social de leur programme ; mécontentement de Bismarck : « La faction Bebel-Savigny ». — Caractère particulariste de leur programme : campagnes immédiates de la presse bismarckienne contre Dalwigk. — Caractère non confessionnel de leurs revendications de liberté religieuse : lettre du prêtre Majunke au comte Frankenberg. — Les élections du 3 mars : quarante-trois membres du Centre. — Mécontentement provoqué chez Bismarck par les luttes du Centre contre les aristocrates de Silésie et par les victoires du Centre en terre prussienne. — Premières campagnes de presse contre Windthorst et Ketteler 88-100

V. — Ketteler chez Bismarck (mars 1871) : impressions optimistes du prélat. — Manœuvres des nationaux-libéraux pour la formation de la future majorité. — Le

	Pages.
discours du trône au nouveau <i>Reichstag</i> (21 mars) : l'Allemagne indifférente à la question romaine. — Rédaction du projet de réponse par l'israélite Lasker, national-libéral. — Contre-projet du Centre. — Les discussions sur l'adresse. — Définition par Bennigsen du caractère du nouvel Empire. — <u>Silence de Bismarck.</u> — Première défaite parlementaire du Centre . . .	100-108
VI. — <u>La Constitution de l'Empire.</u> — Les législations intolérantes des petits États protestants. — Motion du Centre en faveur de l'insertion, dans la Constitution de l'Empire, des garanties de liberté religieuse inscrites dans la Constitution prussienne. — Un mot de Bismarck sur le polonisme et l'Église. — Les discussions sur la Constitution. — Le libéralisme de 1848 et le libéralisme des nationaux-libéraux. — Silence de Bismarck. — Seconde défaite parlementaire du Centre. — Espoir d'Auguste Reichensperger en Bismarck et en Guillaume I ^{er} .	(108-115)
VII. — La religiosité de Guillaume I ^{er} . — Son orthodoxie; ses liens maçonniques. — Ses sentiments à l'endroit du catholicisme. — L'impératrice Augusta : vraies raisons, nature et portée de ses sympathies pour le catholicisme. — Inquiétudes d'Augusta en avril 1871 au sujet des haines de certains cercles politiques contre le catholicisme. — Préparatifs hostiles des nationaux-libéraux. — L'idée d'une législation religieuse d'Empire : attitude expectante de Bismarck . . .	115-121
VIII. — Négociations de Bismarck à Rome par l'intermédiaire de Tauffkirchen, ministre de Bavière. — Bruits de presse au sujet de certains propos d'Antonelli et de Pie IX, interprétés comme un désaveu du Centre. — Intervention de Ketteler; rectification du Vatican. — Conversations de Bismarck avec Hohenlohe et Uaruh : lettre de Bismarck à Frankenberg sur le désaveu du Centre par le Vatican (19 juin 1871). — Pie IX et la députation de l'Alsace : propos affectueux du Pape. — Paroles décisives d'Antonelli : son refus de blâmer le Centre. — Première riposte de Bismarck : manifestation de Brasier de Saint-Simon attestant l'adhésion de Bismarck à l'idée de Rome capitale. — Perspectives d'avenir : une coopération possible entre Bismarck et les vieux-catholiques; un mariage de raison entre Bismarck et les nationaux-libéraux . . .	124-131

CHAPITRE IV

LES VIEUX-CATHOLIQUES ; LEURS PREMIÈRES VICTOIRES ;
LE PARAGRAPHE DE LA CHAIRE (NOVEMBRE 1871)

	Pages.
L'alliance religieuse qui s'offre à Bismarck : celle des vieux-catholiques	135-136
I. — Débuts du mouvement d'attaque contre la définition dogmatique nouvelle. — Le professeur Schulte : ses démarches antérieures au vote conciliaire. — Le lendemain du concile : premier choc entre Doellinger et l'archevêque Scherr, entre la « science allemande » et la hiérarchie (21 juillet 1870). — Les déclarations de la « science » : Munich, Koenigswinter, Nuremberg. — Les déclarations de l'épiscopat : réunion de Fulda. . .	136-145
II. — Un isolé : l'évêque Hefele. — Ses tourments de conscience. — Ses hésitations à imiter ceux qui se soumettent, comme à imiter ceux qui se séparent. — Insoumission définitive de Doellinger : son appel à l'État. — La brochure de Fessler et la soumission de Hefele. — Hommage rendu par l'assemblée épiscopale d'Eichstaedt (mai 1871) à l'opportunité même de la définition. . .	145-154
III. — La tactique des anti-infaillibilistes. — Leur thèse sur les conséquences politiques de la définition. — Écrits successifs de Schulte. — L'infaillibilité présentée comme un péril pour le germanisme	154-157
IV. — Un défenseur du germanisme : Louis II de Bavière. — Habileté de la Prusse à flatter ce théologien couronné, à l'entourer, à l'exploiter. — Rôle politique et religieux du ministre Lutz : son ignorance systématique du Concile. — Les incidents de Mering ; les incidents de Munich. — Lettre des évêques au roi de Bavière (15 mai 1871). — Ajournement de la réponse . . .	157-163
V. — Attitude personnelle de Bismarck à l'endroit de l'infaillibilité. — Attitude de Mühlér, ministre des Cultes en Prusse. — Indifférence de la Prusse pour les curés vieux-catholiques ; complaisance de la Prusse pour les professeurs vieux-catholiques, universitaires de Bonn	

	Pages.
ou maîtres de religion dans l'Ermeiand. — Lettre de Krementz, évêque d'Ermeiand, à Mühler. — Ajournement de la réponse	163-166
VI. — Effet produit, en juin 1871, par le refus d'Antonelli de blâmer le Centre. — Premières représailles bismarckiennes. — L'enseignement religieux vieux-catholique imposé par l'État prussien au gymnase de Braunsberg. — La suppression de la « division catholique », accusée de polonisme et d'ultramontanisme : Bismarck et Kraetzig. — Parallélisme entre les théories vieilles-catholiques et les arguments allégués par le ministre Mühler contre la « division catholique ». — Un article anxieux d'Auguste Reichensperger (août 1871) . .	166-177
VII. — Les inspirations bismarckiennes et les représailles bavaroises. — Démission du premier ministre Bray. — Le ministère Hegnenberg ; réponse de Lutz aux évêques de Bavière (27 août 1871). — Les mesures bismarckiennes au sujet du régime scolaire en Alsace. — Entrevue de Bismarck avec Beust : ses plaintes contre les catholiques	177-183
VIII. — La situation du parti anti-infaillibiliste dans le second semestre de 1871. — Deux courants : Doellinger et Schulte. — Le congrès de septembre 1871 : victoire de Schulte sur les désirs de Lutz, soutenus par Doellinger. — Constitution du vieux-catholicisme. — Une église de professeurs : indifférence des masses. . .	183-192
IX. — Effet de ces incidents sur les laïques catholiques naguère hostiles, pour raisons d'opportunité, à la définition de l'infaillibilité. — Attitude d'Auguste Reichensperger, de Ketteler, de Joerg, de Windthorst. — Démarche de l'épiscopat prussien auprès de Guillaume I ^{er} . — Guillaume I ^{er} à l'assemblée protestante d'octobre 1871 : inquiétude des catholiques. — Réponse sévère de Guillaume I ^{er} à l'épiscopat. — Progrès des courants anticatholiques au <i>Reichstag</i> . — Démarche du ministère bavarois auprès de Bismarck : Munich réclame de Berlin des armes contre les « excès » de la chaire. — Inquiétude des catholiques ; démarches de Ketteler auprès de Bismarck et de Guillaume. — Adoption par le Conseil fédéral du projet de loi souhaité par le gouvernement de Munich . . .	192-305
X. — Le « paragraphe de la chaire » devant le <i>Reichstag</i> . — L'unité allemande parachevée aux dépens de l'Église. — Les discussions parlementaires : le vote final. — Re-	

sultat moral des débats : suspicion jetée sur l'évêque
 X pat d'Allemagne. — Une étape nouvelle dans la mar-
 X che parallèle des nationaux-libéraux et de Bismarck. 205-212

CHAPITRE V

LA LOI SUR L'INSPECTION SCOLAIRE. L'INCIDENT HOHENLOHE.

LA LOI CONTRE LES JÉSUITES (NOVEMBRE 1871-JUIN 1872)

La vieille Prusse et la nouvelle Allemagne ; recul des
 vieilles idées prussiennes. — La force prussienne au
 X service de l'idée de laïcisation, en Hanovre, en Alsace,
 X en Prusse même. 213-216

I. — L'école prussienne avant 1870 : entente des deux pou-
 voirs. — Projets perturbateurs de Bismarck. — Origine
 de ces projets ; le désir de lutter contre le « polo-
 nisme ». — Bismarck et le ministre Mühler. — Hostili-
 tés générales contre Mühler. — Démarches des natio-
 naux-libéraux contre Mühler. — Démission de ce minis-
 tre (janvier 1872) 216-224

II. — Une question délicate : la succession de Mühler. —
 Adalbert Falk : victoire d'Aegidi sur les hésitations de
 l'empereur. — La personnalité de Falk : son programme
 aux Cultes, son programme à l'Instruction. — Sa pre-
 mière mesure au sujet du gymnase de Braunsberg. —
 Acheminement vers la « simultanité » de l'école : in-
 quiétudes de l'orthodoxie protestante. — Gestes d'ac-
 cord entre les catholiques et les protestants orthodoxes
 contre le projet de loi sur l'inspection scolaire . . . 225-234

III. — Interpellation du Centre sur la suppression de la
 « division catholique » (30 janvier 1872). — Discours de
 Bismarck : son respect imprévu pour le principe des
 majorités. — Attaques de Bismarck contre le confes-
 sionalisme du Centre (31 janvier 1872). — Fléchisse-
 ment de la majorité catholique dans la Chambre bava-
 roise 234-239

IV. — Les grands tribuns du Centre prussien. — Un
 type d'opposant : Windthorst ; son passé, sa foi reli-
 gieuse, sa tactique parlementaire, sa réputation. —

Pages.

- L'avocat du droit : Mallinckrodt, le Caton du Centre. —
 Les deux frères Reichensperger 239-249
- V. — La discussion sur le projet scolaire. — Portée philosophique que donnent au projet les discours parlementaires. — Portée politique que donnent au projet les discours de Bismarck et de Falk. — Le Centre accusé par Bismarck d'alliance avec les ennemis intérieurs de l'Empire. — Duel oratoire entre Bismarck et Windthorst (9 février 1872). — Riposte de Mallinckrodt : « la perle de Meppen ». — Débuts de la brouille entre Bismarck et les conservateurs. — Vote du projet par la seconde Chambre du *Landtag*. — Inutile effort de Frankenberg pour séparer les catholiques du Centre. . . 249-260
- VI. — Le projet scolaire devant la Chambre des Seigneurs. — Une manœuvre policière : l'affaire Westerwelle. — Kleist Retzow et Bismarck : brouille entre l'oncle et le neveu. — Bismarck à la tribune des Seigneurs : le Centre accusé d'alliance avec les ennemis extérieurs de l'« Empire évangélique ». — Propos de la presse sur la conspiration catholique internationale. — Vote du projet par les Seigneurs. 260-268
- VII. — Résultat du vote : rupture entre Bismarck et les conservateurs. — Panégyrique de Bismarck par les nationaux-libéraux. — La tactique de Falk : application lente de la nouvelle loi scolaire. — Difficultés nouvelles entre Falk et l'épiscopat. — Les excommunications prononcées par Krementz : susceptibilités de Falk. — Les concessions de Roon, ministre de la Guerre, au culte vieux-catholique : ferme résistance de Namszanowski, évêque de l'armée. — Vague montante d'anticatholicisme dans les divers États de l'Allemagne. 268-275
- VIII. — Action commune des évêques contre le péril. — Lettre épiscopale du 1^{er} avril 1872. — Solidarité établie par la presse bismarckienne entre l'épiscopat et la *Correspondance de Genève*. — Boutades du chancelier contre le Centre et contre l'Église 275-280
- IX. — Nomination du cardinal de Hohenlohe comme ambassadeur auprès du Pape. — Refus du Vatican ; commentaires de la presse. — Interpellations au *Reichstag* (14 mai 1872). — Déclaration de Bismarck : « Nous n'allons pas à Canossa ». — Rôle d'un ambassadeur auprès du Pape, d'après la conception bismarckienne : expliquer, non négocier. — Circulaire diplomatique de Bismarck en vue du futur conclave. — Suspensions de Wind-

- thorst au sujet du dessein qu'aurait Bismarck d'anéantir ou de fausser la Papauté au prochain conclave . . . 280-290
- X. — Les Jésuites d'après Bismarck : leur entremise entre le Pape et les évêques, leur complicité avec le Centre. — Campagnes des nationaux-libéraux, de la maçonnerie, des vieux-catholiques, des protestants libéraux, contre les Jésuites. — Transformations successives du projet de loi qui les vise. — Une manœuvre de la dernière heure : prétendue bulle de Pie IX. — Vote définitif du projet (19 juin 1872) ; rôle décisif du prince de Hohenzollern dans la lutte contre les Jésuites. — Mobilisation parallèle des protestants conservateurs et des protestants libéraux contre la Compagnie de Jésus, caractère éphémère de leur accord. 290-301
- XI. — Rigueurs nouvelles contre l'épiscopat : révocation de Namszanowski, menaces de Falk contre Krentz. — Mesures contre les ordres religieux enseignants. — Innovations pédagogiques de la conférence de juin : introduction d'un esprit plus laïque dans l'école prussienne. — Anxiété de Kleist Retzow et des protestants conservateurs. — Exacerbation du conflit religieux : échange de défis entre la *Gazette de Spener* et la *Germania*. — Projet bismarckien d'enrôler l'Autriche et l'Italie pour la lutte contre l'Église. — Portée politique que prend cette lutte, considérée comme un épisode de la lutte contre la France 301-308

CHAPITRE VI

LES PREMIÈRES ESCARMOUCHES CONTRE L'ÉPISCOPAT. LA PRÉPARATION ET LE VOTE DES LOIS DE MAI (juillet 1872-mai 1873).

- Début d'une période nouvelle dans l'offensive bismarckienne contre l'Église. — Inauguration progressive d'une politique ecclésiastique plus méthodique, qui attaquera les évêques à coups de lois 308-311
- I. — Discours de Pie IX : la petite pierre qui mettra en miettes le pied du colosse. — Commentaires irrités de la presse bismarckienne. — Application draconienne de la loi contre les Jésuites. — Mobilisation catholique de

Pages.

- Mayence. — Inquiétudes d'Eulenburg, d'Arnim, de Bluntschli, sur l'efficacité de la tactique bismarckienne . . . 312-319
- II. — Un ultimatum de Bismarck à Krementz. — Krementz exclu des fêtes de Marienburg et privé de toute dotation budgétaire. — Manifestation épiscopale de Fulda (20 septembre 1872). — Un chevalier protestant des intérêts catholiques : Gerlach. — Sa brochure : *Empereur et Pape*. — Alarmes bismarckiennes au sujet d'un rapprochement possible entre le Centre et certains conservateurs . . . 319-327
- III. — Inquiétudes momentanées de Bismarck sur les dispositions de la Bavière. — Deux hommes en Louis II : un ennemi de l'« ultramontanisme » et un particulariste. — Un projet de ministère Gasser : déchaînement des nationaux-libéraux et des vieux-catholiques. — Un avertissement à la Bavière : attaque contre Lutz, soupçonné de tiédeur dans la lutte contre l'Église. — Décision définitive de Louis II ; appel de Pfretzschner au pouvoir ; satisfaction de la Prusse. — Une ébauche d'entente, à Bade, entre le ministère et l'Église, au sujet de l'examen des clercs. — Échec final de cette entente : ordonnances badoises de novembre 1872. — Resserrement des liens entre Carlsruhe et Berlin. — Les courants anticatholiques en Hesse. — L'anticatholicisme érigé par Bismarck en marque d'orthodoxie civique. — Bismarck acclamé par Garibaldi. . . 327-335
- IV. — Les dispositions anticatholiques des familiers de Bismarck : Abeken, Wagener, Roessler. — Consultations des canonistes. — Les partisans de la séparation des Églises et de l'État : Meier, Hinschius. — Les théories du vieux-catholique Schulte : la « démocratisation » de l'Église sous les auspices de l'État prussien, vainqueur de la hiérarchie. — Un théoricien de l'asservissement de l'Église à l'État : Friedberg. — Adoption par Falk des idées de Friedberg. — Appel de Friedberg à Bismarck. — Divergences de tendances entre Bismarck et Falk. . . 335-349
- V. — Un demi-recul au moment d'engager la lutte (automne de 1872). — Conseils de Gelzer à Guillaume I^{er}. — Médiocre enthousiasme, à la Cour, pour une politique belliqueuse : une lettre de Charles-Antoine de Hohenzollern. — Hostilité de Bismarck à l'idée d'une législation d'Empire contre l'Église. — Préparatifs d'une législation prussienne : enthousiasme personnel de Falk pour le « combat ». — Transformations dans l'adminis-

tration prussienne ; leur influence sur la politique religieuse. — Excès de paroles de certains hauts fonctionnaires contre l'Église 349-355

VI. — Un coup de théâtre : démission de Bismarck des fonctions de président du ministère prussien. — Le ministère Roon. — Antipathie de Roon pour les nationaux-libéraux. — Possibilité d'ajournement d'une législation prussienne contre l'Église (novembre-décembre 1872). — Allocution papale du 23 décembre 1872 : recrudescence immédiate à Berlin de l'esprit de persécution. — Pie IX traité de « nouveau Benedetti ». — Victoire définitive des tendances anticatholiques. — Mise en congé de Stumm ; vacance du poste diplomatique de l'Allemagne auprès du Saint-Siège. 355-359

VII. — Le début de 1873 : conversation entre Bismarck et Schulte. — Impressions complexes de Schulte. — Crainte persistante, dans l'esprit de Schulte, d'un rapprochement futur entre Bismarck et Rome. — L'ouverture de la lutte : la « grande chasse au faucon ». — Responsabilité de Bismarck dans la préparation des lois de mai. — Falk responsable du détail ; Bismarck responsable pour le rôle qu'il assume, de gagner aux projets de loi l'esprit de l'Empereur 359-370

VIII. — L'intention avouée de Falk : réagir contre la politique libérale inaugurée en 1848. — Le projet de loi sur la sortie de l'Église. — Le projet de loi sur l'éducation des clercs et sur la nomination aux charges ecclésiastiques. — Le projet de loi sur la juridiction ecclésiastique et sur l'établissement d'une cour royale pour les affaires d'Église. — Le projet de loi sur les limites du droit de coercition ecclésiastique. — Comparaison de ces projets avec la loi wurtembergeoise de 1862, avec la loi autrichienne de 1874. — Projet préalable d'amendement aux articles 15 et 18 de la constitution. — Manifestations de l'épiscopat contre ces projets. — Attitude du Conseil supérieur évangélique. — Confiance de la *Correspondance provinciale* dans la soumission finale de l'épiscopat. 370-384

IX. — Les travaux de la commission. — La Constitution amendée. — La discussion des projets de loi. — Les violences de la tribune parlementaire contre l'Église. — Le rôle philosophique assigné à la nouvelle Allemagne. — Les interventions oratoires des membres du Centre et d'Ernest-Louis de Gerlach. — Un mot historique

Pages.

lancé par le matérialiste Virchow. — Le <i>Culturkampf</i> . — Apparition de Bismarck à la Chambre des Seigneurs. — Son discours sur la lutte éternelle entre la royauté et la prêtrise (18 mars 1873). — Allégations divergentes de Bismarck, de Roon et de Falk, sur la cause du <i>Culturkampf</i> . — Un avertissement du vieux maréchal Manteuffel. — Echange d'anathèmes entre Bismarck et le conservateur Senfft de Pilsach. — Nouveau discours de Bismarck devant les Seigneurs (24 avril 1873) : attaques contre le Centre et contre les conservateurs. — Ascension croissante des idées antireligieuses : l'initiative parlementaire et le mariage civil. — Acceptation des projets par la Chambre des Seigneurs (1 ^{er} mai 1873). — La guerre en Posnanie : conflit entre l'État et Ledochowski au sujet de la langue dans laquelle doit être donné l'enseignement religieux	384-403
X. — Discussion suprême des projets de loi devant le <i>Landtag</i> (9 mai 1873). — Discours de Mallinckrodt, Schorlemer-Alst, Gerlach, Windthorst et Auguste Reichensperger : l'existence de Bismarck traitée de catilinaire, sa politique de jacobine. — Vote définitif des lois de mai	403-408

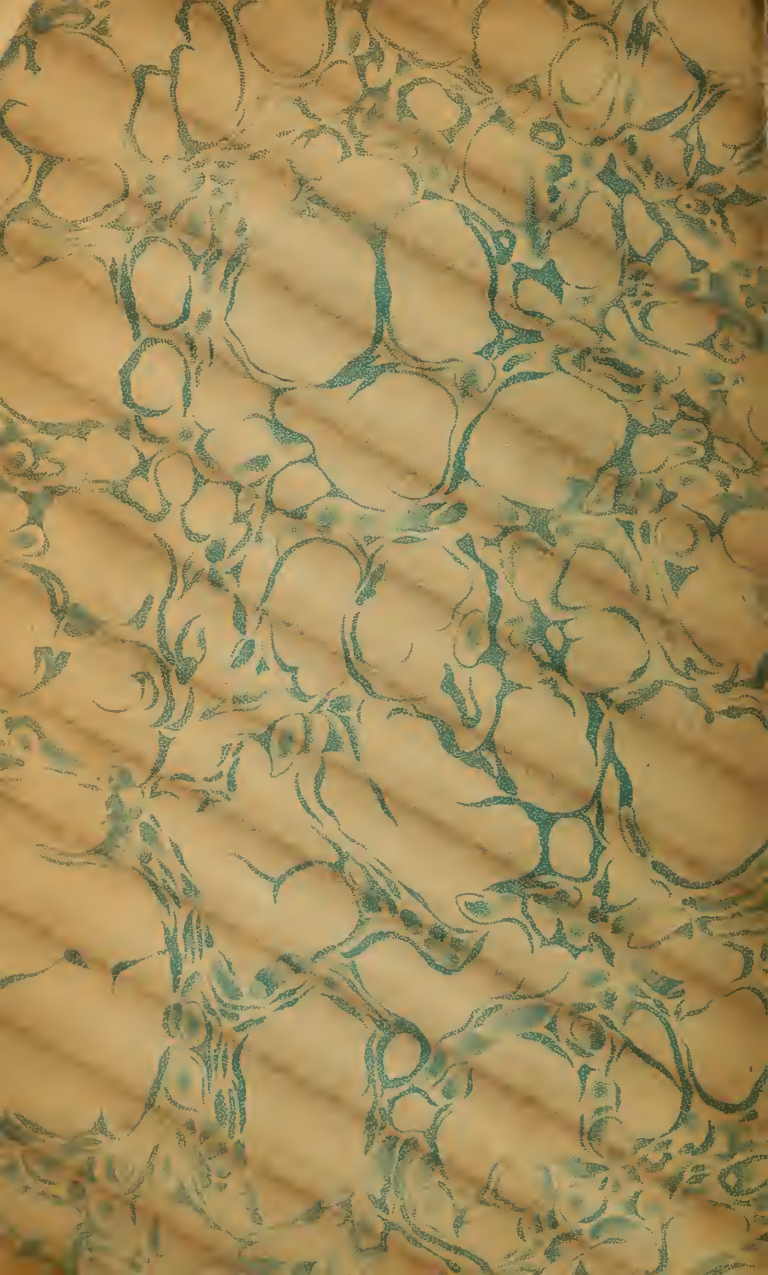
POITIERS

IMPRIMERIE MARC TEXIER

7, RUE VICTOR-HUGO, 7

.





171974

HG

Author Goyau, Georges

G7E4b

Title Bismarck et l'église.

Vol.1.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

*Ni enlevé
pas
cette
carte*

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

